

Bradford 2341

L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES.

3^e VOLUME.

ANNÉE 1878.



BERNE.

IMPRIMERIE LANG & COMP.

MEMORANDUM

TO : [REDACTED]

FROM : [REDACTED]

SUBJECT: [REDACTED]



[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

TABLE DES MATIÈRES.

A. TABLE CHRONOLOGIQUE.

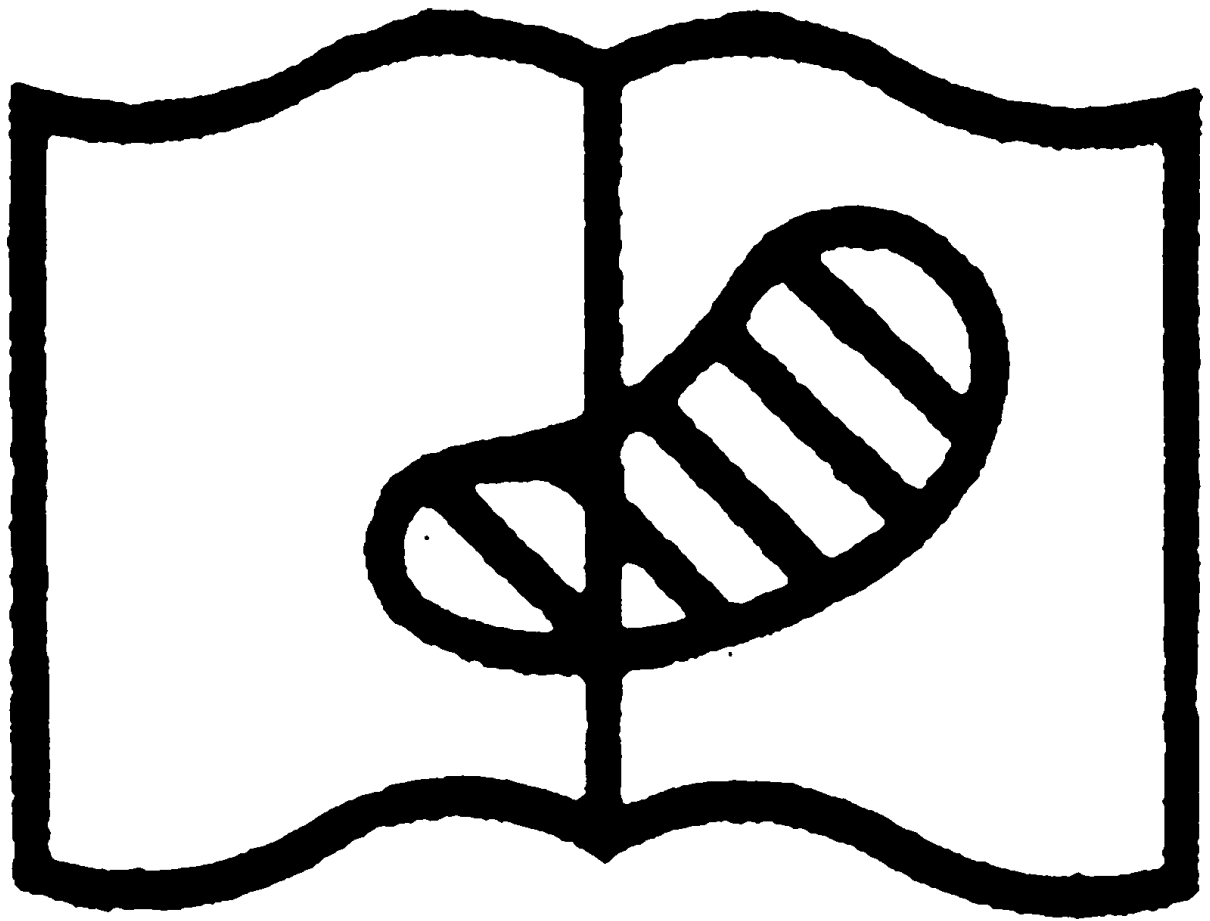
	Pages		Pages
N° 1. — 1^{er} janvier.		N° 7. — 1^{er} juillet.	
Notice sur le régime postal en Angleterre	1—13	Le service des postes aux Indes orientales néerlandaises, en 1876	137—143
Le tarif postal de l'Espagne	13—18	Le Congrès postal de Paris (suite)	143—150
La Poste dans la Nouvelle-Galles du Sud	18—19	Bibliographie	150
Communications	19—20	Communications	151—152
N° 2. — 1^{er} février.		N° 8. — 1^{er} août.	
Les boîtes à lettres	21—30	Histoire des Postes allemandes	153—166
Le Congrès postal de Paris. — Projet de Convention	30—45	Le Congrès postal de Paris (suite)	166—177
Révision de la Législation postale en Belgique	45—46	Communications	177—178
Communications	46—48	N° 9. — 1^{er} septembre.	
N° 3. — 1^{er} mars.		Origine et progrès des Postes dans les anciennes colo- nies espagnoles de l'Amérique centrale et de l'Amé- rique du Sud	179—190
Le Congrès postal de Paris. — Projet de règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la Convention	49—75	Le Congrès postal de Paris (suite)	190—198
Révision de la Législation postale en Belgique	75—77	Communications	198
Communications	78—80	N° 10. — 1^{er} octobre.	
N° 4. — 1^{er} avril.		Le service ambulant des postes en Allemagne	199—210
Le Congrès postal de Paris. — Projet d'arrangement concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées, suivi d'un projet de règlement de détail et d'ordre y relatif	81—96	Le Congrès postal de Paris (fin)	210—214
Délai de garde des lettres poste-restante	96—99	Nécrologie	215
Communications	100	Communications	215—218
Tableau de la Statistique générale du service postal pendant l'année 1876 (supplément).		N° 11. — 1^{er} novembre.	
N° 5. — 1^{er} mai.		Adresse des objets de correspondance	219—226
Le Congrès postal de Paris. — Projet d'arrangement concernant l'échange des mandats de poste, suivi d'un projet de règlement de détail et d'ordre y relatif	101—112	Les envois de valeurs déclarées dans le service inter- national	226—230
Les postes dans la République Argentine en 1876	112—118	Bibliographie	230—231
Communications	118—120	Communications	231—234
N° 6. — 1^{er} juin.		N° 12. — 1^{er} décembre.	
Application du système des timbres-poste au service des Caisses d'épargne postales	121—133	La statistique postale et son importance pour les Ad- ministrations	235—246
Le Congrès postal de Paris	133—135	Introduction d'une taxe unique pour les menues objets dans les échanges internationaux	246—254
Communications	135—136	Communications	254

B. TABLE ALPHABÉTIQUE.

	Pages		Pages
A dresse des objets de correspondance	219	E gypte. Suppression des bureaux britanniques d'Alexandrie et de Suez	19
A lexandrie. Suppression du bureau de poste anglais d'Alexandrie	19	E nveloppes de lettres spéciales	232
A lgérie. Renseignements statistiques	80	E spagne. Tarif postal	13
A llemande. Conférence des Directeurs des principaux bureaux de poste d'Allemagne	46	É tats-Unis d'Amérique. Aperçu des recettes effectuées par les principaux bureaux de poste pendant l'exercice 1876/77	136
— Histoire des Postes allemandes	153	— Convention postale avec la colonie britannique de Victoria	178
— Résiliation de la convention avec le Pérou	151	— Règles à observer à l'égard des livres et publications périodiques importés aux États-Unis par la voie de la poste	215
— Service ambulans des postes en Allemagne	199	E xposition. Bureau temporaire de poste et de télégraphe pendant la durée de l'exposition de Paris	118
A mérique. Origine et progrès des postes dans les anciennes colonies espagnoles de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud	179	— La poste à l'exposition universelle de Paris	233
A rgentine (République). Entrée dans l'Union générale des postes	48	F alkland (îles). Entrée dans l'Union	218
— Etablissement de la poste argentine	188	F rance. Changements dans la haute Direction des Postes de France	20
— Les postes dans la République argentine en 1876	112	— Echange de mandats de poste :	
A utriche-Hongrie. Echange de mandats de poste avec la France	151	avec l'Autriche-Hongrie	151
B elgique. Extension du service d'encaissement des effets de commerce	48	avec le Danemark	119
— Extension du service de distribution à domicile des valeurs déclarées	79	avec la Norvège	177
— Réduction de la taxe de remise à domicile <i>par exprès</i>	79	avec les colonies néerlandaises des Indes orientales	47
— Révision de la législation postale en Belgique	45, 75	avec la Suède	79
B ibliographie. Guide commercial des Postes, Télégraphes, Chemins de fer et Péages de la Suisse, par Hoch	230	— Mise à l'essai des mandats-cartes	177
— Manière de déterminer l'heure moyenne, par Dworzak	231	— Réduction des taxes postales dans l'intérieur de la France et de l'Algérie	78, 100, 120
— Vocabulaire pratique des termes techniques du service postal en différentes langues, par Wittmann	150	— Réduction des taxes applicables aux lettres échangées avec les autres pays de l'Union	120
B oîtes à lettres (les)	21	— Réduction du droit de recommandation applicable aux lettres circulant à l'intérieur	254
C aisse d'épargne. Application du système des timbres-poste au service des caisses d'épargne postales	121	— Suppression des retenues de traitement par mesure disciplinaire	47
C anada. Entrée dans l'Union	136	G rande-Bretagne. Notice sur le régime postal	1
— Renseignements statistiques	152	— Réduction du droit de recommandation et garantie en cas de perte des lettres recommandées	48
C arte postale. Voyage d'une — autour du monde en 117 jours	234	G rèce. Retraite de M. Léonardos, Directeur général des Postes helléniques	20
C ongrès postal de Paris	30, 133, 143	— Nomination de M. C. S. Crokidas comme Directeur général des Postes helléniques	48
— Projet de Convention	31	H onduras britannique. Entrée dans l'Union	233
— Projet de Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la Convention	49	I nde britannique. Spécimens d'écritures usitées dans l'Inde	232
— Projet d'arrangement concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées, suivi du projet de règlement de détail et d'ordre y relatif	81	I ndes orientales néerlandaises. Echange de mandats de poste avec la France	47
— Projet d'arrangement concernant l'échange des mandats de poste, suivi du projet de règlement de détail et d'ordre y relatif	101	— Service des postes en 1876	137
— Modifications apportées par le Congrès :		L agos. Entrée dans l'Union	218
au projet de Convention	144	L ibéria. Accession à la Convention de Paris	232
au projet de règlement pour l'exécution de la Convention	166	M enus objets. Introduction d'une taxe unique pour les menus objets dans les échanges internationaux	246
aux projets d'arrangement et de règlement concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées	190	N écrologie. M. Maclean	215
aux projets d'arrangement et de règlement concernant l'échange des mandats de poste	210	N orvège. Echange de mandats avec la France	177
C openhague. Société de construction fondée par les facteurs des postes de cette ville	151	N ouvelle-Galles du Sud. La poste dans la —	18
C ôte d'or. Admission dans l'Union	218	P aris. Bureau temporaire de poste et de télégraphe pendant la durée de l'exposition	118
D anemark. Echange de mandats de poste :		— La poste à l'exposition universelle de —	233
avec la France	119	P ays-Bas. Echange de mandats de poste avec le Danemark	119
avec les Pays-Bas	119	— Réduction du droit d'assurance	100
D élai de garde des lettres poste-restante	96		

	Pages
Pérou. Entrée dans l'Union	151, 218
— Résiliation de la Convention postale avec l'Allemagne	151
Perse. Accession à la Convention de Paris	215
Sierra-Léone. Entrée dans l'Union	218
Sénégal. Entrée dans l'Union	218
Statistique générale du service postal dans les pays de l'Union (v. supplément au n° 4).	
Statistique postale (la) et son importance pour les Administrations	235
Suède. Echange de mandats de poste avec la France	79
Suez. Suppression du bureau anglais de Suez	19
Suisse. Admission des lettres écrites par les aveugles, au tarif des imprimés	177
— Introduction des timbres-taxes ou chiffres-taxes	136
— Résultats financiers de l'Administration des Postes de Suisse en 1877	135
— Taxe pour le transport des journaux et autres publications périodiques	231
Terre-Neuve. Entrée dans l'Union	218

	Pages
Union générale des Postes :	
Changement de dénomination	199
Etendue à partir du 1 ^{er} avril 1879	198
— Adhésion ou admission des pays ci-après :	
Argentine (République)	48
Canada	136
Côte d'or	218
Falkland (îles)	218
Gambie	218
Honduras britannique	233
Lagos	218
Pérou	218
Sierra-Léone	218
Terre-Neuve	218
Union postale universelle. Adhésion des pays ci-après à la Convention de Paris :	
Libéria	232
Perse	215
Valeurs déclarées. Envois de valeurs déclarées dans le service international	226
Victoria. Convention postale avec les États-Unis d'Amérique	178



Inhalts-Verzeichniss.

A. Chronologische Uebersicht.

	Seite.		Seite
N° 1. — 1. Januar.		N° 7. — 1. Juli.	
Mittheilungen über englische Postverhältnisse . . .	1—13	Der Postdienst in Niederländisch-Indien während des Jahres 1876	137—143
Spaniens Brieftaxen	13—18	Der Pariser Post-Kongress (Fortsetzung)	143—150
Die Post in Neu-Süd-Wales	18—19	Bücherkunde	150
Mittheilungen	19—20	Mittheilungen	151—152
N° 2. — 1. Februar.		N° 8. — 1. August.	
Die Postbriefkasten	21—30	Geschichte des deutschen Postwesens	153—165
Der Pariser Postkongress — Vertrags-Entwurf — . .	30—45	Der Pariser Post-Kongress (Fortsetzung)	166—177
Revision der belgischen Postgesetzgebung	45—46	Mittheilungen	177—178
Mittheilungen	46—48	N° 9. — 1. September.	
N° 3. — 1. März.		Ursprung und Entwicklung des Postwesens in den früheren spanischen Kolonien Mittel- und Süd- Amerika's	179—190
Der Pariser Postkongress (Fortsetzung) — Entwurf zur Ausführungs-Uebereinkunft zum Verträge	49—75	Der Pariser Post-Kongress (Fortsetzung)	190—198
Revision der belgischen Postgesetzgebung	75—77	Mittheilungen	198
Mittheilungen	78—80	N° 10. — 1. Oktober.	
N° 4. — 1. April.		Die Bahnposten im deutschen Reichspostgebiet	199—210
Der Pariser Postkongress (Fortsetzung) — Entwurf zum Uebereinkommen, betreffend den Austausch von Briefen mit Werthangabe, und zu der zugehörigen Ausführungs- Uebereinkunft —	81—96	Der Pariser Post-Kongress (Schluss)	210—211
Die Aufbewahrungszeit der postlagernden Sendungen .	96—99	Nekrolog	215
Mittheilungen	100	Mittheilungen	215—218
Statistik über den Postverkehr in den Ländern des all- gemeinen Postvereins im Jahre 1876 (Anl. v. N° 4).		N° 11. — 1. November.	
N° 5. — 1. Mai.		Die Adressirung der Postsendungen	219—226
Der Pariser Postkongress (Fortsetzung) — Entwurf zum Uebereinkommen, betreffend den Austausch von Briefen mit Werthangabe, und zu der zugehörigen Ausführungs- Uebereinkunft —	101—112	Die Postwerthsendungen im internationalen Verkehr .	226—230
Das Postwesen der Argentinischen Republik im Jahre 1876	112—118	Bücherkunde	230—231
Mittheilungen	118—120	Mittheilungen	231—234
N° 6. — 1. Juni.		N° 12. — 1. Dezember.	
Anwendung des Freimarken-Systems im Dienst der Post-Sparkassen	121—133	Die Poststatistik und ihre Bedeutung für die Ver- waltungen	235—246
Der Pariser Post-Kongress	133—135	Die Einführung einer Einheitstaxe für kleine Packete im internationalen Postverkehr	246—254
Mittheilungen	135—136	Mittheilungen	254

B. Sachregister

(mit Angabe der Seitenzahlen).

<p>Adressirung, die — der Postsendungen 219</p> <p>Alexandrien (Egypten), Aufhebung der britischen Postanstalt daselbst 19</p> <p>Algerien, Postwesen in — 80</p> <p>Allgemeiner Postverein, Abänderung der Bezeichnung desselben in « Weltpostverein » 199</p> <p>— Umfang desselben vom 1. April 1879 ab 198</p> <p>— Beitritt zu demselben von</p> <p> der Argentinischen Republik 48</p> <p> Britisch-Honduras 233</p> <p> Britisch-Senegambien 218</p> <p> Canada 136</p> <p> den Falklands-Inseln 218</p> <p> der Goldküste 218</p> <p> Lagos 218</p> <p> Neufundland 218</p> <p> Peru 151, 218</p> <p> Sierra Leone 218</p> <p>Amerika, Ursprung und Entwicklung des Postwesens in den früheren spanischen Kolonien Mittel- und Süd-Amerikas 179</p> <p>Argentinische Republik, Beitritt derselben zum allgemeinen Postverein 48</p> <p>— Postwesen der — im Jahre 1876 112</p> <p>Belgien, Revision der Postgesetzgebung in — 45, 75</p> <p>— Ausdehnung des Postauftragsverfahrens bezüglich der Einziehung von Wechseln 48</p> <p>— Ausdehnung der Bestellung von Werthbriefen 79</p> <p>Briefkasten, die Post- 21</p> <p>Briefumschläge, Erfindung einer neuen Art — 232</p> <p>Britisch-Honduras, Beitritt zum allgemeinen Postverein 233</p> <p>Britisch-Indien, Sammlung von Schriftproben der im Bereiche der Postverwaltung von — vorkommenden Sprachen 232</p> <p>Britisch-Senegambien, Beitritt zum allgemeinen Postverein 218</p> <p>Bücherkunde. Parallel-Lexikon für postamtliche Fachausdrücke in deutscher, französischer, englischer und italienischer Sprache von Wittmann 150</p> <p>— Schweizerisches Handbuch für den Post-, Telegraphen-, Eisenbahn- und Zollverkehr von Hoch 230</p> <p>— Ortszeit-Regulator von Dworzak 231</p> <p>Canada, Dominion of —, Beitritt derselben zum allgemeinen Postverein 136</p> <p>— Auszug aus dem Verwaltungsberichte des General-Postmeisters der — pro 1876/77 152</p> <p>Congress, s. Kongress.</p> <p>Dänemark, Einführung des Postanweisungs-Verfahrens im Verkehr</p> <p> mit Frankreich 119</p> <p> mit Niederland 119</p> <p>Deutsche Reichspostverwaltung, Konferenz von Vorstehern bedeutenderer Postanstalten derselben in Berlin 46</p> <p>— Bahnposten der — 199</p> <p>Deutschland, Ausserkrafttreten des Postvertrages zwischen — und Peru 151</p> <p>— Geschichte des Postwesens in — 153</p> <p>Egypten, Aufhebung der britischen Postanstalten in Alexandrien und Suez 19</p> <p>Einheitstaxe für kleine Packete, Einführung derselben im internationalen Verkehr 246</p> <p>England, s. Grossbritannien.</p>	<p>Falklands-Inseln, Beitritt derselben zum allgemeinen Postverein 218</p> <p>Frankreich, Aenderungen in der Organisation des Postwesens in — 20</p> <p>— Aufhebung der Geldstrafen bei Disciplinarstrafen der Postbeamten 47</p> <p>— Einführung des Postanweisungs-Verfahrens im Verkehr mit Niederländisch-Ostindien 47</p> <p> mit Schweden 79</p> <p> mit Dänemark 119</p> <p> mit Oesterreich-Ungarn 151</p> <p> mit Norwegen 177</p> <p>— Reform des Posttarifwesens in — 78, 100, 120</p> <p>— Ermässigung des Vereinsportos für Briefe 120</p> <p>— versuchsweise Einführung des im innern Verkehr Deutschlands, der Schweiz etc. bestehenden Postanweisungs-Verfahrens für den internationalen Verkehr 177</p> <p>— Ermässigung der Einschreibgebühr für Briefe im internen Verkehr 254</p> <p>Goldküste, Beitritt zum allgemeinen Postverein 218</p> <p>Griechenland, Pensionirung des General-Postdirektors Th. Leonardos 20</p> <p>— Ernennung des Herrn Crokidas zum General-Postdirektor 48</p> <p>Grossbritannien, Mittheilungen über Postverhältnisse in — 1</p> <p>— Ermässigung der Einschreibgebühr und Einführung der Ersatzpflicht im Falle des Verlustes von Einschreibbriefen 48</p> <p>Honduras, s. Britisch-Honduras.</p> <p>Kongress (Post-) in Paris 30, 133, 143</p> <p>— die zur Vorlage bei demselben bestimmten Entwürfe und zwar</p> <p> des Vertrages 31</p> <p> der Ausführungs-Uebereinkunft 49</p> <p> des Werthbrief-Uebereinkommens nebst Reglement 81</p> <p> des Postanweisungs-Uebereinkommens nebst Reglement 101</p> <p>— die durch denselben getroffenen Abänderungen in den Entwürfen</p> <p> zum Vertrage 144</p> <p> zur Ausführungs-Uebereinkunft 166</p> <p> zum Werthbrief-Uebereinkommen nebst Reglement 190</p> <p> zum Postanweisungs-Uebereinkommen nebst Reglement 210</p> <p>Kopenhagen, Bauverein der dortigen Postboten 151</p> <p>Lagos, Beitritt zum allgemeinen Postverein 218</p> <p>Liberia, Beitritt zum Weltpostverein 232</p> <p>Nekrolog, Maclean 215</p> <p>Neufundland, Beitritt zum allgemeinen Postverein 218</p> <p>Neu-Süd-Wales, Postwesen in — 18</p> <p>Niederland, Ermässigung der Versicherungsgebühr für Werthbriefe 100</p> <p>— Einführung des Postanweisungs-Verfahrens im Verkehr mit Dänemark 119</p> <p>Niederländisch-Ostindien, Einführung des Postanweisungs-Verfahrens im Verkehr mit Frankreich 47</p> <p>— der Postdienst in — während des Jahres 1876 137</p> <p>Norwegen, Einführung des Postanweisungs-Verfahrens im Verkehr mit Frankreich 177</p> <p>Oesterreich-Ungarn, Einführung des Postanweisungs-Verfahrens im Verkehr mit Frankreich 151</p> <p>Ostindien, s. Britisch-Indien.</p>
---	---

P aris, Einrichtung eines Postbüreaus auf dem Weltausstellungsplatze daselbst	118
— Postkongress in —, s. Kongress.	
Pariser Weltausstellung , s. Weltausstellung.	
Persien , Beitritt zu dem Pariser Vertrage und zu der zugehörigen Ausführungs-Uebereinkunft	215
Peru , Beitritt zum allgemeinen Postverein	151, 218
— Kündigung des Postvertrages mit Deutschland	151
Postkarte , Beförderung einer solchen um die Welt in 117 Tagen	234
Post-Kongress , s. Kongress.	
Postlagernde Sendungen , Aufbewahrungszeit derselben	96
Postsparkasse , Anwendung des Freimarken-Systems im Dienst der —	121
Post-Statistik , s. Statistik.	
Postverträge , s. Kongress und die betreffenden Ländernamen.	
Postwerthsendungen , die, im internationalen Verkehr	226
S chweden, Einführung des Postanweisungs-Verfahrens im Verkehr mit Frankreich	79
Schweiz , finanzielle Ergebnisse der schweizerischen Postverwaltung im Jahre 1877	135
— Verrechnung des Portos für unfrankirte Sendungen durch Taxmarken	136
— Beförderung der Blindenbriefe gegen die für Drucksachen bestehende Taxe	177
Schweiz , Erhöhung der Transporttaxe für die im Abonnementswege bezogenen Zeitungen und Zeitschriften	231

Senegambien , s. Britisch-Senegambien.	
Sierra Leone , Beitritt zum allgemeinen Postverein	218
Spanien , Brieftaxen in —	13
Sparkasse , s. Postsparkasse.	
Statistik über den Postverkehr in den Vereinsländern im Jahre 1876 s. Anl. von N ^o 4.	
— (Post-), die — und ihre Bedeutung für die Verwaltungen	235
Suez , Aufhebung der britischen Postanstalt daselbst	19
V ereinigte Staaten Amerikas, Einnahmen der grösseren Postanstalten in den — im Jahre 1876/77	136
— Abschliessung eines Postvertrages mit der britischen Kolonie Victoria	178
— Zollpflichtigkeit von Zeitungen und Zeitschriften in den —	215
Victoria , Postvertrag mit den Vereinigten Staaten Amerikas	178
W eltausstellung in Paris, Postwesen auf der —	233
— Einrichtung eines Postbüreaus auf dem Platze der —	118
Werthsendungen , s. Postwerthsendungen.	
Weltpostverein , Beitritt zu demselben	
von Liberia	232
von Persien	215

TABLE OF CONTENTS.

A. CHRONOLOGICAL TABLE.

	Page		Page
N° 1.—1st of January.		The Postal Congress of Paris 133—135	
Notes on the postal organization in Great Britain	1—13	Miscellaneous	135—136
Rates of postage in Spain	13—18	N° 7.—1st of July.	
The postal service in New South Wales	18—19	The postal service in Netherland East India during the	
Miscellaneous	19—20	year 1876 137—143	
N° 2.—1st of February.		The Postal Congress of Paris 143—150	
The postal letter-boxes	21—30	Bibliography 150	
The Postal Congress of Paris.—Project of Convention	30—45	Miscellaneous 151—152	
Revision of the postal legislation in Belgium	45—46	N° 8.—1st of August.	
Miscellaneous	46—48	History of the German Post 153—165	
N° 3.—1st of March.		The Postal Congress of Paris (<i>continuation</i>) 166—177	
The Postal Congress of Paris (<i>continuation</i>).—Project		Miscellaneous 177—178	
of the Detailed Regulations for the execution of the		N° 9.—1st of September.	
Convention	49—75	Origin and progress of the Posts in the ancient Spanish	
Revision of the postal legislation in Belgium (<i>continuation</i>)	75—77	Colonies of South and Central America 179—190	
Miscellaneous	78—80	The Postal Congress of Paris (<i>continuation</i>) 190—198	
N° 4.—1st of April.		Miscellaneous 198	
The Postal Congress of Paris (<i>continuation</i>).—Project of		N° 10.—1st of October.	
Arrangement concerning the exchange of letters with		The railway mail-service in Germany 199—210	
value declared, and of the Detailed Regulations rela-		The Postal Congress of Paris (<i>conclusion</i>) 210—214	
tive to the same	81—96	Obituary 215	
Periods of retention for poste restante letters	96—99	Miscellaneous 215—218	
Miscellaneous	100	N° 11.—1st of November.	
Statistics of the postal service in the countries of the		Manner of addressing postal articles 219—226	
General Postal Union for the year 1876. (<i>Supplement</i>		The transmission by post of letters with value declared	
to N° 4.)		in the international exchange 226—230	
N° 5.—1st of May.		Bibliography 230—231	
The Postal Congress of Paris (<i>continuation</i>).—Project of		Miscellaneous 231—234	
Arrangement concerning the exchange of money-orders,		N° 12.—1st of December.	
and of the Detailed Regulations relative to the same	101—112	Postal statistics and their importance to the Adminis-	
The postal service in the Argentine Republic during the		trations 235—246	
year 1876	112—118	The introduction of a uniform rate of postage for small	
Miscellaneous	118—120	parcels in international relations 246—254	
N° 6.—1st of June.		Miscellaneous 254	
Application of the system of postage-stamps to the service			
of the Post Office Savings Banks	121—133		

B. ALPHABETICAL TABLE.

	Page		Page
A ddressing, manner of, postal articles	219	F rance, postal officers in, no longer fined for breaches of discipline	47
A lexandria (Egypt), discontinuation of the British post-office at	19	— reduction of the postal rates in	78, 100, 120
A lgeria, postal service in	80	— reduction of the registration-fee for letters in the domestic service of	254
A merica, origin and progress of the Posts in the ancient Spanish Colonies of South and Central America	179	— reduction of the Union rates for letters	120
A rgentine Republic, adherence of, to the General Postal Union	48	— trial in the international relations of, of the money-order system adopted in the domestic services of Germany and Switzerland	177
— postal service in, during the year 1876	112		
A ustro-Hungary, introduction of the money-order system in the exchange between, and France	151		
B elgium, extension of the delivery of articles with value declared in	79	G eneral Postal Union, adherence to, of:—	
— extension of the service of the collection of bills of exchange by the Post in	48	the Argentine Republic	48
— revision of the postal legislation in	45, 75	Canada	136
B ibliography. <i>Ortszeit-Regulator</i> (time regulator) by Laurenz Dworzack	231	the Falkland Islands	218
— Practical Dictionary of the technical terms in use in the postal service, in the German, French, English, and Italian languages, by Wittmann	150	the Gold Coast	218
— Swiss Commercial Guide; Posts, Telegraphs, Railways, and Customs, by Charles Hoch	230	Honduras, British	233
		Lagos	218
		Newfoundland	218
		Peru	151, 218
		Senegambia, British	218
		Sierra Leone	218
		— extent of, on the 1 st of April 1879	198
		G ermany, abrogation of the Postal Convention between, and Peru	151
		— conference of the postmasters of considerable post-offices in, held in Berlin	46
		— History of the German Post	154
		— railway mail-service in	199
		G old Coast, adherence of, to the General Postal Union	218
		G reat Britain, notes on the postal organization in	1
		— reduction of the registration-fee, and introduction of the responsibility for lost registered letters in	48
		G reece, appointment of Mr. C. S. Crokidas as Director General of the Posts of	48
		— resignation of Mr. Th. Leonardos, Director General of the Posts of	20
		H onduras, British; adherence of, to the General Postal Union	233
		I ndia, British; collection of specimens of vernacular characters used in	232
		I nternational Exhibition, of Paris; the postal service in	233
		L agos, adherence of, to the General Postal Union	218
		L etter-boxes, postal	21
		L etters with value declared, transmission of, by post, in the international exchange	236
		L iberia, adherence of, to the General Postal Union	232
		N etherlands East India, introduction of the money-order system in the exchange between, and France	47
		— postal service in, during the year 1876	137
		N etherlands, introduction of the money-order system in the exchange between, and Denmark	119
		— reduction of the insurance-fee in, for letters with value declared	100
		N ewfoundland, adherence of, to the General Postal Union	218
		N ew South Wales, postal service in	18
		N orway, introduction of the money-order system in the exchange between, and France	177
		O bituary, Alan Maclean	215
A ddressing, manner of, postal articles	219		
A lexandria (Egypt), discontinuation of the British post-office at	19		
A lgeria, postal service in	80		
A merica, origin and progress of the Posts in the ancient Spanish Colonies of South and Central America	179		
A rgentine Republic, adherence of, to the General Postal Union	48		
— postal service in, during the year 1876	112		
A ustro-Hungary, introduction of the money-order system in the exchange between, and France	151		
B elgium, extension of the delivery of articles with value declared in	79		
— extension of the service of the collection of bills of exchange by the Post in	48		
— revision of the postal legislation in	45, 75		
B ibliography. <i>Ortszeit-Regulator</i> (time regulator) by Laurenz Dworzack	231		
— Practical Dictionary of the technical terms in use in the postal service, in the German, French, English, and Italian languages, by Wittmann	150		
— Swiss Commercial Guide; Posts, Telegraphs, Railways, and Customs, by Charles Hoch	230		
C anada, Dominion of, adherence to the General Postal Union	136		
— postal service in, during the financial year 1876/77	152		
C ongress, the Postal, of Paris	30, 133, 143		
— Projects submitted to the same, <i>i. e.</i>			
Convention	31		
Detailed Regulations	49		
Arrangement concerning the exchange of letters with value declared, and Regulations relative thereto	81		
Arrangement concerning the exchange of money-orders, and Regulations relative thereto	101		
— Modifications and alterations introduced by the same into the projects of the			
Convention	144		
Detailed Regulations	166		
Arrangement concerning the exchange of letters with value declared, and Regulations relative thereto	190		
Arrangement concerning the exchange of money-orders, and Regulations relative thereto	210		
C openhagen, association of postal messengers in, for the construction of dwellings	151		
D enmark, introduction of the money-order system in the exchange between, and:—			
France	119		
the Netherlands	119		
E gypt, discontinuation of the British post-offices at Alexandria, and Suez	19		
E ngland, see Great Britain.			
E nvelopes, invention of a new kind of	232		
F alkland Islands, adherence of, to the General Postal Union	218		
F rance, changes in the organization of the postal service in	20		
— introduction of the money-order system in the exchange between, and:—			
Austro-Hungary	151		
Denmark	119		
Netherlands East India	47		
Norway	177		
Sweden	79		

	Page
P arcels, introduction of a uniform rate of postage for small parcels in international relations	246
Paris , establishment of a post-office in the Exhibition Palace in	118
— postal service in the International Exhibition of	233
— the Postal Congress of, see Congress.	
Persia , adhesion of, to the Convention of Paris, and to the Detailed Regulations relative thereto	215
Peru , abrogation of the Postal Convention between, and Germany	151
— adhesion of, to the General Postal Union	151, 218
Postal service, see the names of the countries concerned.	
Post-card, conveyance of a post-card round the world in 117 days	234
Poste restante letters, periods of retention for	96
Post Office Savings Banks, application of the system of postage-stamps in the service of	121
Projects, of Convention, Arrangements, &c., see Congress.	
S enegambia, British; adhesion of, to the General Postal Union	218
Sierra Leone , adhesion of, to the General Postal Union	218
Spain , rates of postage in	13
Statistics , General, for the year 1876, in the countries of the Union (Supplement to N ^o 4).	
— postal, and their importance to the Administrations	235

	Page
Suez , discontinuation of the British post-office at	19
Sweden , introduction of the money-order system between, and France	79
Switzerland , collection of postage on unpaid articles in, by means of special adhesive stamps (<i>timbres-taxe</i>)	136
— financial results of the postal service in, during the year 1876	135
— postage on newspapers and other periodicals in	231
— transmission of letters written by blind people in, at the rates for printed matter	177
U nion, see General Postal Union.	
United States of America , application of customs duty to newspapers and periodicals sent to	215
— conclusion of a Postal Convention between, and the British Colony of Victoria	178
— receipts of the more important post-offices in, during the fiscal year 1876/77	136
Universal Postal Union , adhesion to, of:—	
Liberia	232
Persia	215
V ictoria, conclusion of a Postal Convention between, and the United States of America	178



L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES

Abonnements particuliers.

Un an fr. 4. 60

Six mois „ 2. 30

Trois mois „ 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

Avis. — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* à M. A. Moret, 1^{er} secrétaire du Bureau international, à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

III^e volume.

N^o 1.

Berne, 1^{er} Janvier 1878.

Sommaire. — I. Notice sur le RÉGIME POSTAL EN ANGLETERRE. — II. Le TARIF POSTAL de l'ESPAGNE. — III. La POSTE dans la NOUVELLE-GALLES DU SUD. — IV. COMMUNICATIONS.

Notice sur le régime postal en Angleterre.

Depuis la réforme de Rowland Hill, la poste anglaise a pris un vigoureux essor et s'est avancée résolument dans la voie des améliorations et du progrès. Si cet état de choses doit être attribué, du moins pour une bonne part, au développement du commerce et de l'industrie, il faut aussi reconnaître que la réduction des taxes, la multiplicité des objets admissibles au transport par la poste et l'excellente organisation du service des transports sont la source principale de l'importance que s'est acquise l'institution postale, au grand avantage tant matériel que moral de la nation. Il serait donc de quelque intérêt d'examiner les dispositions générales qui régissent la poste britannique, sans sortir des limites que nous impose le cadre étroit de notre publication, et en particulier d'accorder une mention spéciale aux règlements qui s'appliquent directement à la partie du service la plus importante pour le public; celle de l'expédition.

Pour nous acquitter de cette tâche, nous devons nous occuper d'abord du tarif des lettres.

Ce tarif, comme on va le voir,

Mittheilungen über englische Postverhältnisse.

Seit der Rowland Hill'schen Reform hat das Postwesen in England einen mächtigen Aufschwung genommen und weite Bahnen zur Hebung und Erleichterung des Verkehrs erschlossen. Wenn die Grundlage hierzu auch in dem hohen Grade der Entwicklung des Handels und der Industrie in England gegeben war, so waren es doch gerade die billigen Posttaxen, die Vielseitigkeit der zur Briefbeförderung zugelassenen Gegenstände, sowie die vorzügliche Organisation des Posttransportdienstes, welche ganz besonders zur Hebung des Postinstituts, sowie des materiellen und geistigen Wohlstandes der Nation beitrugen. Es dürfte demnach einiges Interesse gewähren, auf die englischen Postvorschriften, soweit es der enge Rahmen dieser Blätter gestattet, näher einzugehen und dabei namentlich diejenigen Punkte zu berühren, welche unmittelbar den für das Publikum wichtigsten Versendungsdienst betreffen.

Dieser Aufgabe entsprechend muss gleich zu Anfang des Briefportotarifs Erwähnung geschehen.

Derselbe ist ein mehrgliedriger, so zwar, dass für Briefe zum Gewicht

Notes on the postal organization in Great Britain.

Since the reform introduced by Sir Rowland Hill, the postal service in England has made rapid strides, and thrown open a wide field for developing and facilitating public traffic and intercourse. Although the reason of this may be found in the high degree of prosperity to which commerce and industry in England have attained, still it is chiefly the cheap postal rates, the variety of the articles admitted to conveyance by the letter-post, and the first-rate organization of the postal transportation-service which have contributed to the progress of the Postal Institution, as well as to the material and intellectual prosperity of the nation. Perhaps it may not be without interest if we devote somewhat closer attention to the study of the English Postal Regulations, as far as the narrow limits of our columns allow, taking at the same time special notice of those points particularly affecting the despatching service which for the public is of the greatest interest.

In pursuance of this plan we must begin by making mention of the letter-rates of postage, which are levied according to a certain scale, *i. e.* for a letter not exceeding 1 oz., 1*d.*

présente plusieurs gradations: le port à percevoir est fixé,

pour les lettres d'une once et moins à 1 d.	
„ „ de 1 à 2 onces	„ 1½ „
„ „ „ 2 „ 4 „	„ 2 „
„ „ „ 4 „ 6 „	„ 2½ „
„ „ „ 6 „ 8 „	„ 3 „
„ „ „ 8 „ 10 „	„ 3½ „
„ „ „ 10 „ 12 „	„ 4 „

Le port des lettres pesant plus de 12 onces, est de 1d. pour chaque once, calculé sur le poids total. Les lettres non affranchies sont passibles du double port, et les lettres insuffisamment affranchies, d'un supplément égal au double du port manquant.

En principe, l'affranchissement doit s'opérer au moyen de timbres-poste; toutefois, dans quelques grands bureaux de poste, le public est admis, de 10 heures du matin à 4 heures du soir, à faire affranchir en espèces des paquets de lettres ou d'imprimés, mais pour autant que le montant total du prix d'affranchissement soit au moins d'une livre sterling et que les lettres et imprimés soient réunis en liasses dont chacune représente une taxe d'affranchissement d'au moins 5 shellings. Sont nuls pour l'affranchissement les timbres-poste déchirés, coupés ou dont il manque une partie, ainsi que ceux qui seraient découpés d'enveloppes timbrées, de cartes-correspondance ou de bandes timbrées. Afin d'empêcher, autant que possible, l'envoi de pièces de monnaie dans des lettres, tous les bureaux ouverts au service des mandats-poste sont autorisés (mais sans y être astreints), à racheter au public les timbres-poste, avec un rabais de 2½ % qui cependant ne peut descendre au-dessous de ½ penny; et pour que cette mesure ne devienne pas un encouragement à la soustraction frauduleuse des timbres-poste apposés sur les lettres, il a été décidé que le rachat des timbres ne doit avoir lieu que par séries composées d'au moins deux timbres adhérents l'un à l'autre; les timbres isolés ne peuvent être donc rachetés.

En ce qui concerne les lettres, il convient d'observer que le règlement détermine les dimensions extrêmes

von 1 Unze	1 d.
über 1—2 Unzen	1½d.
„ 2—4 „	2 d.
„ 4—6 „	2½d.
„ 6—8 „	3 d.
„ 8—10 „	3½d.
„ 10—12 „	4 d.

zu zahlen sind. Bei über 12 Unzen schweren Briefen ist jede Unze des gesammten Gewichts mit 1d. zu frankiren. Für unfrankirte Briefe wird von den Empfängern das doppelte Porto erhoben, und bei unzureichend frankirten wird das Doppelte des fehlenden Frankobetrages nachtaxirt.

Die Frankirung muss in der Regel durch Benutzung von Postwerthzeichen bewirkt werden; nur bei einigen grösseren Postanstalten ist von 10 Uhr Vormittags bis 4 Uhr Nachmittags die Einlieferung von Brief- und Bücherpacketen gegen Baarfrankirung gestattet, vorausgesetzt, dass der Gesammtbetrag nicht unter 1 £ ist, und dass die Briefe und Bücherpackete zu Bündeln vereinigt sind, von welchen jedes eine Postgebühr von wenigstens 5 sh. darstellt. Uebrigens sind von der Benutzung zur Frankirung von Postsendungen alle zerrissenen, durchschnittenen oder sonst unvollständig gewordenen Freimarken ausgeschlossen; imgleichen solche Werthstempel, welche aus Briefumschlägen, Postkarten oder Streifbändern ausgeschnitten worden sind. Um thunlichst zu verhindern, dass baares Geld in Briefen versandt werde, sind alle Postanstalten mit Postanweisungsgeschäft ermächtigt, obgleich nicht verpflichtet, Postmarken vom Publikum gegen einen Rabatt von 2½ %, der aber im Minimum nicht unter ½d. beträgt, abzunehmen. Der Versuchung, Briefmarken von Briefen unrechtmässiger Weise abzulösen, soll durch die Vorschrift begegnet werden, dass die vom Publikum zum Verkauf angebotenen Freimarken in Streifen von wenigstens zwei Stück zusammenhängen müssen, dass dagegen einzelne Briefmarken nicht abgenommen werden dürfen.

In Bezug auf die Briefe verdient noch bemerkt zu werden, dass bestimmte Masse für die höchst zu-

above 1 oz. and not exc. 2 oz.	1½d.
„ 2 oz. „ „ „ 4 oz.	2 „
„ 4 oz. „ „ „ 6 oz.	2½ „
„ 6 oz. „ „ „ 8 oz.	3 „
„ 8 oz. „ „ „ 10 oz.	3½ „
„ 10 oz. „ „ „ 12 oz.	4 „

A letter exceeding 12 ounces in weight is liable to a postage of 1d. for each ounce of the total weight. A letter posted unpaid is chargeable on delivery with double postage; and a letter posted insufficiently prepaid is chargeable with double the deficiency.

The prepayment of postal articles must, as a rule, be effected by means of postage-stamps; at some of the larger offices, however, letters and book-packets may, from 10 a. m. to 4 p. m., be prepaid in money, provided the amount be never less than £ 1, and that the letters and book-packets be tied in bundles representing a postage of 5 sh. each. Payment of postage cannot be made by means of postage-stamps which have been torn, cut, or otherwise rendered imperfect; or of stamps cut out from envelopes, cards, or wrappers. To discourage the transmission of coin by post, all postmasters, at whose offices money-order business is transacted, are permitted, though not compelled, to purchase postage-stamps from the public at a charge of 2½ per cent.; the charge, however, never being less than one halfpenny. In order to prevent the temptation to steal stamps attached to letters, there is a regulation directing that no separate stamps can be purchased from the public. They must in all cases be presented in strips containing at least two stamps adhering to each other. With regard to letters we may add the remark that their size may not exceed certain dimensions, according to which no letter may be above 18 inches in length, 9 inches in width, or 6 inches in depth.

With regard to *Post Cards*, which are closely related to letters, the

qu'elles peuvent atteindre : celles qui dépassent 18 pouces de longueur, 9 pouces de largeur et 6 pouces d'épaisseur ne peuvent circuler par la poste.

Quant aux cartes-correspondance, qui présentent beaucoup d'analogie avec les lettres, il est de rigueur, et cette prescription est commune aux cartes émises par l'administration et aux cartes de fabrication privée, qu'elles soient revêtues d'un timbre-poste de $\frac{1}{2}$ penny, *imprimé sur la carte même*. Celles qui sont affranchies exclusivement au moyen de timbres adhésifs ne sont pas admises.

Les cartes sont vendues au public, les plus fortes à 8*d.* et les plus communes à 7*d.* la douzaine. Pour les quantités moindres le prix est réduit en proportion; la pièce isolée de l'une et de l'autre qualité se débite au prix de $\frac{3}{4}$ *d.* Aucun objet ne peut être collé ou attaché à la carte et il n'est permis ni de la plier, ni d'en retrancher une partie, ni d'en modifier la forme d'aucune manière. Les cartes à l'égard desquelles l'une ou l'autre de ces prohibitions a été enfreinte sont passibles d'une surtaxe de 1*d.*

Il existe une particularité digne d'attention dans les prescriptions relatives à l'expédition des journaux. Pour bénéficier du tarif spécial de 2*d.* par exemplaire, tout journal doit être inscrit préalablement à l'Office général des Postes et acquitter un droit d'enregistrement fixé à 5*sh.* par année. A défaut de cette formalité, les journaux ne sont admis à l'expédition que contre paiement de la taxe ordinaire des imprimés.

Les conditions requises pour qu'un journal puisse être admis à l'enregistrement sont les suivantes:

1° Sa publication doit consister uniquement ou principalement en nouvelles politiques ou autres, pour autant qu'elles aient rapport aux intérêts généraux ou aux questions du jour; il peut aussi contenir des annonces;

2° Le journal doit être imprimé

lässigen Dimensionen gegeben worden sind, wonach kein Brief 18 Zoll Länge, 9 Zoll Breite und 6 Zoll Dicke überschreiten darf.

Für die den Briefen verwandten *Postkarten* besteht die Vorschrift, dass dieselben — gleichviel ob von der Postverwaltung oder von Privaten hergestellt — mit *eingepprägtem* Werthstempel von $\frac{1}{2}$ *d.* versehen sein müssen. Postkarten mit nur aufgeklebten Freimarken sind nicht zulässig.

Von den Postkarten wird die stärkere Sorte zum Preise von 8*d.*, die dünnere zum Preise von 7*d.* für je 12 Karten verkauft; für geringere Quantitäten sind die Preise verhältnissmässig niedriger; einzelne Postkarten beider Sorten werden zum Preise von $\frac{3}{4}$ *d.* für das Stück an das Publikum abgelassen. Bei der Benutzung darf die Karte weder mit einem angehefteten oder sonst befestigten Gegenstande beschwert, noch gefaltet, beschnitten oder in irgend einer Weise verändert werden. Bei Zuwiderhandlungen wird die Karte mit einer Nachtaxe von 1*d.* belegt.

Eine Eigenthümlichkeit tritt in den Vorschriften wegen Versendung der *Zeitungen* hervor. Diejenigen Zeitungen nämlich, welche als solche gegen die Taxe von $\frac{1}{2}$ *d.* befördert werden sollen, müssen beim General-Postamt im Voraus angemeldet, und es muss dafür eine Eintragungsgebühr von 5*sh.* jährlich erlegt werden. Ohne solche Eintragung werden Zeitungen gegen kein geringeres als das Bücherpostporto zur Beförderung zugelassen.

Für die angemeldeten Zeitungen gelten im Uebrigen folgende Bedingungen:

1. Die Zeitung muss gänzlich oder zum grössten Theil aus politischen oder anderen Nachrichten, namentlich so weit sie Gegenstände von allgemeinem Interesse und Tagesfragen berühren, bestehen und darf auch Anzeigen enthalten;

2. die Zeitung muss im Vereinigten Königreich gedruckt und veröffentlicht werden und zwar in Zwischenräumen von nicht länger als 7 Tagen; das zum Druck verwendete

provision exists that every such card —whether it be prepared by the Postal Administration, or by a private person —must have a halfpenny stamp *impressed* upon it. Post-cards with only adhesive stamps affixed to them are not forwarded. There are two kinds of post-cards, the stout and thin ones. The former are sold at the price of 8*d.* for 12 cards, and the latter at that of 7*d.* for 12 cards, a smaller number of cards being charged in proportion. Single cards may also be bought at the price of $\frac{3}{4}$ *d.* for both kinds. When the card is transmitted, nothing whatever may be attached to it, nor may it be folded, cut, or otherwise altered. If any one of these rules be infringed, the card is charged 1*d.* on delivery.

The regulations concerning the forwarding of *newspapers* are, in some respects, peculiar. Every newspaper, in order to be transmitted as such for a postage of $\frac{1}{2}$ *d.*, must be previously registered at the General Post Office; for this registration an annual fee of 5*sh.* is charged. Unless this is done, newspapers are charged at the book rate of postage. The following rules apply to registered newspapers:—

1° The publication must consist wholly or in great part of political or other news, or of articles relating thereto, or to other current topics, with or without advertisements.

2° It must be printed and published in the United Kingdom, must be issued in numbers at intervals of not more than 7 days, and must be printed on a sheet or sheets unstitched.

3° The full title and date of publication must be printed at the top

et publié dans le Royaume-Uni, à des intervalles qui ne peuvent dépasser une semaine; il doit s'expédier en feuilles, et non broché;

3° Le titre entier du journal et la date de chaque numéro doivent être imprimés en tête de la première page, et toutes les pages suivantes doivent reproduire ce titre, ou du moins la partie essentielle, ainsi que la date;

4° Les suppléments doivent consister, totalement ou en grande partie, soit en publications analogues à celles du journal, soit en annonces, et être imprimés sur une ou plusieurs feuilles non brochées; ils peuvent aussi se composer d'illustrations se rapportant au texte du journal. Dans tous les cas, le supplément doit paraître en même temps que le journal et porter, comme celui-ci, le titre et la date de la publication en tête de chaque page, ou tout au moins, pour les grandes gravures, en tête de la feuille.

Comme nous l'avons dit, le port des journaux enregistrés, préalablement affranchis, est de $\frac{1}{2}d.$ par numéro, mais il est entendu que la taxe à payer pour les envois composés de deux ou plusieurs numéros ne doit, en aucun cas, dépasser celle qui serait exigible d'après le tarif des imprimés, c'est-à-dire $\frac{1}{2}d.$ par 2 onces ou fraction de 2 onces.

Les paquets de journaux non affranchis ou insuffisamment affranchis sont traités de même que les paquets d'imprimés du même poids, non affranchis ou insuffisamment affranchis.

L'affranchissement des journaux peut s'effectuer au moyen de timbres-poste adhésifs ou de bandes timbrées.

Les journaux présentés à l'expédition doivent être pliés de manière à ce que le titre apparaisse ostensiblement. Les paquets de journaux ne peuvent dépasser le poids de 14 livres ni présenter des dimensions supérieures à 2 pieds de longueur, un pied de largeur et un pied d'épaisseur.

Les messageries postales n'existant pas en Angleterre, on y a suppléé en partie, pour favoriser au moins

Papier muss in der Bogenform zusammenhängen und ungeheftet sein;

3. der volle Titel des Blattes und das Datum des Erscheinens müssen am Kopfe der ersten Seite abgedruckt sein; auch muss jede folgende Seite oben den vollen Titel oder doch die hauptsächlichste Bezeichnung des Blattes, so wie das Datum enthalten;

4. die Beilagen müssen ganz oder zum grössten Theil politische u. s. w. Nachrichten oder Anzeigen enthalten, sie müssen auf Papier, welches in der Bogenform zusammenhängt und ungeheftet ist, gedruckt sein, oder aus Kupferstichen, Holzschnitten oder lithographischen Illustrationen zu Artikeln im Hauptblatte bestehen. In jedem Falle muss die Beilage mit dem Hauptblatte zusammen erscheinen und ebenso wie das Hauptblatt die Bezeichnung desselben an dem Kopfe jeder Seite, bz. bei grösseren Illustrationen in Bogenform am Kopfe derselben, tragen.

Die Zeitungen unterliegen, wie erwähnt, bei Vorausbezahlung des Frankos, der Gebühr von $\frac{1}{2}d.$ per Nummer, mit der Massgabe, dass Packete von zwei und mehr dieser beim General-Postamte verzeichneten Blätter mit keiner höheren Taxe zu belegen sind, als für Bücherpakete von demselben Gewichte zu zahlen sein würde, nämlich $\frac{1}{2}d.$ für je zwei Unzen oder einen Theil davon.

Ein unfrankirtes oder ungenügend frankirtes Zeitungspacket wird wie ein unfrankirtes oder unzureichend frankirtes Bücherpaket von demselben Gewichte behandelt.

Das Porto für Zeitungen kann entweder durch Aufkleben von Freimarken oder durch Benutzung gestempelter Streifbänder entrichtet werden.

Bei der Versendung muss jede Zeitung so gefaltet sein, dass der Titel derselben aussen sofort gesehen werden kann. Das Meistgewicht eines Zeitungspackets ist auf 14 Pfund festgesetzt; dasselbe darf auch eine Länge von zwei Fuss und eine Breite und Dicke von einem Fuss nicht übersteigen.

Da in England eine Staatspost für

of the first page, and the whole or part of the title and the date of publication at the top of every subsequent page.

4° A supplement must consist wholly or in great part of matter like that of the newspaper, or of advertisements, printed on a sheet or sheets unstitched; or wholly or in part of engravings, prints, or lithographs illustrative of articles in the newspaper. The supplement must, in every case, be published with the newspaper, and must have the title of the newspaper printed at the top of every page; or, if it consists of illustrations, at the top of every sheet or side.

For each newspaper, whether posted singly or in a packet, the postage, when prepaid, is $\frac{1}{2}d.$; but a packet containing two or more registered newspapers is not chargeable with a higher rate of postage than would be chargeable on a book-packet of the same weight, *viz.* $\frac{1}{2}d.$ for every two ounces or part of that weight.

A packet of newspapers posted either unpaid or insufficiently paid, is treated [as an unpaid or insufficiently paid] book-packet of the same weight.

The postage must be prepaid either by an adhesive stamp, or by the use of a stamped wrapper.

Every newspaper must be so folded as to admit of the title being readily inspected.

No packet of newspapers may be above 14 pounds in weight, nor above

le commerce important de la librairie, en organisant sur de larges bases, et sous le nom de Book-Post, le transport des imprimés. Sont admis au transport par la poste comme imprimés, les livres et publications diverses, isolés ou groupés, les photographies, dessins et gravures, les cartes géographiques, le papier et toute autre matière propre à recevoir l'écriture ou l'impression. Les livres, publications, dessins, cartes, etc., peuvent être, en tout ou en partie, imprimés, faits à la main, gravés ou lithographiés. Les couvertures, reliures, cartons, rouleaux, en un mot tout ce qui est nécessaire pour la sûreté du transport des livres, dessins, etc., peut accompagner ces objets, mais non être expédié séparément. Peuvent également être expédiées comme imprimés, les circulaires, c'est-à-dire les lettres qui sont adressées en termes identiques à plusieurs personnes, et qui sont entièrement, ou du moins en grande partie, imprimées ou lithographiées.

Les paquets d'imprimés ne peuvent contenir des lettres, ni aucune communication autre que des circulaires, ni aucun objet cacheté ou fermé de quelque manière que ce soit: Les paquets de l'espèce doivent par conséquent être ouverts aux deux extrémités, afin que l'on puisse facilement en vérifier le contenu; toutefois, pour que ces envois soient plus solides, il est permis de les entourer d'une ficelle. Les paquets d'imprimés qui ne remplissent pas les conditions ci-dessus indiquées sont frappés de la taxe entière des lettres. La limite de poids de ces paquets est fixée à 5 livres et leurs dimensions extrêmes sont restreintes à 1 pied 6 pouces de longueur, 9 pouces de largeur et 6 pouces d'épaisseur. Ces limites ne sont toutefois pas applicables aux envois d'imprimés qui sont expédiés par les autorités de l'État ou qui leur sont adressés. En ce qui concerne l'expédition et la distribution, les imprimés cèdent la priorité aux lettres; de sorte que, s'il survient une quantité considérable de lettres et d'imprimés dont la manipulation

Beförderung von Gütern nicht besteht, so hat man, um wenigstens den bedeutenden buchhändlerischen Verkehr zu erleichtern, die Einrichtung der sogenannten *Book-Post* getroffen. Mittelst der Bücherpost dürfen einzelne oder mehrere Bücher oder andere Publikationen, Photographien, Zeichnungen, Stiche, Karten etc., gewöhnliches Papier, so wie alle anderen Substanzen versandt werden, welche für den Schreib- oder Druckgebrauch bestimmt sind; die Bücher, Veröffentlichungen, Karten u. s. w. können entweder gedruckt, geschrieben, gezeichnet oder lithographirt sein. Umschläge, Einbände, Deckel, Rollen, kurz Alles, was für den sichern Transport der Bücherartikel nothwendig ist, darf mit diesen in den betreffenden Packeten zusammen, aber nicht für sich allein, Beförderung erhalten. Auch dürfen mit der Bücherpost Cirkulare, d. i. solche Briefe versandt werden, welche in gleichlautenden Abdrücken für mehrere Personen bestimmt und ganz oder zum grössten Theile gedruckt oder lithographirt sind.

Von der Versendung mit der Bücherpost sind hiernach ausgeschlossen: alle Briefe mit Ausnahme der Cirkulare, so wie alle anderen versiegelten oder sonst verschlossenen Gegenstände. Ein Bücherpacket muss demnach an beiden Seiten offen sein, so dass der Inhalt leicht eingesehen werden kann; der grösseren Haltbarkeit wegen ist indess eine Umschnürung gestattet. Bücherpackete, welche den vorstehenden Bedingungen nicht entsprechen, werden mit dem vollen Briefporto belegt. Die Gewichtsgrenze für ein derartiges Packet ist auf 5 Pfund festgesetzt; die äusserst zulässigen Dimensionen sind: 1 Fuss 6 Zoll Länge, 9 Zoll Breite und 6 Zoll Stärke. Diese Beschränkungen finden indess auf die von Staatsbehörden abgesandten oder an dieselben gerichteten Bücherpackete keine Anwendung. In Bezug auf die Beförderung und Bestellung stehen die Bücherpackete den Briefen insofern nach, als bestimmt ist, dass wenn beim Vorkommen einer erheblichen

2 feet in length, 1 foot in width, or 1 in depth.

As England does not possess a Governmental mail-service for the conveyance of goods, an arrangement, called the *Book Post*, has been made in order at least to facilitate the important commerce of books. A book-packet, transmitted by means of this arrangement, may contain any number of separate books, or other publications, photographs, drawings, prints, or maps, and any quantity of paper, or any other substance in ordinary use for writing and printing upon; and the books, or other publications, maps, &c., may be either printed, written, engraved, or lithographed. Further, all legitimate binding, mounting, or covering of a book, as also rollers, and, in short, whatever is necessary for the safe transmission of such articles; but the binding, rollers, &c., must not be sent as a separate packet. Circulars,—*i. e.* letters which are couched in identical terms, addressed to several persons, and the whole or the greater part of which is printed, engraved, or lithographed,—may also be sent by book-post.

But a book-packet may not contain any letter, unless it be a circular letter; nor any enclosure sealed, or in any way closed against inspection. A book-packet must, accordingly, be entirely open at both ends, so as to admit of the contents being easily withdrawn for examination. For the greater security of the contents, however, it may be tied at the ends with string. If these rules be infringed, the entire packet is charged as a letter. No book-packet may be above 5 pounds in weight, nor above 1 foot 6 inches in length, 9 inches in width, or 6 inches in depth, unless it be sent to or from one of the Government offices. The conditions of the transmission and delivery of book-packets are in so far less favourable than those relating to letters, that, when there is a

simultanée donnerait lieu à des difficultés, ces derniers peuvent être retenus jusqu'à la prochaine expédition ou distribution. Pour que les paquets d'imprimés tombés en rebut puissent être restitués régulièrement à qui de droit, l'administration des postes recommande d'indiquer, en dehors de l'adresse, le nom et la résidence de l'expéditeur.

Les dispositions relatives à la recommandation des envois postaux présentent certaines particularités. Le droit de recommandation, pour les lettres, les journaux et les paquets d'imprimés présentés au guichet dans les conditions prévues par le règlement, s'élève actuellement à 4 *d.*; mais si les envois à recommander sont déposés dans une boîte à lettres, ils sont soumis, non plus au droit ordinaire de 4 *d.*, mais à celui de 8 *d.*, à la charge du destinataire. Dans les bureaux de poste, l'heure extrême de la remise des envois recommandés, contre paiement de la taxe ordinaire de 4 *d.* est indiquée par une affiche placée aux endroits accessibles au public; toutefois, dans les grands bureaux de district de Londres et dans les bureaux principaux de la province, les lettres recommandées peuvent être acceptées au guichet après l'heure réglementaire et jusqu'au moment de la clôture des dépêches, moyennant un droit supplémentaire de 4 *d.* L'Administration des postes n'assume aucune responsabilité pour la perte d'envois postaux recommandés, attendu qu'aux termes de la loi, elle n'est tenue à aucune indemnité pour les accidents de l'espèce, ni pour le dommage résultant soit de la fausse direction, soit de la distribution irrégulière de lettres, de paquets d'imprimés ou de tout autre envoi postal quelconque. Il est cependant question de modifier prochainement*) ces dispositions dans ce sens, non seulement que le droit de recommandation serait abaissé à 2 *d.*, mais que la perte d'une lettre recommandée

*) Certains journaux ont annoncé que ces modifications doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier.

Menge von Briefen und Bücherpacketen deren gleichzeitige Fortschaffung auf Schwierigkeiten stossen würde, Versendungsgegenstände der letzbezeichneten Art bis zur nächsten Beförderung bz. Bestellung zurückgehalten werden dürfen. Um die richtige Zurückgabe von unbestellbaren Bücherpacketen zu sichern, ist von der Postverwaltung empfohlen worden, Namen und Wohnort des Absenders auf der Aussenseite anzugeben.

Eine gewisse Eigenartigkeit haben die Bestimmungen wegen Einschreibung der Postsendungen. Die Einschreibgebühr für Briefe, Zeitungen und Bücherpackete beträgt, sofern die Einlieferung der Vorschrift gemäss am Postschalter stattfindet, gegenwärtig 4*d.* Werden derartige Sendungen dagegen in einen Briefkasten gelegt, so wird statt der gewöhnlichen Gebühr von 4*d.* eine solche von 8 *d.* vom Adressaten eingezogen. Bei den Postanstalten ist die äusserste Zeit für die Einlieferung von Einschreibsendungen gegen die gewöhnliche Gebühr von 4*d.* durch Aushang im Postflur bekannt gemacht; indess können auch nach dieser Zeit noch Einschreibbriefe bei den Londoner-Hauptdistrict-Postanstalten, so wie bei den Provinzial-Haupt-Postanstalten bis zum Schlusse der betreffenden Post gegen eine Verspätungsgebühr von 4*d.* angenommen werden. Irgend eine Ersatzverbindlichkeit für den Verlust von Einschreibsendungen übernimmt die Postverwaltung nicht, wie dieselbe denn gesetzlich überhaupt nicht verpflichtet ist, für irgend einen Verlust oder Schaden aufzukommen, welcher aus der Fehlleitung, unterlassenen oder unrichtigen Bestellung eines Briefes, eines Buches oder irgend eines andern Versendungsgegenstandes etwa herzuschreiben ist. Wie uns mitgeteilt wird, liegt es aber in der Absicht, in nächster Zeit*) eine Aenderung in diesen Bestimmungen eintreten zu lassen, indem nicht nur die Einschreibgebühr auf

*) Zeitungsnachrichten zufolge schon vom 1. Januar d. J. ab.

great and unusual influx of letters, book-packets, &c., the latter may be kept back till the next despatch or delivery, in order that the transmission or delivery of the letters should not be delayed. So as to ensure the return of book-packets which cannot be delivered, the Postal Administration recommends to the public that the names and addresses of the senders should be stated *outside*.

There is a certain peculiarity in the regulations concerning the *registration* of postal articles. The fee at present charged for registering a letter, newspaper, or book-packet, provided it be presented at the counter, as prescribed by the regulations, is fourpence. If, however, such an article be dropped into the letter-box, it is liable to a registration-fee of 8*d.*, instead of the ordinary fee of 4*d.* At all the post-offices the latest time for posting registered letters on the payment of the ordinary fee, is entered in a notice exhibited in the office window; but upon payment of a late fee of fourpence, in addition to the ordinary registration-fee, at the Metropolitan Chief Offices, the London District Offices, and at all the Provincial Head Offices, letters may be registered after the time specified, until the closing of the Letter Box for each mail. The Post Office is not, in any way, responsible for the safe delivery of registered packets, nor is it, by law, liable to pay an indemnity for any loss which may arise from the non-delivery, mis-sending, or mis-delivery of any letter, book, or other packet. Neither is it responsible for any injury which a packet may sustain during its transmission.

An alteration in this respect, however, is, we understand, in contemplation, steps having been taken to introduce shortly*) the payment

*) According to newspaper reports, already on the 1st of January of this year.

donnerait lieu à une indemnité de 2 £; les lettres recommandées susceptibles de l'indemnité en cas de perte devraient être placées dans des enveloppes conditionnées d'après un modèle prescrit par l'administration.

En règle générale, la distribution des lettres et autres envois postaux a lieu au domicile des destinataires. Dans les localités où le service de distribution est régulièrement organisé, personne n'a le droit de retirer à la poste les correspondances à son adresse, excepté ceux qui ont acquis la jouissance d'une boîte privée (private box) et sauf le cas où la distribution des correspondances apportées par un courrier ne devrait avoir lieu qu'après l'arrivée du courrier suivant. La concession d'une boîte privée s'accorde à quiconque en fait la demande et en acquitte le droit à l'avance. Le droit de boîte est fixé à une guinée par an dans les bureaux où il est perçu au profit de la caisse postale. Dans les localités où le produit en est acquis au chef du bureau de poste, ce dernier a la faculté de prélever le même montant ou de n'exiger qu'une redevance inférieure. Les mêmes dispositions sont applicables à la concession de valises privées (private bags) à l'usage des personnes habitant la campagne, sauf que le concessionnaire doit supporter le coût de la valise et payer en plus les frais de transport fixés, au maximum et par année, à 1/2 guinée si la valise est transportée par un facteur rural, et à 2 guinées si elle est transmise par l'intermédiaire d'un conducteur de malle-poste ou d'un courrier à cheval. Lorsque la transmission d'une valise exige le concours successif de plusieurs facteurs ou entrepreneurs de services de transport, la rétribution est due en entier à chacun d'eux. Le poids de la valise vide ne peut dépasser une livre. Dans la prévision que les concessions de ce genre pourraient devenir un obstacle pour le service, l'octroi et le maintien ultérieur en est subordonné à la décision du surveillant de district (Surveyor of the District). S'il arrive qu'un second bureau de

2d. ermässigt, sondern auch in Verlustfällen eine Entschädigung bis zu 2 £ gewährt werden soll; zur Verpackung der Briefe, für welche im Verlustfalle eine Ersatzleistung beansprucht wird, würden jedoch Umschläge nach einem von der Verwaltung vorgeschriebenen Muster zu benutzen sein.

Was die *Aushändigung* von Briefen u. s. w. an die Empfänger betrifft, so gilt die *Bestellung* als Regel. An denjenigen Orten, an welchen eine regelmässige Orts- bz. Landbestellung stattfindet, ist Niemandem gestattet, für ihn angekommene Sendungen von der Post abzuholen, ausgenommen, wenn vom Empfänger auf derselben ein besonderes Brieffach (private box) unterhalten wird, oder wenn die Bestellung nicht nach Ankunft der betreffenden Post erfolgt, sondern bis zu einer spätern Post aufgeschoben wird. Einen Privat-Brieffkasten kann Jedermann auf der Post gegen Zahlung der bestimmungsmässigen Gebühr unterhalten. Dieselbe ist im Voraus zahlbar und beträgt überall, wo sie zur Postkasse fliesst, 1 Guinee jährlich. Sofern die Gebühr dem Vorsteher der Postanstalt zufliesst, ist es in sein Belieben gestellt, einen gleich hohen oder einen niedrigeren Betrag zu erheben. Die gleichen Vorschriften gelten für die von Landbewohnern unterhaltenen Privat-Briefbeutel (private bag); indessen tritt noch der Preis für Anschaffung des Briefbeutels selbst, sowie eine Beförderungsg Gebühr hinzu, welche letztere höchstens eine halbe Guinee jährlich beträgt, wenn der Briefbeutel durch einen Landbriefträger befördert wird, und zwei Guineen, wenn die Beförderung von einem Unternehmer mittels Kariols oder Reitpost erfolgt. Wenn mehr als ein Landbriefträger oder Postbeförderer an dem Transport des Briefbeutels sich betheiligen, ist jedem der Betheiligten gestattet, die volle Gebühr für seine Dienstleistung zu erheben. Das Gewicht eines leeren Privat-Briefbeutels darf 1 Pfund nicht übersteigen. Da die Wahrnehmung des Dienstes für diese Briefbeutel möglicher Weise die Be-

of an indemnity up to 2 £ in case of loss, provided that the letter be enclosed in a special cover of a pattern prescribed by the Department. Simultaneously with this alteration, the registration-fee will be reduced to 2d.

With regard to the mode of *remitting* letters, &c., to the addressees, the *free delivery system* has been adopted in England. No person living within the town free delivery, or within the limits of a rural post delivery, unless he rent a private box, can claim to have his letters delivered at the office window if a delivery is about to take place; but letters which arrive by a mail, after which there is no immediate delivery, may be obtained by any person on application at the office window. Any person can have a private box who is willing to pay the appointed fee. Where this fee goes to the Revenue, it is generally fixed at 1 guinea per annum, to be paid in advance; and the postmaster, where it goes to him, may demand the same terms, though he may, at his option, take less. The same also, in most cases, are the terms for the private letter-bags, rented by persons living in the country; except that, in addition, there is the cost of the bag itself, and a charge for conveyance, the maximum of the latter being half a guinea per annum, if the bag be conveyed by a rural messenger, and two guineas if by a contractor either for a mail-cart or for a horsepost. If more than one rural messenger or more than one contractor take part in the conveyance of a private letter-bag, each is allowed to charge the full amount of the fee for his service. The weight of a private bag, when empty, is limited to one pound. As the service of private bags may possibly delay the despatch of the general mail-bag, none are allowed without the permission of the Surveyor of the District. If a private letter-bag made up at one post-office be left at another to be called for or

poste doit intervenir dans la transmission d'une valise privée, le titulaire de ce bureau a le droit d'exiger de ce chef une rétribution annuelle de 5 shellings. Touchant le service de distribution en général, il convient également de faire remarquer que tous les objets, sans exception, à distribuer par les facteurs locaux ou ruraux, doivent d'abord avoir passé par le bureau de poste et que, par conséquent, il n'est pas permis à ces agents de recevoir, pendant leur tournée, des lettres, etc., pour les distribuer sur leur parcours. Il leur est au contraire prescrit de rapporter au bureau de poste dont ils relèvent toutes les correspondances recueillies par eux.

Les correspondances qui, adressées primitivement dans une localité, doivent être réexpédiées sur une autre, donnent lieu à la perception d'un nouveau port, excepté quand il s'agit d'un changement de résidence dans le ressort de distribution d'un seul et même bureau, principal ou auxiliaire, et sous la condition que le changement d'adresse ait été indiqué sur l'objet par un employé de ce bureau. En cas de réexpédition d'envois recommandés, le port seul, et non le droit de recommandation, est perçu une seconde fois.

Les envois adressés *poste restante* doivent porter l'adresse complète du destinataire; les lettres et autres objets adressés sous des initiales, chiffres ou noms fictifs ne sont pas admis à la poste restante. Les envois poste restante sont gardés pendant un mois dans les bureaux de poste; ceux qui n'ont pas été retirés dans ce délai sont transmis au „Returned Letter Office“, qui en effectue le renvoi aux expéditeurs. Cependant les lettres expédiées de l'étranger au bureau de la poste restante à Londres y séjournent pendant deux mois; celles qui sont adressées poste restante dans des ports de mer, à des personnes se trouvant à bord de navires attendus dans ces ports, sont conservées pendant trois mois. Les lettres adressées de Londres même à la poste restante de la ca-

förderung der eigentlichen Post verzögern könnte, bedarf es zu der Einrichtung und Unterhaltung derselben der Genehmigung der Aufsichtsbehörde des Bezirks (Surveyor of the district). Soll ein Privatbriefbeutel von einer andern Postanstalt abgeholt oder bestellt werden, so kann der Vorsteher derselben für seine Mühewaltung eine jährliche Gebühr von 5 *sh.* verlangen. In Bezug auf den Bestelldienst im Allgemeinen verdient noch hervorgehoben zu werden, dass alle durch die Orts- und Landbriefträger abzutragenden Sendungen zuvor unbedingt bei der Post eingeliefert gewesen sein müssen, dass es demnach dem Bestell-Personal weder im Orte der Postanstalt, noch im Landbezirk gestattet ist, beim Umgang Briefe etc. zur Abtragung während des Ganges anzunehmen. Die bestellenden Boten sind vielmehr verpflichtet, derartige Gegenstände zunächst bei ihrer vorgesetzten Postanstalt abzuliefern.

Wenn Sendungen an ihrem ursprünglichen Bestimmungsorte nicht bestellt werden können, sondern nachgesandt werden sollen, so kommt für die neue Beförderung das *Porto von Neuem* in Ansatz, mit Ausnahme derjenigen Fälle, in welchen es sich um eine anderweite Vertheilung innerhalb des Orts- oder Landbestellungsbezirks einer und derselben Postanstalt oder einer Zweig-Postanstalt (Sub-Office) handelt, und in welchen die anderweite Adressirung unmittelbar von der Postanstalt bewirkt wurde. Indess wird bei Nachsendungen von Einschreibsendungen nur das *Porto*, aber nicht die Einschreibgebühr von Neuem erhoben.

Für *postlagernde* Sendungen gilt die Bestimmung, dass dieselben mit der vollen Adresse des Empfängers versehen sein müssen; Briefe etc., deren Adresse aus Chiffren oder fingirtem Namen besteht, dürfen als *postlagernd* nicht angenommen werden. *Postlager*-Sendungen werden bei den Postanstalten einen Monat lang aufbewahrt, und wenn sie nicht abgeholt worden sind, an das *Returned Letter Office* eingesandt, welches die

to be delivered from thence, the postmaster at such other office may make a charge of 5 *sh.* per annum for his trouble. As concerns the delivery-service in general we may add the remark that letter-carriers and rural messengers are prohibited from distributing any letters, &c., except such as have passed through a post-office, whether before beginning their rounds, whilst on their rounds, or after they have completed them; these officers are, moreover, bound to take such articles to their post-offices.

Postal articles which cannot be delivered at their original place of destination, and have to be re-directed, are liable to an *additional postage* for each re-direction, unless both the original and the second address be within the delivery of the same post-office, or sub-office, and the re-direction be made by an officer of the post-office. Registered letters, when re-directed, are only liable to the same additional charge as ordinary letters.

Letters "*to be called for*" must bear the full name and address of the persons for whom they are intended. Letters addressed to initials or fictitious names at the *Poste Restante* are not taken in. A letter addressed to a post-office, to be called for, is retained one month; and, if not called for by the end of that time, is sent to the *Returned Letter Office* to go back to the writer. Letters, however, from abroad addressed to the *Poste Restante*, London, are retained for two months. If a letter be addressed to a post-office at a seaport town for a person on board a ship, expected to arrive at that port, it is kept three months. Letters posted in London, to be called for at a *Poste Restante Office* in the

pitale, pour y être réclamées, ne peuvent y rester plus de 14 jours*).

Les lettres et autres objets, une fois déposés à la poste, doivent absolument suivre leur cours, les bureaux de poste n'ayant pas le droit de les restituer à l'expéditeur ni à une autre personne quelconque, pas plus que d'en retarder l'envoi au lieu de destination, alors même que la demande en serait faite par écrit sur l'objet même.

Les dispositions relatives aux contraventions en matière postale présentent aussi quelque intérêt. Toute personne qui, en dehors du service postal, effectue le transport des lettres, viole le monopole de la poste et est passible de ce chef d'une amende de 5 livres sterling par lettre, peine qui s'applique également aux expéditeurs. En cas d'immixtion persistante dans le transport des lettres en fraude, l'amende est de 100 livres sterling par semaine.

Toutefois le monopole de la poste ne s'étend qu'au transport des let-

*) Les dispositions en vigueur dans les différents pays de l'Union, touchant le délai de garde des lettres poste restante, sont très variées. Ce délai comprend :

En *Portugal*, 14 jours pour les lettres provenant du Royaume, un mois en général pour celles qui viennent des pays étrangers, 3 mois pour les lettres originaires de Madère, des Açores, des provinces d'outre-mer et de l'Amérique du Sud ;

Aux *Etats-Unis de l'Amérique du Nord*, un mois et, sur demande (until called for), 2 mois ;

En *Espagne* et en *Roumanie*, 2 mois ;

En *France*, en *Italie* et en *Egypte*, 2 mois au moins, c'est-à-dire jusqu'à la fin du second mois qui suit celui de l'arrivée ;

En *Belgique*, il s'étend jusqu'au 5 du 3^e mois qui suit celui de l'arrivée ;

En *Allemagne*, en *Suisse*, dans les *Pays-Bas*, en *Danemark*, en *Autriche-Hongrie*, dans le *Monténégro*, en *Norvège*, en *Grèce* et dans le *Luxembourg*, 3 mois ;

En *Russie*, 4 mois pour les lettres du service intérieur, 3 mois pour celles qui viennent de l'étranger ;

En *Turquie*, 3 mois en général, et 6 mois pour les lettres paraissant renfermer des documents importants, ou présenter un intérêt particulier ;

En *Suède*, 3 mois ; toutefois, les envois sous bande du service interne sont conservés pendant une année ; passé ce terme, ils sont détruits.

Rückgabe an den Absender vermittelt. Indess werden Briefe vom Auslande, an das Post-Lager-Büreau in London adressirt, daselbst zwei Monate lang, und Postlager-Briefe nach Seehäfen für Personen an Bord von Schiffen, deren Ankunft in diesen Häfen erwartet wird, drei Monate lang aufbewahrt. Poste-Restante-Stadtbriefe, die in London selbst aufgeliefert sind und von dem Post-Lager-Büreau der Hauptstadt abgeholt werden sollen, dürfen daselbst nicht länger als 14 Tage lagern.*)

Die einmal zur Post gegebenen Briefe müssen unter allen Umständen befördert werden, und den Postanstalten ist nicht gestattet, einen Brief oder eine andere Postsendung dem Absender, bz. irgend einer andern Person zurückzugeben oder in der Beförderung nach dem Bestimmungs-orte aufzuhalten, selbst wenn deshalb ein schriftlicher Antrag erfolgt sein sollte.

Interessant sind auch die Fest-

*) Die Bestimmungen über die Lagerfristen sind in den Postvereinsländern sehr verschieden. Sie betragen in *Portugal*: 14 Tage für Briefe aus dem Königreiche, 1 Monat für Briefe aus fremden Ländern, 3 Monate für Briefe aus Madeira, den Azoren, den überseeischen Provinzen und aus Südamerika ;

in *den Vereinigten Staaten von Amerika*: 1 Monat, auf Verlangen (until called for) 2 Monat ;

in *Spanien* und *Rumänien*: 2 Monat ;

in *Frankreich*, *Italien* und *Aegypten*: mindestens 2 Monat (bis zum Ende des zweiten Monats, welcher dem Monat folgt, in dem die Ankunft stattgefunden hat) ;

in *Belgien*: mindestens 2 Monat (bis zum 5. des dritten Monats, welcher dem Monat folgt, in dem die Sendung am Bestimmungs-orte eingetroffen ist) ;

in *Deutschland*, der *Schweiz*, *Niederland*, *Dänemark*, *Oesterreich-Ungarn*, *Montenegro*, *Norwegen*, *Griechenland*, *Luxemburg*: 3 Monat ;

in *Russland*: 4 Monat für inländische, 3 Monat für ausländische Briefe ;

in *der Türkei*: 3 Monat (wenn aber die Briefe wichtige Dokumente enthalten, oder ihnen sonst besondere Bedeutung beizumessen ist, 6 Monat) ;

in *Schweden*: 3 Monat (inländische Streifbandsendungen werden ein Jahr aufbewahrt und dann vernichtet).

Metropolis, are not retained longer than a fortnight.*)

Postmasters are not allowed to return any letter or other postal packet to the writer or sender or any one else, or to delay forwarding it to its destination, according to the address, even though a request to such effect be written thereon.

The regulations concerning infringements of the postal laws are also interesting. Among them we may cite the following:—Any person conveying (otherwise than by the Post) a letter not exempted from the exclusive privilege of the Postmaster-General, incurs, by law, a penalty of £ 5 for every letter, and £ 100 for every week the practice is continued. The sender also is liable to a penalty of £ 5 for every letter. The exclusive privilege of the Post-

*) The regulations concerning the periods during which Poste Restante letters are to be retained, are very different in the various countries of the Union.

The periods of retention are:—

in *Portugal*:—14 days for letters posted in the Kingdom ; 1 month for letters received from foreign countries ; and 3 months for letters from Madeira, the Azores, the possessions beyond the seas, and from South America ;

in the *United States of America*:—1 month ; and (if the letters be endorsed "until called for") 2 months ;

in *Spain* and *Roumania*:—2 months ;

in *France*, *Italy*, and *Egypt*:—at least 2 months (until the end of the second month, following that during which the letter was received) ;

in *Belgium*:—at least 2 months (until the 5th day of the third month, following that during which the letter was received) ;

in *Germany*, *Switzerland*, *the Netherlands*, *Denmark*, *Austro-Hungary*, *Montenegro*, *Norway*, *Greece*, and *Luxemburg*:—3 months ;

in *Russia*:—4 months for inland, and 3 months for foreign letters ;

in *Turkey*:—3 months (but if the letters contain important documents, or when there is reason to believe that they are otherwise important, they may be retained for 6 months) ;

in *Sweden*:—3 months (inland articles posted under open covers are preserved during 1 year, and then destroyed).

tres, et non à celui des journaux, des imprimés et des valeurs. Du reste, le transport des lettres en dehors de la poste est autorisé dans certains cas spéciaux prévus dans les règlements: par exemple, lorsqu'il s'agit de lettres que l'on envoie par des messagers particuliers ou que l'on expédie à l'étranger par bâtiments d'occasion.

Il nous reste encore quelques mots à dire du service des mandats-poste et des institutions postales de caisses d'épargne, de rentes viagères et d'assurances sur la vie.

Le service des *mandats-poste* (Money-order system) en Angleterre ressemble, quant à l'exécution, à celui des Etats-Unis, dont l'*Union postale* a donné récemment la description: les Etats-Unis ayant pris pour modèle le système anglais.

Dans tout le Royaume-Uni, on compte environ 5500 bureaux ouverts au service des mandats-poste (Money-order offices).

Les droits perçus sont: pour les mandats infér. à 10 sh. 1 d. pour ceux de 10 sh. à 1 £ excl. 2 d. et ainsi de suite, jusqu'à concurrence de 10 livres sterling, en ajoutant 1 d. pour chaque livre sterling; sauf que pour les mandats de 10 £, montant maximum, il est prélevé 1 sh.

Les droits perçus sur les mandats inférieurs à 1 £ ne suffisent pas pour couvrir les frais du service; aussi, comme nous l'avons déjà annoncé dans notre dernier numéro de 1877, est-il question d'augmenter le tarif des mandats-poste.

Généralement les bureaux ouverts au service des mandats participent également au service de la caisse d'épargne. Les dépôts à cette caisse doivent être d'un sh. au minimum et l'ensemble des dépôts effectués dans le courant d'une année, par une seule et même personne, ne peut

setzungen wegen Postcontraventionen. Es heisst darin, dass, wer dem Postzwang unterworfenen Briefe auf andere Weise, als durch die Post, befördert, in eine Strafe von 5 £ für jeden Brief, und bei fortgesetzter Ausübung solcher Beförderung in eine Strafe von 100 £ für jede Woche verfällt. Der Absender hat gleichfalls eine Strafe von 5 £ für jeden Brief zu gewärtigen. Das Postregal erstreckt sich ausschliesslich auf die Beförderung von Briefen und nicht zugleich auch auf die Beförderung von Zeitungen, Büchern oder Geldern. Im Uebrigen ist für spezielle, in dem betreffenden Reglement besonders vorgesehene Fälle die Privatbeförderung auch in Bezug auf die Briefe nachgegeben worden, z. B. wenn es sich um Versendung durch besondere Boten oder um Briefe handelt, die mittels Schiffgelegenheit nach dem Ausland versendet werden.

Es bleiben uns noch einige Worte zu sagen über das Postanweisungssystem, das Postsparkassenwesen, die Leibrenten und Lebensversicherungen durch Vermittelung der Post.

Das *Money-order-System* in England gleicht in seiner Ausführung dem von uns schon früher geschilderten gleichen Dienste in den Vereinigten Staaten Amerikas, welche letztere das englische Vorbild nachgeahmt haben. Ungefähr 5500 Postanstalten des Vereinigten Königreichs sind *Money-order-Offices*.

Die Gebühren betragen: für Money-orders bis 10 sh. excl. 1d., „ „ von 10 sh. bis 1 £ „ 2d. u. s. w. bis zu 10 £ für Summen bis je 1 £ 1d. mehr, für Beträge von 10 £ (Maximum) aber 1 sh. Die Gebühren für Postanweisungen bis zum Betrage von 1 £ reichen jedoch zur Deckung der entstehenden Kosten nicht aus, und ist daher, wie wir bereits in der letzten Nummer des vorigen Jahres mitgeteilt haben, eine Erhöhung der betreffenden Sätze in Aussicht genommen.

Die *Money-order-Offices* sind gewöhnlich auch zur Annahme von Spareinlagen befugt. Einlagen unter

master-General is confined strictly to letters, and does not therefore extend to newspapers, books, or money. Concessions have, however, also been made, in these Regulations, for the private conveyance of letters, by provisions applying to certain cases specified in the same. For instance, in the case of letters sent by a special messenger, or of letters sent out of the United Kingdom by a private vessel.

It now only remains for us to say a few words on the subject of the money-order system, the Savings Banks system, and the Government Insurances and Annuities granted by the Postmaster-General.

The *money-order system* adopted in Great Britain resembles, in its practical execution, that of the United States of America which has already been described in this periodical; the latter country having, in this respect, imitated the example given by England. About 5500 of the total number of post-offices in the United Kingdom are money-order offices.

The commission on a money-order is:—

For sums under 10 sh. 1d.
“ “ of 10 sh. and under 1 £, 2d.,
and so on, 1d. being charged for every additional pound; for sums of £ 10., however, the fee is 1 sh.

The rates of commission on money-orders up to 1 £ having been found to be productive of loss, we understand (as has, already, been mentioned in N° 12, II volume of our periodical) that a higher tariff for orders up to that amount will, shortly, be adopted.

The money-order offices are also, generally, entitled to receive *deposits of savings*. Deposits of less than 1 sh. are not received; and the deposits

dépasser la somme de 30 £. Dès que l'avoir d'un déposant atteint, intérêts non compris, le montant de 150 £, il ne peut plus être augmenté par de nouveaux dépôts, et lorsque les intérêts accumulés l'ont fait monter à 200 £, il devient improductif de tout intérêt nouveau, à moins que le titulaire ne retire une partie de son capital.

Avant d'opérer le premier versement, le déposant doit déclarer, par la signature d'un formulaire qui lui est remis à cet effet, son intention de contribuer à la caisse d'épargne postale et de se soumettre à cet égard aux dispositions réglementaires en vigueur. Il lui est ensuite délivré gratuitement un livret sur lequel il appose sa signature en présence du chef du bureau de poste. Chaque dépôt effectué par le titulaire d'un livret est inscrit sur ce dernier par l'agent du bureau de poste et cette inscription est attestée par la signature du dit agent et l'apposition du timbre à date du bureau. Il doit en outre être signalé, le jour même, au bureau central de ce service à Londres (Metropolitan Office), avec indication du nom, de la profession et du domicile du déposant; ensuite de quoi, ce dernier reçoit par la poste un certificat authentique de dépôt, constatant son droit au retrait facultatif de la somme versée et des intérêts y afférents. Si le déposant n'a pas reçu ce certificat dans un délai de 10 jours à partir du versement, il doit le réclamer au bureau central à Londres.

Chaque livre sterling complète donne droit à 2 1/2 % d'intérêt annuel; cet intérêt ne court toutefois qu'à partir du premier du mois qui suit le jour où le versement a été effectué, ou bien celui où la livre sterling a été complétée. Pour les sommes remboursées, il cesse de courir dès le premier jour du mois dans lequel le remboursement a eu lieu. Ce taux de 2 1/2 % par an équivaut à un demi penny par mois et par livre sterling; les intérêts

1 sh. werden nicht angenommen, und innerhalb eines Kalenderjahres dürfen die Einlagen eines und desselben Sparers den Betrag von 30 £ nicht übersteigen. Hat die eingelegte Summe, abgesehen von den Zinsen, den Betrag von 150 £ erreicht, so werden weitere Spareinlagen nicht zugelassen. Sobald die gesparte Summe nebst den angewachsenen Zinsen auf den Betrag von 200 £ gelangt ist, hört die Zahlung von Zinsen, so lange die Spareinlage auf 200 £ sich hält, gänzlich auf. Vor der ersten Einzahlung hat der Einleger eine Erklärung unter Benutzung eines von der Postverwaltung gelieferten Formulars zu unterschreiben, dass er Spareinlagen zu machen wünsche, und dass er in Betreff derselben den darüber gegebenen Vorschriften sich unterwerfe. Es wird ihm darauf ein Sparkassenbuch, in welches er in Gegenwart des Postmeisters seinen Namen einzuzichnen hat, unentgeltlich ausgehändigt; in dasselbe hat die Postanstalt jedes Mal den eingezahlten Betrag einzutragen und handschriftlich, sowie durch Beidruckung des Tagesstempels, zu bescheinigen. Der deponirte Betrag mit Angabe des Namens, der Beschäftigung und des Wohnorts des Einlegers muss noch am Empfangstage dem Hauptstädtischen Amte (*Metropolitan Office*) angezeigt werden, worauf sogleich ein Anerkenntniss über die Einlage dem Einleger mit der Post als endgültiger Belag für seinen Anspruch auf der einstige Rückzahlung nebst Zinsen zugesandt wird. Wenn der Einleger nicht binnen 10 Tagen nach geschehener Einzahlung das Anerkenntniss empfängt, so hat er die Ertheilung desselben bei dem Hauptamte (*Principal Office*) in London zu beantragen.

Für jedes eingelegte volle Pfund werden 2 1/2 % Zinsen jährlich gewährt; die letzteren sollen nicht eher beginnen, als vom ersten Tage desjenigen Kalendermonats ab, welcher auf den Tag der Einzahlung oder des Vollwerdens eines Pfundes folgt, und aufhören mit dem ersten Tage desjenigen Kalendermonats, in welchem das Geld zurückgezogen wird. Dieser

made by one and the same person may not exceed, in any year ending the 31st of December, the amount of £ 30; nor may this person make any further deposit when the total amount standing in his name, exclusive of interest, has reached £ 150. When any depositor's principal and interest amount together to £ 200, all interest ceases as long as the balance of the account continues to amount to the said sum of £ 200. On making his first deposit, every person must sign a declaration, furnished him by the Postal Administration, to the effect that he is desirous to become a depositor in the Post Office Savings Bank, and willing to submit to the regulations governing the same. A depositor's book is then gratuitously given to him, in which he must sign his name in the presence of the postmaster. Every deposit is entered in this book, and attested by the officer making such entry, and by the dated stamp of the office. The amount of each deposit, with the name, occupation and residence of the depositor must, upon the day of the receipt thereof, be reported to the Metropolitan Office, and an acknowledgment of such deposit is forthwith sent by post to the depositor as conclusive evidence of his claim to its repayment with interest thereon. If the depositor do not receive the acknowledgment within 10 days after making his deposit, he must apply for the same to the Principal Office in London.

Interest, calculated yearly at the rate of 2 1/2 per cent. per annum is allowed on every complete pound deposited, reckoned from the first day of the calendar month next following the day on which a complete pound has been deposited or completed, up to the first day of the calendar month in which the moneys are withdrawn. The interest thus calculated is at the rate of one halfpenny per calendar month for every complete pound. The interest is reckoned to the 31st of December in every year, and is added to the principal.

sont calculés chaque année au 31 décembre et ajoutés au capital.

Une fois par an et à la date qui correspond à celle du premier versement, le livret de dépôt doit être transmis au Bureau central à Londres, dans une enveloppe que le propriétaire du livret peut se procurer dans tous les bureaux participant à ce service. Cette mesure a pour but de permettre que les inscriptions du livret soient comparées avec celles des registres du bureau central et que les intérêts dus au déposant soient ajoutés sur son livret. L'envoi et le retour du livret s'effectuent en franchise de port.

Lorsque le propriétaire d'un livret désire être remboursé totalement ou partiellement, il en fait la demande au moyen d'un formulaire qu'il peut se procurer dans tout bureau de poste de plein exercice. A la réception de cette pièce, le General Post Office de Londres adresse à l'intéressé un bon pour la somme réclamée, payable au bureau de poste désigné sur la demande. Le déposant présente ce bon au bureau en cause en même temps que son livret, sur lequel le chef du bureau inscrit la somme remboursée en attestant l'inscription par sa signature et par l'apposition de son timbre à date. En même temps le bon doit être acquitté par le déposant.

Les dépôts encaissés par les bureaux de poste pour compte de la caisse d'épargne sont transmis à la commission d'amortissement de la dette nationale. Depuis le 16 septembre 1861, jour de l'inauguration de la caisse d'épargne postale, la somme des dépôts, qui, pour la première année, atteignit 1,698,221 £, a constamment augmenté et s'élevait au 31 décembre 1876 à la somme de 26,996,550 £. A cette même date les livres de la commission d'amortissement de la dette nationale accusaient de ce chef, à l'avoir de l'Administration des postes, une somme de 28,004,732 £.

Zinsberechnung gemäss beträgt der Zins für das volle Pfund und den Kalendermonat $\frac{1}{2}d$. Die Zinsen werden alljährlich bis zum 31. Dezember berechnet und dem Kapital zugeschlagen.

Das Einlagebuch muss ein Mal in jedem Jahre—am Jahrestage der ersten Einzahlung — unter Couvert, welches bei jeder Postsparkasse zu erhalten ist, an das Hauptamt eingesandt werden, Behufs Vergleichung der Eintragungen darin mit denjenigen in den Büchern des General-Postmeisters und Behufs Einrückung der dem Einleger gebührenden Zinsen. Die Hin- sowie die Zurücksendung des Buches geschieht portofrei.

Wünscht der Einleger eine Rückzahlung, so hat er dies durch Ausfüllung eines bei jeder *Saving-Bank* zu habenden Formulars zu erkennen zu geben. Nach Empfang des Antrages von Seiten des General-Postamtes in London wird eine Anweisung über den verlangten Betrag, zahlbar bei dem von dem Einleger bezeichneten Postante, dem Interessenten mit der Post zugesandt. Diese Anweisung hat letzterer dann zugleich mit dem Einlagebuche bei dem Postante vorzulegen; der Postmeister hat den zurückgezählten Betrag in dem Buche zu vermerken und diesen Vermerk durch seine Unterschrift und Beidrückung des Tagesstempels zu bekräftigen; zugleich hat der Einleger über den empfangenen Betrag auf der Anweisung Quittung zu ertheilen.

Die bei den Postanstalten eingelegten Sparkassengelder gehen an die Staatsschulden-Tilgungskommission über. Seit dem 16. September 1861, dem Tage der Eröffnung der Postsparkassen, hat die Summe der Sparguthaben, welche im ersten Jahre 1,698,221 £ betrug, stetig zugenommen und war am 31. Dezember 1876 bereits auf die Höhe von 26,996,550 £ angewachsen. In den Büchern der Staatsschulden-Tilgungs-Kommission erschien das Guthaben der Postverwaltung für das Jahr 1876 mit dem ansehnlichen Betrage von 28,004,732 £.

The depositor's book must be forwarded once in each year on the anniversary of the day on which the first deposit was made, to the Principal Office in a cover to be obtained at any Post Office Savings Bank, in order that the entries may be compared with the entries in the books of the Postmaster-General, and the interest due to the depositor inserted in it. No charge for postage is made for the transmission and return of the book.

Any depositor wishing to withdraw the sum deposited by him, or part thereof, must make application for the same in a form which may be obtained at any Post Office Savings Bank. On receipt of this form at the General Post Office in London, a warrant for the amount required, payable at the office named by the depositor, is sent to him by post. This warrant must be presented by the depositor at the post-office named thereon, together with the depositor's book, in which the postmaster enters the amount repaid, and attests the entry with his signature and the dated stamp of his office. The postmaster must take from the depositor a receipt on the warrant for the amount repaid to him.

The deposits received in the Post Office Savings Banks are remitted to the Commissioners for the Reduction of the National Debt. Since the 16th of September 1861, the day on which the Savings Banks were inaugurated, the total amount of deposits, which in the first year was 1,698,221 £, has steadily increased, and on the 31st of December 1876 was 26,996,550 £. The total sum standing to the credit of the Post Office Savings Banks on the books of the National Debt Commissioners reached, at the close of 1876, the important amount of 28,004,732 £.

In framing the arrangement under which the Post Office was empowered

Quant au service postal des rentes viagères et des assurances sur la vie, il a été institué principalement en vue de permettre aux agents des postes, comme à toute autre personne, d'acquitter périodiquement leurs primes, au moyen de retenues modiques sur leurs appointements ou salaires, au lieu d'avoir à payer chaque année, en une seule fois, une somme relativement considérable.

Cependant cette utile institution n'a guère été mise à profit, si ce n'est par les employés de l'État et autres personnes en rapport avec le Gouvernement; mais le nombre des affiliés n'en est pas moins de plusieurs milliers. Il n'est pas admis d'assurance sur la vie au-dessous de 20 £ ni au-dessus de 100 £ et le maximum d'une rente viagère est limité à 50 £.

Enfin, en dehors des diverses branches de service que nous venons de passer en revue, l'Administration des Postes britanniques est encore chargée de délivrer, pour le compte du Département des Finances (*Inland Revenue Department*), les licences pour l'entretien de domestiques mâles, chiens, voitures, etc. Le nombre des licences de l'espèce, délivrées du 1^{er} avril 1876 au 31 mars 1877, s'est élevé à 1,130,241, ayant produit ensemble une recette de 462,858 £.

Was die Leibrenten und Lebensversicherungen durch die Post anbelangt, so lag bei den betreffenden Einrichtungen die Absicht vor, Personen, gleichviel ob im Dienste der Postverwaltung oder nicht, in den Stand zu setzen, ihre Prämien mittelst geringer periodischer Abzüge von ihren Löhnungen oder Gehältern abzutragen, anstatt dieselben jährlich in einem Betrage von verhältnissmässig bedeutender Höhe zu entrichten.

Indess ist von dieser Einrichtung Seitens der Arbeitgeber, mit Ausnahme der Behörden, noch immer nicht genug Gebrauch gemacht worden; immerhin beträgt die Zahl derjenigen Personen, welche Prämien bei der Post einzahlen, mehrere Tausende. Lebensversicherungen auf Summen unter 20 £ und über 100 £ werden nicht zugelassen; Renten werden nur bis zu Beträgen von 50 £ gewährt.

Endlich sei noch erwähnt, dass von der englischen Postverwaltung die vom Steuer-Departement (*Inland Revenue Department*) ausgestellten Erlaubnisscheine zum Halten von männlichen Dienstboten, Hunden, Wagen u. s. w. ausgegeben werden. An solchen Scheinen sind z. B. in der Zeit vom 1. April 1876 bis Ende März 1877 nicht weniger als 1,130,241 Stück verkauft worden. Die dafür aufkommenen Gebühren beliefen sich auf 462,858 £.

to grant *Annuities* and *Life Insurances*, provision was made for enabling persons, whether in the employment of the Post Office or not, to pay their premiums by means of small periodical deductions from their wages or salaries, instead of having to lay by money in view to an annual payment of comparatively large amount.

This privilege has not, however, been made extensive use of by employers, except by those connected with the Government. Notwithstanding this, the number of persons paying premiums to the Post Office amounts to several thousands. No one life can be insured for less than 20 £, nor for more than 100 £; and no annuities of more than 50 £ can be purchased.

In addition to the above services, the Post Office of Great Britain undertakes, on behalf of the *Inland Revenue Department*, the issue of *Licenses* to keep male servants, dogs, carriages, &c. The total number of licenses issued from the 1st of April 1876 to the 31st of March 1877 was 1,130,241, and the amount collected thereon 462,858 £.

Le tarif postal de l'Espagne.

Le tarif postal interne de l'Espagne a été réformé par une loi récente. Il se distingue particulièrement en ce que les envois postaux, indépendamment des prix de port qui leur sont applicables, ont généralement à supporter un impôt fiscal, dit taxe de guerre, et que, par conséquent, l'affranchissement doit s'en opérer au moyen de deux sortes de timbres adhésifs (*sellos de comu-*

Spaniens Briefftaxen.

In Spanien hat der inländische Portotarif vor Kurzem eine anderweite Regelung im Wege der Gesetzgebung erfahren. Die Eigenthümlichkeit desselben besteht darin, dass die Postsendungen der Mehrzahl nach ausser dem eigentlichen Porto einer Kriegsteuer unterliegen und demgemäss mit doppelten Freimarken (*sellos de comunicacion* und *sellos de guerra*) frankirt werden müssen. Bei den

Rates of postage in Spain.

Very important alterations were introduced, a short time ago, by the Spanish legislation into the domestic postal tariffs of that country. These tariffs have the peculiarity that the greater part of the postal articles are subject to a special war-duty in addition to the ordinary postage, and have therefore to be prepaid by means of two different kinds of stamps, the *sellos de comunicacion*, and the

nicacion et sellos de guerra). Les modifications dont il vient d'être l'objet consistent principalement dans l'augmentation de cette taxe de guerre qui, pour les lettres ordinaires et les cartes-correspondance échangées entre les bureaux de poste de l'Espagne, des îles adjacentes et des provinces espagnoles d'outre-mer, se trouve portée de 5 c^{es} à 15 c^{es} par objet. Pour les imprimés, la taxe de guerre est de 10 c^{es} par kilogramme; pour les envois recommandés, elle égale le droit de recommandation, qui est fixé lui-même à 50 c^{es}, avec réduction de moitié pour les paquets d'imprimés recommandés qui ne dépassent pas le poids de 500 grammes.

Si nous passons à l'examen détaillé des dispositions du tarif, dans lesquelles on trouve plusieurs points de comparaison intéressants, nous avons à constater en premier lieu que les lettres et tous les envois postaux en général sont soumis à l'affranchissement obligatoire, tant pour le port que pour le droit de guerre. Pour les relations entre localités dépendant d'un même bureau de poste, les taxes sont assez modérées; elles sont fixées comme suit: lettres ordinaires, sans égard au poids, 5 c^{es} en timbres-poste, plus 5 c^{es} en timbres de guerre; cartes-correspondance, 5 c^{es}; journaux, 5 c^{es} par numéro; livres et autres objets rentrant dans la catégorie des imprimés (sans distinction de poids), 5 c^{es} en timbres-poste, plus 5 c^{es} en timbres de guerre; médicaments et échantillons de marchandises, sans égard au poids, 5 c^{es}.

A cause des colonies que l'Espagne possède, et dont quelques-unes sont fort éloignées, le tarif postal espagnol n'est pas uniforme pour toutes les distances; il comprend trois classes dont chacune correspond à l'une des zones ci-après.

I. Espagne proprement dite, îles Baléares, îles Canaries, possessions ou établissements espagnols du Nord de l'Afrique et de la côte occidentale du Maroc;

II. Cuba et Porto-Rico;

neuerdings getroffenen Festsetzungen hat namentlich die Kriegssteuer eine Erhöhung erfahren; dieselbe ist für gewöhnliche Briefe und Postkarten zwischen Postorten der Halbinsel, den benachbarten Eilanden und den überseeischen spanischen Provinzen von 5 auf 15 C^{es} gestiegen; im Weitern ist dem Porto für Drucksachen eine Kriegsabgabe von 10 C^{es} für jedes Kilogramm, sowie der Einschreibgebühr von 50 C^{es} eine gleich hohe Kriegssteuer hinzugetreten. Nur für Einschreibdrucksachen bis 500 Gr., für welche die Gebühr ausnahmsweise nur 25 C^{es} betrug, ist eine Kriegssteuer vom letztgenannten mässigeren Betrage hinzugekommen.

Wenn wir auf die Bestimmungen des Tarifs, der zu Vergleichen manchen interessanten Anhalt bietet, des Näheren eingehen, so müssen wir zunächst hervorheben, dass sämtliche Brief- und sonstige Versendungsgegenstände dem Frankozwange sowohl in Bezug auf Porto, als bezüglich der Kriegssteuer unterliegen. Innerhalb der Postorte selbst kommen ziemlich mässige Taxen zur Anwendung. Für Ortssendungen beträgt das Porto: für gewöhnliche Briefe, ohne Unterschied des Gewichts: 5 C^{es} in Briefmarken + 5 C^{es} in Kriegsmarken; für Postkarten 5 C^{es}; für jede Zeitungsnummer: 5 C^{es}; für Bücher und die unter die Kategorie der Drucksachen fallenden Gegenstände (ohne Unterschied des Gewichts): 5 C^{es} in Briefmarken + 5 C^{es} in Kriegsmarken; für Medikamente und Waarenproben ohne Unterschied des Gewichts: 5 C^{es}.

Mit Rücksicht darauf, dass Spanien weit entfernte überseeische Besitzungen hat, ist der Porto-Tarif für Sendungen zwischen spanischen Postorten nicht *einheitlich* festgestellt worden; es wird vielmehr unterschieden zwischen Sendungen:

I. nach Orten der Halbinsel, den Balearen und Canarischen Inseln, nach den spanischen Besitzungen im nördlichen Afrika

sellos de guerra. The new arrangements principally consist in the increase of the war-duty from 5 to 15 Cs. (*Centesimos*) for letters and post-cards exchanged between the post-offices in the Peninsula, the neighbouring Islands, and the Spanish Colonies beyond the seas. A war-tax of 10 Cs. has further been added to the rates of postage for printed matter. Registered articles, moreover, for which the registration-fee amounts to 50 Cs. have, in addition, been made subject to a war-tax of 50 Cs. In the case, however, of registered covers and printed matter not exceeding 500 grammes in weight, for which the charge was, exceptionally, only 25 Cs., this tax has been fixed at the moderate amount of 25 Cs.

In submitting the provisions of the tariffs, which afford many interesting items for comparison, to a closer examination, we must begin by pointing out the fact that the prepayment of all letters and other postal articles is compulsory, as well with regard to postage as to the registration-fee. Postal articles intended for the place of posting are charged at relatively moderate rates. The postage on local correspondence is as follows:—on ordinary letters, without regard to weight, 5 Cs. in postage-stamps + 5 Cs. in war-stamps; on post-cards, 5 Cs.; on every single newspaper-copy, 5 Cs.; on books and articles belonging to the category of printed matter, (without regard to weight), 5 Cs. in postage-stamps + 5 Cs. in war-stamps; on medicines, and patterns and samples of merchandize, 5 Cs.

Owing to the fact that Spain has very distant possessions beyond the seas, there is no *uniform* postal tariff for correspondence exchanged between Spanish post-offices; the correspondence is, on the contrary, distinguished as follows:—

I. Articles intended for the Peninsula; the Balearic, and Canary Islands; the Spanish Colonies in

III. Iles Philippines, Fernando-Po, Annobon et Corisco.

Dans la zone I, le port est fixé, savoir: pour la lettre simple de 15 grammes, à 10 c^{es} en timbres-poste, plus un droit fixe de 15 c^{es} en timbres de guerre; pour la carte-correspondance, à 5 c^{es} en timbres-poste, plus 15 c^{es} en timbres de guerre; pour les paquets de journaux déposés par les éditeurs et affranchis préalablement au moyen de timbres-poste, à 3 piécettes*) par 10 kilogrammes; pour les journaux expédiés isolément, à 1 c^o par numéro; pour les livres et autres objets rentrant dans la catégorie des imprimés, tels que lithographies, autographies, papiers de musique, photographies, dessins, etc., à 1/4 de c^o par 10 grammes, plus un supplément de 10 c^{es} par kilogramme pour droit de guerre, qui, toutefois, n'est perçu que sur les envois dépassant le poids d'un kilogramme; pour les médicaments et les échantillons de marchandises, la taxe est de 5 c^{es} par 20 grammes, mais elle se réduit à 2 c^{es}, lorsqu'il s'agit d'échantillons de marchandises fixés sur des cartons et formant une collection. En ce qui concerne les médicaments, ils ne sont admis au transport par la poste que pour autant qu'ils se présentent, par leur nature, aux conditions ordinaires de ce mode de transport, que chaque envoi de l'espèce ne dépasse pas le poids de 300 grammes et ne présente, sur aucune de ses faces, une dimension supérieure à 30 centimètres.

Pour la zone II, les prix d'affranchissement, en observant les mêmes gradations de poids que pour la zone I, sont fixés comme suit: lettres, 25 c^{es} en timbres-poste, plus un droit fixe de 15 c^{es} en timbres de guerre; paquets de journaux, 10 piécettes; journaux expédiés isolément, 2 c^{es}; livres et autres objets rentrant dans la catégorie des imprimés, 1/2 c^o en timbres-poste, plus un supplément de 10 c^{es} en timbres de guerre; médicaments et échantillons de marchan-

und nach der Westküste von Marocco;

II. nach Cuba und Porto-Rico;
III. nach den Philippinen, Fernando Po, Annobon und Corisco.

Bei der Gruppe I beträgt das Porto für den einfachen Brief von 15 Gr.: 10 C^{es} in Briefmarken + 15 C^{es} in Kriegsmarken; für Postkarten: 5 C^{es} in Briefmarken + 15 C^{es} in Kriegsmarken; für Zeitungspackete, welche von den Expeditionen eingeliefert und im Voraus durch Freimarken frankirt werden: für je 10 Kgr. 3 Pesetas*); für jede einzeln eingelieferte Zeitungsnummer: 1 C^o; für Bücher und die unter die Kategorie der Drucksachen fallenden Gegenstände, als Lithographien, Autographien, Musikalien, Photographien, Zeichnungen u. s. w.: für je 10 Gr. 1/4 C^o + 10 C^{es} Kriegssteuer, letztere indess nur für die über 1 Kgr. schweren Sendungen, dann aber für jedes Kilogramm; ferner für Medikamente und Waarenproben: für je 20 Gr.: 5 C^{es}, mit einer Ermässigung auf 2 C^{es}, wenn es sich um Waarenproben handelt, welche auf Kartons aufgeheftet sind und eine Mustersammlung bilden. Für die Medikamente gilt die Bedingung, dass sie ihrer Natur nach zur Beförderung mit der Post überhaupt geeignet sind, dass die betreffenden Sendungen nicht mehr als 300 Gr. wiegen und in keiner Dimension 30 C^m überschreiten.

In der Gruppe II beträgt das Porto, unter Feststellung derselben Gewichtsabstufungen wie bei I, für Briefe: 25 C^{es} in Briefmarken + 15 C^{es} in Kriegsmarken; für Zeitungspackete 10 Pesetas; für einzelne Zeitungsnummern 2 C^{es}; für Bücher und andere dahin gehörige Drucksachen: 1/2 C^o in Briefmarken + 10 C^{es} in Kriegsmarken; für Medikamente und Waarenproben: 10 C^{es}, mit der Ermässigung auf 5 C^{es} für auf Kartons geheftete Mustersammlungen.

North Africa; and the East Coast of Marocco.

II. Articles intended for Cuba, and Porto Rico.
III. Articles intended for the Philippine Islands; Fernando Po; Annobon; and Corisco.

The rates of postage on articles forming part of the 1st group are as follows:—on the single letter of 15 grammes, 10 Cs. in postage-stamps + 15 Cs. in war-stamps; on post-cards, 5 Cs. in postage-stamps + 15 Cs. in war-stamps; on newspaper packets which must be posted by the publishers and be prepaid by means of postage-stamps, 3 Pts.*) (*Pesetas*) per 10 kilogrammes; on every single newspaper-copy, 1 C.; on books, and other articles included in the category of printed matter, such as lithographs, autographs, sheet music, photographs, drawings, &c., 1/4 C. postage + 10 Cs. war-tax, for every 10 grammes. The war-duty, however, is only levied on packets exceeding 1 kilogramme, and in this case every kilogramme is charged with 10 Cs.; further, on medicines, and samples and patterns of merchandize, 5 Cs. per 20 grammes, which amount is reduced to 2 Cs. if the samples or patterns are affixed to cards and form a collection. Medicines may only be forwarded on the condition that they are fit for transmission in the mails, that their weight does not exceed 300 grammes, and that the packets containing them do not exceed 30 centimètres in length, depth, or width.

For articles of the second group the scale of weight is the same as that applied to the first group, and the rates of postage on such articles are as follows:—on letters, 25 Cs. in postage-stamps + 15 Cs. in war-stamps; on newspaper-packets, 10 Pts.; on every single newspaper-copy, 2 Cs.; on books, and other articles forming part of the category of printed matter, 1/2 C. in post-

*) 1 piécette = 1 franc.

*) 1 Peseta = 1 Frank.

*) 1 Peseta = 1 Franc.

disés, 10 c^{es}, avec réduction à 5 c^{es} pour les collections d'échantillons sur carton.

Pour la zone III, qui, sauf la seule exception soulignée ci-après, comporte également les mêmes gradations de poids que la zone I, le tarif indique les taxes suivantes : lettres, 50 c^{es} en timbres-poste, plus un droit fixe de 15 c^{es} en timbres de guerre ; paquets de journaux, 2 piécettes *par kilogramme* ; livres, etc., 1 c^e en timbres-poste, plus un supplément de 10 c^{es} en timbres de guerre ; médicaments et échantillons de marchandises, 20 c^{es}, avec réduction à 10 c^{es} pour les collections d'échantillons sur carton.

Ce tarif, qui est reproduit in extenso dans le N^o 129 de la *Revista de correos*, ne renferme aucune indication sur le port des cartes-correspondance pour les localités des zones II et III ; ce qui semble devoir faire supposer que les cartes-correspondance ne sont pas encore admises pour les relations avec les possessions espagnoles d'outre-mer.

A l'exception des journaux, tous les envois de la poste aux lettres, de même que les boîtes contenant des bijoux ou d'autres objets de moindre valeur, peuvent être expédiés sous recommandation. Ces boîtes ne peuvent avoir ni plus de 44 centimètres de longueur, ni plus de 22 centimètres dans les deux autres sens ; elles doivent être en bois ou en métal. La valeur du contenu ne peut dépasser 500 piécettes. Le port en est assez élevé ; il se compose du port des lettres ordinaires d'après le poids, du droit de recommandation (une piécette, dont moitié en timbres-poste et moitié en timbres de guerre) et d'une prime d'assurance de 3 % de la valeur d'estimation. L'estimation se fait en commun par le chef du bureau de poste et l'expéditeur ; toutefois, en cas de désaccord, c'est l'évaluation du premier qui prévaut. En cas de perte, l'Administration des postes est responsable de la valeur d'estimation de l'objet manquant, excepté quand la perte est le résultat d'un acte

Innerhalb der Gruppe III, für welche, in Bezug auf das Gewicht, mit nachfolgender Ausnahme ebenfalls die Abstufungen unter I gelten, wird erhoben :

für Briefe 50 C^{es} in Briefmarken + 15 C^{es} in Kriegsmarken, für Zeitungspackete . . . 2 Pesetas, letzterer Betrag indess für *jedes* Kilogramm ;

für Bücher etc. 1 C^e in Briefmarken + 10 C^{es} in Kriegsmarken ;

für Medikamente und Waarenproben 20 C^{es}, mit einer Ermässigung auf 10 C^{es} für die auf Kartons aufgehefteten Mustersammlungen.

Für *Postkarten* nach Orten der Gruppen II und III ist in dem Tarife, der ausführlich in N^o 129 der „*Revista de Correos*“ abgedruckt ist, ein Portosatz überhaupt nicht aufgeführt, was darauf hindeutet, dass nach diesen überseeischen Besitzungen Spaniens Postkarten nicht gebräuchlich sind.

Als „eingeschrieben“ können, mit Ausnahme der Zeitungen, sämtliche Briefpostgegenstände, Päckchen mit Kleinodien oder anderen Gegenständen von geringerm Werthe eingeliefert werden. Die Päckchen dürfen nicht über 44 C^m lang und über 22 C^m breit und hoch sein und können aus Holz oder Metall bestehen. Der Werth der Gegenstände darf 500 Pesetas nicht übersteigen. Das Porto für derartige Päckchen ist ziemlich hoch ; es setzt sich zusammen aus dem Porto wie für gewöhnliche Briefe nach Massgabe des Gewichts, der Einschreibgebühr von 1 Peseta (50 C^{es} in Briefmarken und 50 C^{es} in Kriegsmarken) und einer Versicherungsgebühr von 3 % des abgeschätzten Werthes. Die Abschätzung erfolgt gemeinsam von dem Vorsteher der Postanstalt und dem Absender ; doch bleibt die Entscheidung des ersteren massgebend. In Verlustfällen kommt die Postverwaltung für den abgeschätzten Werth der Gegenstände auf, ausgenommen, wenn der Verlust durch Raub, höhere Gewalt oder ähnliche Ursachen entstanden ist.

age-stamps + 10 Cs. in war-stamps ; on medicines, and patterns and samples of merchandize, 10 Cs, with a reduction to 5 Cs. for sample-cards.

The scale of weight adopted for articles of the 1st group is applied to those of the third, with the exceptions mentioned below, and the postage charged is as follows:—

on letters 50 C's. in postage-stamps + 15 Cs. in war-stamps, on newspaper-packets . . . 2 Pts. ; the latter amount, however, is charged for *each* kilogramme ;

on books, &c. 1 C. in postage-stamps + 10 Cs. in war-stamps, on medicines, and patterns and samples of merchandize, 20 Cs., with a reduction to 10 Cs. on sample-cards.

No rates of postage on post-cards intended for places included in groups II and III are given in the schedule of rates published in detail in N^o 129 of the „*Revista de Correos*“, the official postal Journal, which is an indication that post-cards are not in use between the mother-country and her possessions beyond the sea.

All articles of the letter-post,—with the exception of newspapers,—and packets containing jewelry or articles of smaller value, may be registered. The packets may not exceed 44 centimètres in length, and 22 centimètres in width and depth. The cases may be made of wood or metal. The value of these articles may not exceed 500 Pts. A relatively high rate of postage is charged for such packets ; it consists of the postage for ordinary letters according to weight, the registration-fee amounting to 1 Peseta (50 Cs. in postage-stamps, and 50 Cs. in war-stamps), and an insurance-fee of 3 per cent. of the estimated value. The estimation of the value of the articles is made jointly by the postmaster and the sender, but the estimation of the former is decisive. In case of loss the Postal Administration is liable for the repayment of the estimated amount.

de brigandage ou de tout autre accident de force majeure. La responsabilité de l'Administration en cette matière se prescrit après un délai d'un an.

Pour la recommandation des lettres ordinaires, cartes - correspondance, échantillons de marchandises et médicaments, l'expéditeur est tenu d'acquiescer, outre le port ordinaire d'après la nature de l'objet, le double droit de recommandation qui, comme nous l'avons dit, s'élève à la somme d'une piécette. Il reçoit un bulletin de dépôt de son envoi, et, en cas de perte, on lui accorde une indemnité de 50 piécettes. Par exception, les paquets d'imprimés ne dépassant pas le poids de 500 grammes, pour lesquels le droit de recommandation n'est que de 50 c^{es} (25 en timbres-poste et 25 en timbres de guerre), ne donnent droit, en cas de perte, à aucune indemnité.

Outre les lettres ordinaires, on admet aussi à la recommandation, contre acquit du port ordinaire et du droit fixe d'une piécette, les plis renfermant des titres de la dette publique (*deuda del Estado*). Les envois de l'espèce doivent être présentés *ouverts* au bureau de poste, et être accompagnés d'un bordereau dressé en quatre expéditions et indiquant la nature, la série, la date, le numéro et la valeur de chacun des titres dont l'envoi se compose, ainsi que les coupons adhérents à ces titres.

Après que le chef du bureau de poste ou l'employé chargé de la réception a constaté que les quatre copies du bordereau sont conformes au contenu du pli, ce dernier est cacheté par l'expéditeur en présence de l'employé postal et de la manière prescrite par le règlement. Une des expéditions du bordereau, signée par l'agent des postes, est remise au déposant à titre de récépissé; des trois autres expéditions, une reste au bureau de dépôt, une autre est adressée au bureau de destination, et la troisième est envoyée à la Direction générale des dettes de l'État. En cas de perte d'un envoi de l'es-

Nach Ablauf eines Jahres erlischt der Anspruch auf Schadenersatz.

Für die zur Einschreibung aufgelieferten gewöhnlichen Briefe, Postkarten, Waarenproben und Medikamente ist ausser dem gewöhnlichen Porto für die betreffende Korrespondenzgattung die vorstehend erwähnte Einschreibgebühr von 1 Peseta zu zahlen. Der Auflieferer erhält über die Abgabe des Gegenstandes einen Einlieferungsschein, und im Verlustfalle wird ihm eine Entschädigung von 50 Pesetas gewährt. Ausgenommen sind Packete mit Drucksachen im Gewichte von nicht mehr als 500 Gramm, für welche die Einschreibgebühr auch nur 50 C^{es} (25 C^{es} in Briefmarken und 25 C^{es} in Kriegsmarken) beträgt, und für die im Verlustfalle eine Entschädigung nicht gewährt wird.

Ausser den gewöhnlichen werden auch solche Briefe zur Einschreibung zugelassen, welche Effekten der Staatsschuld (*Deuda del Estado*) enthalten; sie unterliegen dem gewöhnlichen Briefporto und der Einschreibgebühr von 1 Peseta. Sendungen dieser Art müssen bei den Postanstalten *offen* eingeliefert werden und von vier gleichen Inhaltsverzeichnissen begleitet sein, welche Gattung, Serie, Datum, Nummer und Betrag der einzelnen Effekten und der dazu gehörigen Zinsabschnitte angeben.

Nachdem der Postmeister oder der Annahmebeamte die Verzeichnisse mit dem Werthinhalt verglichen hat, wird der Brief in Gegenwart des betreffenden Postbeamten von dem Absender vorschriftsmässig versiegelt. Die Einlieferung wird ihm durch Unterschrift des Annahmebeamten in dem einen der mitgegebenen Verzeichnisse bescheinigt, von den drei anderen bleibt eins bei der Abgangsanstalt, eins geht an die Bestimmungsanstalt und das dritte an die Generaldirektion der Staatsschulden. Wenn derartige

except in case such loss has occurred through robbery, force majeure, or similar causes. The right to indemnity becomes void after the expiration of one year, counting from the date of posting.

On registered ordinary letters, post-cards, patterns, samples, and medicines the above-mentioned registration-fee of 1 Peseta is charged in addition to the ordinary postage applied to the respective groups of articles. A receipt is delivered to the senders of registered matter, and in case of loss, an indemnity of 50 Pts. is granted to them. An exception to this rule is made for packets of printed matter not exceeding the weight of 500 grammes for which the registration-fee only amounts to 50 Cs. (25 Cs. in postage-stamps, and 25 Cs. in war-stamps), and no indemnity is paid for their loss.

In addition to ordinary letters, covers containing Bonds of the National Debt (*Deuda del Estado*) are also allowed to be registered, and the charge levied on them consists of the ordinary letter-postage and of the registration-fee of 1 Peseta. Such articles must be handed over to the post-offices in open envelopes, and must be accompanied by four lists of contents, one similar to the other, stating the kind, series, date, number and amount of each single bond, as well as of the coupons of interest belonging to it.

The postmaster or the receiving officer then compares the lists with the contents of the covers, and the sender, in the presence of the postal officer, seals the letter in the manner prescribed by the Regulations. The remittance of the cover to the Post is then attested on one of the lists by the receiving officer; the second list remains at the office of posting, the third is forwarded to the post-office of destination, and the fourth is transmitted to the General Direction of the National Debt. In case letters

pèce, l'Administration des postes assume l'obligation d'en rechercher les causes par tous les moyens possibles et, s'il y a lieu, de poursuivre les coupables conformément aux lois; mais, en principe, elle n'est tenue à aucun dédommagement. Il est à remarquer en outre que les plis renfermant des titres de l'Etat ne peuvent contenir que les objets détaillés au bordereau, à l'exclusion de toute lettre ou autre objet quelconque, quel qu'en soit le caractère.

La poste dans la Nouvelle-Galles du Sud.

La *Revue de Géographie* qui se publie à Paris donne, dans sa livraison de novembre dernier, un article de M. L. Bénard sur la Nouvelle-Galles du Sud, colonie britannique située sur la côte sud-est de l'Australie; nous empruntons au travail de M. L. Bénard les renseignements qui se rapportent à l'état du service postal dans cette colonie.

En 1875, pour une population ne dépassant guère 600,000 âmes, la Nouvelle-Galles du Sud ne comptait pas moins de 761 bureaux de poste, et les distances parcourues par les courriers s'étaient élevées à 3,800,000 milles anglais (6,118,000 kilomètres). Le nombre des lettres expédiées par la poste dans cette même année a été de 13,717,900; celui des journaux de 6,262,600, auxquels on doit ajouter 357,000 paquets, échantillons, etc. En comparant ces résultats avec ceux de 1866, on voit que, dans l'espace de 9 ans, le mouvement des lettres s'est accru de 7,039,529, ou 105 %, celui des journaux de 1,749,415, ou 39 %, et celui des paquets de 107,061, ou 43 %; en même temps que le nombre des bureaux de poste augmentait de 297.

L'administration a autorisé le transport gratuit des journaux et, si le chiffre relatif à ces derniers n'est pas plus élevé, cela est dû à la création

Briefe mit Werthpapieren abhandeln, so verspricht die Postverwaltung wohl, den Ursachen mit allen Mitteln nachzuforschen und die Schuldigen nach den Gesetzen zu bestrafen, indess hat eine Ersatzleistung grundsätzlich nicht stattzufinden. Uebrigens dürfen in Briefen mit Werthpapieren nur die in den Verzeichnissen aufgeführten Stücke, nicht aber zugleich Briefe oder Gegenstände von irgend einem andern Charakter eingeschlossen werden.

Die Post in Neu-Süd-Wales.

Das November-Heft der in Paris erscheinenden „*Revue de Géographie*“ enthält einen von Herrn L. Bénard verfassten Aufsatz über die an der Ostküste des Kontinents Australien gelegene britische Kolonie Neu-Süd-Wales, dem wir über die dortigen postalischen Einrichtungen folgende Angaben entnehmen.

Im Jahre 1875 bestanden in der Kolonie (mit ca. 600,000 Einwohnern) nicht weniger als 761 Postanstalten; die Posttransporte legten 3,800,000 engl. Meilen (6,118,000 Km.) zurück; befördert wurden in demselben Jahre 13,717,900 Briefe, 6,262,600 Zeitungen und 357,000 Bücherpackete, Waarenproben u. s. w. Stellt man die bezüglich des Korrespondenz-Umfanges gewonnenen Resultate denjenigen des Jahres 1866 gegenüber, so ergibt sich für den dazwischen liegenden neunjährigen Zeitraum eine Steigerung bei den Briefen um 7,039,529 Stück oder 105 %, bei den Zeitungen um 1,749,415 Stück oder 39 % und bei den Bücherpacketen etc. um 107,061 Stück oder 43 %. Ferner wurden innerhalb desselben Zeitraums 297 Postanstalten neu eingerichtet.

Die Beförderung der Zeitungen erfolgt unentgeltlich; wenn die Anzahl derselben gleichwohl eine verhältnissmässig geringe geblieben ist, so wird dies von dem Verfasser dem Umstande

containing such bonds are lost, the Postal Administration makes use of all the means at its command to ascertain the cause of loss, and to punish the guilty according to the laws; but it is not bound by the existing regulations to pay an indemnity. Only those bonds which are stated in the lists are allowed to be enclosed in such covers, and the enclosure of letters or any other articles whatever, having a different character, is prohibited.

The postal service in New South Wales.

The November number of the "*Revue de Géographie*" published in Paris, contains an article by Mr. L. Bénard on the British Colony of New South Wales, situated on the East Coast of the Australian Continent, from which we take the following particulars respecting the postal arrangements in this Colony:—

In 1875, the number of post-offices in New South Wales (with about 600,000 inhabitants) amounted to no less than 761; and the distance travelled by the mails was 3,800,000 English miles (6,118,000 kilomètres). During the same year 13,717,900 letters; 6,262,600 newspapers; and 357,000 book-packets, patterns, &c., were transmitted by means of the postal service. A comparison of these figures with those of 1866 shows that, during this period of nine years, there was an increase in the number of letters of 7,039,529, or 105 per cent., in that of newspapers of 1,749,415, or 39 per cent., and in that of book-packets, &c., of 107,061, or 43 per cent. During the same period, 297 new post-offices were established.

The conveyance of newspapers is gratuitous, but notwithstanding this, their number has remained comparatively small. This circumstance is attributed by the author to the fact that newspapers are now published in almost

récente de feuilles périodiques dans presque toutes les villes importantes de l'intérieur. Le tarif de l'affranchissement est peu élevé; ainsi les lettres du poids d'une demi-once sont expédiées dans l'intérieur de la colonie et dans toute l'Australie, moyennant la somme de deux pence (20 centimes). Quant au service extérieur, la colonie est desservie trois fois par mois par les lignes de paquebots Sydney-San-Francisco, Sydney-Brisbane-Batavia-Singapore, Sydney-Melbourne-Pointe de Galle.

L'envoi de sommes d'argent par l'intermédiaire de la poste a également augmenté dans une proportion notable: depuis 1864, le nombre des mandats-poste s'est accru de 21,905 à 100,000 et leur valeur s'est élevée de 109,680 à 419,622 livres sterling.

L'administration postale avait institué, il y a environ cinq ans, une caisse d'épargne, où les dépôts étaient reçus jusqu'à concurrence de 200 livres et où ils produisaient un intérêt de 4%; mais cet essai n'a pas donné les résultats que l'on pouvait en attendre et la caisse ne possédait en dépôt, en 1875, que la somme de 774,874 livres sterling. Ceci s'explique par la grande valeur que possède le capital circulant dans tous les pays neufs, et par la facilité avec laquelle on peut, en le faisant servir à plusieurs opérations successives pendant le même laps de temps, le faire produire beaucoup plus que l'intérêt donné annuellement par les caisses d'épargne.

Communications.

Il résulte d'une communication du Post office britannique que les bureaux de poste anglais d'Alexandrie (Égypte) et de Suez seront supprimés à partir du 1^{er} avril 1878.

* * *

zugeschrieben, dass fast in allen bedeutenderen Orten der Kolonie Zeitungen erscheinen. Der Tarif ist niedrig; das Porto für frankirte Briefe, welche nach Orten der Kolonie selbst oder nach irgend einem andern Orte Australiens bestimmt sind, beträgt für jede halbe Unze 2 d (20 C^{es}). Dampfschiffverbindungen mit dem Auslande bestehen drei Mal im Monat und zwar: zwischen Sidney und San Francisco, Sidney-Brisbane-Batavia-Singapore u. Sidney-Melbourne-Point de Galle.

Der Postanweisungsverkehr weist ebenfalls eine erhebliche Steigerung auf. Während die Gesamt-Ziffern in diesem Geschäftszweige im Jahre 1864: 21,905 Postanweisungen mit 109,680 £ betragen, erreichten dieselben im Jahre 1875 die Höhe von 100,000 Stück mit 419,622 £.

Vor ungefähr 5 Jahren ist von der Postverwaltung eine Sparbank gegründet worden, in welche Summen bis zum Meistbetrage von 200 £ für jeden Sparer eingelegt werden können; die Zinsen betragen 4 % jährlich. Die mit dieser Einrichtung erzielten Resultate entsprechen jedoch nicht den gehegten Erwartungen, da die Gesamtsumme der Einlagen sich im Jahre 1875 auf nur 774,874 £ belaufen hat. Es erklärt sich dies aus dem Umstande, dass in allen neuen Ländern Kapitalien einen verhältnissmäßig hohen Werth besitzen, und dass dieselben durch fortgesetzte Verwendung bei mehreren Geschäften mit Leichtigkeit nutzbringender gemacht werden können, als wenn sie in Sparkassen angelegt werden.

Mittheilungen.

Nach einer Mittheilung der K. Grossbritannischen Postverwaltung werden die in Alexandrien (Égypten) und Suez bestehenden britischen Postanstalten vom 1. April 1878 ab aufgehoben werden.

* * *

every important town of the Colony. The letter-rates of postage are very moderate. The postage on prepaid letters addressed to places in the Colony, or intended for places in Australia generally, amounts to 2d. (20 C^{es}) for every half ounce. Postal communication with foreign countries is maintained by means of mail-packets sailing three times a month between Sydney and San Francisco; Sydney, Brisbane, Batavia and Singapore; and lastly between Sydney, Melbourne, and Point de Galle.

The exchange of money-orders shows an important increase:— While in 1864 the number of orders transmitted and received was 21,905 amounting to 109,680 £, it reached in 1875 the total of 100,000 with a value of 419,622 £.

About 5 years ago, the Postal Administration established a Savings Bank in which deposits are received up to 200 £ per depositor, the interest allowed on the same being at the rate of 4 per cent. per annum. But the results obtained by this arrangement have not answered the expectations, as the total amount standing to the credit of the depositors only amounted, in 1875, to 774,874 £. This may be accounted for by the fact that in all new countries capital has a relatively high value, and that, during an equal period, it may easily be rendered more productive by successive investments in several operations, than by a simple deposit in the Savings Banks.

Miscellaneous.

According to a communication received from the Postal Administration of Great Britain, the British post-offices maintained at Alexandria and Suez will be discontinued from the 1st of April 1878.

* * *

Les changements annoncés dans la haute direction de l'Administration des Postes de France sont aujourd'hui accomplis.

Par décret du Président de la République, du 24 décembre, les services des Postes et des Télégraphes sont placés dans les attributions spéciales de M. Cochery, sous-secrétaire d'Etat des Finances.

A l'avenir, les agents des Postes dont la nomination était réservée au ministre, seront nommés par le sous-secrétaire d'Etat.

Par un autre décret de la même date, certains services intérieurs du Ministère des Finances sont réorganisés et le bureau du Contrôle des postes, qui dépendait du Secrétariat général, est supprimé.

Enfin, par un troisième décret, du 27 décembre, l'emploi de Directeur général des Postes est supprimé.

La présidence du conseil d'administration est dévolue au sous-secrétaire d'Etat, qui exercera les attributions de directeur général.

Le sous-secrétaire d'Etat pourra déléguer tout ou partie de ses attributions à un des administrateurs des Postes. (*Revue des Postes* du 1^{er} janvier 1878.)

* * *

Nous apprenons que M. Th. Leonardos, Directeur Général des Postes helléniques, vient de se retirer du service pour prendre sa retraite. Jusqu'à son remplacement définitif, ses fonctions seront remplies par son suppléant légitime, M. le Vice-Directeur P. Rontopoulos.

Die in der oberen Leitung des französischen Postwesens angekündigten Veränderungen sind mit dem heutigen Tage in Kraft getreten.

Durch ein Dekret des Präsidenten der Republik vom 24. Dezember 1877 ist der Unter-Staatssekretär im Finanz-Ministerium, Herr Cochery, mit der Verwaltung des Post- und Telegraphenwesens betraut worden.

Soweit die Ernennung der Postbeamten bisher dem Minister vorbehalten war, hat dieselbe in Zukunft durch den Unter-Staatssekretär zu erfolgen.

Ein zweites Dekret von demselben Tage regelt die Reorganisation einzelner Dienstzweige des Finanz-Ministeriums und hebt das Post-Kontrollbüro auf, welches bisher dem General-Sekretariat unterstellt war.

In Folge eines dritten Dekrets vom 27. Dezember kommt die Stelle des General-Postdirektors in Wegfall.

Den Vorsitz im Verwaltungsrath führt der Unter-Staatssekretär, welchem in dieser Beziehung die Befugnisse des General-Direktors beigelegt sind.

Der Unter-Staatssekretär kann seine Befugnisse ganz oder theilweise auf einen der Rätthe der Postverwaltung übertragen. (*Revue des Postes* v. 1. Jan. 1878.)

* * *

Wie uns mitgetheilt wird, ist der seitherige General-Direktor der griechischen Posten, Herr Th. Leonardos, in den Ruhestand getreten. Mit der interimistischen Leitung des Postwesens ist, bis zur definitiven Wiederbesetzung der Stelle, der Vice-Direktor, Herr P. Rontopoulos, betraut worden.

The changes contemplated with regard to the direction of the French Postal Administration have taken place to-day.

By virtue of a decree of the President of the Republic, dated 24th of December last, the Posts and Telegraphs are placed under the control of Mr. Cochery, Under Secretary of State for Finances.

The postal officers, hitherto appointed by the Minister of Finances, will henceforth be nominated by the Under Secretary of State.

In accordance with another decree of the same date, certain divisions of the Ministry of Finances have been reorganized, and the Office of the Postal Comptroller, hitherto under the direction of the Secretary General, has been suppressed.

Lastly, in execution of a third decree of the 27th of December last, the office of Director General of Posts is abolished.

The presidency of the Board of Administrators (*Conseil d'Administration*) devolves upon the Under Secretary of State who is invested with the powers of the former Director General.

The Under Secretary of State may delegate his powers, either partly or wholly, to one of the Postal Administrators. (*Revue des Postes* of the 1st of January 1878).

* * *

We are informed that Mr. Th. Leonardos, hitherto Director General of the Hellenic Posts, has tendered his resignation, and that, until the definitive appointment of a new Director General, Mr. P. Rontopoulos, Vice-Director of Posts, has been called upon to discharge the functions of this office.

L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES

Avis. — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* à M. A. Moret, 1^{er} secrétaire du Bureau international, à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

Abonnements particuliers.

Un an fr. 4. 60

Six mois. „ 2. 30

Trois mois. „ 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

III^e volume.

N^o 2.

Berne, 1^{er} Février 1878.

Sommaire. — I. LES BOÎTES A LETTRES. — II. LE CONGRÈS POSTAL DE PARIS — PROJET DE CONVENTION. — III. Révision de la Législation postale en Belgique. — IV. COMMUNICATIONS.

Les boîtes à lettres.

Lorsque, vers la fin de la première moitié de ce siècle, la plupart des administrations postales eurent adopté les timbres-poste, il leur fallut, pour que cette innovation produisit toutes les facilités et tous les avantages qui devaient en résulter pour les relations publiques et pour le service postal lui-même, s'occuper de multiplier et de perfectionner les moyens mis à la disposition du public pour le dépôt des correspondances à expédier. Elles furent ainsi amenées à donner une puissante extension au système des boîtes à lettres dont, en général, l'emploi était resté jusque là assez rare, ou du moins ne présentait que peu d'importance, et en premier lieu elles reconnurent la nécessité d'en doter largement les villes et les communes importantes. Mais, pour que le public n'hésitât pas à faire usage de ces boîtes avec confiance, il était indispensable que leur établissement répondit aux conditions suivantes :

1^o Les boîtes à lettres devaient être construites de manière qu'une main étrangère ne pût en enlever le contenu.

2^o Il était nécessaire de fixer leur emplacement à des endroits que le public pût fréquenter sans trop de

Die Postbriefkasten.

Als in den vierziger Jahren dieses Jahrhunderts bei der Mehrzahl der Postverwaltungen die Freimarken eingeführt wurden, musste man, um die Erleichterungen und Annehmlichkeiten, welche mit der neuen Einrichtung für das korrespondirende Publikum beabsichtigt waren, möglichst vollständig zu erreichen und zugleich eine Vereinfachung des Geschäftsbetriebs bei den Postanstalten zu erzielen, darauf Bedacht nehmen, dem Publikum eine vermehrte und bequeme Gelegenheit zur Abgabe seiner Briefe zu schaffen. Dies führte dazu, dem System der Briefkasten, welche bis dahin im Allgemeinen nur selten und von geringer Bedeutung waren, einen gewaltigen Aufschwung zu geben und mit deren Verbreitung zunächst in den Städten in bedeutendem Umfange vorzugehen. Damit aber das Publikum mit vollem Vertrauen der neuen Einrichtung sich zuwendete, war in der Hauptsache die Erfüllung folgender Bedingungen nothwendig:

1) die Briefkasten mussten so konstruirt sein, dass ein Unbefugter Briefe nicht herausnehmen konnte;

2) zur Aubringung der Briefkasten mussten solche Stellen gewählt werden, dass das Publikum durch deren Benutzung weite Gänge, mithin Zeit,

The postal letter-boxes.

When between 1840 and 1850, postage-stamps were introduced by the majority of the Postal Administrations, it was found necessary, in order to give the public the full benefit of the facilities afforded by the new arrangement, and at the same time to simplify the work in the post-offices, to provide frequent and convenient accommodation for the posting of letters. The system of letter-boxes which had, as a rule, been made use of on a very small scale, now received a powerful impulse. Its extension was at first taken in hand in towns, where numerous letter-boxes were put up. In order, however, to gain the full confidence of the public for the arrangement, it was essential that the two following conditions should be complied with.

1^o The letter-boxes had to be so constructed as to make it impossible for any person not properly authorized, to take out letters.

2^o They had to be placed on spots so situated as to save the public long walks, and loss of time in the posting of letters, and to allow of supervision, in order to protect them from abuse, damage, &c.

dérangement et sans perte de temps, et qui se prêtassent à une surveillance facile contre les abus, les dégradations, etc.

3° Il importait enfin que la levée pût en avoir lieu avant la fermeture des dépêches et s'effectuer avec la ponctualité, l'ordre et la sécurité que le service exige.

Pour arriver sur ce dernier point à la précision, on imagina, non seulement de donner la plus grande publicité aux heures des levées, mais aussi d'appliquer aux boîtes un appareil donnant ce renseignement pour chacune d'elles et permettant au public de s'assurer lui-même si les levées s'effectuaient exactement aux heures fixées.

Quelques administrations postales étaient d'opinion que, pour inspirer au public une confiance absolue dans la sécurité des boîtes à lettres, il était nécessaire de combiner celles-ci de telle manière que les agents chargés de les vider ne pussent avoir le moindre contact avec les correspondances y insérées. D'autres administrations attachaient au contraire plus d'importance à donner aux boîtes la forme et les dispositions voulues pour qu'un seul et même agent pût, avant de rentrer au bureau, en lever facilement un plus grand nombre les unes après les autres. Cette diversité de vues donna naturellement naissance à divers systèmes de boîtes à lettres, qui se distinguent essentiellement en deux espèces: les boîtes *avec* et les boîtes *sans* réservoir mobile.

Celles de la première espèce sont ordinairement en tôle ou en fonte, de forme rectangulaire, et destinées à être solidement rivées à des bâtiments, à des murs, etc. Les heures des levées sont indiquées, ou par un tableau collé à la muraille, ou par un mécanisme attaché à la boîte même: par exemple au moyen de plaques métalliques, susceptibles d'être changées au besoin.

Les réservoirs mobiles placés à l'intérieur des boîtes n'ont pas partout le même modèle, mais, dans tous les cas, ils sont à fermoirs. La

ersparte, und dass wo möglich eine Aufsicht gegen Missbräuche, gegen Beschädigungen u. s. w. an den Briefkasten möglich war;

3) das Leeren derselben musste unmittelbar vor Schluss der Posten nicht nur pünktlich, sondern auch mit Ordnung und Sorgfalt erfolgen.

Um die Präzision herzustellen, musste man daran denken, nicht allein die Stunden der Leerungen bekannt zu machen, sondern auch an den Briefkasten eine Vorrichtung anzubringen, woraus das Publikum die Zeit der Einsammlung ersehen und selbst kontrolliren konnte, ob die Einsammlungsfristen rechtzeitig innegehalten wurden.

Verschiedene Postverwaltungen neigten sich auch der Ansicht hin, dass es, um das volle Vertrauen des Publikums zu den Briefkasten zu sichern, nothwendig sei, dieselben so einzurichten, dass die mit der Leerung beauftragten Boten zu den hineingelegten Briefen überhaupt nicht gelangen könnten, während von anderer Seite mehr darauf Werth gelegt wurde, den Briefkasten eine solche Form und Konstruktion zu geben, dass ein und derselbe Bote eine grössere Anzahl derselben nach der Reihe bequem zu leeren vermöchte. Es war natürlich, dass sich hiernach verschiedene Briefkastensysteme Eingang verschafften, und wir können im Wesentlichen unterscheiden solche *mit* und solche *ohne* Einsatzkasten.

Die Kasten der erstern Art sind gewöhnlich aus Eisenblech oder Guss-eisen gefertigt, haben eine rechteckige Form und sind zum festen Anbringen an Häusern, Mauern u. s. w. bestimmt. Die Zeiten der Leerungen werden entweder durch übersichtliche Maueranschlüge oder durch Vorrichtungen am Briefkasten selbst — z. B. durch zum Umwechseln eingerichtete Stundenplatten von Messing — angegeben.

Als Einsätze zu den Kasten werden nicht überall gleiche, in jedem Falle aber verschliessbare Behältnisse verwendet; am meisten sind Einsatzkasten von Weissblech, Holz oder Leder, dann auch Einhänge-

3° They had to be cleared immediately before the closing of the mails; a work to be performed with great punctuality, regularity, and care. In order to obtain this, it was not only necessary that the public should be kept informed of the hours of clearing, but also that a contrivance should be adapted to the boxes by which they could ascertain these hours, and could themselves control their observance.

Several Postal Administrations were of opinion that, in order to inspire the public with full confidence in the system of letter-boxes, it was necessary that they should be constructed in such a manner as to make it impossible for the officers effecting their clearance to get to the letters; while other Administrations attached greater weight to a form and construction allowing one messenger to clear successively and without inconvenience a certain number of boxes. Thus, several systems of letter-boxes were, naturally, adopted, which may, in general, be classed into two principal groups, *viz.* letter-boxes *with*, and letter-boxes *without* a removable inside case.

The boxes belonging to the 1st group are usually made of sheet-iron, or cast iron, have a rectangular form, and are intended to be affixed to houses, walls, &c. The hours of clearance are either indicated by means of conspicuous notices put up on the houses or walls, close to the boxes, or of contrivances adapted to the receptacles themselves, such as small movable brass plates, with the hours painted or engraved upon them, &c.

The cases inserted in the boxes are not everywhere alike, but without exception, provided with locks; those most generally adopted are made of wood, tin plates, or leather; another system is that of bags which are suspended inside the letter-boxes, and are furnished with a mechanism suited to their special purpose.

plupart sont en fer-blanc, en bois ou en cuir, d'autres consistent simplement en sacs suspendus, conditionnés à cette fin.

Les facteurs chargés de la levée de ces boîtes n'ont qu'à changer les réservoirs, c'est-à-dire introduire chaque fois un réceptacle vide dans la boîte, en remplacement de celui qu'ils ont mission d'enlever et de rapporter, avec les correspondances qu'il contient, au bureau de poste, où un employé en fait l'ouverture et en extrait le contenu. Avec ce système on obtient incontestablement cet avantage, que le leveur de boîtes n'est nullement en contact avec les lettres qu'il recueille, mais il est évident aussi que ce mode de levée exige un personnel plus considérable, attendu qu'il est rare qu'un homme puisse porter plus de quatre de ces réceptacles qui sont toujours passablement volumineux.

La seconde espèce, composée des boîtes à lettres construites pour être vidées sur place, comprend également des boîtes rectangulaires que nous nommerons boîtes murales et semblables de tout point à celles dont nous venons de parler, sauf qu'elles sont dépourvues du réservoir mobile. On doit aussi y rattacher les boîtes en forme de colonnes, dites boîtes-bornes.

Ces dernières, qui se placent de préférence aux coins des rues, sur les places publiques et dans les gares des chemins de fer, sont en usage dans beaucoup de pays. En Belgique, où elles existent depuis 1848, elles sont munies intérieurement d'un timbre qui varie pour chaque boîte dépendant d'un même bureau. L'agent qui en fait la levée prend l'empreinte de ce timbre sur une feuille de route, dont la vérification permet au chef du bureau de constater que cet agent s'est rendu à chacune des boîtes indiquées sur son itinéraire.

On les trouve également, concurremment avec des boîtes d'autres systèmes, dans les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, plusieurs pays de l'Amérique, etc. La division qu'on en a faite en deux compartiments

beutel, die eine ihrem besondern Zwecke entsprechende Konstruktion erhalten haben, im Gebrauche.

Die zur Bedienung solcher Kasten verwendeten Boten haben nur die Einsätze zu wechseln, also bei jedesmaliger Abholung ein leeres Behältniss in den Briefkasten einzuschieben und das mit Briefen gefüllte zur Postanstalt zu bringen, wo erst der Beamte das Aufschliessen und Leeren zu besorgen hat. Damit wird allerdings erreicht, dass der Bote mit den von ihm abgeholtten Briefen in keine Berührung kommt, es ist aber auch klar, dass eine derartige Einsammlung eine grössere Anzahl von Boten erfordert, da ein Mann selten mehr als vier solcher immerhin ziemlich umfangreicher Einsätze wird tragen können.

Zu den Briefkasten des andern Systems, welche also unmittelbar an Ort und Stelle geleert werden, gehören die sogenannten Mauerbriefkasten in viereckiger Form — ganz gleich den zuerst erwähnten, nur dass die Einsätze fehlen — und die sogenannten Pfeiler-Briefkasten.

Kasten der letzteren Gattung, deren Aufstellung gern an Strassenecken, freien Plätzen und Eisenbahnhöfen beliebt wird, sind in vielen Staaten gebräuchlich. In *Belgien* befinden sie sich schon seit dem Jahr 1848, und es besteht dort die Einrichtung, dass der Bote, welcher das Leeren besorgt, den im Briefkasten angebrachten Stempel in einem Kontrollbuch abdruckt, um durch Vorlegung dieses Buches auf der Post den Beweis zu führen, dass er jeden auf seiner Tour belegenen Briefkasten revidirt habe. Aehnliche Briefkasten sind auch in *Niederland*, *Grossbritannien*, verschiedenen Staaten von *Amerika* u. s. w. — neben andern Systemen — im Gebrauche. Die Säulenkasten haben durch die Theilung in zwei gesonderte Behälter, von denen eins zur Aufnahme der Briefe und Postkarten, das andere zum Hineinlegen der Drucksachen bestimmt ist, eine wesentliche Verbesserung erfahren. Es wird dadurch von selbst eine Trennung der Briefe von den Druck-

The messengers employed in clearing these boxes, only change the inside cases, and, at each clearing, substitute an empty case for the full one which is brought to the post-office, where it is unlocked and emptied by the officer entrusted with this duty. By this mode of proceeding the advantage is obtained that the messengers cannot touch the letters collected by them; but, on the other hand, it is obvious that the clearing requires a considerable number of officers, as, from the comparatively large size of these cases, one messenger is seldom able to carry more than four of them.

The letter-boxes forming part of the 2nd group, are cleared on the spot. To this category belong the so-called wall-boxes, and pillar-boxes, the former of which are rectangular in form, and in every respect similar to those of the 1st group, with the omission of the inside-cases.

Such boxes are in use in many countries, and are mostly placed at street-corners, in squares and railway-stations. In *Belgium* they were introduced as early as 1848. There, the clearing messengers are bound to take, upon bills specially furnished them for this purpose, and called way-bills, the impression of a stamp adapted to the inside of the letter-boxes. These bills are then examined at the post-offices, and vouch for the clearance of every letter-box situated on the respective walks of the messengers. Similar letter-boxes are, besides those on other systems, also adopted in the *Netherlands*, *Great Britain*, several States of the *American Continent*, &c. The pillar-boxes have been greatly improved by being divided into two compartments, the one for the reception of letters and post-cards, and the other for that of printed matter. By means of this arrangement, the sorting is effected by the public, and the inconvenience, unfortunately still inherent to other

distincts, l'un pour les lettres et les cartes-correspondance, l'autre pour les imprimés, constitue pour ces boîtes une amélioration de premier ordre. Les lettres et les cartes étant séparées, par le public lui-même, des autres objets de correspondance, ne courent plus le risque, lors de leur introduction dans la boîte, de glisser dans les envois sous bandes et notamment dans les plis des journaux; accident qui n'arrive que trop fréquemment sans cela aux lettres minces aussi bien qu'aux cartes, et qui peut facilement en occasionner la perte.

Indépendamment de ce que l'agent chargé de la levée se trouve en contact avec les lettres, les boîtes de cette seconde catégorie présentent encore cet autre inconvénient, que le levreur est obligé de prendre les lettres avec la main pour les placer dans son sac; ce qui donne lieu de craindre, surtout par les soirées obscures, que des lettres ne restent dans la boîte, qu'elles ne tombent à terre et ne se perdent, ou que, par les mauvais temps, elles ne soient atteintes et endommagées par la pluie. C'est probablement pour éviter ces divers inconvénients que, dans certains pays où les boîtes murales sans réservoir mobile sont en usage, on a cru devoir recourir à l'expédient de changer les boîtes à chaque levée et de ne les vider que dans le local du bureau de poste. A cet effet, les boîtes ne sont pas fixées à demeure à l'endroit où elles sont placées, mais seulement cadénassées. Toutefois, ce procédé qui consiste à opérer le changement des boîtes elles-mêmes reproduit les inconvénients que nous avons signalés à propos du système des boîtes à réservoir mobile.

Que ce dernier système pêche par une certaine lourdeur et soit encore bien loin de la perfection, c'est ce que nous croyons avoir démontré, et cependant il nous reste à faire observer encore qu'en général les boîtes à lettres avec réservoir mobile se prêtent, plus que les boîtes simples, au détournement des lettres. En effet,

sachen bewirkt und verhindert, dass sich dünne Briefe und Postkarten, wie es anderswo leider noch immer vorkommt, beim Einwerfen in die Briefkasten in Sendungen unter Band, namentlich in dickere Zeitungen, einschließen und dann wohl gänzlich abhandeln kommen.

Immerhin liegt bei den Kasten dieses zweiten Systems, selbst wenn man darüber hinwegsieht, dass der leerende Bote mit den Briefen unmittelbar in Befassung kommt, ein Uebelstand darin, dass der Unterbeamte die Briefe mit der Hand herausnehmen und in den Sammelbehälter hineinlegen muss. Es wird dadurch der Befürchtung Raum gegeben, dass namentlich an dunklen Abenden Briefe im Kasten liegen bleiben, oder zur Erde fallen und verloren gehen, oder bei Regenwetter während des Herausnehmens Briefe nass und beschädigt werden. Die Erkenntniss dieser Uebelstände hat deshalb wohl auch hier und da, wo Mauerbriefkasten ohne Einsätze im Gebrauche sind, dazu geführt, die Briefkasten bei jedesmaliger Einsammlung selbst zu wechseln und die Leerung erst im Lokale der Postanstalt vornehmen zu lassen. Solche Kasten sind an ihrem Aushängeorte nicht dauernd befestigt, sondern nur angeschlossen. Es ergeben sich aber bei dieser Art, die Briefkasten selbst zu wechseln, wiederum diejenigen Nachteile, welche wir bereits bei dem System der Einsatzkasten angedeutet haben.

Dass letzteres an einer gewissen Schwerfälligkeit leidet und von der Vollkommenheit noch weit entfernt ist, ergibt sich aus dem schon Gesagten. Es kommt aber noch hinzu, dass bei Briefkasten mit darin befindlichen Einsätzen die Gefahr der Entwendung eingelegerter Briefe etc. im Allgemeinen grösser ist, als bei Briefkasten ohne solche Einsätze. Denn nicht allein, dass die Einfüllöffnungen der Einsatzkasten sich sehr häufig den entsprechenden Oeffnungen der äusseren Kasten nicht genau anschliessen, wodurch das Einlegen der Briefe etc. erschwert und dem Sitzenbleiben der-

systems, is at the same time avoided, that thin letters and post-cards slip into articles sent under wrappers, especially into thick newspapers, and are thus sometimes lost altogether.

These boxes, however,—even if the circumstance that the clearing officer comes into direct contact with the letters, is not taken into account,—have their disadvantages, inasmuch as the officer has to take the articles out of the letter-box, and to put them into his bag, during which process there is a risk of the letters being exposed to rain during their transfer from the box to the bag, and thus injured, or, especially on dark evenings, of their being left behind in the box, or being dropped on the ground, and lost. In order to obviate these inconveniences, the plan has frequently been adopted in places where wall-boxes without inside-cases are in use, to change the letter-boxes themselves at each hour of clearance, and only to empty them in the post-offices. Boxes for which this mode of clearance is adopted are not, of course, permanently secured to the walls, but are only attached by means of locks. This arrangement, however, of changing the boxes themselves has the same disadvantages as those mentioned with regard to the system of boxes with inside-cases.

It is obvious from what we have said of the latter system, that its working is somewhat clumsy, and that it is still very far from perfection. But another disadvantage must be enumerated, which consists in the fact that the danger of letters, &c. being abstracted from letter-boxes is even greater in the case of boxes with, than in that of boxes without inside-cases. For, not only do the slips in the cases very frequently not exactly fit the corresponding openings in the letter-boxes, thus making it difficult to drop letters, &c., into the boxes, and increasing the risk of their remaining in the slips

non seulement il peut arriver souvent que l'ouverture de la boîte intérieure ne corresponde pas exactement à celle de la boîte extérieure, ce qui rend déjà le dépôt des lettres plus difficile et fait qu'elles restent dans les ouvertures ou qu'elles glissent entre les parois des deux boîtes, mais encore la contenance des boîtes intérieures étant limitée par l'espace disponible, ces boîtes s'emplissent plus rapidement, et, comme les lettres et autres envois postaux restés dans le haut, près de l'ouverture, peuvent être enlevés du dehors plus facilement que ceux qui sont au fond, il en résulte que ce système favorise l'enlèvement des correspondances.

Les inconvénients reconnus de l'un et de l'autre système ont eu pour effet de stimuler la recherche d'une combinaison nouvelle, n'offrant point de difficulté dans la pratique et réunissant les avantages des procédés actuels sans en avoir les défauts. Ces tentatives ont réussi depuis peu, au moins jusqu'à un certain point.

C'est M. le Dr Wiberg, à Jönköping (Suède), qui, le premier, est parvenu à construire une boîte à lettres sans réservoir mobile, s'ouvrant et se vidant au moyen d'un sac collecteur, sans que l'agent chargé de la levée puisse toucher aux correspondances. Pour vider la boîte, le sac, muni d'un couvercle fermant à clef, est introduit entre des rainures ajustées extérieurement au fond de la boîte, et, par un mécanisme fort ingénieux, un simple tour de clef ouvre en même temps le fond de la boîte et le couvercle du sac collecteur dans lequel viennent glisser les correspondances. Lorsque l'on retire le sac des rainures, il se referme de lui-même, ainsi que le fond de la boîte. La clef dont l'agent est porteur ne peut ouvrir ni la boîte ni le sac isolément; pour vider ce dernier, il faut une clef spéciale qui se trouve au bureau de poste.

Des boîtes de cette espèce fonctionnent, depuis 1869, à Stockholm et dans d'autres grandes villes de la Suède.

L'avantage de cette combinaison

selben, sei es in den Oeffnungen selbst oder zwischen den Wänden der beiden Kasten, Vorschub geleistet wird: die Einsatzkasten beschränken auch den verwendbaren Raum und begünstigen somit, indem die höher liegenden Briefe etc. von aussen leichter erfasst werden können, als die dem Boden näher liegenden, das Herausziehen derselben durch die Einfallöffnungen.

Die Missstände des einen und des andern Systems gaben zu wiederholten Versuchen Veranlassung, eine leichter funktionierende Einrichtung herzustellen, bei welcher die Vortheile der bestehenden Systeme vereinigt, deren Nachtheile aber beseitigt wären. Dies ist in neuerer Zeit in einem gewissen Masse auch gelungen.

Es war zuerst dem Dr. Wiberg in Jönköping in Schweden vorbehalten, einen Briefkasten ohne Einsatz zu konstruiren, welcher mittelst eines Sammelbehältnisses geöffnet und seines Inhalts entleert werden kann, ohne dass der Unterbeamte zu den Briefen zu gelangen vermag. Zum Zweck des Leerens wird der mit einem verschliessbaren Deckel versehene Sammelsack in unter dem Boden des Kastens angebrachte Führungsschlitzen eingeschoben, und eine sehr sinnreiche Vorrichtung bewirkt nun, dass beim Schliessen mittelst eines Schlüssels der Boden des Briefkastens und der Deckel des Sammelsacks zugleich geöffnet werden, so dass die Briefschaften in den unten hängenden Beutel hineinfallen. Beim Herausziehen des Sammelsacks aus den Nuthen wird dann sowohl der Verschluss desselben, als der des Briefkastens wieder hergestellt. Mit dem in den Händen des Boten befindlichen Schlüssel kann weder der Briefkasten noch der Sammelsack für sich allein geöffnet werden; für letzteren Zweck ist bei der Postanstalt, wo die Leerung erfolgt, ein besonderer Schlüssel vorhanden.

Solche Briefkasten sind seit dem Jahre 1869 in Stockholm und anderen grösseren Stätten Schwedens im Gebrauche.

or sticking between the sides of the two boxes, but the inside-cases also take up much of the available room, are more easily filled than the boxes on the other system, and thus facilitate the abstraction of letters through the slips.

The disadvantages inherent to the one as well as to the other system have led to repeated attempts to construct a more easily working arrangement, combining the advantages, and avoiding the inconveniences of the two systems. This aim has lately been attained to a certain extent.

Dr. Wiberg of Jönköping, a town in Sweden, was the first to construct a letter-box without inside-case, which could be opened, and cleared of its contents by means of a bag, and in such a manner as to make it impossible for the collecting letter-carrier to come into contact with the letters. In order to effect the clearance of the letter-box, the collection-bag,—which is provided with a locked lid,—is placed under the bottom of the letter-box, by means of grooves, and, on the letter-carrier turning a key with which he is furnished, a very ingenious contrivance is set at work and opens simultaneously the bottom of the letter-box and the lid of the collection-bag, thus causing the letters, &c. to drop into the bag. As the bag is withdrawn from the grooves, its lid and the bottom of the box close again. The key of the letter-carrier cannot be employed to unlock either the bag or the box separately. The bag can only be opened by means of a special key kept at the post-office where its clearance is effected.

Letter-boxes of this kind have been in use in Stockholm and other important Swedish towns since the year 1869.

The advantages afforded by this construction thus consist, on the one hand, in the fact that the collecting officer can touch neither the contents

consiste, d'une part, en ce que l'agent chargé de recueillir les lettres ne peut connaître ni le contenu de la boîte ni celui du sac, et d'autre part, en ce que la même agent peut lever, en une seule tournée, beaucoup plus de boîtes qu'il ne pourrait le faire s'il était obligé d'extraire de chacune d'elles et de rapporter au bureau le réservoir intérieur contenant la correspondance.

Nous ne pouvons cependant laisser ignorer que, par la construction délicate de leur appareil de fermeture, etc., les boîtes suédoises, non seulement coûtent assez cher, mais sont susceptibles d'être mises hors d'usage dans un espace de temps relativement court, et par conséquent doivent être manœuvrées avec beaucoup d'adresse et de précaution.

Le système Pansoja, introduit récemment en Italie, repose également sur le principe de la levée au moyen d'un sac collecteur, qui s'ouvre en même temps que la boîte quand on l'y adapte, et ne peut en être séparé qu'après interception de la communication. Les boîtes italiennes établies d'après ce système se distinguent par une construction solide et paraissent beaucoup mieux assurées que les boîtes suédoises contre les risques de dérangements accidentels ou intentionnés dans le mécanisme délicat des rainures et des serrures.

L'administration des postes allemandes vient d'adopter pour les boîtes un système analogue, mais qui cependant ne comporte plus ce principe, observé jusqu'alors par cette administration, et d'après lequel les lettres, lors de la levée des boîtes et pendant leur transport au bureau, ne doivent pas pouvoir être touchées par l'agent chargé de ce service. Ces nouvelles boîtes sont construites de manière que les correspondances qu'elles contiennent glissent par leur propre poids dans un sac collecteur, aussitôt que, par le moyen d'un mécanisme fort simple, ce sac, qui peut se fermer à clef, se trouve ajusté au fond de la boîte et que cette partie de la boîte, qui forme trappe, a été ouverte. Elles sont munies in-

Der Vortheil der besagten Konstruktion besteht also darin einerseits, dass der einsammelnde Unterbeamte zu dem Inhalte weder des Briefkastens noch des Sammelbehältnisses zu gelangen vermag, andererseits, dass er in das Sammelbehältniss den Inhalt einer grösseren Anzahl von Briefkasten aufnehmen und gleichzeitig fortschaffen, auf einer Tour also mehr Briefkasten leeren kann, als wenn er aus jedem derselben einen Einsatz mit Briefen zu entnehmen und an die Postanstalt abzuliefern hätte.

Es darf aber nicht unerwähnt bleiben, dass die sehr subtile Konstruktion der Schliessvorrichtungen u. s. w. der schwedischen Briefkasten nicht allein die Anschaffung derselben ziemlich theuer macht, sondern auch eine verhältnissmässig schnelle Abnutzung zur Folge hat und ein gewandtes, behutsames Personal zur Bedienung voraussetzt.

Auch das in Italien in neuerer Zeit eingeführte System Pansoja beruht auf dem Prinzip der Leerung durch Sammelsäcke, die beim Ansetzen die Briefkasten und sich selber öffnen und nur nach Wiederherstellung des Verschlusses von den Kasten getrennt werden können. Die italienischen Briefkasten nach diesem System zeichnen sich durch feste Konstruktion aus, und die Sicherheit gegen muthwillige Beschädigung namentlich des feinem Mechanismus an den Einschub- und Schliessvorrichtungen ist anscheinend grösser als an den schwedischen Briefkasten.

Ein ähnliches System von Briefkasten ist neuerdings bei der deutschen Reichspost in Aufnahme gekommen, wenn bei diesem auch das bis dahin befolgte Prinzip verlassen worden ist, dass die Briefe beim Leeren der Kasten und auf dem Transporte nach der Post den leeren Boten nicht zugänglich gemacht werden dürfen. Diese neuen Briefkasten sind darauf herechnet, dass beim Leeren der Inhalt unmittelbar vom Kasten aus in einen mittelst einer einfachen Vorrichtung darunter geschobenen (für sich ver-

of the letter-box, nor those of the bag, while, on the other, he is able to collect and to carry in his bag the contents of a large number of letter-boxes, and to clear more such receptacles in *one round*, than would be possible, had he to take out of each of them an inside-case filled with letters, and to carry these cases to the post-office.

It should, however, be observed that the mechanism of the locking apparatus of the Swedish letter-boxes is very delicate, a circumstance which renders them expensive. Further, the apparatus is worn out in a comparatively short time, and requires a skilled and careful staff of clearing officers.

The *Pansoja* system of letter-boxes, lately adopted in Italy, is likewise based on the principle that the clearance is effected by means of collecting bags. These bags, when adapted to the letter-boxes, open simultaneously with the boxes, and can only be taken off when both the locks are closed again. The Italian boxes on this system are distinguished by their strong construction. The security afforded by them against damage to their mechanism, especially to that of the grooves and locks, is apparently greater than that of the Swedish letter-boxes.

A similar system was, a short time ago, adopted by the German Post Office, in which, however, the principle, hitherto acted upon, of making it impossible for the collecting messenger to touch the letters, either while clearing the box, or while carrying them to the post-office, has been abandoned. These new boxes are so constructed that, when cleared, their contents slip from the box directly into a bag,—provided with a separate lock and suspended to the box by means of a very simple contrivance,—as soon as the bottom

térieurement d'un disque tournant, sur lequel sont indiquées toutes les heures de levée. Le facteur, chaque fois qu'il vide une boîte, n'a qu'un tour de clef à donner pour que le chiffre indiquant l'heure de la levée suivante vienne aussitôt se placer devant une ouverture ménagée à cet effet dans la partie antérieure de la boîte. On s'est également efforcé de donner aux nouvelles boîtes une forme en rapport avec les exigences de l'art.

Les boîtes de cette espèce ont été placées d'abord dans les endroits où les besoins du service exigeaient des boîtes de grandes dimensions, et réparties de façon que chaque leveur de boîtes n'ait besoin que d'un seul sac collecteur pour recueillir le contenu d'un nombre voulu ou d'un groupe déterminé de boîtes; ce qui permet de réaliser une économie de personnel.

Nous ne pouvons nous dispenser de mentionner ici ce système particulier de boîtes à lettres que l'on trouve établies dans la plupart des bureaux de poste et qui sont aménagées de façon que les lettres que l'on y jette du dehors glissent dans le local même du bureau et viennent tomber dans un panier ou tout autre objet disposé pour les recevoir. Elles consistent donc ordinairement en un simple couloir, dont l'ouverture donnant sur la façade du bâtiment ou dans une galerie accessible au public est disposée comme celles des boîtes ordinaires.

La boîte que l'on remarque à l'hôtel principal des postes de Londres appartient à cette catégorie spéciale.

Elle se compose d'une rangée de couloirs carrés, disposés en entonnoir et garnis intérieurement de longues plaques de zinc poli. Les lettres déposées à l'orifice de ces couloirs glissent sous les yeux mêmes du public, jusque dans des paniers disposés à cette fin dans les souterrains du bâtiment. Chacun des couloirs porte au-dessus de son ouverture une plaque indiquant sa destination spéciale: par exemple, „*Letters for*

schliessbaren) Sammelsack gleiten, sobald der Verschluss des eine Fallklappe bildenden Bodens des Kastens gelöst wird. Im Innern sind die Kästen mit einer drehbaren Scheibe versehen, worauf sich die sämtlichen täglichen Leerungszeiten angeben finden, und welche bei der jedesmaligen Leerung mittelst eines Schlüssels so gestellt wird, dass die Zeitangabe der nächstfolgenden Leerung vor eine an der Vorderseite des Kastens befindliche Oeffnung tritt, an welcher die Zeitangabe von aussen sichtbar ist. Auch ist bei den neuen Briefkästen dem Streben nach kunstgemässer Ausstattung Rechnung getragen worden.

Briefkästen dieser Art sind vorerst nur an solchen Punkten aufgestellt worden, wo das Verkehrsbedürfniss grössere Sammelbehälter erfordert, und ihre Einrichtung setzt voraus, dass jeder Bote nur einen Sammelsack zu führen braucht, in welchen der Inhalt einer beliebigen Zahl bz. einer bestimmten Gruppe von Kästen geleert werden kann, was eine Ersparniss an Botenkräften zur Folge hat.

Eine besondere Erwähnung verdient noch diejenige Briefkastenart, welche sich häufig in dem Lokal der Ortspostanstalten selbst befindet und so eingerichtet ist, dass die Briefe unmittelbar in das Expeditionszimmer in einen daselbst aufgestellten Briefkorb oder dergl. gleiten, zu welchem Zwecke gewöhnlich ein ausserhalb am Posthause oder im Schaltorraume sichtbarer und kenntlich gemachter Briefeinwurf durch die Mauer des Postbüreaus in das Innere desselben führt.

Zu dieser Briefkastenart gehört auch der Central-Briefkasten im General-Postamtsgebäude zu London, welcher aus einer Reihe trichterartig konstruirter, viereckiger, mit grossen glatten Zinkplatten ausgelegter Kästen besteht, in welche die hineingelegten Briefe vor den Augen des Aufgebers durch die untere Oeffnung hin zu den für ihre Aufnahme bestimmten Behältern im Souterrain des Gebäudes gleiten. Ueber den Kästen sind Ta-

of the box, which forms a kind of valve, has been allowed to drop. A revolving disk, indicating the hours of clearance, is fixed to the inside of the box and, at each clearance, is turned round by a key so as to bring the indication of the hour of the next clearance in front of an opening through which it may be seen from the outside. Another point taken into consideration in the construction of these new letter-boxes was to give them an elegant and artistic shape.

Boxes on this system have, as yet, only been put up on spots where the number of articles posted necessitates the use of large collecting-bags, and they are so constructed that each clearing officer has to carry only one bag, into which the contents of a large number, or of a certain group of boxes may be emptied. This arrangement has the advantage that it requires but a limited number of collecting officials.

Special mention must, further, be made of the system of boxes which is very frequently met with in the post-offices themselves. These boxes are so arranged that the letters, &c. drop directly into the mailing room where a letter-basket is placed to receive them. The slips of these boxes are cut through the wall of the office in a conspicuous place outside, or in the waiting room of the same, and thus connect the mailing room with the public.

A specimen of this kind of receptacle is the Central Letter Box in the General Post Office in London, which consists of a series of long, funnelshaped boxes, lined with smooth, oblong tin plates, through which the letters glide under the eyes of the public into chests placed for their reception in the underground rooms of the building. Plates are affixed above the slips of the boxes, and

France, letters for Germany, for the East Indies", etc.; et celui qui termine la rangée, et dont l'ouverture est d'une dimension plus considérable, est, comme sa plaque l'indique, réservé aux *Book-packets*. Ces dispositions constituent donc dans leur ensemble un bureau de tri bien organisé, dont le public lui-même est le principal agent, par le soin qu'il prend de séparer tous ses envois par ligne de direction ou par pays destination; organisation qui, vu l'énorme affluence des correspondances dans une ville comme Londres, procure à la poste un avantage inestimable et a pour conséquence une économie de personnel. On trouve le même système établi dans les bureaux principaux d'autres villes capitales et partout on en a constaté le bon résultat.

Notons également, comme une espèce à part, les boîtes que l'on rencontre communément dans les villages où il n'existe pas de bureau de poste. Les correspondances recueillies dans les campagnes étant en général peu nombreuses, ces boîtes sont ordinairement beaucoup plus simples que celles des villes. Il en existe en bois, en tôle et même en fonte, mais toujours disposées pour que le facteur qui en fait la levée enlève à la main les correspondances qu'elles contiennent. Toutefois, dans certains pays, chaque boîte rurale est munie à l'intérieur d'un timbre dont le facteur doit appliquer la marque, tant sur sa feuille de route que sur toutes les lettres qu'il retire de la boîte.

L'établissement des boîtes rurales a lieu dans plusieurs États aux frais de l'administration des postes, dans d'autres, aux frais des communes elles-mêmes, mais partout on s'efforce, dans le but de faciliter les relations, d'en multiplier le nombre autant que possible et d'en placer jusque dans les plus petites localités, ou bien d'en provoquer l'acquisition en mettant à la disposition des communes des boîtes à bon marché, solides, commodes et construites, autant que cela se peut, d'après un modèle uniforme.

feln mit den verschiedenen Bestimmungsländern der Briefe angebracht, z. B. Letters for France, Letters for Germany, for the East Indies etc., während der am Ende der Reihe befindliche grössere Kasten die Bezeichnung *Book-packets* trägt. Die ganze Anlage ist sonach ein wohleingerichtetes Sortirbureau, bei welchem das Publikum selbst das Vertheilen übernimmt und [damit dem Postbeamten in die Hände arbeitet, was bei der ungeheuren Londoner Korrespondenz ein nicht zu unterschätzender Vortheil ist und zugleich eine Ersparniss an Arbeitskraft ergibt. Aehnliche Vorkehrungen befinden sich übrigens auch bei den Central-Postämtern anderer Hauptstädte und haben sich überall bewährt.

Als eine Gattung für sich darf man die Landbriefkasten bezeichnen, wie solche in Dörfern ohne Postanstalt aufgestellt sind. Dieselben sind mit Rücksicht auf das geringere Verkehrsbedürfniss in der Regel weit einfacher, als die Stadtbriefkasten, aus Holz oder Eisenblech, auch wohl aus Gusseisen hergestellt und darauf berechnet, dass sie von den Landbriefträgern durch unmittelbares Herausnehmen der Briefe aus dem Innern des Kastens geleert werden. In einzelnen Ländern enthalten die Landbriefkasten einen Stempel, mit dem der Landbriefträger sowohl die Bestellkarte, wie auch die dem Kasten entnommenen Briefe zu bedrucken hat.

Die Aufstellung der Landbriefkasten findet in einzelnen Staaten auf Kosten der Postkasse, in anderen für Rechnung der Gemeinden statt; überall zeigt sich aber das Bestreben, die Briefkasten zur allgemeinen Verkehrserleichterung auch über das flache Land thunlichst zu verbreiten und die Anschaffung durch Herstellung billiger, solider und zweckentsprechender Stücke, wo möglich nach einem gleichmässigen Modelle, zu erleichtern.

Eine weitere Gattung von Briefkasten bilden die in den Wagen der Bahnposten befindlichen derartigen Behälter, welche aussen an der be-

indicate the place of destination, for instance:—Letters for France, Letters for Germany, for the East Indies, &c. The plate above the last and largest slip, bears the indication:—*Book Packets*. The whole arrangement is thus nothing but a well-organized sorting-office in which the duties are performed by the public, and the work of the postal officers is facilitated to a great extent. This arrangement, moreover, affords, if the immense quantity of correspondence posted in London is taken into consideration, the considerable advantage that it spares a great amount of labour. Similar letter-boxes are also adopted in the principal offices of the capitals of other countries, a measure which has, everywhere, been attended with success.

A separate and distinct category of postal receptacles is formed by the rural letter-boxes, erected in villages without post-offices. On account of the small amount of correspondence sent from such places, these boxes are, as a rule, of a much simpler construction than the town letter-boxes, and are made of wood, sheet-iron, and sometimes of cast-iron. They are arranged so as to permit the collecting messenger to clear them by taking the letters direct out of them. In certain countries, however, every rural letter-box is provided with a stamp fastened to the interior, with which the collecting messenger has to mark his way-bill as well as every letter taken out of the box.

In some countries these boxes are paid for out of State funds, and in others they are defrayed by the Communes concerned; but everywhere endeavours are made to promote their use, as much as possible all over the country, as a means of furthering and facilitating public intercourse, and to render their purchase inexpensive by the construction of cheap, strong, and suitable boxes

Il existe encore des boîtes à lettres d'une autre catégorie: ce sont celles des bureaux ambulants. L'ouverture en est indiquée, soit par l'image d'une lettre, soit par un autre emblème caractéristique, soit par une inscription spéciale. Elles sont disposées de telle manière que les lettres y introduites glissent dans l'intérieur du bureau ambulant par une ouverture pratiquée dans la paroi du wagon. Que le public y trouve une précieuse ressource et qu'elles soient largement utilisées par le commerce, surtout dans les grandes villes, c'est ce qui n'a pas besoin d'être démontré. Grâce à l'existence de ces boîtes, il est encore possible de mettre des lettres à la poste une seconde avant le départ du train. Lorsqu'il y a lieu d'en suspendre l'emploi, soit parce que le wagon-poste circule sur un territoire étranger, soit parce que le service du bureau se trouve interrompu, on applique simplement au devant de la boîte une plaque qui en supprime momentanément l'ouverture.

Le succès obtenu par les boîtes des bureaux ambulants a engagé plusieurs administrations à appliquer également de petites boîtes à lettres aux malles-poste qui circulent sur les routes ordinaires. Chacun des bureaux de poste où s'arrête une malle ouvre la boîte dont celle-ci est pourvue, pour en extraire les correspondances dont il peut assurer l'expédition. Le même système a été étendu aux carrioles qui servent de moyen de communication entre les différents bureaux d'une même ville, ou qui relient ces bureaux aux gares de chemins de fer. Dans quelques villes, des boîtes semblables sont suspendues derrière les omnibus et les voitures de tramway qui sillonnent les rues principales, et grâce au système des cartes-correspondance, les voyageurs ont souvent l'occasion d'en tirer parti, sans devoir interrompre leurs courses.

Nous ne pouvons terminer cet aperçu sans dire un mot des boîtes privées installées dans les maisons particulières, bien que ces boîtes

treffenden Stelle des Wagens durch eine Briefabbildung oder in sonst hervortretender Weise kenntlich gemacht und so eingerichtet sind, dass die Briefe von aussen durch eine in der Wand des Wagenkastens angebrachte Oeffnung in das Innere des Expeditionszimmers gleiten. Dass diese Kasten wichtigen Verkehrsinteressen dienen und in grossen Städten namentlich vom Handelsstande benutzt werden, bedarf keiner weiteren Ausführung; ihr Vorhandensein ermöglicht die Auffieferung von Briefen noch in der letzten Sekunde vor Abgang des Zuges. Soll ein solcher Briefkasten ausser Benutzung gesetzt werden, was namentlich geschehen muss, wenn die Bahnposten durch fremdes Gebiet fahren, oder ein Expeditionsdienst in den Wagen nicht stattfindet, so wird dies dadurch bewerkstelligt, dass ein Schieber vor die Einwurfoffnung geschoben wird.

Der Nutzen, welchen die in den Wagen der Bahnposten befindlichen Briefkasten gewähren, hat einzelne Verwaltungen dazu geführt, auch an den auf den Landstrassen kursirenden Postwagen kleinere Briefkasten anbringen zu lassen. Dieselben werden an den Haltepunkten von den Postanstalten geöffnet, wobei letztere die zur Weitersendung von diesen Punkten aus geeignete Korrespondenz den Kasten entnehmen. In gleicher Weise sind die Karriole, welche zur Beförderung von Briefpostgegenständen zwischen den verschiedenen Stadt-Postanstalten oder zwischen diesen und den Bahnhöfen benutzt werden, mit Briefkasten versehen worden. Endlich befinden sich auch in einzelnen Städten an den die Hauptstrassen durchkreuzenden Omnibus- u. Pferdebahnwagen Kasten dieser Art, von welchen die Fahrgäste, ohne deshalb den Wagen verlassen zu müssen, häufig zur Beförderung von Postkarten etc. Gebrauch machen.

Wir dürfen diese kurze Uebersicht nicht schliessen, ohne mit einigen Worten der sogenannten Hausbriefkasten zu erwähnen, wenn letztere auch nicht für den öffentlichen Ge-

made, whenever possible on a uniform pattern.

A further category of letter-boxes is formed by the receptacles placed in railway post-office vans, and rendered conspicuous at the outside of the carriage by the sign of a letter, or by some other means. They are arranged so that the letters slip through an opening in the side of the carriage, into the office-room. We need not mention that these boxes serve the interest of public traffic to no small degree, and that they are extensively made use of by the public, and especially by the commercial world, inasmuch as they allow of posting letters up to the last second before the departure of the trains. In case such a box is not to be used, particularly when the railway post-office travels on foreign territory, or when no despatching service is performed in it, a shutter is simply drawn over the slip of the box.

The success obtained by the railway post-office letter-boxes has led several Administrations to adopt the system of affixing small letter-boxes to the mail-coaches plying on the ordinary roads. At every post-office where such a coach stops, its letter-box is opened, and the correspondence which can be transmitted from that office is taken out. The same system has been extended to the mail-carts effecting the communication between the post-offices of the same town, or between these post-offices and the railway-stations. In some towns similar letter-boxes have been affixed to the omnibuses or tramway-cars which traverse the principal streets. By this means, and thanks to the system of post-cards, the passengers are enabled to write and post their correspondence without having to interrupt their journey.

soient destinées, non à l'usage commun du public, mais de certaines personnes seulement et qu'elles servent, non pour l'expédition, mais exclusivement pour la distribution des correspondances. Personne n'ignore que, dans beaucoup de villes, les négociants, les gens d'affaires, les chefs d'administrations publiques, etc., font placer à la porte ou à l'intérieur de leurs habitations des boîtes dans lesquelles le facteur dépose les correspondances qui leur sont adressées ou qui sont adressées à des personnes de leur famille. Cet usage a l'avantage de faciliter et d'accélérer la distribution; il est donc à désirer qu'il se répande de plus en plus et devienne général.

Le Congrès postal de Paris.

L'article XXVII du Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution du traité constitutif de l'Union Générale des Postes dispose que „l'Administration du pays où doit siéger le prochain Congrès postal préparera, avec „le concours du Bureau international, „les travaux du Congrès.“

La partie principale de cette tâche est actuellement terminée et l'Administration des postes de France vient d'adresser aux offices de tous les pays participant à l'Union, ou aptes à y participer, copies des projets élaborés par elle et par le Bureau international pour servir de base aux délibérations du prochain Congrès qui, comme nous l'avons annoncé, s'ouvrira à Paris le 1^{er} mai.

Ces projets, dont chacun est accompagné d'un exposé des motifs, visent la conclusion:

1^o d'une convention nouvelle, basée sur les principes du traité de Berne du 9 octobre 1874;

brauch, sondern nur für gewisse einzelne Briefempfänger bestimmt sind, und zwar nicht zur *Aufgabe*, sondern zur *Abgabe* von Briefen. Bekanntlich sind in vielen Städten grössere Firmen, Notare, Behörden etc. dazu übergegangen, sich im Innern der Häuser an der Wohnung eigene Briefkasten anbringen zu lassen, in welche der Briefträger die für die betreffenden Interessenten und deren Angehörigen bestimmten Briefschaften und Zeitungen nur hineinzulegen braucht. Die Briefbestellung wird dadurch nicht unwesentlich erleichtert und beschleunigt, und es darf daher der Wunsch ausgesprochen werden, dass die besagte Einrichtung immer mehr an Ausdehnung gewinnen möge.

Der Pariser Post-Kongress.

Der Artikel XXVII der Ausführungs-Uebereinkunft zum ersten Vereinsvertrage bestimmt, dass „die Verwaltung desjenigen Landes, in welchem der nächste Post-Kongress stattfinden soll, die Vorarbeiten zu demselben unter Mitwirkung des internationalen Büreaus besorgen werde.“

Diese Arbeiten sind in ihren wesentlichsten Theilen vollendet. Die französische Postverwaltung hat soeben den Verwaltungen sämtlicher Vereinsländer und derjenigen Staaten, welche dem Vereine später beitreten könnten, Exemplare der verschiedenen Entwürfe übersandt, welche von ihr und dem internationalen Bureau ausgearbeitet worden sind, um bei den Berathungen des, wie schon früher erwähnt, am 1. Mai in Paris zusammentretenden nächsten Post-Kongresses als Grundlage zu dienen.

Die Entwürfe, welchen die erforderlichen Motive beigegeben sind, betreffen den Abschluss

1) eines auf den Grundlagen des

In conclusion we may say a few words on the so-called house letter-boxes, although these receptacles are not intended for public use, but only for that of private persons, and not for the *despatch*, but for the *reception* of correspondence. In many important towns, great commercial firms, notaries, authorities, &c., have adopted the arrangement of placing letter-boxes in their houses, into which the letter-carriers have only to put the letters, newspapers, &c. addressed to them or to the persons living with them. The delivery-service is thereby greatly facilitated and accelerated, and we therefore venture to express the hope that this arrangement may more and more gain in extent.

The Postal Congress of Paris.

Article XXVII of the Detailed Regulations for the execution of the constitutive Treaty of the General Postal Union provides that:—

“The Office of the country in which the next Postal Congress is to be held, shall prepare, with the assistance of the International Office, the business to be submitted to the Congress.”

The principal part of this task has now been accomplished, and the Postal Administration of France has just forwarded to the Offices of all the countries forming part of the Union, or qualified to adhere to the same, copies of the projects prepared by it and the International Office, and intended to serve as bases to the deliberations of the approaching Congress which, as we have already announced, will be opened in Paris on the 1st of May next.

These projects, each of which is accompanied by a statement of motives, aim at the conclusion:—

1^o of a new Convention based

2° d'un règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de cette convention;

3° d'un arrangement concernant l'échange international des lettres avec valeurs déclarées;

4° d'un arrangement concernant l'échange international des mandats de poste.

Nous nous proposons de publier successivement chacun de ces actes préliminaires, en commençant par le projet de convention dont nous donnons aujourd'hui le texte.

De crainte de malentendu, nous prions ceux de nos lecteurs, auxquels la législation de l'Union ne serait pas familière, de vouloir bien remarquer qu'il s'agit ici de simples *propositions* et non de décisions, et que rien ne permet de présumer que telle modification inscrite dans le projet de convention, ou telle disposition des projets d'arrangements qui y font suite, sera définitivement consacrée par le Congrès.

Projet de Convention.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Congrès à Paris, conformément aux dispositions de l'article 18 du traité constitutif de l'Union générale des Postes, conclu à Berne le 9 octobre 1874, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la nouvelle convention suivante :

Article premier.

Les pays entre lesquels est conclue la présente Convention, ainsi que ceux qui y adhéreront ultérieurement, formeront, sous la dénomination d'Union générale des Postes, un seul

Berner Vertrages vom 9. Oktober 1874 beruhenden neuen Vertrages;

2) einer Ausführungs-Uebereinkunft zu diesem Verträge;

3) eines Uebereinkommens, betreffend den internationalen Austausch von Briefen mit Werthangabe;

4) eines Uebereinkommens, betreffend den internationalen Austausch von Postanweisungen.

Es liegt in unserer Absicht, diese vorläufigen Entwürfe nach und nach zu veröffentlichen, und machen wir mit dem Vertrags-Entwurfe, dessen Wortlaut wir nachstehend folgen lassen, den Anfang.

Um Missverständnissen vorzubeugen, machen wir diejenigen unserer Leser, welchen die Bestimmungen des Vereinsvertrages weniger vertraut sind, darauf aufmerksam, dass es sich hiebei lediglich um einfache Vorschläge und nicht um endgültige Beschlüsse handelt, und dass man nicht von der Voraussetzung ausgehen darf, als ob die eine oder andere der im Vertrags-Entwurfe enthaltenen Aenderungen oder eine der Bestimmungen der später folgenden Uebereinkommen von dem Kongress endgültig werde angenommen werden.

Vertrags-Entwurf.

Nachdem die unterzeichneten Bevollmächtigten der Regierungen der vorstehend aufgeführten Länder in Gemässheit der Bestimmungen des Art. 18 des am 9. Oktober 1874 in Bern abgeschlossenen ersten Vereinsvertrages in Paris zu einem Kongress zusammengetreten sind, haben dieselben, im gemeinsamen Einverständnis und unter Vorbehalt der Ratifikation, den nachstehenden neuen Vertrag abgeschlossen :

Artikel 1.

Die am gegenwärtigen Verträge theilnehmenden oder demselben später beitretenen Länder bilden, für den gegenseitigen Austausch der Korrespondenz zwischen ihren Postau-

upon the principles laid down in the Treaty of Berne of the 9th of October 1874,

2° of Detailed Regulations for the execution of this Convention,

3° of an Arrangement concerning the international exchange of letters with value declared,

4° of an Arrangement concerning the international exchange of Post Office money-orders.

We intend to publish each of these preliminary acts successively, beginning with the Project of Convention, the text of which we give to-day.

In order to prevent any misunderstanding, we request those of our readers who may not be familiar with the legislation of the Union, to observe that the stipulations laid down in these documents are only *propositions*, and not decisions, and that nothing warrants the presumption that any modification contained in the Project of Convention, or any provision of the Projects of Arrangement which follow the same, will be definitively sanctioned by the Congress.

Project of Convention.

The undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the countries above enumerated, having met in Congress in Paris, in accordance with the stipulations of Article 18 of the constitutive Treaty of the General Postal Union, concluded at Berne on the 9th of October 1874, have, by common consent, and subject to ratification, agreed upon the following new Convention:—

Article 1.

The countries between which the present Convention is concluded, as well as those which shall, hereafter, adhere to it, shall form, under the title of General Postal Union, a single

territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances entre leurs bureaux de poste.

Article 2.

Les dispositions de cette Convention s'étendent aux lettres, aux cartes-correspondance, aux imprimés de toute nature, aux échantillons de marchandises et aux papiers d'affaires, originaires de l'un des pays de l'Union et à destination d'un autre de ces pays. Elles s'appliquent également, quant au parcours dans le ressort de l'Union, à l'échange postal des objets ci-dessus entre les pays de l'Union et les pays étrangers à l'Union, toutes les fois que cet échange emprunte les services de deux des parties contractantes, au moins.

Article 3.

Les administrations des postes des pays limitrophes ou aptes à correspondre directement entre eux, sans emprunter l'intermédiaire des services d'une tierce administration, déterminent, d'un commun accord, les conditions du transport de leurs dépêches réciproques à travers la frontière ou d'une frontière à l'autre.

Le libre emploi des services postaux intermédiaires est garanti dans tout le ressort de l'Union.

En conséquence, les diverses administrations postales de l'Union peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, suivant les besoins du trafic et les convenances du service postal.

A moins d'arrangement contraire, on considère comme services tiers les transports maritimes effectués directement entre deux pays, au moyen des paquebots ou bâtiments dépendant de l'un d'eux, et ces transports, de même que ceux effectués entre deux bureaux d'un même pays, par

stalten, ein einziges Postgebiet, welches den Namen „allgemeiner Postverein“ führt.

Artikel 2.

Die Bestimmungen dieses Vertrages erstrecken sich auf Briefe, Postkarten und Drucksachen jeder Art, sowie auf Waarenproben und Geschäftspapiere, welche aus einem der Vereinsländer herrühren und nach einem anderen gerichtet sind. Auch finden diese Bestimmungen, für die Beförderung innerhalb des Vereinsgebiets, hinsichtlich der bezeichneten Gegenstände in gleicher Weise Anwendung auf den Postverkehr der Vereinsländer mit fremden, dem Vereine nicht angehörigen Ländern, sofern bei diesem Verkehr das Gebiet von mindestens zweien der vertragenden Theile berührt wird.

Artikel 3.

Die Postverwaltungen benachbarter oder solcher Länder, welche ohne Vermittelung einer dritten Verwaltung einen direkten Korrespondenz-Austausch unterhalten können, setzen im gemeinsamen Einverständniß die Bedingungen fest, unter denen die Beförderung der beiderseitigen Briefpakete über die Grenzstrecken oder von einer Grenze zur andern stattfinden soll.

Im gesammten Gebiete des Vereins ist die freie Benutzung der Postverbindungen zwischenliegender Gebiete gewährleistet.

In Folge dessen können sich die verschiedenen Vereins-Postverwaltungen durch Vermittelung einer oder mehrerer derselben, je nach dem Bedürfniss des Verkehrs und den Erfordernissen des Postdienstes, Korrespondenzen sowohl in geschlossenen Briefpaketen, wie auch stückweise gegenseitig überweisen.

In Ermangelung anderen Abkommens sollen der Vermittelung dritter Verwaltungen diejenigen See-postverbindungen gleichgeachtet werden, welche unmittelbar zwischen zwei Ländern bestehen und von einem derselben durch Postdampfer oder andere Schiffe unterhalten werden. Auf solchen See-

postal territory for the reciprocal exchange of correspondence between their post-offices.

Article 2.

The stipulations of this Convention extend to letters, post-cards, printed papers of every description, patterns of merchandize, and legal and commercial documents, originating in one of the countries of the Union, and intended for another of those countries. They also apply, as regards the transmission within the district of the Union, to the exchange by post of the articles above mentioned between the countries of the Union and countries foreign to the Union, whenever such exchange is effected by the services of two at least of the contracting parties.

Article 3.

The Postal Administrations of adjacent countries, or of countries qualified to correspond direct with each other, without employing the intermediary of the services of a third Administration, determine, by common consent, the conditions applicable to the conveyance of their reciprocal mails across the frontier, or from one frontier to the other.

The free use of intermediate postal services is guaranteed throughout the territory of the Union.

Consequently, the several Post Offices of the Union are at liberty to send reciprocally, through the intermediary of one or several among them, closed mails as well as correspondence in open mails, according to the wants of the traffic and the exigencies of the postal service.

Unless any contrary arrangement be agreed upon, the maritime transportation effected direct between two countries by means of mail-packets or vessels, dependent on one of them, is considered as a service of a third Administration, and this transportation, as well as that effected between two offices of one and the same country, through the intermediary of maritime or territorial ser-

l'intermédiaire de services maritimes ou territoriaux dépendant d'un autre pays, sont régis par les dispositions ci-après.

Les correspondances échangées, soit à découvert, soit en dépêches closes, entre deux administrations de l'Union, au moyen des services d'une ou de plusieurs autres administrations de l'Union, sont soumises, au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de port intermédiaire suivants, savoir :

1° Pour les parcours territoriaux, 2 francs par kilogramme de lettres ou cartes-correspondance, et 25 centimes par kilogramme d'autres objets;

2° Pour les parcours maritimes, 6 fr. 50 c^{es} par kilogramme de lettres ou cartes-correspondance, et 50 centimes par kilogramme d'autres objets.

Il est toutefois entendu :

1° Que partout où le port intermédiaire est actuellement soumis à des conditions plus avantageuses, ces conditions sont maintenues;

2° Que tout parcours maritime n'excédant pas 300 milles marins est gratuit, si l'administration intéressée a déjà le droit, du chef des dépêches ou correspondances bénéficiant de ce parcours, à la rémunération afférente au transport intermédiaire territorial; dans le cas contraire, il est rétribué à raison de 2 francs par kilogramme de lettres ou cartes-correspondance et de 25 centimes par kilogramme d'autres objets;

3° Que les prix spécifiés au présent article ne s'appliquent, ni aux transports au moyen de services dépendant d'administrations étrangères à l'Union, ni aux transports dans l'Union au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une administration dans l'intérêt ou sur la demande d'une

linien beförderte Posten, sowie diejenigen Briefpakete, welche von zwei Postämtern desselben Landes durch Vermittelung der von einem andern Staate zu Lande oder zu Wasser unterhaltenen Postverbindungen ausgetauscht werden, unterliegen den nachfolgenden Bestimmungen.

Korrespondenzen, welche zwischen zwei Vereinsverwaltungen entweder stückweise oder in geschlossenen Briefpaketen unter Benutzung der Verbindungen zweier oder mehrerer anderer Vereinsverwaltungen ausgetauscht werden, unterliegen zu Gunsten jedes der Transitländer oder derjenigen Länder, mit deren Verbindungen die Beförderung stattgefunden hat, den nachstehenden Transitgebühren :

1) für die Landbeförderung: 2 Franken für jedes Kilogramm Briefe oder Postkarten und 25 Centimes für jedes Kilogramm anderer Gegenstände;

2) für die Seebeförderung: 6 Franken 50 Centimes für jedes Kilogramm Briefe oder Postkarten und 50 Centimes für jedes Kilogramm anderer Gegenstände.

Man ist jedoch darüber einverstanden,

1) dass überall, wo zur Zeit mässige Sätze an Transitporto bestehen, die desfallsigen Bestimmungen aufrecht erhalten bleiben;

2) dass jede Beförderung zur See von nicht mehr als 300 Seemeilen unentgeltlich stattfindet, wenn die beteiligte Verwaltung für die betreffenden Briefpakete oder Korrespondenzen schon Land-Transitporto zu beanspruchen hat; andernfalls beträgt die Vergütung für diese Beförderungen: 2 Franken für jedes Kilogramm Briefe oder Postkarten und 25 Centimes für jedes Kilogramm anderer Gegenstände;

3) dass die im vorliegenden Artikel angegebenen Vergütungssätze weder auf Verbindungen der nicht zum Verein gehörigen Verwaltungen, noch auf solche Briefpakete Anwendung finden, welche innerhalb des Vereins mit aussergewöhnlichen Transportgelegenheiten befördert werden,

vices dependent on another country, is governed by the following stipulations.

The correspondence exchanged either in open or in closed mails, between two Administrations of the Union, by means of the services of one or several other Administrations of the Union, is subject, for the benefit of each of the countries traversed, or of each of the countries the services of which participate in the conveyance, to the following expenses of intermediate postage, viz:—

1° For territorial conveyance, 2 francs per kilogramme for letters or post-cards, and 25 centimes per kilogramme for other articles;

2° For conveyance by sea, 6 francs 50 centimes per kilogramme for letters or post-cards, and 50 centimes per kilogramme for other articles.

It is, however, understood:—

1° That wherever the intermediate postage is, at present, subject to more advantageous conditions, these conditions are maintained;

2° That all conveyance by sea not exceeding a distance of 300 nautical miles is gratuitous, if the Administration interested is already entitled, on account of the mails or correspondence benefitting by such conveyance, to the remuneration due for the intermediate territorial transportation; in the opposite case the said conveyance is paid for at the rate of 2 francs per kilogramme for letters or post-cards, and of 25 centimes per kilogramme for other articles;

3° That the rates determined by the present Article apply, neither to the conveyance effected by means of services dependent on Administrations foreign to the Union, nor to the conveyance within the Union effected by means of extraordinary services specially created or maintained by one Administration in the interest, or at the request of one or more other Administrations. The conditions for these two categories of

ou de plusieurs autres administrations. Les conditions de ces deux catégories de transports sont réglées de gré à gré entre les administrations intéressées.

Les frais de port intermédiaire sont à la charge de l'administration du pays d'origine.

Le décompte général de ces frais a lieu sur la base de relevés établis tous les ans, pendant un mois à déterminer dans le règlement d'exécution prévu par l'article 13 ci-après.

Sont exempts de tous frais de port intermédiaire, territorial ou maritime, la correspondance des administrations postales entre elles, les objets réexpédiés ou mal dirigés, les rebuts, les avis de réception, les mandats de poste ou avis d'émission de mandats, et tous autres documents relatifs au service postal.

Article 4.

Les taxes pour le transport des envois postaux dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays de l'Union où le service de distribution est ou sera organisé, sont fixées comme suit :

1° Pour les lettres, à 25 centimes en cas d'affranchissement, et à 50 centimes dans le cas contraire, par chaque lettre et par chaque poids de 15 grammes ou fraction de 15 grammes ;

2° Pour les cartes-correspondance, à 10 centimes par carte ;

3° Pour les papiers de commerce ou d'affaires, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature, à 5 centimes par chaque objet ou paquet portant une adresse particulière et par chaque poids de 50 grammes ou fraction de 50 grammes, pourvu que cet objet ou paquet ne contienne aucune lettre ou note manuscrite ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, et soit conditionné de manière à pouvoir être facilement vérifié.

die von der einen Verwaltung lediglich im Interesse oder auf Wunsch einer oder mehrerer anderen Verwaltungen eingerichtet sind oder unterhalten werden. Die Bedingungen, welchen beide Beförderungsarten unterliegen, werden zwischen den beteiligten Verwaltungen gemeinsam geregelt.

Die Transitgebühren sind von der Verwaltung des Aufgabgebietes zu entrichten.

Die Abrechnung über diese Gebühren erfolgt auf Grund jährlicher Ermittlungen, welche während eines, durch die im Artikel 13 vorgesehenen Ausführungsbestimmungen festzusetzenden Monats stattfinden.

Korrespondenz, welche die Postverwaltungen unter sich austauschen, ferner nachgesandte oder unrichtig geleitete Gegenstände, unanbringliche Sendungen, Rückscheine, Postanweisungen oder Einzahlungsscheine und andere postdienstliche Schriftstücke sind vom Land-Transitporto und Seeporto befreit.

Artikel 4.

Das Porto für die Beförderung der Postsendungen im gesammten Vereinsgebiete, einschliesslich der Bestellung derselben in denjenigen Vereinsländern, in welchen ein Bestelldienst bereits besteht oder später eingerichtet werden wird, ist, wie folgt, festgesetzt :

1) bei Briefen für je 15 Gramm oder einen Theil von 15 Gramm, im Frankirungsfalle auf 25 C^{ts}, andernfalls auf 50 C^{ts} ;

2) bei Postkarten auf 10 C^{ts} für jede Karte ;

3) bei Handels- oder Geschäftspapieren, Waarenproben und Drucksachen jeder Art auf 5 C^{ts} für jeden mit einer besondern Adresse versehenen Gegenstand oder jedes derartige Packet im Gewichte von 50 Gramm oder einem Theile von 50 Gramm, vorausgesetzt, dass dieser Gegenstand oder dieses Packet weder einen Brief, noch eine geschriebene Notiz enthält, welche die Eigenschaft einer eigentlichen und persönlichen Korrespondenz hat, und dass die Sen-

veyance are determined by common consent between the Administrations interested.

The expenses of intermediary postage are borne by the Administration of the country of origin.

The general settlement of these expenses is effected on the basis of statements prepared every year, during a month to be determined in the Detailed Regulations contemplated by Article 13 hereafter.

The following articles are exempt from all expenses of intermediary, territorial, or maritime postage:—

Correspondence of the Postal Administrations amongst themselves, re-directed or missent articles, undelivered correspondence, acknowledgments of receipt, money-orders or advices of orders issued, and all other documents concerning the postal service.

Article 4.

The rates for the conveyance of postal articles throughout the territory of the Union, inclusive of their delivery at the domiciles of the addressees in the countries of the Union where the delivery-service is, or shall be organized, are fixed as follows:—

1° For letters, at 25 centimes in case of prepayment, and at 50 centimes in the opposite case, for every letter and for every weight of 15 grammes or fraction of 15 grammes ;

2° For post-cards, at 10 centimes per card ;

3° For commercial or legal documents, patterns of merchandize, and printed papers of every description, at 5 centimes for every article or packet bearing a particular address, and for every weight of 50 grammes or fraction of 50 grammes, provided that such article or packet do not contain any letter, or MS. writing having the character of an actual and personal correspondence, and that it be made up so as to admit of its being easily examined.

Outre les taxes ci-dessus, il peut être perçu, savoir :

1° Pour tout objet donnant lieu à un transport maritime de plus de 300 milles marins, une surtaxe qui ne doit pas dépasser 10 centimes par port simple pour les lettres, et 5 centimes par port simple pour les autres objets ;

2° Pour tout objet transporté par des services dépendant d'administrations étrangères à l'Union ou par des services extraordinaires dans l'Union, donnant lieu à des frais spéciaux, une surtaxe en rapport avec ces frais.

En cas d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'insuffisance.

Il n'est pas donné cours :

1° Aux objets, autres que les lettres, qui ne sont pas affranchis au moins partiellement ou ne remplissent pas les conditions requises ci-dessus pour jouir de la modération de taxe ;

2° Aux envois de nature à salir ou détériorer les correspondances ;

3° Aux paquets d'échantillons de marchandises qui ont une valeur marchande, non plus qu'à ceux dont le poids dépasse 250 grammes, ou qui présentent sur une de leurs faces une dimension supérieure à 20 centimètres ;

4° Enfin, aux paquets de papiers d'affaires, de journaux, d'imprimés ou d'objets assimilés dont le poids dépasse 1 kilogramme, ou qui présentent sur une de leurs faces une dimension supérieure à 40 centimètres.

Article 5.

Les objets désignés dans l'article 4 peuvent être expédiés sous recommandation.

Tout envoi recommandé est passible, à la charge de l'envoyeur :

1° Du prix d'affranchissement ordinaire de l'envoi, selon sa nature ;

2° D'un droit fixe de recomman-

ding derart beschaffen ist, dass der Inhalt leicht geprüft werden kann.

Ausser den vorstehenden Sätzen können noch zur Erhebung kommen :

1) für jede zur See über 300 Seemeilen beförderte Sendung ein Zuschlagporto, welches bei Briefen 10 C^{es} und bei anderen Gegenständen 5 C^{es} im einfachen Satze nicht überschreiten darf ;

2) für jeden Gegenstand, der mit Verbindungen von nicht zum Verein gehörigen Verwaltungen, oder der innerhalb des Vereins mit aussergewöhnlichen Transportgelegenheiten befördert wird, für welche besondere Beförderungskosten aufzuwenden sind, ein zu den aufgewendeten Kosten im Verhältniss stehendes Zuschlagporto.

Bei ungenügender Frankirung werden Korrespondenz-Gegenstände jeder Art zu Lasten der Empfänger mit dem doppelten Betrage des fehlenden Portotheils taxirt.

Von der Beförderung sind ausgeschlossen :

1) andere Korrespondenz-Gegenstände, als Briefe, welche nicht mindestens theilweise frankirt sind oder welche den für die Beförderung gegen ermässigt Porto bestehenden Vorschriften nicht entsprechen ;

2) Gegenstände, welche die Briefsendungen zu beschmutzen oder zu beschädigen geeignet sind ;

3) Waarenproben, welche entweder einen Kaufwerth haben oder über 250 Gramm schwer sind oder in irgend einer Dimension 20 Centimeter überschreiten ; endlich

4) Geschäftspapiere, Zeitungen, andere Drucksachen oder diesen gleichgestellte Gegenstände im Gewichte von mehr als 1 Kilogramm, oder welche in irgend einer Dimension 40 Centimeter überschreiten.

Artikel 5.

Die im Artikel 4 bezeichneten Gegenstände können unter Einschreibung versendet werden.

Für eingeschriebene Gegenstände hat der Absender zu entrichten :

1) das gewöhnliche Porto der frankirten Sendungen gleicher Gattung ;

2) eine Einschreibgebühr von 25

In addition to the foregoing rates, the following charges may be made, viz :—

1° For every article necessitating a conveyance by sea of more than 300 nautical miles, an additional charge which may not exceed 10 centimes per single rate for letters, and 5 centimes per single rate for other articles ;

2° For all articles conveyed by services dependent on Administrations foreign to the Union, or by extraordinary services within the Union, giving rise to special expenses, a surtax in proportion to these expenses.

In case of insufficient prepayment articles of correspondence of every kind are liable to a charge of double the deficiency, to be paid by the addressees.

The following articles are excluded from transmission :—

1° Articles, other than letters, which are not prepaid at least partly, or do not fulfil the conditions above required in order to enjoy the reduced rates ;

2° Packets of a nature likely to soil or injure the correspondence ;

3° Packets of patterns of merchandise which have a mercantile value, as well as those the weight of which exceeds 250 grammes, or which measure, on any side, more than 20 centimètres ;

4° Lastly, packets of legal or commercial documents, newspapers, printed papers, or assimilated articles, the weight of which exceeds 1 kilogramme, or which measure, on any side, more than 40 centimètres.

Article 5.

The objects designated in Article 4 may be forwarded under registration.

Every registered packet is liable to the following charges to be paid by the sender :—

1° To the ordinary rate of prepayment of the packet, according to its nature ;

dation de 25 centimes, y compris la délivrance d'un bulletin de dépôt à l'expéditeur.

L'envoyeur d'un objet recommandé peut obtenir un avis de réception de cet objet, en payant d'avance un droit fixe de 20 centimes.

En cas de perte d'un envoi recommandé, et sauf le cas de force majeure, il est dû une indemnité de 50 francs à l'expéditeur, ou, sur la demande de celui-ci, au destinataire, par l'administration sur le territoire ou dans le service maritime de laquelle la perte a eu lieu, c'est-à-dire où la trace de l'objet a disparu.

S'il est impossible de découvrir le service dans lequel la perte a eu lieu, l'indemnité est supportée, par moitié, par les deux offices correspondants.

Le paiement de cette indemnité est effectué dans le plus bref délai possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation.

Toute réclamation d'indemnité est prescrite, si elle n'a pas été formulée dans le délai d'un an à partir de la remise à la poste de l'objet recommandé.

Article 6.

Dans les pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité monétaire, les taxes fixées par les articles 4 et 5 précédents sont perçues d'après les équivalents ci-après :

	50 cs	40 cs	30 cs	25 cs	20 cs	15 cs	10 cs	5 cs
Allemagne								
Autriche . .								
Brazil . . .								
Etc.								

(A compléter en congrès.)

En cas de changement du système monétaire dans l'un des pays susmentionnés, le Gouvernement de ce

C^e, einschliesslich der Ausfertigung eines Empfangsscheins für den Absender.

Der Absender eines Einschreibgegenstandes kann, gegen Entrichtung einer im Voraus zu entrichtenden Gebühr von 20 C^es, verlangen, dass ihm die Empfangsbescheinigung des Adressaten zugestellt werde.

Geht eine Einschreibsendung verloren, so erhält der Absender, oder auf dessen Verlangen der Adressat, den Fall höherer Gewalt ausgenommen, eine Entschädigung von 50 Franken von derjenigen Verwaltung, auf deren Gebiet oder auf deren Seepostroute der Verlust erfolgt, d. i., wo die Spur des Gegenstandes verschwunden ist.

Wenn es nicht gelingt, diejenige Verwaltung zu ermitteln, auf deren Gebiet der Verlust stattgefunden hat, so soll der Ersatz von den Verwaltungen des Aufgabe- und des Bestimmungsgebiets zu gleichen Theilen geleistet werden.

Die Entschädigung wird sobald als irgend möglich und spätestens innerhalb des Zeitraums eines Jahres, von dem Tage an gerechnet, gezahlt, an welchem sie in Anspruch genommen worden ist.

Der Anspruch auf Entschädigung erlischt, wenn er nicht innerhalb Jahresfrist, vom Tage der Posteinlieferung der Einschreibsendung an gerechnet, erhoben wird.

Artikel 6.

In denjenigen Vereinsländern, in welchen der Frank als Münzeinheit nicht eingeführt ist, werden die in den vorstehenden Artikeln 4 und 5 festgesetzten Taxen zu den entsprechenden Sätzen, wie folgt, erhoben :

	50Cs	40Cs	30Cs	25Cs	20Cs	15Cs	10Cs	5Cs
Deutschland								
Oesterreich								
Brasilien .								
U. S. W.								

(Durch den Kongress zu vervollständigen.)

Falls in einem der oben bezeichneten Länder die Münzwährung sich ändert, wird sich die Regierung dieses

2° To a fixed registration-fee of 25 centimes, inclusive of a certificate of deposit delivered to the sender.

The sender of a registered article may obtain an acknowledgment of receipt for such article, by paying in advance a fixed fee of 20 centimes.

In case of the loss of a registered article, and except in the case of force majeure, an indemnity of 50 francs is paid to the sender, or, at his request, to the addressee, by the Office on the territory or in the maritime service of which the loss has occurred, that is to say, where the trace of the article has been lost.

If it be impossible to discover the service in which the loss has occurred, the indemnity is paid in equal proportions, by the two corresponding Offices.

The payment of this indemnity is effected within the least possible delay, and, at the latest, within a year dating from the date of application.

All claim for indemnity is excluded, if it be not made within one year, counting from the date on which the registered article was posted.

Article 6.

In the countries of the Union which have not the franc as monetary unit, the rates fixed by the foregoing Articles 4 and 5, are levied according to the following equivalents :

	50 cs	40 cs	30 cs	25 cs	20 cs	15 cs	10 cs	5 cs
Germany . . .								
Austria								
Brazil								
Etc.								

(To be completed in Congress.)

In the case of alteration of the monetary system in one of the countries above mentioned, the Govern-

pays doit s'entendre avec le Gouvernement de l'administration constituée gérante en vertu de l'article 15 ci-après, pour modifier les équivalents ci-dessus; il appartient à cette dernière administration de faire notifier la modification à tous les autres offices de l'Union par l'intermédiaire du bureau international désigné au même article.

Article 7.

L'affranchissement de tout envoi quelconque ne peut être opéré qu'au moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers.

Les correspondances officielles relatives au service des postes et échangées entre les administrations postales sont seules exemptées de cette obligation et admises à la franchise.

L'emploi fait sciemment d'un timbre-poste frauduleux (contrefait ou ayant déjà servi) est poursuivi et puni, conformément à la législation du pays où le fait s'est produit. Le fait est constaté de la manière indiquée au règlement annexé à la présente Convention.

Article 8.

Chaque administration garde en entier les sommes qu'elles a perçues en exécution des articles 4, 5, 6 et 7 précédents. En conséquence, il n'y a pas lieu, de ce chef, à un décompte entre les diverses administrations de l'Union.

Les lettres et autres envois postaux ne peuvent dans le pays d'origine, comme dans celui de destination, être frappés, à la charge des expéditeurs ou des destinataires, d'aucune taxe ni d'aucun droit postal autres que ceux prévus par les articles susmentionnés ou que ceux applicables, dans certains pays et en vertu de la législation intérieure, aux correspondances présentées à l'expédition entre l'heure réglementaire de la fermeture des dépêches

Landes mit der Regierung der nach Art. 15 mit der Geschäftsführung betrauten Verwaltung wegen Abänderung der obigen Sätze verständigen; die Aenderungen sind von der letzteren Verwaltung durch Vermittelung des in demselben Artikel erwähnten internationalen Postbüreaus allen anderen Vereinsverwaltungen mitzuthellen.

Artikel 7.

Die Frankirung der Sendungen kann nur mittelst der im Ursprungslande für die Privat-Korrespondenz gültigen Freimarken bewirkt werden.

Hiervon ausgenommen sind die auf den Postdienst bezüglichen und zwischen den Postverwaltungen ausgetauschten amtlichen Korrespondenzen, welche portofrei befördert werden.

Die wissentliche Anwendung einer falschen (nachgemachten oder bereits gebrauchten) Freimarke wird nach den Gesetzen desjenigen Landes, wo die That geschehen ist, verfolgt und bestraft. Die Feststellung des Thatbestandes erfolgt nach den Bestimmungen der dem Vertrage beigefügten Ausführungs-Uebereinkunft.

Artikel 8.

Jede Verwaltung behält unverkürzt die von ihr auf Grund der vorhergehenden Artikel 4, 5, 6 und 7 erhobenen Summen. Es findet daher eine Abrechnung zwischen den verschiedenen Vereinsverwaltungen nicht statt.

Briefe und andere Sendungen dürfen weder im Ursprungslande, noch im Bestimmungsgebiete, sei es zu Lasten der Absender oder der Empfänger, einem andern Porto oder einer andern Postgebühr unterworfen werden, als den in den vorbezeichneten Artikeln festgesetzten oder denjenigen, welche nach den im innern Verkehr einzelner Länder bestehenden Bestimmungen für solche Korrespondenzen erhoben werden dürfen, die nach der reglements-mässigen Schlusszeit und bis zu der für den Abgang der Briefpakete festgesetzten

ment of such country must agree with the Government of the managing Administration constituted by virtue of Article 15 hereafter, as to the modification of the equivalents given above: it devolves upon this latter Administration to cause the modification to be notified to all the other Offices of the Union through the medium of the International Office designated under the same Article.

Article 7.

Prepayment of postage on every description of article can be effected only by means of postage-stamps valid in the country of origin for the correspondence of private individuals.

Official correspondence relative to the postal service, and exchanged between the Postal Administrations is alone exempt from this obligation, and allowed to be franked.

The use, with intent to defraud, of an invalid postage-stamp (counterfeit, or having already been employed), is prosecuted and punished, in conformity with the legislation of the country in which the act has taken place. The fact is established in the manner indicated by the Regulations appended to the present Convention.

Article 8.

Every Administration keeps the whole of the sums which it collects in execution of the foregoing Articles 4, 5, 6 and 7. Consequently, there is no necessity on this head for any accounts between the several Offices of the Union.

Neither the senders nor the addressees of letters and other postal packets may be called upon to pay, either in the country of origin, or in that of destination, any tax or postal duty other than those contemplated by the Articles above mentioned, or than those chargeable in certain countries and by virtue of the internal legislation, on correspondence tendered for despatch between the hour appointed by the regulations

et celle fixée pour le départ des courriers.

Article 9.

Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpédition d'envois postaux dans l'intérieur de l'Union.

Article 10.

Il est interdit au public :

1° D'expédier, par la voie de la poste, des lettres ou paquets contenant soit des matières d'or ou d'argent, soit des pièces de monnaie, soit des bijoux ou autres objets précieux ;

2° D'insérer dans tout envoi, autre que les lettres recommandées, des billets de banque, bons ou coupons de dividendes et d'intérêts ou autres valeurs payables au porteur.

Toute infraction à l'une ou à l'autre de ces deux prohibitions est constatée par le bureau de poste du lieu de destination, dans les conditions qui sont déterminées par le règlement annexé à la présente Convention.

Il appartient à l'administration des postes du pays d'origine d'en poursuivre la répression, s'il y a lieu, conformément à la législation de ce pays.

Toutefois, dans les rapports entre pays dont la législation respective ne comporte pas les interdictions précitées, les administrations des postes de ces pays peuvent concerter entre elles des dispositions particulières autres que celles qui précèdent.

Il est également interdit d'expédier par la voie de la poste un envoi quelconque contenant des objets passibles de droits de douane.

Dans le cas où un envoi de l'esèce est livré par une administration de l'Union à une autre administration de l'Union, celle-ci procède de la manière et dans les formes prévues par sa législation ou par ses règlements intérieurs.

Est d'ailleurs réservé le droit du Gouvernement de tout pays de l'Union de ne pas effectuer, sur son

Stunde zur Beförderung eingeliefert werden.

Artikel 9.

Für die Nachsendung von Korrespondenz innerhalb des Vereinsgebiets wird ein besonderes Porto nicht erhoben.

Artikel 10.

Dem Publikum ist nicht gestattet

1) Briefe oder Packete, welche Gold- oder Silbersachen, Geldstücke, Juwelen oder andere kostbare Gegenstände enthalten, durch die Post zu befördern ;

2) in andere, als rekommandirte Gegenstände, Banknoten, Dividenden- bz. Zins- Anweisungen oder Abschnitte, oder andere an den Inhaber zahlbare Werthpapiere zu verpacken.

Jede Zuwiderhandlung gegen das eine oder andere Verbot wird nach den Festsetzungen der dem Vertrage beigefügten Ausführungs- Uebereinkunft von der Bestimmungs-Postanstalt festgestellt.

Es ist Sache der Postverwaltung des Aufgabengebiets, nach den dasselbst bestehenden gesetzlichen Vorschriften derartige Vorkommnisse eintretenden Falls zu bestrafen.

Doch können im Verkehr solcher Länder, deren Gesetze die bezeichneten Verbote nicht enthalten, die Postverwaltungen dieser Länder sich unter einander über besondere, von den obigen Vorschriften abweichende Bestimmungen verständigen.

Ausgeschlossen von der Postbeförderung ist ferner jede Sendung, welche zollpflichtige Gegenstände enthält.

Falls eine Sendung dieser Art bereits einer andern Vereinsverwaltung überliefert ist, wird diese nach Massgabe der bestehenden Gesetzgebung bz. der für den innern Verkehr erlassenen Verordnungen verfahren.

Der Regierung jedes Vereinslandes ist übrigens das Recht vorbehalten,

for the closing of the mails, and that fixed for their departure.

Article 9.

No additional postage is charged for the re-transmission of postal articles within the interior of the Union.

Article 10.

The public is prohibited:—

1° From forwarding, by means of the post, letters or packets containing either gold or silver matter, or pieces of money, or jewels, or other precious articles ;

2° From enclosing in any packets, other than registered letters, bank notes, drafts or coupons of dividends and interest, or other valuable papers payable to bearer.

Every infraction of either the one or the other of these two prohibitions is established by the post-office of the place of destination under the conditions determined by the Regulations annexed to the present Convention.

It devolves upon the Postal Administration of the country of origin to enforce the penalty, when practicable, in conformity with the legislation of that country.

In the relations, however, between countries whose respective legislations do not sanction the aforesaid prohibitions, the Post Offices of such countries may agree amongst themselves upon special provisions other than those preceding.

It is also forbidden to forward by means of the post any packet whatever containing articles liable to Customs duties.

In case such a packet be delivered by one Administration of the Union to another Administration of the Union, the latter proceeds according to the manner and forms contemplated by its legislation or by its domestic regulations.

There is, moreover, reserved to the Government of every country of

territoire, le transport ou la distribution, tant des objets jouissant de la modération de taxe, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays, que des correspondances de toute nature qui portent ostensiblement des inscriptions interdites par les dispositions légales en vigueur dans le même pays.

Article 11.

Les offices de l'Union qui ont des relations avec des pays situés en dehors de l'Union admettent tous les autres offices à profiter de ces relations pour l'échange des correspondances avec lesdits pays.

Les correspondances échangées à découvert entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, sont traitées, pour ce qui concerne le transport en dehors des limites de l'Union, d'après les conventions, arrangements ou dispositions particulières régissant les rapports de poste entre ce dernier pays et le pays étranger à l'Union.

Les taxes applicables aux correspondances dont il s'agit se composent de deux éléments distincts, savoir :

- 1° La taxe de l'Union fixée par l'article 4 de la présente Convention;
- 2° Une taxe afférente au transport en dehors des limites de l'Union.

La première de ces taxes est attribuée :

a) Pour les correspondances originaires de l'Union à destination des pays étrangers, à l'office expéditeur, en cas d'affranchissement, et à l'office d'échange, en cas de non-affranchissement;

b) Pour les correspondances provenant des pays étrangers à destination de l'Union, à l'office d'échange, en cas d'affranchissement, et à l'office destinataire, en cas de non-affranchissement.

La seconde de ces taxes est bo-

sowohl die gegen die ermässigte Taxe zulässigen Gegenstände, in Betreff deren den bestehenden Gesetzen und Vorschriften nicht genügt sein sollte, wie auch Korrespondenzgegenstände jeder Art, welche äusserlich Bemerkungen tragen, die nach den gesetzlichen Vorschriften dieses Landes unstatthaft sind, von der Beförderung und Bestellung auf ihrem Gebiete auszuschliessen.

Artikel 11.

Diejenigen Vereinsverwaltungen, welche mit ausserhalb des Vereinsgebiets belegenen Ländern Verbindungen unterhalten, gestatten allen anderen Verwaltungen, diese Verbindungen zum Austausch ihrer Korrespondenz mit den genannten Ländern zu benutzen.

Auf Briefpostsendungen, welche von einem Vereinslande im Einzeltransit über ein zweites Vereinsland mit fremden Ländern ausgetauscht werden, finden die Verträge, Uebereinkommen oder besonderen Bestimmungen Anwendung, welche für die Beziehungen zwischen dem transitleistenden Lande und dem fremden Lande bestehen.

Die Taxe für die betreffende Korrespondenz setzt sich, wie folgt, zusammen :

- 1) aus dem im Artikel 4 des gegenwärtigen Vertrages angegebenen Vereinsporto und
- 2) aus dem für die Beförderung ausserhalb der Grenzen des Vereins entfallenden Porto.

Das unter 1 bezeichnete Porto wird bezogen

a) für die aus dem Verein herrührende und nach fremden Ländern gerichtete Korrespondenz: im Frankirungsfalle von der absendenden Verwaltung, im Nichtfrankirungsfalle von der Verwaltung des Ausgangsgebiets;

b) für die aus fremden Ländern herrührende und nach dem Verein gerichtete Korrespondenz: im Frankirungsfalle von der Verwaltung des Eingangsgebiets, im Nichtfrankirungsfalle von der Verwaltung des Bestimmungslandes.

the Union the right to refuse to convey over its territory, or to deliver, any articles enjoying the reduced rates of postage, with regard to which the laws, orders, and decrees which regulate the conditions of their publication and circulation in that country have not been observed, as well as correspondence of every description bearing, ostensibly, any writing forbidden by the statutory enactments in force in the said country.

Article 11.

The Offices of the Union which maintain relations with countries beyond the Union, admit all the other Offices to take advantage of these relations for the exchange of correspondence with the said countries.

The correspondence exchanged in open mails between one country of the Union and a country foreign to the same, through the intermediary of another country of the Union, is treated, as concerns the conveyance beyond the limits of the Union, in conformity with the conventions, arrangements, or special provisions governing the postal relations between this latter country and the country foreign to the Union.

The rates chargeable on the correspondence in question consist of two distinct elements, viz:—

- 1° The Union rate fixed by Article 4 of the present Convention;
- 2° A charge for the conveyance beyond the limits of the Union.

The first of these taxes is paid:—

a. For correspondence originating within the Union and intended for foreign countries, to the Office of the country of origin, in case of prepayment, and to the Office of the country effecting the exchange, in case of non-payment;

b. For correspondence originating in foreign countries, and intended for the Union, to the Office of the country effecting the exchange, in case of prepayment, and to the Office of the country of destination, in case of non-payment.

nifiée à l'office d'échange, dans tous les cas.

A l'égard des frais de port intermédiaire dans l'Union, les correspondances originaires ou à destination d'un pays étranger sont assimilées à celles de ou pour le pays de l'Union qui entretient les relations avec le pays étranger à l'Union.

Le décompte général des taxes afférentes au transport en dehors des limites de l'Union a lieu sur la base de relevés annuels, qui sont établis en même temps que les relevés dressés, en vertu de l'article 3 précédent, pour l'évaluation des frais de port intermédiaire dans l'Union.

Quant aux correspondances échangées en *dépêches closes* entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, le transport intermédiaire en est soumis, savoir:

Dans le ressort de l'Union, aux prix déterminés par l'article 3 de la présente Convention;

En dehors des limites de l'Union, aux conditions résultant des arrangements particuliers conclus ou à conclure à cet effet entre les administrations intéressées.

Article 12.

Le service des lettres avec valeur déclarée et celui des mandats de poste font l'objet d'arrangements particuliers entre les divers pays ou groupes de pays de l'Union.

Article 13.

Les administrations postales des divers pays qui composent l'Union sont compétentes pour arrêter, d'un commun accord, dans un règlement d'exécution, toutes les mesures d'ordre et de détail qui sont jugées nécessaires.

Les différentes administrations peuvent, en outre, prendre entre elles

Das unter 2 angeführte Porto verbleibt in allen Fällen der Verwaltung des Ein- bz. Ausgangsgebiets.

Die aus fremden Ländern abgesandte oder dahin gerichtete Korrespondenz wird, bezüglich der Transitzkosten für die Beförderung innerhalb des Vereins, der Korrespondenz desjenigen Vereinslandes gleichgestellt, welches die Verbindungen mit dem fremden Lande unterhält.

Die Abrechnung über solche Portobeträge, welche für die Beförderung ausserhalb der Grenzen des Vereins entfallen, erfolgt auf Grund jährlicher Nachweisungen, welche während desselben Zeitraums aufgestellt werden, wie diejenigen, die in Gemässheit des vorhergehenden Artikels 3 für die Berechnung des Transitporto's innerhalb des Vereinsgebiets anzufertigen sind.

Für diejenige Korrespondenz, welche ein Vereinsland in geschlossenen Briefpacketen über ein zweites Vereinsland mit fremden Ländern auswechselt, erfolgt die Vergütung des Transitporto's wie folgt:

innerhalb des Vereinsgebiets nach den im Artikel 3 des gegenwärtigen Vertrages bezeichneten Sätzen;

ausserhalb der Grenzen des Vereins nach den Bestimmungen derjenigen besonderen Verträge, welche zwischen den beteiligten Verwaltungen bereits bestehen oder demnächst abzuschliessen sein möchten.

Artikel 12.

Der Austausch von Briefen mit Werthangabe und von Postanweisungen ist zwischen den verschiedenen Ländern oder Ländergruppen des Vereins Gegenstand besonderer Vereinbarungen.

Artikel 13.

Die Postverwaltungen der verschiedenen Länder, welche den Verein bilden, sind befugt, im gemeinsamen Einverständniss mittelst Reglements alle zur Ausführung erforderlichen Dienstvorschriften festzusetzen.

Die verschiedenen Verwaltungen können ausserdem über solche Fragen, welche nicht die Gesamtheit

The second of these taxes is, in every case, paid to the Office of the country effecting the exchange.

With regard to the expenses of intermediate postage within the Union, the correspondence originating in, or intended for, a foreign country, is assimilated to that from, or for the country of the Union which maintains relations with the country foreign to the Union.

The general settlement of the rates of postage chargeable for the conveyance beyond the limits of the Union, is effected on the basis of annual statements which are prepared at the same time as the statements drawn up, by virtue of the foregoing Article 3, for the estimation of the expenses of the intermediate postage within the Union.

As regards the correspondence exchanged in *closed mails* between one country of the Union, and a country foreign to the same, through the medium of another country of the Union, its intermediate conveyance is subject, *viz.*:—

Within the limits of the Union, to the rates determined by Article 3 of the present Convention;

Beyond the limits of the Union, to the conditions deriving from the special arrangements concluded, or to be concluded for this purpose between the Administrations interested.

Article 12.

The exchange of letters with value declared and of Post Office money-orders forms the subject of special arrangements between the various countries or groups of countries composing the Union.

Article 13.

The Post Offices of the various countries composing the Union are competent to draw up, by common consent, in the form of detailed regulations, all the measures of order and detail which are deemed necessary.

The several Offices may, moreover, make amongst themselves the necessary arrangements on the subject of

les arrangements nécessaires au sujet des questions qui ne concernent pas l'ensemble de l'Union, pourvu que ces arrangements ne dérogent pas à la présente Convention.

Il est toutefois permis aux administrations intéressées de s'entendre mutuellement pour la fixation de rayons limitrophes avec taxe réduite, pour les conditions de la remise des lettres par exprès, ainsi que pour l'échange des cartes-correspondance avec réponse payée. Dans ce dernier cas, le renvoi des cartes-réponse au pays d'origine jouit de l'exemption de port intermédiaire stipulée par le dernier alinéa de l'article 3 de la présente Convention.

Article 14.

Les stipulations de la présente Convention ne portent ni altération à la législation postale interne de chaque pays, ni restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des traités, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de la réduction des taxes ou de l'amélioration des relations postales.

Article 15.

Est maintenue l'institution, sous le nom de Bureau international de l'Union générale des Postes, d'un office central qui fonctionne sous la haute surveillance d'une administration postale désignée par le règlement et dont les frais sont supportés par toutes les administrations des pays contractants.

Ce bureau demeure chargé de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; d'instruire les demandes en modification des actes du Congrès; de notifier les changements adoptés, et, en général, de procéder aux études

des Vereins angehen, die erforderlichen Verabredungen unter sich treffen, vorausgesetzt, dass diese Verabredungen mit den Festsetzungen des gegenwärtigen Vertrages im Einklang stehen.

Den beteiligten Verwaltungen ist es jedoch gestattet, wegen Festsetzung ermässiger Taxen für den Verkehr in den Grenzbezirken, wegen Einführung des Eilbestellungsverfahrens und des Austausches von Postkarten mit Antwort unter sich Vereinbarungen zu treffen. Im letzteren Falle sind die Antwort-Karten, gleichwie die im letzten Absatz des Artikels 3 des gegenwärtigen Vertrages bezeichneten Gegenstände, vom Transitporto befreit.

Artikel 14.

Die Festsetzungen des gegenwärtigen Vertrages berühren weder die innere Postgesetzgebung jedes Gebiets, noch beschränken sie die Befugnisse der vertragenden Theile, Verträge unter sich bestehen zu lassen und neu zu schliessen, sowie engere Vereine Behufs Einführung ermässiger Taxen oder zur weiteren Erleichterung des Verkehrs aufrecht zu erhalten oder neu zu gründen.

Artikel 15.

Die unter dem Namen „Internationales Bureau des allgemeinen Postvereins“ errichtete Centralstelle, welche unter der oberen Leitung einer in dem Règlement bezeichneten Postverwaltung steht, und deren Kosten von den Postverwaltungen sämtlicher vertragenden Staaten bestritten werden, bleibt aufrecht erhalten.

Dieses Bureau wird auch ferner die den internationalen Postverkehr betreffenden dienstlichen Mittheilungen sammeln, zusammenstellen, veröffentlichen und vertheilen, in streitigen Fragen auf Verlangen der Beteiligten sich gutachtlich äussern, Anträge auf Abänderung der Kongressakte in die Geschäftsbehandlung bringen, angenommene Aenderungen bekannt geben und überhaupt sich mit denjenigen Gegenständen und

questions which do not concern the Union generally, provided that such arrangements do not derogate from the present Convention.

The Administrations interested are, however, allowed to come to mutual agreements on the subject of the determination of radii in adjacent countries, within which a lower rate of postage may be taken; on that of the conditions for the delivery of letters by express, as well as on that of the exchange of post-cards with answer prepaid. In this latter case, the return to the country of origin of the cards conveying the answer enjoys the exemption from intermediate postage stipulated for by the last clause of Article 3 of the present Convention.

Article 14.

The stipulations of the present Convention do not involve any alteration in the inland postal legislation of any country, nor any restriction on the right of the contracting parties to maintain and to conclude treaties, as well as to maintain and to establish more restricted unions with a view to the reduction of rates, or to the improvement of postal relations.

Article 15.

There is maintained, under the name of the International Office of the General Postal Union, the institution of a central office which is conducted under the surveillance of a Postal Administration designated in the Regulations, and the expenses of which are borne by all the Offices of the contracting countries.

This Office remains charged with the duty of collecting, arranging, publishing, and distributing information of every kind which concerns the international postal service; of giving, at the request of the parties concerned, an opinion upon questions in dispute; of making known proposals for modifying the acts of the Congress; of notifying alterations adopted; and in general of consider-

et aux travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union postale.

Article 16.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union, relativement à l'interprétation de la présente Convention, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre administration également désintéressée dans le litige.

Article 17.

Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion est notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de l'administration chargée de la surveillance du Bureau international et, par ce gouvernement, à tous les pays contractants.

Elle emporte, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention. Mais l'entrée effective d'un nouveau pays dans l'Union ne peut avoir lieu que le 1^{er} janvier de chaque année.

Il appartient au Gouvernement de l'administration gérante de déterminer, d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, la part contributive de l'administration de ce dernier pays dans les frais du bureau international, et, s'il y a lieu, les taxes à percevoir par cette administration en conformité de l'article 6 précédent.

Aufgaben befassen, welche ihm im Interesse des Postvereins übertragen werden.

Artikel 16.

Meinungsverschiedenheiten zwischen zwei oder mehreren Mitgliedern des Vereins über die Auslegung des gegenwärtigen Vertrags sollen durch ein Schiedsgericht ausgetragen werden, zu welchem jede der beteiligten Verwaltungen ein anderes, bei der Angelegenheit nicht direkt beteiligtes Vereinsmitglied wählt.

Das Schiedsgericht entscheidet nach einfacher Stimmenmehrheit.

Bei Stimmengleichheit wählen die Teilnehmer des Schiedsgerichts zur Entscheidung der streitigen Frage eine andere, bei der Angelegenheit gleichfalls unbeteiligte Verwaltung.

Artikel 17.

Die an dem gegenwärtigen Vertrage nicht teilnehmenden Länder können demselben auf ihren Antrag beitreten.

Die Beitrittserklärung ist auf diplomatischem Wege an die Regierung der mit der Aufsicht über das internationale Bureau betrauten Verwaltung zu richten, welche allen vertragenden Theilen davon Nachricht giebt.

Die Erklärung hat mit voller Rechtskraft die Annahme aller im gegenwärtigen Vertrage festgesetzten Bestimmungen, sowie die Theilnahme an allen durch denselben gewährten Vortheilen zur Folge; doch kann der eigentliche Beitritt erst zum 1. Januar jedes Jahres erfolgen.

Es ist Sache der Regierung der geschäftsführenden Verwaltung, im gemeinsamen Einverständnis mit der Regierung des beteiligten Landes die Höhe des Beitrages zu bestimmen, welchen die Verwaltung dieses Landes zu den Kosten für das internationale Postbureau zu zahlen hat, sowie nöthigen Falls die Taxen festzusetzen, welche von dieser Verwaltung in Gemässheit der Bestimmungen des Artikels 6 zu erheben sind.

ing and working out all questions in the interest of the Postal Union.

Article 16.

In case of disagreement between two or more members of the Union as to the interpretation of the present Convention, the question in dispute is decided by arbitration. To that end, each of the Offices concerned chooses another member of the Union not directly interested in the affair.

The decision of the arbitrators is given by an absolute majority of votes.

In case of an equality of votes the arbitrators choose, with the view of settling the difference, another Administration equally uninterested in the question in dispute.

Article 17.

The countries which have not taken part in the present Convention, are admitted, at their request, to adhere to the same.

Such adhesion is notified, through diplomatic channels, to the Government of the Administration charged with the surveillance of the International Office, and, by that Government to all the contracting countries.

It implies, by right, submission to all regulations, and admission to all advantages stipulated for by the present Convention. But the actual entry of a new country into the Union can only take place on the 1st of January of every year.

It devolves upon the Government of the managing Administration to determine, by mutual agreement with the Government of the country interested, the contributive share of the Administration of this latter country to the expenses of the International Office, and if necessary, the rates of postage to be levied by that Administration in conformity with the foregoing Article 6.

Article 18.

Des congrès de plénipotentiaires des pays contractants ou de simples conférences administratives, selon l'importance des questions à résoudre, sont réunis, lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers, au moins, des Gouvernements ou administrations, suivant le cas.

Toutefois, une réunion doit avoir lieu, au moins tous les cinq ans.

Chaque pays peut se faire représenter, soit par un ou plusieurs délégués, soit par la délégation d'un autre pays. Mais il est entendu que le délégué ou les délégués d'un pays ne peuvent être chargés que de la représentation de deux pays, y compris celui qu'ils représentent.

Dans les délibérations, chaque pays dispose d'une seule voix.

Chaque congrès ou conférence fixe le lieu de la réunion suivante.

Article 19.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le régime de l'Union. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir :

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 8 précédents;

2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la Convention autres que celles des articles 2, 3, 4, 5 et 8.

3° La simple majorité absolue, s'il s'agit soit de l'interprétation des dispositions de la Convention, hors le cas de litige prévu à l'article 16 précédent, soit de l'interprétation ou de la modification des dispositions du règlement.

Artikel 18.

Auf Verlangen von mindestens zwei Drittheilen der Regierungen oder, eintretenden Falls, der Verwaltungen wird je nach der Wichtigkeit der zu erledigenden Fragen entweder ein Kongress von Bevollmächtigten der vertragenden Länder zusammentreten, oder es werden blosse Berathungen der Verwaltungen stattfinden.

Mindestens alle 5 Jahre soll jedoch eine Zusammenkunft abgehalten werden.

Jedes Land kann sich durch einen oder mehrere Bevollmächtigte oder durch die Bevollmächtigten eines andern Landes vertreten lassen; indess dürfen der oder die Bevollmächtigten eines Landes nur mit der Vertretung von zwei Ländern, das eigene Land einbegriffen, beauftragt werden.

Bei den Berathungen hat jedes Land eine Stimme.

Von jedem Kongress oder jeder Konferenz wird bestimmt, wo die nächste Zusammenkunft stattfinden soll.

Artikel 19.

In der Zwischenzeit — bis zum nächsten Zusammentritt — ist jede Vereinspostverwaltung berechtigt, den anderen Vereinsverwaltungen durch Vermittelung des internationalen Büreaus Vorschläge in Betreff des Vereinsverkehrs zu unterbreiten. Um indess zur Ausführung gelangen zu können, müssen diese Vorschläge erhalten:

1) Stimmeneinhelligkeit, wenn es sich um Abänderung der Bestimmungen in den Artikeln 2, 3, 4, 5 und 8 handelt;

2) zwei Drittheile der Stimmen, wenn die Abänderungen sich auf andere Artikel, als die Artikel 2, 3, 4, 5 und 8, beziehen;

3) einfache Stimmenmehrheit, wenn es sich, abgesehen von der im Artikel 16 bezeichneten Meinungsverschiedenheit, um die Auslegung von Bestimmungen des Vertrags oder um die Auslegung bz. Abänderung von Bestimmungen der Ausführungs-Uebereinkunft handelt.

Article 18.

Congresses of Plenipotentiaries of the contracting countries, or simple administrative Conferences, according to the importance of the questions to be decided, are held, when a demand to that effect is made, or approved of by two thirds, at least, of the Governments or Administrations, as the case may be.

A meeting, however, must take place at least every five years.

Each country may be represented either by one or several delegates, or by the delegation of another country. But it is understood that the delegate or delegates of one country can be charged with the representation of two countries only, including the one they represent.

In the deliberations, every country disposes of a single vote.

Every Congress or Conference fixes the place of the next meeting.

Article 19.

In the interval which elapses between the meetings, any one Postal Administration of a country of the Union has the right to address to the other participating Administrations, through the medium of the International Office, proposals concerning the system of the Union. But, in order to be carried out, these proposals necessitate, viz.:—

1° Unanimity of votes, if a modification of the provisions of the foregoing Articles 2, 3, 4, 5, and 8, is contemplated;

2° Two thirds of the votes, in case of a modification of the provisions of the Convention other than those of Articles 2, 3, 4, 5, and 8.

3° An absolute majority, in case of either the interpretation of the provisions of the Convention, except the case of dispute contemplated by the foregoing Article 16, or the interpretation or modification of the provisions of the Regulations.

Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, que le Gouvernement de l'administration gérante est chargé d'établir et de transmettre à tous les Gouvernements des pays contractants, et, dans le troisième cas, par une simple notification du Bureau international à toutes les administrations de l'Union.

Article 20.

Il est convenu qu'à l'exception de l'Empire britannique de l'Inde, qui est assimilé à un Etat indépendant, l'ensemble des colonies appartenant à un même Etat est considéré comme formant, pour l'application des articles 18 et 19 précédents, un seul pays ou une seule administration, suivant le cas.

Toute demande tendant à faire appliquer à une autre colonie que l'Empire de l'Inde l'exception admise en faveur de cet Empire, doit être traitée conformément à celles des stipulations de l'article 19 précédent qui concernent les propositions de modification des articles de la présente Convention autres que les articles 2, 3, 4, 5 et 8.

Article 21.

La présente Convention sera mise à exécution le _____ et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé; mais chaque partie contractante aura le droit de se retirer de l'Union moyennant un avertissement donné, une année à l'avance, par son Gouvernement, au Gouvernement de l'administration gérante.

Article 22.

Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes les dispositions des traités, conventions, arrangements ou autres actes conclus antérieurement entre les divers pays ou administrations, pour autant que ces dispositions ne seraient pas conciliables avec les termes de la présente

Die gültigen Beschlüsse werden in den beiden ersten Fällen durch eine diplomatische Erklärung bestätigt, welche die Regierung der geschäftsführenden Verwaltung auszufertigen und den Regierungen aller vertragenden Länder zu übersenden hat, im dritten Falle durch eine von dem internationalen Bureau ausgehende einfache Benachrichtigung an alle Vereinsverwaltungen.

Artikel 20.

Man ist dahin übereingekommen, dass mit Ausnahme des britischen Reichs in Indien, welches einem unabhängigen Staate gleich geachtet wird, hinsichtlich der Anwendung der Artikel 18 und 19 die sämtlichen Kolonien eines und desselben Staates als ein einziges Land oder, eintretenden Falls, als eine einzige Verwaltung angesehen werden.

Anträge, nach welchen die zu Gunsten Britisch-Indiens zugestandene Ausnahme auch auf andere Kolonien ausgedehnt werden soll, sind nach denjenigen Bestimmungen des vorhergehenden Artikels 19 zu behandeln, welche auf Vorschläge wegen Abänderung anderer Artikel, als der Artikel 2, 3, 4, 5 und 8 des gegenwärtigen Vertrags, Bezug haben.

Artikel 21.

Der gegenwärtige Vertrag wird am in Kraft treten und auf unbestimmte Zeit verbindlich bleiben; jeder der vertragenden Theile hat aber das Recht, aus dem Verein auszutreten, wenn er der Regierung der geschäftsführenden Verwaltung diese Absicht ein Jahr im Voraus angezeigt hat.

Artikel 22.

Mit dem Tage der Ausführung des gegenwärtigen Vertrages treten alle Bestimmungen der früher zwischen den einzelnen Ländern oder Verwaltungen abgeschlossenen Verträge, Uebereinkommen oder anderen Akte insoweit ausser Kraft, als sie mit den Festsetzungen dieses Vertrages nicht im Einklang stehen und unbeschadet

The valid decisions are laid down, in the two first cases, in a diplomatic declaration which the Government of the managing Administration is charged with drawing up and transmitting to all the Governments of the contracting countries, and, in the third case, in a simple notification of the International Office to all the Administrations of the Union.

Article 20.

It is agreed that, with the exception of the British Empire of India which is assimilated to an independent State, the whole of the Colonies belonging to one and the same State is considered as forming, for the application of the foregoing Articles 18 and 19, a single country or a single Administration, as the case may be.

Any demand to the effect that the exception admitted in favour of the Empire of India should be applied to any Colony other than that Empire, must be treated in conformity with those of the stipulations of the foregoing Article 19, which concern the proposals for the modification of any Article of the present Convention other than the Articles 2, 3, 4, 5, and 8.

Article 21.

The present Convention shall take effect on the _____, and shall remain in force for an indefinite period; but each contracting party will have the right to withdraw from the Union on his Government giving notice one year in advance to the Government of the managing Administration.

Article 22.

After the date on which the present Convention comes into effect, all the stipulations of the Treaties, Conventions, Arrangements, or other Acts previously concluded between the various countries or Administrations, in so far as these stipulations may be at variance with the terms of the present Convention, and with-

Convention, et sans préjudice des droits réservés par l'article 14 ci-dessus.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra et, au plus tard, trois mois avant la date de sa mise à exécution. Les actes de ratification seront échangés à

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention à Paris, le

Révision de la législation postale en Belgique.

Le Gouvernement belge vient de soumettre aux chambres législatives un projet de loi destiné à remplacer, en les abrogeant, toutes les lois postales actuellement en vigueur.

Cette réforme était devenue indispensable. Les nombreuses lois qui régissent le service des postes en Belgique, et dont quelques-unes remontent au siècle dernier, ayant été successivement l'objet de modifications ou d'abrogations partielles, il en résulte que leurs dispositions, éparses dans des actes émis à des époques plus ou moins reculées et sous des idées plus ou moins différentes, ont fini par constituer un ensemble assez disparate, et que, dans leur application, l'administration des postes et ses agents sont exposés à rencontrer de sérieuses difficultés.

Le projet de loi présenté aux chambres ne se borne pas toutefois à reproduire les dispositions des lois actuelles, qui sont restées en vigueur; on y trouve aussi plusieurs innovations et modifications importantes, ayant pour but d'améliorer la légis-

der im Artikel 14 vorbehaltenen Rechte.

Der gegenwärtige Vertrag soll sobald als möglich und spätestens 3 Monate vor dem Ausführungs-Termin ratifiziert werden. Die Auswechslung der Ratifikations-Urkunden soll zu stattfinden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der oben bezeichneten Länder denselben unterzeichnet zu Paris, den

Revision der belgischen Postgesetzgebung.

Die belgische Regierung hat soeben den gesetzgebenden Kammern den Entwurf zu einem Gesetze vorgelegt, welches, unter Aufhebung sämtlicher gegenwärtig gültiger Postgesetze, dieselben zu ersetzen bestimmt ist.

Diese Massregel war nachgerade unzugänglich geworden. Die zahlreichen Gesetze, welche den Postdienst in Belgien regeln und die theilweise noch aus dem vorigen Jahrhundert herrühren, haben im Laufe der Zeit so viele Aenderungen erfahren oder sind zum Theil ganz aufgehoben worden, dass deren Bestimmungen sich zerstreut in Erlassen vorfinden, welche mehr oder minder vergangenen Zeiten angehören und zum Theil von den verschiedenartigsten Grundsätzen ausgehen. Hieraus musste nothwendig ein wenig einheitliches Ganze entstehen, das in seiner Anwendung sowohl der Postverwaltung, als ihren Beamten wirkliche Schwierigkeiten bereitete.

Der den Kammern vorgelegte Gesetzentwurf umfasst nicht nur diejenigen der gegenwärtig gültigen gesetzlichen Bestimmungen, welche in Wirksamkeit bleiben, sondern auch verschiedene wichtige Neuerungen und Abänderungen, welche einen Fortschritt in der gegenwärtigen Gesetzgebung bz. die Herbeiführung der

out prejudice to the rights reserved by the above Article 14, are abrogated.

The present Convention shall be ratified as soon as possible, and, at the latest, three months previous to the date on which it is to come into force. The acts of ratification shall be exchanged at

In faith of which the Plenipotentiaries of the countries above enumerated have signed the present Convention in Paris, the

Revision of the postal legislation in Belgium.

The Belgian Government has, lately, submitted to the legislative Chambers the project of a law intended to take the place of, and to abrogate all the postal laws at present in force.

This reform had become indispensable. The numerous laws governing the postal service in Belgium, some of which date as far back as the last century, had successively been the objects of modifications and partial abrogations. Consequently, their provisions, scattered as they are in acts issued at more or less distant periods, and under the influence of various phases of opinion, now constitute a somewhat confused collection which, in its application, exposes the Postal Administration and its officers to the risk of having to contend with serious difficulties.

The project of law submitted to the Chambers, however, not only reproduces the provisions of the present laws, which have remained in force, but also contains several important innovations and modifications, having as object to improve the exist-

lation existante et de mettre, sur différents points, le régime intérieur en harmonie avec les bases du traité de Berne.

Nous devons, faute d'espace, réserver pour notre prochain numéro, l'indication des principaux changements inscrits dans le projet de loi.

Communications.

Sur la convocation de l'Administration des postes, un grand nombre de directeurs des principaux bureaux de poste de l'Allemagne se réunirent à Berlin, dans la seconde moitié du mois de novembre dernier, pour y conférer sur d'importantes questions du service technique. La conférence était présidée par le Directeur Général des Postes, et plusieurs des fonctionnaires de la Direction Générale y figuraient comme assistants.

Le but de la réunion fut exposé dans un discours d'ouverture prononcé par M. le Docteur Stephan, Grand-maitre des postes de l'Empire. A cette occasion, ce haut fonctionnaire fit remarquer que les chefs des bureaux de poste, mêlés personnellement à la pratique du service d'exécution, sont le mieux en situation d'apprécier les besoins auxquels ce service doit répondre, et que, par conséquent, en vue du développement et du perfectionnement de l'institution postale, qui n'a d'importance réelle que dans sa partie exécutive, il est nécessaire, indispensable même, qu'une liaison intime et constante s'établisse entre l'Administration Centrale et ses représentants du service technique; but que l'on ne saurait mieux atteindre que par l'échange des opinions personnelles.

Souhaitons que cette idée fasse son chemin et que les conférences donnent de bons résultats.

Parmi les avis émis par la première conférence sur des questions

nöthigen Uebereinstimmung zwischen den Verordnungen für den innern Verkehr mit denjenigen des Berner Vertrages in verschiedenen Punkten bezwecken.

Wegen Mangels an Raum müssen wir uns die Veröffentlichung der in dem Gesetzentwurfe enthaltenen wesentlichsten Aenderungen für die nächste Nummer vorbehalten.

Mittheilungen.

Die deutsche Reichs-Postverwaltung hat in der letzten Hälfte des Monats November v. J. eine grössere Anzahl von Vorstehern bedeutenderer Postämter nach Berlin einberufen, um mit denselben wichtige Fragen des technischen Dienstes zu berathen. Bei den Konferenzen führte der General-Postamts-Direktor den Vorsitz, und mehrere Mitglieder des General-Postamts fungirten als Beisitzer.

In welcher Absicht die Versammlung einberufen war, erhellt aus der einleitenden Rede des General-Postmeisters Dr. Stephan, welcher darauf aufmerksam machte, dass die in der Mitte des praktischen Wirkens und Schaffens stehenden Postanstalts-Vorsteher am meisten Gelegenheit hätten, die Bedürfnisse des Verkehrslebens kennen zu lernen, und dass es demnach für die Fortbildung und den Ausbau des Postinstituts, dessen eigentliches Wesen im technischen Dienste beruhe, förderlich und nothwendig sei, dass die Verwaltung mit ihren ausübenden Organen in stetem, innigem Zusammenhange bleibe, was am besten durch persönlichen Gedankenaustausch geschehe.

Wir können diesen Vorgang nur freudig begrüßen und derartigen Konferenzen den besten Erfolg wünschen.

Von den bei Gelegenheit der besagten Konferenz gemachten Vor-

ing legislation, and to conform, on several points, the internal postal system to the principles of the Treaty of Berne.

Owing to want of space we are obliged to reserve the enumeration of the principal alterations contained in this project for our next number.

Miscellaneous.

In the latter half of the month of November 1877, the Postal Administration of the German Empire summoned a certain number of postmasters of considerable post-offices to Berlin, in order to deliberate with them upon important questions concerning the practical service. The Director of the General Post Office, assisted by several members of that Office, presided at the Conferences.

The purpose for which the meeting was convened may be inferred from the opening speech of the Postmaster General, Dr. Stephan, who drew attention to the fact that postmasters, being constantly engaged in the practical carrying out of the service, had the most frequent opportunities of becoming acquainted with the exigencies of the public traffic, and that it was, therefore, expedient and necessary for the promotion and development of the postal institution whose most essential feature consisted in the practical service, that the Administration should remain in constant communication with its executive staff, an end which could best be attained by a personal exchange of ideas.

We greet this step with gratification, and express our wish that these Conferences may be attended with every success.

The proposals made in the first Conference principally concerned ques-

relatives au service interne allemand, nous nous bornerons à noter ceux qui portent sur des matières d'intérêt général.

1° Pour faciliter la remise des correspondances aux personnes autorisées à les faire prendre au bureau, il convient que des casiers à serrure, du système américain, soient installés dans tous les bureaux importants.

2° Il serait bon de décider, suivant une disposition existante en Angleterre, que, en cas d'une affluence d'imprimés telle que l'expédition ou la mise en distribution des lettres doive en être retardée, les imprimés — excepté les journaux — peuvent être retenus pour le courrier suivant ou pour une distribution ultérieure.

3° Dans le but de faciliter le service de la distribution, on pourrait autoriser la remise des lettres recommandées et, jusqu'à concurrence d'environ 300 marks (fr. 375) par envoi, celle des valeurs déclarées et du montant des mandats-poste, à toute personne suffisamment âgée de la famille du destinataire, en cas d'absence de ce dernier.

4° Il convient d'adopter le gaz pour l'éclairage d'ensemble des locaux affectés au service et pour l'éclairage particulier des places de travail occupées par les employés des guichets et par ceux qui sont chargés du tri des lettres; aux autres endroits, il suffirait de placer des lampes à pétrole.

* * *

Une décision prise par M. le Sous-secrétaire d'Etat des Finances, chef de l'Administration des postes de France, vient de supprimer l'application de retenues de traitement, par mesure disciplinaire, aux agents et sous-agents de cette Administration.

* * *

Ensuite d'un arrangement conclu entre les Administrations des postes de France et des Pays-Bas, et entré en vigueur le 1^{er} janvier 1878, il peut être fait, de la France pour les Indes orientales néerlandaises, et

schlagen, welche im Wesentlichen Fragen des inneren deutschen Postdienstes betreffen, wollen wir hier nur auf einzelne, die ein allgemeines Interesse beanspruchen dürften, aufmerksam machen.

1. Für die erleichterte Abholung von Briefen wird empfohlen, bei grossen Postanstalten verschliessbare Brieffächer nach amerikanischem System einzuführen.

2. Nach dem englischen Vorgange möchte gestattet werden, dass beim Eingange grosser Massen von Drucksachensendungen für den Fall, dass durch dieselben die rechtzeitige Abtragung der eigentlichen Briefe verzögert werden würde, die Abtragung der ersteren — jedoch mit Ausschluss der Zeitungen — bei einem späteren Bestellgange erfolgen darf.

3. Zur Erleichterung des Bestellgeschäfts möchte nachgegeben werden, dass die Abgabe von Einschreibbriefen, Postanweisungen und Geldbriefen bis etwa 300 Mark (375 Fr.) im Einzelnen für den Fall, dass Adressat nicht persönlich angetroffen wird, an erwachsene Familienmitglieder erfolgen darf.

4. Als zweckmässige Beleuchtung für die allgemeinen Postdiensträume und die Arbeitsplätze der Schalter- und Briefabfertigungsbeamten wird Gasbeleuchtung, für die übrigen Arbeitsplätze aber eine solche durch Petroleumlampen empfohlen.

* * *

Nach einer von dem Chef der französischen Postverwaltung erlassenen Verfügung sollen bei Disciplinarvergehen der dieser Verwaltung angehörigen Beamten und Unterbeamten Geldstrafen gegen dieselben fortan nicht mehr verhängt werden.

* * *

In Folge eines zwischen der französischen und der niederländischen Postverwaltung abgeschlossenen Uebereinkommens können seit dem 1. Januar 1878 zwischen Frankreich und den niederländischen Besitzungen in

tions of the internal German postal service, and we shall only cite those among them which may be of general interest.

1° It is recommended that, in order to facilitate the delivery of letters to persons applying for them at the post-offices, private letter-boxes according to the American system, be adopted at the large post-offices;

2° It would be desirable, following the example given by Great Britain, that, when there is an unusual influx of printed matter which, if dealt with at the same time, would delay the delivery of letters, the practice should be adopted of keeping back such matter—newspapers excepted—till some later delivery;

3° In order to facilitate the delivery-service, authority should be given that, in case the addressee be not found at home, registered letters, money-orders, and letters with value declared if not exceeding singly an amount of about 300 Mark (375 francs), may be delivered to grown-up members of his family;

4° It is recommended that gas should be adopted as the most suitable mode of lighting the offices generally, as well as the places of the officers attending to the office-windows, and the sorting; but that petroleum lamps should be used for the places of the remaining employés.

* * *

According to an order issued by the head of the French Postal Administration, fines shall no longer be imposed upon its officers and servants, for breaches of discipline.

* * *

In execution of the provisions of a Convention concluded between the French and the Netherlands Postal Administration, it has been possible, since the 1st of January last, to make payments from France to the Nether-

vice-versâ, des envois de fonds au moyen de mandats-poste. Le maximum de chaque envoi est limité à 150 fl. pour les mandats émis en France et à 300 fr. pour ceux payables dans ce pays. Le droit perçu en France sur les mandats pour les Indes néerlandaises est fixé à 20 c^{es} par 10 fr. ou fraction de 10 fr.

* * *

M. C. S. Crokidas vient d'être nommé Directeur Général des Postes helléniques.

* * *

L'entrée de la République Argentine dans l'Union Générale des Postes, fixée d'abord au 1^{er} septembre 1877, puis ajournée indéfiniment sur la demande motivée de l'Administration intéressée, aura lieu à la date du 1^{er} avril prochain.

* * *

A partir du 1^{er} janvier 1878, l'Office des postes britanniques a abaissé, de 4 d à 2 d, le taux de son droit de recommandation, et, depuis la même date, cet Office garantit une indemnité de 2 £, pour la perte, dans son service, d'une lettre recommandée. L'exception prévue, en matière de responsabilité, par l'art. 5 du Traité de Berne a donc cessé d'être applicable à la Grande-Bretagne.

* * *

L'Administration des postes de Belgique vient d'étendre le service d'encaissement des effets de commerce par la poste, à toutes les localités du Royaume, à l'exception des villes principales, où la Banque nationale entretient elle-même des agents encaisseurs. De plus, le moment n'est pas éloigné, où ce service, restreint jusqu'ici aux traites passant par l'intermédiaire de la Banque nationale, ou déposées directement par des maisons ayant un compte ouvert à cet établissement, pourra être généralisé.

Ostindien Zahlungen im Wege der Postanweisung vermittelt werden. Der Betrag der einzelnen Postanweisung darf bei der Absendung aus Frankreich 150 fl., bei der Absendung aus den niederländischen Besitzungen in Ostindien 300 Fr. nicht übersteigen. An Gebühr ist in Frankreich der Betrag von 20 C^{es} für je 10 Fr. oder einen Theil von 10 Fr. zu entrichten.

* * *

Zum General-Direktor der griechischen Posten ist Herr C. S. Crokidas ernannt worden.

* * *

Der Eintritt der Argentinischen Republik in den allgemeinen Postverein, welcher auf den 1. September 1877 anberaumt gewesen war, aber in Folge der noch nicht vollständigen Erledigung der Vorarbeiten hatte verschoben werden müssen, wird nunmehr zum 1. April d. J. erfolgen.

* * *

Die in Grossbritannien zur Erhebung kommende Einschreibgebühr ist seit dem 1. Januar d. J. von 4d auf 2d ermässigt worden. In Fällen des Verlustes von Einschreibbriefen zahlt die britische Postverwaltung von demselben Tage ab einen Ersatz von 2 £. Die in Betreff der Ersatzpflicht im Art. 5 des Berner Vertrages vorgesehene Ausnahme-Bestimmung kommt daher auf Grossbritannien nicht mehr in Anwendung.

* * *

In Belgien können von den Postanstalten seit Kurzem Wechsel nach sämtlichen belgischen Orten zur Einziehung angenommen werden; ausgenommen sind nur die grösseren Städte, in welchen die Einziehung von der Nationalbank bewirkt wird. Auch dürfte in nicht zu ferner Zeit die Beschränkung beseitigt werden, nach welcher nur die in den Händen der Nationalbank befindlichen Wechsel oder Wechsel von solchen Häusern der Post direkt zur Einziehung übergeben werden dürfen, die ein Kontokorrent bei dieser Bank besitzen.

land Colonies in East India, and vice-versâ, by means of money-orders. The amount of an order sent from France may not exceed 150 florins, and that of an order transmitted from the Netherland Colonies is limited to 300 francs. The commission charged in France is 20 c^{es} for every 10 francs, or fraction of 10 francs.

* * *

Mr. C. S. Crokidas has been appointed Director General of the Hellenic Posts.

* * *

The entry into the Union of the Argentine Republic, which was originally fixed for the 1st of September 1877, but had to be postponed on account of the necessary arrangements not being completed, will now take place on the 1st of April of this year.

* * *

On the 1st of January last, the Post Office of Great Britain reduced the registration-fee levied in that country from 4d. to 2d., and decided, at the same time, that a compensation of £ 2 should be granted in case of the loss of a registered letter. The exception contemplated in matters of responsibility by Article 5 of the Treaty of Berne, has therefore ceased to be applicable to Great Britain.

* * *

The Belgian Postal Administration has, lately, extended the service of the collection of bills of exchange by the Post to all localities in the Kingdom, with the exception of the principal towns in which the National Bank itself undertakes the collection. The time, moreover, is not very distant, when this arrangement, hitherto limited to bills remitted to the Post by the National Bank, or by firms having an account at this Bank, will be made general.

L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES

Avis. — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* à M. A. Moret, 1^{er} secrétaire du Bureau international, à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

Abonnements particuliers.

Un an fr. 4. 60
Six mois „ 2. 30
Trois mois „ 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

III^e volume.

N^o 3.

Berne, 1^{er} Mars 1878.

Sommaire. — I. LE CONGRÈS POSTAL DE PARIS — Projet de Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la Convention. — II. Révision de la LÉGISLATION POSTALE EN BELGIQUE (Suite). — III. COMMUNICATIONS.

Le Congrès postal de Paris.

(Suite.)

Projet de Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la Convention.

Les soussignés, vu l'article 13 de la Convention conclue à Paris, le 1878, en suite de la révision du pacte fondamental de l'Union générale des postes, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes pour assurer l'exécution de ladite Convention.

I.

Direction des correspondances.

1. — A moins d'indications contraires de la part des envoyeurs, les correspondances doivent être dirigées par les voies les plus rapides dont les administrations postales disposent, ces administrations n'ayant le choix de la route à suivre qu'au cas où plusieurs voies présenteraient les mêmes conditions de célérité.

2. — Toutefois, les administrations qui usent de la faculté de percevoir des taxes supplémentaires, en représentation des frais extraordinaires afférents à certaines voies, sont libres de ne pas diriger par ces voies, lorsqu'il existe d'autres moyens de communication, celles des correspondances

Der Pariser Post-Kongress.

(Fortsetzung.)

Entwurf zur Ausführungs-Uebereinkunft zum Vertrage.

Auf Grund des Art. 13 des — in Folge der Revision des ersten Vereinsvertrages — in Paris am abgeschlossenen Vertrages, haben die Unterzeichneten, Namens ihrer Verwaltungen, die nachstehenden Bestimmungen zur Ausführung des gedachten Vertrages vereinbart.

I.

Leitung der Korrespondenz.

1. Die Korrespondenzen sollen, sofern nicht von dem Absender etwas Anderes bestimmt ist, stets auf den schnellsten, den Postverwaltungen zu Gebote stehenden Wegen befördert werden; die Wahl des Weges bleibt den Verwaltungen nur in dem Falle überlassen, wenn mehrere Wege die gleiche Schnelligkeit gewähren.

2. Doch steht den Verwaltungen frei, wenn für einzelne Beförderungswege eine Zuschlagtaxe Behufs Deckung der bei Benutzung dieser Wege entstehenden ausserordentlichen Kosten erhoben wird und daneben andere Beförderungsgelegenheiten bestehen, solche ungenügend frankirte

The Postal Congress of Paris.

(Continuation.)

Project of the Detailed Regulations for the execution of the Convention.

The undersigned, with reference to Article 13 of the Convention, concluded in Paris, on the 1878, in consequence of the revision of the fundamental pact of the General Postal Union have, in the name of their respective Administrations, by common consent, agreed upon the following measures for ensuring the execution of the said Convention:—

I.

Direction of correspondence.

1.—Unless contrary indications be given by the senders, the correspondence must be forwarded by the most rapid routes at the command of the Postal Administrations concerned, these Administrations only having the right of choosing the route to be adopted, in case several routes should offer the same advantages of speed.

2.—The Administrations, however, which avail themselves of the right of levying supplementary rates, as a compensation for the extraordinary expenses attendant on certain routes, are left at liberty not to forward by these routes, when there are other means of communication, that part

insuffisamment affranchies pour lesquelles l'emploi desdites voies n'a pas été réclamé expressément par les envoyeurs.

II.

Echange en dépêches closes.

1. — L'échange des correspondances en dépêches closes, entre les administrations de l'Union, est réglé d'un commun accord et selon les nécessités du service entre les administrations en cause.

2. — S'il s'agit d'un échange à faire par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, les administrations de ces pays doivent en être prévenues en temps opportun.

3. — Il est, d'ailleurs, obligatoire, dans ce dernier cas, de former des dépêches closes, toutes les fois que le nombre des correspondances est de nature à entraver les opérations d'une administration intermédiaire, d'après la déclaration de cette administration.

4. — En cas de changement dans un service d'échange en dépêches closes, établi entre deux administrations par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, l'administration qui a provoqué le changement en donne connaissance aux administrations des pays par l'entremise desquels cet échange s'effectue.

III.

Services extraordinaires.

Les services extraordinaires de l'Union, donnant lieu à des frais spéciaux dont la fixation est réservée, par l'article 3 de la Convention, à des arrangements entre les administrations intéressées, sont exclusivement:

1° Ceux que les administrations des postes de France et d'Italie entretiennent pour le transport accéléré, sur leur territoire respectif, de la malle dite des Indes passant par le Mont-Cenis et par Brindisi;

Gegenstände, bezüglich deren die Absender nicht ausdrücklich die Beförderung auf jenen Wegen vorgeschrieben haben, nicht auf denselben abzusenden.

II.

Austauschgeschlossener Briefpackete.

1. Der gegenseitige Austausch der Korrespondenz-Gegenstände in geschlossenen Briefpacketen wird durch die beteiligten Verwaltungen im gemeinsamen Einverständnis nach Massgabe des dienstlichen Bedürfnisses geregelt.

2. Wird bei diesem Austausch die Vermittelung eines oder mehrerer zwischenliegender Länder in Anspruch genommen, so sind die Postverwaltungen der letzteren davon rechtzeitig in Kenntniss zu setzen.

3. Die Versendung darf übrigens in letzterem Falle nur in geschlossenen Briefpacketen erfolgen, sobald nach der Erklärung einer transitleistenden Verwaltung die Zahl der Korrespondenz-Gegenstände geeignet ist, den Expeditionsdienst bei den Büreaus derselben aufzuhalten.

4. Von etwaigen Aenderungen, welche in dem durch Vermittelung eines oder mehrerer zwischenliegender Länder stattfindenden Austausch geschlossener Briefpackete zweier Verwaltungen eintreten, sind die Postverwaltungen jener Länder durch diejenige Verwaltung zu benachrichtigen, welche die Aenderungen veranlasst hat.

III.

Aussergewöhnliche Transportgelegenheiten.

Als aussergewöhnliche Transportgelegenheiten innerhalb des Vereins, welche besondere Kosten verursachen, deren Festsetzung, nach Artikel 3 des Vertrages, den beteiligten Verwaltungen überlassen ist, sind ausschliesslich anzusehen:

1. Die besonderen Eilzüge, welche die Postverwaltungen Frankreichs und Italiens zum Transport der durch den Mont-Cenis und über Brindisi beförderten indischen Ueberlandspost auf ihren Gebieten unterhalten.

of the insufficiently paid correspondence for which the use of the said routes has not been expressly claimed by the senders.

II.

Exchange in closed mails.

1.—The exchange of correspondence in closed mails between the Administrations of the Union is regulated by common consent, and according to the necessities of the service, between the Administrations concerned.

2.—If an exchange of mails should take place through the medium of one or several other countries, timely notice thereof must be given to the Administrations of those countries.

3.—It is, moreover, obligatory, in this latter case, to make up closed mails whenever the number of letters and other postal packets is of a nature to hinder the operations of an intermediate Administration, according to the declaration of this Administration.

4.—In case of an alteration in a service effecting the exchange of closed mails between two Administrations, through the medium of one or several other countries, the Administration at whose proposal the alteration is made gives notice of the same to the Administrations of the countries through whose medium such exchange is effected.

III.

Extraordinary services.

The extraordinary services of the Union, giving rise to special expenses, the amount of which is, according to Article 3 of the Convention, to be determined by arrangements between the Administrations interested, are exclusively:—

1° Those maintained by the Postal Administrations of France and Italy for the accelerated conveyance, on their respective territories, of the mail called the Indian Mail, passing through the Mont-Cenis and Brindisi;

2°

(A compléter, s'il y a lieu, selon ce qui résultera des délibérations du Congrès.)

IV.

Arrondissement des fractions.

Les fractions monétaires résultant, soit du complément de taxe applicable aux correspondances insuffisamment affranchies, soit de la combinaison des taxes de l'Union avec les taxes étrangères ou avec les surtaxes prévues par l'article 4 de la Convention, peuvent être arrondies par les administrations qui en effectuent la perception. Mais la somme à ajouter de ce chef ne doit, dans aucun cas, excéder la valeur d'un vingtième de franc (cinq centimes).

V.

Correspondance avec les pays étrangers à l'Union.

1. — Les offices de l'Union qui ont des relations avec des pays étrangers à l'Union fournissent aux autres offices de l'Union un tableau conforme au modèle C*) annexé au présent règlement, et indiquant, avec les conditions d'envoi, les taxes dues pour le transport en dehors de l'Union des correspondances à destination ou provenant des pays précités.

2. — Par application de l'article 11 de la Convention, il est perçu, en sus des taxes étrangères indiquées au tableau C :

1° Par l'office de l'Union expéditeur de correspondances affranchies pour l'étranger, les prix d'affranchissement respectivement applicables aux correspondances de même nature pour le pays de sortie de l'Union ;

2° Par l'office de l'Union destinataire de correspondances non affranchies ou partiellement affranchies d'origine étrangère, savoir :

a) Pour les lettres, la taxe appli-

*) Modèle C actuel, sans modifications importantes.

2.

(Nach den Beschlüssen des Kongresses ein-tretenden Falls zu vervollständigen.)

IV.

Abrundung der Bruchtheile.

Die bei Ermittlung des Ergänzungsportos für ungenügend frankirte Sendungen, des Gesamtportos für Sendungen nach und vom Vereins-Auslande oder des im Artikel 4 des Vertrages bezeichneten Zuschlagportos sich ergebenden Bruchtheile können von denjenigen Verwaltungen, welche das Porto erheben lassen, entsprechend abgerundet werden. Der in solchen Fällen zu erhebende Mehrbetrag darf jedoch in keinem Falle den Werth des 20. Theils eines Francs (5 C^{ts}) übersteigen.

V.

Briefpostverkehr mit dem Vereins-Auslande.

1. Diejenigen Vereinsverwaltungen, welche mit ausserhalb des Vereinsgebiets gelegenen Ländern Verbindungen unterhalten, liefern den anderen Vereinsverwaltungen eine Nachweisung gemäss dem, der gegenwärtigen Ausführungs-Uebereinkunft beigefügten Muster C*), welche die Versendungsbedingungen für die Korrespondenz nach und aus den genannten Ländern und die für diese Korrespondenz entfallenden fremden Portosätze enthält.

2. Ausser den in der Nachweisung C bezeichneten fremden Portosätzen werden nach Artikel 11 des Vertrages noch erhoben :

1. von der absendenden Vereinsverwaltung für frankirte Korrespondenz nach fremden Ländern die nämlichen Beträge, wie für die nach dem Vereins-Ausgangsgebiet gerichteten Gegenstände derselben Gattung ;

2. von der Vereinsverwaltung des Bestimmungsgebiets für unfrankirte oder ungenügend frankirte Sendungen aus fremden Ländern, und zwar :

a) für Briefe: diejenigen Sätze,

*) Wie das gegenwärtige Formular C, ohne wesentliche Abänderungen.

2°

(To be completed, if necessary, according to the results of the deliberations of the Congress.)

IV.

Rounding off of fractions.

The monetary fractions resulting, either from the complementary tax applicable to insufficiently prepaid correspondence, or from the combination of the Union rates with the foreign rates or with the additional charges contemplated by Article 4 of the Convention, may be rounded off by the Administrations levying the same. But the sum to be added on this head must not, in any case, exceed the value of the twentieth part of a franc (five centimes).

V.

Correspondence with countries foreign to the Union.

1.—The Administrations of the Union, which maintain relations with countries foreign to the Union, furnish the other Administrations of the Union with a table in conformity with the specimen C*) appended to the present Regulations, indicating, together with the conditions of conveyance, the rates due for the transportation beyond the Union of correspondence intended for, or originating in, the aforesaid countries.

2.—By application of Article 11 of the Convention, the following charges are levied in addition to the foreign rates indicated on table C:—

1° By the Administration of the Union despatching prepaid correspondence to foreign countries, the rates of prepayment respectively applicable to correspondence of the same nature intended for the Union country of egress ;

2° By the Union Administration of destination of unpaid or insufficiently prepaid correspondence of foreign origin, viz:—

a) On letters, the rate of postage

*) Specimen C as at present in use, without any important modification.

cable aux lettres non affranchies provenant du pays de l'Union qui sert d'intermédiaire ;

b) Pour les autres objets, une taxe égale au prix d'affranchissement des objets similaires qui sont adressés du pays de l'Union destinataire dans le pays de l'Union servant d'intermédiaire.

VI.

Application des timbres.

1. — Les correspondances de toute nature expédiées des pays de l'Union sont frappées, sur la suscription, d'un timbre indiquant le lieu d'origine et la date du dépôt à la poste.

2. — Les correspondances de toute nature originaires des pays étrangers à l'Union sont frappées, sur la suscription également, par l'office de l'Union qui les a recueillies, d'un timbre indiquant le point et la date d'entrée dans le service de cet office.

3. — Les correspondances non affranchies ou insuffisamment affranchies sont, en outre, frappées du timbre T (taxe à payer) dont l'application incombe à l'office du pays d'origine, s'il s'agit de correspondances originaires de l'Union, et à l'office du pays d'entrée, s'il s'agit de correspondances originaires des pays étrangers à l'Union.

4. — Les objets recommandés doivent porter la marque spéciale (étiquette ou timbre) adoptée pour les envois de l'espèce par le pays d'origine.

5. — Tout objet de correspondance ne portant pas le timbre T est considéré comme affranchi et traité en conséquence, sauf erreur évidente.

VII.

Indication du nombre de ports et du montant des taxes étrangères.

1. — Lorsqu'une lettre ou tout autre objet de correspondance est passible, en raison de son poids, de plus d'un port simple, l'office d'ori-

welche für unfrankirte Briefe aus dem Vereins-Eingangsbereich in Anwendung kommen ;

b) für andere Gegenstände: dieselben Beträge, wie für die der gleichen Kategorie angehörigen frankirten Sendungen, welche aus dem Vereins-Bestimmungsgebiete herrühren und nach dem Vereins-Eingangsbereich gerichtet sind.

VI.

Stempelung.

1. Die in den Vereinsländern zur Absendung gelangenden Korrespondenz-Gegenstände jeder Art sollen auf der Adresse mit dem Tagesstempel der Einlieferungs-Postanstalt bedruckt werden.

2. Die aus dem Vereins-Auslande herrührenden Korrespondenz-Gegenstände jeder Art werden ebenfalls auf der Adresse, und zwar von der Vereins-Eingang-Postanstalt, mit dem Tagesstempel bedruckt.

3. Die unfrankirten oder unzureichend frankirten Korrespondenz-Gegenstände sind ausserdem mit dem Stempel „T“ (Taxe, die vom Adressaten einzuziehen ist) zu bedrucken. Die Bedruckung ist Sache der absendenden Verwaltung, wenn es sich um Korrespondenz aus Vereinsländern, und Sache der Verwaltung des Eingangsbereichs, wenn es sich um Korrespondenz vom Vereins-Auslande handelt.

4. Eingeschriebene Gegenstände sind mit einem besonderen Zeichen (Zettel oder Stempel), welches für derartige Sendungen im Ursprungslande eingeführt ist, zu versehen.

5. Jeder Korrespondenz-Gegenstand, welcher mit dem T-Stempel nicht bedruckt ist, wird als vollständig frankirt angesehen und demgemäss behandelt, es sei denn, dass ein augenscheinlicher Irrthum vorliegt.

VII.

Angabe der Zahl der Portosätze und der Beiträge an ausländischem Porto.

1. Bei Briefen oder sonstigen Korrespondenz-Gegenständen, welche das einfache Gewicht überschreiten, ist von der Verwaltung des Aufgäbe-

applicable to unpaid letters originating in the country of the Union which serves as intermediary ;

b) On other articles, a charge equal in amount to the rate of prepayment for similar articles addressed by the Union country of destination to the Union country serving as intermediary.

VI.

Application of the Stamps.

1.—Correspondence of every description, despatched from countries of the Union, is impressed, on the address, with a stamp indicating the place of origin and the date of posting.

2.—Correspondence of every description originating in countries foreign to the Union is impressed, also on the address, by the office of the Union which receives it, with a stamp indicating the place and date of entry into the service of that office.

3.—Unpaid or insufficiently paid correspondence is, in addition, impressed with the stamp "T" (tax to be paid), the application of which devolves upon the office of the country of origin, in the case of correspondence originating in the Union, and upon the office of the country of entry, in the case of correspondence originating in countries foreign to the Union.

4.—Registered articles must bear the special mark (label or stamp) adopted for articles of a like nature by the country where they originate.

5.—Every article of correspondence which does not bear the stamp "T" is considered as prepaid, and treated accordingly, unless there be an obvious error.

VII.

Indication of the number of rates and of the amount of foreign postage.

1.—When a letter or any other article of correspondence is liable, by reason of its weight, to more than a single rate of postage, the office

gine ou d'entrée dans l'Union, suivant le cas, indique, à l'angle gauche supérieur de la suscription, en chiffres ordinaires, le nombre des ports perçus ou à percevoir.

2. — Cette mesure n'est pas de rigueur pour les correspondances dûment affranchies.

3. — Les taxes étrangères dues, en vertu de l'article 11 de la Convention et de l'article V du présent règlement, pour le parcours en dehors de l'Union des correspondances à destination ou provenant des pays étrangers à l'Union, sont indiquées, à l'angle gauche inférieur de la suscription de chaque objet, savoir :

1^o Par l'office du pays d'origine et au crayon rouge, s'il s'agit de correspondances régulièrement affranchies originaires de l'Union.

2^o Par l'office du pays d'entrée dans l'Union et au crayon bleu, s'il s'agit de correspondances d'origine étrangère, à taxer par l'office de l'Union destinataire.

VIII.

Affranchissement insuffisant.

1. — Lorsqu'un objet est insuffisamment affranchi au moyen de timbres-poste, l'office expéditeur indique en chiffres noirs, apposés à côté des timbres-poste, la valeur totale de ceux-ci. Cette valeur est exprimée en francs et centimes.

2. — D'après cette indication, le bureau d'échange du pays de destination établit la valeur manquante et taxe l'objet au double de l'insuffisance constatée.

3. — Dans le cas où il a été fait usage de timbres-poste non valables pour l'affranchissement, il n'en est tenu aucun compte. Cette circonstance est indiquée par le chiffre zéro (0), placé à côté des timbres-poste.

IX.

Feuilles d'avis.

1. — Les feuilles d'avis accompagnant les dépêches échangées entre

oder, eintretenden Falls, des Eingangsgebiets die Anzahl der erhobenen oder zu erhebenden Portosätze in der linken oberen Ecke der Adresse in gewöhnlichen Ziffern anzugeben.

2. Von der Beobachtung dieser Vorschrift kann bei vollständig frankirten Korrespondenz-Gegenständen Abstand genommen werden.

3. Die in Gemässheit des Artikels 11 des Vertrages und des Artikels V der gegenwärtigen Ausführungs-Uebereinkunft für Korrespondenzen nach oder von dem Vereins-Auslande entfallenden Beträge an ausländischem Porto werden auf jedem einzelnen Gegenstande in der linken unteren Ecke der Adresse vermerkt, und zwar :

1. mit Rothstift von der Verwaltung des Aufgabe-Gebiets, wenn es sich um vollständig frankirte Gegenstände aus dem Verein handelt;

2. mit Blaustift von der Verwaltung des Eingangsgebiets, wenn es sich um Korrespondenzen vom Vereins-Auslande handelt, welche von der Vereins-Verwaltung des Bestimmungs-Gebiets auszutaxiren sind.

VIII.

Unzureichende Frankirung.

1. Auf der Adresse der durch Freimarken unzureichend frankirten Sendungen wird von der absendenden Verwaltung unmittelbar neben den Marken der Gesammt-Werth derselben mit schwarzen Zahlen angegeben, und zwar in Franken und Centimes.

2. Auf Grund dieser Angabe wird von der Auswechselungs-Postanstalt des Bestimmungs-Gebiets der fehlende Portotheil ermittelt und der Gegenstand mit dem doppelten Betrage desselben taxirt.

3. Sind Freimarken benutzt worden, welche im Aufgabe-Gebiete ungültig sind, so bleiben dieselben unberücksichtigt. Dies ist durch die Ziffer „0“ (Null) neben den Marken anzudeuten.

IX.

Briefkarten.

1. Die Briefkarten, welche den zwischen zwei Vereinsverwaltungen

of origin or that of entry into the Union, as the case may be, indicates, in the upper left-hand corner of the address, the number of rates paid, or to be paid.

2.—This measure is not obligatory in the case of fully prepaid correspondence.

3.—The foreign postage due, by virtue of Article 11 of the Convention, and of Article V of the present Regulations, for the transportation beyond the Union of correspondence addressed to, or originating in, countries foreign to the Union, is indicated in the lower left-hand corner of the address of each article, viz:—

1^o By the office of the country of origin, in red ink, in the case of regularly prepaid correspondence originating in the Union;

2^o By the office of the country of entry into the Union, in blue ink, in the case of correspondence of foreign origin, on which the postage is to be charged by the office of destination of the Union.

VIII.

Insufficient prepayment.

1.—When an article is insufficiently prepaid by means of postage-stamps, the despatching office indicates in figures, in black ink, placed by the side of the postage-stamps, their total value. That value is expressed in francs and centimes.

2.—By means of this indication, the exchange office of the country of destination ascertains the deficient amount of postage, and charges the article with double the deficiency ascertained.

3.—In case postage-stamps have been used which are not valid for prepayment, no account is taken of them. This fact is indicated by the figure ought (O) placed by the side of the postage-stamps.

IX.

Letter bills.

1.—The letter bills which accompany the mails exchanged between

deux administrations de l'Union sont conformes au modèle A*) joint au présent règlement.

2. — Les objets recommandés sont inscrits au tableau n° I de la feuille d'avis avec les détails suivants: le nom du bureau d'origine, le nom du destinataire et le lieu de destination, ou seulement le nom du bureau d'origine et le numéro d'inscription de l'objet à ce bureau.

3. — Lorsque le nombre des objets recommandés expédiés habituellement d'un bureau d'échange à un autre le comporte, il peut être fait usage d'une liste spéciale et détachée, pour remplacer le tableau n° I de la feuille d'avis.

4. — Au tableau n° II, on inscrit, avec les détails que ce tableau comporte, les dépêches closes qui accompagnent les envois directs.

5. — Lorsqu'il est jugé nécessaire, pour certaines relations, de créer d'autres tableaux ou rubriques sur la feuille d'avis, la mesure peut être réalisée d'un commun accord entre les administrations intéressées.

6. — Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun objet à livrer à un bureau correspondant, il n'en doit pas moins envoyer, dans la forme ordinaire, une dépêche qui se compose uniquement de la feuille d'avis.

X.

Expédition d'objets recommandés.

1. — Les objets recommandés et, s'il y a lieu, la liste spéciale prévue au § 3 de l'article précédent, sont réunis en un paquet distinct, qui doit être convenablement enveloppé et cacheté de manière à en préserver le contenu.

2. — Ce paquet, entouré de la feuille d'avis, est placé au centre de la dépêche.

*) Modèle A actuel, avec suppression des deux premiers tableaux.

zum Austausch gelangenden Briefpacketen beigegeben werden, entsprechen dem Muster der, dem gegenwärtigen Reglement beigefügten Anlage A*).

2. Die eingeschriebenen Gegenstände werden in der Abtheilung N° I der Karte eingetragen unter Angabe des Aufgaborts, des Adressaten und Bestimmungsorts, oder blos des Aufgaborts und der Nummer, unter welcher der Gegenstand bei der Aufgabepostanstalt eingeschrieben ist.

3. Wenn die Anzahl der Einschreibsendungen, welche eine Auswechslungs-Postanstalt einer anderen gewöhnlich übersendet, bedeutend ist, so können besondere Listen an Stelle der Abtheilung N° I der Briefkarten eingeführt werden.

4. In der Abtheilung N° II werden die geschlossenen Briefpakete, welche mit dem Kartenschluss Beförderung erhalten, dem Vordruck entsprechend eingetragen.

5. Wenn es in einzelnen Fällen für nothwendig erachtet werden sollte, die Briefkarten mit weiteren Abtheilungen oder Rubriken zu versehen, so kann eine derartige Massnahme zwischen den beteiligten Verwaltungen im gemeinsamen Einverständniss zur Ausführung gebracht werden.

6. Sind bei einer Auswechslungs-Postanstalt keine Gegenstände zur Absendung an das korrespondirende Bureau vorhanden, so wird gleichwohl, lediglich für die Briefkarte, ein Kartenschluss in gewöhnlicher Form abgefertigt.

X.

Absendung der Einschreibsendungen.

1. Die Einschreibsendungen und, eintretenden Falls, die im § 3 des vorhergehenden Artikels vorgesehene besondere Liste werden in ein besonderes Bund verpackt, welches gehörig umhüllt und dergestalt verschlossen werden muss, dass der Inhalt genügend gesichert ist.

2. Dieses Packet wird in die Briefkarte eingeschlagen und demnächst in das Briefpaket verpackt.

*) Wie das gegenwärtige Formular A, doch fehlen die beiden ersten Abtheilungen.

two Administrations of the Union, are in conformity with the specimen A*) appended to the present Regulations.

2.—The registered articles are entered in table N° I of the letter bill, with the following details:—the name of the office of origin, the name of the addressee, and the place of destination; or simply the name of the office of origin, and the number given to the article at that office.

3.—When the number of registered articles usually sent from one office of exchange to another requires it, a special and separate list may be used to take the place of table N° I of the letter bill.

4.—In table N° II are entered, with such details as the table requires, the closed mails which accompany the direct mails.

5.—When it is deemed necessary to adopt, for certain relations, other tables or headings for the letter bill, this measure may be carried out by common consent between the Administrations interested.

6.—When an exchange office has no article to deliver to a corresponding office, it must, none the less, forward a mail made up in the ordinary form, and consisting of the letter bill only.

X.

Despatch of registered articles.

1.—The registered articles, and, if necessary, the special list contemplated by paragraph 3 of the preceding Article, are enclosed in a separate packet, which must be suitably made up and sealed so as to preserve its contents.

2.—This packet, with the letter bill round it, is placed in the centre of the mail.

*) Specimen A as at present in use, with the suppression of the two first tables.

3. — La présence, dans la dépêche, d'un paquet d'objets recommandés dont la description est faite sur la liste spéciale mentionnée au § 1^{er} ci-dessus, doit être annoncée par l'application, en tête de la feuille d'avis, de l'étiquette ou du timbre de recommandation en usage dans le pays d'origine.

4. — Il est entendu que le mode d'emballage et de transmission des objets recommandés, prescrit par les §§ 1 et 2 ci-dessus, s'applique seulement aux relations ordinaires. Pour les relations importantes, c'est aux administrations intéressées qu'il appartient de prescrire, d'un commun accord, des dispositions particulières; sous réserve, dans l'un comme dans l'autre cas, des mesures exceptionnelles à prendre par les chefs des bureaux d'échange, lorsqu'ils ont à assurer la transmission d'objets recommandés qui, par leur nature, leur forme ou leur volume, ne seraient pas susceptibles d'être insérés dans la dépêche principale.

XI.

Confection des dépêches.

1. — Toute dépêche, après avoir été ficelée intérieurement, est enveloppée de papier fort en quantité suffisante pour éviter toute détérioration du contenu, puis ficelée extérieurement et cachetée à la cire ou au moyen d'un cachet en papier gommé, avec l'impression du cachet du bureau. Elle est munie d'une suscription imprimée portant, en petits caractères, le nom du bureau expéditeur et, en caractères plus forts, le nom du bureau destinataire: „de . . . pour . . .“

2. — Si le volume de la dépêche le comporte, elle est renfermée dans un sac convenablement fermé, cacheté et étiqueté.

3. — Les sacs doivent être renvoyés vides au bureau expéditeur par le prochain courrier.

3. Das Vorhandensein eines Packets mit Einschreibsendungen, welche in einer, im vorstehenden § 1 bezeichneten besonderen Liste eingetragen sind, soll in der Weise auf der Briefkarte ersichtlich gemacht werden, dass dieselbe am Kopfe mit dem im Ursprungslande für Einschreibsendungen eingeführten Zettel beklebt oder mit dem Abdruck der für diese Sendungen bestehenden Stempels versehen wird.

4. Vorstehende unter 1 und 2 vorgeschriebene Art der Verpackung und Versendung der Einschreibsendungen bezieht sich nur auf den gewöhnlichen Verkehr. Wo es sich um aussergewöhnlichen Verkehr handelt, bleibt den beteiligten Verwaltungen überlassen, sich über besondere Festsetzungen zu verständigen. In dem einen wie in dem anderen Falle können die Vorstände der Auswechsellungs-Postanstalten ausnahmsweise geeignete Massregeln ergreifen, um die Ueberkunft solcher Einschreibsendungen zu sichern, welche sich ihrer Natur, ihrer Form oder ihrem Umfange nach in den Hauptkartenschluss nicht aufnehmen lassen.

XI.

Anfertigung der Briefpakete.

1. Jedes Briefpaket wird von innen unschnürt und in haltbares Packpapier nöthigen Falls mehrfach eingeschlagen, damit jeder Beschädigung des Inhalts vorgebeugt werde. Demnächst wird das Briefpaket von aussen unschnürt und mit einem Abdruck des Petschafts der Postanstalt in Siegellack oder mit Siegelmarken verschlossen. Das Briefpaket wird mit einer gedruckten Aufschrift versehen, welche in kleinen Buchstaben den Namen der absendenden Postanstalt und in grösseren Buchstaben den Namen der Bestimmungs-Postanstalt: „von . . .“ „nach . . .“ enthält.

2. Wenn es der Umfang der Post erfordert, wird zur Verpackung ein Sack verwendet, der gehörig verschlossen, versiegelt und adressirt wird.

3. Die Rücksendung der Säcke an die Abgangs-Postanstalt hat mit umgehender Post zu erfolgen.

3.—The presence, in the mail, of a packet of registered articles, the description of which is given in the special list mentioned in paragraph 1 above, must be pointed out by the application, at the head of the letter bill, of the label or stamp adopted for registered articles in the country of origin.

4.—It is understood that the mode of packing and transmitting registered articles, prescribed by the above paragraphs 1 and 2, only applies to the ordinary relations. For important relations, it devolves upon the Administrations interested to prescribe, by common consent, special rules under reserve, in the one as well as in the other case, of the exceptional measures to be taken by the heads of the exchange offices, when they have to ensure the transmission of registered articles which, owing to their nature, their shape, or their volume, could not be inserted in the principal mail.

XI.

Making up the mails.

1.—Every mail, after having been first tied with string, is enclosed in strong paper of sufficient quantity to prevent any damage to the contents, then tied again with string on the outside, and sealed with wax, or fastened by means of a gummed paper label bearing an impression of the seal of the office. The mail is furnished with a printed address bearing in small characters the name of the despatching office, and in larger characters the name of the office of destination:—“from for”

2.—If the size of the mail requires it, it is enclosed in a bag properly closed, sealed, and addressed.

3.—The bags must be returned empty to the despatching office by the next mail.

XII.

Vérification des dépêches.

1.—Le bureau d'échange qui reçoit une dépêche constate, en premier lieu, si les inscriptions sur la feuille d'avis et, le cas échéant, sur la liste des objets recommandés, sont exactes.

2.—Lorsqu'il reconnaît des erreurs ou des omissions, il opère immédiatement les rectifications nécessaires sur les feuilles ou listes, en ayant soin de biffer les indications erronées d'un trait de plume, de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives.

3.—Ces rectifications s'effectuent par le concours de deux agents. A moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale.

4.—Un bulletin de vérification, conforme au modèle B*) annexé au présent règlement, est dressé par le bureau destinataire, et envoyé sans délai, sous recommandation d'office, au bureau expéditeur.

5.—Celui-ci, après examen, le renvoie avec ses observations, s'il y a lieu.

6.—En cas de manque d'une dépêche, d'un objet recommandé ou de la feuille d'avis, le fait est constaté immédiatement dans la forme voulue, par deux agents du bureau d'échange destinataire, et porté à la connaissance du bureau d'échange expéditeur, au moyen du bulletin de vérification. Si le cas le comporte, ce dernier bureau doit, en outre, être avisé par télégramme, aux frais de l'office dont il relève, à moins que cet office n'ait déclaré, une fois pour toutes, s'opposer à ce qu'il soit fait usage du télégraphe, en pareille cir-

*) Nouveau modèle, divisé en deux parties, l'une pour les erreurs ou irrégularités diverses, l'autre pour les erreurs de compte dans la statistique.

XII.

Feststellung der Briefkartenschlüsse.

1. Die Auswechselungs-Postanstalt des Bestimmungslandes stellt beim Empfange eines Kartenschlusses zunächst fest, ob die Eintragungen in der Briefkarte und, eintretenden Falls, in der besonderen Liste für Einschreibsendungen richtig sind.

2. Wenn die Auswechselungs-Postanstalt Unrichtigkeiten oder Versehen ermittelt, so hat dieselbe die nöthigen Berichtigungen in den Briefkarten oder Listen sofort zu bewirken; dabei sind die unrichtigen Angaben mit der Feder in der Weise zu durchstreichen, dass die ursprünglichen Eintragungen erkennbar bleiben.

3. Die Berichtigungen werden durch zwei Beamte vorgenommen und als massgebend angesehen, sofern nicht bei Abänderung der ursprünglichen Eintragungen ein augenscheinlicher Irrthum vorgekommen ist.

4. Von der Empfangs-Postanstalt wird eine Rückmeldung, dem beigefügten Muster B*) entsprechend, ausgefertigt und der absendenden Postanstalt ohne Verzug als Einschreibsendung übermittelt.

5. Diese sendet die Rückmeldung nach erfolgter Prüfung, nöthigen Falls mit ihren Bemerkungen versehen, zurück.

6. Beim Fehlen eines Briefpackets, einer Einschreibsendung oder der Briefkarte, wird der Thatbestand sofort in vorgeschriebener Form durch zwei Beamte der Bestimmungs-Postanstalt festgestellt und der Absendungs-Postanstalt durch eine Rückmeldung mitgetheilt. Erforderlichen Falls wird auf Kosten derjenigen Verwaltung, welche der Absendungs-Postanstalt vorgesetzt ist, derselben ausserdem auf telegraphischem Wege Mittheilung gemacht, sofern diese Verwaltung nicht ein für alle Mal erklärt hat, dass die Benutzung des

*) Neues Formular mit zwei Abtheilungen, von denen die eine zu Meldungen über Irrthümer und Unregelmässigkeiten, die andere zur Mittheilung der in den statistischen Nachweisungen vorgenommenen Berichtigungen zu benutzen ist.

XII.

Verification of the mails.

1.—The exchanging office which receives a mail ascertains, in the first place, whether the entries in the letter bill, and, if any, in the list of registered articles, are correct.

2.—When it discovers errors or omissions, it immediately makes the necessary corrections on the letter bills or lists, taking care to strike out the erroneous entries with a pen, in such a manner as to let the original entries be seen.

3.—These corrections are made by two officers. Except in the case of an obvious error, they are accepted in preference to the original statement.

4.—A note of verification, in conformity with the specimen B*) appended to the present Regulations, is prepared by the receiving office, and sent without delay, officially registered, to the despatching office.

5.—The latter, after examination, returns it with any observations to which it may give rise.

6.—In case of the failure of a mail of a registered article, or of the letter bill, the circumstance is immediately recorded, in the manner agreed upon, by two officers of the receiving office of exchange, and reported to the despatching office of exchange by means of the note of verification. If needful the latter office must, moreover, be advised thereof by telegram, the cost of which is borne by the Administration to which that office is subordinate, unless this Administration has declared, once for all, that it objects to the

*) New specimen, divided into two parts, the one for different errors or irregularities, the other for errors of calculation in the statistics.

constance. Les administrations correspondantes ont, d'ailleurs, la faculté de préciser entre elles les cas où leurs bureaux respectifs peuvent recourir à l'emploi du télégraphe.

7. — Lorsque le bureau destinataire n'a pas fait parvenir par le premier courrier au bureau expéditeur un bulletin de vérification constatant des erreurs ou des irrégularités quelconques, l'absence de ce document vaut comme accusé de réception de la dépêche et de son contenu, jusqu'à preuve du contraire.

XIII.

Objets recommandés. Conditions de forme et de fermeture.

Aucune condition spéciale de forme ou de fermeture n'est exigée pour les objets recommandés. Chaque office a la faculté d'appliquer à ces envois les règles établies dans son service intérieur.

XIV.

Cartes-correspondance. Conditions de forme.

1. — Les cartes-correspondance doivent être expédiées à découvert. L'une des faces est réservée à l'adresse seule et porte en tête l'indication distinctive de sa nature. La correspondance est inscrite au verso.

2. — Les cartes-correspondance simples ne peuvent excéder le poids de 5 grammes, ni présenter une surface supérieure à 125 centimètres carrés ou inférieure à 80 centimètres carrés. Le cas échéant, ces limites sont portées au double pour les cartes-correspondance avec réponse payée, dans les relations qui comportent l'échange de semblables cartes.

3. — Chaque office a le droit d'autoriser la mise en circulation de cartes-correspondance de fabrication privée, moyennant que ces cartes remplissent les conditions indiquées ci-dessus.

Telegraphen in solchen Fällen von ihr nicht gewünscht werde. Den korrespondirenden Verwaltungen steht es übrigens frei, unter sich diejenigen Fälle näher zu bezeichnen, in welchen die betreffenden Postanstalten von dem Telegraphen Gebrauch machen dürfen.

7. Wenn die Bestimmungs-Postanstalt nicht mit nächster Post eine Rückmeldung über Irrthümer oder Unregelmässigkeiten irgend welcher Art an die Absendungs-Postanstalt hat gelangen lassen, so gilt dies, bis zur Führung des Gegenbeweises, als unbeanstandete Annahme des Kartenschlusses und seines Inhalts.

XIII.

Beschaffenheit und Verschluss der Einschreibsendungen.

Die Einschreibsendungen unterliegen keinen besonderen Bestimmungen in Bezug auf Form oder Verschluss. Es steht jeder Verwaltung frei, auf diese Sendungen die in ihrem eigenen Verkehr bestehenden Vorschriften zur Anwendung zu bringen.

XIV.

Beschaffenheit der Postkarten.

1. Die Postkarten müssen ohne Umhüllung zur Absendung gelangen. Die Vorderseite ist für die Adresse bestimmt und trägt am Kopfe eine die Sendung als Postkarte bezeichnende Ueberschrift. Zu den schriftlichen Mittheilungen wird die Rückseite benutzt.

2. Einfache Postkarten dürfen weder das Gewicht von 5 Gramm überschreiten, noch in Bezug auf Grösse weniger als 80 oder mehr als 125 Quadrat-Centimeter umfassen. Postkarten mit bezahlter Antwort, wo solche zugelassen sind, können die doppelte Grösse haben.

3. Jede Verwaltung hat das Recht, die auf dem Privatwege hergestellten Postkarten zur Beförderung zuzulassen, sofern dieselben den vorstehenden Bedingungen entsprechen.

telegraph being made use of in such circumstance. The corresponding Administrations have, besides, the right to determine among themselves the cases in which their offices may resort to the use of the telegraph.

7.—When the receiving office has not forwarded by the first mail to the despatching office a note of verification, reporting errors or irregularities of any kind, the absence of that document is regarded as evidence of the due receipt of the mail and of its contents, until proof to the contrary.

XIII.

Registered articles. Conditions as to form and manner of fastening.

No special stipulation is insisted upon as to the form or manner of fastening registered articles. Each Administration has the right to apply to such description of correspondence the regulations in force in its inland service.

XIV.

Post-cards. Conditions as to form.

1.—The post-cards must be transmitted without cover, envelope, &c. One of the sides is reserved for the address only, and bears at its head the distinctive indication of its nature. The correspondence is written on the back.

2.—Single post-cards may not exceed 5 grammes in weight, nor have a surface-measurement of more than 125 square centimètres, or less than 80 square centimètres. These limits are doubled for post-cards with answer prepaid, in the relations which allow of the exchange of such cards.

3.—Every Administration has the right to authorize post-cards of private manufacture to be put into circulation, provided that these cards fulfil the conditions above indicated.

XV.

Papiers d'affaires. Définition.

Sont considérés comme papiers d'affaires et admis comme tels à la modération de port consacrée par l'article 4 de la Convention, toutes les pièces et tous les documents, écrits ou dessinés, en tout ou partie, à la main, qui n'ont pas le caractère d'une *correspondance actuelle et personnelle*: tels que les pièces de procédure, les actes de tout genre dressés par les officiers ministériels, les lettres de voiture, les différents documents de service des compagnies d'assurance, les copies ou extraits d'actes sous seing privé écrits sur papier timbré ou non timbré, les partitions ou feuilles de musique manuscrites, etc.

XVI.

Echantillons de marchandises.
Définition.

Sont considérés uniquement comme échantillons de marchandises sans valeur marchande et admis comme tels à la modération de port consacrée par l'article 4 de la Convention, les fragments, les articles dépareillés, incomplets ou détériorés, destinés à faire connaître la pièce dont ils proviennent ou le type qu'ils représentent, sans pouvoir être eux-mêmes un objet de commerce, ainsi que les matières textiles, les grains, les graines, les farines, etc., en trop petite quantité pour pouvoir être considérés comme un envoi de marchandises.

XVII.

Imprimés de toute nature. Définition.

1. — Sont considérés comme imprimés de toute nature et admis comme tels à la modération de port consacrée par l'article 4 de la Convention, les journaux et ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les cartes de visite, les cartes-adresses, les épreuves d'im-

XV.

Bezeichnung der Geschäftspapiere.

Als Geschäftspapiere, auf welche die laut Artikel 4 des Vertrages eingeführte ermässigte Taxe Anwendung findet, sind alle Werke und alle Urkunden anzusehen, welche ganz oder theilweise handschriftlich hergestellt sind oder aus Zeichnungen bestehen, und welche nicht die Eigenschaft einer *eigentlichen und persönlichen Korrespondenz* haben, wie z. B. Prozessakten, von öffentlichen Behörden herrührende amtliche Urkunden jeder Art, Begleitadressen, Geschäftspapiere der Versicherungsgesellschaften, nicht-amtliche Abschriften oder Akten-Auszüge, gleichviel ob dieselben auf Stempelpapier oder auf ungestempeltem Papier ausgefertigt sind, Partituren oder geschriebene Musikstücke u. s. w.

XVI.

Bezeichnung der Waarenproben.

Als Waarenproben ohne Werth, auf welche die laut Artikel 4 des Vertrages eingeführte ermässigte Taxe Anwendung findet, werden angesehen: Bruchstücke von Waaren, getheilte, unvollständige oder unbrauchbare Artikel, welche nur den Zweck haben, Gattung und Art der Waaren erkennen zu lassen, ohne selbst Handelsobjekt zu sein, ebenso Zeugmuster, Proben von Getreide, Samen, Mehl u. s. w., in so kleinen Parteen, dass sie nicht als Waarensendungen gelten können.

XVII.

Drucksachen jeder Art, Bezeichnung derselben.

1. Als Drucksachen jeder Art, auf welche die laut Artikel 4 des Vertrages eingeführte ermässigte Taxe Anwendung findet, werden angesehen: Zeitungen und periodische Werke, brochirte oder eingebundene Bücher, Brochüren, Noten, Visitenkarten, Adresskarten, Probefbogen von Drucksachen mit dem dazu gehörigen Manu-

XV.

Legal and commercial documents.
Definition.

The following articles are considered as legal and commercial documents, and admitted as such to the reduced postage conferred by Article 4 of the Convention:—All papers and all documents wholly or partly written, or drawn, by hand, which have not the character of an *actual and personal correspondence*:—such as process-acts, acts or deeds of all kinds drawn up by public functionaries, invoices, the various documents on the service of insurance companies, copies or extracts of deeds under private seal, written upon stamped or unstamped paper, scores or sheets of MS. music, &c.

XVI.

Patterns of merchandise. Definition.

The following articles exclusively are considered as patterns of merchandise without any mercantile value, and as such admitted to the reduced postage conferred by Article 4 of the Convention:—Fragments, odd, incomplete, or spoiled articles, intended to describe the piece from which they come, or the type which they represent, without being themselves objects of commerce, as well as textile matter, grain, seeds, flour, &c., in quantities too small to allow of their being considered as packets of merchandise.

XVII.

Printed papers of every description.
Definition.

1.—The following articles are considered as printed papers of every description, and as such admitted to the reduced postage conferred by Article 4 of the Convention:—Newspapers and periodicals, stitched or bound books, pamphlets, music, visiting cards, address-cards, proof sheets with or without the manuscripts be-

primerie avec ou sans les manuscrits s'y rapportant, les gravures, les photographies, les dessins, plans, cartes géographiques, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, et, en général, toutes les impressions ou reproductions obtenues sur papier, sur parchemin ou sur carton, au moyen de la typographie, de la lithographie ou de tout autre procédé mécanique, hormis le décalque.

2. — Sont exclus de la modération de port, les timbres ou formules d'affranchissement, oblitérés ou non, ainsi que tous imprimés constituant le signe représentatif d'une valeur monétaire.

XVIII.

Mentions dépourvues du caractère de correspondance.

1. — Il est entendu, pour l'application générale de la modération de port stipulée en faveur de différents objets par l'article 4 de la Convention, que le caractère de *correspondance actuelle et personnelle* ne peut pas être attribué aux indications ci-après, savoir :

1^o A la signature de l'envoyeur ou à la désignation de son nom ou de sa raison sociale, de sa qualité, du lieu d'origine et de la date d'envoi ;

2^o A la dédicace ou à l'hommage de l'auteur ;

3^o Aux traits ou signes simplement destinés à marquer les passages d'un texte, pour appeler l'attention ;

4^o Aux prix et numéros d'ordre ajoutés, soit sur les cotes ou prix courants de bourse ou de marchés, soit sur les échantillons de marchandises ;

5^o Enfin, aux annotations ou corrections faites sur les épreuves d'imprimerie ou de composition musicale et se rapportant au texte ou à la confection de l'ouvrage.

2. — Les échantillons de marchandises et les imprimés ne peuvent

script oder ohne dasselbe, Kupferstiche, Photographien, Zeichnungen, Pläne, Landkarten, Kataloge, Prospekte, Ankündigungen und Anzeigen verschiedener Art, gleichviel ob gedruckt, gestochen, lithographirt oder autographirt, und überhaupt alle durch Typendruck, Lithographie oder sonst auf mechanischem Wege auf Papier, Pergament oder Pappe hergestellten Abdrücke oder Vervielfältigungen. Ausgenommen hiervon sind die mittelst Durchdrucks hergestellten Schriftstücke.

2. Von der Portoermässigung sind Freimarken oder sonstige Postwerthezeichen, gleichviel ob entwerthet oder nicht, ferner alle durch Druck hergestellten geldwerthen Papiere ausgeschlossen.

XVIII.

Zusätze, welche nicht den Charakter einer Korrespondenz haben.

1. Man ist darüber einverstanden, dass bei Anwendung der im Artikel 4 des Vertrages für verschiedene Gegenstände eingeräumten Taxermässigung die Eigenschaft der eigentlichen und persönlichen Korrespondenz den nachstehend bezeichneten Zusätzen nicht beigelegt werden soll :

1. der Unterschrift des Absenders oder der Bezeichnung seines Namens, seiner Firma oder des Standes, der Angabe des Ursprungsorts und des Tages der Absendung ;

2. der Zueignung oder der Widmung des Verfassers ;

3. den Strichen oder Zeichen, durch welche die Aufmerksamkeit auf einzelne Stellen des Inhalts gelenkt werden soll ;

4. den auf Kurszetteln, Börsen- und Marktberichten, oder auf Waarenproben enthaltenen Angaben der Preise und Nummern, endlich

5. den auf Probefbogen von Drucksachen oder Noten gemachten Zusätzen oder Aenderungen, welche den Text oder die Herstellung des Werkes betreffen.

2. Mit Ausnahme der nach gegenwärtigem Artikel erlaubten Fälle dürfen die Waarenproben und Druck-

longing to the same, engravings, photographs, drawings, plans, geographical maps, catalogues, prospectuses, announcements and notices of various kinds, whether printed, engraved, lithographed, or autographed, and in general all impressions, or reproductions obtained on paper, parchment, or cardboard, by means of typography, of lithography, or of any other mechanical proceeding, except the copying press.

2.—Stamps and forms employed for the prepayment of postal articles, obliterated or not, as well as all printed papers constituting the representative sign of a monetary value, are excluded from the reduced postage.

XVIII.

Writing or signs which have not the character of correspondence.

1.—It is understood, for the general application of the reduced postage stipulated for in favour of different objects by Article 4 of the Convention, that the character of an *actual and personal correspondence* cannot be attributed to the following indications, *viz*:—

1^o To the signature of the sender, or to the designation of his name, or of his firm, of his trade or profession, of the place of origin, and the date of posting ;

2^o To a dedication or complimentary inscription from the author ;

3^o To strokes or signs simply intended to mark passages in the text so as to call attention to them ;

4^o To the prices or numbers added on stock or share lists, or on prices current or market reports, or on patterns of merchandise ;

5^o Lastly, to the notes or corrections made on proofs of printing or of music, relating to the text or to the execution of the work.

2.—Patterns of merchandise and printed papers may not bear any MS.

porter d'autres additions à la main que celles prévues au présent article.

XIX.

Conditions de forme des objets à tarif réduit.

En ce qui concerne les conditions de forme extérieure que doivent remplir les objets admis à la modération de taxe, pour être réputés *faciles à vérifier*, conformément à l'article 4 de la Convention, il est entendu ;

1° Que les objets dont il s'agit peuvent être, soit placés sous bande, sur rouleau, entre des cartons, dans un étui ouvert d'un côté ou aux deux extrémités ou dans une enveloppe non fermée, soit simplement pliés de manière à ne pas dissimuler la nature de l'envoi, soit enfin entourés d'une ficelle facile à dénouer ;

2° Que les échantillons de marchandises peuvent, en outre, être renfermés dans des sacs ou des boîtes faciles à ouvrir ;

3° Que les cartes-adresses et tous imprimés présentant la forme et la consistance d'une carte non pliée peuvent être expédiés sans bande, enveloppe, lien ou pli.

XX.

Correspondances réexpédiées.

1. — En exécution de l'article 9 de la Convention, et sauf les exceptions prévues au § 2 du présent article, les correspondances de toute nature adressées, dans l'Union, à des destinataires ayant changé de résidence sont traitées par l'office distributeur, comme si elles avaient été adressées directement du lieu d'origine au lieu de la nouvelle destination.

2. — A l'égard des envois du service interne de l'un des pays de l'Union qui entrent, par suite de réexpédition, dans le service d'un autre pays de l'Union, on observe les règles suivantes :

1° Les envois non affranchis ou insuffisamment affranchis pour leur premier parcours sont traités comme correspondances internationales et

sachen handschriftliche Zusätze nicht enthalten.

XIX.

Beschaffenheit der gegen die ermässigte Taxe zugelassenen Sendungen.

In Bezug auf die äussere Beschaffenheit müssen die gegen die ermässigte Taxe zugelassenen Sendungen, um nach Artikel 4 des Vertrages ihren Inhalt leicht prüfen zu können, folgenden Bedingungen entsprechen :

1. Die Gegenstände können entweder unter Band gelegt, als Rollen, in Pappdeckeln, in Kästchen, an einer oder an beiden Seiten offen, bz. in einem nicht verschlossenen Umschlage verpackt, oder einfach in der Art zusammengefaltet sein, dass der Inhalt erkannt werden kann, oder endlich durch eine leicht abzustreifende Umschnürung zusammengehalten werden.

2. Waarenproben können auch in Säckchen oder leicht zu öffnende Schachteln verpackt werden.

3. Offene Karten und alle ähnlichen Drucksachen in der Form nicht gefalteter Karten können ohne Band, Umschlag oder Verschnürung versandt werden.

XX.

Nachgesandte Korrespondenz.

1. In Ausführung des Artikels 9 des Vertrages, und abgesehen von den im § 2 des gegenwärtigen Artikels vorgesehenen Ausnahmen, werden Korrespondenz-Gegenstände jeder Art, deren Adressaten ihren Aufenthaltsort innerhalb des Vereins verändert haben, von der die Aushändigung bewirkenden Postanstalt ganz ebenso behandelt, als wenn die Sendungen von dem Aufgaborte aus direkt nach dem neuen Bestimmungsorte gerichtet wären.

2. In Betreff derjenigen Sendungen, welche aus dem innern Verkehr eines Landes, in Folge der Nachsendung, in ein anderes Vereinsgebiet übergehen, gelten folgende Grundsätze :

1. Sendungen, welche für die ursprüngliche Beförderungstrecke entweder gar nicht oder ungenügend frankirt waren, werden als internationale Korrespondenz-Gegenstände be-

additions other than those contemplated by the present Article.

XIX.

Conditions as to the form of the articles of the reduced tariff.

As concerns the conditions as to exterior form, to be fulfilled by the articles admitted to the reduced postage in order to be *easy of examination*, in conformity with Article 4 of the Convention, it is understood:—

1° That the articles referred to may be placed, either under bands, on rollers, between pieces of cardboard, in cases open at one side or at both ends, in open envelopes, or simply folded so as not to disguise the nature of the packet, or, lastly, tied with a string which may be easily undone ;

2° That the patterns of merchandise may also be enclosed in bags or cases easy to open ;

3° That address-cards and all printed papers having the shape and consistence of an unfolded card may be sent, without band or envelope, or without being tied up, or folded.

XX.

Re-directed correspondence.

1.—In execution of Article 9 of the Convention, and with the exceptions contemplated by paragraph 2 of the present Article, correspondence of every description addressed, in the Union, to persons having changed their residence, is treated by the delivering office as if it had been addressed direct from the place of origin to the place of the new destination.

2.—With regard to articles of the domestic service of one of the countries of the Union, which, by being re-directed, enter into the service of another country of the Union, the following rules are observed:—

1° Articles, unpaid or insufficiently prepaid for their first transmission, are treated as international correspondence, and charged by the deliver-

frappés, par l'office distributeur, de la taxe applicable aux envois de même nature directement adressés du pays d'origine dans le pays où se trouve le destinataire ;

2° Les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours sont frappés, suivant leur nature, par l'office distributeur, d'une taxe égale à la différence entre le prix d'affranchissement déjà acquitté et celui qui aurait été perçu si les envois, avaient été expédiés primitivement sur la nouvelle destination.

Dans l'un et l'autre cas, les taxes prévues ci-dessus restent exigibles du destinataire, alors même que, par suite de réexpéditions successives, les envois reviennent dans le pays d'origine.

3. — Les objets de toute nature mal dirigés sont, sans aucun délai, réexpédiés par la voie la plus prompte sur leur destination.

XXI.

Rebuts.

1. — Les correspondances de toute nature qui sont tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, doivent être renvoyées, aussitôt après les délais de conservation voulus par la législation du pays destinataire, par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs et en une liasse spéciale étiquetée: *Rebuts*.

2. — Toutefois, les correspondances recommandées, tombées en rebut, sont renvoyées isolément au bureau d'échange du pays d'origine et comme s'il s'agissait de correspondances recommandées à destination de ce pays, sauf qu'en regard de l'inscription nominative au tableau n° I de la feuille d'avis ou sur la liste détachée, la mention *Rebuts* sera consignée dans la colonne d'observations par le bureau réexpéditeur.

handelt und von der die Bestellung ausführenden Postverwaltung ganz ebenso taxirt, wie Sendungen derselben Gattung, welche von dem Aufgabebiet nach demjenigen Lande direkt abgesandt werden, nach welchem der Adressat verzogen ist.

2. Die für die ursprüngliche Beförderungsstrecke vollständig frankirten Sendungen werden von der die Bestellung ausführenden Verwaltung, unter Berücksichtigung des erhobenen Frankobetrages, und der Natur der Sendungen entsprechend, mit demjenigen Porto belegt, welches zu entrichten gewesen wäre, wenn die Absendung der Gegenstände direkt nach dem neuen Bestimmungsorte stattgefunden hätte.

In beiden Fällen sind die bezeichneten Portobeträge zu Lasten des Adressaten, selbst dann, wenn, in Folge wiederholter Nachsendungen, die Gegenstände nach dem Aufgabebiet zurückgelangen.

3. Die unrichtig geleiteten Korrespondenz-Gegenstände jeder Art werden ohne Verzug auf dem kürzesten Wege nach ihrem Bestimmungsorte gesandt.

XXI.

Unbestellbare Sendungen.

1. Die aus irgend einem Grunde unbestellbar gebliebenen Korrespondenz-Gegenstände jeder Art sollen, unmittelbar nach Ablauf der im Bestimmungsbiet für derartige Sendungen vorgeschriebenen Lagerfrist, in mit der Aufschrift „*Rebuts*“ versehenen besonderen Bündeln durch die betreffenden Auswechselungs-Postanstalten zurückgesandt werden.

2. Unbestellbar gebliebene Einschreibsendungen werden jedoch besonders an die Auswechselungs-Postanstalt des Aufgabebiets zurückgesandt und wie die nach diesem Gebiet bestimmten Einschreibsendungen unter Abtheilung I der Briefkarte oder in der besonderen Liste speciell eingetragen; der betreffenden Eintragung wird indess von der die Rücksendung bewirkenden Auswechselungsstelle in der Spalte „Bemerkungen“ das Wort *Rebuts* hinzugefügt.

ing office with the rate applicable to articles of the same nature addressed direct from the country of origin to the country where the addressee lives;

2° Articles regularly prepaid for their first transmission are charged, according to their nature, by the delivering office with a tax equal to the difference between the rate of prepayment already paid, and that which would have been levied if the articles had originally been forwarded to the new destination.

In each of these cases, the charges contemplated above are to be claimed from the addressee, even if, owing to successive re-transmissions, the articles are returned to the country of origin.

3.—Missent articles of all kinds are re-forwarded without delay to their destination by the most rapid route.

XXI.

Undelivered correspondence.

1.—The correspondence of every description which is not delivered, from whatever cause, is returned, immediately after the periods of retention prescribed by the legislation of the country of destination, through the respective offices of exchange, and in a special bundle labelled:—“*Undelivered correspondence*”.

2.—The registered articles, however, which could not be delivered, are returned separately to the exchange office of the country of origin, as if they were registered articles intended for that country, with the exception that the words *Undelivered correspondence* shall be entered, by the re-directing office, in the column of observations on table N° I of the letter-bill or on the separate list, opposite to the inscription of the name of the addressee.

3. — Par exception, deux offices correspondants peuvent se dispenser, d'un commun accord, de se renvoyer réciproquement certains imprimés considérés comme dénués de valeur.

XXII.

Statistique des frais de port intermédiaire.

1. — Les statistiques à effectuer une fois par an, en exécution des articles 3 et 11 de la Convention, pour le décompte, tant des frais de port intermédiaire dans l'Union que des taxes afférentes au transport en dehors des limites de l'Union, sont établies d'après les dispositions des articles suivants, pendant toute la durée du mois de mai ou du mois de novembre alternativement. de manière que la première statistique aura lieu en mai 1879, la seconde en novembre 1880, la troisième en mai 1881, la quatrième en novembre 1882, et ainsi de suite.

2. — Chaque statistique sert de base pour les paiements se rapportant à l'année courante.

XXIII.

Correspondances à découvert.

1. — L'office servant d'intermédiaire pour la transmission des correspondances échangées à découvert, soit entre deux pays de l'Union, soit entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, dresse d'avance, pour chacun de ses correspondants de l'Union, un tableau conforme au modèle D*) annexé au présent règlement, et dans lequel il indique, en distinguant, s'il y a lieu, les diverses voies d'acheminement, les prix de port au poids lui revenant pour le transport dans l'Union de l'une et de l'autre catégorie de ces correspondances au moyen des services dont il dispose, ainsi que les prix de port au poids à bonifier, le cas échéant, par lui-même, à d'autres offices de l'Union, pour le transport ultérieur des dites correspondances dans l'Union. Au besoin, il se renseigne en temps utile, auprès

*) Modèle F actuel.

3. Ausnahmsweise können zwei in direktem Verkehr stehende Verwaltungen sich darüber verständigen, dass einzelne, als werthlos angesehene Drucksachen von der Rücksendung ausgeschlossen werden.

XXII.

Statistik zur Feststellung der gegenseitig zu vergütenden Gebühren.

1. Die statistischen Ermittlungen, welche Behufs Regelung der Transit-Vergütungen und der für die Beförderung im Vereins-Auslande entfallenden Beträge von fremdem Porto nach den Artikeln 3 und 11 des Vertrages ein Mal jährlich anzustellen sind, werden den Bestimmungen der nachfolgenden Artikel gemäss abwechselnd während der Monate Mai und November in der Weise vorgenommen, dass die Ermittlungen zum 1. Male im Monat Mai 1879, zum 2. Male im November 1880, zum 3. Male im Mai 1881, zum 4. Male im November 1882 u. s. w. stattfinden.

2. Jede Statistik dient für die während des betreffenden Jahres zu leistenden Zahlungen als Grundlage.

XXIII.

Stückweise beförderte Korrespondenz.

1 Diejenige Verwaltung, durch deren Vermittelung sich zwei Vereinsländer oder ein Vereinsland und ein dem Verein nicht angehöriges Land Korrespondenz gegenseitig stückweise übersenden, stellt im Voraus für jede beteiligte Vereinsverwaltung eine Nachweisung (Anlage D*) auf, worin sie, unter Bezeichnung der etwaigen verschiedenen Beförderungswege, die nach dem Gewicht bemessenen Vergütungen angiebt, welche ihr für die im Verein auf ihren Transportstrecken erfolgte Beförderung dieser Korrespondenz-Gegenstände zustehen, sowie eintretenden Falls diejenigen Beträge, welche sie selbst für die weitere Beförderung der genannten Sendungen innerhalb des Vereins an andere Vereinsverwaltungen nach dem Gewicht zu zahlen hat. Nöthigen Falls hat die gedachte Verwaltung

*) Wie das gegenwärtige Formular F.

3.—As an exception, two corresponding Administrations may, by common consent, dispense with reciprocally returning to each other certain printed papers considered to be without value.

XXII.

Statistics of the expenses of intermediate postage.

1.—The statistics to be taken once in each year, in execution of Articles 3 and 11 of the Convention, for the settlement of the expenses of the intermediate postage within the Union, as well as of the rates for the conveyance beyond the limits of the Union, are drawn up according to the stipulations of the following Articles, during the whole of the month of May or of the month of November alternately, so that the first statistics shall be taken in May 1879, the second in November 1880, the third in May 1881, the fourth in November 1882, and so on.

2.—Every statistical account serves as the basis of the payments relating to the current year.

XXIII.

Correspondence in open mails.

1.—The Administration serving as medium for the transmission of correspondence exchanged in open mails, either between two countries of the Union, or between a country of the Union and a country foreign to the same, prepares beforehand, for each of its correspondents of the Union, a table in conformity with the specimen D*) appended to the present Regulations, in which it indicates, distinguishing, if needful, the different routes of transmission, the rates of postage by weight, to which it has a claim for the conveyance within the Union by means of the services at its command, of the one and the other category of such correspondence as well as the rates of postage by weight, to be paid by itself to other Administrations of the Union, for the ultimate conveyance of the said cor-

*) Specimen F as at present in use.

des offices des pays à traverser, sur les voies que devront suivre les correspondances et sur les prix à leur appliquer.

2. — Un exemplaire du tableau D est remis par ledit office à l'office correspondant intéressé et sert de base à un décompte spécial à établir entre eux, du chef du port intermédiaire dans l'Union des correspondances dont il s'agit. Ce décompte est dressé par l'office qui reçoit les correspondances et soumis à la vérification de l'office expéditeur.

3. — L'office expéditeur établit, d'après les données de la formule D reçue de son correspondant, des tableaux conformes au modèle E*) ci-annexé et destinés à relater, pour chaque dépêche, les frais de port intermédiaire dans l'Union des correspondances, sans distinction d'origine, comprises dans la dépêche pour être acheminées par l'intermédiaire dudit correspondant. A cet effet, le bureau d'échange expéditeur inscrit au cadre n° I d'une formule E qu'il joint à son envoi, le poids total, selon leur nature, des correspondances de l'espèce qu'il livre à découvert au bureau d'échange correspondant, et celui-ci, après vérification, prend livraison de ces correspondances, pour les acheminer vers leurs destinations, en les confondant avec les siennes propres pour le paiement, s'il y a lieu, des prix de port ultérieurs.

4. — Quant aux frais de transport en dehors du ressort de l'Union des correspondances à destination ou provenant des pays étrangers à l'Union, ils sont évalués d'après les données du tableau C mentionné à l'article V

*) Modèle G actuel, avec addition de deux nouveaux tableaux, dont l'emploi est expliqué au § 4.

sich durch Rückfrage bei den in Betracht kommenden transitleistenden Verwaltungen darüber zu vergewissern, auf welchen Wegen die Beförderung der betreffenden Korrespondenz erfolgt, und welche Vergütungssätze danach Anwendung zu finden haben.

2. Ein Exemplar dieser Nachweisung wird von der genannten Verwaltung der beteiligten korrespondirenden Verwaltung übermittelt und dient als Grundlage für die zwischen beiden Verwaltungen stattfindende besondere Abrechnung über das für die betreffende Korrespondenz innerhalb des Vereins zu zahlende Transitporto. Diese Abrechnung wird von derjenigen Verwaltung, welche die Briefpostsendungen empfängt, aufgestellt und der absendenden Verwaltung zur Prüfung übersandt.

3. Die absendende Verwaltung stellt auf Grund der Angaben des von der korrespondirenden Verwaltung erhaltenen Formulars D Nachweisungen in Form der Anlage E auf, aus denen für jeden Kartenschluss hervorgeht, welche Transitschädigung innerhalb des Vereins für die zum Zwecke der Weitersendung durch die genannte korrespondirende Verwaltung in den Kartenschluss angenommene Korrespondenz, ohne Rücksicht auf den Ursprung derselben, zu zahlen ist. Die absendende Auswechslungs-Postanstalt vermerkt zu diesem Zweck unter Abtheilung I des dem Kartenschluss beigefügten Formulars E*), und zwar getrennt nach den Klassen, das Gesamtgewicht der Korrespondenz-Gegenstände, welche stückweise an die korrespondirende Auswechslungs-Postanstalt überwiesen werden. Letztere übernimmt, nach stattgehabter Prüfung, die Weiterbeförderung der Sendungen an ihren Bestimmungsort und vereinigt dieselben mit ihren eigenen Sendungen, wenn es sich weiterhin um die Zahlung von Transitgebühren handelt.

4. Die für Korrespondenz-Gegenstände nach und aus fremden Ländern

*) Das gegenwärtige Formular mit zwei neuen Abtheilungen, bezüglich deren der § 4 das Nähere enthält.

response within the Union. If needful, it communicates in due time with the Administrations of the countries to be traversed, as to the routes which the correspondence shall take, and as to the rates to be paid upon it.

2.—A copy of table D is forwarded by the said Administration to the corresponding Administration interested, and serves as the basis of a special account to be established between them with reference to the intermediate postage within the Union of the correspondence in question. This account is prepared by the Administration which receives the correspondence, and submitted to the examination of the despatching Administration.

3.—The despatching Administration prepares, according to the items contained in the statement D, received from its correspondent, tables in conformity with the specimen E*) hereto appended, and intended to record, for every mail, the expenses of intermediate postage within the Union of the correspondence without distinction of origin, contained in the mail to be forwarded through the medium of the said correspondent. To that effect, the despatching office of exchange enters in table N° I of a form E which it joins to its despatch, the total weight, according to its nature, of the correspondence referred to which it delivers in open mails to the corresponding office of exchange, and the latter, after verification, undertakes the further transmission of the correspondence to its destination, mixing it with its own in respect to the payment of the further rates of postage, if any.

4.—With regard to the expenses for the conveyance beyond the limits

*) Specimen G as at present in use, with the addition of two new tables, the use of which is explained in paragraph 4.

du présent Règlement et inscrits en bloc sur la formule E, savoir :

Au cadre n° II, s'il s'agit de correspondances affranchies pour l'étranger (frais à la charge de l'office de l'Union expéditeur);

Au cadre n° III, s'il s'agit de correspondances non affranchies venant de l'étranger et de correspondances réexpédiées ou tombées en rebut qui sont grevées de taxes étrangères à rembourser (frais à la charge de l'office de l'Union destinataire).

5. — Toute erreur dans la déclaration du bureau d'échange expéditeur du tableau E est signalée immédiatement à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification, nonobstant la rectification opérée sur le tableau lui-même.

6. — A défaut de correspondances passibles d'un port intermédiaire ou étranger, il n'est pas dressé de tableau E. Dans le cas de l'omission non justifiée de ce tableau, l'irrégularité est également signalée, au moyen d'un bulletin de vérification, au bureau en faute, et doit être réparée immédiatement par ce dernier.

XXIV.

Dépêches closes.

1. — Les correspondances échangées en dépêches closes, entre deux offices de l'Union ou entre un office de l'Union et un office étranger à l'Union, à travers le territoire ou au moyen des services d'un ou de plusieurs autres offices, font l'objet d'un relevé conforme au modèle F*) annexé au présent règlement, et qui est établi d'après les dispositions suivantes :

*) Modèle H actuel.

entfallenden Beträge an ausländischem Porto werden nach der im Artikel V der gegenwärtigen Ausführungsvereinbarung bezeichneten Tabelle C ermittelt und in einer Summe in das Formular E, wie folgt, eingetragen :

unter Abtheilung II, wenn es sich um frankirte Korrespondenz nach fremden Ländern handelt (die Zahlung der Beträge ist Sache der absendenden Vereins-Verwaltung);

unter Abtheilung III, wenn es sich um unfrankirte Korrespondenz aus fremden Ländern und um nachgesandte oder unbestellbar gebliebene Gegenstände handelt, welche mit ausländischem Porto belastet sind (die Zahlung der Beträge ist Sache der Vereinsverwaltung des Bestimmungsgebiets).

5. Anstände, welche sich den von der Absendungs-Postanstalt im Formular E gemachten Eintragungen gegenüber ergeben, werden denselben nach erfolgter Berichtigung der Ansätze auf dem Formular selbst, unter Benutzung des Rückmeldungs-Formulars, gemeldet.

6. Wenn Korrespondenz-Gegenstände, für welche Transitgebühren oder fremdes Porto zu zahlen wären, nicht vorhanden sind, so wird ein Formular E dem Kartenschluss nicht beigegeben. Ist die Beifügung versehentlich unterblieben, so wird die Verabsäumung der schuldigen Postanstalt zurückgemeldet, welche wegen Beseitigung der Unregelmässigkeit sofort das Erforderliche zu veranlassen hat.

XXIV.

Geschlossene Briefpakete.

1. Korrespondenz - Gegenstände, welche zwischen zwei Vereinsverwaltungen oder zwischen einer Vereinsverwaltung und einer dem Verein nicht angehörigen Verwaltung durch das Gebiet oder mit den Verbindungen einer oder mehrerer anderer Verwaltungen mittelst geschlossener Briefpakete ausgewechselt werden, sind in eine Nachweisung in Form der Anlage F*) aufzunehmen, deren

*) Wie das gegenwärtige Formular H.

of the Union of correspondence intended for, or originating in, countries foreign to the Union, they are estimated according to the items given in the table C mentioned in Article V of the present Regulations, and entered in bulk in the form E, viz:—

In table N° II in the case of prepaid correspondence for foreign countries (expenses to be borne by the despatching Administration of the Union);

In table N° III in the case of unpaid correspondence coming from foreign countries, and of re-directed or undelivered correspondence charged which foreign postage to be paid (expenses to be borne by Union Administration of destination).

5.—Any error in the statement of the exchange office despatching the table E is immediately reported to that office by means of a note of verification, in addition to the rectification made on the table itself.

6.—In default of correspondence liable to intermediate or foreign postage, the table E is not drawn up. In case of the non justifiable omission of that table, the irregularity is also reported, by means of a note of verification, to the office in fault, and must be immediately made good by the latter.

XXIV.

Closed mails.

1.—The correspondence forwarded in closed mails, between two Administrations of the Union, or between an Administration of the Union and an Administration foreign to the same, across the territory or by means of the services of one or several other Administrations, forms the object of a statement in conformity with the specimen F*) appended to the present Regulations, which is

*) Specimen H as at present in use.

2.— En ce qui concerne les dépêches d'un pays de l'Union pour un autre pays de l'Union, le bureau d'échange expéditeur inscrit, à la feuille d'avis pour le bureau d'échange destinataire de la dépêche, le poids net des lettres et des cartes-correspondance et celui des autres objets sans distinction de l'origine ni de la destination des correspondances. Ces indications sont vérifiées par le bureau destinataire, lequel dresse, à la fin de la période de statistique, le relevé mentionné ci-dessus, en autant d'expéditions qu'il y a d'offices intéressés y compris celui du lieu de départ.

3.— Dans les quatre jours qui suivent la clôture des opérations de statistique, les relevés F sont transmis par les bureaux d'échange qui les ont établis, aux bureaux d'échange de l'office débiteur pour être revêtus de leur acceptation. Ceux-ci, après avoir accepté ces relevés, en renvoient un exemplaire à leurs correspondants et transmettent les autres à l'administration centrale dont ils relèvent, chargée de les répartir entre les offices intéressés.

4.— En ce qui concerne les dépêches closes échangées entre un pays de l'Union et un pays étranger à l'Union, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs offices de l'Union, le transport s'en effectue, dans les deux sens, à la charge dudit pays de l'Union, et les bureaux d'échange de ce pays dressent eux-mêmes, pour chaque dépêche expédiée ou reçue, un relevé F qu'ils transmettent à l'office de sortie ou d'entrée, lequel établit, à la fin de la période de statistique, un relevé général en autant d'expéditions qu'il y a d'offices intéressés, y compris lui-même et l'office de l'Union débiteur. Une expédition de ce relevé est trans-

Ausfertigung den nachstehenden Bestimmungen unterliegt.

2. Bei Kartenschlüssen von einem Vereinslande nach einem andern Vereinslande wird von der absendenden Auswechslungs-Postanstalt in der Briefkarte auf die den Kartenschluss empfangende Auswechslungs-Postanstalt das Nettogewicht der Briefe und Postkarten, sowie dasjenige der anderen Gegenstände, ohne Rücksicht auf den Aufgabe- und Bestimmungsort derselben, eingetragen. Die den Kartenschluss empfangende Auswechslungs-Postanstalt prüft diese Angaben und stellt am Schlusse des Zeitraumes für die statistischen Ermittlungen die vorerwähnte Nachweisung in so viel Ausfertigungen auf, als bei dem Transit beteiligte Postverwaltungen, mit Einschluss der Postverwaltung des Abgangsgebiets, vorhanden sind.

3. Innerhalb 4 Tagen nach Beendigung der statistischen Ermittlungen werden die Nachweisungen F von den Auswechslungs-Postanstalten, welche sie aufgestellt haben, zum Zwecke der Anerkennung an die Auswechslungsstellen derjenigen Verwaltung übersandt, welche Zahlung zu leisten hat; nach erfolgter Anerkennung lassen letztere ein Exemplar den korrespondirenden Postanstalten zugehen, während die anderen der vorgesetzten Central-Verwaltung eingereicht werden, welche sie den beteiligten Verwaltungen zuzustellen hat.

4. Die Beförderung geschlossener Briefpakete, welche zwischen einem Vereinslande und einem dem Verein nicht angehörigen Lande durch Vermittelung einer oder mehrerer Vereinsverwaltungen ausgewechselt werden, erfolgt in beiden Richtungen für Rechnung des genannten Vereinslandes; die Auswechslungs-Postanstalten desselben stellen für jeden abgesandten oder empfangenen Kartenschluss eine Nachweisung F auf, die sie der Verwaltung des Ausgangs- oder Eingangsgebiets übersenden. Von letzterer wird am Schlusse des Zeitraums für die statistischen Ermittlungen eine Zusammenstellung in so viel Ausfertigungen angefertigt, als beteiligte Postverwaltungen, mit Ein-

drawn up in accordance with the following provisions:—

2.—As concerns the mails from a country of the Union for another country of the Union, the despatching office of exchange enters, in the letter bill for the receiving office of exchange, the net weight of the letters and the post-cards, and that of the other articles, without distinction as to the origin or the destination of the correspondence. These entries are verified by the receiving office, which prepares, at the end of the period for taking statistics, the statement above mentioned, in as many copies as there are Administrations interested, including the Administration of the place of despatch.

3.—Within four days following the termination of the statistical operations, the statements F are transmitted, by the exchange-offices by which they were prepared, to the exchange offices of the Administration by which payment is due, for acceptance. The latter offices, after having accepted these statements, return a copy of the same to each of their correspondents, and transmit the others to the Central Administration to which they are subordinate, and which is charged with the duty of distributing them to the Administrations interested.

4.—As concerns the closed mails exchanged between a country of the Union and a country foreign to the Union, through the intermediary of one or more Administrations of the Union, their conveyance is effected in both directions, at the expense of the aforesaid country of the Union, and the exchange offices of that country themselves draw up, for each mail despatched or received, a statement F which is transmitted by them to the Administration of exit or to that of entry, which prepares, at the end of the period for taking statistics, a general statement, in as many copies as there are Administrations interested, including itself and the

mise à l'office débiteur, ainsi qu'à chacun des offices qui ont pris part au transport des dépêches.

XXV.

Compte des frais de port intermédiaire.

1.— Les tableaux E et F sont résumés dans un compte particulier par lequel on établit, en francs et centimes, le prix annuel de port intermédiaire revenant à chaque office, en multipliant les totaux par 12. Le soin d'établir ce compte incombe à l'office crédeur, qui le transmet à l'office débiteur.

2.— Le solde résultant de la balance des comptes réciproques entre deux offices est payé par l'office débiteur à l'office crédeur, en francs effectifs et au moyen de traites tirées sur la capitale de ce dernier office.

3.— L'établissement, l'envoi et le paiement des comptes des frais de port intermédiaire, afférents à un exercice, doivent être effectués dans le plus bref délai possible, et, au plus tard, avant l'expiration du premier trimestre de l'exercice suivant. Passé ce délai, les sommes dues par un office à un autre office sont productives d'intérêts, à raison de cinq pour cent l'an et à dater du jour de l'expiration dudit délai.

4.— Est réservée toutefois aux offices intéressés la faculté de prendre, d'un commun accord, d'autres dispositions que celles qui sont formulées dans le présent article.

XXVI.

Constatation des infractions en matière de timbres-poste.

1.— Lorsque la présence sur un envoi quelconque d'un timbre-poste frauduleux (contrefait ou ayant déjà

schluss der eigenen und derjenigen Verwaltung, welche Zahlung zu leisten hat, vorhanden sind. Je ein Exemplar dieser Nachweisungen wird der eben genannten Verwaltung und den am Transport beteiligten Verwaltungen übersandt.

XXV.

Abrechnung über die gegenseitig zu vergütenden Gebühren.

1. Die Nachweisungen E und F werden in eine besondere Abrechnung zusammengefasst, mittelst welcher durch Vervielfältigung der Ergebnisse mit der Zahl 12 der jeder Verwaltung zukommende Jahresbetrag in Franken und Centimes festgestellt wird. Die Abrechnung wird von derjenigen Verwaltung, für welche eine Forderung entfällt, aufgestellt und der Verwaltung, welche Zahlung zu leisten hat, übersandt.

2. Das aus der Abrechnung zwischen zwei Verwaltungen sich ergebende Guthaben soll dem Lande, für welches dasselbe entfällt, in Franken klingender Münze mittelst Wechsel auf die Hauptstadt dieses Landes von der anderen Verwaltung gezahlt werden.

3. Die Aufstellung, Uebersendung und Saldirung der Abrechnungen über den Transitverkehr während eines Jahres wird in kürzester Zeit und spätestens bis zum Schlusse des auf dieses Jahr folgenden Vierteljahrs bewirkt. Nach Ablauf dieser Frist sind die an eine andere Verwaltung zu zahlenden Summen mit fünf vom Hundert und für das Jahr zu verzinsen, vom Tage des Ablaufs jener Frist gerechnet.

4. Den beteiligten Verwaltungen bleibt es jedoch vorbehalten, sich über besondere, von den im gegenwärtigen Artikel enthaltenen Vorschriften abweichende Bestimmungen zu verständigen.

XXVI.

Verfahren in Fällen betrügerischer Anwendung von Postwerthzeichen.

1. Wird auf einem Korrespondenz-Gegenstande eine falsche (nachgemachte oder bereits gebrauchte) Frei-

Administration of the Union by which payment is due. A copy of this statement is transmitted to the latter Administration, as well as to each of the Administrations which have taken part in the conveyance of the mails.

XXV.

Accounts of the expenses of intermediate postage.

1.—The tables E and F are incorporated in a special account, by which is determined, in francs and centimes, the annual amount of intermediate postage payable to each Administration, by multiplying the totals by 12. The duty of preparing this account falls upon the Administration having to receive payment, by which it is transmitted to the Administration having to make payment.

2.—The final balance, resulting from the balances of the reciprocal accounts between two Administrations, is paid by the Administration by which it is due to that to which it is due, in francs in cash, and by means of bills drawn on the capital of the latter Administration.

3.—The preparation, the transmission and the payment of the accounts of the expenses of intermediate postage, relating to a financial year, must be effected with the least possible delay, and, at the latest, before the expiration of the first quarter of the next financial year. After this delay, the sums due by one Administration to another Administration are productive of interest at the rate of five per cent. per annum, to begin with the day on which the said delay expires.

4.—There is, however, reserved to the Administrations interested the right to prescribe, by common consent, other provisions than those stipulated by the present Article.

XXVI.

Establishment of infractions in matters of postage stamps.

1.—When the presence, on any article whatever, of an invalid postage-stamp (counterfeit or having

ervi) est constatée, au départ, par l'office dont la législation particulière n'exige pas la saisie immédiate de l'envoi, la figurine n'est altérée d'aucune façon, et l'envoi, inséré dans une enveloppe à l'adresse du bureau de destination, est acheminé *sous recommandation d'office*.

2.— Cette formalité est notifiée, sans délai, aux administrations des pays d'origine et de destination, au moyen d'un avis conforme au modèle G*) annexé au présent règlement.

3.— Le destinataire est convoqué pour constater la contravention.

La remise de l'envoi n'a lieu que dans le cas où le destinataire ou son mandataire de pouvoirs consent à faire connaître le nom et l'adresse de l'expéditeur. Est saisie, toutefois, la partie de l'objet (enveloppe, bande, portion de lettre, etc.) qui contient la suscription et le timbre signalé comme frauduleux; il en est de même de l'objet entier, s'il est inséparable du corps du délit. Toute lettre saisie après ouverture est recachetée en présence du destinataire.

4.— Le résultat de la convocation est constaté par un procès-verbal conforme au modèle H*) annexé au présent règlement, et où il est fait mention des incidents survenus: tels que non-comparution, refus de recevoir l'envoi, de l'ouvrir ou d'en faire connaître l'expéditeur, etc. Ce document est signé par l'agent des postes et par le destinataire de l'envoi ou son fondé de pouvoirs: si ce dernier refuse de signer, le refus est constaté au lieu et place de la signature.

Le procès-verbal est transmis, avec pièces à l'appui et par l'intermédiaire de l'administration du pays de destination, à l'administration des postes du pays d'origine qui, à l'aide de ces

marke von der Postanstalt eines Landes wahrgenommen, dessen gesetzliche Bestimmungen nicht die sofortige Beschlagnahme des Gegenstandes vorschreiben, so ist die Marke unverändert zu lassen und der Gegenstand an die Postanstalt des Bestimmungsorts in besonderer Umhüllung und unter Einschreibung abzusenden.

2. Von dem Hergange wird den Postverwaltungen des Aufgabe- und des Bestimmungsgebiets unverzüglich mittelst eines Benachrichtigungsschreibens in Form der Anlage G*) Mittheilung gemacht.

3. Der Adressat wird aufgefordert, bei der Feststellung des Thatbestandes zugegen zu sein.

Die Aushändigung des Gegenstandes erfolgt nur dann, wenn der Adressat oder dessen Bevollmächtigter sich dazu herbeilassen, den Namen und die Adresse des Absenders anzugeben. Jedenfalls wird aber derjenige Theil des Gegenstandes, (Umschlag, Band, Brieftheil u. s. w.), welcher die Adresse und das falsche Postwerthzeichen trägt, in Beschlag genommen; ein Gleiches geschieht mit dem ganzen Gegenstande, wenn derselbe mit dem corpus delicti ein untrennbares Ganze bildet. Jeder mit Beschlag belegte Brief wird nach der Eröffnung in Gegenwart des Adressaten wieder verschlossen.

4. Das Ergebniss, welches die Vorforderung des Adressaten gehabt hat, wird unter Benutzung des Formulars H*) protokollarisch festgestellt; in diesem sind die betreffenden Fälle vorgesehen, wie Nichterscheinen des Adressaten, Weigerung desselben, die Sendung anzunehmen bz. zu eröffnen oder den Absender anzugeben. Die Verhandlung wird von dem Postbeamten und dem Adressaten der Sendung oder dessen Bevollmächtigten unterschrieben; verweigern letztere die Unterschrift, so ist dies an der Stelle wo dieselbe anzubringen gewesen wäre, zu vermerken.

Verhandlung und Beläge werden durch Vermittelung der Verwaltung des Bestimmungsgebiets der Post-

already been employed) is, on the despatch of such article, discovered by an office the particular legislation of which does not direct the immediate seizure of the article, the stamp is in no way altered, and the article, enclosed in an envelope addressed to the office of destination, is forwarded *under official registration*.

2.—This formality is notified, without delay, to the Administrations of the countries of origin and destination, by means of an advice in conformity with the specimen G*) appended to the present Regulations.

3.—The addressee is summoned in order to establish the infringement.

The delivery of the article only takes place in case the addressee or the person authorized by him consents to make known the name and address of the sender. That part, however, of the article (envelope, wrapper, portion of letter, &c.) which bears the address, and the stamp reported to be invalid, is seized; the same is done with the entire article, if it is inseparable from the *corpus delicti*. Every letter seized after having been opened is re-sealed in the presence of the addressee.

4.—The result of the summons is recorded in a process verbal in conformity with the specimen H*) appended to the present Regulations, where mention is made of the incidents which have taken place:— such as, non-appearance; refusal to receive the article, to open the same, or to make known its sender, &c. This document is signed by the postal officer and by the addressee of the article or by the person authorized by him:—if the latter refuses to sign, the refusal is stated in the place and stead of the signature.

The process verbal, together with the vouchers, is transmitted through

*) Nouveau formulaire.

*) Neues Formular.

*) New form.

documents, fait poursuivre, s'il y a lieu, la répression de l'infraction, d'après sa législation intérieure.

Le procès-verbal dont il s'agit n'est soumis, dans le pays de destination, à aucun droit de timbre, d'enregistrement ou autre.

XXVII.

Constatacion des infractions en matière de valeurs prohibées.

1. — Lorsqu'il apparaît d'une manière évidente, aux agents du bureau d'origine de passe ou même de destination :

1° Qu'un envoi quelconque renferme soit des pièces de monnaie, soit des matières d'or ou d'argent, soit enfin des bijoux ou objets précieux ;

2° Qu'un envoi, autre qu'une lettre recommandée ou assurée, contient des billets de banque, bons, coupons de dividendes ou d'intérêts, ou autres valeurs payables au porteur ;

L'envoi dont il s'agit, inséré dans une enveloppe à l'adresse du bureau destinataire, est acheminé sous *recommandation d'office*.

2. — Toutefois, lorsque l'expédition d'un semblable envoi ne constitue pas une infraction aux lois en vigueur dans le pays d'origine ou dans le pays de destination, il est permis aux administrations d'y donner cours, d'un commun accord, sans aucune formalité.

3. — Dans le cas où il est fait application du § 1^{er} ci-dessus, avis en est donné sans délai aux administrations des pays d'origine et de destination, au moyen d'une formule conforme au modèle G annexé au présent règlement.

4. — Le destinataire est convoqué pour ouvrir cet envoi et en constater le contenu.

5. — Si l'envoi ne contient pas de valeurs prohibées, il est délivré immé-

verwaltung des Aufgabebereichs übersandt, welche auf Grund dieser Papiere und, eintretenden Falls, nach den für ihren internen Verkehr bestehenden gesetzlichen Bestimmungen, die Bestrafung der vorgekommenen Uebertretung zu veranlassen hat.

Die betreffende Verhandlung ist im Bestimmungsgebiet weder stempel-pflichtig, noch unterliegt sie Einschreibe- oder sonstigen Gebühren.

XXVII.

Verfahren bei Entdeckung unerlaubter Wertheinlagen.

1. Entdecken die Beamten am Abgangsorte, unterwegs oder am Bestimmungsorte,

1. dass eine Sendung augenscheinlich Geldstücke, Gold- oder Silbersachen, Juwelen oder kostbare Gegenstände enthält ;

2. dass in anderen, als rekommandirten oder Werthbriefen, Banknoten, Anweisungen, Dividenden oder Zins-Abschnitte, oder andere an den Inhaber zahlbare Werthpapiere verpackt sind :

so wird der betreffende Korrespondenz-Gegenstand an die Postanstalt des Bestimmungsorts in besonderer Umhüllung und unter Einschreibung abgesandt.

2. Doch können derartige Gegenstände, wenn deren Versendung weder im Gebiet des Aufgabebereichs, noch in demjenigen des Bestimmungsorts gesetzlich verboten ist, ohne jede Förmlichkeit von den beteiligten Verwaltungen im gemeinsamen Einverständnis befördert werden.

3. Kommt das im vorstehenden § 1 bezeichnete Verfahren zur Anwendung, so wird davon, unter Benutzung eines Formulars in Form der Anlage G, den Verwaltungen des Aufgabebereichs und des Bestimmungsgebiets unverzüglich Nachricht gegeben.

4. Der Adressat wird zur Eröffnung und Feststellung des Inhalts der Sendung vorgefordert.

5. Sind verbotene Werthgegenstände in der Sendung nicht enthalten, so wird dieselbe dem Adressaten oder dessen Bevollmächtigten sofort zugestellt.

the medium of the Administration of the country of destination to the Postal Administration of the country of origin which, by the aid of these documents, enforces the penalty of the infraction, when practicable, according to its domestic legislation.

The process verbal above referred to is not subject, in the country of destination, to any stamp, registry or other duty.

XXVII.

Establishment of infractions in matter of prohibited valuable articles.

1.—When it appears, in an evident manner, to the officers of the office of origin, of transit, or even of destination:—

1° That any article whatever contains either pieces of money, or gold or silver matter, or, lastly, jewels or precious articles ;

2° That an article, other than a registered or insured letter, contains bank notes, drafts or coupons of dividends and interest, or other valuable papers payable to bearer ;

The article in question, enclosed in an envelope addressed to the office of destination, is forwarded under *official registration*.

2.—But, when the despatch of a similar article does not constitute an infraction of the laws in force in the country of origin or in the country of destination, the Administrations are authorized to transmit such article, by common consent without any formality.

3.—In case the above paragraph 1 is applied, notice thereof is given without delay to the Administrations of the countries of origin and destination, by means of a form in conformity with the specimen G appended to the present Regulations.

4.—The addressee is summoned to open such packet, and to ascertain its contents.

5.—If the packet does not contain any prohibited valuable article, it is immediately delivered to the addressee or to the person authorized by him.

The same is done in the case of fraud, when the addressee consents

atement au destinataire ou à son fondé de pouvoirs.

Il en est de même, en cas de fraude, lorsque le destinataire consent à faire connaître les nom et domicile du contrevenant.

Si le destinataire refuse de donner le nom et l'adresse du contrevenant, l'envoi est saisi en entier.

6. — Le bureau de destination dressé un procès-verbal, conforme au modèle H annexé au présent règlement, et qui fait connaître les circonstances et les résultats de l'ouverture. Le document est signé par l'agent des postes et par le destinataire de l'envoi ou par son fondé de pouvoirs; si ce dernier refuse de signer, le refus est constaté au lieu et place de la signature.

Le procès-verbal, avec pièces à l'appui, s'il y a lieu, est transmis par l'intermédiaire de l'administration du pays de destination à l'administration des postes du pays d'origine qui, à l'aide de ces documents, fait pourvoir la répression de la contravention. d'après sa législation intérieure. Le procès-verbal dont il s'agit n'est soumis dans le pays de destination, à aucun droit de timbre, d'enregistrement ou autre.

7. — Il n'est pas dressé de procès-verbal, lorsque le destinataire ou son fondé de pouvoir refuse d'ouvrir l'envoi ou ne se présente pas au bureau dans un délai de quarante-huit heures. Il est fait mention de l'incident sur l'envoi lui-même, qui est transmis ensuite sous *recommandation d'office* à l'administration du pays d'origine, chargée de donner à l'affaire la suite quelle comporte.

XXVIII.

Exception en matière de poids.

Il est admis, par mesure d'exception, que les États qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids décimal métrique, ont la faculté d'y substituer le *once avoir du poids* (28 gr. 3465),

Ein Gleiches geschieht im Falle einer Uebertretung, wenn der Adressat den Namen und Wohnort des Uebertreters angiebt.

Verweigert der Adressat die Angabe des Namens und Wohnorts des Uebertreters, so wird die ganze Sendung mit Beschlag belegt.

6. Die Bestimmungs-Postanstalt nimmt über das bei der Eröffnung beobachtete Verfahren bz. über das Ergebniss derselben eine Verhandlung in Form der dem Reglement beigefügten Anlage H auf. Die Verhandlung wird von dem Postbeamten und von dem Adressaten oder dessen Bevollmächtigten unterschrieben; verweigern letztere die Unterschrift, so ist dies an der Stelle, wo dieselbe anzubringen gewesen wäre, zu vermerken.

Verhandlung und Beläge werden durch Vermittelung der Verwaltung des Bestimmungsgebiets der Postverwaltung des Aufgabengebiets übersandt, welche auf Grund dieser Papiere und, eintretenden Falls, nach den für ihren internen Verkehr bestehenden gesetzlichen Bestimmungen die Bestrafung der vorgekommenen Uebertretung zu veranlassen hat.

Die betreffende Verhandlung ist im Bestimmungsgebiet weder stempel-pflichtig, noch unterliegt sie Einschreibe- oder sonstigen Gebühren.

7. Die Aufnahme einer Verhandlung unterbleibt, wenn der Adressat oder dessen Bevollmächtigter die Eröffnung der Sendung verweigern oder innerhalb 48 Stunden im Postbüro nicht erscheinen.

Auf dem Gegenstande selbst wird hiervon Notiz genommen und derselbe der Verwaltung des Aufgabengebiets, welcher die Einleitung des weiteren Verfahrens obliegt, unter Einschreibung übersandt.

XXVIII.

Ausnahmen in Betreff des Gewichts.

Als Ausnahme-Massregel ist gestattet, dass diejenigen Staaten, welche wegen der für ihren inneren Verkehr bestehenden Einrichtungen nicht in der Lage sind, das metrische Decimal-Gewicht einzuführen, statt des-

to make known the name and residence of the offender.

If the addressee refuses to give the name and address of the offender, the entire packet is seized.

6.—The office of destination draws up a process verbal, in conformity with the specimen H appended to the present Regulations, in which the circumstances and the result of the opening are recorded. This document is signed by the postal officer and the addressee of the article, or by the person authorized by him; if the latter refuses to sign, the refusal is stated in the place and stead of the signature.

The process verbal, together with the vouchers, if any, is transmitted through the medium of the Administration of the country of destination to the Postal Administration of the country of origin which, with the aid of these documents, enforces the penalty of the contravention, according to its domestic legislation.

The process verbal above referred to is not subject, in the country of destination, to any stamp, registry, or other duty.

7.—No process verbal is drawn up, when the addressee or the person authorized by him refuses to open the packet or does not present himself at the office within a delay of forty-eight hours. The incident is recorded on the packet itself which is then forwarded under *official registration* to the Administration of the country of origin, which is charged with the duty of taking the measures required in the matter.

XXVIII.

Exceptions in matters of weight.

As an exceptional measure, it is agreed that the States which, in consequence of their internal regulations, are unable to adopt the decimal metrical system of weight, have the right to substitute for it the

en assimilant une demi-once à 15 grammes et deux onces à 50 grammes, et d'élever, au besoin, la limite du port simple des journaux à quatre onces, mais sous la condition expresse que, dans ce dernier cas, le port des journaux ne soit pas inférieur à 10 centimes et qu'il soit perçu un port entier par numéro de journal, alors même que plusieurs journaux se trouveraient groupés dans un même envoi.

XXIX.

Bureau international.

L'administration supérieure des postes de la Confédération suisse demeure chargée de la haute surveillance du Bureau international de l'Union générale des postes, lequel fonctionne dans les conditions déterminées par les trois articles suivants.

XXX.

Répartition des frais du Bureau international.

1. — Les frais communs du Bureau international ne doivent pas dépasser, par année, la somme de 75,000 francs, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu la réunion d'un congrès ou d'une conférence.

2. — L'administration désignée par l'article précédent surveille les dépenses du Bureau international, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel, qui est communiqué à toutes les autres administrations.

3. — Pour la répartition des frais, les pays contractants et ceux qui seraient admis ultérieurement à adhérer à l'Union postale sont divisés en sept classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités savoir:

1 ^{re} classe	25	unités,
2 ^e " "	20	"
3 ^e " "	15	"
4 ^e " "	10	"
5 ^e " "	5	"
6 ^e " "	3	"
7 ^e " "	1	"

selben die Unze, gleich 28,3465 Gr., annehmen können; es gilt dann $\frac{1}{2}$ Unze = 15 Gramm und 2 Unzen = 50 Gramm. Nöthigenfalls kann auch der einfache Gewichtssatz für Zeitungen unter der Bedingung auf 4 Unzen erhöht werden, dass dann die Taxe für Zeitungen nicht weniger als 10 Centimes beträgt und dass ein voller Portosatz für jede einzelne Zeitungsnummer erhoben wird, selbst wenn mehrere Zeitungen zu einer Sendung vereinigt sind.

XXIX.

Internationales Bureau.

Die oberste Postbehörde der schweizerischen Eidgenossenschaft bleibt mit der Leitung des internationalen Büreaus des allgemeinen Postvereins betraut. Die Wirksamkeit dieses Büreaus wird durch die nachfolgenden drei Artikel geregelt.

XXX.

Vertheilung der Kosten des internationalen Büreaus.

1. Die gemeinsamen Kosten des internationalen Büreaus dürfen jährlich die Summe von 75,000 Franken nicht übersteigen; die besonderen Kosten, welche durch den Zusammentritt eines Kongresses oder einer Konferenz entstehen, sind hierunter nicht einbegriffen.

2. Die im vorhergehenden Artikel bezeichnete Postverwaltung überwacht die Ausgaben des internationalen Büreaus, gewährt die nöthigen Vorschüsse und stellt die Jahresrechnung auf, welche letztere allen übrigen Verwaltungen mitgetheilt wird.

3. Für die Vertheilung der Kosten werden die vertragenden Länder, sowie diejenigen, welchen später der Beitritt zum Postverein verstattet wird, in sieben Klassen eingetheilt, von denen jede nach Verhältniss einer gewissen Anzahl von Einheiten ihren Beitrag zahlt, nämlich die

1. Klasse	25	Einheiten,
2. " "	20	"
3. " "	15	"
4. " "	10	"
5. " "	5	"
6. " "	3	"
7. " "	1	"

ounce *avoirdupois* (28 gr. 3465), by assimilating a half-ounce to 15 grammes, and two ounces to 50 grammes, and to raise, if needful, the limit of the single rate of postage of newspapers to four ounces but under the express condition that in the latter case, the postage of newspapers be not less than 10 centimes, and that an entire rate of postage be charged for each copy of the newspaper, even though several newspapers be included in the same pack-

XXIX.

International Office.

The Postal Administration of the Swiss Confederation remains charge with the surveillance of the International Office of the General Postal Union, which acts under the conditions determined by the three following Articles.

XXX.

Division of the expenses of the International Office.

1.—The ordinary expense of the International Office must not exceed the sum of 75,000 francs annually exclusive of the special expenses which the meeting of a Congress or Conference gives rise.

2.—The Administration named in the foregoing Article, superintending the expenses of the International Office, makes the necessary advances and prepares the annual account which is communicated to all the other Administrations.

3.—For the division of the expenses, the contracting countries and those which may be hereafter admitted to join the Postal Union, are divided into seven classes, each contributing in the proportion of a certain number of units, *viz*:—

1 st class	25	units,
2 nd " "	20	"
3 ^d " "	15	"
4 th " "	10	"
5 th " "	5	"
6 th " "	3	"
7 th " "	1	"

4. — Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

5. — Les pays contractants sont classés ainsi qu'il suit, en vue de la répartition des frais:

1^{re} classe: Allemagne, Autriche-Hongrie, États-Unis d'Amérique, France, Inde britannique, ensemble des autres colonies britanniques, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Russie, Turquie;

2^e classe: Espagne;

3^e classe: Belgique, Brésil, Égypte, Pays-Bas, Roumanie, Suède, Colonies espagnoles, Colonies françaises, Colonies néerlandaises des Indes orientales;

4^e classe: Danemark, Norvège, Portugal, Suisse, Colonies portugaises;

5^e classe: Grèce, Serbie;

6^e classe: Curaçao, Guyane néerlandaise, Luxembourg, Perse, Colonies danoises;

7^e classe: Monténégro;

(A compléter en Congrès.)

XXXI.

Communications à adresser au Bureau international.

1. — Le Bureau international sert d'intermédiaire aux notifications régulières et générales qui intéressent les relations internationales.

2. — Les administrations faisant partie de l'Union doivent se communiquer notamment par l'intermédiaire du Bureau international:

1^o L'indication des surtaxes qu'elles perçoivent, par application de l'article 4 de la convention, en plus de la taxe de l'Union, soit pour port maritime, soit pour frais de transport extraordinaire, ainsi que la nomenclature des pays par rapport auxquels ces surtaxes sont perçues, et,

4. Diese Koeffizienten werden mit der Anzahl der zu jeder Klasse gehörenden Länder multipliziert; die Summen der solchergestalt aus der Multiplikation gefundenen Zahlen ergibt die Anzahl der Einheiten, durch welche die Gesamt-Ausgabe zu dividieren ist. Der Quotient stellt sodann den auf die Einheit entfallenden Betrag der Ausgabe dar.

5. Zum Zwecke der Vertheilung dieser Kosten werden die vertragenden Länder in folgende Klassen eingetheilt:

1. Klasse: Deutschland, Oesterreich-Ungarn, Vereinigte Staaten von Amerika, Frankreich, British Indien, sämtliche andere britische Kolonien, Grossbritannien, Italien, Japan, Russland, Türkei;

2. Klasse: Spanien;

3. Klasse: Belgien, Brasilien, Ägypten, Niederland, Rumänien, Schweden, spanische Kolonien, französische Kolonien, niederländische Kolonien in Ostindien;

4. Klasse: Dänemark, Norwegen, Portugal, Schweiz, portugiesische Kolonien;

5. Klasse: Griechenland, Serbien;

6. Klasse: Curaçao, Niederländisch Guyana, Luxemburg, Persien, dänische Kolonien;

7. Klasse: Montenegro.

(Durch den Kongress zu vervollständigen).

XXXI.

An das internationale Bureau zu richtende Mittheilungen.

1. Das internationale Bureau dient zur Vermittelung der den internationalen Postverkehr betreffenden regelmässigen und allgemeinen Mittheilungen.

2. Die Vereinsverwaltungen haben sich durch Vermittelung des internationalen Büreaus zu übersenden:

1) ein Verzeichniss der Zuschlagtaxen, welche von ihnen in Gemässheit des Artikels 4 des Vertrages als Seepporto oder Behufs Deckung aussergewöhnlicher Transportkosten ausser dem Vereinsporto erhoben werden, sowie eine Uebersicht derjenigen Länder, im Verkehr mit welchen diese Zuschlagtaxen in Anwen-

4.—These co-efficients are multiplied by the number of countries of each class, and the total of the products thus obtained furnishes the number of units by which the whole expense is to be divided. The quotient gives the amount of the unit of expense.

5.—The contracting countries are classed as follows, in view of the division of the expenses:—

1st class:— Germany, Austro-Hungary, United States of America, France, British India, the whole of the other British Colonies, Great Britain, Italy, Japan, Russia, Turkey;

2nd class:— Spain;

3^d class:— Belgium, Brazil, Egypt, Netherlands, Roumania, Sweden, Spanish Colonies, French Colonies, Netherland Colonies in East India;

4th class:— Denmark, Norway, Portugal, Switzerland, Portuguese Colonies;

5th class:— Greece, Serbia;

6th class:— Curaçoa, Dutch Guiana, Luxemburg, Persia, Danish Colonies;

7th class:— Montenegro.

(To be completed in Congress.)

XXXI.

Communications to be addressed to the International Office.

1.—The International Office serves as the medium for the regular and general notifications which concern international relations.

2.—The Administrations forming part of the Union must, especially, communicate to each other through the medium of the International Office:—

1^o The indication of the additional charges levied by them, by application of Article 4 of the Convention, in addition to the Union rate of postage, either as compensation for sea-postage, or for expenses of extraordinary conveyance, as well as the

s'il y a lieu, la désignation des voies qui en motivent la perception ;

2° L'empreinte du timbre spécial à l'aide duquel elles constatent la recommandation ;

3° Le modèle de leur formule d'avis de réception ;

4° La description de leurs timbres-poste, avec l'indication de la valeur de chacun en monnaie de franc ;

5° Enfin, les tableaux C dont l'établissement est prescrit par l'article V du présent Règlement.

3. — Toute modification apportée ultérieurement, à l'égard de l'un ou l'autre des cinq points ci-dessus mentionnés, doit être notifiée sans retard de la même manière.

4. — Le Bureau international reçoit également de toutes les administrations de l'Union deux exemplaires de tous les documents qu'elles publient, tant sur le service intérieur que sur le service international.

5. — En outre, chaque administration fait parvenir, dans le 1^{er} semestre de chaque année, au Bureau international, une série complète de renseignements statistiques, se rapportant à l'année précédente, sous forme de tableaux dressés d'après les indications du Bureau international, qui distribue à cet effet des formules toutes préparées.

6. — Les correspondances adressées par les Administrations de l'Union au Bureau international, et *vice versa*, sont assimilées, pour la franchise de port, aux correspondances échangées entre les Administrations.

XXXII.

Attributions du Bureau international.

1. — Le Bureau international dresse une statistique générale, pour chaque année.

2. — Il rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposi-

tion kommen, und eintretenden Falls die Bezeichnung der Wege, welche die Erhebung dieser Taxen rechtfertigen ;

2. den Abdruck des besondern Stempels, durch welchen die Einschreibsendungen als solche bezeichnet werden ;

3. ein Muster des eingeführten Formulars zu Rückscheinen ;

4. eine Beschreibung der Freimarken mit Angabe des Werths derselben in der Frankenwährung, endlich

5. die im Artikel 5 der Ausführungs-Uebereinkunft vorgesehenen Nachweisungen C.

3. Die bezüglich der vorstehenden fünf Punkte etwa später eintretenden Aenderungen sollen in derselben Weise unverzüglich mitgeteilt werden.

4. Auch empfängt das internationale Bureau von sämtlichen Vereinsverwaltungen zwei Exemplare der von denselben für den innern und internationalen Postdienst veröffentlichten Verordnungen.

5. Ferner übermittelt jede Verwaltung dem internationalen Bureau im ersten Halbjahr jedes Jahres eine vollständige Uebersicht der statistischen Nachweisungen, welche sich auf das vorangegangene Jahr beziehen. Die Nachweisungen werden nach den Angaben des internationalen Büreaus aufgestellt, welches zu diesem Behuf vollständig vorbereitete Formulare vertheilt.

6. Die von den Vereinsverwaltungen an das internationale Bureau und umgekehrt zur Absendung kommenden Schriftstücke werden bezüglich der portofreien Beförderung den zwischen den Verwaltungen ausgetauschten Korrespondenzen gleichgestellt.

XXXII.

Wirksamkeit des internationalen Büreaus.

1. Das internationale Bureau fertigt für jedes Jahr eine allgemeine Statistik an.

2. Es giebt mit Hilfe des zu seiner Verfügung gestellten Materials eine besondere Zeitschrift in deutscher,

list of the countries with reference to which these additional charges are levied, and, if needful, the designation of the routes which justify the same being levied ;

2° The impression of the special stamp with which they mark registered articles ;

3° A specimen of their form of acknowledgment of receipt ;

4° The description of their postage-stamps, with the indication of the value of each of them in francs and centimes ;

5° Lastly, the tables C, the establishment of which is prescribed by Article V of the present Regulations.

3.—Any modification ultimately introduced with regard to one or another of the five points mentioned above, must, without delay, be notified in the same manner.

4.—The International Office also receives from all the Administrations of the Union two copies of all the documents published by them, as well on the domestic as on the international service.

5.—In addition, each Administration furnishes the International Office, in the first half of each year, with a complete series of statistical details relating to the previous year, in the form of tables prepared according to directions from the International Office, which distributes with that view forms properly prepared.

6.—The correspondence addressed by the Administrations of the Union to the International Office, and *vice versa*, is assimilated, with reference to the exemption from postage, to the correspondence exchanged between the Administrations.

XXXII.

Functions of the International Office.

1.—The International Office draws up a general statistical report, for every year.

2.—It publishes, with the aid of the documents which are put at its disposal, a special journal in the

tion, un journal spécial en langues allemande, anglaise et française.

3.—Tous les documents publiés par le Bureau international sont distribués aux administrations de l'Union dans la proportion du nombre d'unités contributives assignées à chacune d'elles par l'article XXX précédent.

4.—Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés par ces administrations sont payés à part, d'après leur prix de revient.

5.—Le Bureau international doit, d'ailleurs, se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international des postes, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

6.—Le Bureau international instruit les demandes de modification ou d'interprétation des dispositions qui régissent l'Union. Il notifie les résultats de chaque instruction, et toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que deux mois, au moins, après sa notification.

7.—Dans les questions à résoudre par l'assentiment unanime ou par la majorité des administrations de l'Union, celles qui n'ont point fait parvenir leur réponse dans le délai maximum de quatre mois, sont considérées comme consentantes ou, s'il s'agit d'une question d'interprétation, comme se ralliant à l'avis du plus grand nombre.

8.—Le Bureau international prépare les travaux des prochains congrès ou conférences. Il pourvoit aux copies et impressions nécessaires, à la rédaction et à la distribution des amendements, procès-verbaux et autres renseignements.

9.—Le directeur de ce bureau assiste aux séances des congrès ou conférences, et prend part aux discussions sans voix délibérative.

10.—Il fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à toutes les administrations de l'Union.

englischer und französischer Sprache heraus.

3. Sämtliche durch das internationale Bureau veröffentlichten Drucksachen werden an die Vereinsverwaltungen nach Verhältniss der im vorhergehenden Artikel XXX angegebenen Beitrags-Einheiten vertheilt.

4. Die von diesen Verwaltungen darüber hinaus gewünschte Anzahl von Exemplaren und Drucksachen wird zum Herstellungspreise abgelassen.

5. Dem internationalen Bureau liegt es übrigens ob, sich jederzeit zur Verfügung der Vereinsmitglieder zu halten, um ihnen in Angelegenheiten des internationalen Postdienstes auf desfallsige Anfragen die etwa erforderliche besondere Auskunft zu verschaffen.

6. Das internationale Bureau bringt Anträge auf Abänderung oder Auslegung der den Vereinsverkehr betreffenden Bestimmungen in die Geschäftsbehandlung und giebt von dem Ergebniss in jedem Falle Nachricht. Doch können die Abänderungen und Abschlüsse frühestens erst zwei Monate nach erfolgter Mittheilung zur Ausführung gebracht werden.

7. In Fragen, zu deren Erledigung die Zustimmung aller oder der Mehrzahl der Vereinsverwaltungen erforderlich ist, werden diejenigen derselben, welche ihre Antwort nicht innerhalb einer Frist von 4 Monaten ertheilt haben sollten, als zustimmend angesehen oder, wenn es sich nur um die Auslegung einer Bestimmung handelt, als ob sie der Ansicht der Mehrheit beigetreten wären.

8. Das internationale Bureau hat die Vorarbeiten für spätere Kongresse oder Konferenzen, die nöthigen Abschriften und Drucksachen, sowie die Redaktion und Vertheilung der Abänderungsvorschläge und sonstigen Mittheilungen zu besorgen.

9. Der Vorsteher des internationalen Büreaus wohnt den Sitzungen des Kongresses bei und nimmt an den Verhandlungen, jedoch ohne Stimmrecht, Theil.

10. Derselbe erstattet alljährlich über seine Geschäftsführung einen

German, English, and French languages.

3.—All the documents published by the International Office are distributed to the Administrations of the Union in the proportion of the number of contributive units assigned to each of them by the foregoing Article XXX.

4.—Any additional copies and documents which may be applied for by these Administrations are paid for separately at prime cost.

5.—The International Office must, besides, always hold itself at the disposal of the members of the Union for the purpose of furnishing them with any special information they may require on questions relating to the international postal service.

6.—The International Office consults the Administrations on the subject of proposals for the modification or interpretation of the provisions which govern the Union. It notifies the results of each consultation, and every modification or decision adopted, can only come into force two months, at least, after its notification.

7.—When questions are to be decided by the unanimous consent, or by the majority of the Administrations of the Union, those Administrations which have not sent in their reply within the maximum period of four months, are considered as giving their consent, or, in the case of a question of interpretation, as adhering to the opinion of the greater number.

8.—The International Office prepares the business to be submitted to the approaching Congresses or Conferences. It furnishes the necessary copies or prints, it draws up and distributes amendments, records, and other information.

9.—The Director of that Office is present at the sittings of the Congresses or Conferences, and takes part in the discussions, but without the power of voting.

10.—He issues an annual report on the business of his Office, which is communicated to all the Administrations of the Union.

11.— La langue officielle du Bureau international est la langue française.

XXXIII.

Langue.

1.— Les feuilles d'avis, tableaux, relevés et autres formules, à l'usage des administrations de l'Union pour leurs relations réciproques, doivent, en règle générale, être rédigés en langue française, à moins que les administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe.

2.— En ce qui concerne la correspondance de service, l'état de choses actuel est maintenu, sauf autre arrangement à intervenir ultérieurement et d'un commun accord entre les administrations intéressées.

XXXIV.

Ressort de l'Union.

Sont considérés comme appartenant à l'Union générale des postes:

1° L'île de Héligoland, comme assimilée à l'Allemagne, au point de vue postal;

2° La principauté de Liechtenstein, comme relevant de l'administration des postes d'Autriche;

3° L'Islande et les îles Féroë, comme faisant partie du Danemark;

4° Les îles Baléares, les îles Canaries et les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, comme faisant partie de l'Espagne; la République du Val d'Andorre, les établissements de poste de l'Espagne sur la côte occidentale du Maroc, comme relevant de l'administration des postes espagnoles;

5° L'Algérie, comme faisant partie de la France; la principauté de Monaco et les bureaux de poste français établis à Tunis, à Tanger (Maroc) et à Sanghaï (Chine), comme relevant de l'administration des postes de France;

6° Gibraltar, ainsi que Malte et dépendances, comme relevant de l'administration des postes de la Grande-Bretagne;

Bericht, welcher allen Vereinsmitgliedern mitgeteilt wird.

11. Das internationale Bureau bedient sich im amtlichen Verkehr der französischen Sprache.

XXXIII.

Geschäftssprache.

1. Die Briefkarten, Verzeichnisse, und anderen Formulare für den Gebrauch der Vereins-Verwaltungen in ihrem gegenseitigen Verkehr werden im Allgemeinen in französischer Sprache hergestellt, sofern die beteiligten Verwaltungen nicht durch unmittelbare Verständigung hierüber anderweite Bestimmung treffen.

2. Für den Schriftwechsel in dienstlichen Angelegenheiten verbleibt es bei dem bisherigen Verfahren, unbeschadet späterer anderweiter Verständigung zwischen den beteiligten Verwaltungen.

XXXIV.

Umfang des Vereins.

Als zum allgemeinen Postverein gehörig werden angesehen:

1. Die Insel Helgoland, als in postalischer Beziehung mit Deutschland gleichgestellt.

2. Das Fürstenthum Liechtenstein, als von der österreichischen Postverwaltung abhängig.

3. Island und die Faröer, als Theile von Dänemark.

4. Die Balearen, die Canarischen Inseln, die spanischen Besitzungen an der Nordküste von Afrika, als Theile von Spanien; die Republik Andorra, die spanischen Postanstalten an der Westküste von Marokko, als von der spanischen Postverwaltung abhängig.

5. Algerien, als zu Frankreich gehörig; das Fürstenthum Monaco und die französischen Postanstalten in Tunis, Tanger (Marokko) und Shanghai (China), als von der französischen Postverwaltung abhängig.

6. Gibraltar und die Insel Malta nebst den zugehörigen Inseln, als von der grossbritannischen Postverwaltung abhängig.

7. Die indischen Postanstalten in Aden, Maskat, am persischen Golf,

11.—The official language of the International Office is the French language.

XXXIII.

Language.

1.—The letter bills, tables, statements, and other forms used by the Administrations of the Union for their reciprocal relations, must, as a general rule, be drawn up in the French language, unless the Administrations interested arrange otherwise by direct agreement.

2.—As regards official correspondence, the present state of things is maintained, unless any other arrangement should subsequently be agreed upon by common consent between the Administrations interested.

XXXIV.

District of the Union.

The following are considered as belonging to the General Postal Union:—

1° The Island of Heligoland, as assimilated to Germany, from a postal point of view;

2° The Principality of Liechtenstein, as subordinate to the Postal Administration of Austria;

3° Iceland and the Faroe Islands, as forming part of Denmark;

4° The Balearic Isles, the Canary Islands, and the Spanish possessions on the Northern coast of Africa, as forming part of Spain; the Republic of Andorra, the postal establishments of Spain upon the Western coast of Morocco, as subordinate to the Postal Administration of Spain;

5° Algeria, as forming part of France, the Principality of Monaco, and the French post-offices established at Tunis, at Tangier (Morocco), and at Shanghai (China), as subordinate to the Postal Administration of France;

6° Gibraltar, as well as Malta and dependencies, as subordinate to the Postal Administration of Great Britain;

7° Les établissements de poste indiens d'Aden, de Mascate, du golfe Persique, de Guadur et de Mandalay, comme relevant de l'administration des postes de l'Inde britannique;

8° La République de Saint-Marin et les bureaux italiens de Tunis et de Tripoli de Barbarie, comme relevant de l'administration des postes d'Italie;

9° Madère et les Açores, comme faisant partie du Portugal;

10° Le Grand-Duché de Finlande, comme faisant partie intégrante de l'empire de Russie.

(A compléter en Congrès.)

XXXV.

Durée du Règlement.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de la convention du .

Il aura la même durée que cette convention, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées

Fait à Paris, le 1878.

Révision de la législation postale en Belgique.

(Suite.)

Les principales innovations et modifications comprises dans le projet de loi postale dont les chambres belges sont actuellement saisies sont les suivantes.

1.— Monopole postal restreint : 1° aux lettres missives, closes ou ouvertes, 2° aux cartes-correspondance, 3° aux annonces, circulaires, prospectus, prix-courants et avis de toute nature, lorsque ces objets portent l'adresse du destinataire.

2.— Droit pour l'Administration postale d'interdire, ou d'assujettir à une autorisation préalable, les débits

in Guadur und Mandalay, als von der Postverwaltung Britisch Indiens abhängig.

8. Die Republik San Marino und die italienischen Postanstalten in Tunis und Tripolis, als von der italienischen Postverwaltung abhängig.

9. Madeira und die Azoren, als zu Portugal gehörig.

10. Das Grossfürstenthum Finnland, als Theil des Kaiserreichs Russland.

(Durch den Kongress zu vervollständigen).

XXXV.

Zeitdauer der Ausführungs-Uebereinkunft.

Die gegenwärtige Ausführungs-Uebereinkunft tritt mit dem Tage in Kraft, an welchem der Vertrag vom ausgeführt wird. Dieselbe soll gleiche Dauer haben, wie dieser Vertrag, sofern sie nicht im gemeinsamen Einverständniss der beteiligten Verwaltungen auch weiter in Gültigkeit bleibt.

So geschehen zu Paris, am 1878.

Revision der belgischen Post-Gesetzgebung.

(Fortsetzung.)

Die hauptsächlichsten Neuerungen und Aenderungen, welche der den belgischen Kammern gegenwärtig vorliegende Postgesetz-Entwurf enthält, sind folgende:

1. Der Postzwang beschränkt sich auf Briefe, gleichviel ob verschlossen oder nicht, auf Postkarten und auf die mit der Adresse des Empfängers versehenen Ankündigungen, Circulare, Prospekte, Preiskurante und Anzeigen jeder Art.

2. Die Postverwaltung hat zu bestimmen, ob der Verkauf von Freimarken und sonstigen Postwerth-

7° The Indian postal establishments of Aden, of Muscat, of the Persian Gulf, of Guadur, and of Mandalay, as subordinate to the Postal Administration of British India;

8° The Republic of San Marino and the Italian post-offices of Tunis and Tripoli in Barbary, as subordinate to the Postal Administration of Italy;

9° Madeira and the Azores, as forming part of Portugal;

10° The Grand Duchy of Finland, as forming an integral part of the Empire of Russia.

(To be completed in Congress.)

XXXV.

Duration of the Regulations.

The present Regulations shall be put into execution on the day on which the Convention of the

comes into force. They shall have the same duration as that Convention, unless they should be renewed by common consent between the parties interested.

Done in Paris, the 1878.

Revision of the postal legislation in Belgium

(Continuation.)

The principal innovations and modifications contained in the project of a postal law, at present under the consideration of the Belgian Chambers, are the following:—

1.—Restriction of the postal monopoly:—1° to letters, closed or open; 2° to post-cards; 3° to announcements, circulars, prospectuses, prices-current, and notices of every kind, when these articles bear the address of the person for whom they are intended.

2.—Right of the Postal Administration to prohibit the private sale of

particuliers de timbres-poste et autres formules d'affranchissement.

3.— Exclusion du transport par la poste, des objets soumis à la taxe des lettres, quand ces objets dépassent le poids d'un kilog. et ne sont pas affranchis.

4.— Poids maximum des papiers d'affaires limité à un kilog.

5.— Absence de toute mention relative aux petits colis de marchandises, dont le trafic est ainsi complètement abandonné aux chemins de fer de l'Etat et aux entreprises privées.

6.— Taxe des lettres pesantes progressant à raison d'un port simple (10 c^{ts}) par 15 grammes ou fraction de 15 grammes.

7.— Port des lettres *non affranchies* fixé au double du port des lettres affranchies du même poids.

8.— Application aux lettres et autres objets *insuffisamment affranchis*, d'une taxe égale au double de la valeur des timbres-poste manquants.

9.— Port des journaux et autres publications périodiques de toute nature paraissant au moins une fois par trimestre :— 1 centime par exemplaire ou numéro, supplément compris, jusqu'à à 50 grammes; au-delà de ce poids, il est perçu 1 centime en plus par 50 grammes ou fraction de 50 grammes. Lorsque plusieurs numéros ou exemplaires sont réunis dans un même envoi, ces taxes sont appliquées séparément à chaque numéro ou exemplaire.

10.— Port des autres imprimés :— 2 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes, sans égard au nombre de pièces comprises dans un même envoi, sous une même bande. Toutefois, pour les envois composés d'un seul imprimé ne pesant pas plus de 15 grammes, le port est réduit à 1 centime.

11.— Droit pour le Gouvernement d'admettre au transport par la poste les cartes-correspondance de fabrication privée, aux mêmes conditions que les cartes émises par l'Administration.

zeichen durch Privatpersonen stattfinden darf oder nicht.

3. Von der Beförderung durch die Post sind diejenigen der Brieffaxe unterliegenden Gegenstände ausgeschlossen, welche das Gewicht von 1 Kgr. überschreiten und unfrankirt eingeliefert werden.

4. Das Meistgewicht der Geschäftspapiere wird auf 1 Kgr. beschränkt.

5. Der Entwurf enthält keine Bestimmung bezüglich der kleinen Packete, deren Beförderung somit den Staatseisenbahnen und Privat-Unternehmungen überlassen wird.

6. Das Porto für Briefe wird, unter Abänderung der seitherigen Gewichtsstufen, mit 10 C^{ts} für je 15 Gramm oder einen Theil von 15 Gramm erhoben.

7. Für unfrankirte Briefe ist das Doppelte des Portos für frankirte Briefe von gleichem Gewicht zu entrichten.

8. Briefe und andere Korrespondenz-Gegenstände, welche ungenügend frankirt sind, werden mit dem doppelten Betrage des fehlenden Portotheils taxirt.

9. Für Zeitungen und andere periodische Zeitschriften, welche vierteljährlich wenigstens einmal erscheinen, beträgt das Porto für jedes Exemplar oder jede Nummer, die Beilagen einbegriffen, 1 C^{ts} für je 50 Gramm oder einen Theil von 50 Gramm. Enthält ein und dieselbe Sendung mehrere Nummern oder Exemplare, so wird das Porto für jede Nummer oder jedes Exemplar selbstständig berechnet.

10. Für andere Drucksachen ist das Porto, ohne Rücksicht auf die Anzahl der in einer Sendung bz. unter einem Streifbände verpackten Gegenstände, auf 2 C^{ts} für je 50 Gramm oder einen Theil von 50 Gramm festgesetzt. Besteht der Inhalt der Sendung in nur einer Drucksache im Gewichte von nicht mehr als 15 Gramm, so beträgt das Porto nur 1 C^{ts}.

11. Auf dem Privatwege hergestellte Postkarten können unter denselben Bedingungen, wie die von der Verwaltung gelieferten Karten, von der Regierung zur Postbeförderung zugelassen werden.

postage stamps and other forms of prepayment, or to make such sale dependent on preliminary authorization.

3.—Exclusion from conveyance by post of articles subject to letter-rates of postage, when they exceed 1 kilogramme in weight, and are not prepaid.

4.—Maximum weight of legal and commercial documents fixed at 1 kilogramme.

5.—Absence of any provision concerning small parcels of merchandise, the transport of which is thus completely given over to the State railways, and to private undertakings.

6.—Scale of weight for letters progressing at the rate of a single weight of 15 grammes (postage 10 centimes) or fraction of 15 grammes.

7.—Rate of postage on *unpaid* letters fixed at double the amount charged on prepaid letters of the same weight.

8.—Application to *insufficiently paid* letters and other articles of a rate equal in amount to double the deficiency.

9.—Postage on newspapers and other periodical publications of every description, appearing at least once quarterly:—1 centime per copy or number, inclusive of supplements, not exceeding 50 grammes in weight; above this weight an additional charge of 1 centime is levied for every 50 grammes or fraction thereof. When several numbers or copies are included in the same packet, these rates are charged for each separate number or copy.

10.—Postage on other printed papers:—2 centimes per 50 grammes or fraction of 50 grammes, without regard to the number of papers contained in the same packet, under the same wrapper. For packets, however, consisting of a single printed paper not exceeding 15 grammes in weight, the postage is reduced to 1 centime.

11.—Right of the Government to admit to postal transmission, post-cards of private manufacture, on the same conditions as those issued by the Administration.

12.— Insertion facultative de papiers-valeurs dans les lettres recommandées.

13.— Autorisation d'insérer des pièces de monnaie dans les lettres déclarées à la valeur ou simplement recommandées.

14.— Réduction des pénalités applicables aux cas d'infractions au monopole postal et d'expéditions frauduleuses.

15.— Extension à tous les objets circulant par la poste, des dispositions légales destinées à garantir le secret et l'inviolabilité des lettres dans le service.—

Il n'est rien changé en ce qui concerne le port de la lettre simple affranchie, des cartes-correspondance, des échantillons de marchandises et des papiers d'affaires, non plus qu'à l'égard du droit de recommandation et de l'avis de réception. D'autre part le Gouvernement reste autorisé à fixer le droit de remise à domicile par exprès, ainsi que les droits afférents aux valeurs déclarées, mandats-poste, abonnements aux journaux, encaissements de quittances, encaissements d'effets de commerce, et enfin à l'octroi de boîtes privées pour le retrait des correspondances aux bureaux de poste.

Est maintenu, en outre, la non-responsabilité de l'Administration des postes en ce qui concerne les envois recommandés. La Belgique restera donc le seul pays de l'Europe où la perte d'envois semblables ne donne lieu à aucune indemnité. Il est toutefois à espérer que la Belgique ne se prévaudra pas de cette situation pour combattre, au Congrès de Paris, la disposition de l'article 5 du projet de convention, qui vise l'application générale du principe de la responsabilité, en matière d'envois recommandés, dans les échanges entre pays de l'Union.

12. Es ist gestattet, Werthpapiere in Einschreibbriefen zu versenden.

13. Geldstücke können sowohl in Briefe mit Werthangabe, wie auch in einfache Einschreibsendungen verpackt werden.

14. Die Strafbestimmungen bei Post- und Porto-Defraudationen sind gemildert worden.

15. Die auf die Wahrung des Briefgeheimnisses bezüglichen gesetzlichen Vorschriften werden auf alle der Post zur Beförderung anvertrauten Sendungen ausgedehnt.

In Betreff des Portos für einfache frankirte Briefe, für Postkarten, Waarenproben und Geschäftspapiere, sowie bezüglich der Einschreib- und Rückscheingebühren sind Aenderungen nicht eingetreten. Auch bleibt die Regierung wie bisher befugt, die Höhe der Eilbestellgebühren festzusetzen, ferner der Versicherungsgebühr für Briefe mit Werthangabe, der Postanweisungsgebühr, der Gebühr für die im Postwege bezogenen Zeitungen, sowie für die Einziehung von Schuldbeträgen auf Grund von Quittungen oder Wecheln und der Gebühren, welche abholende Korrespondenten für die ihnen eingeräumten Briefkächer zu entrichten haben.

Endlich bleibt die Bestimmung in Kraft, nach welcher der Postverwaltung eine Ersatzpflicht in Betreff der Einschreibsendungen nicht obliegt; Belgien ist somit das einzige Land in Europa, in welchem für den Verlust solcher Sendungen keine Entschädigung gezahlt wird. Doch ist zu hoffen, dass die belgische Regierung von dieser Sachlage bei dem Pariser Kongresse nicht zu dem Zwecke Gebrauch machen werde, um gegen die im Art. 5 des Vertragsentwurfs enthaltene Bestimmung Einsprache zu erheben, nach welcher für die im Vereinsverkehr ausgetauschten Einschreibsendungen allgemein Garantie geleistet werden soll.

12.—Permission to enclose valuable papers in registered letters.

13.—Authorization to enclose coin in letters with value declared, or simply in registered letters.

14.—Reduction of the penalties applicable to infringements of the postal privilege, or to fraudulent transmissions.

15.—Extension of the legal provisions guaranteeing the secrecy and inviolability of letters to all articles passing through the post.

There is no change with regard to the rates charged on single prepaid letters, post-cards, patterns of merchandise, and legal and commercial documents, neither with reference to the registration-fee, and the acknowledgment of receipt. The Government also has still the right to fix the charges for express-delivery, as well as the fees on articles with value declared, money-orders, subscriptions to newspapers, collection of receipts, collection of bills of exchange, and lastly the rent of private boxes in post-offices for those calling for their correspondence.

Further, the non-responsibility of the Postal Administration with regard to registered articles is maintained. Belgium will thus be the only country in Europe where no compensation is given for the loss of such articles. It is, however, to be hoped that she will not avail herself of this circumstance to oppose, at the Congress of Paris, the provision of Article 5 of the Project of Convention, which aims at the general application of the principle of responsibility as regards registered articles exchanged between the countries of the Union.

Communications.

Le *Journal officiel* de la République française reproduit, dans son numéro du 15 février dernier, le texte du projet de loi*) portant réduction des taxes postales dans l'intérieur de la France et de l'Algérie. Ce projet, déposé le 11 novembre 1876 à la Chambre des députés et renvoyé par elle à la commission du budget chargée de l'examiner, reparait devant la Chambre après avoir subi des changements importants. Les principales dispositions du projet de loi modifié sont les suivantes :

La taxe est fixée uniformément, pour les lettres affranchies à 15 c^{es}, pour les lettres non affranchies à 30 c^{es} par 15 grammes, et pour les cartes postales à 10 c^{es} par carte.

La taxe des journaux et autres ouvrages périodiques, paraissant au moins une fois par trimestre, et traitant de matières politiques ou non politiques, est, par exemplaire, de 1 c^e par 20 grammes ou fraction de 20 grammes, mais ne saurait être moindre de 2 c^{es}. Cette taxe est abaissée de moitié pour les journaux et imprimés périodiques circulant dans l'intérieur du département où ils sont publiés, ou dans les départements limitrophes. Toutefois ceux publiés dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise ne jouissent de cette réduction que dans l'intérieur du département où ils sont publiés.

Le port des imprimés, autres que les journaux et ouvrages périodiques, expédiés sous bandes, est fixé ainsi qu'il suit, par chaque paquet portant une adresse particulière :

- jusqu'à 20 grammes, 1 c^e par 5 grammes ;
- au-dessus de 20 grammes jusqu'à 50 gr., 5 c^{es} ;
- au-dessus de 50 grammes, 5 c^{es} par 50 gr. ou fraction de 50 gr.

*) Voir *Union postale* n^o 15 de 1876.

Mittheilungen.

Nach dem *Journal officiel* der französischen Republik vom 15. Februar d. J. ist der Entwurf des die Ermässigung der Posttaxen im innern Verkehr Frankreichs und Algeriens betreffenden (Gesetzes*), welcher der Deputirten-Kammer am 11. November 1876 unterbreitet und von dieser der Budget-Kommission zur Prüfung überwiesen worden war, von letzterer in wesentlich veränderter Fassung der Kammer wieder vorgelegt worden. Die hauptsächlichsten Bestimmungen des neuen Entwurfs sind folgende :

Das Porto für frankirte Briefe wird auf 15 C^{ts}, für unfrankirte Briefe auf 30 C^{ts} für je 15 Gramm festgesetzt. Für Postkarten beträgt die Gebühr 10 C^{ts} für jede Karte.

Für Zeitungen und periodische Werke, gleichviel ob politischen Inhalts oder nicht, welche vierteljährlich mindestens einmal erscheinen, beträgt das Porto für jedes Exemplar 1 C^e für je 20 Gramm oder einen Theil davon, mindestens jedoch 2 C^{ts}. Diese Taxe ermässigt sich auf die Hälfte für solche Zeitungen etc., welche nach Orten des Departements, in dem sie erscheinen, oder nach benachbarten Departements gerichtet sind. Auf die in den Departements der Seine und Seine-et-Oise veröffentlichten Zeitungen etc. findet die angegebene Ermässigung aber nur dann Anwendung, wenn dieselben innerhalb des Departements, in dem sie erscheinen, verbleiben.

Für andere Drucksachen, als Zeitungen und periodische Werke, ist das Porto, sofern die Sendungen unter Band gelegt sind, für jedes mit einer besonderen Adresse versehene Packet, wie folgt festgesetzt :

- bis zum Gewichte von 20 Gramm, auf 1 C^e für je 5 Gramm,
- über 20 bis 50 Gramm einschl., auf 5 C^{ts},
- über 50 Gramm, auf 5 C^{ts} für je 50 Gramm oder einen Theil davon.

Das Band muss dergestalt angelegt sein, dass dasselbe abgestreift wer-

*) Vergl. *l'Union postale* Nr. 15. Jahrg. 1876.

Miscellaneous.

According to the *Journal officiel* of the French Republic of the 15th of February last, the project of a law aiming at the reduction of the postal rates in the domestic service of France and Algeria*),—which was submitted to the Chamber of Deputies on the 11th of November 1876, and referred by it for examination to the Budget Committee,—has been modified by the latter, and again been laid before the Chamber. The principal modifications contained in this project are the following :—

The postage on prepaid letters is fixed at 15 c^{es}, and that on unpaid letters at 30 c^{es} per 15 grammes. The charge on post-cards amounts to 10 c^{es} per card.

The rate on newspapers and periodicals, whether treating of political subjects or not, which appear at least once quarterly, is fixed at 1 c^e per 20 grammes or fraction thereof, for each copy, but with a minimum charge of 2 c^{es}. This rate is reduced to the half for such newspapers, &c. as are addressed to places in the Department in which they are issued, or to places in adjacent Departments. As regards the newspapers, &c. published in the Departments of the *Seine* and of the *Seine-et-Oise*, this reduction is only applied to them if they remain in the Department in which they are published.

For printed papers other than newspapers and periodicals, if forwarded under band, the postage for each packet bearing a particular address, is fixed as follows :—

- not exc. 20 grammes :—at 1 c^e for every 5 grammes,
- above 20 grammes and not exc. 50 grammes :—at 5 c^{es},
- above 50 grammes :—at 5 c^{es} per 50 grammes or fraction thereof.

*) See *l'Union postale* N^o 15, I. volume.

Les bandes doivent être mobiles et ne pas dépasser un tiers de la surface des objets qu'elles recouvrent. Dans le cas contraire, ou bien si les imprimés sont expédiés sous forme de lettre ou sous enveloppes ouvertes, la taxe est fixée à 5 c^{es} par 50 grammes ou fraction de 50 grammes.

Le droit pour les valeurs déclarées est abaissé de 20 à 10 c^{es} par 100 fr. ou fraction de 100 fr.; la taxe des avis de réception est également abaissée de 20 à 10 c^{es}.

* * *

Belgique. — Ensuite d'un arrêté royal du 12 février, exécutoire le 1^{er} mars, les valeurs déclarées à destination de toutes les localités du royaume sont portées à domicile par les facteurs, sous la responsabilité de l'Administration et jusqu'à concurrence de 10,000 francs par objet (montant maximum des envois de l'espèce). La disposition antérieure, d'après laquelle les lettres-valeurs dépassant 1000 francs, à destination des localités non pourvues d'un bureau de poste, n'étaient confiées aux facteurs ruraux que sur la demande et sous la responsabilité des destinataires, est en conséquence supprimée.

En vertu du même arrêté, et à dater également du 1^{er} mars, la taxe de remise à domicile *par exprès* est réduite, savoir :

à 0,25 c^{es} pour les correspondances à destination des communes sièges de bureaux de poste;

à 1 fr. pour les correspondances à destination des autres localités.

La taxe de remise par exprès est payable d'avance par l'expéditeur.

* * *

La France et la Suède ont conclu, le 3 novembre 1877, une convention pour l'échange des mandats-poste. Voici les dispositions principales de cet acte.

Aucun mandat ne pourra être de plus de 350 francs s'il est payable en France ou en Algérie, ni de plus de 250 couronnes s'il est payable en Suède.

den kann; auch darf dasselbe die Aussenseite der Drucksache höchstens zum 3. Theile bedecken. Entspricht das Band nicht diesen Bestimmungen oder werden Sendungen der eben bezeichneten Art in offenen Briefumschlägen abgesandt, so beträgt das Porto 5 C^{ts} für je 50 Gramm oder einen Theil davon.

Die Versicherungsgebühr für Briefe mit Werthangabe wird von 20 auf 10 C^{ts} für je 100 Fr. oder einen Theil von 100 Fr., und die Rückscheingebühr ebenfalls von 20 auf 10 C^{ts} ermässigt.

* * *

In Folge eines Königl. Beschlusses vom 12. Februar d. J. werden in Belgien vom 1. d. Mts. ab sämtliche Briefe mit Werthangabe (bis zum Meistbetrage von 10,000 Fr.), ohne Rücksicht darauf, ob dieselben nach dem Orts- oder Landbestellbezirke gerichtet sind, den Adressaten, unter Garantie der Postverwaltung, durch die bestellenden Boten übersandt. Die frühere Bestimmung, nach welcher Briefe mit einer Werthangabe von mehr als 1000 Fr. im Landbestellbezirke nur auf Wunsch und Gefahr des Adressaten ausgetragen werden durften, ist mithin aufgehoben.

Nach demselben Beschlusse und von dem gleichen Tage ab werden an Eilbestellgebühr erhoben:

25 C^{ts}, wenn die Bestellung im Ortsbestellbezirke erfolgt,

1 Fr., wenn es sich um Sendungen nach dem Landbestellbezirke handelt.

Die Gebühr ist vom Absender im Voraus zu entrichten.

* * *

Unterm 3. November 1877 ist zwischen Frankreich und Schweden wegen Einführung des Postanweisungsverfahrens ein Uebereinkommen abgeschlossen worden, dessen hauptsächlichste Bestimmungen folgende sind:

Der Betrag einer Postanweisung darf, wenn die Auszahlung in Frankreich oder Algerien erfolgen soll,

The bands must be easy of removal, and may not cover more than one third of the surface of the articles sent. If they do not fulfil these conditions, or if the articles are forwarded in open envelopes, their postage is 5 c^{es} per 50 grammes or fraction of that weight.

The insurance-fee on letters with value declared is reduced from 20 to 10 c^{es} for every 100 francs or fraction of 100 francs, and the charge for acknowledgments of receipt from 20 to 10 c^{es}.

* * *

Belgium.—According to a Royal decree of the 12th of February last, which comes into force this day, 1st of March, the articles with value declared having a stated value of not exceeding 10,000 francs (maximum amount for articles of this description), and addressed to all places in the Kingdom, are to be delivered to the addressees by letter-carrier, under the responsibility of the Administration. The previous provision, directing that articles with a declared value of above 1000 francs were only to be delivered by rural messenger at the request and under the responsibility of the addressees, is consequently rescinded.

By virtue of the same decree, and also from the 1st of March, the fees for the delivery by *express* are reduced, *viz*:—to 25 c^{es} for correspondence intended for communes with post-offices, and to 1 franc for correspondence addressed to communes without post-offices.

These fees are payable in advance by the senders.

* * *

A Convention concerning the exchange of money-orders was concluded, on the 3^d of November 1877, between France and Sweden. The principal provisions of this act are the following:—

No money-order payable in France or Algeria may exceed 350 francs in amount, nor 250 Crowns when payable in Sweden.

Il sera perçu sur chaque mandat, à la charge de l'envoyeur, une taxe dont chacune des deux administrations déterminera respectivement le taux. En France, le droit à percevoir sur les mandats payables en Suède a été fixé à 20 c^{es} par 10 francs ou fraction de 10 francs.

L'administration qui aura émis des mandats payera à celle qui les aura acquittés un droit de 1 % du montant des sommes dont celle-ci aura fait l'avance.

Le montant de chaque mandat devra être exprimé en monnaie du pays de destination.

La date d'entrée en vigueur de cette convention n'est pas encore annoncée, mais ce sera probablement le 1^{er} avril.

* * *

A la date du 15 novembre dernier, il existait en Algérie 217 établissements de poste, dont 68 recettes, 109 bureaux de facteurs-boîtiers et 40 entrepôts. Au 31 décembre 1876, le nombre des recettes n'était que de 62, celui des facteurs-boîtiers de 97 et celui des entrepôts de 36: total 195. L'augmentation en 1877 est donc de 22.

Le produit net réalisé par les bureaux de poste algériens en 1876 s'est élevé à fr. 1,358,000, et le nombre des correspondances chargées ou recommandées qu'ils ont expédiées ou reçues a dépassé 240,000.

Quant au service des mandats-poste, en voici le relevé pour la même année:

mandats français émis	106,000
" " payés	215,000
mandats internationaux émis	6,190
" " payés	3,300
mandats télégraphiques émis	5,894
" " payés	7,203

D'après le rapport du Gouverneur général civil de l'Algérie, d'où nous entrayons ces renseignements, les montants respectifs de ces deux dernières catégories de mandats sont de 2,073,400 et de 2,266,000 francs.

350 Fr., wenn die Auszahlung in Schweden erfolgen soll, 250 Kronen nicht übersteigen. Die Festsetzung der von den Absendern zu entrichtenden Gebühren bleibt jeder der beiden Verwaltungen überlassen. In Frankreich werden 20 C^{ts} für je 10 Fr. oder einen Theil davon erhoben.

Diejenige Verwaltung, welche die Postanweisungen ausgezahlt hat, erhält 1 % der von ihr verauslagten Summen von der anderen Verwaltung vergütet.

Der Betrag einer jeden Postanweisung ist in der Währung des Bestimmungsgebiets auszustellen.

Ueber den Tag der Ausführung des Uebereinkommens ist zwar noch nichts veröffentlicht worden, doch wird dasselbe voraussichtlich am 1. April d. J. in Kraft treten.

* * *

In Algerien bestanden am 15. November v. J. 217 Postanstalten und zwar 68 Postämter, 109 Hilfs-Postanstalten und 40 Ablagen, während am 31. Dezember 1876 nur 195 Postanstalten (62 Postämter, 97 Hilfs-Postanstalten, 36 Ablagen) vorhanden waren, so dass im Jahre 1877 22 Postanstalten neu eingerichtet worden sind.

Die Netto-Einnahme der algierischen Postanstalten im Jahre 1876 belief sich auf 1,358,000 Fr. und die Anzahl der abgesandten oder dasselbst eingegangenen Werth- und Einschreibsendungen auf mehr als 240,000 Stück.

An Postanweisungen wurden während desselben Jahres

	abgesandt Stück	ausgezahlt Stück
im Verkehr mit		
Frankreich . . .	106,000	215,000
im internationalen		
Verkehr . . .	6,190	3,300
telegraphische Post-		
anweisungen . . .	5,894	7,203

Nach dem vom General-Gouverneur Algerien's erstatteten Berichte, dem wir diese Mittheilungen entnehmen, wurden auf telegraphische Postanweisungen im Ganzen 2,073,400 Fr. ein- und 2,266,000 Fr. ausgezahlt.

The amount of the fees to be paid by the remitters of orders is determined by each Administration respectively. In France it has been fixed at 20 c^{es} for every sum of 10 francs or fraction of 10 francs, for money-orders drawn upon Sweden.

The Administration having issued the orders, pays to the Administration having effected their payment, a commission of 1 per cent. of the amount advanced by the latter.

The amount of each order must be expressed in the currency of the country of payment.

The date on which this Convention is to come into force has not, as yet been fixed, but will probably be the 1st of April.

* * *

On the 15th of November last, the number of postal establishments in Algeria was 217, viz:—68 post-offices (*recettes*), 109 postal agencies (*bureaux de facteurs boîtiers*), and 40 postal stations (*entrepôts*). On the 31st of December 1876, the number of post-offices was only 62, that of postal agencies 97, and that of postal stations 36:—total 195; increase in 1877, 22.

The net-receipts of the Algerian post-offices amounted, in 1876, to 1,358,000 frs., and the number of registered articles, and of articles with value declared despatched and received exceeded 240,000.

The returns relating to the money-order business as are follows:—

French orders issued . . .	106,000
" " paid . . .	215,000
International orders issued	6,190
" " paid . . .	3,300
Telegraphic orders issued.	5,894
" " paid . . .	7,203

According to the report of the Governor General of Algeria, from which we take this information, the amount of telegraphic orders issued was 2,073,400 frs. and of telegraphic orders paid 2,266,000 frs.

L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES

Avis. — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* à M. A. Moret, 1^{er} secrétaire du Bureau international, à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

Abonnements particuliers.
Un an fr. 4. 60
Six mois „ 2. 30
Trois mois „ 1. 15
Pour tous les pays de l'Union, port compris.

III^e volume.

N^o 4.

Berne, 1^{er} Avril 1878.

Sommaire. — I. LE CONGRÈS POSTAL DE PARIS — Projet d'arrangement concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées, suivi d'un Projet de règlement de détail et d'ordre y relatif. — II. DÉLAI DE GARDE DES LETTRES POSTE-RESTANTE. — III. COMMUNICATIONS. — IV. TABLEAUX DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE du service postal pendant l'année 1876 (*supplément*).

Le Congrès postal de Paris.

(Suite.)

Projet d'arrangement concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées.

Les soussignés plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés, en vertu de l'article 12 de la Convention conclue à Paris le 1878, en suite de la révision du pacte fondamental de l'Union générale des postes, et, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant :

ARTICLE PREMIER.

Il peut être expédié de l'un des pays mentionnés ci-dessus pour un autre de ces pays, des lettres contenant des valeurs-papiers déclarées, avec assurance du montant de la déclaration jusqu'à concurrence de 10,000 francs par lettre.

ART. 2.

1. — La liberté du transport intermédiaire à découvert est garantie sur le territoire de chacun des pays adhérents et la responsabilité des offices qui participent à ce transport est engagée dans les limites déterminées par l'article 8 ci-après.

Il est de même à l'égard du transport maritime effectué ou assuré

Der Pariser Post-Kongress.

(Fortsetzung.)

Entwurf zum Uebereinkommen, betreffend den Austausch von Briefen mit Werthangabe.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Regierungen der oben erwähnten Länder haben, in Gemässheit des Art. 12 des — in Folge der Revision des ersten Vereinsvertrages — in Paris am 1878 abgeschlossenen Vertrages, im gemeinsamen Einverständniss und unter Vorbehalt der Ratifikation, das nachstehende Uebereinkommen getroffen :

Art. 1.

Zwischen den oben bezeichneten Ländern können Briefe mit Werthpapieren, deren Werth deklariert ist, gegen Versicherung desselben bis zur Höhe von 10,000 Fr. für den einzelnen Brief zur Versendung kommen.

Art. 2.

1. Die Freiheit des Einzeltransits über die Gebiete der vertragenden Länder ist gewährleistet; in Betreff der Ersatzverbindlichkeit der an dieser Beförderung beteiligten Verwaltungen finden die Bestimmungen des nachstehenden Art. 8 Anwendung.

Dieselben Bestimmungen finden auf die Beförderung zur See, soweit die

The Postal Congress of Paris.

(Continuation.)

Project of Arrangement concerning the exchange of letters with value declared.

The undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the countries above enumerated, with reference to Article 12 of the Convention concluded in Paris on the 1878, in consequence of the revision of the fundamental pact of the General Postal Union, have, by common consent, and subject to ratification, agreed upon the following Arrangement:—

Article 1.

Letters containing declared valuable papers may be forwarded from one of the countries above-mentioned to another of these countries, under insurance of the amount of the declaration up to 10,000 francs per letter.

Article 2.

1.—The right of intermediary conveyance *in open mails* is guaranteed on the territory of each of the adhering countries, and the Administrations, which take part in that conveyance, are held responsible within the limits determined by Article 8 hereafter.

This is also the case with regard

par les offices des pays adhérents, pourvu toutefois que ces offices soient autorisés à accepter la responsabilité des valeurs à bord des paquebots ou bâtiments soumis à leur autorité.

2. — A moins d'arrangement contraire entre les offices d'origine et de destination, la transmission des valeurs déclarées échangées entre pays non limitrophes s'opère à découvert et par les voies utilisées pour l'acheminement des correspondances ordinaires.

3. — L'échange de lettres contenant des valeurs déclarées, entre deux pays qui correspondent, pour les relations ordinaires, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays non participant au présent arrangement ou au moyen de services maritimes dégagés de responsabilité, est subordonné à l'adoption de mesures spéciales à conclure entre les administrations des pays d'origine et de destination, telles que l'emploi d'une voie détournée, l'expédition en dépêches closes, etc.

ART. 3.

1. — Les prix de port prévus par l'article 3 de la Convention du sont bonifiés aux offices qui participent au transport intermédiaire, à découvert ou en dépêches closes, des lettres contenant des valeurs déclarées.

2. — Indépendamment de ces prix de port, l'administration du pays d'origine est redevable, à titre de droit d'assurance territorial, envers l'administration du pays de destination et, s'il y a lieu, envers chacune des administrations participant au transport intermédiaire à découvert par terre, d'un droit proportionnel de 5 centimes par chaque somme de 100 francs ou fraction de 100 francs déclarée.

3. — En outre, s'il y a un ou plu-

vertragschliessenden Verwaltungen die Beförderung bewirken bz. vermitteln, unter der Voraussetzung Anwendung, dass diese Verwaltungen ermächtigt sind, die Verantwortlichkeit für die mit ihren Postschiffen bz. mit sonstigen zu Gebote stehenden Schiffen beförderten Werthbriefe zu übernehmen.

2. Wenn die Verwaltungen des Aufgabe- und des Bestimmungsgebiets etwas Anderes nicht vereinbart haben, werden Briefe mit Werthangabe, die zwischen nicht benachbarten Ländern zum Austausch gelangen, stückweise auf den zur Beförderung der gewöhnlichen Korrespondenz benutzten Wegen weitergesandt.

3. Soll ein Austausch von Werthbriefen zwischen zwei Ländern eingeführt werden, welche für den gewöhnlichen Verkehr sich der Vermittelung eines oder mehrerer, am gegenwärtigen Uebereinkommen nicht beteiligter Länder bedienen, oder welche von Seepoststruten Gebrauch machen, auf denen eine Ersatzleistung nicht stattfindet, so haben die Verwaltungen des Aufgabe- und des Bestimmungsgebiets sich wegen besonderer Massregeln, wie der Benutzung anderer Wege, der Einführung geschlossener Briefpakete u. s. w., zu verständigen.

Art. 3.

1. Die im Art. 3 des Vertrages vom vorgesehenen Vergütungssätze werden denjenigen Verwaltungen gezahlt, welche die Werthbriefe im Einzeltransit oder in geschlossenen Briefpaketen weiterbefördern.

2. Ausser diesen Vergütungen hat die Verwaltung des Aufgabegebiets an die Verwaltung des Bestimmungsgebiets und, eintretenden Falls, an jede derjenigen Verwaltungen, welche an der im Einzeltransit oder in geschlossenen Briefpaketen erfolgten Beförderung zu Lande beteiligt sind, eine Land-Versicherungsgebühr zu entrichten, welche 5 Cts. für je 100 Fr. oder einen Theil von 100 Fr. beträgt.

3. Handelt es sich um die Beförderung auf einer oder mehreren See- poststruten, für die nach Art. 3 des

to the sea-conveyance effected or ensured by the Administrations of the adhering countries, provided however, that these Administrations are authorized to accept the responsibility for the letters with value declared on board the mail-packets or vessels subject to their authority.

2.—Unless any contrary arrangement be agreed upon between the Administrations of origin and of destination, the conveyance of letters with value declared exchanged between non-adjacent countries, is effected *in open mails*, and by the routes used for the transmission of ordinary correspondence.

3.—The exchange of letters containing declared valuable papers between two countries which correspond, as concerns their ordinary relations, through the medium of one or more countries not taking part in the present Arrangement, or by means of maritime services undertaken taking no responsibility, depends on the adoption of special measures to be agreed upon between the Administrations of the countries of origin and of destination, such as the use of an indirect route, transmission in closed mails, &c.

Article 3.

1.—The rates of postage contemplated by Article 3 of the Convention of the are paid to the Administrations which take part in the intermediary transportation, in open or in closed mails, of letters containing declared valuable papers.

2.—In addition to these rates of postage, the Administration of the country of origin pays to the Administration of the country of destination, and, if any, to each of the Administrations which take part in the intermediary territorial conveyance *in open mails*, a territorial insurance fee of 5 centimes for every declared sum of 100 francs, or fraction of 100 francs.

3.—Moreover, if there are one or more maritime transportations giving

eurs transports par mer donnant lieu à rétribution spéciale, d'après l'article 3 de la Convention du susceptibles d'engager la responsabilité des offices qui les effectuent et les assurent, il est dû à chacun desdits offices un droit maritime d'assurance de 10 centimes par chaque somme de 100 francs ou fraction de 100 francs déclarée.

ART. 4.

1. — La taxe des lettres contenant des valeurs déclarées doit être acquittée à l'avance, et se compose :

- 1^o Du port et du droit fixe applicables à une lettre recommandée du même poids et pour la même destination, — port et droit acquis en entier à l'office expéditeur;
- 2^o D'un droit proportionnel d'assurance comprenant autant de fois 5 centimes par 100 francs ou fraction de 100 francs, ou l'équivalent dans la monnaie respective de chaque pays, qu'il y a d'offices participant au transport territorial, y compris l'office expéditeur et l'office destinataire; avec addition, s'il y a lieu, du droit d'assurance maritime prévu par le dernier alinéa de l'article 3 précédent.

2. — L'expéditeur d'une lettre contenant des valeurs déclarées reçoit, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé sommaire de son envoi.

3. — Il est formellement convenu que, sauf dans les cas de réexpédition prévus à l'article 7 ci-après, les lettres renfermant des valeurs déclarées ne peuvent, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappées dans le pays de destination d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

ART. 5.

1. — L'expéditeur d'une lettre contenant des valeurs déclarées peut obtenir, aux conditions déterminées par la Convention du, en ce qui concerne les objets recom-

Vertrages vom besondere Gebühren zu vergüten sind, und für welche die den Transport leistenden bz. vermittelnden Verwaltungen die Verantwortlichkeit übernommen haben, so hat jede dieser Verwaltungen auf Vergütung einer See-Versicherungsgebühr von 10 Cts. für je 100 Fr. oder einen Theil von 100 Fr. des deklarierten Betrages Anspruch.

Art. 4.

1. Die im Voraus zu entrichtende Taxe für Briefe mit Werthangabe setzt sich, wie folgt, zusammen:

1. aus dem Porto und der Einschreibgebühr für Einschreibbriefe von gleichem Gewicht und mit gleichem Bestimmungsort — Porto und Gebühren verbleiben der absendenden Verwaltung —;

2. aus einer Versicherungsgebühr von je 5 Cts. für je 100 Fr. oder einen Theil von 100 Fr., oder von den entsprechenden Sätzen in den anderen Währungen, für jede an der Landbeförderung beteiligte Verwaltung, einschliesslich der Verwaltungen des Absendungs- und des Bestimmungsgebiets, eintretenden Falls unter Hinzurechnung der im letzten Absatz des vorhergehenden Artikels 3 vorgesehenen See-Versicherungsgebühr.

2. Dem Absender wird bei der Aufgabe der Sendung ein Einlieferungsschein unentgeltlich ausgefertigt.

3. Es wird ausdrücklich vereinbart, dass, abgesehen von den im nachfolgenden Artikel 7 bezeichneten Fällen der Nachsendung, Briefe mit Werthangabe unter keinem Vorwande oder Titel in dem Bestimmungslande irgend einer Taxe oder Gebühr zu Lasten der Empfänger unterworfen werden dürfen.

Art. 5.

1. Der Absender eines Briefes mit Werthangabe kann unter den im Vertrage vom für Einschreibsendungen getroffenen Festsetzungen eine Bescheinigung über den Empfang Sei-

rise to special expenses, according to Article 3 of the Convention of the , and involving the responsibility of the Administrations effecting or ensuring the same, a maritime insurance-fee of 10 centimes for every declared sum of 100 francs, or fraction of 100 francs, is due to each of the said Administrations.

Article 4.

1.—The postage on letters containing declared valuable papers must be paid in advance, and consists:—

- 1^o Of the postage and the fixed fee applicable to a registered letter of the same weight, and for the same destination,—the whole of the postage and of the fee to be retained by the despatching Administration;

- 2^o Of a proportional insurance-fee consisting of as many times 5 centimes per 100 francs or fraction of 100 francs, or the equivalent in the currency of each country respectively, as there are Administrations taking part in the territorial conveyance, inclusive of the despatching Administration and of the Administration of destination; with the addition, of the maritime insurance-fee, if any, contemplated by the last paragraph of the foregoing Article 3.

2.—The sender of a letter containing declared valuable papers is furnished, without cost, at the moment of posting such letter, with a summary receipt for the same.

3.—It is expressly agreed that, except in the cases of re-direction contemplated by Article 7 hereafter, letters containing declared valuable papers may not, under any pretext and on any head whatever, be charged in the country of destination with any tax or duty to be paid by the addressees.

Article 5.

1.—The sender of a letter containing declared valuable papers may claim, on the conditions determined by the Convention of the , as concerns registered articles, that in-

mandés, qu'il lui soit donné avis de la remise de cette lettre au destinataire.

2. — Le produit du droit fixe applicable aux avis de réception est acquis en entier à l'office du pays d'origine.

ART. 6.

1.— Le fait d'une déclaration frauduleuse de valeurs *supérieures* à la valeur réellement insérée dans une lettre, est poursuivi et puni conformément à la législation du pays d'origine.

2. — Il est facultatif à l'expéditeur de ne déclarer qu'une partie des valeurs dont son envoi se compose.

ART. 7.

1.— Une lettre de valeurs déclarées réexpédiée, par suite de changement de résidence du destinataire, sur le pays d'origine ou sur l'un des pays qu'elle a traversés à *découvert*, lors de sa première expédition, n'est passible d'aucune taxe supplémentaire.

2. — En cas de réexpédition sur un des pays contractants autre que ceux désignés au paragraphe précédent, les droits d'assurance fixés par les deuxième et troisième alinéa de l'article 3 du présent arrangement sont perçus, du chef de la réexpédition, au profit de l'office du pays de destination et, s'il y a lieu, au profit des offices de chacun des nouveaux pays intermédiaires.

3.— La réexpédition par suite de fausse direction ne donne lieu à aucune perception supplémentaire à la charge du public.

ART. 8.

1.— Sauf le cas de force majeure, lorsqu'une lettre contenant des valeurs déclarées vient à être perdue ou spoliée sur le territoire ou dans le service de l'un des pays contractants, l'administration de ce pays paye ou fait payer à l'envoyeur et, à défaut ou sur la demande de celui-

tens des Adressaten (Rückschein) verlangen.

2. Die für Rückscheine erhobenen Gebühren verbleiben ungetheilt der Verwaltung des Aufgabebiets.

Art. 6.

1. Ist in betrügerischer Absicht nicht der wirkliche Werth des Inhalts, sondern ein höherer Betrag deklariert worden, so wird der Fall nach den im Aufgabebiete bestehenden gesetzlichen Bestimmungen verfolgt und bestraft.

2. Dem Absender steht es frei, nur einen Theil des Werthinhalts seiner Sendung zu deklarieren.

Art. 7.

1. Für Briefe mit Werthangabe, welche in Folge von Wohnungsveränderungen der Adressaten nach dem Aufgabebiete oder nach einem derjenigen Länder nachgesandt werden, durch welche dieselben ursprünglich im Einzeltransit befördert worden sind, wird ein Zuschlagporto nicht in Ansatz gebracht.

2. In Fällen der Nachsendung nach anderen, als den vorstehend bezeichneten vertragenden Ländern kommt für die Nachsendung die im zweiten und dritten Absatz des Art. 3 des gegenwärtigen Uebereinkommens festgesetzte Versicherungsgebühr zu Gunsten der Verwaltung des Bestimmungsbietes und, eintretenden Falls, zu Gunsten jedes der neu hinzutretenden Transitländer zur Erhebung.

3. Für die durch unrichtige Leitung hervorgerufenen Nachsendungen wird ein Nachschussporto zu Lasten des Publikums nicht berechnet.

Art. 8.

1. Wenn ein Brief mit Werthangabe auf dem Gebiet oder innerhalb des Verwaltungsbereichs eines der vertragenden Länder verloren geht oder seines Inhalts beraubt wird, so hat, den Fall höherer Gewalt ausgenommen, die Verwaltung dieses Landes dem Absender und an Stelle oder auf Ver-

formation be given to him of the delivery of such letter to the addressee.

2.—The whole of the proceeds from the fixed fee applicable to the acknowledgments of receipt are retained by the Administration of the country of origin.

Article 6.

1.—The fact of a fraudulent declaration of a value, *higher* than that of the papers actually enclosed in a letter, is prosecuted and punished in conformity with the legislation of the country of origin.

2.—The sender is at liberty to declare a part only of the value of the papers contained in his letter.

Article 7.

1.—A letter with value declared which, in consequence of the addressee having changed his residence, is re-directed to the country of origin or to one of the countries traversed by it *in open mails* on its first transmission, is not liable to any additional charge.

2.—In the case of re-direction to any one of the contracting countries other than those designated in the preceding paragraph, the insurance-fees fixed by the second and third paragraphs of Article 3 of the present Arrangement are levied, for the re-transmission, for the benefit of the Administration of the country of destination, and for the benefit of the Administrations of each of the new intermediary countries, if any.

3.—The re-transmission in consequence of mis-direction does not give rise to any supplementary charge to be paid by the public.

Article 8.

1.—Except in the case of force majeure, when a letter containing declared valuable papers is lost or spoliated on the territory or in the service of one of the contracting countries, the Administration of that country pays, or causes to be paid to the sender, and, in default or at

ci. au destinataire, dans un délai d'un an à dater du jour de la réclamation, soit la somme qui a été déclarée, s'il s'agit d'un cas de perte totale, soit la portion de cette somme qui a été spoliée, s'il s'agit d'une perte partielle; mais la réclamation n'est admise que dans les douze mois qui suivent la date de l'envoi de ladite lettre; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

2.—L'administration qui opère le remboursement du montant des valeurs déclarées non parvenues à destination est subrogée en tous les droits du propriétaire.

A cet effet, l'indemnisé doit, au moment du remboursement, consigner par écrit les renseignements propres à faciliter la recherche des valeurs perdues et subroger en tous ses droits ladite administration.

3.—Si la perte ou la spoliation a lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange de deux pays limitrophes, sans qu'il soit possible d'établir sur lequel des deux territoires le fait s'est accompli, les deux administrations en cause supportent le dommage par moitié.

Il en est de même, en cas d'échange en dépêches closes, si la perte ou la spoliation a lieu sur le territoire ou dans le service d'un office intermédiaire.

4.—Les administrations cessent d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans toute lettre dont le destinataire ou son fondé de pouvoirs a donné reçu.

ART. 9.

1.—Les pays contractants se réservent le droit de faire appliquer aux lettres contenant des valeurs déclarées, à destination ou provenant de l'extérieur, leurs lois ou règlements intérieurs respectifs, en tant qu'il

langen desselben dem Adressaten innerhalb der Frist eines Jahres, vom Tage der Reklamation an gerechnet, im Falle des vollständigen Verlustes den angegebenen Werthbetrag zu zahlen oder zahlen zu lassen, andernfalls aber nur denjenigen Theil, welcher abhanden gekommen ist. Die Reklamation ist jedoch nur zulässig, wenn sie innerhalb 12 Monaten, vom Tage der Aufgabe des betreffenden Briefes an gerechnet, erhoben wird. Nach Ablauf dieses Termins steht dem Reklamanten ein Anspruch auf Entschädigung nicht zu.

2. Diejenige Verwaltung, welche für abhandengekommene Briefe mit Werthangabe Ersatz leistet, tritt in alle Rechte der Eigenthümer derselben ein.

Zu dem Zwecke ist der entschädigte Theil verpflichtet, schriftlich diejenigen Aufklärungen zu geben, welche bei den Nachforschungen nach den verloren gegangenen Sendungen von Nutzen sein könnten, und ferner alle seine Rechte an diese Verwaltung zu übertragen.

3. Findet der Verlust oder die Beraubung während der Beförderung zwischen den Auswechselungs-Postanstalten zweier benachbarter Länder statt, ohne dass festgestellt werden kann, auf welchem der beiden Gebiete dieselben eingetreten sind, so wird die Entschädigung von beiden Verwaltungen zu gleichen Theilen getragen.

Ein Gleiches geschieht, wenn beim Austausch von geschlossenen Briefpaketen der Verlust oder die Beschädigung sich auf dem Gebiet oder innerhalb des Verwaltungsbereichs einer dritten Verwaltung ereignet hat.

4. Die Ersatzverbindlichkeit der Verwaltungen hört auf, sobald der Adressat oder sein Bevollmächtigter den Empfang bescheinigt hat.

Art. 9.

1. Die vertragenden Länder behalten sich vor, auf Briefe mit Werthangabe nach oder aus fremden Ländern die in Betracht kommenden internen gesetzlichen und reglementarischen Vorschriften anzuwenden,

the request of the same, to the addressee, within a delay of one year counting from the date of application, either the sum which was declared, in the case of a total loss, or that portion of the sum which was abstracted, in the case of a partial loss; but the application is only entertained if made within twelve months from the date on which the said letter was posted; after the expiration of this delay the applicant has no right to any indemnity.

2.—The Administration effecting the reimbursement of the amount of the declared valuable papers which have not reached their destination, is subrogated into all the rights of the owner.

To this effect, the person receiving the indemnity must, at the moment of the reimbursement, give in writing all information likely to facilitate the search for the lost valuable papers, and subrogate the said Administration into all his rights.

3.—When the loss or spoliation of a letter with value declared occurs whilst the same is being conveyed between the exchange-offices of two adjacent countries, without its being possible to ascertain on which of the two territories the fact has taken place, the two Administrations concerned bear the loss in equal proportions.

The same is done, in the case of an exchange in closed mails, when the loss or spoliation occurs on the territory or in the service of an intermediary Administration.

4.—The Administrations cease to be responsible for declared valuable papers contained in any letter for which the addressee or the person authorized by him has given a receipt.

Article 9.

1.—Each of the contracting countries reserves the right to apply to the letters containing declared valuable papers, intended for, or originating in, other countries, its internal laws and regulations, in so far as

n'y est pas dérogé par le présent arrangement.

2.— Les stipulations du présent arrangement ne portent pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de l'amélioration du service des lettres contenant des valeurs déclarées.

ART. 10.

Chacune des administrations des pays contractants peut, dans des circonstances extraordinaires de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des valeurs déclarées, tant à l'expédition qu'à la réception et d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'administration ou aux administrations intéressées.

ART. 11.

Les pays de l'Union qui n'ont point pris part au présent arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 17 de la Convention du, en ce qui concerne les adhésions à l'Union générale des postes.

ART. 12.

Les administrations des postes des pays contractants règlent la forme et le mode de transmission des lettres contenant des valeurs déclarées et arrêtent toutes les autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution du présent arrangement.

ART. 13.

1.— Le présent arrangement entrera en vigueur le

2.— Il sera ratifié en même temps et aura la même durée que la Convention du, sans préjudice du droit, réservé à chaque pays, de se retirer de cet arrangement moyen-

insoweit nicht durch gegenwärtiges Uebereinkommen etwas Anderes bestimmt ist.

2. Die Festsetzungen des gegenwärtigen Uebereinkommens beschränken nicht die Befugniss der vertragenden Theile, besondere Abkommen unter sich bestehen zu lassen und neu zu treffen, sowie engere Vereine zur weiteren Erleichterung des Austausches von Werthbriefen aufrecht zu erhalten oder neu zu gründen.

Art. 10.

Den Verwaltungen der vertragenden Länder steht das Recht zu, den Austausch von Briefen mit Werthangabe unter aussergewöhnlichen Verhältnissen, welche eine solche Massnahme rechtfertigen, vorübergehend ganz oder theilweise aufzuheben, sowohl in Ansehung der Absendung, als auch der Empfangnahme, jedoch unter der Bedingung, dass die beteiligten Verwaltungen davon unverzüglich, nöthigen Falls auf telegraphischem Wege, in Kenntniss gesetzt werden.

Art. 11.

Den an dem gegenwärtigen Uebereinkommen nicht theilnehmenden Ländern ist der Beitritt auf ihren Antrag und auf dem im Art. 17 des Vertrages vom für den Eintritt in den allgemeinen Postverein bezeichneten Wege gestattet.

Art. 12.

Die Postverwaltungen der vertragenden Länder werden die Form und Versendungsweise der Briefe mit Werthangabe und alle weiteren Dienstvorschriften festsetzen, welche erforderlich sind, um die Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens zu sichern.

Art. 13.

1. Das gegenwärtige Uebereinkommen wird am zur Ausführung gebracht werden.

2. Dasselbe soll an dem gleichen Tage ratifizirt werden und auf dieselbe Dauer in Wirksamkeit bleiben, wie der Vertrag vom, unbe-

they are not at variance with the present Arrangement.

2.—The provisions of the present Arrangement do not involve any restriction on the right of the contracting parties to maintain and to conclude special arrangements, as well as to maintain and establish more restricted unions, with a view to the improvement of the service of letters with value declared.

Article 10.

Each of the Administrations of the contracting countries may, under extraordinary circumstances of a nature to justify the measure, temporarily suspend the service of letters with value declared, as well with regard to the despatch as to the receipt of such letters, either in a general or partial manner, on the condition of giving notice thereof immediately, if needful by telegraph, to the Administration or to the Administrations interested.

Article 11.

The countries of the Union which have not taken part in the present Arrangement are, at their request, admitted to adhere to the same in the form prescribed by Article 17 of the Convention of the, as concerns the adhesions to the General Postal Union.

Article 12.

The Postal Administrations of the contracting countries determine the form and the mode of transmission of letters containing declared valuable papers, and draw up all other measures of detail or order necessary for ensuring the execution of the present Arrangement.

Article 13.

1.—The present Arrangement shall come into force on the

2.—It shall be ratified at the same time, and shall have the same duration as the Convention of the, without prejudice to the right, reserved to each country, to withdraw from this

nant un avis donné, un an à l'avance, par son gouvernement au gouvernement de l'administration gérante.

3.— Toutefois, les administrations des postes des pays contractants peuvent se concerter entre elles pour introduire les modifications qu'elles jugent nécessaires. Mais, pour devenir définitives, ces modifications doivent réunir, savoir:

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit des taxes ou des prix de port intermédiaire;

2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit des autres dispositions de principe qui font l'objet du présent arrangement;

3° La simple majorité absolue, s'il s'agit des dispositions d'exécution prévues par l'article 12 précédent.

Les modifications définitives sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique et, dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée au dernier alinéa de l'article 19 de la Convention du . . .

4.— Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent arrangement, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers pays contractants ou entre leurs administrations, pour autant qu'elles ne sont pas conciliables avec les termes du présent arrangement, et sans préjudice des dispositions de l'article 9 précédent.

Projet

de règlement de détail et d'ordre.

Les soussignés, vu l'article 13 de la Convention conclue à Paris, le 1878, ensuite de la révision du pacte fondamental de l'Union générale des postes, et l'article 12 de l'arrangement concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées,

schadet des jedem Lande vorbehaltenen Rechts, von dem Uebereinkommen zurückzutreten, wenn die Regierung des betreffenden Landes diese Absicht ein Jahr im Voraus der Regierung der geschäftsführenden Verwaltung angezeigt hat.

3. Die Postverwaltungen der vertragenden Länder können jedoch im gemeinsamen Einverständniss die etwa erforderlichen Abänderungen des Uebereinkommens herbeiführen. Um indess zur Ausführung gelangen zu können, müssen diese Abänderungsvorschläge erhalten:

1. Stimmeneinhelligkeit, wenn es sich um Portosätze und Transitgebühren handelt;

2. zwei Drittheile der Stimmen, wenn es sich um andere grundsätzliche Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens handelt;

3. einfache Stimmenmehrheit, wenn es sich um die im vorhergehenden Art. 12 bezeichneten Ausführungsbestimmungen handelt.

Die endgültigen Abänderungen werden in den beiden ersten Fällen durch eine diplomatische Erklärung, im dritten Falle durch eine Benachrichtigung bestätigt, bezüglich deren nach den Bestimmungen des letzten Absatzes des Art. 19 des Vertrages vom zu verfahren ist.

4. Mit dem Tage der Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens treten alle früher zwischen den einzelnen Ländern oder Verwaltungen vereinbarten Bestimmungen insoweit ausser Kraft, als sie den Festsetzungen dieses Uebereinkommens zuwiderlaufen, vorbehaltlich der Bestimmungen in dem vorhergehenden Art. 9.

Entwurf

zur Ausführungs-Uebereinkunft.

Auf Grund des Art. 13 des — in Folge der Revision des ersten Vereinsvertrages — in Paris am abgeschlossenen Vertrages und des Art. 12 des in Paris am unterzeichneten Uebereinkommens, betreffend den Austausch von Briefen mit

Arrangement on its Government giving notice one year in advance to the Government of the managing Administration.

3.—The Postal Administrations of the contracting countries, however, may agree amongst themselves, upon the introduction of the modifications they deem needful. But the carrying out of these modifications necessitates:—

1° Unanimity of votes, if the taxes or the rates of intermediary postage are concerned;

2° Two thirds of the votes, if the other fundamental stipulations which form the object of the present Arrangement are concerned;

3° An absolute majority, in the case of the executive provisions, contemplated by the foregoing Article 12.

The definitive modifications are confirmed, in the two first cases, by a diplomatic declaration, and, in the third case, by an administrative notification, according to the form indicated by the last paragraph of Article 19 of the Convention of the

4.—After the date on which the present Arrangement comes into force, all the stipulations previously agreed upon between the various contracting countries, or their Administrations, are abrogated, in so far as they are at variance with the terms of the present Arrangement, and without prejudice to the provisions of the foregoing Article 9.

Project

of Detailed Regulations.

The undersigned, with reference to Article 13 of the Convention concluded in Paris on the 1878, in consequence of the revision of the fundamental pact of the General Postal Union, and with reference to Article 12 of the Arrangement concerning the

signé à Paris le, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes, pour assurer l'exécution dudit arrangement.

I.

1. — Les administrations postales des pays adhérents qui entretiennent des services maritimes réguliers, utilisés pour le transport des correspondances ordinaires, dans le ressort de l'Union, désignent aux offices des autres pays adhérents ceux de ces services qui peuvent être affectés au transport des lettres contenant des valeurs déclarées, avec garantie de responsabilité.

2. — Les administrations des pays contractants se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle A ci-annexé, savoir:

1^o La nomenclature des pays par rapport auxquels elles peuvent respectivement se servir d'intermédiaires pour le transport des lettres de valeurs déclarées;

2^o Les voies ouvertes à l'acheminement desdites lettres, à partir de l'entrée sur leurs territoires ou dans leurs services;

3^o Le total des droits d'assurance qui doivent leur être bonifiés de ce chef, pour chaque destination, par l'office qui leur livre les objets à *découvert*.

3. — Au moyen des tableaux A reçus de ses correspondants, chaque administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses valeurs déclarées et les droits d'assurance à percevoir sur les expéditeurs, d'après les conditions dans lesquelles s'effectue le transport intermédiaire.

4. — Les administrations se doivent réciproquement communication des tarifs de droits d'assurance applicables, dans leur service, aux lettres de valeurs déclarées à destination de tous les pays participant au présent arrangement.

5. — Chaque administration doit, en outre, faire connaître directement

Werthangabe, haben die Unterzeichneten, Namens ihrer Verwaltungen, die nachstehenden Bestimmungen zur Ausführung des gedachten Uebereinkommens vereinbart.

I.

1. Die Postverwaltungen derjenigen theilnehmenden Länder, welche regelmäßige Verbindungen zur See unterhalten, die zur Beförderung von gewöhnlichen Korrespondenz - Gegenständen innerhalb des Vereinsgebiets benutzt werden, bezeichnen den Verwaltungen der anderen theilnehmenden Länder diejenigen dieser Verbindungen, mit welchen die Beförderung von Werthbriefen erfolgen kann, und für welche sie die Vertretungsverbindlichkeit übernehmen.

2. Die Verwaltungen der vertragenden Länder theilen sich gegenseitig mittelst einer dem Muster der Anlage A entsprechenden Nachweisung

1. das Verzeichniss der Länder mit, mit welchen ein Austausch von Werthbriefen durch ihre Vermittlung stattfinden kann;

2. die für die Beförderung solcher Briefe bestehenden Verbindungen, von der Grenze ihres Gebietes bz. Verwaltungsbereichs an;

3. den Gesamtbetrag der Versicherungsgebühren, welchen diejenige Verwaltung, die ihnen die Briefe stückweise überliefert, für jedes Land zu vergüten hat.

3. Auf Grund der von den anderen Verwaltungen erhaltenen Nachweisungen A bestimmt jede Verwaltung den Weg, auf welchem die Beförderung der Werthbriefe stattzufinden hat, und die vom Absender zu erhebenden Gebühren, gemäss den für die verschiedenen Beförderungswege sich ergebenden Bedingungen.

4. Die Verwaltungen haben sich gegenseitig von den Versicherungsgebühren Mittheilung zu machen, welche von ihnen für die Werthbriefe nach allen am gegenwärtigen Uebereinkommen theilnehmenden Ländern erhoben worden.

5. Ferner muss jede Verwaltung

exchange of letters with value declared, signed in Paris on the, have, in the name of their respective Administrations, by common consent, agreed upon the following measures for ensuring the execution of the said Arrangement.

I.

1.—The Postal Administrations of the adhering countries which maintain regular maritime services used for the transport of ordinary correspondence within the limits of the Union, designate to the Administrations of the other adhering countries those of these services, which may be employed for the conveyance of letters containing declared valuable papers, with guarantee of responsibility.

2.—The Administrations of the contracting countries mutually notify to each other, by means of tables in conformity with the specimen A hereto appended, *viz*:—

1^o A list of the countries with regard to which they may serve as intermediaries for the conveyance of letters with value declared;

2^o The routes available for the transmission of such letters, from the point of entry on their territories or into their services;

3^o The total of the insurance-fees which must be paid to them on this head, for each destination, by the Administration which delivers to them the articles *in open mails*;

3.—By means of the tables A received from its correspondents, each Administration determines the routes to be employed for the transmission of its letters with value declared, and the insurance-fees to be charged to the senders, according to the conditions under which the intermediary conveyance is effected.

4.—The Administrations must reciprocally communicate to each other the tariffs of insurance-fees applicable, in their services, to letters with value declared intended for all the countries taking part in the present Arrangement.

5.—Each Administration must, in addition, make known direct to the

au premier office intermédiaire quels sont les pays pour lesquels elle se propose de lui livrer à *découvert* des lettres contenant des valeurs déclarées.

II.

1. — Les lettres contenant des valeurs déclarées ne peuvent être admises que sous une enveloppe fermée au moyen de cachets, en cire fine, reproduisant un signe particulier et appliqués en nombre suffisant pour retenir tous les plis de l'enveloppe.

2. — Chaque lettre doit, d'ailleurs, être conditionnée de manière qu'il ne puisse être porté atteinte à son contenu, sans endommager extérieurement et visiblement l'enveloppe ou les cachets.

3. — Les timbres-poste employés à l'affranchissement doivent être espacés, afin qu'ils ne puissent servir à cacher des lésions de l'enveloppe. Ils ne doivent pas non plus être repliés sur les deux faces de l'enveloppe de manière à couvrir la bordure.

III.

1. — La déclaration des valeurs doit être exprimée en francs et centimes ou dans la monnaie du pays d'origine et être inscrite par l'expéditeur sur l'adresse de l'envoi, en toutes lettres et en chiffres, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. — Lorsque la déclaration est formulée en une monnaie autre que la monnaie de franc, l'office du pays d'origine est tenu d'en opérer la réduction en cette dernière monnaie, au cours du pair, en indiquant, par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous des chiffres représentatifs du montant de la déclaration, l'équivalent de celle-ci en francs et centimes. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux relations directes entre pays ayant une monnaie commune.

die bei der Weiterbeförderung zunächst beteiligte Verwaltung direkt davon in Kenntniss setzen, nach welchen Ländern sie derselben Werthbriefe im Einzeltransit zu überliefern gedenkt.

II.

1. Briefe mit Werthangabe müssen mit einem Umschlage versehen und mit mehreren, durch ein ordentliches Petschaft des Absenders in gutem Lack hergestellten Siegelabdrücken dergestalt verschlossen sein, dass sämtliche Klappen von denselben erfasst werden.

2. Jeder Brief muss so beschaffen sein, dass eine Verletzung des Inhalts ohne äusserlich wahrnehmbare Beschädigung des Umschlages oder des Siegelverschlusses nicht möglich ist.

3. Beim Aufkleben der zur Frankirung dienenden Freimarken ist zwischen denselben ein Zwischenraum zu lassen, damit Beschädigungen des Umschlages nicht verdeckt werden können. Auch dürfen die Marken über den Rand des Briefes hinweg nicht dergestalt befestigt werden, dass dieselben mit einem Theile auf der Vorderseite und mit dem andern Theile auf der Rückseite des Briefes erscheinen.

III.

1. Die Werthangabe hat in Franken und Centimen oder in der Währung des Aufgabegebiets zu erfolgen und muss vom Absender auf der Adresse in Buchstaben und in Zahlen, ohne Rasuren oder Abänderungen, selbst wenn letztere anerkannt wären, ersichtlich gemacht werden.

2. Wenn die Werthangabe in einer anderen, als der Franken-Währung stattgefunden hat, so ist von der Verwaltung des Aufgabegebiets die Umwandlung in die letztere Währung *al pari* zu bewirken und von ihr unter oder neben der ursprünglichen Werthangabe der entsprechende Betrag in Franken und Centimen in Zahlen anzugeben. Doch findet diese Bestimmung auf den direkten Verkehr zwischen Ländern mit einer und derselben Währung keine Anwendung.

first intermediary Administration, the countries for which it intends to deliver to it, *in open mails*, letters containing declared valuable papers.

II.

1.—Letters containing declared valuable papers can only be admitted when placed in an envelope closed by means of seals, of fine sealing wax, bearing a special impression, and applied in a number sufficient to fasten all the flaps of the envelope.

2.—Every letter must, moreover, be in such a condition as to make it impossible for its contents to be tampered with without exterior and visible injury to the envelope or the seals.

3.—The postage-stamps employed for prepayment must be affixed at some distance from each other, so as to prevent their being made use of for concealing any damaged part of the envelope. They must not be folded over the edge of the envelope so as to be seen on both sides.

III.

1.—The declaration of value must be expressed in francs and centimes, or in the money of the country of origin, and be written by the sender on the address-side of the cover, in letters and figures, without any erasure or correction, even if certified.

2.—When the declaration is expressed in a money other than the franc-currency, the Administration of the country of origin is obliged to effect its conversion into the latter currency, at par, and to indicate, by means of new figures placed by the side or below those representing the amount of the declaration, the equivalent of the same in francs and centimes. This provision, however, is not applicable to the direct relations between countries having the same money.

IV.

Lorsque des circonstances fortuites ou les réclamations des intéressés viennent à révéler l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeurs supérieures à la valeur réelle insérée dans une lettre, avis en est donné à l'administration du pays d'origine, dans le plus bref délai possible, et, le cas échéant, avec les pièces de l'enquête à l'appui.

V.

1. — Le poids exact, en grammes, de chaque lettre contenant des valeurs déclarées, doit être inscrit sur la lettre dans le service du pays d'origine.

2. — La lettre est, en outre, frappée par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt, et du timbre spécial en usage dans le pays d'origine pour les lettres contenant des valeurs déclarées.

3. — Les bureaux intermédiaires et destinataire appliquent, au verso, leur propre timbre, à la date de la réception desdites lettres.

VI.

L'échange des lettres contenant des valeurs déclarées, entre pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime direct, est effectué par les bureaux servant d'intermédiaire pour l'échange des correspondances ordinaires.

Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs territoires intermédiaires, les lettres de valeurs déclarées doivent toujours suivre la voie la plus directe et être livrées à découvert au premier office intermédiaire, si cet office est à même d'assurer la transmission dans les conditions déterminées par l'article 1^{er} du présent règlement.

Toutefois, est réservée aux offices correspondants la faculté de s'entendre, soit pour échanger des valeurs déclarées en dépêches closes, au moyen des services d'un ou de plu-

IV.

Wenn durch Zufall oder durch die Reklamation der Beteiligten sich herausstellt, dass nicht der wirkliche Werth des Inhalts, sondern ein höherer Betrag angegeben war, so wird davon der Verwaltung des Aufgabebiets in kürzester Frist und, eintretenden Falls, unter Beifügung der für die Untersuchung erforderlichen Belagstücke Nachricht gegeben.

V.

1. Auf jedem Werthbriefe ist von der Verwaltung des Aufgabebiets das genaue Gewicht in Grammen zu vermerken.

2. Die Einlieferungs-Postanstalt hat die Briefe ausserdem auf der Vorderseite mit dem Aufgabestempel, welcher Ort und Datum der Einlieferung ergiebt, sowie mit dem im Aufgabebiete für Briefe mit Werthangabe eingeführten besonderen Stempel zu bedrucken.

3. Die Postanstalten unterwegs und am Bestimmungsorte haben die Briefe auf der Rückseite mit einem Abdruck ihres Ankunftsstempels zu versehen.

VI.

Den Austausch von Briefen mit Werthangabe zwischen benachbarten oder solchen Ländern, zwischen denen eine direkte Verbindung zur See unterhalten wird, vermitteln die für die gewöhnlichen Korrespondenz-Gegenstände bestehenden Auswechselungs-Postanstalten.

Im Verkehr derjenigen Länder, welche durch ein oder mehrere zwischenliegende Gebiete getrennt sind, müssen Briefe mit Werthangabe stets auf dem direktesten Wege befördert und einzeln der ersten Transitverwaltung ausgeliefert werden, sobald diese Verwaltung in der Lage ist, die Beförderung unter den im Art. 1 des gegenwärtigen Reglements vorgesehenen Bedingungen zu übernehmen.

Doch steht es den einzelnen Verwaltungen auch frei, sich über den

IV.

When the existence of a fraudulent declaration of a value higher than the actual value of the papers enclosed in a letter, is discovered owing to accidental circumstances, or to the complaint of the persons interested, notice thereof is given to the Administration of the country of origin, with the least possible delay, and with the addition of the documents relating to the inquiry, if any.

V.

1.—The exact weight, in grammes, of each letter containing declared valuable papers, must be written on the letter in the service of the country of origin.

2.—The letter is, moreover, impressed by the office of origin, on the address-side, with the stamp indicating the place and date of posting, and with the special stamp in use in the country of origin for letters containing declared valuable papers.

3.—The intermediate offices, and the office of destination, apply, on the back of the letters, their own stamps indicating the date of the receipt of the said letters.

VI.

The exchange of letters containing declared valuable papers, between adjacent countries, or countries in communication with each other by means of a direct maritime service, is effected by the offices serving as intermediaries for the exchange of ordinary correspondence.

In the exchange between countries separated by one or more intermediary territories, letters with value declared must always be transmitted by the most direct route, and be delivered in open mails to the first intermediary office, if that office is in a position to ensure the transmission under the conditions determined by Article 1 of the present Regulations.

But in case the transmission of letters with value declared in open mails does not involve, by the direct

sieurs pays intermédiaires participant ou non à l'arrangement du , soit pour assurer la transmission à découvert par des voies détournées, au cas où ce mode de transmission ne comporte pas, par la voie directe, la garantie de responsabilité sur tout le parcours.

VII.

1. — Les lettres contenant des valeurs déclarées sont inscrites par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille d'envoi spéciale, conforme au modèle B annexé au présent règlement, avec tous les détails que cette formule comporte.

2. — Elles forment avec cette feuille un paquet spécial qui est ficelé intérieurement et enveloppé de papier solide, puis ficelé extérieurement et cacheté à la cire fine sur tous les plis, au moyen du cachet du bureau d'échange expéditeur. Ce paquet porte pour suscription les mots „Valeurs déclarées“ et doit être inséré au centre de la dépêche.

3. — La présence d'un tel paquet dans une dépêche est signalée au bas du tableau n° I de la feuille d'avis sous le titre „Recommandations d'office“ et par une note ainsi conçue: „Un paquet de valeurs déclarées.“

4. — Le paquet des valeurs déclarées est réuni par un croisé de ficelle au paquet des objets recommandés, et les bouts de cette ficelle sont attachés au bas de la feuille d'avis, au moyen d'un cachet avec empreinte en cire fine ou sur papier gommé. A défaut d'un paquet d'objets recommandés, les bouts de la ficelle qui enveloppe extérieurement le paquet des valeurs déclarées, conformément au § 2 ci-dessus, sont scellés eux-mêmes au bas de la feuille d'avis.

Austausch von Werthbriefen in geschlossenen Briefpaketen über ein oder mehrere an dem Uebereinkommen vom beteiligte bz. nicht beteiligte Länder hinweg zu verständigen oder die Einzelbeförderung auf anderen Wegen einzuführen, falls die Einzelauslieferung auf dem direkten Wege nicht Sicherheit für den Ersatz bezüglich der ganzen Beförderungstrecke bietet.

VII.

1. Bei der Absendung werden die Briefe mit Werthangabe von der Auswechselungs-Postanstalt in eine der Anlage B des gegenwärtigen Reglements entsprechende besondere Geldkarte, unter Berücksichtigung der vorgedruckten Rubriken, eingetragen.

2. Die Werthbriefe werden mit der Karte zu einem besonderen Packet vereinigt, welches aus haltbarem Papier zu fertigen ist. Das Packet wird von innen und aussen umschnürt und mit dem Petschaft der absendenden Postanstalt auf allen Klappen mittelst feinen Siegellacks versiegelt. Das Packet trägt die Aufschrift: „Werthbriefpacket“ und muss in den Kartenschluss verpackt werden.

3 Das Vorhandensein eines solchen Packets in dem Kartenschlusse wird am Schlusse der Abtheilung I der Briefkarte unter der Ueberschrift: „Amtliche Einschreibsendungen“ durch den Vermerk: „Ein Werthbriefpacket“ ersichtlich gemacht.

4. Das Werthbriefpacket und das aus den Einschreibsendungen gefertigte Packet werden mit Bindfaden kreuzweise zusammengeschnürt, und die Enden des Bindfadens am untern Rande der Briefkarte mittelst Siegelabdrucks von gutem Lack oder mittelst Siegelmarke befestigt. Liegen Einschreibsendungen nicht vor, so werden die Enden des Bindfadens, mit welchem das Werthbriefpacket nach dem vorstehenden § 2 von aussen umschnürt worden ist, am untern Rande der Briefkarte festgesiegelt.

route, the guarantee of responsibility for the whole distance, the right is reserved to the corresponding Administrations, to agree, either to exchange such letters in closed mails by means of the services of one or more intermediary countries whether taking part or not in the Arrangement of the, or to ensure their transmission *in open mails* by indirect routes.

VII.

1.—The letters containing declared valuable papers are entered by the despatching office of exchange in a special bill (*feuille d'envoi*), in conformity with the specimen B appended to the present Regulations, with such details as the form requires.

2.—These letters, with this bill, are made up into a special packet which is first tied with string, and enclosed in strong paper, then tied again with string on the outside, and sealed with fine sealing wax on all the flaps, by means of the seal of the despatching office of exchange. This packet bears as superscription the words “Letters with value declared”, and must be placed in the centre of the mail.

3.—The presence of such a packet in a mail is pointed out at the bottom of table N° I of the letter-bill under the heading “Officially registered articles”, by a remark running thus:—“A packet of letters with value declared”.

4.—The packet of letters with declaration of value is joined by means of a string tied cross-ways to the packet of registered articles, and the ends of that string are fastened to the bottom of the letter bill by means of a seal of fine sealing wax, or of a gummed paper label bearing an impression of the seal. In default of a packet of registered articles, the ends of the string by which the packet of letters with value declared is fastened on the outside, in conformity with the above paragraph 2, are sealed on to the bottom of the letter bill.

VIII.

1. — A la réception d'un paquet de valeurs déclarées, le bureau d'échange destinataire commence par rechercher si ce paquet ne présente aucune irrégularité soit dans son état ou sa confection extérieure, soit dans l'accomplissement des formalités auxquelles sa transmission est soumise par l'article précédent.

2. — Ce bureau procède ensuite à la vérification particulière des lettres contenant des valeurs déclarées et, s'il y a lieu, à la constatation des manquants ou autres irrégularités, ainsi qu'à la rectification des feuilles d'envoi, en se conformant aux règles tracées pour les objets recommandés. par l'article XII du règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la Convention du

3. — La constatation, soit d'un manquant, soit d'une altération ou irrégularité de nature à engager la responsabilité des administrations respectives, est opérée au moyen d'un procès-verbal, qui est transmis, accompagné des enveloppes, ficelles et cachets du paquet, à l'administration centrale du pays auquel appartient le bureau d'échange destinataire. Un double de ce document est en même temps adressé *sous recommandation d'office* à l'administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange expéditeur, indépendamment du bulletin de vérification à transmettre immédiatement à ce bureau.

IX.

1. — Les lettres de valeurs déclarées réexpédiées, par suite de fausse direction, sont acheminées sur leur destination par la voie la plus rapide dont peut disposer l'office réexpéditeur.

Lorsque la réexpédition entraîne restitution des lettres de l'espèce à l'office expéditeur, les bonifications inscrites à la feuille d'envoi de cet office sont annulées et le bureau d'échange réexpéditeur livre ces lettres

VIII.

1. Die Empfangs-Postanstalt prüft zunächst, ob das Werthbriefpacket äusserlich gut beschaffen und ob den Bestimmungen entsprochen worden ist, welche nach dem vorhergehenden Artikel auf die Beförderung von Werthbriefpacketen Anwendung finden.

2. Demnächst wird von dieser Postanstalt jeder einzelne Brief beichtigt bz. mit den Eintragungen verglichen und, wenn Werthbriefe fehlen oder sonstige Unregelmässigkeiten wahrgenommen werden, zur Feststellung des Thatbestandes und zur Berichtigung der Geldkarte geschritten, in welcher Beziehung die im Art. XII der Ausführungs-Uebereinkunft zum Verträge vom . . . für Einschreibsendungen getroffenen Bestimmungen zu beobachten sind.

3. Wenn das Fehlen, die Beschädigung oder Unregelmässigkeit der Art ist, dass die Haftpflicht der betreffenden Verwaltungen in Frage kommen könnte, so muss der Thatbestand protokollarisch festgestellt und die Verhandlung, unter Beifügung der Umhüllung und des Bindfadens mit den Siegeln des Packets, der Central-Verwaltung desjenigen Landes eingereicht werden, in welchem die Empfangs-Postanstalt gelegen ist. Ein Doppel der Verhandlung wird, abgesehen von der an die absendende Auswechsellungs-Postanstalt direkt zu richtenden Rückmeldung, gleichzeitig derjenigen Central-Verwaltung unter Einschreibung übersandt, welche dieser Auswechsellungs-Postanstalt vorgesetzt ist.

IX.

1. Unrichtig geleitete Werthbriefe werden auf dem schnellsten, der nachsendenden Postverwaltung zu Gebote stehenden Wege ihrem Bestimmungs-orte zugeführt.

Werden die Werthbriefe in solchen Fällen nach dem Aufgabebiete zurückgesandt, so wird der vergütete Betrag in der Geldkarte gestrichen, der Brief von der nachsendenden Auswechsellungs-Postanstalt, unter nachrichtlicher Eintragung in der

VIII.

1.—On the receipt of a packet of letters with value declared, the receiving exchange office begins with examining whether this packet presents any irregularity either as concerns its condition or its exterior arrangement, or as concerns the fulfilment of the formalities to which its transmission is subjected by the foregoing Article.

2.—This office then proceeds to verify separately the letters containing declared valuable papers, and, if necessary, to record failures or other irregularities, as well as to rectify the special bills, conforming itself to the rules laid down for registered covers by Article XII of the Detailed Regulations for the execution of the Convention of the

3.—The establishment, either of a failure, or of any injury or irregularity of a nature to involve the responsibility of the respective Administrations, takes place by means of a process-verbal which is transmitted, accompanied by the envelopes, strings, and seals of the packet, to the Central Administration of the country to which the receiving office of exchange belongs. A duplicate of this document is, at the same time, addressed *under official registration* to the Central Administration to which the despatching exchange office is subordinate, in addition to the note of verification which is to be immediately transmitted to that office.

IX.

1.—Letters with value declared which, owing to mis-direction, have to be re-directed, are forwarded to their destination by the most rapid route at the command of the re-directing office.

When the re-direction necessitates the return of letters of this kind to the despatching office, the amounts credited in the bill for letters with value declared received from that office are cancelled, and the re-directing

pour mémoire à son correspondant, après avoir signalé l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans le cas contraire, et si les droits d'assurance bonifiés à l'office réexpéditeur sont insuffisants pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, il se crédite de la différence en forçant la somme inscrite à son avoir sur la feuille d'envoi du bureau d'échange expéditeur. Le motif de cette rectification est notifié audit bureau, au moyen d'un bulletin de vérification.

2. — Les lettres de valeurs déclarées réexpédiées, par suite du changement de résidence des destinataires, sur le pays d'origine ou sur l'un des pays traversés à découvert lors de la première expédition, ne donnent lieu à aucun décompte au profit des offices intermédiaires et destinataire et sont inscrites, pour mémoire, à la feuille d'envoi.

3. — Quant aux lettres de valeurs déclarées réexpédiées, par suite du changement de résidence des destinataires, sur un des pays contractants autre que ceux désignés au paragraphe précédent, elles sont frappées du timbre T par l'office réexpéditeur et grevées à la charge du destinataire, par l'office distributeur, d'une taxe représentant le droit d'assurance revenant à ce dernier office et, s'il y a lieu, à chacun des offices intermédiaires.

Dans ce dernier cas, le premier office intermédiaire qui reçoit une valeur déclarée réexpédiée, se crédite du montant de son droit d'assurance vis-à-vis de l'office auquel il livre cette lettre; et ce dernier, à son tour, s'il n'est lui-même qu'un intermédiaire, répète, sur l'office suivant, son propre droit d'assurance cumulé avec celui dont il a tenu compte à l'office précédent. La même opération se poursuit dans les rapports entre les différents offices par-

Geldkarte, der korrespondirenden Postanstalt wieder überliefert und der letzteren von dem Geschehenen mittelst Rückmeldung Nachricht gegeben.

In anderen Fällen der Nachsendung, bz. wenn die der nachsendenden Verwaltung vergüteten Gebühren zur Deckung der ihr durch die Nachsendung erwachsenden Kosten nicht ausreichen, stellt sich diese Verwaltung den Fehlbetrag in Forderung, indem der zu ihren Gunsten in der Karte der absendenden Auswechselungs-Postanstalt angesetzte Betrag entsprechend erhöht wird.

2. Für Werthbriefe, welche in Folge von Wohnungsveränderungen der Adressaten nach dem Ursprungslande oder nach einem derjenigen Länder nachgesandt werden, durch welche die Briefe bei der ursprünglichen Beförderung stückweise transitirt haben, haben die Verwaltungen dieser Länder eine Gebühr nicht zu beziehen; die Weitersendung erfolgt unter nachrichtlicher Eintragung in der Geldkarte.

3. Werthbriefe, welche in Folge von Wohnungsveränderungen der Adressaten nach anderen, als den im vorstehenden § bezeichneten vertragenden Ländern zur Nachsendung kommen, werden von der nachsendenden Verwaltung mit dem Stempel T bedruckt und von der Bestimmungs-Postanstalt zu Lasten des Adressaten mit einer Taxe belegt, welche die der letzteren Verwaltung und, eintretenden Falls, jeder der transitleistenden Verwaltungen zustehende Versicherungsgebühr darstellt.

Im letzteren Falle schreibt sich die Verwaltung, welche zuerst den nachzusendenden Werthbrief erhält, den Betrag der ihr zustehenden Versicherungsgebühr gut, indem sie diejenige Verwaltung mit demselben belastet, welcher der Brief überliefert wird; diese, wenn sie ebenfalls nur Transit-Verwaltung ist, thut das Gleiche der folgenden Verwaltung gegenüber, indem sie die ihr zustehende Versicherungsgebühr dem von der vorhergehenden Verwaltung angerechneten Betrage hinzusetzt. Das gleiche

office of exchange enters these letters in the bill, by way of information, and delivers them to its correspondent, after having advised the same of the error by means of a note of verification.

In the contrary case, and if the amount of the insurance fees credited to the re-directing office is insufficient to cover the expenses of the re-transmission which it has to bear, it credits itself with the difference, by raising the amount brought to its credit in the bill received from the despatching office of exchange. The reason for such rectification is notified to the said office by means of a note of verification.

2.— Letters with value declared which, owing to the addressees having changed residence, have to be re-directed to the country of origin, or to one of the countries traversed *in open mails* on their first transmission, do not give rise to any charge for the benefit of the intermediary offices and of the office of destination, and are entered, by way of information, in the bill for letters with value declared.

3.— With regard to letters with value declared which, owing to the addressees having changed residence, have to be re-directed to one of the contracting countries other than those designated in the preceding paragraph, they are impressed with the stamp T by the re-directing office, and charged by the office of delivery with a tax—to be paid by the addressees—representing the insurance-fee due to the latter office, and, if any, to each of the intermediary offices.

In this latter case, the first intermediary office which receives a re-directed letter with value declared, credits itself with the amount of its insurance-fee through the debit of the office to which it delivers that letter; and the latter office, if it is only an intermediary, carries its own insurance-fee, with the addition of

participant au transport jusqu'à ce que la lettre parvienne à l'office distributeur.

Toutefois, si les droits d'assurance exigibles pour le parcours ultérieur d'une lettre à réexpédier sont acquittés au moment de la réexpédition, cette lettre est traitée comme si elle était adressée directement du pays réexpéditeur dans le pays de destination et remise sans taxe au destinataire.

4. — Toute lettre de valeurs déclarées dont le destinataire est parti pour un pays non participant au présent arrangement est renvoyée immédiatement en rebut au pays d'origine, pour être rendue à l'expéditeur.

5. — Les lettres de valeurs déclarées qui sont tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, sont réciproquement renvoyées aussitôt après leur mise en rebut et par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs. Ces lettres sont inscrites pour mémoire sur la feuille spéciale B, avec la mention „Rebuts“ dans la colonne d'observations, et comprises dans le paquet intitulé „Valeurs déclarées.“

X.

Jusqu'à preuve du contraire, l'administration qui a transmis une lettre contenant des valeurs déclarées à une autre administration, est déchargée de toute responsabilité par rapport à ces valeurs, si le bureau d'échange auquel la lettre a été livrée n'a pas fait parvenir, par le premier courrier, à l'administration expéditrice un procès-verbal constatant l'absence ou l'altération soit du paquet entier des valeurs déclarées, soit de la lettre elle-même.

XI.

Les prix de port intermédiaire revenant à chaque office participant,

Verfahren ist von den am weiteren Transport beteiligten Verwaltungen zu beobachten, bis der Brief an die Verwaltung des Bestimmungsgebiets gelangt.

Werden indess die für die weitere Beförderungsstrecke eines nachzusendenden Werthbriefes entfallenden Versicherungsgebühren berichtigt, bevor die Nachsendung erfolgt, so wird der Brief ganz ebenso behandelt, als wenn er aus dem Nachsendungsgebiet direkt nach dem Bestimmungsgebiet abzusenden wäre, und erfolgt die Zustellung an den Adressaten ohne Ansatz von Porto.

4. Werthbriefe, deren Adressaten nach Ländern abgereist sind, welche an dem gegenwärtigen Uebereinkommen nicht theilnehmen, werden Behufs Rückgabe an die Absender der Postverwaltung des Aufgabengebiets unverzüglich als unbestellbar zurückgesandt.

5. Werthbriefe, welche den Adressaten aus irgend einem Grunde nicht haben zugestellt werden können, werden, sobald ihre Unbestellbarkeit feststeht, durch Vermittelung der betreffenden Auswechslungs-Postanstalten gegenseitig zurückgesandt. Diese Briefe werden mit dem in der Spalte „Bemerkungen“ zu machenden Vermerk „Rückbriefe“ nachrichtlich in der Geldkarte B eingetragen und in das mit „Werthbriefpaket“ bezeichnete Packet aufgenommen.

X.

Bis zur Führung des Gegenbeweises ist diejenige Verwaltung, welche einer anderen einen Brief mit Werthangabe überliefert hat, jeder Verantwortlichkeit für denselben enthoben, wenn die empfangende Auswechslungs-Postanstalt der Verwaltung des Absendungs-Gebiets nicht ohne Verzug die Verhandlung übersandt hat, in welcher das Fehlen bz. die Beschädigung entweder des ganzen Werthpackets oder nur des betreffenden Briefes festgestellt worden ist.

XI.

Die Vergütungssätze an Land-Transitporto und an Seepporto, welche die

that credited to the preceding office, to the debit of the following office. The same operation is repeated between the different offices taking part in the conveyance until the letter reaches the office of delivery.

But if the insurance-fees chargeable for the ultimate conveyance of a letter which has to be re-directed, are paid at the moment of the re-direction, that letter is dealt with as if it had been addressed direct from the re-directing country to the country of destination, and delivered without charge to the addressee.

4.—Every letter with value declared, the addressee of which has left for a country taking no part in the present Arrangement, is immediately returned as undeliverable to the country of origin in order to be restored to the sender.

5.—Letters with value declared which cannot be delivered, from whatever cause, are reciprocally returned immediately through the respective offices of exchange. These letters are, by way of information, entered in the special bill B, with the addition of the word „Undelivered“ in the column of observations, and are enclosed in the packet bearing the superscription „Letters with value declared“.

X.

Until proof to the contrary, the Administration having transmitted a letter containing declared valuable papers to another Administration, is released from all responsibility with regard to the said papers, if the office of exchange to which the letter has been delivered has not forwarded, by the first mail, to the despatching Administration a process-verbal recording the absence of, or any injury to, either the whole packet of letters with value declared, or the letter itself.

XI.

The rates of intermediary postage due to each office taking part in the

conformément au premier alinéa de l'article 3 de l'Arrangement, pour le transport territorial ou maritime des lettres avec valeurs déclarées, sont calculés dans les conditions fixées par l'article XXII du règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la Convention du

XII.

1. — Chaque administration fait établir mensuellement, par chacun de ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus des bureaux d'échange d'un seul et même office, un état, conforme au modèle C annexé au présent règlement, des sommes inscrites sur chaque feuille d'envoi, soit à son crédit, pour sa part et celle de chacune des administrations intéressées, s'il y a lieu, dans les droits d'assurance perçus par l'office expéditeur; soit à son débit, pour la part revenant aux offices intermédiaires, en cas de réexpédition, dans les droits d'assurance à recouvrer sur les destinataires.

2. — Les états C sont ensuite récapitulés par les soins de la même administration dans un compte conforme au modèle D également annexé au présent règlement.

3. — Ce compte, accompagné des états partiels, des feuilles d'envoi et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y afférents, est soumis à l'examen de l'office correspondant, dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte.

4. — Les comptes mensuels, après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre, sont résumés dans un compte général annuel, par les soins de l'administration qui les a préparés, sauf autre arrangement à prendre par les offices intéressés.

5. — La liquidation du compte général des valeurs déclarées s'opère en même temps que celle du compte annuel des frais de port intermédiaire ou étranger afférents aux cor-

betheiligten Verwaltungen nach dem ersten Absatze des Art. 3 des Uebereinkommens für die Land- und Seebeförderung der Werthbriefe zu beanspruchen haben, erfolgt auf Grund der Bestimmungen des Art. XXII der Ausführungs-Uebereinkunft zum Vertrage vom

XII.

1. Jede Verwaltung lässt monatlich von ihren Auswechselungs-Postanstalten für alle Kartenschlüsse, welche jede dieser Postanstalten aus ein und demselben Lande erhalten hat, ein dem Muster C des gegenwärtigen Reglements entsprechendes Verzeichniss über diejenigen Beträge aufstellen, welche sich entweder als eigene Forderung bz. als Forderung weiterer betheiligter Verwaltungen an Versicherungsgebühr gegenüber der absendenden Verwaltung, oder als Schuld aus den Geldkarten ergeben, in letzterem Falle für nachgesandte Briefe zu Gunsten der transitleistenden Verwaltungen bezüglich der von den Empfängern einzuziehenden Versicherungsgebühren.

2. Die Verzeichnisse C werden von dieser Verwaltung demnächst in einem anliegenden Formular D entsprechende Abrechnung aufgenommen.

3. Die Abrechnung wird mit den Verzeichnissen, Geldkarten und den zu letzteren etwa gehörigen Rückmeldungen im Laufe des auf den Abrechnungs-Monat folgenden Monats der korrespondirenden Verwaltung zur Prüfung übersandt.

4. Nachdem die monatlichen Abrechnungen gegenseitig geprüft und anerkannt sind, werden dieselben in eine jährliche General-Abrechnung zusammengefasst, und zwar, wenn nicht ein Anderes von den Betheiligten vereinbart ist, durch diejenige Verwaltung, welche die Abrechnung aufgestellt hat.

5. Die Ausgleichung der General-Abrechnung für den Austausch von Werthbriefen erfolgt zu gleicher Zeit, wie die Jahres-Abrechnung über Transitporto und Weiterfranko für die gewöhnliche Korrespondenz; die

conveyance, in conformity with the first paragraph of Article 3 of the Arrangement, for the territorial or maritime transportation of letters with value declared, are calculated according to the conditions determined by Article XXII of the Detailed Regulations for the execution of the Convention of the

XII.

1.—Every Administration causes each of its exchange offices to prepare monthly, for all the packets of letters with value declared received from the exchange offices of one and the same Administration, a statement, in conformity with the specimen C appended to the present Regulations, of the amounts entered in each special bill, either to its credit as its own share or as that of each of the Administrations interested, if any, in the insurance-fees levied by the despatching Administration; or to its debit, as the share due to the intermediary Administrations, in the case of re-direction, in the insurance-fees to be recovered from the addressees.

2.—The statements C are afterwards incorporated by the same Administration in an account in conformity with the specimen D also appended to the present Regulations.

3.—This account, accompanied by the monthly statements, the special bills, and the notes of verification relating thereto, if any, is submitted to the examination of the corresponding Administration, in the course of the month next following that to which it relates.

4.—The monthly accounts, after having been examined and accepted on both sides, are included in a general annual account, by the Administration which prepared them, unless any other arrangement be agreed upon between the Administrations interested.

5.—The settlement of the general annual account of letters with value declared is effected at the same time as that of the annual account of intermediate or foreign postage for the conveyance of ordinary corres-

respondances ordinaires; les soldes des deux comptes dont il s'agit sont réduits par balance, toutes les fois qu'ils sont respectivement contraires.

XIII.

1. — Les administrations se communiquent réciproquement, par l'intermédiaire du bureau international et trois mois au moins avant la mise à exécution de l'arrangement du, savoir:

1^o Le tarif des droits d'assurance, applicable dans leur service aux lettres de valeurs déclarées pour chacun des pays contractants, en conformité de l'article 4 de l'arrangement du et de l'article I du présent règlement;

2^o L'empreinte du timbre spécial en usage dans leur service pour les valeurs déclarées;

3^o Un extrait, en langue française, des dispositions de leurs lois ou règlements intérieurs applicables au transport, par la poste, des lettres avec valeurs déclarées.

2. — Toute modification apportée ultérieurement à l'égard de l'un ou l'autre des trois points ci-dessus mentionnés doit être notifiée sans retard, de la même manière.

XIV.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement du Il aura la même durée que cet arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées.

**Délai de garde des lettres
poste-restante.**

Dans le travail que nous avons publié le 1^{er} janvier dernier, sous le titre de „Notice sur le régime postal

Ergebnisse beider Rechnungen werden, wenn sie nicht gleicher Art sind, von einander abgezogen.

XIII.

1. Die Verwaltungen haben sich durch Vermittelung des internationalen Büreaus mindestens drei Monate vor Ausführung des Uebereinkommens vom zu übersenden:

1. eine Uebersicht der Versicherungsgebühren, welche von ihnen in Gemässheit des Art. 4 des Uebereinkommens vom und des Art I des gegenwärtigen Reglements für Werthbriefe nach jedem der vertragenden Länder erhoben werden;

2. den Abdruck des in ihrem eigenen Verkehr für Werthbriefe eingeführten besonderen Stempels;

3. einen in französischer Sprache angefertigten Auszug aus den gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen, welche in ihrem innern Verkehr auf die Beförderung von Werthbriefen durch die Post Anwendung finden.

2. Jede spätere Aenderung bezüglich des einen oder anderen der vorstehenden drei Punkte soll auf demselben Wege ohne Verzug mitgetheilt werden.

XIV.

Die gegenwärtige Ausführungs-Uebereinkunft tritt mit dem Tage in Kraft, an welchem das Uebereinkommen vom ausgeführt wird. Dieselbe soll die gleiche Dauer haben, wie das Uebereinkommen, sofern sie nicht im gemeinsamen Einverständnis der beteiligten Verwaltungen auch weiter in Gültigkeit bleibt.

**Die Aufbewahrungszeit der post-
lagernden Sendungen.**

Bei Gelegenheit der Besprechung des englischen Postwesens in Nr. 1 des diesjährigen Jahrgangs unseres

pondence; the definitive balance of the two accounts above referred to is ascertained each time their respective balances are against each other.

XIII.

1.—The Administrations communicate reciprocally to each other, through the medium of the International Office, three months at least before the carrying out of the Arrangement of the, viz:—

1^o The tariff of insurance-fees, applicable in their services to the letters with value declared for each of the contracting countries, in conformity with Article 4 of the Arrangement of the, and Article I of the present Regulations;

2^o An impression of the special stamp used in their services for letters with value declared;

3^o An abstract, in the French language, of the provisions of their interior laws and regulations applicable to the conveyance by post of letters with value declared.

2.—Every modification ultimately adopted with regard to one or another of the three points above mentioned, must, without delay, be notified in the same manner.

XIV.

The present Regulations shall be put into execution on the day on which the Arrangement of the comes into force. They shall have the same duration as that Arrangement, unless they should be renewed by common consent between the parties interested.

**Periods of retention for poste
restante letters.**

In an article published in the January number of our periodical, under the title of "Notes on the

en Angleterre", nous avons eu l'occasion de faire remarquer que le délai de garde des correspondances poste-restante diffère considérablement d'un pays à l'autre de l'Union, au point de varier de 14 jours à 6 mois. Si l'on considère qu'une grande partie de ces correspondances sont fournies précisément par le service international — pour n'en donner qu'un seul exemple, rappelons que, chaque année, des milliers d'étrangers de tous pays viennent visiter la Suisse et s'y font adresser leurs correspondances bureau - restant — on est porté instinctivement à désirer que ce sujet puisse être réglé d'une manière uniforme dans tout le territoire de l'Union.

Nous croyons ne pas nous tromper de beaucoup en supposant que les dispositions qui déterminent les délais de garde des envois dont il s'agit datent, en partie, d'une époque où les voyages se faisaient généralement à cheval ou en voiture, et où par conséquent les voyageurs passaient des semaines entières en route, avant d'arriver à destination. Mais maintenant, que les voies ferrées étendent leurs vastes sillons dans tous les pays civilisés et rapprochent de plus en plus les diverses branches de la race humaine, les voyages même lointains se font en peu de jours. Il serait donc juste que, dans la réglementation du délai de garde des lettres poste-restante, on tint compte des changements survenus et que ce délai fût raccourci.

L'expérience a démontré que le retrait des lettres poste-restante par leurs destinataires a lieu, pour la plupart d'entre elles, dans les 14 premiers jours après leur réception et, pour un plus petit nombre, pendant les 14 jours suivants, mais qu'il est très rare qu'une lettre soit encore retirée après le mois écoulé. Les lettres qui séjournent au-delà de ce terme sont, pour la plupart, adressées dans des ports de mer, aux personnes qui font partie de l'équipage d'un navire, etc. Mais, dans les cas ordinaires, les lettres ayant plus d'un mois de séjour au bureau devraient, en règle

Blattes ist bereits darauf hingewiesen worden, dass die Aufbewahrungszeit für postlagernde Sendungen in den einzelnen Postvereinsländern sehr verschieden ist und zwischen 14 Tagen und 6 Monaten wechselt. Wenn man bedenkt, dass ein grosser Theil gerade dieser Sendungen aus dem Postvereinsverkehr herrührt — wir erinnern nur an die Tausende von Fremden aus aller Herren Ländern, welche alljährlich die Schweiz besuchen und sich ihre Korrespondenz postlagernd zusenden lassen —, so muss man unwillkürlich zu dem Wunsche kommen, dass dieser Gegenstand für das ganze Postvereinsgebiet einheitlich geregelt werden möge.

Wir glauben kaum in der Annahme zu irren, dass die Bestimmungen über die Lagerfrist besagter Sendungen zum Theil noch aus einer Zeit herühren, in welcher Reisen zum grössten Theil zu Pferd und Wagen zurückgelegt werden mussten, der Reisende also unter Umständen wochenlang unterwegs war, bis er an seinem Bestimmungsort anlangte. Jetzt aber, nachdem die Eisenbahnen in allen kultivirten Ländern weite Strecken durchziehen und die menschliche Gesellschaft enger verbinden, werden selbst Reisen auf weite Entfernungen in wenigen Tagen zurückgelegt. Es dürfte daher nur billig sein, diese veränderten Verhältnisse auf die Aufbewahrungszeit der postlagernden Sendungen im Sinne der Abkürzung derselben anzupassen.

Erfahrungsgemäss wird der grösste Theil der postlagernden Sendungen in den ersten 14 Tagen nach dem Eingange bei der Bestimmungs-Postanstalt von den Adressaten abgeholt, ein geringerer Theil kommt noch in der dritten und vierten Woche zur Ausgabe; aber nur selten sind die Fälle, dass Jemand noch nach Verlauf von einem Monat sich zur Empfangnahme meldet. Nach so langer Zeit noch abgeforderte Briefe gehören meistens zu denjenigen, welche an Personen von Schiffsbesatzungen etc. nach Hafenorten adressirt sind. Für gewöhnlich dagegen müssen die län-

postal organization of Great Britain", we called attention to the fact that the periods of retention for poste restante letters are very different in the several countries of the Union, and vary from 14 days to 6 months. If it be kept in mind that a great part of such correspondence belongs precisely to the international service,—we only need point out the thousands of foreigners from all countries who yearly visit Switzerland, and who cause their letters to be addressed to the Poste Restante,—the desire instinctively arises that this subject should be regulated in a uniform manner throughout the territory of the Union.

We can scarcely be mistaken in supposing that the provisions which govern the periods of retention for such correspondence date, to a certain extent, from a time when travelling was generally done on horseback or by coach, and the traveller consequently journeyed for whole weeks before he reached his destination. But, in our days when railway lines spread like a vast network over the civilized world, thus linking mankind closer together, even long journeys can be accomplished in a few days. It is only right that the regulations governing the periods of retention for poste restante letters should be adapted to the altered state of things, and that these periods should be shortened.

Experience proves that the greater part of such correspondence is claimed by the addressees within a fortnight after its having been received at the post-offices of destination, a small part is delivered within the third and fourth week; but after a delay of one month it very seldom occurs that poste restante letters are applied for. Such letters as remain at post-offices longer than this period are mostly intended for seaport towns, and are addressed to persons on board ships. But, as a rule in ordinary cases, letters which have not been called for at the end

générale, être traitées comme correspondances non distribuables.

La conclusion de ce qui précède, c'est qu'un délai d'environ un mois pour les lettres du continent et deux mois pour celles d'outre-mer satisfait aux nécessités générales du service, et qu'il serait en outre à désirer que les dispositions à cet égard fussent les mêmes pour le ressort entier de l'Union. Tous les intéressés y trouveraient leur avantage. Le public voyageur n'aurait plus besoin de commencer par s'enquérir des dispositions particulières en vigueur, pour le moment, dans chacun des pays qu'il parcourt, sachant que les envois poste-restante sont réglés partout de la même manière; les bureaux de poste s'épargneraient beaucoup de temps et de peine et les expéditeurs de lettres non-réclamées rentreraient d'autant plus tôt en possession de leurs envois.

Mais c'est surtout le second point, savoir: l'allégement des bureaux de poste, qui mérite d'être pris en considération. Qu'on songe, en effet, aux embarras que produisent dans le service les lettres conservées pendant des mois entiers sans être réclamées. Elles encombrant inutilement les casiers et doivent être maniées à tout moment; elles sont donc une cause de retard pour la remise des autres correspondances et ne donnent que trop souvent lieu, par suite de la consonnance ou de la ressemblance des noms, à des erreurs et à tous les désagréments qui en résultent. D'un autre côté, la recherche des lettres poste-restante dont le terme de conservation est expiré, opération qui doit se faire très fréquemment, est rendue plus longue et plus difficile par la présence inutile de lettres qui n'ont plus la chance d'être réclamées. Enfin, par suite des manipulations qu'elles ont à subir à chaque demande du public ou à chaque vérification de date, les lettres qui font à la poste-restante un séjour prolongé se souillent inévitablement, et même finissent par se couper sur les bords, comme cela n'arrive que trop souvent aux lettres enfermées sous des

ger als einen Monat lagernden Sendungen als unbestellbar behandelt werden.

Wenn demnach eine Lagerzeit von nur einem Monat für Briefe vom Kontinente und von etwa zwei Monaten für Briefe aus überseeischen Ländern als allgemeines Erforderniss anzusehen ist, so muss auch dem Wunsche Ausdruck gegeben werden, hiernach gleichmässige Bestimmungen für das gesammte Postvereinsgebiet zu treffen. Alle Betheiligte würden dabei gewinnen. Das reisende Publikum brauchte sich nicht erst nach den jetzt in den einzelnen Ländern in der angegebenen Beziehung geltenden Sonderbestimmungen zu erkundigen, es würde wissen, dass es in Betreff seiner postlagernden Sendungen überall gleichmässig bedient wird; den Postanstalten würde viel Zeit und Mühe erspart bleiben, und die Absender würden um so eher wieder in den Besitz der unabgeforderten Briefe gelangen.

Ausschlaggebend würde aber der zweite Punkt, die Erleichterung für die Postanstalten, bleiben. Man bedenke nur, welche Diensterschwerniss aus den monatelang unabgefordert bleibenden Lagerbriefen erwächst. Sie füllen die Brieffächer unnütz aus und müssen bei Nachfragen immer wieder mitdurchgesehen werden, hindern also die schleunige Ausgabe und geben, bei nicht selten vorkommenden gleichlautenden oder ähnlichen Adressen, nur zu Verwechslungen und Unannehmlichkeiten Veranlassung. Auch dadurch, dass der Ablauf der Lagerfrist dauernd kontrollirt werden muss, nehmen die unnütz liegen bleibenden Briefe eine vermehrte Arbeitskraft in Anspruch, und es kann zudem nicht ausbleiben, dass solche Sendungen durch das fortgesetzte Indiehandnehmen bei den verschiedenen Nachfragen und Kontrollen unansehnlich, vielleicht auch an den Couverträndern, wie es bei Verwendung stark gepresster Umschläge leider ohnehin schon oft genug geschieht, brüchig werden, so dass,

of one month from their arrival, should be treated as undeliverable correspondence.

The conclusion which may be drawn from the preceding observations is that a period of retention of about one month for letters from the Continent, and of two months for letters received from countries beyond the seas, would satisfy the general exigencies of the international service, and that it would, moreover, be desirable that this arrangement should be uniformly adopted in all the countries of the Union. This course would be advantageous to all the parties interested. The travelling public, knowing that poste restante letters are subject everywhere to the same provisions, would no longer be obliged to inquire as to the regulations momentarily in force on the subject in the different countries in which they travel; much time and trouble would be spared to the post-offices, and the senders of unclaimed letters would receive them back so much the sooner.

The second point, however, *i. e.* the lessening of the work in post-offices, more specially merits attention. We only need point out the trouble caused in the service by letters which lie unclaimed for months. They uselessly fill up the cases, and must be looked through at every fresh application; they are thus a cause of delay in the delivery of other correspondence, and, owing to identical or similar addresses, only too frequently give rise to mistakes, and to the unpleasant consequences attendant thereon. Another inconvenience consists in the fact that the sorting of poste restante letters, with a view to separating those for which the period of retention has expired,—an operation to be performed very frequently,—is rendered more troublesome and difficult by the useless presence of letters having no chance of being claimed. Lastly, owing to the handling they have to undergo at each application or sort-

enveloppes trop fortement comprimées à la presse. Ce qui s'en suit, c'est que, lorsque ces lettres sont retournées aux expéditeurs, ceux-ci sont tentés de soupçonner que la poste n'offre pas, au point de vue du secret des correspondances, toute la garantie voulue. Tous ces inconvénients disparaîtraient en grande partie, si le délai de garde était circonscrit d'une manière générale aux limites réellement utiles.

A cette occasion nous voudrions que l'on nous permit de rappeler une seconde fois cette prescription du service britannique d'après laquelle les envois poste-restante, adressés sous des initiales, chiffres ou noms fictifs, sont considérés comme non distribuables et mis en rebut. Cette mesure a incontestablement d'excellentes raisons d'être. En effet, bien que les bureaux de poste ne soient pas tenus de constater l'identité des personnes qui se présentent pour retirer des lettres, ils sont cependant en droit, dans les cas qui leur paraissent douteux, d'exiger que la légitimité du réclamant soit justifiée. Or, s'il s'agit de lettres dont l'adresse est chiffrée ou porte un nom fictif, il ne saurait plus y avoir d'identité à constater, et cependant, si un agent des postes remet des lettres à des personnes qui n'y ont aucun droit, comme cela peut arriver souvent dans ce cas, à quels désagréments ne s'expose-t-il pas? Si l'on considère en outre que déjà les auteurs de lettres anonymes ne font que trop souvent de la Poste l'instrument de leurs intrigues et de leurs infamies, on ferait bien, dans l'intérêt des administrations postales, d'exclure du service tout envoi dont l'adresse n'indique pas ouvertement le nom du destinataire. Mais ce serait s'attaquer à un usage fort répandu dans la plupart des pays et s'exposer, par conséquent, à provoquer des mécontentements.

wenn der Absender ein solches Stück später zurückerhält, in ihm wohl gar der Verdacht entsteht, das Briefgeheimniss sei auf der Post nicht gehörig gewahrt worden. Alle diese Missstände würden zum grössten Theil beseitigt werden, wenn die Lagerfrist auf das vorangedeutete wirkliche Bedürfniss allgemein herabgesetzt würde.

Bei dieser Gelegenheit möchten wir noch auf die in England bestehende Vorschrift zurückkommen, wonach solche als postlagernd bezeichnete Sendungen, bei welchen zur Angabe der Aufschrift nur einzelne Buchstaben und Zahlen oder fingirte Namen angewendet sind, nicht zugelassen, sondern als unbestellbar behandelt werden. Diese Vorschrift hat ohne Zweifel ihren guten Grund. Denn, wenn die Postanstalten auch nicht verpflichtet sind, die Berechtigung der nachfragenden Personen zu prüfen, so sind sie doch befugt, in den ihnen zweifelhaft vorkommenden Fällen die Legitimation des Nachfragenden zu verlangen; bei Chiffre-Briefen oder solchen mit fingirten Namen fehlt aber jeder Anhalt, um eine Prüfung der Berechtigung des Nachfragers vorzunehmen, und es kann leicht geschehen, dass bei Abholung von Unbefugten Weiterungen und Unannehmlichkeiten für die Postanstalten entstehen. Wenn man ferner bedenkt, dass die Anwendung der Anonymität in sehr vielen Fällen dazu führt, die Postanstalten zum Ablagerungsorte von Intriguen aller Art zu machen, so möchte man sich vom Standpunkte der Post aus allgemein gegen die Zulassung der Chiffre-Briefe aussprechen. Allerdings hat sich die Einrichtung wohl der Art in den meisten Ländern eingebürgert, dass eine etwaige Aufhebung mancher Missfallen im Publikum hervorrufen dürfte.

ing, letters which are unclaimed for a long time inevitably become soiled, and eventually split at the edges. This is unfortunately often the case with letters enclosed in envelopes which had been too strongly pressed in the manufacture. The consequence is, that when such letters are returned to the senders, the latter are tempted to doubt the observance of secrecy by the Post. All these inconveniences would disappear should the periods of retention be uniformly reduced to the really useful limits above indicated.

We may in this place be allowed for a second time to invite attention to the provision in force in Great Britain, according to which poste restante letters addressed to initials or to fictitious names, are not taken in, but are treated as undeliverable. This provision is undoubtedly founded on good reasons. If the post-offices are not bound to establish the identity of persons applying for letters, still they are entitled, in doubtful cases, to insist upon their producing some proof of identification. In the case, however, of letters addressed to initials or fictitious names, there is not the slightest possibility of ascertaining whether the applicants have a right to the letters they claim; and if the letters are delivered to the wrong persons, the post-offices expose themselves to much annoyance. If the fact, moreover, is taken into consideration, that very often, when letters are addressed to initials or fictitious names, the Post is made the instrument of intrigues and villainies, it would be in the interest of the Postal Administrations to exclude from conveyance all articles which do not openly bear the names of the addressees. This arrangement has, however, become so general in most countries that its suppression would be viewed with dissatisfaction by the public.

Communications.

Dans notre précédent numéro, nous avons indiqué les dispositions principales d'un projet de loi portant abaissement des taxes postales dans le service intérieur de la France. La Chambre des Députés de France s'est occupée de ce projet dans sa séance du 11 mars dernier et l'a adopté avec les modifications suivantes :

Pour les journaux et autres publications périodiques, le port est, par exemplaire, de 2 c^{es} jusqu'à 25 gr.

Au-dessus de ce poids, il augmente de 1 c^e par 25 gr. ou fraction de 25 gr.

Les suppléments des journaux publiés en France ou dans les Colonies sont exempts de droits de poste, lorsque la moitié au moins de leur superficie est consacrée à la reproduction des débats des Chambres, des exposés des projets de lois, des actes et documents officiels, etc., et pour autant qu'ils ne dépassent pas en dimension et en étendue la partie du journal soumise à la taxe.

On assure que la nouvelle loi pourra entrer en vigueur le 1^{er} mai prochain.

* * *

Depuis le 16 février de l'année courante, le droit d'assurance applicable, dans les Pays-Bas, en sus du port au poids, aux lettres avec valeur déclarée, a été abaissé de 5 à 2½ cents par 100 florins ou fraction de 100 florins. Toutefois, le minimum du droit à percevoir de ce chef reste, comme auparavant, fixé à 15 cents.

Mittheilungen.

In der Sitzung der französischen Deputirtenkammer vom 11. März d. J. ist der die Herabsetzung der Posttaxen im internen Verkehr Frankreichs betreffende Gesetzentwurf, dessen Bestimmungen wir in der letzten Nummer mitgetheilt haben, mit folgenden Abänderungen angenommen worden :

Für Zeitungen und periodische Werke sollen für jedes Exemplar die folgenden Sätze erhoben werden :

bis zum Gewichte von 25 Gramm 2 C^{es};

bei schwereren Sendungen für je 25 Gramm Mehrgewicht 1 C^{me} mehr.

Ferner sollen sowohl in Frankreich, wie in den Kolonien, diejenigen Beiblätter zu Zeitungen, welche Kammer-Verhandlungen, Motive zu Gesetzentwürfen, amtliche Schriftstücke etc. enthalten, ohne Ansatz von Porto befördert werden. Bedingung ist jedoch, dass der Abdruck der bezüglichen Schriftstücke mindestens die Hälfte des Raumes dieser Beiblätter einnimmt, und dass letztere in Bezug auf Format nicht grösser und an Umfang nicht stärker sind, als der portopflichtige Theil der Zeitung.

Wie verlautet, sollen die neuen Bestimmungen am 1. Mai d. J. in Kraft treten.

* * *

In Niederland ist die, neben dem Gewichtporto, zur Erhebung kommende Versicherungsgebühr für Werthbriefe seit dem 16. Februar d. J. von 5 auf 2½ Cents für je 100 Fl. oder einen Theil davon ermässigt worden. Der Mindestbetrag der Gebühr bleibt jedoch, wie früher, auf 15 Cents festgesetzt.

Miscellaneous.

In the sitting of the French Chamber of Deputies of the 11th of March last, the project of a law, concerning the reduction of the postal rates in the domestic service of France, the provisions of which were published in our last number, was adopted with the following modifications:—

The postage on newspapers and periodicals is fixed at 2 c^{es} per copy not exceeding 25 gr. in weight.

Above that weight, an additional charge of 1 c^e is made for every further 25 gr. or fraction thereof.

Further, the conveyance of newspaper supplements containing the reports of debates in the Chambers, motives to projects of laws, official documents, &c., is to be effected free of postage in France and her Colonies, provided that such documents take up one half at least of the space of the supplements, and that the latter do not exceed in size and volume that part of the publication which is subject to postage.

It is said that the new provisions will come into force on the 1st of May next.

* * *

The insurance-fee levied in addition to the postage by weight in the Netherlands, on letters with value declared, has been reduced since the 16th of February last from 5 to 2½ cents per 100 florins or fraction of that amount. The minimum charge, however, remains at 15 cents as has hitherto been the case.

L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES

Avis. — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* à M. A. Moret, 1^{er} secrétaire du Bureau international, à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

Abonnements particuliers.

Un an fr. 4. 60

Six mois „ 2. 30

Trois mois „ 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

III^e volume.

N^o 5.

Berne, 1^{er} Mai 1878.

Sommaire. — I. LE CONGRÈS POSTAL DE PARIS — Projet d'arrangement concernant l'échange des mandats de poste, suivi d'un projet de règlement de détail et d'ordre y relatif. — II. LES POSTES DANS LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE EN 1876. — III. COMMUNICATIONS.

Le Congrès postal de Paris.

(Suite.)

Projet d'arrangement concernant l'échange des mandats de poste.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés,

Vu l'article 12 de la Convention conclue à Paris le 1878, en suite de la révision du pacte fondamental de l'Union générale des postes, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant :

Art. 1^{er}.

1. — Des envois de fonds peuvent être faits, par la voie de la poste et au moyen de mandats, de l'un des pays contractants pour un autre de ces pays.

2. — En principe, le montant des mandats doit être versé par les déposants et payé aux bénéficiaires en numéraire; mais chaque administration a la faculté de recevoir et d'employer elle-même, à cet effet, toute monnaie-papier ayant cours légal dans son pays, sous réserve de tenir compte, le cas échéant, de la différence de cours.

Der Pariser Post-Kongress.

(Fortsetzung.)

Entwurf zum Uebereinkommen, betreffend den Austausch von Postanweisungen.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Regierungen der oben erwähnten Länder haben, in Gemässheit des Art. 12 des — in Folge der Revision des ersten Vereinsvertrages — in Paris am abgeschlossenen Vertrages, im gemeinsamen Einverständnis und unter Vorbehalt der Ratifikation, das nachstehende Uebereinkommen getroffen :

Art. 1.

1. Zwischen den vertragenden Ländern kann die Uebermittlung von Geldbeträgen im Wege der Postanweisung stattfinden.

2. Grundsätzlich sollen die Postanweisungsbeträge von den Einzählern in baarem Gelde erlegt und in gleicher Weise an die Empfänger ausgezahlt werden; doch steht es jeder Verwaltung frei, die Ein- und Auszahlungen auch in Papiergeld, welches im eigenen Lande gesetzlichen Kurs hat, stattfinden zu lassen, vorausgesetzt, dass etwaige Kurs-Differenzen berücksichtigt werden.

The Postal Congress of Paris.

(Continuation.)

Project of Arrangement concerning the exchange of money-orders.

The undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the countries above enumerated,

With reference to Article 12 of the Convention concluded in Paris on the 1878, in consequence of the revision of the fundamental pact of the General Postal Union, have, by common consent, and subject to ratification, agreed upon the following Arrangement :—

Article 1.

1.— Money may be transmitted, through the medium of the Post, and by means of money-orders, from one of the contracting countries to another of these countries.

2.— As a rule, the amounts of the money-orders must be deposited by the remitters, and handed over to the payees, in coin; but each Administration has the right to accept and to employ, for this purpose, any paper currency which is a legal tender in its country, with the reservation that allowance must be made for the difference of exchange, if any.

3. — Aucun mandat ne peut excéder la somme de 500 francs effectifs ou une somme approximative dans la monnaie respective de chaque pays.

4. — Le montant de chaque mandat est exprimé dans la monnaie métallique du pays où le paiement doit avoir lieu. A cet effet, l'administration du pays d'origine détermine elle-même, s'il y a lieu, le taux de conversion de sa monnaie en monnaie métallique du pays de destination.

5. — Est réservé à chacun des pays contractants le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats de poste provenant d'un autre de ces pays.

Art. 2.

1. — La taxe générale à payer par l'expéditeur, pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, est fixé, valeur métallique, à 25 centimes par 25 francs ou fraction de 25 francs, ou à l'équivalent dans la monnaie respective des pays contractants, avec faculté d'arrondir les fractions, le cas échéant.

2. — L'administration qui a délivré des mandats paye à l'administration qui les a acquittés la moitié du produit de la taxe perçue en vertu du paragraphe précédent.

3. — Les mandats de poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants, ne peuvent, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis, à la charge des expéditeurs ou des destinataires des fonds, à un droit ou à une taxe quelconque, en sus de la taxe perçue en vertu du § 1^{er} du présent article.

Art. 3.

1. — Les administrations des postes des pays contractants dressent, aux époques fixées par le règlement ci-après, les comptes sur lesquels sont

3. Der Betrag einer Postanweisung soll 500 Franken in klingender Münze oder den annähernden Betrag in der betreffenden Währung jedes Landes nicht übersteigen.

4. Die Postanweisungsbeträge haben auf die Metallwährung des Landes zu lauten, in welchem die Auszahlung stattfinden soll. Zu dem Zwecke bestimmt die Verwaltung des Ursprungsgebiets, nach welchem Verhältniss, eintretenden Falls, die Umwandlung aus der eigenen Währung in die Metallwährung des Bestimmungsbereichs zu erfolgen hat.

5. Jedem der vertragenden Länder steht das Recht zu, es im eigenen Gebiete für zulässig zu erklären, dass die aus einem anderen Lande herührenden Postanweisungen auf dritte Personen übertragen werden dürfen.

Art. 2.

1. Die Taxe für jede nach Massgabe des vorhergehenden Artikels stattfindende Geldübermittlung wird auf 25 C^{ts} (Metallwährung) für je 25 Franken oder einen Theil von 25 Franken festgesetzt, bz. auf den entsprechenden Betrag in der Währung der vertragenden Länder, mit der Massgabe jedoch, dass etwaige Bruchtheile abgerundet werden können.

2. Die Verwaltung, bei welcher Postanweisungsbeträge eingezahlt worden sind, vergütet derjenigen Verwaltung, welche dieselben ausgezahlt hat, die Hälfte der nach Massgabe des vorhergehenden § erhobenen Gebühren.

3. Die Postanweisungen, imgleichen die auf denselben ausgestellten Empfangsbescheinigungen und die den Absendern ausgefertigten Einlieferungsscheine dürfen unter keinem Vorwande oder Titel, sei es zu Lasten der Absender oder der Empfänger, irgend einer Taxe oder Gebühr, ausser der im § 1 dieses Artikels festgesetzten Taxe, unterworfen werden.

Art. 3.

1. Die Postverwaltungen der vertragenden Länder stellen zu den in der nachfolgenden Ausführungs-Uebereinkunft festgesetzten Zeiträumen Ab-

3.—No money-order may exceed the amount of 500 francs, metallic value, or an approximate sum in the money of each country respectively.

4.—The amount of each money-order is expressed in the metallic currency of the country where the payment is to take place. For this purpose, the Administration of the country of issue determines, if needful, the rate of conversion of its money into the metallic currency of the country of payment.

5.—The right is reserved to each of the contracting countries to authorize, on its territory, the transfer of the ownership of money-orders issued in another of these countries, by means of endorsement.

Article 2.

1.—The general fee to be paid by the remitter, for each remittance of funds effected by virtue of the foregoing Article, is fixed at 25 centimes per 25 francs or fraction of 25 francs, metallic value, or to the equivalent in the respective currencies of the contracting countries, with the right of rounding off fractions, if any.

2.—The Administration having issued the money-orders hands over to the Administration having paid the same, one half of the proceeds of the fee levied by virtue of the preceding paragraph.

3.—The remitters and addressees of money may not, under any pretext and on any head whatever, be called upon to pay, for the money-orders, and for the receipts given on the same, or for the receipts delivered to the remitters, any fee or tax whatever in addition to the fee levied by virtue of the 1st paragraph of the present Article.

Article 3.

1.—The Postal Administrations of the contracting countries draw up, at the periods fixed by the Regulations hereto appended, the accounts

récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues pour l'émission des mandats; et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, sont soldés en monnaie métallique du pays créancier, par l'administration qui est reconnue redevable envers une autre, dans le délai fixé par le même règlement.

2. — A cet effet, lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en même monnaie que la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le taux moyen du change des valeurs négociées en numéraire dans la capitale du pays débiteur, pendant la période à laquelle le compte se rapporte.

3. — En cas de non-paiement du solde d'un compte dans les délais fixés, le montant de ce solde est productif d'intérêts, à dater du jour de l'expiration desdits délais, jusqu'au jour où le paiement a lieu. Ces intérêts sont calculés à raison de 5 % l'an et sont portés au débit de l'administration retardataire sur le compte suivant.

Art. 4.

1. — Les sommes converties en mandats de poste sont garanties aux déposants, jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci.

2. — Les sommes encaissées par chaque administration, en échange des mandats de poste dont le montant n'a pas été réclamé par les ayants droit dans les délais fixés par les lois ou règlements du pays d'origine, sont définitivement acquises à l'administration qui a délivré ces mandats.

rechnungen auf, in welche alle von ihren Postanstalten ausgezahlten Postanweisungsbeträge, sowie die erhobenen Taxen zusammenzufassen sind. Die Abrechnungen werden gegenseitig geprüft und festgestellt. Die Saldirung erfolgt seitens derjenigen Verwaltung, welche der anderen Zahlung zu leisten hat, in klingender Münze des Landes, für welches sich eine Forderung herausstellt, und zwar innerhalb der in der Ausführungs-Uebereinkunft festgesetzten Frist.

2. Zu dem Zwecke wird, wenn die Ein- bzw. Auszahlung der Postanweisungsbeträge in verschiedenen Währungen stattgefunden hat, die geringere Forderung in die gleiche Währung, in welcher die grössere Forderung aufgestellt ist, umgewandelt, und zwar nach dem mittleren Wechselkurse für Baarzahlungen, welcher in der Hauptstadt des Zahlung leistenden Landes in demjenigen Zeitraum bestanden hat, auf welchen die Abrechnung sich bezieht.

3. Falls der Saldo einer Abrechnung nicht innerhalb der festgesetzten Frist gezahlt werden sollte, so ist derselbe zu verzinsen, vom Tage des Ablaufs dieser Frist ab gerechnet, bis zu dem Tage, an welchem die Zahlung wirklich erfolgt. Die Zinsen werden mit fünf vom Hundert und Jahr berechnet und der im Rückstande befindlichen Verwaltung in der nächsten Abrechnung in Schuld gestellt.

Art. 4.

1. Für die auf Postanweisungen eingezahlten Beträge wird den Absendern Garantie geleistet, bis die Beträge an die Empfänger oder an deren Bevollmächtigte ordnungsmässig ausgezahlt sind.

2. Die bei den Postverwaltungen eingezahlten Postanweisungsbeträge, welche von den dazu berechtigten Personen nicht innerhalb der durch die Gesetze und Reglements des Ursprungslandes festgesetzten Frist abgehoben werden, verbleiben endgültig derjenigen Verwaltung, bei welcher die Einzahlung der betreffenden Beträge stattgefunden hat.

in which are incorporated all the sums paid by their respective offices, as well as the fees levied on orders issued; and, after these accounts have been examined, and their balances ascertained, the latter are paid in the metallic money of the country to which they are due, by the Administration which is found to be indebted to the same, within the delay fixed by the same Regulations.

2.—For this purpose, when the money-orders have been paid in different currencies, the smaller claim is converted into the same currency as that of the larger claim, taking as basis of the conversion the average-rate of exchange of operations transacted for specie in the capital of the indebted country, during the period to which the account relates.

3.—In case of the non-payment of the balance of an account within the fixed delays, the amount of such balance is productive of interest, from the date of the expiration of the said delays, up to the day on which the payment takes place. This interest is calculated at the rate of 5 per cent. per annum, and is brought to the debit of the Administration, which is behind in payment, on the following account.

Article 4.

1.—The sums paid in on money-orders are guaranteed to the remitters until they are regularly paid to the payees, or to the persons authorized by the latter.

2.—The sums cashed by each Administration, in exchange for money-orders, the amounts of which have not been claimed by the persons entitled thereto within the delays fixed by the laws and regulations of the country of origin, become the definitive property of the Administration which has issued these orders.

Art. 5.

Les stipulations du présent arrangement ne portent pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes en vue de l'amélioration du service des mandats de poste internationaux.

Art. 6.

Chaque administration peut, dans des circonstances extraordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'administration ou aux administrations intéressées.

Art. 7.

Les Pays de l'Union qui n'ont point pris part au présent arrangement, sont admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 17 de la Convention du, en ce qui concerne les adhésions à l'Union générale des postes.

Art. 8.

Les administrations des postes des pays contractants désignent, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui doivent délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents. Elles règlent la forme et le mode de transmission des mandats, la forme des comptes désignés à l'article 3 et toute autre mesure de détail ou d'ordre, nécessaire pour assurer l'exécution du présent arrangement.

Art. 9.

1.—Le présent arrangement entrera en vigueur le

2.—Il sera ratifié en même temps et aura la même durée que la Convention du, sans préjudice du droit réservé à chaque pays de

Art. 5.

Die Festsetzungen des gegenwärtigen Uebereinkommens beschränken nicht die Befugniss der vertragenden Theile, besondere Abkommen unter sich bestehen zu lassen und neu zu treffen, sowie engere Vereine zur weiteren Erleichterung des Austausches von Postanweisungen aufrecht zu erhalten und neu zu gründen.

Art. 6.

Jeder Verwaltung steht das Recht zu, das Postanweisungsverfahren unter aussergewöhnlichen Verhältnissen, welche eine solche Massnahme rechtfertigen, vorübergehend ganz oder theilweise aufzuheben, jedoch unter der Bedingung, dass die beteiligten Verwaltungen davon unverzüglich, nöthigen Falls auf telegraphischem Wege, in Kenntniss gesetzt werden.

Art. 7.

Den am gegenwärtigen Uebereinkommen nicht theilnehmenden Ländern ist der Beitritt auf ihren Antrag und auf dem im Art. 17 des Vertrages vom für den Eintritt in den allgemeinen Postverein bezeichneten Wege gestattet.

Art. 8.

Die Postverwaltungen der vertragenden Länder bezeichnen, jede für ihren Verwaltungsbereich, die Postanstalten, bei welchen nach Massgabe der vorhergehenden Artikel Postanweisungsbeträge eingezahlt und ausgezahlt werden können. Sie regeln die Form und Beförderungsweise der Postanweisungen, sowie die Form der im Art. 3 bezeichneten Abrechnungen und setzen alle weiteren Dienstvorschriften fest, welche erforderlich sind, um die Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens zu sichern.

Art. 9.

1. Das gegenwärtige Uebereinkommen wird am in Kraft treten.

2. Dasselbe soll an dem gleichen Tage ratifizirt werden und auf dieselbe Dauer in Wirksamkeit bleiben,

Article 5.

The provisions of the present Arrangement do not involve any restriction on the right of the contracting parties to maintain and to conclude special arrangements, as well as to maintain and to establish more restricted unions, with a view to the improvement of the service of international money-orders.

Article 6.

Each Administration may, under extraordinary circumstances of a nature to justify the measure, temporarily suspend the service of international money-orders, either in a general or partial manner, on the condition of giving notice thereof immediately, if needful by telegraph, to the Administration or to the Administrations interested.

Article 7.

The countries of the Union which have not taken part in the present Arrangement, are, at their request, admitted to adhere to the same in the form prescribed by Article 17 of the Convention of the, as concerns the adhesions to the General Postal Union.

Article 8.

The Postal Administrations of the contracting countries designate, each as concerns its own service, the offices which have to issue and to pay the money-orders in conformity with the provisions of the foregoing Articles. They determine the form and the mode of transmission of the orders, the form of the accounts designated under Article 3, and all the other measures of detail or order necessary for ensuring the execution of the present Arrangement.

Article 9.

1.—The present Arrangement shall come into force on the

2.—It shall be ratified at the same time, and shall have the same duration as the Convention of the

se retirer de cet arrangement moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son gouvernement au gouvernement de l'Administration gérante.

3.—Toutefois, les administrations des postes des pays contractants peuvent se concerter entre elles pour y introduire les modifications qu'elles jugent nécessaires. Mais, pour devenir définitives, ces modifications doivent réunir, savoir:

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit du tarif, du taux de bonification réciproque, du maximum des mandats et de la forme ou du mode de transmission des titres;

2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit des autres dispositions de principe qui font l'objet du présent arrangement;

3° La simple majorité absolue, s'il s'agit de celles des dispositions d'exécution prévues par l'article 8 précédent, qui ne concernent pas la forme ou le mode de transmission des mandats.

Les modifications définitives sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée au dernier alinéa de l'article 19 de la Convention du....

4.—Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent arrangement, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers gouvernements ou administrations des parties contractantes, pour autant qu'elles ne seraient pas conciliables avec les termes du présent arrangement.

Projet

de règlement de détail et d'ordre.

Les soussignés, vu l'article 13 de la Convention conclue à Paris le 1878, en suite de la révision du pacte fondamental de l'Union générale des

wie der Vertrag vom, unbeschadet des jedem Lande vorbehaltenen Rechts, von dem Uebereinkommen zurückzutreten, wenn die Regierung des betr. Landes diese Absicht ein Jahr im Voraus der Regierung der geschäftsführenden Verwaltung angezeigt hat.

3. Die Postverwaltungen der vertragenden Länder können jedoch im gemeinsamen Einverständniss die etwa erforderlichen Abänderungen des Uebereinkommens herbeiführen. Um indess zur Ausführung gelangen zu können, müssen diese Abänderungsvorschläge erhalten:

1. Stimmeneinhelligkeit, wenn es sich um Tariffragen, Theilung der Gebühren, um den Meistbetrag der Postanweisungen und die Form oder Versendungsweise derselben handelt;

2. zwei Drittheile der Stimmen, wenn es sich um andere grundsätzliche Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens handelt;

3. einfache Stimmenmehrheit, wenn es sich um solche im vorhergehenden Art. 8 bezeichnete Ausführungsbestimmungen handelt, welche weder die Form, noch die Versendungsweise der Postanweisungen betreffen.

Die endgültigen Abänderungen werden in den beiden ersten Fällen durch eine diplomatische Erklärung, im dritten Falle durch eine Benachrichtigung bestätigt, bezüglich deren nach den Bestimmungen des letzten Absatzes des Art. 19 des Vertrages vom zu verfahren ist.

4. Mit dem Tage der Ausführung des gegenwärtigen Uebereinkommens treten alle früher zwischen den einzelnen Regierungen oder Verwaltungen der vertragenden Theile vereinbarten Bestimmungen insoweit ausser Kraft, als sie den Festsetzungen des gegenwärtigen Uebereinkommens zuwiderlaufen.

Entwurf

zur Ausführungs-Uebereinkunft.

Auf Grund des Art. 13 des — in Folge der Revision des ersten Vereinsvertrages — in Paris am 1878 abgeschlossenen Vertrages und

without prejudice to the right, reserved to each country, to withdraw from this Arrangement on its Government giving notice one year in advance to the Government of the managing Administration.

3.—The Postal Administrations of the contracting countries, however, may agree amongst themselves, upon the introduction of the modifications they deem needful. But the carrying out of these modifications necessitates *viz*:—

1° Unanimity of votes if the tariff, the division of the fees, the maximum amount of orders, and their form or mode of transmission are concerned;

2° Two thirds of the votes, if the other fundamental stipulations which form the object of the present Arrangement are concerned;

3° An absolute majority, in the case of those of the executive provisions contemplated by the preceding Article 8, which do not concern the form or mode of transmission of the orders.

The definitive modifications are confirmed, in the two first cases, by a diplomatic declaration, and, in the third case, by an administrative notification, according to the form indicated by the last paragraph of Article 19 of the Convention of the

4.—After the date on which the present Arrangement comes into force, all the stipulations previously agreed upon between the various Governments or Administrations of the contracting parties, are abrogated in so far as they may be at variance with the terms of the present Arrangement.

Project

of Detailed Regulations.

The undersigned, with reference to Article 13 of the Convention concluded in Paris on the 1878, in consequence of the revision of

postes, et l'article 8 de l'arrangement concernant l'échange des mandats de poste, signé à Paris le, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution dudit arrangement.

I.

Un récépissé, bulletin de dépôt ou déclaration de versement des sommes en échange desquelles un mandat de poste international est émis doit être délivré sans frais au déposant, dans la forme adoptée par chaque administration.

II.

1.—Les mandats de poste internationaux sont établis sur une formule conforme ou analogue au modèle A n° 1 annexé au présent règlement, par les administrations qui veulent les faire remettre aux destinataires par l'intermédiaire du bureau payeur, et sur une formule conforme ou analogue au modèle A n° 2 également annexé au présent règlement, par les administrations qui les remettent aux expéditeurs, chargés d'en assurer la transmission aux destinataires.

2.—Les formules de mandats qui ne sont pas imprimées en langue française doivent porter une traduction sublinéaire dans cette langue, et les inscriptions manuscrites que leur texte comporte doivent être formulées en chiffres arabes et en caractères romains, suivant le cas, sans rature ni surcharge, même approuvées.

3.—La taxe perçue pour chaque mandat doit être indiquée en monnaie métallique du pays d'origine et à l'angle droit supérieur du recto du titre.

4.—Il est interdit de consigner, soit sur les mandats, soit sur les coupons adhérents à la formule A n° 1, d'autres annotations que celles que

des Art. 8 des in Paris am unterzeichneten Uebereinkommens, betreffend den Austausch von Postanweisungen, haben die Unterzeichneten, Namens ihrer Verwaltungen, die nachstehenden Bestimmungen zur Ausführung des gedachten Uebereinkommens vereinbart.

I.

Dem Absender soll über die auf Postanweisungen eingezahlten Summen ein Empfangs- oder Einlieferungsschein in der von jeder Verwaltung eingeführten Form unentgeltlich ausgestellt werden.

II.

1. Zu den internationalen Postanweisungen werden von denjenigen Verwaltungen, welche dieselben den Empfängern durch Vermittelung der Auszahlungs-Postanstalten zustellen lassen, Formulare verwendet, welche dem Muster A N° 1 der Anlagen gleich oder ähnlich sind, wogegen diejenigen Verwaltungen, welche die Postanweisungen den Absendern ausändigen bz. durch diese den Adressaten übermitteln lassen, Formulare nach dem Muster A N° 2 der Anlagen in Anwendung bringen.

2. Postanweisungs-Formulare, welche nicht in französischer Sprache gedruckt sind, müssen unter den Linien eine Uebersetzung in dieser Sprache enthalten; die Ausfüllung des Vordrucks ist bz. mit arabischen Ziffern und lateinischen Schriftzeichen, ohne Durchstreichungen oder Abänderungen, selbst wenn solche anerkannt wären, zu bewirken.

3. Die erhobene Gebühr ist in der linken oberen Ecke der Postanweisungen in der Währung des Aufgabebiets anzugeben.

4. Andere, als durch den Vordruck bedingte handschriftliche Vermerke sind weder auf der Postanweisung, noch auf dem zum Formular A N° 1

the fundamental pact of the General Postal Union, and with reference to Article 8 of the Arrangement concerning the exchange of money-orders, signed in Paris on the, have, in the name of their respective Administrations, by common consent, agreed upon the following measures for ensuring the execution of the said Arrangement.

I.

A receipt, acknowledgment of deposit, or declaration of payment of the sums in exchange for which an international money-order is issued, must be delivered without cost to the depositor, in the form adopted by each Administration.

II.

1.—The international money-orders are drawn up on a form in conformity with, or analogous to, the specimen A N° 1 appended to the present Regulations, by the Administrations which cause them to be remitted to the payees through the medium of the post-office of payment, and on a form in conformity with, or analogous to, the specimen A N° 2 also appended to the present Regulations, by the Administrations which hand them over to the remitters by whom they are to be transmitted to the payees.

2.—The money-order forms which are not printed in the French language must bear a sublineary translation in that language, and the manuscript inscriptions required by their text must be formulated in arabic figures and in Roman characters, as the case may be, without any erasure or correction, even if certified.

3.—The fee levied for each order must be indicated in the metallic money of the country of issue, and in the upper right-hand corner of the face of the order.

4.—It is prohibited to add, either on the orders, or on the counterfoils attached to the form A N° 1, any annotation other than that required

comporte la contexture des formules, et notamment toute mention pouvant tenir lieu de correspondance ou de note particulière de l'envoyeur au destinataire des fonds. Toutefois, les administrations qui ont admis, jusqu'à présent, un usage plus étendu du coupon dans leurs rapports réciproques, peuvent maintenir cette mesure d'un commun accord.

III.

L'emploi de la formule A n° 1 entraîne avec lui les obligations suivantes :

1° Pour l'administration du pays d'origine,

a) Transmission des mandats aux bureaux destinataires, à découvert ou, sur la demande de l'office destinataire, sous une enveloppe conforme au modèle B ci-annexé ;

b) Réunion en un seul paquet de tous les mandats à comprendre dans chaque dépêche, après subdivision, s'il y a lieu, en autant de liasses qu'il y a de pays destinataires ;

2° Pour l'administration du pays de destination, livraison et paiement du mandat à l'ayant-droit, selon les règles applicables au service intérieur ou adoptées spécialement à cet égard par cette administration.

IV.

L'emploi de la formule A n° 2 entraîne avec lui les obligations suivantes :

1° Pour l'administration du pays d'origine,

Établissement immédiat, pour chaque mandat délivré, d'un avis d'émission conforme au modèle C annexé au présent règlement, et transmission de cet avis au bureau payeur par le premier courrier et sous une enveloppe conforme au modèle D, ci-annexé également ;

2° Pour l'administration du pays de destination,

gehörigen Abschnitte zulässig, namentlich keine Notiz, welche den Charakter einer Korrespondenz oder besonderen schriftlichen Mittheilung des Absenders an den Empfänger trägt. Doch können diejenigen Verwaltungen, welche in ihrem gegenseitigen Verkehr den Abschnitt schon bisher zu weiteren Mittheilungen benutzt haben, dieses Verfahren im gemeinsamen Einverständniß beibehalten.

III.

Bei Benutzung des Formulars A N° 1 ist Folgendes zu beachten :

1. Die Verwaltung des Aufgabengebiets hat

a) die Anweisungen an die Bestimmungs-Postanstalten entweder offen oder, wenn dies von der Verwaltung des Bestimmungsgebiets gewünscht wird, unter einem, dem anliegenden Muster B entsprechenden Umschlage abzusenden,

b) aus den in die Kartenschlüsse aufzunehmenden Anweisungen, eintretenden Falls für jedes Bestimmungsgebiet, besondere Bunde zu fertigen und ev. letztere zu einem Packete zu vereinigen ;

2. die Verwaltung des Bestimmungsgebiets hat nach den für ihren innern Verkehr bestehenden oder von ihr eigens zu dem Zwecke getroffenen Bestimmungen die Anweisungen den Berechtigten zuzustellen und die Beträge auszuführen.

IV.

Bei Benutzung des Formulars A N° 2 ist Folgendes zu beachten :

1. Die Verwaltung des Aufgabengebiets hat

für jede Anweisung, gleich bei der Einlieferung, einen Einzahlungsschein nach dem Muster der Anlage C des Reglements auszufertigen und denselben unter einem, dem Muster der Anlage D entsprechenden Briefumschlage mit nächster Post an die Auszahlungs-Postanstalt zu übersenden ;

2. die Verwaltung des Bestimmungsgebiets hat

by the text of the form, and especially any remark which might serve instead of a correspondence or a private notice from the remitter to the payee of the order. The Administrations, however, which have, up to the present, admitted a more extensive use of the counterfoil in their reciprocal relations, may maintain this measure by common consent.

III.

The use of form A N° 1 involves the following obligations:—

1° For the Administration of the country of issue,

a. Transmission of the orders to the offices of payment, either without any cover, or, at the request of the office of payment, in an envelope in conformity with the specimen B hereto appended ;

b. Making up into a single packet all the orders which are to be transmitted in each mail, after subdivision, if needful, into as many bundles as there are countries of payment ;

2° For the Administration of the country of payment, remittance and payment of the order to the person entitled thereto, in conformity with the regulations applicable to the domestic service, or specially adopted on this subject by that Administration.

IV.

The use of form A N° 2 involves the following obligations:—

1° For the Administration of the country of issue,

Immediate drawing up, for each order issued, of an advice in conformity with the specimen C appended to the present Regulations, and transmission of this advice to the office of payment, by the first mail, and in an envelope in conformity with the specimen D also hereto appended ;

2° For the Administration of the country of payment,

a) Payement contre remise, par l'ayant droit, du mandat dûment acquitté, et moyennant que l'avis d'émission respectif soit en la possession du bureau destinataire, que les inscriptions du mandat soient reconnues conformes à celles de l'avis d'émission et que le porteur du mandat puisse justifier son droit au payement par l'indication du nom et du prénom ou de la raison sociale, tant de l'expéditeur que du destinataire;

b) En cas de non-arrivée d'un avis d'émission, réclamation d'un duplicata au bureau d'origine, au moyen d'une formule conforme au modèle E annexé au présent règlement, et expédiée sous une enveloppe B.

V.

Le payement des mandats internationaux ne peut être exigé qu'au bureau de poste désigné sur le titre comme chargé d'en acquitter le montant.

VI.

1.—Les mandats dont le payement n'a pu être effectué pour l'une des causes suivantes:

1° Indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou du domicile des bénéficiaires;

2° Différences ou omissions de noms ou de sommes, tant sur l'avis que sur le mandat;

3° Ratures ou surcharges dans les inscriptions;

4° Omissions de timbres ou de signatures,

Sont régularisés par les soins de l'administration qui les a émis.

2.—Ces mandats sont renvoyés à cet effet, le plus tôt possible, à l'administration du pays d'origine par l'administration du pays de destination.

a) gegen Rückgabe der ordnungsmässig quittirten Postanweisung den Betrag an die berechnigte Person auszuzahlen, vorausgesetzt, dass der betreffende Einzahlungsschein der Bestimmungs-Postanstalt bereits zugegangen ist, dass die Angaben auf der Postanweisung und auf dem Einzahlungsscheine übereinstimmen, und dass derjenige, welcher die Postanweisung vorzeigt, durch Angabe des Vor- und Zunamens oder der Firma, sowohl des Absenders, als auch des Empfängers, den Nachweis der Empfangsberechtigung liefert,

b) beim Ausbleiben eines Einzahlungsscheins ein Doppel desselben von der Aufgabe-Postanstalt zu reklamieren, und zwar mittelst eines Formulars, welches dem Muster der Anlage E entsprechen muss und unter Briefumschlag (Anl. B) abzusenden ist.

V.

Die Auszahlung der Postanweisungsbeträge kann nur bei derjenigen Postanstalt beansprucht werden, welche auf der Anweisung als Auszahlungs-Postanstalt bezeichnet ist.

VI.

1. Wird die Auszahlung von Postanweisungsbeträgen beanstandet, weil

1. Name oder Wohnung des Empfängers ungenau oder unvollständig angegeben ist,

2. Namen oder Beträge auf der Anweisung und auf dem Einzahlungsschein nicht übereinstimmen oder fehlen,

3. Eintragungen durchstrichen oder abgeändert sind,

4. Stempel oder Unterschriften fehlen,

so hat diejenige Verwaltung, welche die Postanweisungen abgesandt hat, die Beseitigung der Mängel zu veranlassen.

2. Zu dem Zwecke sendet die Verwaltung des Bestimmungsgebiets die betreffenden Postanweisungen sobald als möglich an die Verwaltung des Aufgabengebiets zurück.

a. Payment of the order to the person entitled thereto, on the latter handing in the same duly receipted, provided that the corresponding advice has been received by the office of payment, that the particulars of the order are found to be in conformity with those of the advice, and that the bearer of the order can prove his right to the payment by stating the name and the surname or the firm of both the remitter and the payee;

b. In case of an advice not having been received, application to the office of issue for a duplicate, by means of a form in conformity with the specimen E appended to the present Regulations, to be forwarded in an envelope B.

V.

The payment of international money-orders can only be claimed at the post-offices designated on the orders as charged with the duty of paying their amounts.

VI.

1.—Money-orders, the payment of which could not be effected owing to one of the following reasons:—

1° Incorrect, insufficient, or doubtful indication of the names or domiciles of the payees;

2° Differences in, or omissions of, names or amounts, as well on the advice as on the order;

3° Erasures or corrections in the inscriptions;

4° Omissions of stamps or signatures,

Are set right by the Administration having issued the same.

2.—These orders are returned for this purpose, as early as possible, to the Administration of the country of issue by the Administration of the country of payment.

VII.

1.—Les mandats sont valables pendant un délai de trois mois à partir du jour de leur émission.

2.—Passé ce terme, ils ne peuvent plus être payés que sur un visa pour date donné par l'administration qui les a émis et à la requête de l'administration dont dépend le bureau destinataire.

VIII.

1.—Les mandats peuvent être remboursés aux envoyeurs, sur la demande de ceux-ci, aussitôt que l'administration du pays d'origine est rentrée en possession du titre non payé et, le cas échéant, de l'avis d'émission.

2.—Toutefois, pour obtenir le remboursement d'un mandat égaré, perdu ou détruit l'envoyeur doit fournir, avec son récépissé, bulletin de dépôt ou déclaration de versement, une attestation du destinataire, portant que le mandat n'a pas été aliéné, qu'il ne lui est pas parvenu ou qu'il a été adiré ou détruit après réception.

3.—A défaut du remboursement prévu par le paragraphe 2 précédent, les mandats égarés, perdus ou détruits peuvent être remplacés, sur la demande de l'envoyeur ou du destinataire, par des autorisations de paiement ou des duplicata que délivre l'administration du pays d'origine, mais seulement après cinq mois, au plus tôt, depuis le versement des fonds, et lorsqu'il a pu être constaté par cette administration que ces mandats n'ont été ni payés ni remboursés.

IX.

1.—Chaque administration dresse, à la fin de chaque mois, pour cha-

VII.

1. Die Postanweisungen müssen binnen drei Monaten vom Tage der Einzahlung ab zur Auszahlung gelangen.

2. Eine spätere Auszahlung darf nur auf Grund einer besonderen Zahlungs-Ermächtigung seitens derjenigen Verwaltung erfolgen, bei welcher die Beträge eingezahlt sind. Die Beschaffung dieser Ermächtigung ist Sache der Verwaltung, welche der Bestimmungs-Postanstalt vorgesetzt ist.

VIII.

1. Die Postanweisungsbeträge können auf Verlangen der Absender denselben zurückgezahlt werden, wenn die nicht zur Auszahlung gelangte Anweisung und, eintretenden Falls, der Einlieferungsschein der Verwaltung des Aufgabengebiets wieder zugegangen sind.

2. Bei Rückzahlung von Postanweisungen, welche verlegt, abhanden gekommen oder beseitigt sind, muss jedoch der Absender ausser dem Empfangs- oder Einlieferungsschein, eine Bescheinigung des Adressaten vorlegen, aus welcher hervorgeht, dass letzterer die Anweisung nicht verkauft bz. nicht erhalten hat, oder dass dieselbe, nachdem sie ihm zugegangen, verlegt oder beseitigt worden ist.

3. Handelt es sich nicht um die im vorhergehenden § 2 vorgesehene Rückzahlung, so können verlegte, abhanden gekommene oder beseitigte Postanweisungen auf Verlangen des Absenders oder Adressaten durch Zahlungs-Ermächtigungen oder Doppel ersetzt werden, welche von der Verwaltung des Ursprungsgebiets ausgefertigt werden, und zwar frühestens nach Verlauf von 5 Monaten, vom Tage der Einzahlung ab, und nachdem von dieser Verwaltung festgestellt ist, dass die Aus- oder Rückzahlung der Beträge nicht stattgefunden hat.

IX.

1. Jede Verwaltung stellt am Ende des Monats für jede der anderen

VII.

1.—The money-orders are valid during a period of three months to count from the date of their issue.

2.—When this term has passed they can only be paid after having been prolonged for a further period of three months by the Administration having issued them, and at the request of the Administration to which the office of payment is subordinate.

VIII.

1.—The money-orders may be repaid to the remitters, at the request of the latter, as soon as the Administration of the country of issue has again become possessed of the unpaid orders, and of the advices, if any.

2.—In order, however, to obtain the payment of a miscarried, lost, or destroyed order, the remitter must furnish, together with his receipt, acknowledgment of deposit, or declaration of payment, an attestation of the payee to the effect that the order has not been alienated, that it has not been received by him, or that it has been lost or destroyed after its receipt.

3.—In default of the repayment contemplated by the preceding paragraph 2, miscarried, lost, or destroyed orders may be replaced, at the request of the remitter or payee, by authorizations for payment, or duplicate orders issued by the Administration of the country of issue, but only after the lapse of five months, at the earliest, from the date on which the money was paid in, and if that Administration has been able to satisfy itself that these orders have neither been paid nor repaid.

IX.

1.—Each Administration draws up, at the end of each month, for each

cune des autres administrations, un compte particulier conforme au modèle F annexé au présent règlement et sur lequel sont récapitulés et classés, par ordre alphabétique des noms des bureaux d'émission, tous les mandats payés par ses bureaux, pour le compte de l'office correspondant, pendant le mois précédent.

2.—Elle reproduit également sur ce compte, et en regard du montant de chaque mandat, le montant effectif du droit perçu par le bureau d'origine; puis elle ajoute, au total des sommes payées et en même monnaie, la moitié du total des droits perçus, dont, le cas échéant, elle effectue la conversion au pair.

3.—Le compte particulier, accompagné des mandats payés et quittancés, est transmis sans retard à l'administration correspondante.

X.

1.—Aussitôt que les comptes particuliers réciproques ont été débattus et arrêtés contradictoirement, la balance est établie dans un compte général, que dresse l'administration créditrice (sauf autre arrangement entre les offices intéressés), en se conformant pour la conversion des monnaies, s'il y a lieu, au deuxième alinéa de l'article 3 de l'Arrangement.

2.—La différence formant le solde du compte est payée au moyen de traites sur la capitale du pays créditeur, en monnaie métallique de ce pays et sans aucune perte pour lui, les frais du paiement restant à la charge de l'office débiteur.

3.—Ce paiement doit être effectué au plus tard quinze jours après que le compte général a été contradictoirement arrêté. Seulement, toute administration qui se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre administration, d'une somme supérieure

Verwaltungen eine dem Muster F der Anlagen entsprechende Abrechnung auf, welche, unter Aufführung der Aufgabe-Postanstalten in alphabetischer Reihenfolge, sämtliche Postanweisungsbeträge nachweist, die von den Postanstalten der ersteren Verwaltung während des vorhergegangenen Monats für Rechnung der anderen Verwaltung ausgezahlt worden sind.

2. Die betreffende Verwaltung nimmt in die Abrechnung ferner die von den Aufgabepostanstalten erhobenen Postanweisungsgebühren auf und rechnet die Hälfte der Schlusssumme derselben den ausgezahlten Postanweisungsbeträgen hinzu, nachdem, eintretenden Falls, der bezügliche Betrag *al pari* in diejenige Währung umgewandelt ist, auf welche die Postanweisungsbeträge lauten.

3. Die Abrechnung, durch die vollzogenen Postanweisungen belegt, wird der betreffenden anderen Verwaltung unverzüglich übersandt.

X.

1. Nach gegenseitiger Prüfung und Feststellung der Abrechnungen werden die Ergebnisse derselben in eine General-Abrechnung zusammengefasst, welche (sofern nicht zwischen den beteiligten Verwaltungen etwas Anderes verabredet ist) von derjenigen Verwaltung aufgestellt wird, für die eine Forderung entfällt. Bezüglich etwaiger Umwandlungen in andere Währungen gelten die Bestimmungen des zweiten Absatzes des Art. 3 des Uebereinkommens.

2. Das aus dem Abschlusse der Abrechnung sich ergebende Guthaben wird dem Lande, für welches dasselbe entfällt, in klingender Münze mittelst Wechsel auf die Hauptstadt dieses Landes gezahlt; die durch die Zahlung entstehenden Kosten werden von dem zahlungspflichtigen Theil getragen.

3. Die Saldirung hat spätestens binnen 15 Tagen, nachdem die General-Abrechnung gegenseitig festgestellt ist, zu erfolgen. Doch ist jede Verwaltung, für welche einer anderen Verwaltung gegenüber sich ein Guthaben von mehr als 50,000 Franken

of the other Administrations, a special account in conformity with the specimen I' appended to the present Regulations, in which are incorporated and classed, in the alphabetical order of the post-offices of issue, all the money-orders paid by its offices on the account of the corresponding Administration, during the preceding month.

2.—It also enters in this account, and against the amount of each order, the amount of the fee levied by the office of issue; it then adds to the total of the sums paid, and in the same money, one half of the total amount of the fees levied, of which, if necessary, it effects the conversion at par.

3.—The special account, accompanied by the paid and receipted orders, is forwarded without delay to the corresponding Administration.

X.

1.—As soon as the reciprocal special accounts have been examined and their balances ascertained, the definitive balance is made out in a general account which is drawn up by the Administration to which payment is due (unless any other arrangement be agreed upon between the Administrations interested), which conforms itself, as respects the conversion of the moneys, should such be necessary, to the second paragraph of Article 3 of the Arrangement.

2.—The difference forming the balance of the account, is paid by means of bills of exchange drawn upon the capital of the country to which payment is due, in the metallic money of this country, and without any loss to the latter, the expenses attendant on the payment being borne by the indebted Administration.

3.—This payment must be effected at the latest, fifteen days after the settlement of the general account. But, every Administration which finds that another Administration is in-

à 50,000 francs, a le droit de réclamer un acompte ou solde provisoire jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance. Le cas échéant, il doit être satisfait à sa demande dans le délai de huit jours.

XI.

1.—Les administrations des pays contractants doivent se notifier réciproquement, par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union générale des postes, et trois mois au moins avant la mise à exécution de l'Arrangement du, savoir:

1° Le tarif et, s'il y a lieu, le taux de conversion monétaire qu'elles appliquent en exécution de l'article 2 de l'Arrangement;

2° La nomenclature de ceux de leurs bureaux respectifs qu'elles autorisent à émettre et à payer des mandats internationaux;

3° L'option qu'elles ont faite entre les deux modèles de mandats, ainsi que le texte authentique et complet de la formule qu'elles emploient;

4° L'orthographe des noms de nombres, de 1 à 500, qui peuvent être écrits en toutes lettres, dans leur langue respective, sur les mandats remis par elles;

5° La durée des délais, après lesquels leur législation respective attribue définitivement à l'État le montant des mandats dont le paiement n'a pas été réclamé par les ayants droit.

2.—Toute modification apportée ultérieurement, à l'égard de l'un ou l'autre des cinq points ci-dessus mentionnés, doit être notifiée sans retard, de la même manière.

XII.

Le présent règlement sera exécuté, à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement du Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit

ergiebt, berechtigt, eine Abschlagszahlung bis zur Höhe von drei Vierteln der Forderung in Anspruch zu nehmen. Einem derartigen Verlangen ist, eintretenden Falls, innerhalb acht Tagen Folge zu geben.

XI.

1. Die Verwaltungen der vertragenden Länder haben sich durch Vermittelung des internationalen Büreaus drei Monate vor Ausführung des Uebereinkommens vom gegenseitig mitzuteilen:

1. welchen Tarif und, eintretenden Falls, welches Umwandungsverhältniss sie in Gemässheit des Art. 2 des Uebereinkommens in Anwendung bringen;

2. das Verzeichniss derjenigen ihrer Postanstalten, bei welchen Beträge auf internationale Postanweisungen eingezahlt und ausgezahlt werden können;

3. welches der beiden Postanweisungsverfahren sie angenommen haben, sowie den richtigen und vollständigen Text des von ihnen benutzten Formulars;

4. die richtige Schreibweise der Zahlennamen von 1 bis 500, welche auf den von ihnen ausgegebenen Postanweisungen in der Landessprache in Buchstaben angegeben werden können;

5. nach welcher Frist Postanweisungsbeträge, die von den berechtigten Personen nicht abgehoben sind, den gesetzlichen Bestimmungen zufolge dem Staate verfallen.

2. Jede spätere Aenderung bezüglich des einen oder andern der vorstehenden fünf Punkte soll auf demselben Wege ohne Verzug mitgeteilt werden.

XII.

Die gegenwärtige Ausführungs-Uebereinkunft tritt mit dem Tage in Kraft, an welchem das Uebereinkommen vom ausgeführt wird. Dieselbe soll die gleiche Dauer haben,

debted to it for a sum exceeding 50,000 francs, has the right to claim a payment on account or provisional payment of not exceeding the three fourths of the amount of its claim. Such demand, should it be made, must be complied with within a delay of eight days.

XI.

1.—The Administrations of the contracting countries must reciprocally notify to each other through the medium of the International Office of the General Postal Union, three months at least before the Arrangement of the comes into force, viz:—

1° The rates, and, if necessary, the rate of the monetary conversion, applied by them in execution of Article 2 of the Arrangement;

2° A list of those of their respective offices which are authorized by them to issue and pay international money-orders;

3° The choice they have made between the two specimens of money-orders, as well as the authentic and complete text of the form used by them;

4° The orthography of the names of numbers from 1 to 500 which may have to be written in characters, in their respective languages, on the money-orders issued by them;

5° The length of the periods after which the amounts of money-orders the payment of which has not been claimed by the persons entitled thereto, are forfeited to the State, in conformity with their respective legislations.

2.—Every modification ultimately adopted with regard to one or another of the five points above mentioned, must, without delay, be notified in the same manner.

XII.

The present Regulations shall be put into execution on the day on which the Arrangement of the comes into force. They shall have the same duration as that Arrangement,

renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées.

Les postes dans la République Argentine, en 1876.

L'organisation des postes dans un Etat comme la République Argentine*), où les centres de population sont séparés par des distances énormes, est une entreprise qui présente des difficultés sérieuses et qui réclame, avant tout, du temps et de la persévérance.

L'administration supérieure à qui cette tâche est dévolue ne cesse d'y consacrer toute son énergie et poursuit son but avec un succès remarquable, comme le prouvent, entre autres, les renseignements nombreux et parfaitement coordonnés présentés par M^r Eduardo Olivera, Directeur général des Postes et Télégraphes à Buenos-Ayres, dans son rapport administratif pour l'année 1876, auquel nous empruntons les indications suivantes.

La Direction générale des Postes et Télégraphes comprend quatre divisions et un secrétariat général.

La première division a pour attributions la surveillance et la direction du service télégraphique.

La deuxième division s'occupe de ce qui concerne les dépenses et la comptabilité des Postes et des télégraphes, les contrats pour les transports postaux, les services de messageries, les affaires de personnel, les instructions et le budget.

La troisième division traite les questions relatives au service d'échange avec l'étranger, conduit les négociations pour la conclusion de conventions postales, fixe les tarifs

*) La République Argentine mesure une superficie de 1,562,397 kilom. carrés et possède une population de 2,300,000 habitants.

wie das Uebereinkommen, sofern sie nicht im gemeinsamen Einverständnis der beteiligten Verwaltungen weiter in Gültigkeit bleibt.

Das Postwesen der argentinischen Republik im Jahre 1876.

Die Regelung des Postverkehrs in einem Staate, wie der argentinischen Republik*), wo so grosse Entfernungen die einzelnen Volkscentren von einander trennen, gehört zu den schwierigsten Aufgaben, deren Lösung vor allen Dingen Zeit und Ausdauer erfordert.

Dass die oberste Postbehörde in diesem jungen, aufstrebenden Staatenwesen mit aller Energie und mit sichtlichem Erfolge an der Erreichung des in dieser Beziehung gesteckten Ziels hinarbeitet, beweist u. A. der umfangreiche und sorgfältig geordnete Inhalt des vom Generaldirektor der Posten und Telegraphen, M^r. Eduardo Olivera, für das Jahr 1876 erstatteten Verwaltungsberichts, aus welchem wir Folgendes entnehmen.

Die General-Direktion der Posten und Telegraphen zerfällt in vier Abtheilungen und in ein General-Sekretariat.

Der *ersten* Abtheilung liegt die Aufsicht und Leitung des Telegraphen-Dienstes ob.

Die *zweite* Abtheilung bearbeitet die Angelegenheiten in Bezug auf das Kassen- und Rechnungswesen der Post und Telegraphie, die Verträge wegen Beförderung der Post-sachen, das Postkurswesen, das Instruktionswesen, die Personalangelegenheiten und Etatssachen.

Die *dritte* Abtheilung regelt den Dienst mit dem Auslande, leitet die Abschliessung von Postkonventionen ein, stellt die Posttarife auf, bearbeitet ferner die auf die Inventarien,

*) Die argentinische Republik hat 1,562,397 Quadratkilometer und 2,300,000 Einwohner.

unless they should be renewed by common consent between the parties interested.

The postal service in the Argentine Republic during the year 1876.

The organization of the postal service in a country where the important centres are separated from one another by such great distances as in the Argentine Republic*), is a very complicated task requiring, above all, much time and perseverance, in order to bring it to a satisfactory issue.

That the Postal Administration in this young and rising State is working with great energy and evident success towards the attainment of its object is proved, among other things, by the voluminous and carefully arranged report for the year 1876, issued by the Director General of Posts and Telegraphs, M^r. Eduardo Olivera, from which we extract the following particulars:—

The General Direction of Posts and Telegraphs consists of four divisions, and the Office of the Secretary General.

The *first* division superintends and conducts the telegraph-service.

The *second* division carries out the business relating to the revenue, expenditure, and accounts of the postal and telegraph service; the contracts for the conveyance of the mails; the service on the postal routes; appointments, &c. of officers; the issue of instructions; and the estimates.

The *third* division regulates the service with foreign countries; conducts the negotiations for the conclusion of postal conventions; determines the postal rates; and attends

*) The Argentine Republic covers an area of 1,562,397 square kilometers, and contains 2,300,000 inhabitants.

et s'occupe de tout ce qui a rapport aux inventaires, à la statistique postale, aux contraventions postales, aux réclamations, à la distribution des correspondances à domicile et au service dans les bureaux ambulants.

La quatrième division gère toutes les affaires relatives aux timbres d'affranchissement postaux et télégraphiques, concentre les sommes perçues par les bureaux de poste et se charge de les verser aux caisses publiques désignées pour les recevoir.

Le secrétariat général est chargé de l'inscription des pièces entrantes et sortantes, de la publication des avis, etc., relatifs au service et de la préparation des matériaux pour le rapport annuel.

Le service postal est limité au transport des lettres, des journaux et des autres imprimés.

Il s'est expédié en 1876, savoir : lettres soumises à la taxe, 4,656,710 ; paquets d'imprimés de toute nature 2,457,390.

Si l'on admet que chaque paquet d'imprimés renferme en moyenne 4 objets, ce qui n'a rien d'exagéré, le nombre des imprimés s'élèverait à 9,829,560 ; de sorte que le mouvement total des objets soumis aux droits de poste serait représenté par 14,486,270. En outre, il a été expédié 299,115 correspondances de service. Comparativement à l'année 1875, l'augmentation est de 318,522 lettres, 723,673 paquets d'imprimés et 32,000 correspondances officielles.

Sur le mouvement total, 65 % des lettres, 55 % des paquets d'imprimés et la moitié de la correspondance officielle appartiennent à Buenos-Ayres seul, ce qui s'explique par le fait que cette province possède la population la plus dense, que son chef-lieu est le siège de toutes les autorités centrales et qu'il forme un centre commercial des plus importants.

Pour l'expédition des envois postaux il a été parcouru :

die Poststatistik, die Postkonventionen, Reklamationen, Ortsbestellung, den Dienst in den Eisenbahnpostbüreaus Bezug habenden Angelegenheiten.

Die vierte Abtheilung behandelt sämtliche auf das Freimarkenwesen für Post und Telegraphie bezüglichen Angelegenheiten und hat die von den Postanstalten eingehenden Baargelder anzunehmen und an die dazu bestimmten Staatskassen abzuführen.

Das Sekretariat besorgt den Registraturdienst, die zu erlassenden Bekanntmachungen etc. und die Vorbereitung des Materials für den jährlichen Verwaltungsbericht.

Der Postversendungsdiens t beschränkt sich auf Briefe und Drucksachen.

An portopflichtigen Briefen sind im Jahre 1876 ein- und abgegangen 4,656,710 Stück, an Drucksachenpaketen . . . 2,457,390 Stück. Den Inhalt eines Drucksachenpakets auf durchschnittlich 4 Stück, was nicht übermässig ist, angenommen, ergiebt eine Anzahl von 9,829,560 Drucksachen, sodass zusammen der Postverkehr an bezahlten Gegenständen 14,486,270 Stück repräsentiren würde. Ausserdem sind an Dienstsachen 299,115 Stück befördert worden. Gegen das Jahr 1875 ergiebt sich hiernach eine Vermehrung der Briefe um 318,522 Stück, der Drucksachenpakete um 723,673 Stück und der Dienstsachen um 32,000 Stück.

Von dem Gesamtverkehr entfallen allein auf Buenos-Ayres 65 % der Briefe, 55 % der Drucksachenpakete und die Hälfte der amtlichen Korrespondenz, was seine Erklärung darin findet, dass diese Provinz die dichteste Bevölkerung hat, Sitz sämtlicher Centralbehörden und einer der bedeutendsten Handelsplätze ist.

Bei der Beförderung der erwähnten Postsendungen sind zurückgelegt worden :

to all the business relating to the inventories, postal statistics, infringements of the laws and regulations, complaints, delivery, and travelling post-office service.

The fourth division deals with all matters concerning postage and telegraph stamps, collects the receipts of post-offices, and pays these moneys in to the Treasury offices designated to this effect.

The Office of the Secretary is charged with the registration of the official correspondence despatched and received ; with the publication of notices, &c., relating to the postal service ; and with the preparation of the annual report.

The postal service is limited to the conveyance of letters and printed matter.

The number of letters subject to postage, received and despatched in the course of 1876 was 4,656,710, that of packets of printed papers . . . 2,457,390.

If a packet of printed matter is reckoned to contain, on an average, 4 papers, a supposition which is not exaggerated, the number of printed papers would be 9,829,560, and the total number of post paid articles forwarded would thus amount to 14,486,270. In addition to this, 299,115 official letters, &c., were transmitted in the mails. As compared with the results of the year 1875, there was an increase of 318,522 letters, 723,673 packets of printed matter, and 32,000 official communications.

The largest share in the postal exchange was taken by Buenos Ayres, viz :—with 65 per cent. of the total number of letters, 55 per cent. of that of packets of printed matter, and one half of the official correspondence. This circumstance may be accounted for by the fact that this province has the densest population, is the seat of all the Government offices, and has the most important and extensive trade.

The annual distance travelled by the mails was as follows :—

par voitures . . . 961,894 leguas*)
 par courriers à
 cheval 186,824 „
 par eau 88,320 „

Les échanges avec l'étranger sont représentés comme suit :

Envois de la République Argentine		
	Lettres privées et officielles	Im- primés
pour le Brésil . . .	15,170	8,746
„ l'Europe . . .	319,541	59,494
„ les Etats- Unis de l'Améri- que du Nord . . .	6,474	2,969
pour les républi- ques de l'Améri- que du Sud . . .	172,687	110,397
Totaux	513,872	181,606

Envois de l'étranger

	lettres privées et officielles	Im- primés
	526,443	262,126

savoir :

du Brésil, de l'Eu-
rope et des Etats-
Unis de l'Améri-
que du Nord . . . 381,180 87,375
des républiques de
l'Amérique du Sud 145,263 174,751

En prévision de l'admission de la République Argentine dans l'Union générale des Postes**), il doit être conclu de nouveaux contrats avec les compagnies maritimes transatlantiques et l'administration a déjà reçu à cet effet du Congrès national les pouvoirs nécessaires.

Le service des *envois recommandés* est relativement récent et n'a pas encore acquis beaucoup d'importance; à Buenos-Ayres, où il fut introduit d'abord, on a compté, en 1876, 32,658 objets recommandés. Toutefois, ce service sera prochainement étendu aux localités d'une certaine importance, qui sont au nombre de 125, dont 63 dans la province de Buenos-Ayres.

La *poste urbaine* établie dans la capitale a distribué, en 1876, 400,971 lettres, dont 191,097 recueillies dans les boîtes aux lettres; l'administration

*) 1 legua = 519,6 mètres.

**) Cette prévision s'est réalisée le 1^{er} avril 1878.

von den fahrenden Posten
961,894 Leguas,*)
 von den Reitposten 186,824 „
 auf Wasserstrassen 88,320 „

Im Verkehr mit dem Auslande sind befördert worden:

	fr. Briefe u. Dienstsachen.	Druck- sachen.
nach Brasilien . . .	15,170	8,746
„ Europa . . .	319,541	59,494
„ den Verei- nigten Staaten Amerikas . . .	6,474	2,969
nach südamerika- nisch. Republiken	172,687	110,397
zusammen . . .	513,872	181,606

Vom Auslande sind eingegangen 526,443 262,126 und zwar aus Brasilien, Europa und den Vereinigten Staaten . . . 381,180 87,375 aus den südameri-
kanischen Repu-
blikern . . . 145,263 174,751

Beim Eintritt in den Berner Postverein**) sollen mit den transatlantischen Dampfschiffahrtsgesellschaften neue Verträge abgeschlossen werden, wozu der Kongress die Genehmigung bereits erteilt hat.

Der *Dienst für Einschreibsendungen* ist verhältnismässig neu und noch wenig umfangreich: in Buenos-Ayres selbst sind im Jahre 1876 32,658 Einschreibsendungen zur Einlieferung gelangt. Es soll dieser Dienst aber auf die wichtigsten Orte, im Ganzen 125, wovon 63 auf die Provinz Buenos-Ayres fallen, ausgedehnt werden.

Mittelt des *Stadtpostdienstes* sind in der Landeshauptstadt im genannten Jahre 400,971 Briefe bestellt worden, von denen 191,097 durch die Briefkasten zur Einlieferung gelangt sind; die Postverwaltung geht damit um, eine Abendbestellung einzurichten.

*) 1 Legua = 519,6 Meter.

**) Der Beitritt ist am 1. April d. J. erfolgt.

by mail-coach . . . 961,894 leguas *)
 „ horse-post . . . 186,824 „
 on water-routes . . . 88,320 „

The exchange with foreign countries showed the following items. Number of articles despatched:—

	prepaid and official letters	printed papers
to Brazil	15,170	8,746
„ Europe	319,541	59,494
„ the United States of America	6,474	2,969
„ the South Ame- rican Republics	172,687	110,397
Total	513,872	181,606

Number of articles received:—

	prepaid and official letters	printed papers
Total	526,443	262,126

i. e.

from Brazil, Europe,
the United States of
America . . . 381,180 87,375
from the South Ame-
rican Republics . 145,263 174,751

The entry of the Argentine Republic into the General Postal Union**) will be accompanied by the conclusion of new contracts with the transatlantic steamship companies, of which Congress has already signified its approval.

The *service of registered articles* is of comparatively late introduction and has not, as yet, attained to any great magnitude; in Buenos Ayres the number of articles of this description posted during 1876 was 32,658. But this service is to be extended to the most important localities, numbering 125, of which 63 are in the province of Buenos Ayres.

In the capital, 400,971 letters were distributed during the year by the *town delivery service*; of these 191,097 were posted in letter-boxes. The Postal Administration contemplates the establishment of an evening delivery.

*) 1 legua = 519,6 meters.

**) This entry took place on the 1st of April last.

des postes a l'intention d'organiser une distribution du soir.

Les recettes se sont élevées, en 1876, à la somme de 247,825 pesos*), contre 212,828 pesos en 1875, soit une augmentation de 34,997 pesos.

Les sommes les plus fortes ont été données par les provinces suivantes:

Buenos-Ayres . . .	155,588 pesos
Santa-Fé	19,446 „
Entre-Rios	17,262 „
Cordova	9,434 „

L'augmentation est de 6,50 % pour Buenos-Ayres, de 9,20 % pour Santa-Fé, de 10 % pour Corrientes et de 23,50 % pour Entre-Rios.

L'accroissement extraordinaire qui est produit dans les recettes de cette dernière province doit être attribué aux inspections postales qui y ont été opérées en 1876 et qui ont eu pour effet de réprimer les contraventions commises par les conducteurs, etc., et d'assurer la gestion régulière du produit des recettes postales. En présence des résultats favorables obtenus par cette mesure, l'administration exprime le vœu que l'institution des inspecteurs des postes devienne permanente et que ces fonctionnaires aient leur résidence au centre des diverses provinces, afin qu'ils puissent se transporter promptement aux endroits où leur présence serait nécessaire et prendre sans délai les dispositions exigées par les circonstances.

L'administration considère la création d'un service de surveillance comme indispensable, à cette époque surtout où la République, pour la première fois depuis la fédération des divers Etats qui la composent, se trouve sur le point de devoir organiser son service postal à l'instar des pays qui ont fondé l'Union générale des postes; elle exprime l'espoir que, par son admission dans l'Union, la poste argentine, appelée à participer directement aux échanges internationaux avec tous les pays du monde civilisé, ne peut que voir sa situation financière s'améliorer.

Les dépenses ont atteint la somme

Die *Gesamt-Einnahmen* haben 1876 247,825 Pesos, *) betragen, im Jahr 1875 dagegen. . . 212,828 „ mithin gegen das Vorjahr 34,997 Pesos mehr.

Die grössten Ziffern weisen auf die Provinzen:

Buenos-Ayres mit . . .	155,588 Pesos,
Santa Fé	19,446 „
Entre-Rios	17,262 „
Cordova	9,434 „

Eine Zunahme der Intraden hat stattgefunden in Buenos-Ayres um 6,5 %, in Santa Fé um 9,2 %, in Corrientes um 10 % und in Entre-Rios um 25,5 %.

Die ausserordentliche Vermehrung der Einnahmen in letzterer Provinz wird den im Jahre 1876 daselbst stattgefundenen Post - Inspektionen zugeschrieben, welche Postkonventionen durch Fuhrleute etc. vereitelten und auf eine pünktliche und sorgfältige Verrechnung der Postgefälle hinwirkten. Mit Hinweis auf den grossen Erfolg dieser Massregel wird der Wunsch ausgesprochen, das Institut der Postinspektoren dauernd beizubehalten, welche, um gleich bei der Stelle sein und energisch eingreifen zu können, ihren Wohnsitz in den Centren der verschiedenen Provinzen haben müssten. Die Einführung von Aufsichtsbeamtenstellen wird für um so nothwendiger erachtet, als die Republik zum ersten Male, seit der Vereinigung der einzelnen Staaten zu einem grossen Ganzen, im Begriffe stehe, ihr Post-Institut den zum Berner Postverein gehörigen Staaten gleichsam vorzuführen, und es wird die Hoffnung ausgesprochen, dass mit dem Eintritt in den Bund die Posteinnahmen durch die unmittelbare Theilnahme an dem Verkehr der gebildeten Welt steigen werden.

Die *Ausgaben* haben den Betrag von 364,684 Pesos erreicht, und zwar für:

The *receipts* amounted in 1876 to 247,825 pesos*) and in 1875 to . . . 212,828 „ thus showing an increase over the year 1875 of 34,997 pesos.

The largest figures were contributed by the following provinces:—

Buenos Ayres	155,588 pesos
Santa Fé.	19,446 „
Entre Rios	17,262 „
Cordova	9,434 „

The postal receipts increased by 6,50 per cent. in Buenos Ayres, by 9,20 per cent. in Santa Fé, by 10 per cent. in Corrientes, and by 25,50 per cent. in Entre Rios. The extraordinary increase which took place in the latter province is attributed by the Report to the inspections of the postal service instituted during 1876. These inspections had the effect of preventing infringements of the postal laws by carriers, &c., and of causing the postal receipts to be more punctually and carefully accounted for. In consequence of the great success which attended this measure, a desire is expressed in the Report that the institution of postal inspectors should be permanently maintained. In order that these inspectors should always be at hand, and able to take the necessary measures without loss of time, it is proposed that they should take up their residence in the centres of the different provinces. This arrangement is thought to be the more necessary, as, for the first time since the federation of the several States which compose the Republic, Argentina is called upon to give to its postal institution an organization similar to that of the services of the countries forming part of the General Postal Union. The hope is further expressed that, simultaneously with the entry into this alliance, the postal revenue will be increased through the immediate participation of the Republic in the relations of the civilized world.

The *expenditure* amounted to

*) Le peso, qui se divise en 100 centavos, vaut à peu près 5 frs. 37.

**) 1 Peso = 100 Centavos = ca. 5 Fr. 37 Cts.

*) The peso is divided into 100 centavos, and its value is about 5 fr. 37 c^{ts}.

de 364,684 pesos et se répartissent comme suit :

Transports postaux par terre	133,726 pesos
Transports postaux par eau	9,760 „
Personnel et frais d'exploitation	213,003 „
Autres dépenses	8,195 „

Total 364,684 pesos; soit 64,492 pesos de moins qu'en 1875 et 222,647 pesos de moins que le crédit accordé par le Congrès pour l'année 1876.

Ce résultat favorable doit être attribué principalement aux économies réalisées sur le transport des correspondances, par la suppression, vers le milieu de l'année, du transport onéreux des voyageurs (*sillas-correo*) dans toute l'étendue de la République, et enfin par la réduction des subventions allouées aux entrepreneurs de messageries. Ces réformes économiques n'ont porté aucun préjudice au développement du service des postes, attendu que les économies réalisées ont pu être consacrées en partie à l'organisation, sur une large échelle, d'un service de courriers à cheval, principalement dans l'intérieur du pays.

Le 10 octobre 1876, la République Argentine a vu sanctionner par le Congrès national sa première loi postale, dont elle attend le meilleur résultat pour le service et pour les recettes.

D'après le tarif édicté par cette loi*) les droits de poste sont fixés comme suit :

*) Certaines dispositions de cette loi ont été modifiées par une loi nouvelle, datée du 13 octobre 1877, et rendue exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1878. Les modifications portent sur la taxe des journaux et publications périodiques, qui de 2 centavos par 250 grammes, est ramenée à 1 centavo par 100 grammes; sur le droit de recommandation qui est porté de 25 à 30 centavos; enfin sur le droit de distribution à domicile, qui cesse d'être exigible pour les envois postaux originaires d'une autre localité, lorsque ces envois ne dépassent pas le poids d'un kilogramme et que le bureau de destination trouve, dans le produit de son service local, des recettes suffisantes

Postbeförderungen zu Land	133,726 Pesos,
Postbeförderungen zu Wasser	9,760 „
Besoldungen und Betriebskosten	213,003 „
andere Ausgaben	8,195 „
zusammen	364,684 Pesos,

d. h. 64,492 Pesos weniger als 1875 und 222,647 Pesos weniger, als der Kongress für 1876 bewilligt hatte.

Dieses günstige Ergebniss ist namentlich durch Ersparnisse beim Transport der Korrespondenz, durch die um die Mitte des Jahres erfolgte Aufhebung der sehr lästigen Post-Personenbeförderung (*Sillas-Correo*) in der ganzen Republik, sowie durch Beschränkung der Subventionen an die Unternehmer der Messagerien erreicht worden. Die Einschränkungen sind für den Ausbau des Postinstituts in keiner Beziehung nachtheilig gewesen, da die gemachten Ersparnisse theilweise dazu benutzt worden sind, Reitposten namentlich im Innern der Republik einzurichten.

Am 10. Oktober 1876 wurde durch den Kongress das erste Postgesetz für die Republik sanktionirt, von welchem für den Dienst und für die Einnahme der beste Erfolg erwartet wird.

Nach dem durch dieses Gesetz festgestellten Tarife*) beträgt das Porto :

*) Dieser Tarif ist durch Beschluss des Kongresses vom 13. Oktober 1877 vom 1. Januar 1878 ab in einzelnen Punkten geändert worden. Die Aenderungen beziehen sich auf die Gebühren für Zeitungen und Zeitschriften, die Einschreibgebühr und die Ortsbestellung. In ersterer Beziehung ist festgesetzt worden, dass für je 100 Gr. der besagten Drucksachen das Porto mit 1 Centavo zu erheben ist. Was die Einschreibgebühr angeht, so ist dieselbe von 25 auf 30 Centavos erhöht, und in Betreff der Ortsbestellung ist bestimmt worden, dass von ausserhalb eingehende Briefpostgegenstände, deren Gewicht 1 Kilogr. nicht übersteigt, in allen denjenigen Städten kostenfrei bestellt werden sollen, in welchen der Ertrag aus den Stadtpostbriefen die Kosten für Unterhaltung des Ortsbestell-

364,684 pesos, and consisted of the following items:—

Conveyance of the mails by land	133,726 pesos
Conveyance of the mails by water	9,760 „
Salaries and working expenses	213,003 „
Other expenses	8,195 „

Total 364,684 pesos; i. e. 64,492 pesos less than in 1875, and 222,647 pesos less than the amount granted by Congress for 1876.

This satisfactory financial result was especially due to the savings effected in the conveyance of the mails; the abolition, throughout the Republic, of the very expensive passenger-service (*Sillas-Correo*), which took place about the middle of the year; and the reduction of the subsidies granted to the contractors for the parcel post. These reforms had not any bad effect upon the development of the postal institution, as the savings were partly appropriated to the establishment of horse-post services, especially in the interior of the Republic.

On the 10th of October 1876, the first postal legislation for the Republic was sanctioned by Congress, and it promises very good results both as concerns the service and the revenue.

According to the tariff*) established by these laws, the rates of postage are as follows:—

*) In pursuance of a decision of Congress of the 13th of October 1877, this tariff was altered in certain respects on the 1st of January 1878. The alterations principally concern the postage on newspapers and periodicals, the registration-fee, and the delivery-service. The postage for the printed papers above mentioned was fixed at 1 centavo per 100 gr. As concerns the registration-fee it was raised from 25 to 30 centavos; and as regards the delivery-service it was decided that all articles posted in places other than those for which they were destined, and not exceeding 1 kilogr. in weight, were to be delivered free of charge in all towns in which the amount of the receipts from local letters covered

Lettres affranchies : 8 centavos par 15 gr.;

Cartes-correspondance : 4 centavos pour les cartes simples et 7 centavos pour les cartes avec réponse (ne sont admissibles comme cartes-correspondance que les cartes émises par l'administration des postes);

Imprimés :

a) Prix-courants, circulaires, avis, cartes et prospectus : 1 centavo par 15 gr.;

b) Journaux et publications périodiques : 2 centavos par 250 gr.;

c) Gravures, lithographies, papiers de musique, brochures, livres et autres objets ne rentrant pas dans les catégories *a* et *b* : 4 centavos par 250 gr.

Tous les objets de la poste aux lettres peuvent être expédiés sous recommandation; le droit à percevoir de ce chef, en sus du port ordinaire, est de 25 centavos.

Pour la distribution des envois postaux, autres que les lettres locales, il est prélevé un droit spécial de 2 centavos sur chaque envoi ne dépassant pas le poids d'un kilogramme. Ce droit spécial de distribution n'est pas applicable aux correspondances nées et distribuables dans la même localité, et affranchies au prix du tarif des lettres ordinaires.

Les personnes qui possèdent à la poste une boîte privée ont à payer de ce chef une redevance annuelle de 6 pesos, indépendamment d'un droit de 2 centavos pour chaque lettre dont l'arrivée leur est annoncée au moyen d'un avis spécial.

Le poids des lettres ne peut dépasser 250 grammes, à l'exception des lettres officielles en matière judiciaire, dont le poids peut s'élever à 2 kilogrammes. Les paquets d'imprimés sont également admis jusqu'à concurrence de ce dernier poids. Les objets ne rentrant pas dans la catégorie des lettres doivent être conditionnés de manière que le contenu

pour couvrir ses frais. Les bureaux qui ne remplissent pas cette condition continuent à percevoir le droit de 2 centavos.

für *frankirte* Briefe: 8 Centavos für je 15 Gramm;

für *Postkarten*, und zwar für einfache: 4 Centavos, und für solche mit Antwort: 7 Centavos (als Postkarten gelten nur diejenigen, welche von der Postverwaltung ausgegeben worden sind);

für *Drucksachen*:

a) Preislisten, Circulare, Ankündigungen, bedruckte Karten und Prospekte: 1 Centavo für je 15 Gramm;

b) Zeitungen und Zeitschriften: 2 Centavos für je 250 Gramm;

c) Stiche, Lithographien, Musikalien, Flugblätter, Bücher und was sonst nicht in die Kategorien *a* und *b* fällt, 4 Centavos für je 250 Gramm.

Unter Einschreibung können sämtliche Briefpostgegenstände zur Versendung gelangen; die Einschreibgebühr — neben dem Porto für den betreffenden Gegenstand — beträgt 25 Centavos.

Für die Bestellung der von weiterher eingegangenen Gegenstände wird ohne Unterschied des Gewichts bis 1 Kil. und ohne Rücksicht auf die Kategorie eine besondere Gebühr von 2 Centavos erhoben. Aus dem Orte der Bestellungen-Postanstalt selbst herrührende, mit dem gewöhnlichen Briefporto frankirte Gegenstände unterliegen nicht dieser besonderen Abgabe.

Diejenigen Korrespondenten, welche auf der Post ein besonderes Brieffach unterhalten, haben dafür eine jährliche Gebühr von 6 Pesos zu zahlen. Im Weiteren ist für jeden durch eine Liste veröffentlichten Brief eine Gebühr von 2 Centavos zu entrichten.

Das *Gewicht* der Briefe darf 250 Gramm nicht übersteigen, mit Ausnahme der Dienstbriefe in gerichtlichen Angelegenheiten, welche bis 2 Kil. schwer sein dürfen. Bis zu letzterer Gewichtsgrenze werden auch Drucksachenpakete zugelassen. Die zu den Briefen nicht gehörigen Gegenstände müssen so beschaffen sein, dass ihr Inhalt leicht geprüft werden

dienstes überhaupt deckt. In den übrigen Städten bleibt die Bestellgebühr von 2 Centavos bestehen.

On *prepaid letters* :— 8 centavos per 15 gr.;

On *post-cards* :— 4 centavos for single cards, and 7 centavos for cards with answer prepaid (only such cards are considered as post-cards as are issued by the Administration);

On *printed matter* :—

a. Prices-current, circulars, announcements, printed cards, and prospectuses :— 1 centavo per 15 gr.;

b. Newspapers and periodicals :— 2 centavos per 250 gr.;

c. Engravings, lithographs, sheet-music, pamphlets, books, and all articles of this description which are not mentioned under the categories *a* and *b* above :— 4 centavos per 250 gr.

All articles of the letter-post may be forwarded under registration, the fee for which, in addition to the ordinary postage of the respective articles, is fixed at 25 centavos.

The delivery-fee for all articles, except local letters and printed matter, is fixed at 2 centavos up to 1 kilogramme, without regard to the category to which they belong. Articles posted in the district of the office of destination and prepaid at ordinary letter-rates are exempted from this fee.

Persons renting private boxes at post-offices pay an annual fee of 6 pesos for the same. Further, every letter advertised on a list is liable to a special fee of 2 centavos.

The *weight* of a letter may not exceed 250 grammes, with the exception, however, of official letters relating to judicial proceedings, which may reach the weight of 2 kilogr. The latter limit also applies to packets of printed matter. All articles not forming part of the category of letters must be so wrapped and enveloped that their contents may be readily examined; non-compliance with

the expenses caused by the local delivery-service. In the other towns the delivery-fee of 2 centavos has been maintained.

puisse en être facilement vérifié, sinon, ils sont traités comme lettres.

L'affranchissement est obligatoire pour tous les objets de correspondance et ne peut être opéré qu'au moyen de timbres-poste.

Mentionnons quelques dispositions pénales relatives aux contraventions en matière postale. Quiconque expédie des lettres non affranchies ou insuffisamment affranchies, ou insère des lettres ou notes manuscrites dans un imprimé affranchi à prix réduit, est passible d'une amende de 5 pesos. L'emploi frauduleux de timbres-poste, d'enveloppes timbrées ou de cartes-correspondance ayant déjà servi, est puni d'une amende de 20 à 100 pesos. Quiconque fait transporter des lettres par des personnes étrangères au service des postes est également passible d'une amende de 20 à 100 pesos, et la même amende est applicable à ceux qui effectuent ces transports, et cela pour chaque cas de contravention constaté.

Il nous reste à ajouter que le personnel des postes se composait, à la fin de 1876, de 539 fonctionnaires, employés et agents, et qu'à la même date l'administration possédait 326 bureaux de poste, répartis comme suit dans les diverses provinces: Buenos-Ayres 104, Cordova 26, Corrientes 32, Catamarca 9, Entre-Rios 16, Jujuy 12, Mendoza 8, Rioja 20, Santa-Fé 39, Salta 20, San-Louis 13, Santiago del Estero 9; San-Juan 7, Tucuman 10, Territorio del Chaco 1.

Il existe en outre plusieurs bureaux de poste ambulants sur les diverses lignes de chemins de fer.

Communications.

L'Administration des Postes de France a fait établir dans l'enceinte fermée du Champ-de-Mars, dans le bâtiment affecté aux services administratifs, *Avenue de la Bourdonnaye*, au débouché de l'*Avenue Rapp*, un

kann; was dieser Vorschrift nicht entspricht, wird als Brief behandelt.

Für sämtliche Arten von Versendungsgegenständen ist Frankirungszwang vorgeschrieben, und die Frankirung kann nur durch Postwerthzeichen bewirkt werden.

Aus den Strafbestimmungen wegen Post- und Portoübertretungen mag noch Folgendes angeführt werden. Wer unfrankirte oder ungenügend frankirte Briefe versendet oder Briefe bz. Geschriebenes in Drucksachen einschlägt, verfällt in eine Geldbusse von 5 Pesos. Wer schon gebrauchte Freimarken, gestempelte Briefumschläge und Postkarten noch einmal benutzt, wird in eine Strafe von 20 bis 100 Pesos genommen. Wer Briefe durch Personen, die der Post nicht angehören, befördern lässt, hat eine Geldstrafe von 20 bis 100 Pesos verwirkt; in diese Strafe verfallen auch die Beförderer von Sendungen selbst, und zwar für jeden einzelnen Kontraventionsfall.

Zu erwähnen bleibt noch, dass das gesammte Postpersonal Ende 1876 aus 539 Personen bestanden hat, und dass 326 Postanstalten vorhanden waren, von welchen entfielen: auf die Provinz Buenos-Ayres 104, Cordoba 26, Corrientes 32, Catamarca 9, Entre-Rios 16, Jujuy 12, Mendoza 8, Rioja 20, Santa-Fé 39, Salta 20, San Luis 13, Santiago del Estero 9, San Juan 7, Tucuman 10, Territorio del Chaco 1.

Ausserdem bestehen für die verschiedenen Eisenbahnlinien mehrere fahrende Postämter.

Mittheilungen.

Von der französischen Postverwaltung ist für die Dauer der Pariser Weltausstellung, d. i. vom 1. Mai bis Ende Oktober d. J., ein Post- und Telegraphen-Büreau auf dem Ausstellungsplatze, und zwar in dem

this regulation subjects the articles to the rates of postage for letters. The prepayment of postage on all categories of mail-matter is compulsory, and can only be effected by means of postage-stamps.

Among the regulations concerning infringements of the postal laws, we may cite the following:—Any person forwarding an unpaid or insufficiently paid letter, or enclosing letters or any writing in printed matter, incurs a penalty of 5 pesos. Any person using postage-stamps, stamped envelopes, or post-cards which have already been used incurs a penalty of from 20 to 100 pesos. Any person who causes letters to be conveyed otherwise than by the Post, incurs a penalty of from 20 to 100 pesos. The person effecting the conveyance of such letters is also liable to the same penalty, and this, for every single case of contravention.

It remains to be mentioned that at the end of 1876, the postal staff consisted of 539 officers, and that the number of post-offices was 326 of which 104 were in the province of Buenos Ayres, 26 in that of Cordova, 32 in Corrientes, 9 in Catamarca, 16 in Entre Rios, 12 in Jujuy, 8 in Mendoza, 20 in Rioja, 39 in Santa Fé, 20 in Salta, 13 in San Luis, 9 in Santiago del Estero, 7 in San Juan, 10 in Tucuman, and 1 in the Territorio del Chaco. In addition, several travelling post-offices plied on the different railway lines.

Miscellaneous.

The French Postal Administration has established, within the enclosed grounds of the *Champ-de-Mars*, in the building devoted to the administrative bureaus of the Exhibition, situated where the *Avenue Rapp* leads

bureau temporaire de poste et télégraphe qui fonctionnera pendant la durée de l'Exposition universelle, soit du 1^{er} mai au 31 octobre 1878.

Ce bureau qui est désigné sous le nom de „Bureau de poste et télégraphe du Palais de l'Exposition universelle internationale de 1878, à Paris“, est chargé d'effectuer toutes les opérations des bureaux de poste et des bureaux télégraphiques de plein exercice.

Les objets de correspondance destinés à des exposants et adressés au Palais de l'Exposition sont distribués par des facteurs, à l'exception des envois „poste restante“ qui doivent être retirés au guichet du bureau.

Le bureau de l'Exposition est ouvert de 8^h du matin à 8^h du soir les jours ouvrables et de 8^h du matin à 5^h du soir les dimanches et jours fériés.

* * *

Ensuite d'un arrangement conclu entre les administrations postales des Pays-Bas et du Danemark, un service de mandats-poste a été créé entre ces deux pays à partir du 1^{er} mars dernier.

Le montant maximum d'un mandat est limité à 250 florins, s'il est payable dans les Pays-Bas, et à 400 couronnes, s'il est à destination du Danemark.

Le droit à percevoir est fixé dans les Pays-Bas à 12¹/₂ cents par 12¹/₂ florins ou fraction de cette somme; dans le Danemark à 20 œre par 20 couronnes ou fraction de 20 couronnes.

Ces droits sont partagés par moitié entre les deux administrations.

* * *

L'échange des mandats-poste internationaux est également à la veille d'être établi entre la France et le Danemark, en vertu d'une convention

Gebäude eingerichtet worden, welches die Räumlichkeiten für die Verwaltungsbehörden der Ausstellung enthält und in der *Avenue de la Bourdonnaye*, am Ausgange der *Avenue Rapp*, gelegen ist.

Das Bureau führt die Bezeichnung: „Bureau de poste et télégraphe du palais de l'Exposition universelle internationale de 1878, à Paris“ und hat, wie andere Post- und Telegraphenämter, unbeschränkte Dienstverrichtungen wahrzunehmen.

Die nach dem Ausstellungsplatze gerichteten, für Aussteller bestimmten Korrespondenz-Gegenstände werden, wenn sie nicht die Bezeichnung „postlagernd“ tragen, in welchem Falle sie am Schalter in Empfang zu nehmen sind, durch Briefträger an die Adressaten bestellt.

Die Dienststunden des Bureau's für den Verkehr mit dem Publikum sind an Werktagen von 8 Uhr Morgens bis 8 Uhr Abends und an Sonn- und Festtagen von 8 Uhr Morgens bis 5 Uhr Abends.

* * *

Zwischen Nederland und Dänemark können in Folge eines zwischen den Postverwaltungen dieser Länder getroffenen Uebereinkommens seit dem 1. März d. J. Zahlungen im Wege der Postanweisung vermittelt werden.

Der Höchstbetrag einer Postanweisung ist bei der Absendung aus Dänemark auf 250 Fl., bei der Absendung aus Nederland auf 400 Kronen festgesetzt.

Die vom Absender zu entrichtende Gebühr beträgt:

in Nederland 12¹/₂ Cents für je 12¹/₂ Fl. oder einen Theil davon,

in Dänemark 20 Oere für je 20 Kronen oder einen Theil davon.

Die Einnahme an Gebühren wird zwischen den beiden Verwaltungen halbscheidlich getheilt.

* * *

Auch Frankreich und Dänemark werden auf Grund eines Uebereinkommens, das am 27. Februar d. J. abgeschlossen ist, und dessen Rati-

into the *Avenue de la Bourdonnaye*, a post and telegraph office which will be maintained for the time of the Exhibition, *i. e.* from the 1st of May to the 31st of October 1878.

This office bears the denomination „Bureau de poste et télégraphe du Palais de l'Exposition universelle internationale de 1878, à Paris“, and discharges all the duties connected with the postal and telegraph service.

Correspondence intended for exhibitors, and addressed to the Palace of the Exhibition, is delivered by letter-carrier, unless it is marked „to be called for“, in which case it must be claimed at the office.

The office is open to the public from 8 a. m. to 8 p. m. on week-days, and from 8 a. m. to 5 p. m. on Sundays and holidays.

* * *

In pursuance of a Convention concluded on the 1st of March last between the Postal Administrations of the Netherlands and Denmark, payments may be effected between these two countries, by means of money-orders.

The maximum amount of an order sent from Denmark is fixed at 250 florins, and of an order sent from the Netherlands, at 400 crowns.

The fee to be paid by the senders amounts

in the Netherlands to 12¹/₂ cents per 12¹/₂ florins or a fraction thereof, and

in Denmark to 20 œre per 20 crowns or a fraction thereof.

The proceeds of the fees are divided in equal proportions between the two Administrations.

* * *

By virtue of a Convention concluded on the 27th of February of this year between France and Denmark, the ratifications of which were ex-

qui porte la date du 27 février 1878 et dont les ratifications ont été échangées le 8 avril dernier.

Cette convention est identique à celle qui a été conclue récemment entre la France et la Suède (v. *Union postale du 1^{er} mars 1878*), sauf en ce qui concerne le montant maximum des mandats, qui, dans les relations franco-danoises, est porté respectivement à 375 francs et à 270 couronnes.

* * *

L'abaissement des droits de poste dans le service intérieur de la France est définitivement consacré par une loi qui porte la date du 6 avril et dont l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} mai.

Cette loi reproduit les dispositions du projet mentionné par l'*Union postale* des 1^{er} mars et 1^{er} avril derniers, sauf que le port des journaux publiés dans d'autres départements que ceux de la Seine et de Seine-et-Oise, et circulant dans le département où ils sont publiés ou dans les départements limitrophes, est fixé à 1 c^o jusqu'à 50 gr. Au-delà de ce poids, la taxe supplémentaire est de 1/2 c^o par 25 gr. ou fraction de 25 gr.

* * *

En vertu d'un décret rendu par le Président de la République française, en date du 16 avril 1878, la taxe applicable en France aux lettres échangées avec les autres pays de l'Union est fixée, à partir du 1^{er} mai, à 25 c^o par port simple en cas d'affranchissement et à 50 c^o par port simple dans le cas contraire. Cette taxe est augmentée d'un droit maritime de 10 c^o par port simple dans les relations de la France avec les Etats-Unis et les pays d'outre-mer admis dans l'Union aux conditions de l'Arrangement du 27 janvier 1876.

fikationen am 8. April d. J. ausgetauscht worden sind, einen Austausch von internationalen Postanweisungen unter sich einführen.

Abgesehen von dem Höchstbetrage der Postanweisungen, welcher im französisch-dänischen Verkehr auf bz. 375 Fr. und 270 Kronen festgesetzt ist, beruht das Uebereinkommen auf denselben Grundlagen, wie die vor Kurzem zwischen Frankreich und Schweden getroffene Uebereinkunft. (S. *Union postale* vom 1. März d. J.)

* * *

Die Ermässigung der Posttarife im innern Verkehr Frankreichs wird durch ein vom 6. April datirtes Gesetz, welches am 1. Mai in Kraft tritt, endgültig bestätigt.

Die Festsetzungen entsprechen den Bestimmungen des in der *Union postale* vom 1. März und 1. April mitgetheilten Entwurfs, doch ist für Zeitungen, welche in anderen Departements, als in denjenigen der *Seine* und *Seine-et-Oise*, veröffentlicht werden, und welche nach Orten des Departements, in dem sie erscheinen, oder nach angrenzenden Departements gerichtet sind, das Porto auf 1 C^o bis zum Gewichte von 50 Gr. festgesetzt; bei höherem Gewichte beträgt die Supplement-Taxe 1/2 C^o für je 25 Gr. oder einen Theil davon.

* * *

Durch eine Verordnung des Präsidenten der französischen Republik vom 16. April d. J. wird vom 1. Mai d. J. ab das allgemeine Vereinsporto in Frankreich auf 25 C^o für den einfachen frankirten Brief und auf 50 C^o für den einfachen unfrankirten Brief festgesetzt. Dieser Taxe tritt im Verkehr Frankreichs mit den Vereinigten Staaten Amerikas und denjenigen überseeischen Ländern, welche auf Grund des Uebereinkommens vom 27. Januar 1876 dem Verein beigetreten sind, als Seeposto ein Zuschlag von 10 C^o für jede Portorate hinzu.

changed on the 8th of April last, an exchange of international money-orders will shortly be established between these two countries.

This Convention is identical with that recently concluded between France and Sweden (see *l'Union postale* of the 1st of March 1878), with the exception that the maximum amount of orders exchanged in the Franco-Danish relations is fixed at 375 francs and 270 Crowns, respectively.

* * *

The reduction of the postal rates in the internal service of France has been definitively decided upon by a law bearing the date of the 6th of April last, which comes into force this day, 1st of May.

This law reproduces the provisions laid down in the project mentioned in the March and April numbers of *l'Union postale* of this year, except that the postage on newspapers published in Departments other than those of the *Seine* and the *Seine-et-Oise*, and circulating within the Departments where they are published, or in the adjacent Departments, is fixed at 1 c^o up to 50 gr. Beyond this limit of weight, the supplementary charge is 1/2 c^o for every additional 25 gr. or fraction of 25 gr.

* * *

By virtue of a decree issued on the 16th of April 1878 by the President of the French Republic, the rates of postage applicable in France to letters exchanged with the other countries of the Union, are fixed, from the 1st of May, at 25 c^o per single letter in case of prepayment, and at 50 c^o in the contrary case. A seapostage of 10 c^o per single weight is added to these rates in the relations between France, the United States of America, and the countries beyond the seas admitted into the Union by virtue of the Arrangement of the 27th of January 1876.

L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES

Avis. — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* à M. A. Moret, 1^{er} secrétaire du Bureau international, à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

Abonnements particuliers.

En un an fr. 4. 60

Six mois „ 2. 30

Trois mois „ 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

III^e volume.

N^o 6.

Berne, 1^{er} Juin 1878.

Sommaire. — I. APPLICATION DU SYSTÈME DES TIMBRES-POSTE AU SERVICE DES CAISSES D'ÉPARGNE POSTALES. — II. LE CONGRÈS POSTAL DE PARIS — III. COMMUNICATIONS.

Application du système des timbres-poste au service des caisses d'épargne postales.

Par Théodore Faber, employé des postes danoises.

On a reconnu depuis longtemps que, par la nature essentiellement pratique et l'étendue de son exploitation, la poste est non seulement une institution éminemment favorable au commerce, aux affaires, aux relations privées, mais aussi un instrument de civilisation, d'instruction et de progrès en général.

Mais il était réservé à notre époque de fournir la preuve que la Poste peut, en outre, devenir un agent actif de propagation pour une de ces qualités qui ne sont pas moins nécessaires à la société qu'à l'individu: l'Épargne.

On sait que le premier pas tenté dans cette voie nouvelle fut l'établissement, en Angleterre, de la „Post office Savings Bank“. Les faits de malversation qui s'étaient produits dans plusieurs caisses d'épargne privées ont été la cause déterminante de cette création en 1861. En peu d'années, la caisse d'épargne postale s'acquit une clientèle considérable dans les classes peu aisées de la population, qui trouvèrent dans cette utile insti-

Anwendung des Freimarken-Systems im Dienst der Post-Sparkassen.

Vom Königl. dänischen Postexpedienten Herrn Faber in Kopenhagen.

Es ist eine seit langer Zeit anerkannte Thatsache, dass das Postwesen mit seiner ausgebreiteten praktischen Wirksamkeit nicht allein für die geschäftlichen und Familien-Beziehungen von Nutzen ist, sondern auch zur Hebung der Civilisation, zur Aufklärung und geistigen Entwicklung im Allgemeinen wesentlich beiträgt.

Aber erst der neuesten Zeit blieb es vorbehalten, den Beweis zu liefern, dass das Postwesen auch zur Förderung des für die menschliche Gesellschaft im Ganzen nicht minder, als für den Einzelnen segensreichen Triebes zur Sparsamkeit dienen könne.

Wie bekannt, wurde der erste Versuch in der angedeuteten Richtung mit dem im Jahre 1861 in England in's Leben getretenen Post-Sparkassen-Institut gemacht, zu dessen Einführung die bei den englischen Privat-Sparkassen vorgekommenen Unterschlagungen Veranlassung gegeben hatten. Schon nach wenigen Jahren konnte das neue Institut, welches in nicht geringem Masse zur Hebung des Wohlstandes in den weniger

Application of the system of postage-stamps to the service of the Post Office Savings Banks.

By Theodor Faber, Danish postal officer.

It has long been admitted that the extensive and practical operations of the postal service not only promote commerce, business, and private relations, but also further civilization, culture, and progress in general.

It has, however, been reserved to modern times to prove that the Post Office is also capable of contributing to the development of a virtue, as important to the individual as to society, *viz*: — Economy.

It is well known that the first experiment of this nature was tried in Great Britain, in 1861, when, owing to the frauds perpetrated in private Savings Banks, the system of Post Office Savings Banks was instituted. In a few years this system became very popular with the poorer classes, as it afforded them the means of safely laying by their savings, and thus increasing their resources.

It is principally to the success of this experiment that the Savings Banks in Belgium, France, the Netherlands, and Italy, are indebted for the co-operation of the Post Offices of their respective countries, although,

tution le moyen d'accroître leurs ressources.

C'est principalement à ce succès que les caisses d'épargne sont redevables du concours actif qu'elles obtinrent plus tard de la Poste, en Belgique, en France, dans les Pays-Bas et en Italie; quoique — sauf peut-être dans ce dernier pays — sous une forme bien différente du modèle.

Pour qu'une institution qui a produit de si heureux résultats n'ait pas encore été imitée partout dans le monde civilisé, il faut qu'il y ait des raisons spéciales; et ces raisons, on ne peut les rechercher que dans la différence des conditions locales. On reconnaît, même en Angleterre, que le système adopté dans ce pays est d'un mécanisme trop compliqué, mais il est installé, il fonctionne et personne, pour le moment, n'en demande la réforme.

Etant donné comme un fait au-dessus de toute contestation, qu'une institution de ce genre est de la plus haute utilité pour l'Etat, à qui elle procure, entre autre, le moyen de diminuer peu à peu le nombre des familles indigentes, il faut s'attendre à ce que les tentatives pour l'introduire dans d'autres pays, sous un mode en rapport avec les circonstances locales, ne cesseront jamais de se faire jour sous diverses faces. D'ailleurs, en raison du but à atteindre, l'Etat pourrait bien s'imposer aussi quelques sacrifices, d'autant plus que, selon toute vraisemblance, il y gagnerait, même au point de vue pécuniaire.

Avec le développement considérable qu'ont pris dans notre pays les caisses d'épargne, il peut paraître à beaucoup de gens superflu que l'Etat prenne de nouvelles mesures à cet égard; cependant, au point de vue de la facilité des relations avec les caisses d'épargne, il n'y a chez nous, à proprement parler, que la capitale qui soit convenablement desservie, et encore est-il incontestable que l'on n'y épargne pas, à beaucoup près, autant que l'on pourrait et que l'on devrait le faire.

Nous aimons à croire que l'insuffisance de sécurité que l'on reproche

bemittelten Volksschichten beitrug, grossartige Erfolge aufweisen.

Diesen Erfolgen ist es namentlich zuzuschreiben, dass auch in Belgien, Frankreich, Niederland und Italien, allerdings — abgesehen vielleicht von dem letztgenannten Lande — in einer von dem Vorbilde abweichenden Weise, die Post zum Aufschwunge des Sparkassenwesens wesentlich mitgewirkt hat.

Wenn eine Einrichtung, die so günstige Erfolge gehabt hat, bisher nicht überall in der civilisirten Welt eingeführt worden ist, so müssen besondere Gründe vorliegen, und diese werden zunächst in den abweichenden eigenartigen Verhältnissen zu suchen sein. Uebrigens wird das in England bestehende System im Lande selbst für zu schwerfällig gehalten, wenn man auch an das Verfahren gewöhnt ist und deshalb an eine Reform desselben z. Z. nicht denkt.

Im Hinblick auf den unberechenbaren Nutzen, welchen Einrichtungen dieser Art zweifellos gewähren, zumal sie auch geeignet sind, zur Beseitigung des Proletariats beizutragen, wird sich das Bestreben, dieselben, den jedesmaligen Verhältnissen angepasst, in anderen Ländern in's Leben zu rufen, immer von Neuem Bahn brechen. Auch dürfte der Staat zu solchem Zwecke wohl einige Opfer bringen können, wengleich finanzielle Vortheile dabei mit grösserer Wahrscheinlichkeit in Aussicht stehen, als Einbussen.

Bei der grossen Entwicklung, welche das Sparkassenwesen in unserm Lande erreicht hat, dürfte es Vielen überflüssig erscheinen, dass von dem Staate neue Einrichtungen dieser Art geschaffen werden; es ist jedoch zu berücksichtigen, dass, was den Zahlungsverkehr zwischen den Sparern und den Sparkassen betrifft, derselbe sich lediglich in unserer Hauptstadt auf bequeme und einfache Weise bewerkstelligt, und dass eine grössere Betheiligung seitens der Bevölkerung sehr wohl möglich und auch wünschenswerth wäre.

Wir wollen hoffen, dass die ungenügende Sicherheit, über welche

except perhaps in Italy, this co-operation has taken a very different form to the system adopted in England.

The fact that so successful an institution should not have been generally imitated throughout the civilized world, must be explained by the difference in local circumstances. In England herself even, the system there adopted is looked upon as too complicated, but it works, people are accustomed to it, and, for the present, no alteration is contemplated.

It is an indisputable fact that such an institution is the cause of incalculable benefit to a State by gradually aiding in the reduction of pauperism; it is therefore not to be wondered at, if the desire should arise in other countries to establish analogous institutions, modified according to local circumstances. Considering the benevolent purpose of such establishments, the State might well take upon itself the pecuniary risk, although in all probability it would be the gainer even in a financial point of view.

If the high state of development to which the Savings Banks have attained in Denmark is taken into account, it may to many people appear superfluous that Government should contemplate any new arrangements in this respect; unless we remember that, with regard to the measures taken to facilitate the relations between the depositors and the Savings Banks, it is the Capital alone which is satisfactorily dealt with. It is moreover, an indisputable fact that the inhabitants of this town might easily increase the amount of their savings.

We trust that this opinion may be endorsed by the public, not owing to any unfortunate occurrences connected with the want of security which has been complained of with reference to certain private Savings Banks, but from the conviction that the system of Post Office Savings Banks is an excellent means of promoting provident habits among the poorer classes. The co-operation of the Post

certaines de nos caisses d'épargne privées ne se traduira pas en faits regrettables, de nature à produire, au détriment de ces caisses, un retournement de l'opinion publique, mais nous croyons néanmoins que l'on reconnaîtra, dans l'institution des caisses d'épargne postales, un excellent moyen de veiller l'esprit d'économie parmi les classes déshéritées. La poste intervenant comme caisse d'épargne ne peut qu'augmenter le nombre des épargnants, et cela, sans diminuer le capital placé dans les établissements privés dignes de confiance.

D'ailleurs, il va de soi que, dans la création de nouvelles caisses d'épargne postales, on ne doit pas avoir uniquement en vue la conservation des fonds économisés par le public. La caisse d'épargne postale a son caractère propre qui lui a été donné dès son apparition en Angleterre. Elle offre cet avantage particulier, que ses remboursements peuvent se faire n'importe où et n'importe à qui, au gré du déposant.

Il a été introduit dans la plupart des pays de l'Europe un système de mandats-poste qui, de même que le système des „Money-orders“ des États-Unis de l'Amérique, est devenu d'un usage extrêmement répandu. La combinaison du service des mandats avec celui des caisses d'épargne augmenterait l'utilité de celles-ci, non seulement pour beaucoup de petits marchands ou artisans, mais aussi pour une foule d'autres personnes qui ont de petites dettes à acquitter en différents endroits et à différentes époques. Les gens qui sont dans ce cas aimeront donc à trouver dans la caisse d'épargne, outre le moyen de placer leurs économies, celui d'en faire emploi sans embarras ni perte de temps. D'un autre côté, ceux qui auraient des créances peu importantes à récupérer trouveraient plus convenable d'en recevoir le montant en mandats-poste, que d'être obligés d'en disposer par traites à l'intervention d'un banquier.

Cependant, le rôle que jouent au Danemark les caisses d'épargne privées est tellement considérable que

bei einzelnen unserer Sparkassen geklagt worden ist, nicht in bedauerlichen Erscheinungen zu Tage trete und Anlass zu anderer Anschauung gebe, dass vielmehr die Erkenntniss wachse, wie in den Post-Sparkassen ein wirksames Mittel geboten ist, um den Sinn für Sparsamkeit unter den weniger bemittelten Volksklassen zu wecken. Durch die Post-Sparkasse würde die Zahl der Sparenden vermehrt werden, andererseits aber eine Verminderung des bei soliden Privat-Sparkassen angelegten Kapitals nicht eintreten.

Auch muss berücksichtigt werden, dass die Einrichtung von neuen Post-Sparkassen selbstverständlich nicht zu dem Zwecke erfolgt, um lediglich das Vermögen der Sparenden in Verwahrung zu nehmen. Die Post-Sparkassen haben ihren eigenen Charakter, welcher ihnen von Anfang an in England gegeben worden ist. Sie haben den Vorzug, dass durch ihre Vermittlung Rückzahlungen stattfinden können, wo und an wen dies vom Einleger gewünscht wird.

In den meisten europäischen Ländern und in den Vereinigten Staaten Amerikas ist das Postanweisungsverfahren eingeführt worden und hat daselbst eine bedeutende Ausdehnung gewonnen. Eine Vereinigung desselben mit dem Institut der Post-Sparkassen würde nicht nur für Geschäftsleute und Handwerker, sondern auch für andere Personen, welche zu gewissen Zeiträumen an verschiedenen Stellen Zahlungen zu leisten haben, von Nutzen sein. Es könnten diese Personen die Post-Sparkassen nicht nur zur Ansammlung ihrer Ersparnisse, sondern auch zu Zahlungsleistungen gebrauchen. Andererseits würden wieder Viele, welche kleinere Forderungen einzukassieren haben, es vorziehen, die Beträge mittelst Postanweisung zu erhalten, als dieselben auf Grund von Wechseln von Bankhäusern einzuziehen.

Bei der Ausbreitung jedoch, welche die Privat-Sparkassen in Dänemark gewonnen haben, dürfte man kaum

Office in the Savings Bank business will only increase the number of saving people, and this without reducing the funds deposited in such private establishments as deserve the confidence of their depositors.

It is, moreover, a matter of course that the safe-keeping of deposits will not be the sole object aimed at by the establishment of a Post Office Savings Bank. This institution has its own peculiar character which was given to it at its creation in Great Britain. It affords the particular advantage that the deposits made in it may be repaid at any place, and to any person designated by the depositor.

A system of Post Office money-orders has been introduced in most countries of Europe, and has, like the money-order service of the United States of America, come into most extensive use. A combination of the system of money-orders with that of Savings Banks would increase the usefulness of the latter, not only with regard to small trades-people and to the working classes, but also as concerns many persons who have to pay small sums at different places and to different people. For all such persons these banks would not only serve the purpose of receiving their savings, but would also afford them the means of employing the same without inconvenience and loss of time. On the other hand, persons to whom small sums are due would prefer to receive them by means of money-orders, rather than to draw small bills of exchange necessitating the intermediary of a Bank.

The great development of private Savings Banks here in Denmark, prevents us from adopting so complicated a system of Post Office Savings Banks as that hitherto in use in other countries. A simplification in the manner of keeping accounts,

l'on ne saurait penser sérieusement à introduire chez nous l'un ou l'autre des divers systèmes de caisses d'épargne postales expérimentés jusqu'ici dans d'autres pays. Au reste, la simplification que les caisses existantes viennent d'opérer avec succès dans leurs procédés de comptabilité a beaucoup facilité les rapports du public avec ces établissements.

Ce n'est donc qu'à la condition de s'écarter absolument de tous les systèmes adoptés jusqu'à ce jour, qu'une caisse d'épargne postale aura parmi nous sa raison d'être et atteindra efficacement son but véritable, savoir: donner à tout particulier, quelque défavorable que soit sa situation ou sa résidence, le moyen de faire un placement assuré de l'épargne la plus infime, avant que, changeant d'idée ou cédant à la tentation, il ait pu faire de son obole un emploi moins utile.

Par une disposition restrictive, mais donc la suppression compliquerait outre mesure la comptabilité, les caisses d'épargne postales actuellement existantes ont fixé le minimum de chaque dépôt à 1 shilling, 1 franc, etc., selon leur régime monétaire respectif; conséquemment, notre minimum serait encore plus élevé et devrait être porté à 1 couronne.*)

Il y a beaucoup de gens qui doivent lutter dix fois contre eux-mêmes avant de parvenir à réunir pour la première fois dix pièces de 10 œre. Nos caisses d'épargne privées s'efforcent d'abrèger leurs tourments en acceptant, les unes, des dépôts de 66 œre, les autres, des dépôts de 25 et même de 20 œre.

C'est principalement cette considération qui me fit penser à la possibilité d'appliquer le système des timbres-poste au service des caisses d'épargne postales. Déjà plusieurs personnes s'étaient auparavant pré-occupées de ce problème, mais sans arriver, autant que je sache, à une solution satisfaisante.

*) La couronne, monnaie légale des pays scandinaves = 1 franc 39 c^{ts} et se divise en 100 œre.

ernstlich daran denken, eins der in anderen Ländern bestehenden Post-Sparkassen-Systeme auch bei uns einzuführen, um so weniger, als durch Vereinfachungen, welche im Rechnungswesen der Privat-Sparkassen stattgefunden haben, die Benutzung der letzteren wesentlich erleichtert worden ist.

Die Einführung von Post-Sparkassen möchte sich vielmehr in unserm Lande nur dann empfehlen, wenn eins der gegenwärtig bestehenden Systeme namentlich nach der Richtung hin abgeändert würde, dass es den ärmeren Klassen ermöglicht wäre, die ersparten Beträge fest anlegen zu können, bevor sie anderen Sinnes geworden sind und das Ersparte in Folge von Untersuchungen wieder ausgegeben haben.

Eine sehr lästige Bestimmung (durch deren Beseitigung das Rechnungswesen jedoch unverhältnissmässig erschwert werden würde) besteht bei den Post-Sparkassen darin, dass dieselben das Minimum der Einlagen, je nach dem Münzsystem, auf bz. 1 Sh., 1 Fr. etc. festgesetzt haben, so dass dem entsprechend in unserm Lande die geringste Einzahlung 1 Krone*) betragen müsste.

Wie Viele giebt es aber nicht, denen es grosse Selbstüberwindung kostet, ehe sie den Betrag von 1 Krone erspart haben. In dieser Beziehung gewähren unsere Privat-Sparkassen wesentliche Erleichterungen, indem einzelne derselben schon Einlagen von 66 Oere, andere solche von 25 und 20 Oere annehmen.

Gerade dieser Umstand ist es, welcher mich auf die Idee geführt hat, die Freimarken bei den Sparkassen in Anwendung zu bringen. Andere haben sich zwar auch schon mit dem Gegenstande beschäftigt, doch ist mir nicht bekannt, dass die Aufgabe bisher in befriedigender Weise gelöst worden sei.

*) Die Krone gilt in den skandinavischen Ländern als Münzeinheit; dieselbe ist = 100 Oere = 1 Fr. 39 Cts.

which has lately been introduced with success in the existing Savings Banks has greatly facilitated the relations of the public with these institutions.

It is only by resorting to extensive alterations in the system at present in practice that a Post Office Savings Bank can give satisfaction, and carry out effectually one of its chief objects, viz: — to enable the poorest depositors to invest their little savings safely before, — either from altering their minds, or yielding to temptation, — they expend them in a less useful manner.

According to a restrictive provision which cannot be dispensed with, without increased complications in the keeping of accounts, the existing Post Office Savings Banks have fixed the minimum amount of deposits, according to the respective monetary standards of their countries, at 1 shilling, 1 franc, &c.; consequently our minimum would even be higher, and have to be fixed at 1 Crown.*)

Many people have to undergo severe mental struggles, on ten different occasions, ere they have succeeded for the first time in saving 10 Ten-Oere pieces. Our Savings Banks try to lessen their sufferings, some by accepting deposits of 66 Oere, and some by accepting 25, and even 20 Oere.

It is to this circumstance principally that I am indebted for the idea of applying the system of postage-stamps to the service of the Post Office Savings Banks. The same idea had already occurred to several persons, but, as far as my knowledge extends, without any satisfactory solution of the problem.

*) The Crown, which is the legal monetary standard of the Scandinavian countries, is worth about 1 fr. 39 c^{ts}, and is divided into 100 Oere.

Pourtant il ne s'agit que d'approprier le système des timbres-poste au résultat particulier que l'on se propose d'obtenir. Or, chacun reconnaîtra sans peine que la condition principale à cet égard c'est la création de timbres spéciaux (timbres d'épargne) ayant cours, pour leur valeur nominale, comme récépissés de l'établissement chargé de leur émission. Il serait créé des timbres d'épargne de diverses valeurs, à partir de la moindre somme, 10 oere par exemple.

Le public, ayant partout et à tout moment l'occasion d'acheter de ces timbres en si petite quantité qu'il le désire, verra son goût pour l'épargne encouragé par la facilité du placement. Mais, comme les timbres achetés devront être conservés jusqu'à concurrence d'une couronne, il s'agit de trouver un moyen qui se prête commodément à la conservation de ces timbres par l'acquéreur et à leur transformation ultérieure en dépôts réguliers.

Le procédé que je crois pouvoir indiquer à cet effet serait par lui-même un encouragement à l'épargne; il offrirait les avantages inhérents au système des timbres-poste, savoir: des risques moindres dans la manipulation des fonds et facilité plus grande dans la tenue des comptes; ajoutons que les possesseurs de timbres d'épargne ne seraient nullement obligés de les présenter eux-mêmes à la caisse.

En quoi consiste ce procédé? Uniquement dans la création d'un album d'épargne, c'est-à-dire d'un petit cahier de 8 feuillets, sur lequel les timbres seraient collés à la suite les uns des autres. Quand l'album contiendrait un nombre suffisant de timbres, il serait transmis au bureau principal (bureau de comptabilité) de la caisse d'épargne, qui annulerait les timbres et en reporterait le montant sur un livret de compte.

Pour bien apprécier le mérite pratique d'une méthode, il importe d'examiner les diverses dispositions qui en régissent l'emploi. Mais, comme j'ai eu l'occasion de le faire remarquer dans un premier travail publié en juillet 1877, il s'agit ici d'une

Selbstverständlich müsste die Einrichtung ihrem Zwecke besonders angepasst werden, und, wie leicht einleuchtend, eine besondere Sorte Marken (Sparmarken) zur Ausgabe gelangen, welche für den Betrag, auf den sie lauteten, als Empfangsbescheinigungen der betreffenden Sparkasse zu gelten hätten. Dass diese Marken über jeden beliebigen Betrag, mithin z. B. auch über den Betrag von 10 Oere lauten könnten, liegt auf der Hand.

Die Möglichkeit, Sparmarken überall käuflich an sich bringen und somit jede kleine Ersparniss sofort fruchtbringend anlegen zu können, würde zur Förderung des Sparsinns der Bevölkerung wesentlich beitragen. Mit Rücksicht darauf jedoch, dass die Marken aufbewahrt werden müssten, bis dieselben den Werth von einer Krone haben, käme es darauf an, ein Verfahren ausfindig zu machen, durch das die Art und Weise der Aufbewahrung und demnächstigen Ablieferung der Marken an die Sparkasse erleichtert würde.

Das Verfahren, welches ich zu diesem Zwecke vorschlagen möchte, würde zur Ausbildung des Sparsinns beitragen und die wesentlichen Vortheile des Marken-Systems, namentlich ein geringeres Risiko bezüglich der Behandlung der Einlagen und eine vereinfachte Rechnungslegung in sich vereinigen, während das Erforderniss der persönlichen Ablieferung ausgeschlossen bliebe.

Das ganze Verfahren würde in der Herstellung eines Sparkassenbuchs bestehen, d. i. eines Heftes aus 8 Blättern, die zum Aufkleben der Sparmarken benutzt würden. Wenn das Sparkassenbuch eine hinreichende Anzahl von Marken enthielte, würde dasselbe von dem Eigentümer an die Buchhalterei der Sparkasse einzusenden sein, welche die Marken zu entwerthen und den Gesamtbetrag in ein Gegenkonto einzutragen hätte.

Um den praktischen Werth eines Verfahrens beurtheilen zu können, ist es nöthig, zunächst die auf die Ausführung bezüglichen Vorschläge einer Prüfung zu unterziehen. Wie

And yet, in order to carry this scheme into execution, it is only necessary to adapt the system of postage-stamps to the particular end in view. It is evident that the principal condition is the creation of a special kind of stamps (Savings-Stamps), intended to serve as receipts for the payment of the sums specified upon them, into the Bank by which they were issued. They may be made to represent as low a value as seems desirable, say 10 Oere for instance.

The taste for saving will be increased by the facilities afforded to the public for investment, as, everywhere and at any moment, people will have the opportunity of purchasing such stamps in as small quantities as may be convenient. But as these stamps have to be retained until they represent a value of 1 Crown, a practical scheme remains to be found for their safe-keeping, and their ultimate conversion into regular deposits.

Such a scheme I hope to be able to point out. By its application the desire to save will be encouraged, while, at the same time, the essential advantages of the Stamp-system will be obtained, namely, a considerably smaller risk in the handling of the funds, and more facility in keeping the accounts. I may add that the owners of Savings-Stamps would not be required to make their deposits personally.

In what does this scheme consist? Simply in the creation of a Savings-Stamp Album, that is to say, a small book of eight pages, in which the stamps are gummed from time to time. When a sufficient number has been collected, the book is forwarded to the Chief Office of the Savings Bank, where the stamps are cancelled, and the amounts represented by them entered in a depositor's book.

The practicability of a system can best be estimated by a consideration of the rules which govern the same. But, as I mentioned in a previous article published on the subject in

matière qui laisse une grande liberté, tant par rapport au choix du système, qu'en ce qui concerne le mode d'exécution.

L'épargne s'effectuant au moyen d'estampilles de valeur suppose nécessairement une caisse centrale, remplissant le rôle de débiteur unique. Ce système ne serait guère applicable dans les pays où, comme aux Pays-Bas, les bureaux de poste sont les coopérateurs d'un grand nombre de caisses d'épargne privées; mais, à part cette circonstance, peu importe que le service financier soit fait par le Trésor (comme en Angleterre) ou par un établissement de crédit jouissant de la garantie de l'Etat (comme en Belgique); sous ce rapport, le système dont il s'agit comporte, plus que tout autre, une certaine latitude.

Il ne me serait pas difficile de fournir moi-même des variantes au projet que je viens d'exposer, mais, pour éviter les longueurs inutiles, je me bornerai à indiquer les dispositions qui doivent être considérées comme dérivant naturellement du système, ou comme devant en marquer le caractère. Il va sans dire que ces dispositions elles-mêmes peuvent subir de nombreuses modifications de détails.

Règlement (Projet de)
pour une caisse d'épargne postale basée
sur le système des timbres-poste.

1.

Timbres d'épargne. L'Administration supérieure de la caisse d'épargne émet des timbres destinés à représenter les sommes qu'elle reçoit en dépôt et fournit un approvisionnement de ces timbres à tous les bureaux de poste.

La comptabilité des timbres d'épargne vendus se tient de la même manière que celle des timbres d'affranchissement, sauf que, pour les premiers, le produit de la vente doit faire, chaque semaine, l'objet d'un rapport spécial.

ich jedoch schon in einem früheren Aufsätze, der im Juli 1877 veröffentlicht worden ist, bemerkt habe, handelt es sich hierbei um einen Gegenstand, der sowohl hinsichtlich der Grundlagen, wie auch in Betreff der Ausführung, die grösste Freiheit zulässt.

Das Marken-System setzt eine einzige Hauptkasse als Schuldnerin voraus und würde dort überall nicht in Anwendung kommen können, wo die Postanstalten, wie in Niederland, an dem Betriebe einer grösseren Anzahl von Sparkassen mitzuwirken haben. Dagegen stände dem Marken-System nichts entgegen, wenn entweder der Staat (wie in England) oder ein Kredit-Institut, für welches (wie in Belgien) der Staat volle Sicherheit bietet, die Kassengeschäfte übernommen hat; in dieser Hinsicht würde das Marken-System mehr Spielraum gestatten, als irgend ein anderes Verfahren.

Es würde nicht schwer sein, Vorschläge der verschiedensten Art zu machen; doch will ich, um Weitläufigkeiten zu vermeiden, mich darauf beschränken, nur diejenigen Bestimmungen anzuführen, welche sich aus dem System selbst ergeben oder zur Erläuterung dienen. Selbstverständlich können diese Bestimmungen im Einzelnen beliebige Abänderungen erfahren.

Entwurf zum Règlement für eine nach dem
Marken-System zu errichtende Post-
Sparkasse.

1.

Sparmarken. Die der Kasse vorgesezte Behörde lässt die Marken, welche die Empfangsbescheinigungen für die eingezahlten Beträge bilden, anfertigen und Bestände davon an die Postanstalten versenden.

Die Verrechnung des Erlöses für verkaufte Sparmarken findet in ähnlicher Weise wie bei den Postfreimarken statt; über das verkaufte Quantum wird jedoch wöchentlich Anzeige gemacht.

July 1877, this is a matter which leaves a wide margin, both as concerns the selection of a system, and the mode of its execution. In the application of the Stamp-system I propose establishing a Head Bank as sole Debtor. The Stamp-system would not be suitable in a country where the Post Office co-operates with a large number of private Savings Banks, as in the Netherlands; but it would be a different matter if the Treasury (as in Great Britain), or another financial institution completely guaranteed by the Government (as in Belgium) undertook the financial operations. In this case the system referred to admits of wider latitude than any other.

It would not be difficult to make three or four different proposals as to the mode of its being carried out; but, to avoid too great verbosity, I will briefly enumerate the regulations which seem naturally to grow out of the same, any of the various details of which could be altered without difficulty.

Regulations (Project of) for a Post Office
Savings Bank based on the system of
postage-stamps.

1.

Savings-Stamps. The Direction of the Savings Bank issues Savings-Stamps intended to represent the sums received by it as deposits, and furnishes all the post-offices with a supply of these stamps.

The accounts of the Savings-Stamps sold are kept in the same manner as those of postage-stamps, with the exception that, as concerns the former, the proceeds of the sale form the object of a special weekly report.

Il est émis trois espèces de timbres : à 10 œre, à 1 couronne et à 10 couronnes, tirés uniformément par feuilles de 10 exemplaires.

Les timbres de 10 œre ne sont admis comme versement à la caisse que par quantité équivalente à une feuille entière, et la même personne ne peut présenter à l'inscription plus que l'équivalent de trois de ces feuilles par semaine; les timbres d'une valeur plus élevée sont au contraire admissibles en quantités moindres.

Les acquéreurs de feuilles entières jouissent d'une réduction de 1% sur les timbres de 10 œre et de 2% sur les autres.

2.

Albums pour timbres d'épargne. L'Administration supérieure de la caisse se charge également de faire confectionner ces albums qui se composent de 8 feuillets et d'une instruction imprimée; chaque page de l'album est divisée en 10 petites cases, destinées à recevoir un même nombre de timbres. La même page ne doit contenir que des timbres d'égale valeur.

Les bureaux de poste chargés de la vente des timbres d'épargne débitent également les albums, en observant les mêmes règles de comptabilité.

Le prix de l'album est de 5 œre; par quantité de 25 pièces, il est fait une remise de 20%.

3.

Livrets de compte. Ces livrets sont destinés à recevoir l'inscription du montant des timbres contenus dans les albums d'épargne. Ils se composent, comme tous les livrets de l'espèce, de quelques pages de Doit et Avoir et sont fournis gratuitement lors de la première inscription. Ils doivent avoir, de préférence, le même format que les albums et contenir le texte imprimé des principaux articles du Règlement.

Zur Ausgabe gelangen Sparmarken zu den Werthbeträgen von 10 Oere, 1 Krone und 10 Kronen, und zwar in Bogen von je 10 Stück.

Marken zu 10 Oere können zur Eintragung nur in vollen Bogen, von denen jeder Sparer wöchentlich jedoch nicht mehr als drei vorlegen darf, eingereicht werden; Marken zu höheren Werthbeträgen sind auch in geringerer Anzahl zur Eintragung zulässig.

Bei Abnahme von ganzen Bogen wird für Marken zu 10 Oere ein Rabatt von 1% und für Marken zu höheren Werthbeträgen ein solcher von 1/2% bewilligt.

2.

Sparkassenbücher. Auch die Anfertigung und Versendung der Sparkassenbücher ist Sache der vorgesetzten Behörde der Kasse. Die Bücher enthalten — neben einer gedruckten Anweisung über die Benutzung derselben — 8 Blätter, auf denen die einzelnen Seiten derart in 10 Felder eingetheilt sind, dass sie zum Aufkleben von eben so vielen Sparmarken Raum bieten. Auf einer und derselben Seite dürfen nur Marken zu gleichen Werthbeträgen aufgeklebt werden.

Dieselben Stellen, welche Sparmarken feilhalten, also zunächst die Postanstalten, verkaufen auch Sparkassenbücher; die Verrechnung des Erlöses für dieselben erfolgt in gleicher Weise wie bei den Sparmarken.

Der Preis der Sparkassenbücher ist auf 5 Oere festgesetzt; bei Abnahme von 25 Stück wird ein Rabatt von 20% bewilligt.

3.

Gegenkonto. Der Werthbetrag der in den Sparkassenbüchern aufgeklebten Marken wird in ein Gegenkonto eingetragen, das mit Rubriken für „Soll“ und „Haben“ versehen ist und bei der ersten Einlage unentgeltlich geliefert wird. Dasselbe enthält einen Abdruck der wichtigsten Bestimmungen des Reglements und würde zweckmässig von gleicher Grösse wie das Sparkassenbuch herzustellen sein.

Three kinds of stamps are issued, *i. e.*, at 10 Oere, 1 Crown, and 10 Crowns, in the form of sheets of not less than 10 stamps each.

The stamps at 10 Oere may only be deposited in quantities equivalent to a whole sheet, and the same person may not deposit more than the equivalent of three such sheets in a week. Stamps of a higher value are, on the contrary, received in any quantity.

Purchasers are allowed a reduction of 1 per cent. on a whole sheet of Ten-Oere stamps, and of 1/2 per cent. on the others.

2.

Savings-Stamp books. These books are also issued by the Direction of the Bank. They consist of a set of printed instructions, and 8 pages which are ruled to contain 10 stamps each. All the stamps affixed on any one page must be of the same value.

The post-offices selling Savings-Stamps also effect the sale of these books, the accounts of which are kept in the same manner as those concerning the stamps.

The books are sold at 5 Oere each, and a reduction of 20 per cent. is made on a purchase of 25 books.

3.

Depositors' books. In these books are entered the amounts of the Stamps contained in the Savings-Stamp books. They consist, like most others of the same kind, of a certain number of pages with Debit and Credit sides, and are supplied gratuitously to depositors on their making the first payment. They should be like the Savings-Stamp books in shape and form, and have the principal Articles of the Regulations printed inside them.

4.

Inscriptions des encaissements. Le système des timbres d'épargne permet de simplifier considérablement le travail des encaissements. Les clients de la caisse n'ont à subir aucun dérangement; tout envoi peut être fait sous enveloppe, de sorte que le voisinage ou l'éloignement du bureau central de la caisse sont des conditions absolument indifférentes.

En conséquence, il n'est pas nécessaire d'ériger les bureaux de poste en agences de la caisse, toutes les inscriptions aux livrets de compte et aux registres de comptabilité pouvant se faire exclusivement au bureau principal de la caisse.

Le particulier aura à faire parvenir son album d'épargne à la caisse, seulement quand une ou plusieurs pages seront entièrement couvertes de timbres (voir § 1) et que la valeur de ceux-ci sera suffisante pour être transformée en un versement productif d'intérêts.

Lors de sa première demande d'inscription, il n'a à fournir que son album d'épargne portant l'indication de son nom, de sa profession, de sa résidence et de ses capacités légales. Aux demandes ultérieures, il doit ajouter son livret de compte.

5.

Remboursements. La demande de remboursement se fait sur un formulaire disposé à cet effet, que le participant intéressé, ou son tuteur, s'il y a lieu, remplit lui-même et transmet, avec son livret de compte, à l'Administration de la caisse.

Les remboursements s'opèrent ensuite au moyen de mandats-poste ordinaires que le chef de comptabilité de la caisse délivre sur des formules de mandats ordinaires (ou mieux sur des formules spéciales).

Pour les remboursements de sommes importantes, il peut être réservé un certain délai et, dans ce cas, les mandats émis par la caisse sont annoncées d'avance aux bureaux de poste chargés d'en acquitter le montant.

Les demandes de remboursement doivent désigner exactement la per-

4.

Eintragung der Spareinlagen. — Durch das Marken-System werden die sonst mit der Einzahlung der Einlagen verbundenen Geschäfte wesentlich vereinfacht. Der Einleger hat sich nicht selbst zur Kasse zu begeben, sondern nur das Sparkassenbuch unter Umschlag einzusenden, so dass es gleichgültig ist, in welcher Entfernung die Eintragungsstelle von dem Absendungsorte gelegen ist.

Die Postanstalten haben daher mit den eigentlichen Sparkassengeschäften keine Befassung; die Eintragungen in die Gegenkontos und in das Hauptbuch sind lediglich von der Buchhalterei zu bewirken.

An letztere hat die Einsendung des Sparkassenbuchs zu erfolgen, wenn eine oder mehrere Seiten desselben mit Marken beklebt sind (s. § 1), deren Werthbetrag verzinst werden soll.

Bei der ersten Einlage ist nur das Sparkassenbuch, welches Name, Stand, Wohnung und Alter des Eigenthümers angibt, bei späteren Einlagen ausser dem Sparkassenbuch auch noch das Gegenkonto einzusenden.

5.

Rückzahlungen. Wird die Rückzahlung einer Summe gewünscht, so ist das Gegenkonto nebst einem vom Eigenthümer oder, eintretenden Falls, vom Vormunde desselben ausgefüllten Kündigungsformular an die Buchhalterei einzureichen.

Die Sparkasse übermittelt demnächst die gekündigten Beträge mittelst Postanweisungen, zu welchen zweckmässig besondere Formulare einzuführen wären.

Für die Rückzahlung von grösseren Summen wird eine bestimmte Frist bedingt werden können, in welchem Falle die Postanstalten, bei denen die Auszahlung der Beträge stattzufinden hätte, im Voraus von der Absendung der Postanweisungen zu benachrichtigen sein würden.

In den Anträgen auf Rückzahlung von Einlagen muss die Person, an

4.

Booking of deposits. The system of Savings-Stamps considerably facilitates the work connected with the receipt of deposits:—Depositors are not obliged to appear personally; any remittance of stamps may be made by post, so that the proximity or the distance of the Chief Office of the Bank is a matter of no importance.

All the entries in the depositors' books and in the ledgers are made at the Chief Office; there is therefore no necessity for charging the post-offices with agency business.

Depositors may forward their Savings-Stamp books to the Chief Office when one or more pages are entirely filled with stamps (see paragraph 1), and when the value of the stamps amounts to a sum sufficient to form a deposit bearing interest.

On making his first deposit the depositor must produce his Savings-Stamp book, in which his name, occupation, residence, and age are entered. On future occasions he must also produce his depositor's book.

5.

Withdrawals. An application for withdrawal must be made on a special form to be filled in by the applicant or his guardian, and transmitted, together with his depositor's book, to the Chief Office of the Bank.

The amount applied for is then sent to the applicant by means of a money-order drawn by the Chief Office on an ordinary money-order form (or still better on a form specially designed for the purpose).

A certain delay may be claimed for the repayment of large sums, and in this case, an advice of the money-orders drawn by the Chief Office is previously forwarded to the post-offices of payment.

The notices of withdrawal must clearly indicate the person to whom

sonne à qui le montant doit être adressé. La somme réclamée peut, au gré de l'ayant droit, faire l'objet de plusieurs mandats délivrés au profit de plusieurs personnes et payables en différentes localités.

Dans les registres de la caisse, de même que sur les livrets de compte, les remboursements n'exigent pour toute écriture, que l'inscription de la somme payée et du port de l'envoi, additionnés au débit du compte, par exemple: *avril 2.* 100 + 0,32 = 100,32. — Les autres renseignements peuvent toujours être extraits des demandes de remboursement qui, dès qu'il y a été donné suite, sont classées jour par jour et conservées au bureau de la comptabilité.

Après l'émission des mandats demandés, le livret de compte est renvoyé à son titulaire, sous une enveloppe spéciale. Les livrets de compte doivent toujours contenir quelques formulaires de demande de remboursement; à chaque remboursement, l'agent de la caisse s'assure si cette condition est remplie et y pourvoit au besoin.

6.

Enveloppes à l'adresse de la Caisse.

A chaque renvoi d'un livret de compte, le Bureau central de la caisse joint au livret une enveloppe portant son adresse et que le titulaire peut utiliser pour une prochaine communication.

Des enveloppes semblables sont également délivrées sans frais par les bureaux de poste, notamment pour une première transmission.

7.

Calcul des intérêts. Dans les pays où, comme en Danemark, les caisses d'épargne privées allouent un intérêt annuel de 3,65 — 3,80 et même de 4 %, on peut raisonnablement admettre que la caisse d'épargne postale, en raison des avantages particuliers qu'elle présente, adopte le plus bas de ces différents taux, c'est-à-dire celui de 3,65 % qui donne, pour 100 couronnes, 1 oere d'intérêt par jour.

L'intérêt qui, en Belgique par exemple, ne commence à courir que le 1^{er} jour de la quinzaine qui suit

welche der Betrag gezahlt werden soll, genau bezeichnet sein. Auf Verlangen der Einleger können gekündigte Beträge im Wege der Postanweisung gleichzeitig an mehrere Personen und an verschiedenen Orten zur Auszahlung gelangen.

Die gezahlten Beträge und das Postanweisungsporto werden in dem Hauptbuche der Sparkasse und in dem Gegenkonto in einer Summe in Ausgabe gestellt, z. B. 2. April: 100 + 0,32 = 100,32. — Alles Weitere ist aus den Kündigungsanträgen zu ersehen, welche, sobald sie erledigt sind, nach dem Datum geordnet in der Buchhalterei aufbewahrt werden.

Nach Ausfertigung der Anweisungen wird dem Einsender das Gegenkonto unter besonderem Umschlage zurückgesandt. Kündigungs-Formulare sollen stets in dem Gegenkonto enthalten sein; nöthigen Falls werden bei stattfindenden Auszahlungen neue Formulare dem Konto beigelegt.

6.

Briefumschläge für die Sparkasse.

Bei Rücksendung des Gegenkonto's wird demselben ein mit der Adresse der Buchhalterei versehener Umschlag beigelegt, welcher zur nächsten Einsendung benutzt werden kann.

Umschläge dieser Art können unentgeltlich auch von den Postanstalten, namentlich bei erstmaligen Einzahlungen, bezogen werden.

7.

Zinsberechnung. Diejenigen Länder, in welchen, wie in Dänemark, der Zinsfuß bei den Privatsparkassen 3,65, 3,80 und sogar 4 % jährlich beträgt, werden sich mit Rücksicht auf die grossen Vortheile, welche die Post-Sparkassen gewähren, zweckmässig für den niedrigsten Zinsfuß (3,65 % jährlich oder 1 Oere täglich) entscheiden können.

Die Verzinsung, welche z. B. in Belgien mit dem auf den Tag der Einzahlung folgenden 1. oder 16. Tage

the repayment is to be made. At the request of the applicant the sum applied for may be sent in several money-orders, made payable to various persons, and at different places.

The withdrawals do not necessitate any other entry on the Debit side of the ledgers of the Bank and of the depositors' books than that of the sums repaid, and fees of the orders, added together, such as, for instance:—April 2, 100 + 0,32 = 100,32. The other particulars may easily be obtained by consulting the notices of withdrawal which, after having been dealt with, are filed.

After the money-orders have been issued the depositors' books are returned to their owners, in special envelopes. These books should always contain forms of notices of withdrawal, to be replaced after each repayment.

6.

Covers. Every time a depositor's book has been sent in to the Chief Office it is returned to the depositor with an envelope addressed to that Office, to be used by him the next time he forwards his book.

Similar covers are also provided free of charge by the post-offices for the remittance of first deposits.

7.

Calculation of interest. In countries where, as is the case in Denmark, the private Savings Banks allow an annual interest of 3,65, 3,80, or even 4 per cent., it will certainly be admitted that the Post Office Savings Bank, considering the special advantages afforded by it, is entitled to adopt the lowest of these rates, *i. e.* that of 3,65 per cent. which represents a daily interest of 1 Oere on 100 Crowns.

The interest which, as in Belgium for instance, only begins with the

le versement, pourrait, au moins lorsqu'il s'agit d'un montant de 10 couronnes au minimum, partir du jour même de l'inscription du versement au livret de compte.

8.

Franchise de port. La franchise de port doit être à peu près la même qu'en Angleterre et s'appliquer, tant pour l'envoi que pour le retour, aux pièces à communiquer par les intéressés au Bureau central de la caisse ou vice-versa; elle s'étendrait également aux demandes de remboursement et à toute correspondance y relative, de même que, mais sous certaines conditions, aux timbres d'épargne, etc. Toutefois les mandats-poste, au moyen desquels s'effectuent les remboursements, seraient passibles d'un droit modéré.

9.

Contrôle. Chaque livret de compte doit être envoyé au moins une fois par an au Bureau central de la caisse, afin que les intérêts échus au commencement de l'année puissent y être ajoutés; mais cette opération peut se faire lors de l'inscription d'un versement ou d'un remboursement.

A quels succès ce système est-il destiné dans la pratique? — Cette question se rattache intimement à la suivante: „l'idée de créer des timbres d'épargne doit-elle devenir populaire?“

Pour ma part je n'en doute nullement, à en juger par la facilité avec laquelle cette idée s'est immédiatement frayé son chemin et par les avantages que tout le monde a été unanime à lui reconnaître.

Le zèle toujours croissant que déploient les collectionneurs de timbres-poste, malgré le maigre profit qu'ils ont de moins en moins l'occasion de retirer de ce métier, semble devoir nous garantir que l'album à timbres d'épargne sera bientôt en vogue auprès des enfants, des domestiques et des jeunes gens de l'un et de l'autre sexe, surtout dans les classes peu aisées, et qu'il arrivera à se substituer à la tirelire. L'album sera

jedes Kalendermonats beginnt, könnte bei Beträgen von mindestens 10 Kronen schon mit dem Tage der Buchung des Betrages bei der Sparkasse erfolgen.

8.

Portofreiheit. In Bezug auf Portofreiheit müssten die Bestimmungen ziemlich dieselben sein, wie in England. Es würden die Sparkassenbücher und Gegenkontos bei der Ein- und Rücksendung, die Anfrageschreiben wegen Ein- und Rückzahlung von Beträgen, sowie unter gewissen Bedingungen auch die Sparmarken etc. portofrei zu befördern sein. Dagegen hätten die Postanweisungen, mit denen gekündigte Beträge zur Auszahlung gelangen, einem mässigen Porto zu unterliegen.

9.

Kontrolle. Das Gegenkonto würde zum Zwecke der Einschreibung der dem Interessenten zustehenden Zinsen wenigstens einmal im Jahre der Buchhalterei einzureichen sein, doch könnte diese Einschreibung auch erfolgen, wenn Einlagen oder Rückzahlungen im Laufe des Jahres eingetragen werden.

In wie weit das besprochene System als praktisch brauchbar anzusehen ist, hängt zunächst von der Beantwortung der Frage ab: Wird sich der Gedanke, Marken anzuwenden, im Volke einbürgern lassen?

Nach der Leichtigkeit zu urtheilen, mit der die Idee sich Bahn gebrochen, und der Anerkennung, welche sie allerseits gefunden hat, halte ich dies für unzweifelhaft.

Der stets wachsende Eifer, mit dem das Geschäft des Freimarkensammelns, trotz des daraus sich ergebenden geringen Nutzens, betrieben wird, dürfte dafür bürgen, dass die in Vorschlag gebrachten Sparkassenbücher bei Kindern, Dienstboten und überhaupt bei den unbemittelten Klassen der Bevölkerung leicht Eingang finden und mit der Zeit die gebräuchlichen Sparbüchsen ersetzen werden. Denn zur festen Anlegung von Sparbeträgen

1st day of the fortnight next following the date of deposit, might begin with the day of deposit, provided that for one month afterwards the minimum amount bearing interest, namely 10 Crowns, remained on deposit.

8.

Exemption from postage. The exemption from postage should be about to the same extent as in Great Britain, and be applied to the documents to be forwarded by the depositors to the Chief Office of the Bank, and vice-versa; it should also extend to notices of withdrawal, and to any correspondence relating thereto, as well as to Savings-Stamps, but this under certain conditions. On the other hand, the money-orders by means of which the repayments are effected, should be subject to a moderate charge to be paid by the depositors.

9.

Control. The depositors' books must be forwarded at least once a year to the Chief Office of the Bank, in order that the interest due at the beginning of the year may be entered; but this entry may also be made at the time of making a deposit.

Will this system be successful in practice?—This question is intimately connected with the one that follows:— „Will the idea of Savings-Stamps become popular?“

For my part, I have no doubt of it, judging by the favourable reception it has met with on all hands, and by its generally acknowledged advantages.

The mania for collecting postage-stamps so prevalent at the present time, small as its profits may be, seems to warrant the hope that children, servants, girls, and young men, and, in general, persons belonging to the lower classes may be attracted by the Savings-Stamps albums which would, from the greater

reconnu bien plus efficace que celle-ci pour arrondir un pécule, car il garantit, mieux que la meilleure boîte, la conservation de l'argent qu'on lui confie.

S'il apparaissait que trois sortes de timbres d'épargne ne sont pas un appât suffisant pour les collectionneurs, on pourrait y suppléer sans difficulté par des variations auxquelles les enfants ne seraient pas seuls à s'intéresser; il suffirait pour cela d'imprimer chaque espèce de timbres en plusieurs couleurs différentes, de sorte que, si, comme je le propose, les intéressés rentrent en possession de leurs timbres après l'annulation de ces derniers, ils pourront se former peu à peu une petite collection à laquelle ils porteront une affection particulière.

Que les timbres d'épargne, procédant de la même idée que les timbres-poste et autres timbres mobiles, aient pour effet de simplifier au même degré que ceux-ci les procédés de comptabilité, c'est ce qui a été surabondamment démontré. Il reste à faire remarquer que le droit de propriété y trouve également toute sécurité.

En effet, chaque timbre d'épargne constitue une petite valeur au porteur, que l'acquéreur peut rendre nominative en inscrivant simplement son nom ou le numéro de son livret de compte à un endroit du timbre réservé à cet usage.

Pour le succès de la chose, il est nécessaire que les débits de timbres d'épargne soient nombreux et facilement accessibles. Il importe surtout que, parmi les débiteurs de ces timbres, on puisse compter les maîtres d'école dont le concours est de nature à exercer une grande influence, d'abord sur les enfants, et ensuite, par l'intermédiaire de ceux-ci, sur beaucoup d'autres personnes. En voyant les moindres économies se transformer peu à peu en capital, les parents et les domestiques en contact avec

besser geeignet, als die Sparbüchsen, werden die Sparkassenbücher mehr, als diese, auf die Ansammlung kleiner Kapitalien hinwirken.

Wenn durch die Wahl dreier Sorten von Sparmarken der Sparsinn nicht hinlänglich gefördert erscheinen sollte, könnte man unbedenklich solche Aenderungen eintreten lassen, welche nicht allein für die dem Kindesalter angehörenden Sparer von Interesse sein würden. Es brauchten zu diesem Zwecke nur die einzelnen Sparmarken-Sorten in verschiedenen Farben hergestellt zu werden. Die Interessenten, welche die entwertheten Marken nach meinem Vorschlage zurückerhalten sollen, könnten aus denselben kleine Sammlungen bilden, welche für sie unter diesen Umständen einen besondern Werth haben würden.

Dass durch das Sparmarken-System, welches auf denselben Grundlagen beruht, wie das System der Freimarken und Stempelmarken, in gleicher Weise wie bei diesen das Rechnungswesen wesentlich vereinfacht wird, dürfte zur Genüge dargethan sein. Es erübrigt nur noch nachzuweisen, dass auch das Besitzrecht hinlänglich gesichert werden kann.

Zu diesem Zwecke brauchte der Käufer nur seinen Namen oder die Nummer seines Gegenkontos auf einer eigens hierfür bestimmten Stelle der Sparmarken niederzuschreiben, denn hierdurch würden dieselben von Werthpapieren, die auf den Inhaber lauten, in solche, die auf den Namen lauten, umgeändert werden.

Um dem Verfahren die thunlichste Ausdehnung zu geben, ist es nothwendig, dass die Sparmarken bei einer möglichst grossen Anzahl Verkaufsstellen erstanden werden können. In dieser Beziehung ist es wünschenswerth, dass in den öffentlichen Schulen ein Bestand an Sparmarken gehalten werde, da hierdurch nicht nur bei den Schulkindern, sondern auch bei deren Angehörigen der Sparsinn erweckt werden würde. Denn die Wahrnehmung, wie durch fruchtbringende Festlegung von Ersparnissen

security they afford, take the place of the less modern money-boxes.

Should it prove that three different kinds of Savings-Stamps do not offer sufficient variety to be attractive, there would be no difficulty in making alterations which would interest not only children but also collectors. For this purpose, it would be sufficient to print each kind of stamps in different colours, so that when, as I propose, the cancelled stamps were returned to the depositors, they would, by degrees, become possessed of a collection on which they would set high value.

I think I have sufficiently shown that by the use of Savings-Stamps the keeping of accounts in the Savings Banks will be facilitated to the same degree as has been the case with the postal accounts since the introduction of postage-stamps. It may be added that from the point of view of security this system offers many advantages.

Each Savings-Stamp constitutes, so to say, a small bill payable to bearer which may be converted into a bill made payable to the order of its owner, by the latter writing his name or the number of his depositor's book on the top of the page containing the stamp.

In order to ensure the success of this plan, it is necessary that the places for the sale of Savings-Stamps should be numerous and easily accessible. It is, above all, desirable that schoolmasters should be induced to co-operate in this sale, as they are in a position to exercise great influence, first on the children, and so, in second degree, on many other persons. When parents, servants, and others in contact with the children see how the smallest amounts are thus gradually transformed into a

les enfants pourront apprécier les effets de l'épargne.

Enfin il faut que le public trouve des timbres d'épargne, non seulement dans les établissements postaux de toute classe, mais aussi, principalement dans les villes, chez tous les marchands en détail. C'est donc dans ce but que l'on propose d'accorder une remise aux acheteurs de timbres par feuilles entières, moins à titre de bénéfice que comme compensation pour le risque inhérent à tout commerce et pour le petit capital dont il faut faire l'avance.

Il est également indispensable que, partout où le public peut acheter des timbres d'épargne, il puisse aussi se procurer des albums.

On ne fera sans doute pas grand tort à l'institution en exigeant pour ces cahiers, dont chacun peut contenir une valeur de 8 couronnes au minimum, le prix modique de 5 øre; au contraire, cela ne peut que leur garantir un emploi plus sérieux. A cause de ce taux extrêmement modéré, la remise sur les albums doit être au moins de 20 % et elle peut s'accorder sans perte.

Quant au livret de compte, il convient de le délivrer gratuitement, suivant l'usage adopté par la plupart des caisses d'épargne danoises et étrangères.

Il n'est guère besoin d'entrer dans plus de détails pour mettre chacun à même d'apprécier si l'institution proposée répond pratiquement au but qu'il s'agit d'atteindre.

Je n'ignore pas que plusieurs questions qu'il faudra résoudre n'ont pas été abordées, entre autres celle-ci dont l'importance est capitale: „de quelle manière les fonds versés à la caisse seront-ils rendus productifs?“ Il en est de même de ce qui concerne le maximum à fixer pour chaque versement et remboursement partiels,

nach und nach ein kleines Kapital anwächst, dürfte sowohl auf die Eltern der Kinder, wie auch auf die Dienstboten, welche mit den letzteren in Berührung kommen, förderlich einwirken.

Ferner müssten nicht nur die verschiedenen Postanstalten, sondern auch, und zwar namentlich in den Städten, die Kleinhändler mit dem Verkaufe von Sparmarken betraut werden. Es ist daher der Vorschlag gemacht worden, dass den Käufern von ganzen Bogen ein Rabatt bewilligt werde, nicht zu dem Zwecke, um den Käufern dadurch einen Gewinn zuzuführen, sondern als Entschädigung für das mit jedem Geschäft verbundene Risiko und als Zins für das angelegte kleine Kapital.

Nicht minder würde erforderlich sein, dass bei denselben Stellen, welche Sparmarken feilhalten, auch Sparkassenbücher zu haben sind.

Die Festsetzung einer geringen Gebühr (5 Oere) für die Sparbücher, welche mindestens auf 8 Kronen lauten können, dürfte der Ausdehnung des Verfahrens kaum hinderlich sein, sondern eher dazu beitragen, dass auf die Benutzung der Bücher grössere Sorgfalt verwendet wird. Mit Rücksicht auf den geringen Werth der Bücher müsste wenigstens ein Rabatt von 20 % bewilligt werden, was ohne Nachtheil geschehen könnte.

Das Gegenkonto würde dagegen, wie dies auch bei den meisten dänischen und fremden Privat-Sparkassen der Fall ist, unentgeltlich zu liefern sein.

Zur Beurtheilung der Frage, ob die vorgeschlagene Einrichtung auch zweckmässig ist, dürfte es kaum nöthig sein, in weitere Einzelheiten einzugehen.

Ich weiss wohl, dass verschiedene Punkte in meinem Vorschlage unberührt geblieben sind, wie u. A. die wichtigen Fragen, betreffend die Art der Anlegung der Sparkassengelder, ferner die Festsetzung des Höchstbetrages, welchen die einzelnen Einlagen der Sparenden, von denen jeder nicht mehr als ein Sparkassenbuch

capital, they will learn to appreciate the advantages of economy.

Lastly, it would be desirable that Savings-Stamps should be procurable, not only at post-offices of every class, but also, especially in the towns, at the establishments of all retail-traders. For this reason it is proposed to allow a small discount to purchasers of whole sheets of stamps, less by way of giving them a profit, than as a compensation for the risks attendant on all commercial transactions, and for the money they have to advance.

It is further indispensable that wherever stamps are sold, Savings-Stamp books should also be obtainable.

The system would certainly not suffer if a small charge, say 5 Oere, were to be made for these books, each of which may contain at least 8 Crowns; on the contrary this course would only make them the better appreciated. A discount of at least 20 per cent. should be allowed, on these books, which could be done without loss owing to the small cost of their manufacture.

As concerns the depositors' books, they should be provided gratis, as is the custom in most of the Danish and foreign Savings Banks.

These details fully suffice to enable anybody to judge whether the system proposed is likely to be practically successful.

I am fully aware that many questions have been left untouched, one especially of vital importance, namely:— „How are the funds deposited in the Bank to be profitably employed?“ Another, „What is to be the maximum amount for each separate deposit and withdrawal, it being understood that

indépendamment de l'interdiction, pour tout déposant, de se faire ouvrir plus d'un compte.

Mais, comme la solution que comportent ces différents points dépend avant tout de la situation économique du pays et d'autres circonstances analogues plus ou moins variables, il eut été superflu d'en aborder prématurément l'examen.

Quand à savoir si les capitaux déposés à la caisse doivent être assimilés aux emprunts contractés par l'Etat, ou traités comme fonds spéciaux et placés, à ce titre, sous la gestion, soit d'une administration gouvernementale, soit d'un établissement privé, offrant une sécurité assez complète pour que l'Etat n'hésite pas à se porter garant des obligations de la caisse envers ses affiliés, ce sont là des questions absolument indépendantes du système des timbres d'épargne. D'un autre côté, il n'est pas à supposer non plus que l'on trouve dans ce système des difficultés particulières pour la réalisation éventuelle de certaines combinaisons auxquelles les caisses d'épargne peuvent se prêter; telles que, par exemple, la réunion, comme en Belgique, de la caisse d'épargne à une caisse de retraite ou d'assurance sur la vie, la transformation des dépôts en titres sur l'Etat, etc.

Il se peut, en effet, que la base, une fois posée, ne tarde pas à s'élargir, et peut-être l'excellente idée de Rowland Hill est-elle destinée à rencontrer encore mainte autre application.

Le Congrès postal de Paris.

L'inauguration du Congrès postal de Paris a eu lieu le 2 mai, à 11 heures, au Palais Bourbon. M. Léon Say, Ministre des Finances, a prononcé le discours d'ouverture et souhaité la bienvenue aux délégués. M. le Dr Kern, Ministre de Suisse, doyen d'âge du Congrès, a répondu à M. Léon Say. Il a terminé son discours en proposant au Congrès d'appeler M. Cochery, sous-secrétaire

haben dürfte, sowie die Rückzahlungen nicht zu überschreiten hätten.

Da indess bei Entscheidung dieser Fragen vor Allem die wirtschaftliche Lage der Länder und sonstige Verhältnisse verschiedener Art in Betracht zu ziehen sind, so habe ich es für überflüssig erachtet, diese Punkte einer näheren Erörterung zu unterziehen.

Ganz unabhängig vom Marken-System würde selbstverständlich darüber Bestimmung zu treffen sein, ob die Sparkassen-Kapitalien bei den Staatsschulden-Tilgungskassen anzulegen oder als besondere Fonds zu behandeln und in diesem Falle entweder von einer staatlichen Behörde oder von einem Privat-Institut zu verwalten wären. Würde die Verwaltung einem Privat-Institut übertragen, so müsste dasselbe solche Garantien bieten, dass der Staat für die Verpflichtungen, welche die Kasse den Sparenden gegenüber hat, einstehen könnte. Andererseits ist nicht anzunehmen, dass sich bei Einführung des vorgeschlagenen Verfahrens Schwierigkeiten ergeben werden, wenn, wie z. B. in Belgien, die Sparkasse mit einer Pensionskasse und Lebensversicherungsbank vereinigt ist, oder die Sparenden ihre Einlagen in Staatsschuldverschreibungen umsetzen können.

Ist erst die Grundlage vorhanden, so wird die weitere Entwicklung nicht ausbleiben; möglicher Weise ist die vortreffliche Idee Sir Rowland Hill's dazu bestimmt, noch in mancher andern Weise nutzbar gemacht zu werden.

Der Pariser Post-Kongress.

Die Eröffnung des Post-Kongresses hat in Paris am 2. Mai, 11 Uhr Vormittags, im Palais Bourbon stattgefunden. Der Finanzminister, Herr Léon Say, hielt die Eröffnungsrede und hiess die Delegirten willkommen. Ihm antwortete das älteste Kongress-Mitglied, der schweizerische Gesandte, Herr Dr. Kern; derselbe schloss seine Rede mit dem Vorschlage, den Unterstaatssekretär im Finanzministerium,

each depositor must have but one account?"

But as the answers to these questions depend above all on the economical situation of the country, and also on other analogous circumstances more or less liable to change, a discussion of them here would have been premature.

Are the funds deposited in the Bank to be assimilated to the loans contracted by the State, or are they to be treated as special funds, and, as such, managed either by a governmental, or a private institution affording sufficient security to allow the State to guarantee the fulfilment of the obligations assumed by the Savings Bank with regard to its depositors? These are questions entirely independent of the Savings-Stamp system. On the other hand it must not be supposed that this system presents any particular difficulty in the way of an eventual extension of the Savings Bank business, such as, for instance, the addition of a pension, and life insurance fund, the conversion of deposits into bonds of the public debt, as in Belgium, &c.

The foundation once laid, the structure would, before long, be completed, and the excellent idea of Sir Rowland Hill is, perhaps, destined to be applied in many other ways.

The Postal Congress of Paris.

The opening of the postal Congress of Paris took place on the 2nd of May at 11 a. m. in the *Palais Bourbon*. Mr. Léon Say, Minister of Finance, pronounced the opening address, and extended a welcome to the delegates. Dr Kern, the Swiss Minister, and senior member of the Congress replied to Mr. Léon Say. He concluded his speech by proposing to the Congress to appoint as President Mr.

d'Etat des Finances, à la présidence. Sur l'adhésion unanime du Congrès, M. Cochery a pris possession du fauteuil de la présidence.

M. Besnier, Administrateur des Postes, Délégué de la France au Congrès de Berne, a été nommé vice-président.

L'assemblée s'est ensuite ajournée, après avoir nommé deux commissions chargées d'examiner préalablement les divers projets soumis au Congrès.

Ces commissions sont immédiatement entrées en fonctions et ont alternativement tenu séance chaque jour de 10 heures du matin à 4 heures du soir. L'état de leurs travaux s'est trouvé assez avancé pour permettre au Congrès de tenir successivement deux longues séances plénières les 18 et 20 mai. La Convention principale et l'Arrangement pour les valeurs déclarées ont été votés en entier dans ces deux journées.

Le cadre de cet article ne nous permet pas d'indiquer ici tous les points sur lesquels la Convention diffère du projet publié dans ce journal: notons toutefois que l'assemblée a décidé que l'Union générale des Postes, vu l'étendue de ses limites, s'appellerait désormais l'*Union postale universelle*.

Le transit territorial est maintenu aux taux de 2 fr. et de 25 c^{es} et les frais du transit maritime sont fixés à 15 fr. et à 1 fr. Toutefois, partout où ces derniers frais sont actuellement cotés à 6 fr. 50, ils sont réduits à 5 fr. La taxe-type de l'Union est fixée, pour les lettres, à 25 c^{es} et pour les cartes postales à 10 c^{es}. Celle des objets à prix réduits est fixée à 5 c^{es} par 50 gr., avec minimum de 25 c^{es} pour les papiers d'affaires et de 10 c^{es} pour les échantillons.

Le maximum de poids des imprimés est porté à 2 kilogrammes et les dimensions des échantillons sont limitées à 20 × 10 × 5 centimètres.

Le droit de recommandation et le port des avis de réception ne devront pas dépasser 25 c^{es}.

Herrn Cochery, mit dem Präsidium zu betrauen. Nach einstimmiger Gutheissung des Vorschlages übernahm Herr Cochery den Vorsitz.

Zum Vizepräsidenten wurde der Vertreter Frankreichs beim Berner Kongresse, Administrator der Posten, Herr Besnier, gewählt.

Nachdem noch zwei Kommissionen zur Vorberathung der verschiedenen Vorlagen eingesetzt worden waren, vertagte sich der Kongress.

Die beiden Kommissionen traten sofort in Wirksamkeit; sie haben abwechselnd täglich von 10 Uhr Vorm. bis 4 Uhr Nachm. Sitzung gehalten und ihre Arbeiten in einer Weise beschleunigt, dass am 18. und 20. Mai zwei längere Plenarsitzungen des Kongresses stattfinden konnten, in denen der Vereinsvertrag und das Werthbrief - Uebereinkommen vollständig durchberathen wurden.

Der begrenzte Raum gestattet uns zwar nicht, auf sämtliche Punkte einzugehen, in denen der angenommene Vertrag von dem von uns veröffentlichten Entwürfe abweicht; wir erwähnen jedoch, dass nach einem Beschlusse des Kongresses der allgemeine Postverein mit Rücksicht auf die grossartige Ausdehnung seines Gebiets die Bezeichnung *Weltpostverein* annehmen soll.

Ferner ist anzuführen, dass für den Landtransit die Sätze von 2 Fr. bz. 25 C^{es} beibehalten, für den Seetransport aber die Sätze von 15 Fr. bz. 1 Fr. angenommen sind, mit der Massgabe jedoch, dass in den Fällen, in welchen das Seepporto gegenwärtig auf 6½ Fr. festgesetzt ist, dasselbe auf 5 Fr. ermässigt wird. Die Vereinstaxe ist für Briefe auf 25 C^{es} und für Postkarten auf 10 C^{es} normirt; für die der ermässigten Taxe unterliegenden Gegenstände ist das Porto auf 5 C^{es} für je 50 Gr. festgesetzt worden, mit einem Minimum jedoch von 25 C^{es}, wenn es sich um Geschäftspapiere, und von 10 C^{es}, wenn es sich um Waarenproben handelt.

Das Meistgewicht der Drucksachen ist auf 2 Kgr. ausgedehnt, und die Dimensionen der Waarenproben sind

Cochery, Under Secretary of State for Finance. This proposal met with unanimous consent, and Mr. Cochery assumed the chair.

Mr. Besnier, Administrator of Posts, and delegate of France to the Congress of Berne, was appointed Vice-President.

The assembly then appointed two Committees for the preliminary examination of the various projects submitted to the Congress, and adjourned.

These Committees immediately entered upon their duties, and sat alternately every day from 10 a. m. to 4 p. m. Their work was sufficiently advanced to allow the Congress to hold successively two long general sittings on the 18th and 20th of May. The principal Convention, and the Arrangement concerning the exchange of letters with value declared were entirely voted during these two days.

Our space does not permit us here to indicate all the points on which the definitive Convention differs from the projects published in this Journal; we may, however, say that the Congress, with a view to the extension of the limits of the General Postal Union, decided that this alliance should, henceforth, bear the denomination of *Universal Postal Union*.

The territorial transit rates are maintained at 2 fr., and 25 c^{es}, and the maritime transit rates are fixed at 15 fr., and 1 fr. Everywhere, however, where the sea-rates of transit are, at present, fixed at 6 fr. 50 c^{es} (for letters), they are to be reduced to 5 fr.

The general Union rate is fixed at 25 c^{es} for letters, and at 10 c^{es} for post-cards.

The rates for articles enjoying the reduced postage are fixed at 5 c^{es} per 50 gr., with a minimum of 25 c^{es} for legal and commercial documents, and of 10 c^{es} for patterns.

The limit of weight for printed papers is raised to 2 kilogrammes.

The size of patterns and samples is limited to 20 by 10 by 5 centimètres.

The registration-fee, and the post-

Les règlements de détail de la convention et de l'arrangement précités ont dû être soumis, le 27 mai, au Congrès. L'Arrangement concernant les mandats et son règlement d'exécution ne tarderont pas à être proposés aux délibérations des délégués de l'Union. L'œuvre du Congrès de Paris touche donc à sa fin et les résultats déjà acquis sont un gage de l'heureuse et prompte réussite des travaux qui restent à accomplir.

Tous les pays de l'Union, à l'exception de la Perse dont le délégué est attendu, se trouvent représentés au Congrès de Paris. On doit signaler encore comme ayant assisté aux délibérations du Congrès, les représentants du Chili, de Haïti, des îles Hawaï, de Libéria, du Mexique, du Pérou, de Salvador, de l'Uruguay, du Venezuela et du Canada. La plupart de ces représentants ont manifesté l'intention de faire acte d'adhésion à la Convention de Paris.

Communications.

D'après le rapport publié récemment par le Département des Postes et des Télégraphes suisses sur l'exercice 1877, les comptes de l'Administration des postes, comportent 14,494,933 fr. 43 c^{es} de recettes et 13,944,396 fr. de dépenses, et donnent ainsi un produit net de 550,537 fr. 43 c^{es}, résultat qui, comparé à celui de l'année précédente, où l'excédent de recettes ne s'élevait qu'à 100,417 fr. 28 c^{es}, doit être considéré comme extrêmement satisfaisant, d'autant plus que, parmi les dépenses et sous la rubrique „amortissement du matériel d'exploitation“ figure une somme de 242,898 fr. 71 c^{es}, dont on ne trouve aucun équivalent dans les comptes de 1876; de sorte que si les comptes de 1877 avaient été établis conformément à ceux de

auf 20 × 10 × 5 Centimeter festgesetzt worden.

Die Einschreib-, sowie die Rückscheingebühr sollen den Betrag von 25 C^{es} nicht übersteigen.

Die Ausführungs-Reglements zum Vereinsvertrage und zum oben erwähnten Uebereinkommen sollten am 27. Mai beim Kongresse zur Vorlage kommen. Demnächst wird von den Mitgliedern des Kongresses zur Berathung des Uebereinkommens wegen Einführung des Postanweisungsverfahrens geschritten werden. Der Kongress hat somit seine Arbeiten nahezu vollendet, und das bis jetzt erlangte Resultat bürgt dafür, dass auch der noch nicht vollendete Theil der Aufgabe schnell und glücklich vom Kongresse gelöst werden wird.

Sämmtliche Vereinsländer, mit Ausnahme Persiens, dessen Delegirter noch erwartet wird, sind beim Kongresse vertreten. Den Berathungen wohnen ferner bei die Vertreter von Chili, Haiti, Hawaii, Liberia, Mexico, Peru, San Salvador, Uruguay, Venezuela und Canada. Die Mehrzahl dieser Vertreter hat die Absicht zu erkennen gegeben, dem Pariser Vertrage beizutreten.

Mittheilungen.

Nach dem von dem schweizerischen Post- und Telegraphen-Departement vor Kurzem veröffentlichten Geschäftsbericht für das Jahr 1877 beläuft sich der Reinertrag der Postverwaltung bei 14,494,933 Fr. 43 Cts. Einnahmen und 13,944,396 Fr. Ausgaben auf 550,537 Fr. 43 Cts., ein Ergebniss, das gegenüber demjenigen des Vorjahres, in welchem der Ueberschuss nur 100,417 Fr. 28 Cts. betragen hat, um so mehr als ein äusserst befriedigendes bezeichnet werden kann, als unter den Ausgaben ein Posten von 242,898 Fr. 71 Cts. (für Verzinsung und Verminderung des Betriebsmaterials) erscheint, dessen Gegenstand im Jahre 1876 in gleicher Weise nicht in Rechnung gebracht worden ist. Wäre daher bei Aufstellung der Rechnung für 1877 nach

age for acknowledgments of receipt must not exceed 25 c^{es}.

The Detailed Regulations for the execution of the Convention, and for that of the above mentioned Arrangement were to be put before the Congress on the 27th of May.

The Arrangement concerning the exchange of money-orders, and its detailed regulations will shortly be submitted to the deliberations of the delegates of the Union. Thus, the work of the Congress will soon be concluded, and the results already obtained point to the satisfactory, and speedy completion of the business which remains to be done.

All the countries of the Union, with the exception of Persia, whose delegate is expected, are represented at the Congress of Paris. We may add to this, that the representatives of Chili, Haiti, Hawaii, Liberia, Mexico, Peru, Salvador, Uruguay, Venezuela, and Canada have been present at the deliberations. The greater part of these representatives have expressed their intention of adhering to the Convention of Paris.

Miscellaneous.

According to the annual report for the year 1877, lately published by the Swiss Department of Posts and Telegraphs, the receipts of the postal service amounted to fr. 14,494,933. 43, and the expenditure to fr. 13,944,396, thus leaving a net revenue of fr. 550,537. 43. This result, as compared with that of the preceding year, for which the net revenue was only fr. 100,417. 28, may be looked upon as the more satisfactory, from the fact that the expenditure of 1877 includes an item of fr. 242,898. 71 (for interest on, and decrease of, the postal material) which was not accounted for in the same manner in 1876. Had the same method been followed in drawing up the accounts for 1877, as that applied to those for 1876, the net receipts of 1877

1876, le produit net de l'année dernière se serait élevé à 793,436 fr. 14 c^{es}, soit une augmentation de 693,018 fr. 86 c^{es}, comparativement à l'année précédente.

* * *

L'entrée du *Dominion of Canada* dans l'Union fixée primitivement au 1^{er} juillet 1876, puis ajournée indéfiniment par suite d'un désaccord partiel sur les conditions *) auxquelles cette admission devait être soumise, aura lieu définitivement le 1^{er} juillet prochain, l'assentiment unanime ayant été obtenu à cet effet.

* * *

Le numéro d'avril de la *Post Office Gazette*, paraissant à Washington, contient un aperçu des recettes effectuées par les principaux bureaux de poste des États-Unis d'Amérique pendant l'exercice 1876/77; ces données nous permettent d'apprécier l'importance considérable du mouvement des correspondances dans les principaux bureaux de ce pays. Vient en première ligne

	Recettes	
	brutes	nettes
New-York avec snivent ensuite	Doll. 2,910,355	1,769,105
Philadelphie avec	" 1,052,113	630,925
Chicago	" 970,208	523,686
Boston	" 941,121	574,214
St-Louis	" 448,689	242,789
Cincinnati	" 412,720	269,620
etc.		

* * *

A partir du 1^{er} juillet prochain, le recouvrement des taxes à percevoir sur les objets de la poste aux lettres et sur les articles de messageries non affranchis ou insuffisamment affranchis, s'effectuera, dans le service des postes suisses, au moyen des timbres spéciaux (timbres-taxe) qui seront appliqués par les bureaux destinataires sur le côté de l'adresse et annulés au moyen du timbre à date, comme cela se pratique pour les timbres-poste ordinaires.

*) Voir l'*Union postale* I. N^o 8.

denselben Grundsätzen verfahren worden, wie im Jahr 1876, so hätte der Reinertrag sich 1877 auf 793,436 Fr. 14 Cts., mithin auf 693,018 Fr. 86 Cts. mehr belaufen, als im Jahre 1876.

* * *

Der auf den 1. Juli 1876 anberaumt gewesene Beitritt der *Dominion of Canada* zum allgemeinen Postverein, welcher s. Z. verschoben worden war, weil nicht sämtliche Vereinsmitglieder sich mit den Bedingungen *) einverstanden erklärt hatten, unter denen der Beitritt erfolgen sollte, wird nunmehr, nachdem die erforderliche Zustimmung erlangt ist, zum 1. Juli d. J. stattfinden.

* * *

Die April-Nummer der in Washington erscheinenden *Post Office Gazette* enthält eine Uebersicht über die Einnahmen der grösseren Postanstalten der Vereinigten Staaten Amerikas während des Rechnungsjahres 1876/77, welche auf den grossartigen Verkehrsumfang bei diesen Postanstalten schliessen lässt. Obenan steht

	Brutto-	Netto-
	Einnahme.	
New-York mit sodann folgen	Doll. 2,910,355	1,769,105
Philadelphia mit	" 1,052,113	630,925
Chicago	" 970,208	523,686
Boston	" 941,121	574,214
St. Louis	" 448,689	242,789
Cincinnati	" 412,720	269,620
u. S. W.		

* * *

Vom 1. Juli d. J. ab erfolgt bei den schweizerischen Posten die Verrechnung des Portos für unfrankirte und ungenügend frankirte Brief- und Fahrpostsendungen durch besondere Taxwerthzeichen (Taxmarken), welche von den Bestimmungs-Postanstalten beim Eingange der Sendungen auf die Adressseite derselben geklebt und, wie die Freimarken, durch Bedruckung mit dem Tagesstempel entwerthet werden.

*) Vergl. *Union postale* I. Nr. 8.

would have amounted to fr. 793,436.14, and exceeded those of 1876 by fr. 693,018. 86.

* * *

The entry into the Union of the *Dominion of Canada*, originally fixed for the 1st of July 1876, but subsequently postponed for an indefinite period, owing to the inability of certain Administrations to agree to the conditions of entry *), will now take place on the 1st of July next, the unanimous consent of all the Administrations having been obtained.

* * *

The April number of the *Post Office Gazette*, published in Washington, contains a statement showing the receipts taken in the more important post-offices of the United States of America during the fiscal year 1876 77, from which the magnitude of the business transacted in these offices may be inferred. The first place is held by

	Gross	Net
	Receipts	
New-York with then follow:—	Doll. 2,910,355	1,769,105
Philadelphia with	" 1,052,113	630,925
Chicago	" 970,208	523,686
Boston	" 941,121	574,214
St. Louis	" 448,689	242,789
Cincinnati	" 412,720	269,620
&c.		

* * *

From the 1st of July next, the postage on unpaid and insufficiently prepaid letters and parcels will be accounted for in the Swiss postal service by means of special adhesive stamps (*timbres-taxe*), to be affixed by the offices of destination to the address-side of such articles, and obliterated by means of the dated stamp, in the same manner as that adopted in the case of ordinary postage-stamps.

*) See *Union postale*, I volume, N^o 8.

L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES

Abonnements particuliers.

Un an fr. 4. 60

Six mois „ 2. 30

Trois mois „ 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

Avis. — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* à M. A. Moret, 1^{er} secrétaire du Bureau international, à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

III^e volume.

N^o 7.

Berne, 1^{er} Juillet 1878.

Sommaire. — I. LE SERVICE DES POSTES AUX INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES, EN 1876. — II. LE CONGRÈS POSTAL DE PARIS. — III. BIBLIOGRAPHIE. — IV. COMMUNICATIONS.

Le service des postes aux Indes orientales néerlandaises, en 1876.

Le rapport de l'Administration des postes et télégraphes des Indes orientales néerlandaises pour l'année 1876, publié récemment, nous offre sur ces deux branches de l'exploitation des renseignements dignes d'intérêt. Nous nous permettons d'en extraire ceux qui concernent le service des postes.

A la fin de 1876, il existait, dans toute l'étendue du territoire colonial, 152 bureaux de poste de l'Etat, dont 58 mixtes (bureaux postaux et télégraphiques) et 70 bureaux auxiliaires. Le nombre des bureaux de poste n'a pas été augmenté pendant cet exercice, mais en revanche, les communications postales existantes ont reçu une notable extension, particulièrement en ce qui concerne le transport des voyageurs.

Le nombre des boîtes à lettres locales s'est accru considérablement et, de plus, il a été établi, sur les paquebots naviguant entre Samarang et Padang, des boîtes dont le public fait largement usage.

Parmi les autres améliorations introduites dans le service postal, nous pourrions mentionner divers abaissements de taxes sur les objets échangés avec l'étranger; mais ces réductions

Der Postdienst in Niederländisch Indien während des Jahres 1876.

Dem vor einiger Zeit veröffentlichten Jahresbericht der Post- und Telegraphen-Verwaltung von Niederländisch Indien für das Jahr 1876 entnehmen wir folgende, auf das Postwesen bezügliche Mittheilungen von allgemeinerem Interesse:

Im ganzen Gebiet der Kolonial-Regierung bestanden am Ende des genannten Jahres 152 Staatspostanstalten, darunter 58 mit Telegraphenämtern vereinigte und 70 Hülfspostanstalten. Eine Vermehrung der Verkehrsanstalten hat im Jahr 1876 nicht stattgefunden; dagegen sind die bestehenden Postverbindungen erheblich erweitert und vermehrt, insbesondere auch in grösserem Umfange als bisher zur Beförderung von Reisenden nutzbar gemacht worden.

Neben einer ansehnlichen Vermehrung der Ortsbriefkasten sind auch den Dampfzügen zwischen Samarang und Padang Briefkasten mitgegeben worden, welche das Publikum reichlich benutzt hat.

Von weiteren Verkehrserleichterungen sind mehrfache Herabsetzungen der Auslandstaxe zu erwähnen; dieselben können als Vorläufer für

The postal service in Netherland East India during the year 1876.

The annual report for the year 1876, which was published some time ago by the Administration of Posts and Telegraphs of Netherland East India, contains the following particulars of general interest concerning the postal service in that Colony.

At the close of the said year, the number of *Governmental postal establishments* throughout the territory of the Colonial Government was 152; among these, 58 were at the same time telegraph offices, and 70 were postal agencies. During 1876 no increase of postal establishments took place, but the existing postal communications were extended, their number was augmented, and they were more particularly, made available for the conveyance of passengers to a greater extent, than had previously been the case.

In addition to a considerable increase of *local letter-boxes*, the steamers plying between Samarang and Padang were provided with letter-boxes, of which the public made considerable use.

Among further facilities afforded in postal matters, we may cite several reductions in the rates of postage for articles intended for foreign coun-

tions de tarif, que l'on peut considérer comme mesures préparatoires à l'admission des Indes néerlandaises dans l'Union générale des postes, n'ont eu qu'une importance passagère et n'ont exercé sur le trafic qu'une influence peu sensible.

En général, le trafic postal des Indes néerlandaises, qui s'étend aux objets de correspondance de toute nature et comprend, en outre, l'échange des mandats-poste, ainsi que le transport des voyageurs dont nous avons déjà fait mention, a acquis, dans chacune de ses branches, en 1876, une remarquable extension.

Dans le service interne, le mouvement des lettres s'est élevé à 2,208,204 (dont 296,392 non affranchies), contre 2,087,145 (dont 460,076 non affranchies) l'année précédente: augmentation, 121,059 lettres, ou plus de $5\frac{1}{2}$ %. La diminution considérable, d'une année à l'autre, du nombre des lettres non affranchies mérite d'être remarquée. Dans les relations avec l'étranger, il a été échangé 432,984 lettres (dont 219,729 à destination des Indes néerlandaises), contre 416,686 lettres (dont 212,162 arrivantes) pendant l'exercice précédent; ce qui donne une augmentation de 16,298 lettres, soit 4 %, en faveur de l'année 1876.

L'ensemble du mouvement des lettres est donc représenté, en 1876, par le nombre de 2,641,188, et en 1875, par celui de 2,503,831; l'écart entre ces chiffres correspond à un accroissement de près de $5\frac{1}{2}$ %.

En lettres de service franches de port, il s'est expédié 715,709 pièces, contre 873,288 en 1875, soit une diminution de 157,579.

Le nombre des envois recommandés du service interne a été de 104,583 (dont 28,477 envois officiels); il avait été l'année précédente de 93,216; la différence en faveur de 1876 est donc de 11,367. Dans le service avec l'étranger, on a compté 5317 lettres recommandées (contre 2667 en 1875); 3799 de ces lettres étaient originaires de l'étranger (en 1875, seulement 2305). L'augmentation pour le service international à l'arrivée

den Eintritt der Kolonie in den allgemeinen Postverein angesehen werden und sind daher von nur vorübergehender Bedeutung und ohne wahrnehmbaren Einfluss auf den Verkehr gewesen.

Im Allgemeinen hat sich der Postverkehr der Kolonie, welcher sich ausser auf Briefpostgegenstände aller Art auch auf die Vermittelung von Postanweisungen und, wie bereits angedeutet, auf die Beförderung von Personen erstreckt, während des Jahres 1876 in allen seinen Zweigen eines lebhaften Aufschwunges erfreut.

Es wurden befördert *portopflichtige Briefe* im Inlande: 2,208,204 Stück (darunter 296,392 unfrankirte) gegen 2,087,145 (bz. 460,076) im vorhergehenden Jahre, so dass die Zunahme sich auf 121,059 Stück oder reichlich $5\frac{1}{2}$ % bezieht. In die Augen fällt die beträchtliche Abnahme in der Zahl der unfrankirten Briefe. Im Auslandsverkehr kamen zur Auswechslung 432,984 Stück (darunter 219,729 in der Kolonie eingegangene Briefe) gegenüber 416,686 (bz. 212,162) Stück im Vorjahre. Die Vermehrung beträgt hiernach 16,298 Stück oder 4 %.

Der portopflichtige Briefverkehr im Ganzen stellt sich hiernach auf 2,641,188 gegen 2,503,831 Stück im Jahre 1875, was einer Vermehrung von etwa $5\frac{1}{2}$ % gleichkommt.

Portofreie Dienstbriefe wurden versandt: 715,709 Stück gegen 873,288 im Vorjahre, d. i. 157,579 Stück weniger.

Die Zahl der *Einschreibsendungen* belief sich im Inlandsverkehr auf 104,583 (darunter 28,477 amtliche) gegen 93,216 Stück im Vorjahre. Die Zunahme beträgt hier mithin 11,367 Stück. Nach dem Auslande wurden abgesandt 5317 Einschreibbriefe (gegen 2666 im Jahre 1875); vom Auslande gingen ein: 3799 solcher Sendungen (gegen 2305 im Vorjahre). Die Vermehrung beträgt mithin für

tries. These reductions may be looked upon as the precursors of the entry of the Colony into the General Postal Union, and have, therefore, been of only temporary importance, and without any perceptible influence on the postal traffic.

In general, the postal service of the Colony, which includes not only the conveyance of correspondence of every description, but also the money-order business, and, as we have already pointed out, the conveyance of passengers, underwent, during 1876, a very satisfactory development in all its branches.

The number of letters *liable to postage*, conveyed in the domestic service was 2,208,204 (of which 296,392 unpaid) as against 2,087,145 (460,076 unpaid) in the preceding year, thus showing an increase of 121,059, or fully $5\frac{1}{2}$ per cent. A remarkable fact is the decrease in the number of unpaid letters. 432,984 letters were exchanged with foreign countries (of which 219,729 were posted in the Colony), as compared with 416,686 (212,162 from the Colony) during the preceding year. Thus the increase was 16,298 letters or 4 per cent.

The total exchange of letters liable to postage numbered accordingly 2,641,188, as against 2,503,831 in 1875, which is an increase of about $5\frac{1}{2}$ per cent.

The number of *franked official letters* despatched was 715,709, as against 873,288 in the preceding year, i. e. a decrease of 157,579.

In the domestic service the number of *registered articles* was 104,583 (of which 28,477 were official covers) as against 93,216 in the preceding year. Thus, these articles increased by 11,367. The number of registered letters despatched to foreign countries amounted to 5,317 (as against 2,666 in 1875); that received from abroad was 3799 (as against 2305 in the preceding year). The increase in the exchange with foreign countries amount-

au départ, est donc respectivement de 2561 et de 1794 lettres recommandées.

Le nombre des *cartes-correspondance* vendues s'est élevé, de 219,961 en 1875, à 254,308 en 1876; celui des cartes avec réponse payée a progressé de 8926 à 15,627. Il y a donc, de part et d'autre, une notable augmentation, qui s'explique principalement par le fait que, à dater du 1^{er} mai 1876 les cartes-correspondance ont été admises dans le service entre les colonies néerlandaises des Indes orientales et la métropole. Quant aux *imprimés*, il en a été transporté dans le service interne 1,782,753, et dans ce nombre 1,705,389 paquets de journaux. Dans le service international, les envois de l'espèce ont subi une légère dépression, étant descendus au chiffre de 782,367, dont 525,993 envois de l'étranger, tandis que, l'année précédente, on avait consacré, en total, 801,810 et, à l'arrivée, 801,810 envois.

On a compté, dans le service intérieur, 9315 paquets *d'échantillons*; les objets de même catégorie échangés avec l'étranger n'ont donné lieu à aucun relevé.

Le nombre des *mandats-poste* échangés à l'intérieur s'est élevé à 12,635, représentant une valeur totale de fl. 4,556,075. 46, contre 67,633 mandats valant ensemble fl. 4,270,814. 25, échangés l'année précédente. La valeur moyenne de chaque mandat a été de fl. 60. 62, contre fl. 61. 10 en 1875.

L'échange des mandats-poste n'est limité au service interne; il s'étend aussi aux Pays-Bas et, depuis le 1^{er} juillet 1876, à l'Allemagne, à la Suisse et à la Belgique*).

Voici le relevé des mandats émis dans ces pays :

Pays-Bas	fl. 953,095. 37	(12,528 mandats),
Allemagne	" 6,025. 14	(84 "),
Suisse	" 744. —	(13 "),
Belgique	" 657. —	(10 ").

Totaux fl. 960,521. 51 (12,635 mandats).
Quant aux mandats provenant des

*) Le rapport ne s'occupe naturellement pas des relations créées postérieurement à l'année 1876.

den Auslandsverkehr 2651 bz. 1494 Einschreibsendungen.

Postkarten wurden verkauft 254,308 Stück gegen 219,961 im Jahre 1875, solche mit Antwort 15,627 gegen 8926. In beiden Fällen hat mithin eine erhebliche Steigerung des Verkehrs stattgefunden. Es erklärt sich dies vorzugsweise aus dem Umstande, dass vom 1. Mai 1876 die Postkarte für den Verkehr der Kolonie mit Niederland zulässig geworden ist.

Drucksachen wurden befördert: im Inland 1,782,753 Stück, worunter sich 1,705,389 Zeitungsendungen befanden; im Auslandsverkehr ist die Zahl der ausgewechselten Drucksachen etwas zurückgegangen. Dieselbe beläuft sich für das Jahr 1876 auf 782,367 Stück insgesamt (darunter 525,993 Stück vom Auslande eingegangen), während sie im Vorjahre 801,810 (bz. 633,046) Stück betrug.

An *Waarenproben* kamen zur Versendung im Inlande 9315 Stück. Ueber den Auslandsverkehr ist keine Controlle geführt worden.

Postanweisungen wurden vermittelt im Inlandsverkehr: 75,133 Stück zum Gesamtbetrage von Fl. 4,556,075. 46 gegen 67,633 Stück und Fl. 4,270,814. 25 im Vorjahr. Der mittlere Betrag der Postanweisungen betrug Fl. 60. 62 gegen Fl. 61. 10 im Jahre 1875.

Ausser auf das Inland erstreckt sich der Postanweisungsverkehr der Kolonie noch auf Niederland und seit dem 15. Juli 1876 auch auf Deutschland, die Schweiz und Belgien.*)

Eingezahlt wurden nach diesen Ländern und zwar nach:

Niederland	Fl. 953,095. 37	(12,528 Stück)
Deutschland	" 6,025. 14	(84 ")
der Schweiz	" 744. —	(13 ")
Belgien	" 657. —	(10 ")
zusammen	Fl. 960,521. 51	(12,635 Stück)

*) Der Bericht erwähnt selbstverständlich nicht die nach dem Jahre 1876 geschaffenen Einrichtungen.

ed therefore to 2651 registered letters despatched, and 1494 received.

The number of *post-cards* sold was 254,308, as against 219,961 in 1875, and that of post-cards with answer prepaid amounted to 15,627 as against 8926. Thus, a considerable increase took place in the exchange of both kinds of cards. This circumstance may chiefly be accounted for by the fact that, on the 1st of May 1876, post-cards were admitted to be exchanged between the Colony and the Netherlands.

In the inland service, 1,782,753 *packets of printed matter* passed through the mails; among these there were 1,705,389 newspaper-packets. There was a slight decrease in the exchange of printed matter with foreign countries. In 1876, the number of such packets was 782,367 (525,993 of which were received from abroad), as against 801,810 (633,046 received from abroad) in the preceding year.

The *patterns and samples of merchandise* forwarded in the domestic service numbered 9315. As concerns the exchange of such articles with foreign countries, no accounts were kept.

The number of *money-orders* issued in the internal service was 75,133, and amounted in value to fl. 4,556,075. 46, as against 67,633 orders for a total amount of fl. 4,270,814. 25 in the preceding year. The average amount of an order was, in 1876, fl. 60. 62, as against fl. 61. 10 in 1875.

Money-orders, moreover, are exchanged between the Colony and the Netherlands, and since the 15th of July 1876, also with Germany, Switzerland, and Belgium.*)

The amounts transmitted by this means to the above named countries were as follows:—

to the Netherlands	fl. 953,095. 37	(in 12,528 orders),
to Germany	" 6,025. 14	(" 84 "),
to Switzerland	" 744. —	(" 13 "),
to Belgium	" 657. —	(" 10 ").
Total	fl. 960,521. 51	(in 12,635 orders).

*) The report does not, of course, give any particulars connected with relations established after 1876.

mêmes pays et payés par les bureaux coloniaux, ils se répartissent comme suit :

Pays-Bas	fl. 46,510. 31	(779 mandats),
Allemagne	" 732. 38	(16 "),
Suisse	" 109. 51	(2 "),
Belgique	" 935. 75	(37 "),

Totaux fl. 48,287. 95 (834 mandats).

L'échange international a donc porté, dans son ensemble, sur 13,469 mandats-poste, pour une valeur de florins 1,008,809. 46 (en 1875, mandats 13,752, valeur fl. 1,187,628). Tout compris, l'importance de ce service aux Indes néerlandaises, est représentée, en 1876, par 88,662 mandats, d'une valeur totale de fl. 5,564,884. 92, et en 1875, par 81,385 mandats ayant donné lieu à un mouvement de fonds de fl. 5,458,442. 25.

Ainsi donc, tandis que le trafic interne a produit sur ce point une notable augmentation, le trafic international a, de son côté, subi une diminution qui est assez sensible et qui l'aurait encore été davantage si l'on n'avait pas porté en ligne de compte les mandats échangés avec l'Allemagne, la Suisse et la Belgique, échange ouvert seulement en 1876. Peut-être faut-il voir dans ce fait une des conséquences de l'état peu favorable des affaires commerciales entre l'Inde et l'Europe.

Le nombre des correspondances tombées en *rebut* a notablement augmenté : de 47,835, en 1875, il s'est élevé à 51,577 en 1876. Parmi les rebuts ordinaires provenant des années précédentes et ouverts conformément aux dispositions légales, il s'est trouvé des envois d'argent et de valeur pour une somme de fl. 607. 92, et des effets de commerce pour une valeur totale de fl. 30,745. 77 ; 73 lettres recommandées ouvertes d'office au bureau des rebuts contenaient fl. 56. 30 en espèces, fl. 135 en billets de banque, sans compter, entre autres, une bague en or, un mouchoir et même une jaquette avec 10 boutons d'argent.

En matière de *timbres-poste*, nous avons à mentionner l'introduction de nouveaux timbres à 2 cents.

Die Auszahlungen betragen auf Postanweisungen aus

Niederland	Fl. 46,510. 31	(779 Stück)
Deutschland	" 732. 38	(16 ")
der Schweiz	" 109. 51	(2 ")
Belgien	" 935. 75	(37 ")
im Ganzen	Fl. 48,287. 95	(834 Stück)

Der gesammte Auslandsverkehr belief sich mithin auf 13,469 Postanweisungen mit Fl. 1,008,809. 46 (gegen 13,752 Stück mit Fl. 1,187,628 im Jahre 1875) und der gesammte Postanweisungsverkehr der Kolonie überhaupt auf 88,622 Postanweisungen mit Fl. 5,564,884. 92 (gegen 81,385 Stück mit Fl. 5,458,442. 25 im Vorjahre).

Während hiernach der Inlandsverkehr eine erhebliche Steigerung erfahren hat, weist der Auslandsverkehr einen nicht ganz unbedeutenden Rückgang auf, der noch bemerkbarer hervortreten müsste, wenn die Postanweisungen nach Deutschland, der Schweiz und Belgien, welche erst seit 1876 zulässig sind, bei der Aufstellung ausser Acht gelassen würden. Man wird nicht fehlgehen, diese Erscheinung der ungünstigen Lage des Handels und Verkehrs im Auslande zuzuschreiben.

Die Zahl der *unbestellbaren Sendungen* belief sich auf 51,577 Stück gegen 47,835 im Vorjahr, hat sich also ganz bedeutend vermehrt. In den aus den früheren Jahren herrührenden, nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen geöffneten gewöhnlichen Rücksendungen fanden sich Geld- und Wertheinschlüsse zum Betrage von Fl. 607. 92 und Wechsel in Höhe von zusammen Fl. 30,745. 77 ; in den 73 Einschreibbriefen, die bei dem Bureau zur amtlichen Eröffnung kamen, wurden Fl. 56. 30 in Courant, Fl. 135 in Banknoten, ferner u. a. ein goldener Ring, ein Kopftuch, ja sogar eine vollständige Jacke mit 10 silbernen Knöpfen vorgefunden.

Neu eingeführt wurden *Freimarken* zum Werthbetrage von 2 Cent.

The following amounts were transmitted to the Colony :—

from the Netherlands . .	fl. 46,510. 31	(in 779 orders)
from Germany " "	732. 38	(" 16 ")
" Switzerland . .	" 109. 51	(" 2 ")
" Belgium " "	935. 75	(" 37 ")
Total	fl. 48,287. 95	(in 834 orders)

Thus the total number of orders exchanged with foreign countries was 13,469 amounting to fl. 1,008,809. 46 (as against 13,752 orders for fl. 1,187,628 in the preceding year), and the aggregate money-order exchange of the Colony in general showed 88,622 orders for fl. 5,564,884. 92 (as against 81,385 orders for fl. 5,458,442. 25 in the preceding year).

While, according to this statement the internal exchange showed a considerable increase, the international exchange showed a somewhat important decrease, which would have been more evident if the money-orders exchanged with Germany, Switzerland and Belgium, being only admitted since these relations since 1876, had been excluded from the statement. The circumstance may undoubtedly be ascribed to the unsatisfactory state of trade and commerce with foreign countries.

The number of *undelivered articles* amounted to 51,577 as against 47,835 in the preceding year, thus showing a considerable increase. Among the number of such articles brought over from previous years, and opened according to the provisions of the law, enclosures of money and valuable articles were found to the amount of fl. 607. 92 and bills of exchange for the total sum of fl. 30,745. 77. The deal registered letters—73 in number—which were officially opened, contained fl. 56. 30 in coin, fl. 135 in banknotes, and, among other things, a gold ring, a handkerchief, and even a complete jacket with 10 silver buttons.

New *postage-stamps* bearing a face value of 2 cents, were introduced.

Pour les voyages de service, il s'est présenté 12,179 cas où les maîtres de poste ont eu à fournir des chevaux à des fonctionnaires; dans 1758 cas, des attelages ont été requis par des particuliers. Les recettes de ce dernier chef se sont élevées à fl. 84,729. 55, tandis que les chevaux fournis aux fonctionnaires voyageant en service, ont donné lieu à une inscription, pour mémoire, d'une recette fictive de fl. 429,838. 60.

Pendant le courant de l'année, le public a fait parvenir au bureau central 131 *réclamations* qui, presque exclusivement, avaient trait au retard ou à la perte d'objets expédiés par la poste, et il a été reconnu que la plupart de ces réclamations n'étaient pas sans fondement. Parmi les faits accidentels qui les ont occasionnées et que le rapport énumère, *les cas de perte* méritent surtout d'attirer l'attention. C'est dans les localités desservies par le chemin de fer Samarang-Vorstenlanden que ces cas ont eu lieu le plus fréquemment et la plupart, par effraction ou brigandage. C'est ainsi que l'on a enlevé fl. 5015. 15 à Tjilatjap, en s'introduisant par effraction dans le local affecté au service, sans que l'enquête ait fait découvrir les auteurs du vol. Au bureau de Banjoemas, une somme moins importante a également été enlevée avec effraction; toutefois, comme on est parvenu à mettre la main sur les coupables, parmi lesquels se trouvait un postillon, l'administration est rentrée, du moins en partie, en possession de la somme soustraite. D'un autre côté, un messenger à pied a été attaqué et dévalisé et, dans ce cas aussi, on a réussi à découvrir les brigands, sur lesquels on a retrouvé intacts les objets dérobés. Lors du naufrage d'un navire faisant le service postal, plusieurs sacs de dépêches se sont perdus avec leur contenu, qui comprenait, entre autres, 46 lettres recommandées; un autre sinistre maritime a eu pour conséquence la perte d'un paquet contenant un nombre assez considérable de lettres ordinaires.

Für Dienstreisen wurden von den *Posthaltereien* in 12,179 Fällen Pferde an Beamte gestellt; Privatpersonen liehen Postpferde in 1758 Fällen. Die Einnahmen hierfür beliefen sich auf Fl. 84,729. 55, während für die zu Dienstreisen hergegebenen Pferde Fl. 429,838. 60 pro forma in Einnahme nachgewiesen wurden.

Während des Jahres liefen bei der Centralstelle 131 *Beschwerden des Publikums* ein. Dieselben betrafen fast ausschliesslich die Verspätung oder das Abhandenkommen von Postsendungen und stellten sich zum grössten Theil als ungünstig heraus. Unter den im Bericht erwähnten sonstigen Vorkommnissen nehmen die *Verlustfälle* die meiste Aufmerksamkeit in Anspruch. Am häufigsten ereigneten sich solche auf der Eisenbahnstrecke Samarang-Vorstenlanden; mehrere waren mit Einbruch und Raubanfällen verbunden. So wurden in Tjilatjap durch Einbruch in das Dienstlokal Fl. 5015. 15 entwendet, ohne dass die Untersuchung zur Entdeckung der Thäter geführt hätte. Aus dem Amtlokal in Banjoemas wurde, ebenfalls durch Einbruch, eine geringere Summe gestohlen, indess durch Ermittlung der Thäter, unter denen sich auch ein Postillon befand, wenigstens theilweise wieder erlangt. Auch ein Postfussbote wurde angefallen und beraubt; es gelang indess auch in diesem Falle, die Räuber, bei denen die gestohlenen Sendungen noch unversehrt vorgefunden wurden, zu ermitteln. Durch den Schiffbruch eines Postschiffes gingen mehrere Briefbeutel mit ihrem Inhalt, darunter 46 Einschreibsendungen, verloren; ein anderer Unfall zur See hatte den Verlust eines Briefpaketes mit einer nicht bedeutenden Zahl von gewöhnlichen Briefen zur Folge.

The *postal relays* provided horses to postal officers for official journeys in 12,179 cases, and to private individuals in 1758 instances. The receipts from this branch of the service amounted to fl. 84,729. 55, while a sum of fl. 429,838. 60, for horses provided for official journeys, was *pro forma* entered to the credit of this account.

During the year, 131 *complaints* were received by the Administration from the public. These complaints concerned almost entirely the delay or the loss of postal articles, and for the most part proved to be founded. Among the other particulars mentioned in the Report, *cases of loss* take a very prominent part. Most of them occurred on the railway line from Samarang to Vorstenlanden, and several were caused by burglary and robbery. Thus, the post-office of Tjilatjap was broken into, and fl. 5015. 15 were stolen, without its having been possible to discover the robbers. A smaller sum was stolen from the office at Banjoemas which was also broken into. But the offenders, and among them a driver in the postal service, having been arrested, the money was, at least in part, recovered. A postal messenger was attacked and robbed, but in this case also the robbers were apprehended, and the stolen articles were got back intact. Several letter bags, and 46 registered articles were lost through the ship-wreck of a mail packet. Another accident at sea caused the loss of a letter-packet which, however, only contained a few ordinary letters.

As concerns the number of *officials*, the report does not contain any information. The sum disbursed in salaries (inclusive of those of telegraph officers, and officials employed in the passenger service) amounted to nearly fl. 950,000. —

Le rapport ne fournit aucun renseignement sur l'effectif du personnel postal: il constate seulement que ce personnel (y compris celui de l'administration des télégraphes et du service de transport des voyageurs) perçoit annuellement, en traitements, près de fl. 950,000 en chiffres ronds.

Le nombre des bâtiments postaux qui sont la propriété de l'administration s'est accru d'une construction nouvelle dans le courant de l'année; ce nombre est actuellement en tout de 45, dont 36 renferment en même temps des logements pour les chefs de bureau. Parmi les 45 bâtiments appartenant à l'administration, 38 sont affectés aux services réunis des postes et des télégraphes et 7 exclusivement réservés au service des postes. Les autres bureaux de poste sont installés, en grande partie, dans des locaux loués à bail, et le reste dans des constructions légères provisoires.

Le résultat financier de l'exploitation postale ne peut être déterminé exactement à cause de la fusion des services postaux et télégraphiques. Les recettes des deux branches de l'administration (y compris le produit fictif des voyages de service en poste et des télégrammes officiels, représenté par une somme de plus de fl. 400,000), se sont élevées à fl. 1,802,482. 74 (dont fl. 541,771. 60 exclusivement attribuables au service télégraphique). Les dépenses atteignent le chiffre de fl. 1,909,326. 10 (sur cette somme la part exclusivement afférente au service télégraphique est de fl. 170,798. 83). La balance générale accuse donc un déficit de 106,843 florins 36 cents.

Le télégraphe est évidemment, pour l'administration des Indes néerlandaises, la branche d'exploitation la plus productive, et ses recettes servent à restreindre les pertes du service postal. C'est le transport des voyageurs surtout qui occasionne à cette administration des dépenses hors de toute proportion avec ses recettes. En effet, les dépenses de ce chef se sont élevées, en 1876, à fl. 335,674. 36, et les recettes à fl. 60,346. 13 seulement. La balance

Ueber die Zahl der Beamten giebt der Bericht keine Auskunft; an Gehalt wurde für dieselben (das Personal der Telegraphenverwaltung und der Personenposten miteingeschlossen) rund nahezu Fl. 950,000 verausgabt.

Die Zahl der Postgebäude, welche Eigenthum der Verwaltung sind, ist während des laufenden Jahres um eines vermehrt worden; dieselbe beläuft sich nunmehr im Ganzen auf 45. Darunter enthielten 36 zugleich Dienstwohnung für den Amtsvorsteher; 38 waren für vereinigte Post- und Telegraphen-Anstalten, 7 ausschliesslich für Postzwecke bestimmt. Die übrigen Postanstalten waren theilweise in gemietheten Räumlichkeiten, zum geringeren Theile aber auch in Nothbauten von leichter Ausführung untergebracht.

Die finanziellen Ergebnisse der Postverwaltung sind wegen der Verschmelzung des Post- und Telegraphen-Etats nicht genau festzustellen. Die Einnahmen beider Verwaltungen (einschliesslich der Fl. 400,000 übersteigenden, nur pro forma berechneten Gebühren für die zu Dienstreisen gestellten Postpferde und für Telegramme in Dienstangelegenheiten) beliefen sich auf Fl. 1,802,482. 74

(Darunter befanden sich Einnahmen lediglich aus dem Telegraphen-Verkehr Fl. 541,771,60.)

Die Ausgaben beliefen sich dagegen auf „ 1,909,326. 10 (Hierunter Betriebskosten für die Telegraphen-Anlagen Fl. 170,798. 83.)

Es ergab sich mithin ein Defizit von Fl. 106,843. 36

Die Telegraphie ist in der Kolonie augenscheinlich der einträglichere Dienstzweig, dessen Einnahmen die Ausgaben der Postverwaltung decken helfen. Letzterer verursacht insbesondere die Personenbeförderung Ausgaben, welche zu den Einnahmen ausser Verhältniss stehen; erstere betragen nämlich Fl. 335,674. 86, die letzteren dagegen thatsächlich nur

The number of postal buildings being the property of the Administration, was augmented by one in the course of the year, and amounted to 45. Of these, 36 contained lodgings for the postmasters; 38 served as post and telegraph-offices, and 7 simply as post-offices. The remaining post-offices were located partly in rented houses, and partly in temporary buildings of a light construction.

The financial result cannot be exactly estimated owing to the fusion of the postal and telegraphic accounts.

The revenue of both Administrations (inclusive of the fees for horses furnished for official journeys, exceeding fl. 400,000, and of fees for official telegrams entered pro forma into the accounts), amounted to

fl. 1,802,482. 74

(of these, fl. 541,771.

60 exclusively concerned the telegraph service.)

The expenditure was „ 1,909,326. 10

(This sum includes an item of fl. 170,798. 83, which exclusively concerns the telegraph service.)

Thus leaving a deficiency of fl. 106,843. 36

It is evident that the telegraph service in the Colony is the more profitable branch, and that its receipts help to cover the expenditure of the postal service. The greatest expenses to the latter arise from the conveyance of passengers, and stand in no proportion to the revenue derived from this source; thus the amount disbursed for this service was fl. 335,674. 86, while the receipts were actually only fl. 60,346. 13. If the items for horse-hire, which were only added pro forma to the receipts, were

serait, il est vrai, plus favorable, si l'on ajoutait aux recettes le produit de la location des chevaux pour voyages de service, produit qui n'est porté en compte que pour la forme.

Fl. 60,346. 13; bei Hinzurechnung der nur pro forma unter den Einnahmen aufgeführten Gebühren für Dienstpferde stellt sich dieses Verhältniss allerdings günstiger.

included in the same, the proportion would, of course, be more favourable.

Le Congrès postal de Paris.

(Suite.)

Les travaux du congrès postal de Paris se sont terminés le 4 juin par la signature de l'arrangement concernant les mandats-poste et du règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de cet arrangement.

La convention principale (Traité de Berne révisé) et l'arrangement concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées, avaient été signés dans la séance du 1^{er} juin, de même que les règlements de détail et d'ordre relatifs à chacun de ces actes.

Ont signé la convention principale et son règlement d'exécution, les délégations des pays ci-après :

Allemagne, République Argentine, Autriche-Hongrie, Belgique, Brésil, Danemark et Colonies danoises, Egypte, Espagne et Colonies espagnoles, Etats-Unis de l'Amérique du Nord, France et Colonies françaises, Grande-Bretagne et diverses colonies anglaises *), Inde britannique, Dominion du Canada, Grèce, Italie, Japon, Luxembourg, Monténégro, Mexique, Norvège, Pays-Bas et Colonies néerlandaises, Pérou, Portugal et Colonies portugaises, Roumanie, Russie, Salvador, Serbie, Suède, Suisse et Turquie.

La Perse, dont le délégué au Congrès s'est trouvé empêché de se rendre à Paris en temps utile, sera admise à signer ultérieurement la convention, moyennant qu'elle consacre son adhésion par un acte diplomatique avec le Gouvernement suisse, avant le 1^{er} avril 1879.

Ont signé l'arrangement et le règlement d'exécution relatif à l'échange

Der Pariser Post-Kongress.

(Fortsetzung.)

Am 4. Juni hat der Pariser Post-Kongress mit der Zeichnung des Postanweisungs-Uebereinkommens und der dazu gehörigen Ausführungs-Uebereinkunft seine Arbeiten beendet.

Der Hauptvertrag (d. i. der revidirte Berner Vertrag) und das Uebereinkommen, betreffend den Austausch von Briefen mit Werthangabe, waren mit den bezüglichen Ausführungs-Reglements schon am 1. Juni unterzeichnet worden.

Die Länder, deren Bevollmächtigte den Hauptvertrag und die dazu gehörige Ausführungs-Uebereinkunft gezeichnet haben, sind folgende:

Deutschland, die Argentinische Republik, Oesterreich-Ungarn, Belgien, Brasilien, Dänemark und die dänischen Kolonien, Egypten, Spanien und die spanischen Kolonien, die Vereinigten Staaten Amerika's, Frankreich und die französischen Kolonien, Grossbritannien und verschiedene britische Kolonien*), British-Indien, Canada, Griechenland, Italien, Japan, Luxemburg, Mexiko, Montenegro, Norwegen, Niederland und die niederländischen Kolonien, Peru, Portugal und die portugiesischen Kolonien, Rumänien, Russland, San Salvador, Serbien, Schweden, Schweiz und die Türkei.

Persien, dessen Bevollmächtigter verhindert war, sich rechtzeitig nach Paris zu begeben, soll zur Unterzeichnung des Vertrages später zugelassen werden, wenn es seinen Beitritt durch einen diplomatischen Akt bei der schweizerischen Regierung vor dem 1. April 1879 erklärt.

The Postal Congress of Paris.

(Continuation.)

The business of the Postal Congress in Paris was brought to its conclusion on the 4th of June by the signature of the Arrangement concerning the exchange of money-orders, and of the Detailed Regulations for the execution of this Arrangement.

The principal Convention (the revised Treaty of Berne), and the Arrangement concerning the exchange of letters with value declared, as well as the Detailed Regulations connected with each of these acts, had been signed in the sitting of the 1st of June.

The delegations of the following countries signed the principal Convention and its Detailed Regulations:—

Germany, Argentine Republic, Austro-Hungary, Belgium, Brazil, Denmark and the Danish Colonies, Egypt, Spain and the Spanish Colonies, the United States of North America, France and the French Colonies, Great Britain and various British Colonies*), British India, the Dominion of Canada, Greece, Italy, Japan, Luxemburg, Montenegro, Mexico, Norway, the Netherlands and the Netherland Colonies, Peru, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, San Salvador, Servia, Sweden, Switzerland, and Turkey.

Persia, whose delegate was prevented from reaching Paris in due time, will be admitted to sign the Convention at a later period, on condition of confirming her adhesion by a diplomatic act to be exchanged

*) Celles qui font actuellement partie de l'Union.

*) d. i. die schon jetzt dem Verein angehörenden Kolonien.

*) Those which at present belong to the Union.

des lettres avec valeurs déclarées, les délégations de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark et des Colonies danoises, de l'Égypte, de la France et des Colonies françaises, de l'Italie, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal et des Colonies portugaises, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie, de la Suède et de la Suisse.

Enfin l'arrangement pour l'échange des mandats-poste et le règlement d'ordre et de détail y relatif ont été signés par les délégations de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Égypte, de la France et des Colonies françaises, de l'Italie, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, de la Roumanie, de la Suède et de la Suisse.

Tous ces actes entreront en vigueur le 1^{er} avril 1879.

Nous allons indiquer, aussi succinctement que possible, les changements apportés par le Congrès aux différents projets qui avaient été préparés, par l'Administration française avec le concours du Bureau international, pour servir de bases aux délibérations de cette assemblée.

Ces projets ont été publiés in extenso par l'*Union postale*: la simple mention des modifications de quelque importance qui y ont été introduites suffira donc pour que nos lecteurs se rendent un compte exact de l'œuvre importante accomplie par le Congrès de Paris.

1^{re} partie — Convention.

(v. *Union postale* du 1^{er} février 1878.)

Article premier.

La dénomination de „Union générale des Postes“ est remplacée par celle de „Union postale universelle“.

Art. 2.

Les cartes-correspondance reçoivent la désignation de cartes postales.

Art. 3.

La proposition de remplacer le

Das Uebereinkommen, betreffend den Austausch von Briefen mit Werthangabe, und das dazu gehörige Ausführungs-Reglement sind gezeichnet worden durch die Vertreter von Deutschland, Oesterreich-Ungarn, Belgien, Dänemark und den dänischen Kolonien, Egypten, Frankreich und den französischen Kolonien, Italien, Luxemburg, Norwegen, Niederland, Portugal und den portugiesischen Kolonien, Rumänien, Russland, Serbien, Schweden und der Schweiz.

Endlich sind dem Postanweisungs-Uebereinkommen und dem dazu gehörigen Ausführungs-Reglement beigetreten: Deutschland, Oesterreich-Ungarn, Belgien, Dänemark, Egypten, Frankreich und die französischen Kolonien, Italien, Luxemburg, Norwegen, Niederland, Portugal, Rumänien, Schweden und die Schweiz.

Alle diese Akte werden am 1. April 1879 in Kraft treten.

Nachstehend wollen wir kurz die Aenderungen anführen, welche der Kongress in den verschiedenen Entwürfen getroffen hat, die von der französischen Postverwaltung unter Mitwirkung des internationalen Bureau's als Grundlage für die Berathungen ausgearbeitet worden waren. Da diese Entwürfe durch die *Union postale* s. Z. vollständig veröffentlicht worden sind, so werden sich unsere Leser ein deutliches Bild von dem wichtigen Werke machen können, dessen Vollendung dem Pariser Kongresse zu danken ist.

1. Theil. — Vertrag.

(S. *Union postale* vom 1. Februar 1877.)

Art. 1.

Anstatt der Bezeichnung des Vereins als „allgemeiner Postverein“ ist die Bezeichnung „Weltpostverein“ eingeführt worden.

Art. 2.

Die „cartes correspondance“ haben die Bezeichnung „cartes postales“ erhalten.

Art. 3.

Die für das Wort „transit“ vor-

with the Swiss Government, before the 1st of April 1879.

The Arrangement, and the Detailed Regulations for the exchange of letters with value declared were signed by the delegations of Germany, Austro-Hungary, Belgium, Denmark and the Danish Colonies, Egypt, France and the French Colonies, Italy, Luxemburg, Norway, the Netherlands, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Servia, Sweden, and Switzerland.

Lastly, the Arrangement concerning the exchange of money-orders, and its Detailed Regulations were signed by the delegations of Germany, Austro-Hungary, Belgium, Denmark, Egypt, France and the French Colonies, Italy, Luxemburg, Norway, the Netherlands, Portugal, Roumania, Sweden, and Switzerland.

All these acts will enter into force on the 1st of April 1879.

We will now point out, as briefly as possible, the alterations made by the Congress in the different projects which had been prepared by the French Administration with the cooperation of the International Office, in order to serve as the basis of the deliberations of that Assembly. These projects were published in extenso in the *Union postale*.

The simple enumeration of the more important changes and alterations introduced into the same will, therefore, be sufficient to enable our readers to estimate exactly the extent of the important work accomplished by the Congress of Paris.

1st part. — Convention.

(See *L'Union postale*, 1st February 1876.)

Article 1.

The title of „Universal Postal Union“ was substituted for that of „General Postal Union“.

Article 2.

The „*cartes correspondance*“ were designated by the name of „*cartes postales*“.

Article 3.

The proposed substitution of the

mot „transit“ par l'expression „port intermédiaire“ n'est pas adoptée. Les dispositions de cet article reçoivent en outre deux modifications importantes.

1° Quant au prix du transport maritime, qui est fixé à 15 francs par kilog. de lettres ou cartes postales et à 1 fr. par kilog. d'autres objets, sauf maintien des conditions existantes partout où ce transport est actuellement, soit gratuit, soit soumis à des prix moins élevés. Toutefois le prix de fr. 6. 50 par kilog. de lettres ou cartes postales est, partout où il existe aujourd'hui, réduit à 5 fr. A l'égard des frais de transit maritime, il est en outre stipulé que, en cas de transport par mer, effectué par deux ou plusieurs administrations, les frais du parcours total ne peuvent dépasser 15 fr. par kilog. de lettres ou cartes postales et 1 fr. par kilog. d'autres objets.

2° Quant à la période de renouvellement de la statistique générale du transit, que le projet proposait de fixer à un an, et pour laquelle la convention adopte le terme de deux ans.

Art. 4.

Après le 4^e alinéa de cet article, il est ajouté:

„La taxe des papiers d'affaires ne peut être inférieure à 25 c^{es} par envoi et celle des échantillons ne peut être inférieure à 10 c^{es} par envoi.“

Les alinéas 5 et 6 sont remplacés par les suivants:

„Il peut être perçu, en sus des taxes et des minima fixés par les §§ précédents:

„1° Pour tout envoi soumis à des frais de transit maritime de 15 fr. par kilogramme de lettres ou cartes postales et de 1 fr. par kilog. d'autres objets, une surtaxe qui ne peut dépasser 25 c^{es} par port simple pour les lettres, 5 c^{es} par carte postale et 5 c^{es} par 50 grammes ou fraction de

geschlagene Bezeichnung „port intermédiaire“ ist nicht angenommen worden.

Ferner haben die Bestimmungen dieses Artikels folgende wichtige Aenderungen erfahren:

1. Das Seetransitporto ist auf 15 Fr. für das Kgr. Briefe und Postkarten und auf 1 Fr. für das Kgr. anderer Gegenstände festgesetzt worden, doch sollen überall, wo zur Zeit mässiger Sätze bestehen oder wo die Beförderung unentgeltlich stattfindet, die desfallsigen Bestimmungen aufrecht erhalten bleiben. Endlich sind die Transitkosten da, wo dieselben gegenwärtig 6½ Fr. für das Kgr. Briefe oder Postkarten betragen, auf 5 Fr. ermässigt, und ist die Bestimmung getroffen worden, dass in denjenigen Fällen, wenn die Beförderung zur See mittelst der Verbindungen zweier oder mehrerer Verwaltungen stattfindet, die Transitkosten im Ganzen den Betrag von 15 Fr. für das Kgr. Briefe oder Postkarten und von 1 Fr. für das Kgr. anderer Gegenstände nicht übersteigen dürfen.

2. Die statistischen Ermittlungen zur Feststellung der Transitgebühren, welche nach dem Entwurfe jährlich stattfinden sollten, werden nur alle 2 Jahre angestellt.

Art. 4.

Hinter dem 4. Absatze dieses Artikels ist folgender Zusatz eingeschaltet worden:

„Das Porto für Geschäftspapiere darf nicht weniger als 25 C^{es} und dasjenige für Waarenproben nicht weniger als 10 C^{es} für jede Sendung betragen.“

Die Absätze 5 und 6 sind wie folgt abgeändert worden:

„Ausser den in den vorstehenden §§ festgesetzten Taxen und Minimalsätzen können noch zur Erhebung kommen:

„1. Für Sendungen, welche dem Seetransitporto von 15 Fr. für das Kgr. Briefe oder Postkarten und von 1 Fr. für das Kgr. anderer Gegenstände unterliegen, ein Zuschlagporto, welches bei Briefen 25 C^{es} für jede Briefrate, bei Postkarten 5 C^{es} und bei

term of „intermediary conveyance“ for that of „transit“ was not adopted.

Two important modifications were, moreover, introduced into the provisions of this Article.

1° The rates for the sea-transportation were fixed at 15 fr. per kilogramme for letters or post-cards, and at 1 fr. per kilogramme for other articles; but wherever this transportation is, at present, either gratuitous or subject to lower rates, these conditions are to be maintained. Nevertheless, the rate of fr. 6. 50 per Kilogramme for letters or post-cards is, wherever at present applied, to be reduced to fr. 5. Lastly it was stipulated that, in the case of a conveyance by sea effected by two or more Administrations, the expenses of maritime transit may not exceed, for the whole distance, 15 fr. per kilogramme of letters or post-cards, and 1 fr. per kilogramme of other articles.

2° As concerns the period for taking the general statistics of transit, it was fixed at 2 years, instead of at 1 year, as proposed in the project.

Article 4.

The following provision was inserted after the 4th paragraph of this Article:—

„The rate of postage for legal and commercial documents may not be less than 25 centimes per packet, and that for patterns and samples may not be less than 10 centimes per packet.“

The following paragraphs were substituted for paragraphs 5 and 6:—

„There may be levied, in addition to the rates and minima fixed by the preceding paragraphs:—

„1° On every article liable to the maritime transit rates of 15 fr. per kilogramme of letters or post-cards and 1 fr. per kilogramme of other articles, a surtax which may not exceed 25 centimes per single rate for letters, 5 centimes per post-card, and 5 centimes

„50 grammes pour les autres objets. Par mesure de transition, il peut être perçu une surtaxe jusqu'à concurrence de 10 c^{es} par port simple pour les lettres soumises à des frais de transit maritime de 5 fr. par kilogramme.“

A l'avant-dernier alinéa, les dimensions des échantillons sont limitées à 20 centimètres de longueur sur 10 de largeur et 5 d'épaisseur.

Le dernier alinéa est modifié comme suit :

„Enfin, aux paquets de papiers d'affaires et d'imprimés de toute nature dont le poids dépasse 2 kilogrammes.“

Par conséquent, ces objets ne sont assujettis à aucune limite de dimension.

Art. 5.

Le droit fixe de recommandation est de 25 c^{es} au maximum dans les États européens, et de 50 c^{es} au maximum dans les autres pays.

Le droit de l'avis de réception est de 25 c^{es} au maximum.

Après le 6^e alinéa, concernant la responsabilité pour la perte d'objets recommandés, la convention consacre la restriction ci-après :

„Par mesure de transition, il est permis aux administrations des pays hors d'Europe, dont la législation est actuellement contraire au principe de la responsabilité, d'ajourner l'application de la clause qui précède jusqu'au jour où elles auront pu obtenir du pouvoir législatif l'autorisation d'y souscrire; jusqu'à ce moment, les autres Administrations de l'Union ne sont pas astreintes à payer une indemnité pour la perte, dans leurs services respectifs, d'envois recommandés à destination ou provenant des dits pays.“

Art. 6.

Cet article est remplacé par le suivant :

„anderen Gegenständen 5 C^{es} für je 50 Gr. oder einen Theil davon nicht überschreiten darf. Als Uebergangs-Massregel ist es jedoch gestattet, ein Zuschlagporto bis zu 10 C^{es} für den einfachen Portosatz der Briefe auch dann zu erheben, wenn die Seetransitkosten sich auf nur 5 Fr. für das Kgr. Briefe belaufen.“

Im vorletzten Absatze sind die Dimensionen der Waarenproben auf 20 Cm. Länge, 10 Cm. Breite und 5 Cm. Dicke festgesetzt worden.

Der letzte Absatz hat folgende Fassung erhalten :

„4. Geschäftspapiere oder Drucksachen jeder Art im Gewichte von mehr als 2 Kgr.“

Für Gegenstände dieser Art besteht daher bezüglich der zulässigen Dimensionen keine Beschränkung.

Art. 5.

Die Einschreibgebühr soll in den europäischen Staaten nicht über 25 C^{es} und in anderen Ländern nicht über 50 C^{es} betragen.

An Rückscheingebühren dürfen nicht mehr als 25 C^{es} erhoben werden.

Dem 6. Absatze, betreffend die Ersatzleistung in Fällen des Verlustes von Einschreibsendungen ist folgender Passus hinzugefügt worden :

„Als Uebergangs-Massregel ist es denjenigen aussereuropäischen Verwaltungen, deren Gesetzgebung dem Grundsatz der Gewährleistung entgegensteht, gestattet, die vorstehende Bestimmung erst von dem Zeitpunkte in Anwendung zu bringen, von welchem ab sie gesetzlich ermächtigt sind, eine derartige Verpflichtung zu übernehmen. Bis dahin sind auch die übrigen Vereinsverwaltungen nicht gehalten, für die auf ihrem Gebiete in Verlust gerathenen Einschreibsendungen nach und aus den betreffenden Ländern eine Entschädigung zu zahlen.“

Art. 6

ist, wie folgt, abgeändert worden :
„Diejenigen Vereinsländer, welche

“per 50 grammes or fraction of 50 grammes for other articles. As a transitional measure, a surtax of not exceeding 10 centimes per single rate, may be levied on letters which are subject to the sea transit rate of 5 fr. per kilogramme.”

In the last paragraph but one, the dimensions of patterns and samples were limited to 20 centimètres in length, by 10 in width, and 5 in depth.

The last paragraph was modified as follows :—

“Lastly, packets of legal and commercial documents, and of printed matter of every description, the weight of which exceeds 2 kilogrammes.”

Consequently, these articles are not subject to any limit of size.

Article 5.

The registration-fee was fixed at 25 centimes, maximum, in the European States, and at 50 centimes, maximum, in the other countries.

The fee for an acknowledgment of receipt was fixed at 25 centimes for the maximum.

The following restriction was laid down in the Convention, after the 6th paragraph, concerning the responsibility for lost registered articles:—

“As a transitional measure, the Administrations of the countries out of Europe, the legislations of which are, at present, against the principle of responsibility, are allowed to postpone the application of the preceding clause, until the day on which they shall have obtained, from their respective legislatures, the authorization to adhere to the same. Until such moment, the other Administrations of the Union are not bound to pay any indemnity for the loss, in their respective services, of registered articles, intended for or originating in, the said countries.”

Article 6.

For this Article the following was substituted :—

„Ceux des pays de l'Union qui „n'ont pas le franc pour unité „monétaire fixent leurs taxes à „l'équivalent, dans leur monnaie „respective, des taux déterminés „par les articles 5 et 6 précédents (4 et 5 du projet). „Ces pays ont „la faculté d'arrondir les fractions „conformément au tableau inséré „au règlement d'exécution mentionné à l'art. 14 de la présente „convention.“ (Art. 13 du projet.) Le tableau des équivalents et la disposition qui y fait suite sont, par conséquent, reportés au règlement.

Art. 7.

Le 3^e alinéa de cet article est supprimé.

Art. 8.

La fin du 2^e alinéa, à partir des mots : „ou que ceux applicables“ est également supprimée. Toutefois il est entendu que la perception d'un droit spécial sur les lettres tardives est facultative.

Art. 10.

Le dernier alinéa de cet article est seul maintenu sans modification. Les autres sont remplacés par ce qui suit :

„Il est interdit au public d'expédier par la voie de la poste :

„1^o les lettres ou paquets contenant soit des matières d'or ou d'argent, soit des pièces de monnaie, soit des bijoux ou des objets précieux ;

„2^o des envois quelconques contenant des objets passibles de droits de douane.

„Dans le cas où un envoi tombant sous l'une de ces prohibitions est livré par une administration de l'Union à une autre administration de l'Union, celle-ci procède de la manière et dans les formes prévues par sa législation ou par ses règlements intérieurs.“

Art. 11.

Le 10^e alinéa est complété par la disposition suivante : „à moins

„den Franken nicht zur Münzeinheit haben, lassen die in den vorstehenden Artikeln 5 und 6 (4 und 5 des Entwurfs) „bezeichneten „Taxen mit den entsprechenden „Sätzen in ihrer Landeswährung erheben. Etwaige Bruchtheile können von diesen Ländern nach Massgabe derjenigen Tabelle abgerundet werden, welche der im Art. 14 des Vertrages (Art. 13 des Entwurfs) „erwähnten Ausführungs-Uebereinkunft beigefügt ist.“

Die Tabelle mit Angabe der in den Landeswährungen zu erhebenden Portosätze und die darauf folgenden Bestimmungen sind somit in das Règlement übernommen worden.

Art. 7.

Der 3. Absatz dieses Artikels ist gestrichen.

Art. 8.

Im 2. Absatze kommt der Schlusspassus von den Worten „oder denjenigen, welche etc.“ ab, ebenfalls in Wegfall. Man ist jedoch darüber einverstanden, dass für Spätlingsbriefe eine besondere Gebühr erhoben werden darf.

Art. 10.

Dieser Artikel hat, abgesehen von dem unverändert gebliebenen letzten Absatze, folgende Fassung erhalten:

„Dem Publikum ist nicht gestattet, durch die Post zu befördern :

„1. Briefe oder Packete mit Gold- oder Silbersachen, Geldstücken, Juwelen oder kostbaren Gegenständen ;

„2. Sendungen jeder Art, welche zollpflichtige Gegenstände enthalten.

„Falls eine Sendung, welche unter eins dieser Verbote fällt, von einer Vereinsverwaltung einer andern Vereinsverwaltung überliefert wird, verfährt die letztere nach Massgabe der bestehenden Gesetzgebung bz. der für den innern Verkehr erlassenen Verordnungen.“

Art. 11.

Dem 10. Absatze ist die nachstehende Bestimmung hinzugefügt

„Those of the countries of the Union which have not the franc as monetary unit, fix their rates at the equivalent, in their respective currencies, of the rates determined by the foregoing Articles 5 and 6 (4 and 5 of the project). These countries have the power to round off the fractions in conformity with a table laid down in the Detailed Regulations mentioned under Article 14 of the present Convention.“ (Article 13 of the project.)

The table of equivalents, and the provision connected with it, were consequently transferred to the Regulations.

Article 7.

The 3^d paragraph of this Article was struck out.

Article 8.

The end-part of the second paragraph beginning with the words:— „or than those chargeable“, was struck out. The levying of a special fee on late letters was, however, left optional.

Article 10.

The last paragraph of this Article was alone maintained without any modification. The following paragraphs were substituted for the others:—

„The public is prohibited from forwarding by means of the post:—

„1^o Letters or packets containing either gold or silver matter, or pieces of money, or jewels, or precious articles ;

„2^o Any packets whatever containing articles liable to Customs duties.

„In case an article to which one of these prohibitions is applicable, is delivered by one Administration of the Union to another Administration of the Union, the latter proceeds according to the manner and forms contemplated by its legislation or by its domestic regulations.“

Article 11.

The 10th paragraph was completed by the addition of the following pro-

„que ces relations n'impliquent l'affranchissement obligatoire et partiel, auquel cas le dit pays de l'Union a droit à la bonification des prix de transit territorial fixés par l'article 4 précédent.“ (Art. 3 du projet.)

A l'alinéa suivant, le mot „annuels“ est supprimé.

Art. 13.

Au dernier alinéa les mots : „pour la fixation de rayons limitrophes avec taxe réduite“, sont remplacés par ceux-ci : „pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres.“

Art. 17.

La fin du 3^e alinéa est supprimée, à partir des mots : „mais l'entrée effective.“

Art. 18.

Le 2^e alinéa est modifié comme suit :

„Toutefois, un congrès doit avoir lieu au moins tous les cinq ans.“

Le dernier alinéa reçoit la rédaction ci-après :

„Chaque congrès fixe le lieu de la réunion du prochain congrès.“*)

„Pour les conférences, les administrations fixent les lieux de réunion sur la proposition du Bureau international.“

Art. 19.

Les conditions requises pour la modification ou l'interprétation des dispositions du règlement sont éliminées du 4^e alinéa pour être reportées au règlement lui-même.

Art. 20.

L'article 20 du projet est modifié et rédigé comme suit :

„Sont considérés comme formant, pour l'application des articles 16, 19 et 20 précédents (art. 15, 18 et 19 du projet), un seul pays

worden : „es sei denn, dass für diese Verbindungen der Frankirungszwang für eine Theilstrecke besteht, in welchem Falle die erwähnte Vereinsverwaltung die im Art. 4 (Art. 3 des Entwurfs) „bezeichneten Landtransitporto-Sätze zu beanspruchen hat.“

In dem folgenden Absatz kommt das Wort „jährlicher“ in Wegfall.

Art. 13.

Im letzten Absatz tritt an die Stelle der Worte „wegen Festsetzung ermässiger Taxen für den Verkehr in den Grenzbezirken“ der Passus „wegen Einführung ermässiger Taxen innerhalb eines Grenzrayons von 30 Kilometern.“

Art. 17.

Der Schlusssatz des 3. Absatzes ist von den Worten „doch kann der eigentliche Beitritt“ ab gestrichen worden.

Art. 18.

Der 2. Absatz hat folgende Fassung erhalten :

„Mindestens alle 5 Jahre soll jedoch ein Kongress zusammen-treten.“

Der letzte Absatz ist, wie folgt, geändert : „Jeder Kongress setzt fest, wo der nächste Kongress stattfinden soll*).

„Für die Konferenzen haben die Verwaltungen auf Vorschlag des internationalen Bureau's den Ort des Zusammentritts zu bestimmen.“

Art. 19.

Die Festsetzungen bezüglich der Abänderung oder Auslegung von Bestimmungen des Ausführungs-Reglements sind im 4. Absatze gestrichen und in das Reglement übernommen worden.

Art. 20

hat folgende Fassung erhalten : „Hinsichtlich der Anwendung der Art. 16, 19 und 20 (Art. 15, 18 und 19 des Entwurfs) „werden als ein einziges Land oder, eintretenden

vision :—“provided that these relations do not imply compulsory and partial prepayment, in which case the said country of the Union is entitled to the territorial transit rates fixed by the preceding Article 4.” (Article 3 of the project.)

In the following paragraph the word „annual“ was eliminated.

Article 13.

In the last paragraph the words : „on the subject of the adoption of reduced rates within a radius of 30 kilometres“ were substituted for the passage :—“on the subject of the determination of radii in adjacent countries, within which a lower rate of postage may be taken.”

Article 17.

The end-part of the 3^d paragraph beginning with the words :—“But the actual entry” was struck out.

Article 18.

The 2^d paragraph was altered as follows :—

“A Congress, however, must be held at least every five years.”

The following wording was given to the last paragraph :—

“Every Congress fixes the place of meeting of the next Congress.*)

“As concerns the Conferences, the Administrations fix the places of meeting on the proposal of the International Office.”

Article 19.

The conditions necessary for the modification or interpretation of the provisions of the Regulations were eliminated from the 4th paragraph, and transferred to the Regulations.

Article 20.

Article 20 of the project was altered, and worded as follows :—

“The following are considered as forming, for the application of the foregoing Articles 16, 19, and 20 (Article 15, 18, and 19 of the pro-

*) L'assemblée a décidé, dans sa séance du 28 mai, que le prochain congrès se tiendra à Lisbonne.

*) In der Sitzung vom 28. Mai ist Lissabon als nächster Kongressort gewählt worden.

*) In its sitting of the 28th of May, the Assembly decided that the next Congress should be held in Lisbon.

„ou une seule administration suivant le cas :

- „ 1° L'Empire de l'Inde britannique;
- „ 2° Le Dominion du Canada;
- „ 3° L'ensemble des Colonies danoises ;
- „ 4° L'ensemble des Colonies espagnoles ;
- „ 5° L'ensemble des Colonies françaises ;
- „ 6° L'ensemble des Colonies néerlandaises ;
- „ 7° L'ensemble des Colonies portugaises.“

Art. 21.

La date de la mise à exécution de la Convention est fixée au 1^{er} avril 1879.

Art. 22.

2^e alinéa. Il n'est stipulé aucun délai pour la ratification, et il est décidé que les actes de ratification seront échangés à Paris.

3^e alinéa. La Convention porte la date du 1^{er} juin 1878.

Les délégués signataires de la Convention sont MM. :

- D^r STEPHAN, GÜNTHER et SACHSE, pour l'Allemagne;
- CARLOS CALVO, pour la République Argentine ;
- DEWEZ, pour l'Autriche ;
- GERVAY, pour la Hongrie ;
- J. VINCHENT et F. GIFE, pour la Belgique ;
- Vicomte d'ITAJUBA, pour le Brésil ;
- SCHOU, pour le Danemark et les Colonies danoises ;
- A. CAILLARD, pour l'Égypte ;
- G. CRUZADA VILLAAMIL et E.-C. DE NAVASQÜES, pour l'Espagne et les Colonies espagnoles ;
- JAMES N. TYNER et JOSEPH H. BLACKFAN, pour les Etats-Unis de l'Amérique du Nord ;
- LÉON SAY, AD. COCHERY et A. BESNIER, pour la France ;
- E. ROY, pour les Colonies françaises ;
- F.-O. ADAMS, W.-J. PAGE et A. MACLEAN, pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies anglaises ;

„Falls, als eine einzige Verwaltung angesehen :

- „1. das britische Reich in Indien ;
- „2. Canada ;
- „3. die gesammten dänischen Kolonien ;
- „4. die gesammten spanischen Kolonien ;
- „5. die gesammten französischen Kolonien ;
- „6. die gesammten niederländischen Kolonien ;
- „7. die gesammten portugiesischen Kolonien.“

Art. 21.

Als Zeitpunkt des Inkrafttretens ist der 1. April 1879 angenommen worden.

Art. 22.

2. Absatz. Eine Ratifikationsfrist ist nicht festgesetzt, dagegen aber bestimmt worden, dass die Ratifikationsurkunden in Paris ausgetauscht werden sollen.

3. Absatz. Der Vertrag trägt das Datum von 1. Juni 1878.

Die Delegirten, welche den Vertrag unterzeichnet haben, sind folgende Herren :

- Dr. STEPHAN, GÜNTHER und SACHSE, für Deutschland ;
- CARLOS CALVO, für die Argentinische Republik ;
- DEWEZ, für Oesterreich ;
- GERVAY, für Ungarn ;
- J. VINCHENT und F. GIFE, für Belgien ;
- Vicomte d'ITAJUBA, für Brasilien ;
- SCHOU, für Dänemark und die dänischen Kolonien ;
- A. CAILLARD, für Egypten ;
- G. CRUZADA VILLAAMIL und EMILIO C. DE NAVASQÜES, für Spanien und die spanischen Kolonien ;
- JAMES N. TYNER und JOSEPH H. BLACKFAN, für die Vereinigten Staaten Amerika's ;
- LÉON SAY, AD. COCHERY und A. BESNIER, für Frankreich ;
- E. ROY, für die französischen Kolonien ;
- F. O. ADAMS, W. J. PAGE und A. MACLEAN, für Grossbritannien und verschiedene britische Kolonien ;

ject), "a single country, or a single Administration, as the case may be :—

- "1° The Empire of British India ;
- "2° The Dominion of Canada ;
- "3° The whole of the Danish Colonies ;
- "4° The whole of the Spanish Colonies ;
- "5° The whole of the French Colonies ;
- "6° The whole of the Netherland Colonies ;
- "7° The whole of the Portuguese Colonies."

Article 21.

The date on which the Convention is to take effect was fixed for the 1st of April 1879.

Article 22.

2^d paragraph. No limit of time was fixed for the ratification, and it was decided that the acts of ratification should be exchanged in Paris.

3^d paragraph. The Convention bears the date of the 1st of June 1878.

The delegates who signed the Convention were Messrs. :—

- D^r STEPHAN, GÜNTHER, and SACHSE, for Germany ;
- CARLOS CALVO, for the Argentine Republic ;
- DEWEZ, for Austria ;
- GERVAY, for Hungary ;
- J. VINCHENT, and F. GIFE, for Belgium ;
- VISCOUNT D'ITAJUBA, for Brazil ;
- SCHOU, for Denmark and the Danish Colonies ;
- A. CAILLARD, for Egypt ;
- G. CRUZADA VILLAAMIL, and E. C. NAVASQÜES, for Spain and the Spanish Colonies ;
- JAMES N. TYNER, and JOSEPH H. BLACKFAN, for the United States of North America ;
- LÉON SAY, AD. COCHERY, and A. BESNIER, for France ;
- E. ROY, for the French Colonies ;
- F. O. ADAMS, W. J. PAGE, and A. MACLEAN, for Great Britain and various British Colonies ;

FRÉD.-R. HOGG, pour l'Inde britannique ;
 F.-O. ADAMS, W.-J. PAGE et A. MACLEAN, pour le Canada ;
 N.-P. DELYANNI et A. MANSOLAS, pour la Grèce ;
 G.-B. TANTESIO, pour l'Italie ;
 NAONOBOU SAMESHIMA et SAMUEL M. BRYAN, pour le Japon ;
 V. DE ROEBE, pour le Luxembourg ;
 G. BARREDA, pour le Mexique ;
 DEWEZ, pour le Monténégro ;
 CHR. HEFTY, pour la Norvège ;
 HOFSTEDÉ et Bⁿ SWEERTS DE LANDAS-WYBORGH, pour les Pays-Bas et les Colonies néerlandaises ;
 JUAN M. DE GOYENECHÉ, pour le Pérou ;
, pour la Perse ;
 G.-A. DE BARROS, pour le Portugal et les Colonies portugaises ;
 C.-F. ROBESCO, pour la Roumanie ;
 BARON VELHO et GEORGES POGGENPOHL, pour la Russie ;
 J.-M. TORRÈS-CAICEDO, pour le Salvador ;
 MLADEN F. RADOYCOVITCH, pour la Serbie ;
 W. ROOS, pour la Suède ;
 D^r KERN et ED. HÖHN, pour la Suisse ;
 BEDROS COUYOUMGIAN, pour la Turquie.

Bibliographie postale.

A. V. WITTMANN, employé des postes I. & R. d'Autriche. — Vocabulaire pratique des termes techniques du service postal. Vienne, chez l'auteur.

Dans la brochure qu'il vient de publier sous ce titre, M^r WITTMANN s'est imposé la tâche difficile de réunir et de classer par ordre alphabétique tous les termes particuliers en usage dans le service des postes, avec indication, en regard de l'expression allemande, des termes équivalents en français, allemand et italien.

Fr. R. HOGG, für Britisch-Indien ;
 F. O. ADAMS, W. J. PAGE und A. MACLEAN, für Canada ;
 N. P. DELYANNI und A. MANSOLAS, für Griechenland ;
 G. B. TANTESIO, für Italien ;
 NAONOBOU SAMESHIMA und SAMUEL M. BRYAN, für Japan ;
 V. DE ROEBE, für Luxemburg ;
 G. BARREDA, für Mexico ;
 DEWEZ, für Montenegro ;
 CHR. HEFTY, für Norwegen ;
 HOFSTEDÉ und BARON SWEERTS DE LANDAS-WYBORGH, für Niederland und die niederländischen Kolonien ;
 JUAN M. DE GOYENECHÉ, für Peru ;
, für Persien ;
 G. A. DE BARROS, für Portugal und die portugiesischen Kolonien ;
 C. F. ROBESCO, für Rumänien ;
 BARON VELHO und GEORGES POGGENPOHL, für Russland ;
 J. M. TORRÈS-CAICEDO, für San Salvador ;
 MLADEN F. RADOYCOVITCH, für Serbien ;
 W. ROOS, für Schweden ;
 DR. KERN und ED. HÖHN, für die Schweiz ;
 BEDROS COUYOUMGIAN, für die Türkei.

Bücherkunde.

A. V. WITTMANN, K. K. österreichischer Post Official. Parallel-Lexikon für post-ämtliche Fach-Ausdrücke in deutscher, französischer, englischer und italienischer Sprache. — Wien. Verlag des Verfassers.

Der Verfasser hat unter obigem Titel auf einem Druckbogen den Versuch gemacht, eine Zusammenstellung der im posttechnischen Dienste gebräuchlichen Ausdrücke mit Angabe der in den genannten vier Sprachen in den einzelnen Ländern dafür bestehenden Bezeichnungen zu liefern.

FRED. R. HOGG, for British India ;
 F. O. ADAMS, W. O. PAGE, and A. MACLEAN, for Canada ;
 N. P. DELYANNI, and A. MANSOLAS, for Greece ;
 G. B. TANTESIO, for Italy ;
 NAONOBOU SAMESHIMA, and SAMUEL M. BRYAN, for Japan ;
 V. DE ROEBE, for Luxemburg ;
 G. BARREDA, for Mexico ;
 DEWEZ, for Montenegro ;
 CHR. HEFTY, for Norway ;
 HOFSTEDÉ, and BARON SWEERTS DE LANDAS-WYBORGH, for the Netherlands and the Netherland Colonies ;
 JUAN N. DE GOYENECHÉ, for Peru ;
, for Persia ;
 G. A. DE BARROS, for Portugal and the Portuguese Colonies ;
 C. F. ROBESCO, for Roumania ;
 BARON VELHO, and GEORGE POGGENPOHL, for Russia ;
 J. M. TORRÈS-CAICEDO, for San Salvador ;
 MLADEN F. RADOYCOVITCH, for Servia ;
 W. ROOS, for Sweden ;
 D^r KERN, and ED. HÖHN, for Switzerland ;
 BEDROS COUYOUMGIAN, for Turkey.

Bibliography.

A. V. WITTMANN, Imperial Royal Austrian Post Office official. Practical Dictionary of the technical terms in use in the postal service, in the German, French, English, and Italian languages. Vienna, to be obtained from the author.

The author has published under the above title a pamphlet consisting of an attempt to give a list of the technical terms in use in the postal service, with the translation of these expressions in the above-mentioned languages.

Communications.

Nous apprenons que la convention postale, en vigueur depuis 1874, entre l'Allemagne et le Pérou, a été résiliée et cessera ses effets le 5 Juillet prochain; les échanges directs entre les deux pays prendront donc fin à partir de cette date.

En revanche, le Pérou a fait parvenir à l'administration des postes suisses une demande d'admission dans l'Union générale des postes et son entrée dans l'Union s'effectuera probablement le 1^{er} octobre 1878.

* * *

A la date du 25 mai dernier il a été conclu, entre la France et l'Autriche-Hongrie, un arrangement concernant l'échange réciproque des mandats-poste. L'entrée en vigueur de cet arrangement aura probablement lieu très prochainement.

La transmission des fonds se fera au moyen des formulaires de mandats en usage dans les deux pays contractants, pour les envois d'argent à l'étranger.

Le montant d'un mandat ne pourra excéder la somme de fr. 375 s'il est émis en France, et celle de fl. 150 s'il est émis en Autriche ou en Hongrie.

Chacune des deux Administrations se réserve le droit de fixer à son gré la taxe des mandats émis sur son territoire.

L'administration qui aura délivré les mandats payera à l'administration qui les aura acquittés la moitié des taxes perçues par elle.

Pour ce partage, le florin sera considéré comme l'équivalent de fr. 2. 50 et le franc comme l'équivalent de 40 neukreuzer.

* * *

Nous lisons dans la „Deutsche Verkehrs-Zeitung“ qu'il existe à Copenhague une société de construction que les facteurs des postes de cette ville ont fondée, depuis 1872, dans le but de procurer des logements à

Mittheilungen.

Wie wir hören, tritt vom 5. Juli ab der zwischen Deutschland und Peru seit 1874 bestehende Postvertrag in Folge Kündigung ausser Kraft, so dass vom erwähnten Tage ab ein Austausch unmittelbarer Briefkartenschlüsse zwischen beiden Ländern nicht mehr stattfindet.

Dagegen hat Peru bei dem schweizerischen Postdepartement um Aufnahme in den allgemeinen Postverein nachgesucht, und wird der Beitritt voraussichtlich vom 1. Oktober d. J. ab erfolgen.

* * *

Unterm 25. Mai d. J. ist zwischen Frankreich und Oesterreich-Ungarn ein den gegenseitigen Austausch von Postanweisungen betreffendes Uebereinkommen abgeschlossen worden, welches voraussichtlich in nächster Zeit in Kraft treten wird.

Die Uebermittlung der Beträge erfolgt durch Postanweisungen, wie solche in beiden Ländern für den Verkehr mit dem Auslande in Anwendung kommen.

Der Betrag einer nach Oesterreich-Ungarn gerichteten Postanweisung soll 375 Fr., derjenige einer Postanweisung nach Frankreich 150 Gulden nicht übersteigen.

Jede der beiden Verwaltungen behält das Recht, die Gebühren für die in ihrem Gebiete zur Absendung kommenden Postanweisungen selbstständig festzusetzen.

Diejenige Verwaltung, welche die Postanweisungen ausgezahlt hat, erhält die Hälfte der von der andern Verwaltung erhobenen Gebühren vergütet.

Bei Feststellung des Gebührenanteils wird der Gulden = 2¹/₂ Fr. bz. der Franken = 40 Nkr. gerechnet.

* * *

Wie wir der deutschen „Verkehrs-Zeitung“ entnehmen, besteht in Copenhague ein Bauverein, welcher von den dortigen Postboten schon im Jahre 1872 gegründet worden ist und den Zweck hat, für alte und dienst-

Miscellaneous.

We learn that the postal Convention in force between Germany and Peru since 1874, has been rescinded, and will lose its effect on and after the 5th of July next, so that after this date no direct exchange of correspondence will take place between these two countries.

Peru has, however, applied to the Swiss Postal Department for admission into the General Postal Union, which will probably take place on the 1st of October 1878.

* * *

An Arrangement concerning the exchange of money-orders was concluded between France and Austro-Hungary on the 25th of May last, and will, in all probability, shortly come into force.

The transmission of the amounts will be effected by means of money-orders such as those at present in use in the two countries for the exchange with abroad.

The maximum amount of an order issued in France may not exceed fr. 375, and that of an order sent from Austro-Hungary may not be higher than fl. 150.

Each of the Administrations reserves the right of fixing the rates for the money-orders issued in its territory.

The Administration which pays the orders, receives the half of the fees charged by the issuing Administration.

In this division the florin will be considered as representing 2 fr. 50 c^{ms}, and the franc as 40 neukreuzers.

* * *

We learn from the „Deutsche Verkehrs-Zeitung“ that there is in Copenhague a society for the construction of dwellings, founded by postal messengers as early as the year 1872. The end kept in view by this society is

ceux d'entre eux qui ont atteint la limite de la vieillesse et à ceux qui sont incapables de continuer leurs fonctions, ainsi qu'aux veuves des membres décédés. Le rapport soumis cette année à l'assemblée générale accuse un capital social de 12,941 couronnes 13 œre; la plus grande partie de cette somme (11,800 couronnes) est représentée par des titres de 1^{er} ordre et de bon rendement. La société qui compte actuellement 89 membres est en majeure partie redevable des fonds considérables dont elle dispose à la générosité des particuliers. Elle s'est trouvée récemment en situation d'acquérir un terrain à bâtir dans la „Vendersgade“ et déjà elle a pu conclure un accord avec un maître charpentier pour une construction qui doit être terminée au mois d'octobre. Le bâtiment à l'œuvre comprendra 23 habitations, composées chacune de 2 chambres avec cuisine, corridor et remise pour le bois de chauffage; 3 logements réservés dans le sous-sol seront emménagés pour servir de boutiques.

* * *

Suivant le rapport de gestion du Directeur général des Postes du „Dominion of Canada“ pour l'exercice 1876/1877, le nombre des bureaux de poste canadiens s'élevait à 5161. Il avait été expédié, durant cette période, 42½ millions de lettres ordinaires, 5½ millions de cartes postales, 1,842,000 lettres recommandées, 39 millions de journaux, 4,638,000 livres, imprimés, etc., et 90,000 objets de messageries.

Les recettes avaient atteint 1,501,134 et les dépenses 2,075,618 dollars: résultat qui rendit nécessaire l'octroi d'une subvention de 574,484 dollars à l'Administration des postes.

756 bureaux étaient ouverts au service des mandats-poste, et la valeur totale des mandats émis s'était élevée à 6,856,837 dollars.

unfähige Mitglieder, sowie für deren Wittwen Wohnungen zu beschaffen. Der der diesjährigen General-Versammlung vorgelegte Rechenschaftsbericht weist einen Vermögensstand von 12,941 Kronen 13 Öere nach, wovon 11,800 Kronen in sicheren zintragenden Papieren angelegt sind. Die Mitgliederzahl beträgt gegenwärtig 89. Das erhebliche Vereinsvermögen verdankt man hauptsächlich den reichen Schenkungen von Privatpersonen. Der Verein ist in der Lage gewesen, eine in der „Vendersgade“ belegene Baustelle anzukaufen und hat auch bereits mit einem Zimmermeister einen Vertrag wegen Erbauung eines Vereinshauses abgeschlossen, das bis zum Oktober fertig gestellt werden wird. Das Gebäude wird 23 Wohnungen enthalten, von denen jede aus 2 Zimmern nebst Küche, Korridor und Holzgelass bestehen soll; im Kellerraum werden 3 Wohnungen verbleiben, welche man zu Geschäftslokalen einzurichten gedenkt.

* * *

Nach dem Verwaltungsberichte des General-Postmeisters der „Dominion of Canada“ für das Rechnungsjahr 1876/1877 beträgt die Zahl der canadischen Postanstalten 5161. Befördert wurden in dem betreffenden Jahre 42½ Million gewöhnliche Briefe, 5½ Million Postkarten, 1,842,000 Einschreibbriefe, 39 Millionen Zeitungen, 4,638,000 Bücher-sendungen und 90,000 Packete.

Die Einnahmen beliefen sich auf 1,501,134 Dollars, die Ausgaben auf 2,075,618 Dollars, so dass für die Postverwaltung ein Zuschuss von 574,484 Dollars erforderlich wurde.

Postanweisungsbüreaus waren 756 vorhanden; im Ganzen wurden 6,856,837 Dollars im Anweisungsverkehr umgesetzt.

to provide lodgings for such of its members as have reached an advanced age, or have otherwise become incapable of discharging their duties, as well as for the widows of deceased members. The report submitted this year to the general meeting of members, shows a capital of 12,941 Crowns 13 Öere, of which 11,800 Crowns are invested in first-rate securities. The association which, at present, counts 89 members, is indebted for the greater part of the relatively considerable funds which it has at its command, to the generosity of private persons. It has lately succeeded in purchasing a piece of building ground in the „Vendersgade“, and has entered into a contract with a carpenter for the erection of a house which is to be ready in October next. The building is to consist of 23 apartments, each of 2 rooms with kitchen, corridor, and place for fuel. Three apartments underground are to be arranged as business premises.

* * *

According to the annual Report for the financial year 1876-1877, published by the Postmaster General of the Dominion of Canada, the number of Canadian post-offices was 5161. During that year, 42½ millions of ordinary letters, 5½ millions of post-cards, 1,842,000 registered letters, 39 millions of newspapers, 4,638,000 book-packets, and 90,000 parcels were conveyed in the mails.

The postal revenue was 1,501,134 Dollars, and the expenditure amounted to 2,075,618 Dollars, thus leaving a deficiency of 574,484 Dollars.

There were 756 money-order offices, and the total amount of money-orders issued was 6,856,837 Dollars.

L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES

Avis. — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* à M. A. Moret, 1^{er} secrétaire du Bureau international, à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

Abonnements particuliers.

Un an fr. 4. 60

Six mois " 2. 30

Trois mois " 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

III^e volume.

N^o 8.

Berne, 1^{er} Août 1878.

Sommaire. — I. HISTOIRE DES POSTES ALLEMANDES. — II. LE CONGRÈS POSTAL DE PARIS. — III. COMMUNICATIONS.

Histoire des postes allemandes.

—
S'il est une tâche intéressante et digne de l'importance de la Poste, considérée comme un puissant moyen d'union entre les peuples, c'est d'étudier le développement historique de cette utile institution dans les différents pays et de divulguer les découvertes faites en cette matière aux classes nombreuses qui y prennent intérêt; les unes, au point de vue de la situation de leur propre pays; les autres, au point de vue cosmopolite, qui est avant tout celui de notre Union.

Nous trouvons un essai de ce genre dans un travail rédigé par M. Frank, secrétaire-expéditeur à Berlin, et publié dans le « *Nouvel annuaire de l'Empire allemand pour 1878* »; ouvrage qui est extrêmement répandu en Allemagne et qui est édité, avec la coopération de savants distingués, par la Société pour l'instruction du peuple.

L'intérêt que présente ce travail, intitulé : « *les postes allemandes* », nous engage à en reproduire, avec l'autorisation de l'auteur, les principaux traits relatifs à l'histoire du développement des postes en Allemagne.

Geschichte des deutschen Postwesens.

—
Eine nicht undankbare und der Bedeutung der Post als völkerverbindenden Macht angemessene Aufgabe ist es, der geschichtlichen Entwicklung dieses Instituts in den verschiedenen Ländern nachzuforschen und die Resultate dieser Forschungen den weiten Kreisen zugänglich zu machen, die an dem Wesen der Post ein, sei es für ihre näherliegenden Zwecke mehr vaterländisches, oder, wie dies in unserer Vereinigung begründet sein dürfte, kosmopolitisches Interesse nehmen.

Einem Beitrag zur Lösung jener Aufgabe begegnen wir in einem von dem Geheimen expedirenden Sekretär Frank in Berlin verfassten Aufsatz, welcher durch den in Deutschland vielfach verbreiteten, von der Gesellschaft für Volksbildung unter Mitwirkung namhafter Gelehrter herausgegebenen « *Neuen deutschen Reichskalender für 1878* » veröffentlicht worden ist.

Der interessante Inhalt des Aufsatzes, betitelt: « *das deutsche Postwesen* » veranlasst uns, mit Genehmigung des Herrn Verfassers die hauptsächlichsten Mittheilungen über die Entwicklungsgeschichte der deutschen Post nachstehend in auszugsweiser Bearbeitung wiederzugeben:

History of the German Post.

—
The task of investigating, in various countries, the history of the Post which draws the different nations and peoples of the world into nearer and ever nearer proximity, and of making the results of such investigation generally known, is neither uninteresting, nor unworthy of the magnitude of this institution. This undertaking will not only be interesting to those who, for personal reasons, take a patriotic interest in the Post, but also to those who, like ourselves, regard it from a cosmopolitan point of view.

An essay written by Mr. Frank, private postal secretary in Berlin, and published in the « *Neue Deutsche Reichskalender für 1878* », a periodical having a large circulation in Germany, and issued by the Society for the promotion of education among the people, with the co-operation of well-known writers, contributes to the fulfilment of this task.

We are enabled by the kind permission of the author of this most interesting essay, entitled « *The German Post* », to quote the principal passages concerning the history of the development of the German Post.

A l'époque où, en Allemagne comme dans d'autres pays de l'Europe, les couvents et les moines pouvaient se glorifier d'être à peu près l'unique refuge des sciences et des arts, et en première ligne, du noble art d'écrire, l'organisation régulière d'un système général de transmission pour l'échange de la pensée écrite, analogue au service postal que nous possédons aujourd'hui, était une notion encore inconnue. Ceux qui n'avaient à leur disposition ni valet, ni hommes d'armes, ou qui n'étaient pas assez riches pour payer, le cas échéant, un messenger spécial, trouvaient alors chez les moines qui parcouraient le pays, chez les ménestrels et autres individus ambulants, et surtout chez les bouchers, l'occasion bienvenue de faire parvenir leurs messages et leurs paquets.

Les bouchers, tout particulièrement, obligés de faire de fréquents voyages pour leurs achats de bestiaux, et ordinairement d'emmenner avec eux des chevaux et des voitures, paraissent avoir joui d'une confiance toute spéciale ; d'autant plus qu'ils possédaient une certaine fortune et offraient ainsi une garantie relative. La corporation des bouchers se constitua même, dans le cours des temps, en une sorte d'institution postale, portant le nom de « poste des bouchers », soutenue par l'autorité gouvernementale. Des lettres patentes de l'Empereur Rodolphe II, de 1597, mentionnent cette institution comme constituant déjà, jusqu'à un certain point, une entreprise de transport bien organisée.

Avec le temps, le développement des villes fit naître de plus en plus le besoin d'un service de transmission régulier et digne de confiance, et amena la création d'un service de messagers urbains, qui trouva dans les alliances politiques des villes entre elles la base de relations réciproques plus ou moins étendues.

Les premiers documents écrits relatifs à ces messagers urbains remontent jusqu'au XV^e siècle. On peut considérer comme le plus ancien, le règlement de Strasbourg sur les mes-

Zu jener Zeit, da auch in Deutschland nicht minder wie in anderen Staaten Europa's Klöster und Mönche sich rühmen durften, fast der alleinige Hort der Wissenschaften und Künste, darunter nicht zuletzt der edlen Schreibkunst zu sein, war die Vermittelung des schriftlichen Gedankenaustausches in einer wohleingerichteten Allgemeinheit, wie wir sie heutzutage in der Post besitzen, ein noch unbekannter Begriff. Wer nicht über Knechte und Reisige zu verfügen hatte oder nicht reich genug war, um vorkommenden Falles einen eigenen Boten zu bezahlen, dem gewährten wohl die im Lande herumziehenden Mönche, Lautenspieler und anderes fahrendes Volk, besonders aber die Metzger, eine willkommene Gelegenheit zur Beförderung von Nachrichten und Sachen.

Besonders scheinen die Metzger, welche zu ihren Einkäufen von Schlachtvieh das Land durchstreiften und dazu in der Regel Pferde und Wagen mit sich führten, um so mehr ein besonderes Vertrauen gewonnen zu haben, als sie zugleich ein festes Besitzthum hatten und mithin eine gewisse Garantie für Zuverlässigkeit boten. Die Metzgerzunft bildete sich sogar im Verlaufe der Zeit zu einer Art Postanstalt, den sog. « Metzgerposten » aus, welche sich der Unterstützung der Staatsgewalt zu erfreuen hatte. Ein Patent Kaiser Rudolphs II. erwähnt im Jahre 1597 die Metzgerposten gewissermassen bereits als eine regelrechte Beförderungsanstalt.

Die Entwicklung der Städte erzeugte mit der Zeit immer mehr das Bedürfniss eines geregelten und zuverlässigen Beförderungsdienstes und führte zur Errichtung eines städtischen Botenwesens, das in den politischen Bündnissen der Städte die Grundlage mehr oder minder ausgehnter gegenseitiger Verkehrsbeziehungen fand.

Die ersten geschriebenen Satzungen für solche Städtboten finden sich bereits im 15. Jahrhundert. Als die älteste derselben dürfte die Strassburger Botenordnung gelten, die im

In days of yore, when in Germany as in other countries of Europe, the monasteries and monks might fairly boast of being the sole protectors of the arts and sciences, among which the noble art of writing stands pre-eminent, a universal and well-arranged means for effecting the interchange of ideas by correspondence, such as the Post of our days affords, was not even dreamt of. Those who had neither groom nor squire at their disposal, or who were not rich enough to pay a special messenger when required, were glad to make use of the services of roving monks, minstrels, and other wandering people, but especially butchers, for the conveyance of news and parcels.

The butchers whose calling obliged them to travel through the length and breadth of the land in search of fat cattle, and who generally employed a horse and vehicle as their means of locomotion, seem to have enjoyed special confidence from the fact that they were owners of property which, to a certain extent, was a guarantee of their fidelity. In the course of time the butchers' guild formed itself into a kind of postal institution, the so-called « Butcherpost », which enjoyed the protection of the State. As early as 1597 a patent of the Emperor Rudolph II mentions the Butcherpost as an established institution for the promotion of communication.

The development of the towns brought with it, as a natural consequence, the necessity of a regular and trustworthy service of expedition, and led to the formation of town messenger services which found, in the political alliances between the towns, a basis for the establishment of more or less extensive mutual relations.

The first written laws relative to such town messengers date as far back as the 15th century. The Strassburg messenger-code published in 1443 is doubtless the most ancient of these

agers, qui parut en 1443. Dans le cours du XV^e et du XVI^e siècle, presque toutes les villes importantes de l'Allemagne suivirent cet exemple et se donnèrent des institutions de ce genre. Déjà alors, ainsi que nous apprend un règlement sur les messagers, publié en 1552, la ville d'Augsbourg entretenait même un service régulier de messagers avec Venise. D'autres villes, telles que Nuremberg, Cologne, Breslau, Frankfurt sur l'Oder, Danzig, Hambourg, Lübeck, Leipzig et bien d'autres encore, ne restèrent pas en arrière pour organiser leurs services de messagers sur de larges bases et d'une manière régulière.

Là où l'état des routes le permettait, les messagers voyageaient probablement à cheval ou en voiture; mais généralement les nombreuses gravures de cette époque nous les représentent cheminant à pied. Ils transportaient les lettres dans toute la contrée, revêtus d'une sorte d'uniforme, portant sur la poitrine un écusson aux armes de la ville, munis d'une boîte (ordinairement argentée) et pourvus d'un passe-port invitant toutes les villes et autorités amies à leur prêter aide et assistance en cas de besoin.

La longue pique, qui, dans toutes les anciennes gravures, donne aux paisibles messagers un aspect si martial, était non seulement pour eux une arme défensive contre les attaques à main armée, qui n'étaient pas précisément rares à cette époque, mais encore leur servait à franchir les fossés et autres obstacles qu'ils pouvaient rencontrer sur leur route.

Outre ces messagers des villes, nous devons encore mentionner, comme appartenant à la même époque, les messagers que certaines universités entretenaient pour leur usage particulier, ainsi que les messagers de chancellerie ou « trabans de poste » (*Posttrabanten*) des princes souverains. Les grandes inventions et découvertes du XV^e et du XVI^e siècle avaient toutefois, dans l'intervalle, ouvert au commerce de nouvelles voies, pour lesquelles ces moyens de trans-

Jahre 1443 erschien. Im Laufe des 15. und 16. Jahrhunderts folgten mit ähnlichen Einrichtungen fast alle bedeutenderen Städte Deutschlands. Die Stadt Augsburg unterhielt, wie wir aus einer im Jahre 1552 erschienenen Botenordnung ersehen, damals sogar schon einen regelmässigen Botendienst mit Venedig. Andere Städte, wie: Nürnberg, Cöln, Breslau, Frankfurt a./O., Danzig, Hamburg, Lübeck, Leipzig und viele andere blieben in der Ausdehnung und regelrechten Ordnung ihres Botenwesens nicht zurück.

Die Boten waren wohl, wo es die Strassen und Wege zuliesse, beritten oder zu Wagen, meist aber finden wir in den zahlreichen Abbildungen aus jener Zeit Boten zu Fuss. In einer Art Amtstracht, ein Schild mit dem Stadtwappen auf der Brust, versehen mit der (meist silbernen) Botenbüchse und einem Pass, worin alle befreundeten Städte und Behörden ersucht wurden, dem Boten nöthigenfalls Unterstützung und Förderung angedeihen zu lassen, trugen sie die Briefe durch das Land.

Der lange Botenspiess, der auf allen alten Abbildungen den friedlichen Boten ein so martialisches Aussehen verleiht, diente neben seinem Zweck als Waffe gegen räuberische Angriffe, die bei den damaligen Zuständen nicht gerade selten vorgekommen sein mögen, auch dazu, dem Träger über Gräben und andere Hindernisse auf seinem Wege hinwegzuhelfen.

Neben diesen städtischen Boten sind aus der damaligen Zeit noch zu erwähnen die Boten, welche einzelne Universitäten für ihren besondern Zweck unterhielten, sowie die Kanzleiboten oder Posttrabanten der Fürsten. Die grossen Erfindungen und Entdeckungen im 15. und 16. Jahrhundert hatten aber inzwischen auch dem Verkehr erweiterte Bahnen angewiesen, denen bei der gleichzeitigen Entwicklung des staatlichen und geistigen Lebens jenes immerhin

laws. In the course of the 15th and 16th centuries, nearly all the important towns of Germany adopted a similar arrangement. We learn from a messenger-code which appeared in 1552 that the town of Augsburg even maintained a regular messenger service with Venice. Other towns, such as Nurnberg, Cologne, Breslau, Frankfurt on the Oder, Dantzic, Hamburg, Lübeck, Leipzig, etc., soon followed suit in the extension and regulation of their messenger posts.

The messengers, whenever the roads allowed of it, either drove or rode, but in the many illustrations of the period, we mostly find them depicted on foot. Clad in a kind of official costume, wearing on their breast a badge bearing the arms of the town, provided with a messenger case (mostly silver), and with a passport containing a request to all friendly towns and authorities to accord them all necessary assistance, the messengers carried the letters through the land.

The long lance which, in all the old illustrations, gives so martial an air to the peaceable emissary, served not only as a protection against the attacks of robbers, which in these times were probably of not infrequent occurrence, but also as a means of crossing ditches and other obstacles to his progress.

Besides these town messengers, there existed at that time other messengers who were maintained by certain Universities for their private purposes, as well as the Chancery messengers and postal servants of the princes. The great inventions and discoveries of the 15th and the 16th century had, however, meanwhile opened up new paths for commerce and general intercourse, and the national and intellectual life was at the same time greatly developed, so that the means of communication then in use, which were certainly inadequate and subject to many difficulties, no longer sufficed for the demands made upon them.

mission, toujours restreints et soumis à mainte entrave, ne devaient bientôt plus suffire, surtout en présence du développement qui se produisait simultanément dans la vie publique et intellectuelle.

Sous l'influence des bienfaites institutions de l'Empereur Maximilien, en faveur de la paix intérieure et du développement du commerce et de l'industrie, une famille qui, plus tard, joua pendant plusieurs siècles un rôle éminent dans l'histoire des postes allemandes, conçut la pensée de créer une institution générale de transport : la poste.

En 1518, François de Taxis avait établi un premier service entre Vienne et Bruxelles. En 1522, des communications existaient entre Nuremberg, Vienne, Francfort-sur-Mein et Schaffhouse.

Bientôt furent créées de nouvelles lignes, s'étendant de Hambourg à Vérone, de la Suisse jusqu'en Hollande, et transportant, outre les lettres, les voyageurs ainsi que les colis et les valeurs. Non seulement la nouvelle institution procurait au commerce des avantages considérables, mais encore elle facilitait les relations intellectuelles à un point tel, que l'installation et l'extension de ce service constituaient un puissant moyen de progrès pour les sciences et l'instruction publique.

En Allemagne même, plus d'un lecteur de journaux ignore peut-être que la naissance du journalisme allemand est due à la poste. Les premières gazettes périodiques parurent vers 1600, sous la forme de notes manuscrites que la poste se chargeait de répandre. En 1616, à peu près en même temps que la première gazette hebdomadaire imprimée, créée par le libraire-imprimeur Emmel, l'administrateur des postes de l'Empire, Jean von der Birghden, publia à Francfort-sur-Mein un grand journal imprimé, qui devint plus tard la « Gazette de la Direction générale des Postes » (*Oberpostamts-Zeitung*). En 1618, parut le « Courrier de Fulda » (*Fuldaischer Postreiter*). Ces noms et les noms analogues donnés

beschränkte und mancherlei Hemmnissen unterworfenen Verkehrsmittel auf die Dauer nicht mehr zu genügen vermochte.

Unter den Segnungen, welche die Einrichtungen Kaiser Maximilians für den innern Frieden und die gesicherte Entwicklung von Handel und Wandel dem deutschen Reiche brachten, reifte im Schoosse einer Familie, die späterhin Jahrhunderte lang eine hervorragende Rolle in der deutschen Postgeschichte einnahm, der Gedanke an die Begründung einer allgemeinen Verkehrsanstalt, der « Post ».

Im Jahre 1518 hatte Franz von Taxis den ersten Postkurs von Wien nach Brüssel angelegt. Im Jahre 1522 war sodann die Herstellung von Postverbindungen zwischen Nürnberg, Wien, Frankfurt a./M. und Schaffhausen erfolgt.

Bald entstanden hieraus weitere Anlagen, die sich von Hamburg bis Verona, von der Schweiz bis Holland erstreckten und ausser der Briefbeförderung auch den Personen-, Packet- und Geldtransport betrieben. Die neue Anstalt brachte nicht nur dem Handelsstande grosse Vortheile, sondern erleichterte auch den geistigen Verkehr in dem Masse, dass mit der Einführung und Ausbreitung der Posten ein wesentliches Förderungsmittel für die Wissenschaft und die geistige Kultur des Volkes geboten war.

Manchem deutschen Zeitungsleser dürfte es vielleicht unbekannt sein, dass auch der Ursprung des Zeitungswesens in Deutschland auf die Post zurückzuführen ist. Die ersten regelmässigen Zeitungen erschienen um das Jahr 1600 als handschriftliche Notizen, welche durch die Post ihre Verbreitung fanden. Im Jahre 1616 wurde zu Frankfurt a./M., fast gleichzeitig mit der ersten gedruckten Wochenzeitung, welche der Buchhändler und Buchdrucker Emmel in's Leben gerufen hatte, von dem Reichspostverwalter Johann von der Birghden eine grössere gedruckte Zeitung, die spätere « Oberpostamts-Zeitung », herausgegeben. Im Jahre 1618 folgte der « Fuldaische Postreiter ». Schon die Namen, welche den Zeitungen

Among the benefits accruing to the German Empire from the wise legislation of the Emperor Maximilian for the promotion of domestic peace and the steady development of trade and commerce, may be mentioned the establishment of the « Post », an institution for effecting general communication. The first idea of this institution generated and bore fruit in a family which was destined for centuries to play a prominent part in the history of the German Post.

In the year 1518, Franz von Taxis started the first postal service between Vienna and Brussels; this was followed in 1522 by the establishment of postal communications between Nuremberg, Vienna, Frankfort on the Maine, and Schaffhausen.

These soon led to further extensions reaching from Hamburg to Verona, and from Switzerland to Holland, which latter services undertook not only the transmission of letters, but also the conveyance of passengers, parcels and money. This new institution was not only useful in a commercial point of view, but it also facilitated intellectual communication to such a degree that the introduction and extension of the post became a valuable means of promoting the spread of knowledge and the intellectual culture of the people.

Many German newspaper-readers may be ignorant of the fact that in Germany these periodicals took their origin in the Post. The first regular newspaper appeared about the year 1600, and consisted of written notices which were distributed by the agency of the Post. In the year 1616, almost contemporarily with the first printed weekly newspaper which was started by the bookseller and printer Emmel in Frankfort on the Maine, a large printed newspaper, known later as the « *Oberpostamts-Zeitung* », was issued by the Imperial Administrator of Posts, Johann von der Birghden. The « *Fuldaische Postreiter* » followed in 1618. The names usually given to newspapers at this period, such as « Post », « Post rider », « Postilion ».

depuis lors à d'autres journaux, par exemple, « La Poste », « Le Courrier », « Le Postillon », « Le maître de poste », etc. indiquent bien la part que prit la poste à la création et à l'extension des feuilles périodiques.

Les établissements postaux de la famille de Taxis avaient naturellement, dans leur création comme dans leur exploitation, le caractère d'une entreprise privée, dont le premier but était l'intérêt particulier de l'entrepreneur. D'après un rapport de l'administrateur des postes de l'Empire, Jean von der Birghden, dont nous avons déjà parlé, le comte Léonard de Taxis lui aurait un jour certifié que les postes impériales rapportaient net 100,000 ducats par an, que c'était « une fontaine que toutes les sources venaient alimenter ». Aussi, comprend-on que la poste de Taxis, ou, comme on commençait déjà à l'appeler, la « poste impériale » n'ait pu s'introduire qu'à grand-peine et pas à pas dans les nombreuses souverainetés par lesquelles l'Allemagne était alors morcelée (il y en avait encore environ 2000 au XVI^e siècle).

Les États et les princes souverains cherchaient à empêcher les postes de Taxis de pénétrer sur leur territoire et préféraient garder le plus longtemps possible leur ancien service de messagers. Partout où elles furent admises, ce ne fut qu'avec le consentement des princes, qui, moyennant certaines conditions, et généralement dans la suite contre une indemnité pécuniaire, abandonnèrent au comte de Taxis le droit d'exercer sur leurs domaines le monopole des postes, dont on commençait à reconnaître de plus en plus l'importance.

Lorsque, en 1595, l'Empereur Rodolphe II conféra au comte Léonard de Taxis la dignité de « maître général des postes de l'Empire », et que l'Empereur Mathias, en renouvelant la patente impériale qui supprimait les services secondaires des bouchers et des messagers, rendit en 1615 cette charge héréditaire, les princes souverains et les États op-

von da ab in der Regel beigelegt wurden, wie « Post », « Postreiter », « Postillon », « der alte Postmeister » u. dgl. m., weisen auf den Antheil hin, welchen die Post an der Entstehung und Ausbreitung der Zeitungen hatte.

Die Taxis'schen Posteinrichtungen kennzeichneten sich selbstredend ihrer ganzen Entstehung und Wirksamkeit nach als eine Privatunternehmung, deren erster Zweck auf den Vortheil des Unternehmers hinauslief. Nach einem Bericht des obengenannten Reichspostverwalters von der Birghden äusserte der Graf Leonhard von Taxis einst zu ihm, die Reichspost werfe 100,000 Dukaten reinen Ueberschuss jährlich ab, denn « sie sei ein solcher Brunnen, in dem alle Quellen zusammenflössen ». Es ist deshalb begreiflich, dass sich die Taxis'sche oder, wie sie jetzt schon hiess, die « Reichspost », in den zahlreichen Territorien, in welche Deutschland damals zersplittert war, (im 16. Jahrhundert etwa noch 2000) nur mühsam und Schritt für Schritt Eingang verschaffte.

Die Stände und Landesherren suchten die Taxis'schen Posten von dem Eindringen in ihr Gebiet abzuhalten, und behielten lieber ihre alten Botenanstalten so lange als möglich bei. Wo Taxis'sche Posten zugelassen wurden, geschah es nur mit Einwilligung der Landesherren, welche die Befugnis zur Ausübung des Postregals, dessen wichtigen Charakter man immer mehr einzusehen begann, dem Grafen Taxis nur unter gewissen Bedingungen, später in der Regel gegen Gewährung einer Geldentschädigung einräumten.

Als Kaiser Rudolph II. den Grafen Leonhard von Taxis im Jahre 1595 mit der Würde als « General-Reichspostmeister » belehnte und Kaiser Mathias, unter Erneuerung der kaiserlichen Patente zur Unterdrückung der Neben-Metzger und Botenposten, im Jahre 1615 diese Belehnung zu einem erblichen Rechte machte, leisteten die Fürsten und Reichs-

« The old Postmaster », etc., indicate sufficiently the share taken by the Post in their establishment and distribution.

The postal arrangements inaugurated by the Taxis family bear evidence, both in their foundation and development, of the fact that the undertaking was a private one, the first aim of which was to make the institution profitable in a business point of view. In a report by the above-named Imperial Administrator of Posts von der Birghden, he mentions that Count Leonhard von Taxis once told him that the State-Post yielded a clear profit of 100,000 ducats a year, for « it was one of those wells into which all streams flow. » It is therefore easy to understand that the Taxis Post, or, as it was already called at that time, the « Imperial Post », made its way but slowly, and step by step in the numerous States (amounting in the 16th century to somewhere about 2000) into which Germany was then divided.

The States and Lords of the soil did their best to prevent the introduction of the Taxis Post into their territories, and preferred retaining their old messenger-services as long as possible. The Taxis Post could not be introduced without the permission of the ruler of the country, who only allowed the Count Taxis the exercise of the postal privilege, the importance of which became by degrees better understood, on certain conditions which, later, usually took the form of a pecuniary indemnity.

When in 1595 the Emperor Rudolph II conferred on Count Leonhard von Taxis the dignity of « Imperial Postmaster General », and when in 1615 the Emperor Matthias made this dignity hereditary and, at the same time, renewed the imperial decree for the suppression of the butcher or messenger posts, these measures met, almost everywhere, with violent opposition from the princes and imperial estates. This opposition

posèrent presque partout à ces mesures une vive résistance; et cette opposition était d'autant plus sérieuse, que l'autorité de l'Empereur était alors plus faible, et que la maison d'Autriche elle-même montrait l'exemple en organisant des services de poste spéciaux dans ses États héréditaires, et en excluant de ses domaines les postes impériales de Taxis.

Mais ce fut surtout le prince-électeur de Brandebourg qui, à cause sans doute de la longueur de son territoire, fit le plus d'efforts pour organiser une administration postale indépendante. De son côté, le comte de Taxis cherchait aussi à se rendre maître des postes de Brandebourg, précisément à cause de leur importance. Il en résulta un conflit qui dura de longues années et qui fut souvent assez acerbé; toutefois, malgré l'immixtion de l'Empereur en faveur de la maison de Taxis, ce conflit se termina par la victoire du prince-électeur. Les petits États avoisinants, notamment le Brunswick, le Mecklembourg et Lübeck, parvinrent également à créer des institutions postales nationales et indépendantes.

Si l'on prend en considération les circonstances et l'état des mœurs de ce temps-là, on comprendra aisément que ces luttes ne se soient pas bornées à une simple guerre de plume. De chaque côté on cherchait, à l'occasion, à faire par tous moyens le plus de tort possible à son adversaire; c'est ainsi que l'on vit fréquemment un parti faire attaquer à main armée les postillons de l'autre, piller les envois postaux et l'argent, maltraiter les voyageurs et commettre d'autres actes de violence du même genre.

On ne peut s'étonner ici que d'une chose, c'est que les postes allemandes ne tombèrent pas davantage en décadence. Il faut voir la cause principale de ce phénomène dans le fait que, malgré le caractère privé des postes de Taxis, cette grande institution empêchait du moins, dans cette masse de petits États constituant alors l'Empire d'Allemagne, le mor-

stände fast überall lebhaften Widerstand, der bei der damals ohnedies nur geringen Gewalt des Kaisers über die Stände und Fürsten um so mehr Nahrung fand, als das Oesterreichische Haus selbst mit der Anlegung eigener Landesposten, unter Ausschluss der Taxis'schen Reichsposten, in seinen Erblanden voranging.

Besonders aber war es der Kurfürst von Brandenburg, der nach einer selbstständigen Verwaltung seines Postwesens schon seines langgestreckten Gebietes wegen strebte. Der Graf von Taxis suchte sich dagegen auch seiner Seits gerade der wichtigen brandenburgischen Posten zu bemächtigen und es entstand deshalb um letztere ein langjähriger, oftmals ziemlich erbitterter Streit, der indessen, trotz der Einmischung des Kaisers zu Gunsten des Hauses Taxis, mit der selbstständigen Ausübung des Postregals in den brandenburgischen Landen durch den Kurfürsten endigte. Die umliegenden kleineren Staaten, namentlich Braunschweig, Meklenburg und Lübeck gelangten dabei gleichfalls zu eigenen Landesposten.

Dass diese Streitigkeiten nicht bloss Federkriege waren, ist in Betracht der damaligen Zeitverhältnisse und Sittenzustände erklärlich. Jede Partei suchte bei guter Gelegenheit dem Gegner auch auf anderen Kampfgebieten möglichst Schaden und Abbruch zu thun, und so kam es gar nicht selten vor, dass ein Theil des andern Postillone überfallen liess, die Postsendungen und Gelder wegnahm, die Passagiere auf den gegnerischen Posten misshandelte, und was dergleichen handgreifliche Einmischungen mehr waren.

Zu verwundern ist dabei nur, dass das deutsche Postwesen dennoch nicht mehr in Verfall gerieth. Das Hauptverdienst gebührt hierbei, trotz des Privatcharakters der Taxis'schen Posten, diesem grösseren Postinstitut, das wenigstens eine Zersplitterung der ihrer ganzen Natur nach auf eine möglichst ausgedehnte einheitliche Leitung angewiesenen Posteinrichtun-

was strengthened by the fact that the Emperor had little real authority over the princes and estates, and that the Austrian House had set the example of establishing in its hereditary dominions an independent postal service to the exclusion of the Taxis State Post.

The Elector of Brandenburg, in particular, was especially anxious, on account of the lengthy form of his territory, to have the independent management of the postal service in his dominions. Count Taxis, on the other hand, was equally desirous of possessing himself of the important Brandenburg post, and these opposing interests led to a struggle for the mastery, often bitter, and lasting many years, but which, in spite of the interference of the Emperor on behalf of the house of Taxis, ended in favour of the Elector who succeeded in retaining the independent management of the Post in his own hands. This enabled the smaller neighbouring States, especially Brunswick, Mecklenburg, and Lübeck to establish independent postal services.

It is easy to understand, if we keep in mind the circumstances, the manners and customs of the times, that these dissensions were not kept within the limits of a paper war. Each side tried to damage and injure the other on every possible occasion, and it not infrequently happened that one party attacked the posts of the other, robbed them of the mails and money, ill-treated the passengers, and committed similar acts of violence.

It is to be wondered at that the Posts in Germany should not have suffered more from these circumstances, and the chief credit is due, in spite of its private character, to the large institution, the Taxis Post, which, at least, prevented the postal service, for which a wide reaching and centralized management is so necessary, from being broken up into as many small parts as there were at that time States in Germany.

cellement du service postal, qui, par sa nature même, nécessite une direction centralisée et aussi étendue que possible. Il est hors de doute cependant que les grands services des postes régis par l'autorité souveraine, parmi lesquels il faut citer en première ligne les postes brandebourgeoises, qui devinrent plus tard les postes prussiennes, ont été le véritable noyau des postes allemandes actuelles.

Si l'on se rappelle qu'au commencement du XIX^e siècle il y avait encore, sur le territoire de l'Allemagne, trente administrations postales indépendantes, dont les institutions et les principes n'étaient pas précisément dans la meilleure harmonie, on comprend facilement combien ce noyau solide était nécessaire pour élever les postes allemandes au degré d'unité impérieusement exigé par les progrès des besoins généraux de communication.

Il régnait, en effet, le plus grand désarroi dans la direction des envois postaux; ce qui tenait aux entraves mises à la coïncidence des différentes lignes, et, non moins aussi au calcul des taxes, qui, grâce au morcellement des grandes lignes postales de transit en une infinité de tronçons, était devenu un problème d'arithmétique géographique à peu près insoluble.

La perception des taxes pour les colis et les envois d'espèces était encore plus compliquée. Pour en donner un exemple entre mille, il suffira de mentionner le fait que, jusque vers 1860, si l'on avait à envoyer un paquet de Brême à Munich, il fallait d'abord calculer la distance jusqu'à Peina, pour la part de taxe afférente aux postes du Hanovre; puis jusqu'à Jerxheim, pour la part du Brunswick; de Jerxheim à Schkeuditz, pour celle de la Prusse; de Schkeuditz à Plauen, pour celle de la Saxe, et enfin de Plauen à Munich, pour le port bavarois. De plus, les taxes étaient différentes selon la route suivie et selon le nombre des États allemands dont on empruntait le territoire. Ajoutons encore que, si un paquet partait, par exemple,

gen in jene Masse von kleinen Staatstheilen verhinderte, welche damals das deutsche Reich bildeten. Unzweifelhaft sind dagegen die grösseren mit der Staatsgewalt vereinigten Postinstitute, darunter an erster Stelle die brandenburgische und später preussische Staatspost, als der eigentliche Kern der späteren einheitlichen Entwicklung des deutschen Postwesens zu betrachten.

Dass es eines solchen festen Kerns dringend bedurfte, um das deutsche Postwesen auf den mit dem Fortschreiten der allgemeinen Verkehrsansprüche unbedingt erforderlichen Grad von Einheit zu erheben, lässt sich unschwer begreifen, wenn man bedenkt, dass noch im Anfange des 19. Jahrhunderts nicht weniger als dreissig selbstständige Postinstitute in Deutschland bestanden, deren Einrichtungen und Verwaltungsmaximen sich nicht gerade der besten Harmonie unter einander erfreuten.

Es herrschte namentlich die grösste Verwirrung in der Leitung der Postsendungen, hervorgerufen durch die Hindernisse in den Postanschlüssen, sowie in der Berechnung der Portogebühren, welche durch die Zerstückelung der grösseren Beförderungsstrecken in eine Reihe von Transitstrecken zu einem fast unlösbaren geographisch - arithmetischen Exempel gemacht war.

Noch verwickelter gestaltete sich die Gebührenerhebung für Packete und Geldsendungen. Wenn man, noch gegen das Ende der fünfziger Jahre, um nur ein Beispiel statt vieler anzuführen, ein Packet von Bremen nach München zu schicken hatte, so wurde zuerst die Entfernung für den hannover'schen Posttaxantheil berechnet bis Peine, dann kam der Antheil Braunschweigs bis Jerxheim, dann der Antheil Preussens von Jerxheim bis Schkeuditz, dann der Antheil Sachsens von Schkeuditz bis Plauen und schliesslich der Antheil Bayerns von Plauen bis München zur Berechnung. Dabei waren die Taxen, je nach den einzuschlagenden Wegen und der Anzahl der unterwegs berührten deutschen Staatsgebiete ver-

It is, however, unquestionable that the real groundwork of the modern uniform development of the German postal service is to be found in the large Governmental postal institutions, especially that of Brandenburg which became later the Prussian State Post.

That this solid foundation was very necessary in order to bring the German Post to the degree of unity absolutely required by the increased demand for means of communication is not difficult to understand, when we remember that as late as the beginning of the 19th century there were no fewer than thirty independent postal institutions in Germany, the arrangement, and principles of administration of which did not harmonize as well as might have been desired.

The greatest disorder prevailed in the direction of the mails, caused by the want of junction between the different postal routes, as well as by the calculation of postage which, owing to the circumstance that the principal post routes passed through many different States, and were thus broken up into as many different transit routes, presented all the difficulties of an almost unsolvable geographical and arithmetical problem.

The mode of computing the postage for the conveyance of parcels and money was even more intricate. To give an example out of many, when, even as late as the middle of the present century, a parcel had to be sent from Bremen to Munich, the distance for the Hanoverian share of postage, as far as Peine, had first to be calculated, then came the share of Brunswick as far as Jerxheim, then Prussia's share from Jerxheim to Schkeuditz, next the share of Saxony from Schkeuditz to Plauen, and lastly Bavaria's share from Plauen to Munich. Added to this, the rates varied according to the routes taken, and to the number of times the territories of

le soir, il était soumis à de tout autres taxes que s'il était expédié le matin.

Le perfectionnement des moyens de communication, dont autrefois on ne s'occupait guère, l'établissement et le rapide développement des chemins de fer exercèrent de plus en plus d'influence sur les institutions postales, à mesure que l'on s'apercevait qu'il était impossible de cheminer plus longtemps avec les entraves existantes.

Par la création de l'Union douanière allemande (*Zollverein*), la Prusse avait réalisé l'idée de l'Allemagne formant une communauté commerciale. Ce succès devait nous conduire à l'unité postale, comme première étape vers l'unité politique. Une conférence des administrations postales allemandes, convoquée dans ce but à Dresde, en 1848, demeura sans résultat, à cause des troubles survenus dans l'intervalle.

Les efforts de l'assemblée nationale allemande à Francfort-sur-Main étant également restés infructueux, le Ministre d'État et du Commerce von der Heydt, qui sur ces entrefaites avait été placé à la tête de l'administration des postes prussiennes, prit personnellement, dès 1849, l'affaire en main, et réussit, le 6 avril 1850, à conclure avec l'Autriche le traité postal austro-allemand, auquel accéda en premier lieu la Bavière, suivie bientôt après par les autres États ayant des administrations postales spéciales; et enfin, après de longues hésitations, par l'administration des postes de Tour et Taxis.

L'Union postale allemande prit comme unité de distance le mille allemand et comme unité de poids la livre du Zollverein. Pour le calcul des taxes postales, on ne maintint que les trois principaux étalons monétaires existant alors en Allemagne: 14 thaler = 20 florins (d'Autriche) = 24 1/2 florins (de l'Allemagne du Sud); les pays qui avaient d'autres monnaies furent assimilés à ceux qui possédaient la monnaie de thaler. Tous les

schiedenen; wenn ferner ein Packet z. B. Abends abging, so unterlag es einer ganz andern Tariffberechnung, als wenn es Morgens abgesandt wurde.

Die früher ungeahnte Vervollkommnung der Verkehrsmittel, die Einführung und rasch zunehmende Ausbreitung der Eisenbahnen waren aber auch für den Postverkehr mehr und mehr in dem Masse von Einfluss, dass mit den bisherigen Hemmnissen unmöglich länger mehr auszukommen war.

Durch die Errichtung des Zollvereins hatte Preussen den Gedanken einer Verkehrsgemeinschaft Deutschlands zu einer Thatsache gemacht, welche die postalische Einigung als nächste Staffel zur deutschen Einheit in den Vordergrund rücken musste. Die zu diesem Zwecke im Jahre 1848 in Dresden zusammenberufene Konferenz deutscher Postverwaltungen verlief bei den inzwischen eingetretenen politischen Wirren resultatlos.

Nachdem auch die Bestrebungen der deutschen Nationalversammlung zu Frankfurt a. M. zu einem Ergebniss nicht geführt hatten, nahm im Jahre 1849 der inzwischen an die Spitze der preussischen Postverwaltung getretene Staats- und Handelsminister von der Heydt die Angelegenheit persönlich in die Hand, und es gelang ihm, am 6. April 1850 den deutsch-österreichischen Postvereinsvertrag zwischen Oesterreich und Preussen zu Stande zu bringen, welchem zunächst Bayern und bald darauf die übrigen Staaten mit selbstständigen Postverwaltungen, sowie, nach längerem Zögern, die Thurn und Taxis'sche Postverwaltung beitraten.

Als einheitliches Entfernungsmaß nahm der Postverein die deutsche Meile, als Gewichtseinheit das Zollpfund an. Für die Gebührenberechnung wurden nur die damaligen drei deutschen Hauptwährungen: der 14 Thaler-, 20 Gulden- und 24 1/2 Guldenfuss beibehalten, und die Länder mit einer andern Münzwährung den Ländern des 14 Thalerfusses zugerechnet. Die sämtlichen zum Verein gehörigen Gebiete wurden für den wechsel-

the different German States were entered. Further, when for instance a packet was despatched in the evening, the postage was calculated according to quite a different tariff from that applied if it were sent in the morning.

The development, till then unthought of, of the means of communication, the introduction and rapid extension of railways, had all the more influence on the postal service from the fact that this service could no longer be carried on under such a complicated system.

By the institution of the German Customs' Union, Prussia had transformed the idea of the commercial unity of Germany into reality, which pointed out the centralization of the Posts as the next step towards the political unity of Germany. The Conference of Postal Administrations assembled in Dresden in 1848, for the promotion of this end, did not attain to the wished for result owing to the political complications which occurred at this period.

The efforts of the German National Assembly in Frankfort on the Maine having also been unsuccessful, Mr. von der Heydt, the Minister of Commerce who, in the meantime, had been placed at the head of the Prussian Postal Administration, took the matter in hand in 1849, and succeeded on the 6th of April 1851 in concluding the Austro-German Postal Convention between Austria and Prussia, to which Bavaria, and soon after, the other States with independent Postal Administrations adhered. After long hesitation this example was followed by the Postal Administration of Thurn and Taxis.

The German mile was fixed by the postal Union as the uniform standard for distance, and the pound as the uniform standard for weight. The postage was calculated according to the three principal currencies then in existence in Germany, *i. e.* at the rate of 14 thalers = 20 florins = 24 1/2 florins, and the countries having another currency were put on the same footing as those with the thaler currency. All the different countries

pays adhérents à l'Union allemande formèrent, quant à l'échange des lettres et des objets de messagerie, un territoire unique. Le port fut calculé purement et simplement d'après la distance en ligne directe depuis le lieu d'expédition jusqu'à celui de destination, sans égard aux limites des divers États; il fut fixé, pour la lettre simple, savoir : jusqu'à 10 milles, à 1 silbergros ou 3 kreutzer; de 10 à 20 milles, à 2 silbergros ou 6 kreutzer et au-delà de 20 milles, à 3 silbergros ou 9 kreutzer.

Une des améliorations les plus essentielles fut l'introduction des timbres-poste pour l'affranchissement des lettres; innovation qui fut adoptée d'abord par la Bavière (en 1849); puis peu après (en 1850) par la Prusse, l'Autriche, le Hanovre, la Saxe et le Wurtemberg; en 1852, par l'administration postale de Tour et Taxis, et enfin (en 1855) par le Mecklembourg et les autres États. Les facilités apportées aux transactions eurent pour conséquence l'augmentation du nombre des bureaux de poste et l'extension des services de transport, ainsi que l'emploi plus étendu des chemins de fer pour les communications postales.

Malgré ces importantes conquêtes il restait cependant aux postes allemandes plus d'un problème à résoudre. Vers 1865, il existait encore en Allemagne dix-sept administrations postales distinctes, qui, bien que liées, pour leurs relations réciproques, par le traité postal austro-allemand, présentaient néanmoins encore, dans leurs services internes respectifs, un grand nombre de particularités. L'Autriche, la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Hanovre, le Wurtemberg, Bade, Brunswick, les deux Mecklembourg, Oldenbourg et le Luxembourg avaient des services de poste particuliers; dans les autres États de l'Allemagne centrale qui ne s'étaient pas fusionnés avec un des grands États voisins, ainsi que dans la ville libre de Francfort-sur-Mein et dans le Hohenzollern, c'était le prince de Tour et Taxis qui exerçait le monopole des postes; dans les duchés de l'Elbe, le service était

seitigen Austausch von Brief- und Fahrpostgegenständen zu einem einheitlichen Postgebiete umgewandelt. Das Porto wurde, ohne Rücksicht auf die einzelnen Landesgrenzen, lediglich nach der direkten Entfernung vom Abgangs- bis zum Bestimmungsort nach der gemeinschaftlichen Taxe berechnet, welche bis 10 Meilen 1 Sgr. oder 3 kr., über 10 bis 20 Meilen 2 Sgr. oder 6 kr., über 20 Meilen 3 Sgr. oder 9 kr. für den einfachen Brief betrug.

Eine wesentliche Erleichterung des Verkehrs bildete die Anwendung von Freimarken zur Frankirung der Briefe, welche Einrichtung zuerst von Bayern (im Jahre 1849), bald darauf (1850) von Preussen, Oesterreich, Hannover, Sachsen, Württemberg, dann 1852 im Thurn und Taxis'schen Postgebiet, später (1855) in Mecklenburg und den übrigen Staaten eingeführt wurde. Mit den Verkehrserleichterungen gingen die Vermehrung der Postanstalten, die Ausbreitung der Postkurse, die Verbesserungen in der Nutzbarmachung der Eisenbahnen zu Postzwecken Hand in Hand.

Trotz dieser grossen Errungenschaften blieb aber der Zukunft des deutschen Postwesens noch manche Aufgabe vorbehalten. Noch gegen die Mitte der sechziger Jahre bestanden in Deutschland siebzehn getrennte Postverwaltungen, die, wenn auch in ihre gegenseitigen Beziehungen durch das Band des deutsch-österreichischen Postvereins umschlungen, in Bezug auf den Verkehr innerhalb ihrer eigenen Grenzen noch manche Eigenthümlichkeiten beibehalten hatten. Oesterreich, Preussen, Bayern, Sachsen, Hannover, Württemberg, Baden, Braunschweig, die beiden Meklenburg, Oldenburg und Luxemburg hatten ihre Posten unter eigener Verwaltung, in den übrigen Staaten Mitteldeutschlands, soweit nicht einzelne derselben sich den grösseren Nachbarstaaten angeschlossen hatten, sowie in der freien Stadt Frankfurt a. M. und in den Hohenzollern'schen Landen übte der Fürst von Thurn und Taxis die

of the Union formed, as regards the exchange of letters and parcels, a single postal territory. The postage was reckoned, according to the general Union rates, for the direct distance from the place of origin to that of destination, without regard to the boundaries of the different countries. These rates amounted to 1 sgr. or 3 kr. within a distance of 10 miles, 2 sgr. or 6 kr. from 10 to 20 miles, and 3 sgr. or 9 kr. beyond 20 miles, for a single letter.

The use of postage-stamps for the prepayment of letters materially facilitated postal communication. This arrangement was adopted by Bavaria (in the year 1849), soon after (1850) by Prussia, Austria, Hanover, Saxony, and Wurtemberg, then in 1852 in the Thurn and Taxis postal territories, later (1855) in Mecklenburg and the remaining States. The increase in the number of post-offices, the extension of the postal routes, and the increased use made of the railways for postal purposes, went hand in hand with the facilitation of communication.

In spite of these great improvements there was much still to be done in the future for the German Posts. As late as 1860, there were no fewer than 17 separate Postal Administrations in Germany, which, although forming part of the Austro-German postal Union as concerned their mutual relations, still retained many peculiarities in their domestic service. Austria, Prussia, Bavaria, Saxony, Hanover, Wurtemberg, Baden, Brunswick, the two Mecklenburg, Oldenburg, and Luxemburg, had autonomous postal services, while in the other States of central Germany, with the exception of a few single ones which had joined larger neighbouring States, as well as in the free-town of Frankfort on the Maine, and in the Hohenzollern possessions, the postal privilege was in the hands of the prince Thurn and Taxis. The state of postal matters in the three Hanse Towns was, however,

fait par l'administration danoise. Mais ce sont les trois villes hanséatiques qui présentaient le plus de bigarrure dans leur organisation postale. A côté des bureaux de poste de ces villes libres, il y avait : à Brême, des bureaux spéciaux entretenus par la Prusse, le Hanovre et Tour et Taxis ; Lübeck avait un bureau de Tour et Taxis et un bureau danois ; à Hambourg, les offices de Prusse, de Hanovre, de Tour et Taxis, de Mecklenbourg, de Suède et de Danemark, avaient chacun leurs bureaux dont les attributions étaient rigoureusement délimitées.

En 1864, les duchés de l'Elbe eurent leurs postes nationales et le bureau danois de Hambourg passa entre les mains de l'administration de cette ville libre.

Mais les événements politiques de 1866 amenèrent une modification plus complète. Le service des postes, dans les duchés de l'Elbe et dans le Hanovre, échut à l'administration prussienne. En outre, le 1^{er} juillet 1867, le prince de Tour et Taxis céda à la couronne de Prusse, pour lui et pour ses descendants, toute son administration postale, y compris les bâtiments et objets d'inventaire attachés à l'exploitation, moyennant une indemnité de trois millions de thaler.

Toutefois, l'évènement le plus important de l'année 1866, pour la transformation du service des postes allemandes, fut la création d'une administration unique, en suite de la fondation de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Aux termes des dispositions de la Constitution fédérale du 26 juin 1867, la présidence de la Confédération prit en main, le 1^{er} janvier 1878, la direction supérieure et l'administration des postes dans le territoire tout entier de la Confédération. A la suite de conventions conclues avec les administrations postales étrangères qui entretenaient des bureaux de poste dans les villes Hanséatiques, ces administrations renoncèrent de plein gré aux droits qu'elles avaient exercés jusque là en matière postale sur le

Postgerechtsame aus, in den Elbherzogthümern stand das Postwesen unter dänischer Verwaltung; am buntesten aber waren die Postzustände in den drei Hansestädten. Neben den freistädtischen Postämtern unterhielten in Bremen: Preussen, Hannover und Thurn und Taxis, in Lübeck: Thurn und Taxis und Dänemark, in Hamburg: Preussen, Hannover, Thurn und Taxis, Mecklenburg, Schweden und Dänemark besondere Postanstalten nebeneinander, die alle ihre streng abgegrenzten Beförderungsbefugnisse hatten.

Im Jahre 1864 wurde zunächst in den Elbherzogthümern ein eigenes Landespostwesen errichtet, auch ging das dänische Postamt in Hamburg in freistädtische Verwaltung über.

Zu einer durchgreifenden Aenderung aber führten die politischen Ereignisse des Jahres 1866. Das Postwesen in den Elbherzogthümern und in Hannover wurde unter preussische Verwaltung genommen. Ferner trat der Fürst von Thurn und Taxis am 1. Juli 1867 sein gesamtes Postwesen nebst den für den Postbetrieb vorhandenen Gebäuden und Inventariengegenständen gegen eine Entschädigung von drei Millionen Thalern für sich und seine Nachkommen an die Krone Preussens ab.

Die weitaus wichtigste Erscheinung des Jahres 1866 war indessen auch für die Gestaltung des deutschen Postwesens die Schaffung einer einheitlichen Staatsgewalt durch die Errichtung des norddeutschen Bundes.

Auf Grund der Bestimmungen der Bundesverfassung vom 26. Juli 1867 übernahm das Bundespräsidium am 1. Januar 1868 die obere Leitung und die Verwaltung des Postwesens im Bereiche des gesamten Bundesgebietes. Die ausserdeutschen Postanstalten in den Hansestädten gaben die bisher dort ausgeübte Postgerechtsame auf Grund der mit ihnen abgeschlossenen Verträge freiwillig auf. Durch das Gesetz über das Postwesen des norddeutschen Bundes vom 2. November 1867 wurde, unter Zu-

the most confused of all. Besides the post-offices of the free towns, there were in Bremen separate post-offices belonging to Prussia, Hanover, and Thurn and Taxis respectively; in Lübeck to Thurn and Taxis, and Denmark; in Hamburg to Prussia, Hanover, Thurn and Taxis, Mecklenburg, Sweden, and Denmark, each of which offices had its strictly defined postal privileges.

In 1864 an independent postal service was established in the Elbe duchies, and the Danish post-office in Hamburg was adjoined to the Postal Administration of that town.

The political events of 1866 however led to a radical alteration in this state of things. The postal service in the Elbe duchies and in Hannover was put under Prussian management, and, in addition, on the 1st of July 1867 Prince Thurn and Taxis gave up the whole of his postal arrangements, with the buildings and appurtenances connected with them, on behalf of himself and his descendants, to the Prussian Crown, receiving in exchange an indemnity of 3,000,000 thalers.

The creation of a united Government, by the formation of the North German Confederation, was, however, by far the most important event of the year 1866, if only with reference to the development of the German postal service.

In accordance with the Federal Constitution of the 26th of July 1867, the President of the Confederation undertook on the 1st of January 1868 the direction and management of the postal service within the limits of the Confederation. The foreign post-offices in the Hanse Towns were voluntarily discontinued by virtue of Conventions concluded with them. An entirely uniform regulation of the postal service was achieved by the law on the Posts of the North German Confederation of the 2nd of No-

territoire allemand. La loi sur les postes de la Confédération de l'Allemagne du Nord, du 2 novembre 1867, régla ce service d'une manière parfaitement uniforme; en prenant pour base des principes notablement plus libéraux que ceux qui avaient jusque là dominé dans les divers États allemands. La nouvelle loi sur les taxes postales, également entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1868, établit un tarif unique pour les lettres, les paquets, les envois d'espèces et les journaux, en même temps qu'elle supprima un grand nombre de taxes accessoires et abolit, sauf de rares exceptions, la franchise de port, qui était auparavant très-étendue. Mais le principal avantage de la nouvelle loi sur les taxes postales fut l'introduction de la taxe uniforme de 1 silbergros ou 3 kreutzer pour le port d'une lettre simple dans toute l'Allemagne.

Après le rétablissement de l'Empire allemand en 1871, l'ancienne poste impériale fut également reconstituée sous les ordres du Grand maître des postes de l'Empire, M. le Dr Stephan, toutefois avec une organisation bien différente de celle qui existait sous l'ancien régime tant critiqué.

Conformément à l'article 48 de la Constitution de l'Empire allemand, la poste est organisée et administrée comme une institution commune à l'Empire. La Bavière et le Wurtemberg font seuls exception, en ce sens que ces deux royaumes ont conservé l'administration autonome de leurs postes, en ce qui concerne le service interne de ces pays, tandis que le trafic externe et la législation postale sont dans les attributions de l'Empire.

Les excellents résultats de la centralisation des postes allemandes, sous un pouvoir habile et prudent, ne tardèrent pas à exercer leur force d'attraction sur une branche d'administration apparentée à celle des postes: le service télégraphique. Ce service, confié d'abord provisoirement à la direction du chef supérieur des postes, fut définitivement, à la date du 1^{er}

grundelegung wesentlich freierer Anschauungen als solche bis dahin bei der Ausübung des Postregals in den einzelnen deutschen Staaten massgebend gewesen waren, eine völlig einheitliche Regelung der Postverhältnisse herbeigeführt. Das gleichfalls am 1. Januar 1868 in Kraft getretene neue Posttaxgesetz schuf einen einheitlichen Tarif für den Brief-, Päckerei-, Geld- und Zeitungsverkehr und beseitigte eine grosse Anzahl von Nebengebühren. Zugleich kamen die früher in ziemlich bedeutendem Umfange vorhandengewesenen Portofreitheiten bis auf einige wenige in Wegfall.

Als der wesentlichste Vortheil des neuen Posttaxgesetzes war aber die Einführung des ermässigten Einheitsatzes von 1 Sgr. oder 3 kr. für den Brief durch ganz Deutschland anzusehen.

Nach der Wiederaufrichtung des deutschen Reichs im Jahre 1871 entstand auch die weiland kaiserlich deutsche Reichspost unter dem Reichs-General-Postmeister Dr. Stephan von Neuem, freilich in einer wesentlich consolidirteren Gestalt als ihre vielangefochtene Thurn und Taxis'sche Vorgängerin.

In Gemässheit des Art. 48 der Verfassung des deutschen Reichs ist das Postwesen für das gesammte Gebiet Deutschlands als einheitliche Staatsverkehrsanstalt eingerichtet und verwaltet. Nur für Bayern und Württemberg besteht insofern noch eine Ausnahme, als beide Königreiche die selbstständige Verwaltung ihres Postwesens, soweit der *interne* Verkehr der genannten Länder in Betracht kommt, behalten haben, wogegen die Regelung der äusseren Beziehungen und die Postgesetzgebung dem Reiche zusteht.

Die sichtbaren Erfolge der einheitlichen und umsichtigen Leitung des deutschen Postwesens übten bald ihre Anziehungskraft auch auf den nächstverwandten Verkehrszweig, die Telegraphie, aus, deren Verwaltung, nach vorheriger interimistischer Leitung der Geschäfte durch den obersten Chef des Postwesens, vom 1. Januar

vember 1867, which was based on much wider principles than such as had hitherto prevailed in the carrying out of the postal service in the various German States. The new law concerning the postal rates, which came into force on the 1st of January 1868, inaugurated a uniform tariff for the exchange of letters, parcels, money, and newspapers, and, at the same time, did away with a great number of additional fees. The franking privilege, which had hitherto been accorded with much liberality, was also, with some few exceptions, abolished. The chief advantage of the new law was, however, the introduction of the reduced uniform rate of postage of 1 sgr. or 3 kr. per letter throughout Germany.

After the re-constitution of the German Empire, in the year 1871, the late Imperial German Post was re-organized under the direction of the Imperial Postmaster General, Dr Stephan, and this under a much more consolidated form than its predecessor had under the Prince Thurn and Taxis.

In accordance with Article 48 of the Constitution of the German Empire, the postal service in the whole territory of Germany is arranged and administered as a governmental institution. Bavaria and Wurtemberg form in so far an exception, that they have retained the independent arrangement of their domestic postal service, while the regulation of the international relations, and the postal legislation are in the hands of the Empire.

The evident success of the centralized and enlightened direction of the German Post soon exercised an attraction on the kindred branch of the public service, the Telegraph which, after having previously been temporarily under the direction of the head of the postal service, was, on the 1st of January 1876, united with the

janvier 1876, fusionné avec celui des postes et placé sous la même autorité.

La gestion des services postaux et télégraphiques de l'Allemagne est exercée par l'administration centrale des postes et des télégraphes, ayant son siège à Berlin et représentée par le Grand maître des postes; ce haut fonctionnaire est assisté, dans les deux branches principales (bureau général des postes et bureau général des télégraphes), par un collège de conseillers et par un certain nombre d'employés d'administration.

L'administration centrale des postes et des télégraphes exerce son autorité dans les provinces par l'intermédiaire de quarante directions supérieures, établies dans les villes suivantes : Aix-la-Chapelle, Arnsherg, Berlin, Brunswick, Brême, Bromberg, Breslau, Carlsruhe, Cassel, Coblenze, Cologne, Cöslin, Constance, Danzig, Darmstadt, Dresde, Düsseldorf, Erfurt, Francfort-sur-Mein, Francfort-sur-Oder, Gumbinnen, Halle sur la Saale, Hambourg, Hanovre, Kiel, Königsberg, Leipzig, Liegnitz, Magdebourg, Metz, Minden, Oldenbourg, Oppeln, Potsdam, Schwerin, Stettin, Strasbourg et Trêve.

Chaque directeur supérieur a sous ses ordres un certain nombre de conseillers pour les questions postales et télégraphiques et pour les affaires de construction; il lui est adjoint un jurisconsulte et il a à sa disposition le nombre nécessaire d'employés de bureau. Enfin, pour la surveillance du service d'exécution dans les différentes localités de son ressort, il est aidé par des inspecteurs des postes et des télégraphes.

L'exploitation proprement dite est exercée par les bureaux des postes et des télégraphes, qui sont placés immédiatement sous les ordres des directions supérieures et qui se divisent en trois classes selon l'importance du trafic local. Les bureaux des postes ou des télégraphes de 1^{re} classe sont gérés par des fonctionnaires ayant le titre de directeur; les bureaux de 2^{me} classe ont pour chef un maître de poste ou un pré-

1876 ab definitiv mit der Postverwaltung vereinigt und dem General-Postmeister übertragen wurde.

Die centrale Leitung des deutschen Post- und Telegraphenwesens geht jetzt von der « obersten Post- und Telegraphenbehörde » aus, vertreten durch den General-Postmeister, welchem in den beiden in Berlin befindlichen Hauptabtheilungen dieser Centralbehörde, dem General-Postamt und General-Telegraphenamte, ein Collegium von Räten nebst einer Anzahl von Verwaltungsbeamten zur Seite steht.

Vierzig Ober-Postdirectionen vermitteln als Provinzial-Post- und Telegraphenbehörden die Vollziehung der von der Centralleitung ausgehenden Anordnungen. Diese Provinzialbehörden befinden sich gegenwärtig in Aachen, Arnsherg, Berlin, Braunschweig, Bremen, Bromberg, Breslau, Carlsruhe, Cassel, Coblenz, Cöln, Cöslin, Constanze, Danzig, Darmstadt, Dresden, Düsseldorf, Erfurt, Frankfurt a. M., Frankfurt a. O., Gumbinnen, Halle a. S., Hamburg, Hannover, Kiel, Königsberg i. Pr., Leipzig, Liegnitz, Magdeburg, Metz, Minden, Münster, Oldenburg, Oppeln, Posen, Potsdam, Schwerin, Stettin, Strassburg und Trier.

Jedem Ober-Postdirector ist eine entsprechende Anzahl von Räten für Post-, Telegraphen- und Bauangelegenheiten, sowie ein Rechtsbeistand und die erforderliche Anzahl von Bureaubeamten beigegeben; zur Ueberwachung des äusseren Dienstbetriebes an Ort und Stelle sind ferner die gleichfalls dem Ober-Postdirector untergeordneten Post- und Telegrapheninspectoren bestimmt.

Der eigentliche Betrieb wird von den, den Ober-Postdirectionen unmittelbar untergeordneten Post- und Telegraphenämtern ausgeübt, welche, je nach der Bedeutung des örtlichen Verkehrs, in drei Klassen zerfallen: Post- oder Telegraphenämter I. mit einem Post- oder Telegraphendirector, Post- oder Telegraphenämter II. mit einem Postmeister oder Telegraphenvorsteher, Post- oder Telegraphenämter III. mit einem Post- oder Tele-

Post, and placed under the management of the Postmaster General.

The central management of the German Posts and Telegraphs is now vested in a Chief Direction of Posts and Telegraphs, represented by the Postmaster General, who is assisted by a Board of Councillors, and a certain number of administrative employes belonging to the two principal divisions of this Chief Direction—the General Post Office, and the General Telegraph Office—which are both located in Berlin.

Forty Principal Postal Directions are entrusted with the execution of the postal and telegraphic service in the provinces, and carry out the orders received from the Chief Direction in Berlin. These provincial Directions have, at present, their seats in Aix-la-Chapelle, Arnsherg, Berlin, Brunswick, Bremen, Bromberg, Breslau, Carlsruhe, Cassel, Coblenz, Cologne, Cöslin, Constance, Danzig, Darmstadt, Dresden, Düsseldorf, Erfurt, Frankfurt on the Maine, Frankfurt on the Oder, Gumbinnen, Halle on the Saale, Hamburg, Hanover, Kiel, Königsberg in Prussia, Leipzig, Liegnitz, Magdeburg, Metz, Minden, Münster, Oldenburg, Oppeln, Posen, Potsdam, Schwerin, Stettin, Strassburg, and Trier.

Each Postal Director is assisted by a certain number of Councillors for postal, telegraphic, and building affairs, as well as by a legal adviser, and the necessary number of clerks. Postal and Telegraph Inspectors, who are subordinate to the Postal Director, control and superintend the practical postal and telegraphic service.

The practical service is carried out by post- and telegraph-offices. These are immediately subordinate to the Provincial Postal Directions, and are divided into three classes according to the importance of their business, *i. e.* post- or telegraph-offices of the 1st class, conducted by a Director of Posts or Telegraphs (*Post- or Telegraphen-Director*), post- or telegraph-offices of the 2nd class, managed by a postmaster (*Postmeister*)

posé des télégraphes; enfin ceux de 3^{me} classe ont à leur tête des gérants. A chaque bureau est attaché le personnel qui lui est nécessaire : commis, garçons de bureau, etc.

Toutefois, en règle générale, le service des postes et celui des télégraphes sont réunis dans un seul bureau portant le nom de bureau de poste; de sorte que les bureaux de télégraphe proprement dits n'existent qu'en nombre très-restreint, et seulement là où l'importance des affaires ou bien certaines exigences locales en font une nécessité.

Dans les petites localités, qui ne sont pas desservies simplement par un facteur, le service est confié à des agences postales, qui fonctionnent comme succursales des bureaux de poste les plus rapprochés. Au besoin, les agents, que l'on choisit généralement dans la catégorie des négociants, des industriels, des fonctionnaires communaux, etc., sont aussi chargés du service télégraphique.

Sur les lignes principales de chemin de fer, le service des postes s'effectue au moyen des bureaux ambulants, dont chacun dessert un parcours déterminé.

Puisque nous avons terminé notre notice historique sur le développement des postes allemandes, par un court exposé de l'organisation nouvelle de cette institution, il nous sera permis de rappeler, en faveur de l'administration actuelle, la part importante qu'elle a prise à la fondation de l'Union générale des Postes, qui tend de plus en plus à devenir, dans le sens littéral de l'expression, l'*Union postale universelle*. Cette administration s'est ainsi acquis un renom mérité, non seulement dans son histoire interne, mais aussi dans l'histoire de la Poste internationale.

graphenverwalter an der Spitze, sowie mit dem nöthigen Personal an Beamten, Postschaffnern etc.

In der Regel ist jedoch der Post- und Telegraphenbetrieb, unter Bezeichnung der betreffenden Verkehrsanstalt als Postamt, vereinigt, so dass eigentliche Telegraphenämter nur in den verhältnissmässig wenigen Fällen bestehen, in welchen der Geschäftsumfang oder besondere örtliche Verhältnisse dies bedingen.

Zur Besorgung des Postdienstes in kleinen Orten bestehen, soweit nicht lediglich durch Landbriefträger deren Verkehr vermittelt wird, Postagenturen als Filialen benachbarter Postämter. Nöthigen Falls wird den Agenten, als welche gewöhnlich Kaufleute, Gewerbetreibende, Gemeindebeamte u. dgl. angenommen werden, auch die Besorgung des Telegraphendienstes mit übertragen.

Der Postbetrieb auf den wichtigeren Eisenbahnliesen wird von besonderen Bahnpostämtern wahrgenommen, welchen bestimmte Eisenbahnstrecken zugewiesen sind.

Indem wir mit der vorstehenden Erwähnung der gegenwärtigen Organisation des deutschen Postwesens diesen kurzen Abriss der reichbewegten Entwicklungs-Geschichte der deutschen Post schliessen, sei an dieser Stelle nur noch darauf hingewiesen, welchen hervorragenden Antheil dieselbe an der Begründung unserer immer mehr zur « Weltpost » in des Wortes buchstäblicher Bedeutung sich entwickelnden Vereinigung genommen, und wie sie sich hiermit nicht nur in ihrer inneren Entwicklungs-Geschichte, sondern auch in der internationalen Geschichte der Post ein ehrenvolles Blatt geschrieben hat.

or a *Telegraphenvorsteher*, and post-or telegraph-offices of the 3^d class, with a *Postverwalter* or a *Telegraphenverwalter*. The staff of employés of these different offices is composed of the necessary number of clerks, messengers, &c.

As a rule, however, the postal and the telegraph service is carried out in the same office which bears the denomination of post-office, so that separate telegraph-offices are comparatively rare, and only exist in places where the amount of business or local circumstances necessitate this arrangement.

In small places, and in so far as postal communication is not effected by rural messengers alone, the service is carried out by postal agencies acting as branch-offices of neighbouring post-offices. If necessary the agents, who are generally selected among merchants, trades-people, parish officers, &c., are also entrusted with the telegraph service.

The postal service on the more important railway lines is carried out by special railway post-offices to which certain portions of these lines are assigned.

In concluding with the foregoing description of the present organization of the postal service in Germany our summary of the history of the Post in this country, we may be allowed to mention what an important part this institution has taken in the foundation of our alliance which is developing more and more into the « *Universal Post* » in the literal acceptance of the term, and how honourable a page it has thus written, not only in the history of the development of its interior service, but also in that of the international Post.

Le Congrès postal de Paris.

(Suite.)

Voici, suivant l'ordre des articles, les modifications que le Congrès postal de Paris a fait subir au projet de Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de la nouvelle Convention (v. *Union postale* du 1^{er} mars 1878).

Article premier.

Le § 1 est modifié comme suit :

« Chaque administration est obligée d'expédier, par les voies les plus rapides dont elle peut disposer pour ses propres envois, les dépêches closes et les correspondances à découvert qui lui sont livrées par une autre administration. »

Le mot « toutefois », qui commence le paragraphe suivant, est supprimé.

Art. III.

Le 1^{er} alinéa est maintenu ; le second est rédigé de la manière suivante :

« 1^o Ceux qui sont entretenus pour le transport territorial accéléré de la malle dite *des Indes* ; Enfin l'article reçoit le complément ci-après :

« 2^o Celui que l'administration des postes des États-Unis d'Amérique entretient sur son territoire pour le transport des dépêches closes entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique. »

Art. IV.

Nouvelle rédaction résultant du changement apporté à l'article 6 du projet de Convention :

« 1. — En exécution de l'article 7 de la Convention (*6 du projet*), les administrations des pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité monétaire, perçoivent leurs taxes d'après les équivalents ci-dessous :

Der Pariser Post-Kongress.

(Fortsetzung.)

Wir führen nachstehend in der Reihenfolge der Artikel die Aenderungen an, welche der Pariser Post-Kongress in dem Entwurfe zur Ausführungs-Uebereinkunft zum neuen Vertrage getroffen hat.

(S. *Union postale* vom 1. März d. J.)

Art. I.

§ 1 ist, wie folgt, geändert worden :

« Jede Verwaltung ist verpflichtet, die geschlossenen Briefpakete, wie die im Einzeltransit beförderten Korrespondenzen, welche ihr von einer andern Verwaltung überliefert werden, auf den schnellsten, ihr für die eigenen Sendungen zu Gebote stehenden Wegen zu befördern. »

Das Wort «*Toutefois*», mit welchem der nächste § anfängt, ist gestrichen.

Art. III.

Der 1. Absatz ist unverändert geblieben ; der 2. Absatz hat folgende Fassung erhalten :

« 1. Die Transporte, welche für die beschleunigte Landbeförderung der sogenannten *Indischen Post* unterhalten werden ; »

Als 3. Absatz tritt hinzu :

« 2. Der Transport, welchen die Vereinigten Staaten von Amerika auf ihrem Gebiete zur Beförderung der geschlossenen Briefpakete zwischen dem Atlantischen und dem Stillen Ocean unterhalten. »

Art. IV.

In Folge der im Art. 6 des Vertragsentwurfs getroffenen Aenderung hat dieser Artikel die nachstehende Fassung erhalten :

« 1. In Ausführung des Art. 7 des Vertrages erhalten die Verwaltungen der Vereinsländer, welche den Franken nicht zur Münzeinheit haben, ihre Taxen zu den entsprechenden, hierunter bezeichneten Beträgen, nämlich :

The Postal Congress of Paris.

(Continuation.)

The following are—according to the order of the Articles—the modifications introduced by the Postal Congress of Paris into the Project of the Detailed Regulations for the execution of the new Convention (see «*l'Union postale*», 1st March 1878.)

Article I.

The 1st paragraph was modified as follows:—

« Each Administration is bound to forward, by the most rapid routes at its command for its own mails, the closed and open mails delivered to it by another Administration. »

The word «*however*» in the first line of the following paragraph, was struck out.

Article III.

The first paragraph was maintained; the second altered as follows:—

« 1^o Those maintained for the accelerated territorial conveyance of the mail called the *Indian mail*. »

Lastly, the Article was completed as follows:—

« 2^o That maintained by the Postal Administration of the United States of America on its territory for the conveyance of closed mails between the Atlantic and Pacific Oceans. »

Article IV.

New wording resulting from the alteration made in Article 6 of the project of Convention:—

« 1^o In execution of Article 7 of the Convention, the Administrations of the countries of the Union, which have not the franc as monetary unit, levy their rates according to the equivalents given below:—

Pays	25 centimes	10 centimes	5 centimes
Allemagne	20 pfennig	10 pfennig	5 pfennig
Argentine (République)	8 centavos	4 centavos	2 centavos
Autriche-Hongrie	10 kreuzer	5 kreuzer	3 kreuzer
Brésil	100 reis	50 reis	25 reis
Danemark	20 öre	10 öre	5 öre
Colonies danoises {	Groënland	20 öre	10 öre
	Antilles	5 cents	2 cents
Egypte	1 piastre	20 paras	10 paras
Etats-Unis d'Amérique	5 cents	2 cents	1 cent
Grande-Bretagne	2½ pence	1 penny	½ penny
Inde britannique	2 annas	¾ anna	½ anna
Colonies anglaises {	Jamaïque, Trinité, Guyane anglaise, La-boan, Maurice et dépendances, Bermudes	2½ pence	1 penny
	Ceylan, Straits Settlements, Hong-Kong, Canada	5 cents	2 cents
Japon	5 sen	2 sen	1 sen
Monténégro	10 soldi	5 soldi	3 soldi
Norvège	20 öre	10 öre	5 öre
Pays-Bas et colonies néerlandaises	12½ cents	5 cents	2½ cents
Perse	5 shahis	2 shahis	1 shahi
Portugal et colonies portugaises	50 reis	20 reis	10 reis
Russie	7 kopeks	3 kopeks	2 kopeks
Serbie	50 paras	20 paras	10 paras
Suède	20 öre	10 öre	5 öre
Turquie	50 paras	20 paras	10 paras
Mexique	6 centavos	3 centavos	2 centavos
Pérou	5 centavos	2 centavos	1 centavo
Salvador	5 centavos de peso	2 centavos de peso	1 centavo de peso

« 2. — En cas de changement
« du système monétaire dans l'un
« des pays sus-mentionnés, l'admini-
« stration de ce pays doit s'en-
« tendre avec l'administration des
« postes suisses pour modifier les
« équivalents ci-dessus; il appar-
« tient à cette dernière adminis-
« tration de faire notifier la modi-
« fication à tous les autres offices
« de l'Union, par l'intermédiaire du
« Bureau international.

« 3. — Toute administration a la
« faculté de recourir, si elle le juge
« nécessaire, à l'entente prévue au
« paragraphe précédent, en cas de
« modification importante dans la
« valeur de sa monnaie. »

« 2. Bei eintretender Verände-
« rung des Münzsystems in einem
« der vorbezeichneten Länder hat
« die Verwaltung desselben sich
« wegen Abänderung der obigen
« Beträge mit der schweizerischen
« Postverwaltung zu verständigen;
« es ist Sache der letzteren, die
« Änderungen sämtlichen übrigen
« Vereinsverwaltungen durch
« Vermittelung des internationalen
« Büreaus mitzutheilen.

« 3. Jede Verwaltung hat das
« Recht, die im vorhergehenden
« Absatze vorgesehene Verständi-
« gung bei eintretender erheblicher
« Veränderung des Werthes ihrer
« Münze zu verlangen, wenn sie es
« für nothwendig erachtet. »

« 2° In the case of change of
« the monetary system in one of
« the countries above mentioned,
« the Administration of such country
« must agree with the Administra-
« tion of the Swiss Posts as to the
« modification of the equivalents
« given above; it devolves upon
« this latter Administration to cause
« the modification to be notified
« to all the other Administrations
« of the Union through the medium
« of the International Office.

« 3° Every Administration has
« the right, if it deems it necessary,
« to avail itself of the arrangement
« contemplated in the preceding
« paragraph, in case of an impor-
« tant modification in the value of
« its currency. »

L'article IV du projet de Règlement est maintenu et devient le § 4 du présent article.

Art. V.

Il est ajouté au 1^{er} alinéa :

« Dans le cas prévu par le 10^o « alinéa de l'article 12 de la Convention (art. 11 du projet, complété comme l'indique notre précédent numéro, p. 147 et 148), « il peut être ajouté cinq centimes « par port simple de lettres et deux « centimes par port simple d'autres « objets. »

Art. VI.

Changement de rédaction qui ne modifie point le sens de l'article, si ce n'est en ce qui concerne la suppression, aux §§ 1 et 2, des mots « de toute nature ».

Art. VII.

Les mots « au crayon rouge » et « au crayon bleu », dont il est fait usage aux deux derniers alinéas du § 3, sont respectivement remplacés par les termes de « en chiffres rouges » et « en chiffres bleus ».

Art. VIII.

Les §§ 1 et 2 sont modifiés de la manière suivante :

« 1. — Lorsqu'un objet est insuffisamment affranchi au moyen « de timbres-poste, l'office expéditeur indique en chiffres noirs, « apposés à côté des timbres-poste, « le montant de l'insuffisance, en « l'exprimant en francs et centimes.

« 2. — D'après cette indication, « le bureau d'échange du pays de « destination taxe l'objet au double « de l'insuffisance constatée. »

Le § 3 est maintenu sans changement.

Der Art. IV des Reglements-Entwurfs, welcher unverändert geblieben, ist als § 4 dem vorliegenden Artikel hinzugefügt worden.

Art. V.

Dem 1. Absatze tritt hinzu :

« In dem durch den 10. Absatz « des Art. 12 des Vertrages (Art. 11 « des Entwurfs mit dem in unserer « letzten Nummer auf S. 147 und « 148 bezeichneten Zusatze) vorgesehenen Falle können bei Briefen 5 Centimen und bei anderen Gegenständen 2 Centimen für den einfachen Portosatz hinzugefügt werden. »

Art. VI.

Dieser Artikel ist neu redigirt, der Sinn aber nur insoweit geändert worden, als in den beiden ersten §§ die Worte « jeder Art » weggeblieben sind.

Art. VII.

An Stelle der in den beiden letzten Absätzen des § 3 benutzten Worte « mit Rothstift » und « mit Blaustift » ist gesetzt worden: « in rothen Ziffern » bz. « in blauen Ziffern. »

Art. VIII.

Die beiden ersten §§ haben folgende Fassung erhalten :

« 1. Auf den durch Postwerthzeichen unzureichend frankirten Sendungen hat die absendende Verwaltung unmittelbar neben den Werthzeichen den fehlenden Betrag in Franken und Centimen mit schwarzen Zahlen anzugeben.

« 2. Die Auswechslungs-Postanstalt des Bestimmungslandes taxirt den Gegenstand nach dieser Angabe mit dem doppelten Betrage des fehlenden Portotheils. »

Der § 3 ist unverändert geblieben.

Article IV of the project of Regulations was maintained, and forms paragraph 4 of the present Article.

Article V.

The following addition was made to the 1st paragraph:—

« In the case contemplated by « paragraph 10 of Article 12 of « the Convention (Article 11 of the « Project, completed according to « the indications given in our last « number, p. 147 and 148), there « may be added five centimes « per single rate of letters, and « two centimes per single rate of « other articles. »

Article VI.

Modification of the text, which does not, however, make any alteration in the sense of the Article, further than that caused by the suppression, in paragraphs 1 and 2, of the words « of every description ».

Article VII.

The words « in red figures », and « in blue figures » were respectively substituted for the terms « in red ink », and « in blue ink » used in the subdivisions 1^o and 2^o of paragraph 3.

Article VIII.

Paragraphs 1 and 2 were modified as follows:—

« 1.—When an article is insufficiently prepaid by means of postage-stamps, the despatching office indicates in figures, in black ink, placed by the side of the postage-stamps, the amount of the deficiency, expressing the same in francs and centimes.

« 2.—In accordance with this indication, the exchange office of the country of destination charges the article with double the ascertained deficiency. »

Paragraph 3 was maintained without any alteration.

Art. X.

La fin du § 3 est modifiée comme suit :

« par l'application, en tête de la feuille d'avis, soit d'une annotation spéciale, soit de l'étiquette ou du timbre de recommandation en usage dans le pays d'origine. »

Le Congrès a cru devoir ajouter aux dispositions de l'avant-projet concernant les objets recommandés, une disposition nouvelle qui, dans le Règlement définitivement adopté, fait l'objet d'un article nouveau (XI), dont suit la teneur :

« Indemnité pour la perte d'un envoi recommandé.

« L'obligation de payer l'indemnité, en cas de perte d'un objet recommandé, incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur, sauf recours, s'il y a lieu, contre l'administration responsable. »

Art. XI (XII nouveau).

Il est ajouté, en tête de cet article, un paragraphe nouveau, ainsi conçu :

« 1. — En règle générale, les objets qui composent les dépêches doivent être classés et enliassés par nature de correspondance. »

Le § 3 (devenu § 4) est complété par l'adjonction des mots : « sauf autre arrangement entre les offices correspondants. »

Art. XII (XIII nouveau).

Le § 6 reçoit une rédaction nouvelle, à partir des mots : « Si le cas le comporte ». Voici le texte nouveau :

« . . . Si le cas le comporte, ce dernier bureau peut, en outre, être avisé par télégramme, aux frais de l'office expéditeur du télégramme. »

Art. X.

Der Schluss des § 3 ist, wie folgt, geändert: « dass dieselbe am Kopf entweder mit einem nähern Vermerk oder mit den im Ursprungslande für Einschreib-Sendungen gebräuchlichen Aufgabzetteln oder Stempelabdrücken versehen wird. »

Der in dem ersten Entwurf enthaltenen Vorschrift bezüglich der Einschreibsendungen ist von dem Kongress eine neue Bestimmung hinzugefügt worden, welche den Gegenstand eines neuen Artikels (XI) des Reglements bildet und, wie folgt, lautet:

« Ersatzleistung für den Verlust einer Einschreibsendung.

« Im Falle des Verlustes eines Einschreibgegenstandes liegt die Verpflichtung zur Zahlung des Ersatzbetrages derjenigen Verwaltung ob, welcher die Absendungs-Postanstalt angehört, vorbehaltlich der Geltendmachung ihrer etwaigen Ansprüche gegen die verantwortliche Verwaltung. »

Art. XI (jetzt XII).

Als Anfang dieses Artikels ist der nachfolgende neue § hinzugefügt worden:

« 1. Es gilt als Regel, dass der Inhalt der Briefpakete nach der Gattung der Korrespondenzen sortiert und abgebunden sein muss. »

Dem § 3 (jetzt § 4) sind die Worte: « vorbehaltlich anderweiter Vereinbarung zwischen den betreffenden Verwaltungen » hinzugefügt.

Art. XII (jetzt XIII).

§ 6 ist von den Worten: « Erforderlichen Falls » ab wie folgt abgeändert worden:

« Erforderlichen Falls kann der Absendungs-Postanstalt ausserdem auf telegraphischem Wege Mittheilung gemacht werden, und zwar auf Kosten derjenigen Verwaltung, welche das Telegramm absendet. »

Article X.

The end of paragraph 3 was modified as follows:—

« by the application, at the head of the letter-bill, of either a special notice, or the label or stamp adopted for registered articles in the country of origin. »

The Congress deemed it necessary to add to the stipulations of the project, concerning registered articles, a new provision which forms in the definitively adopted Regulations the object of a new Article (XI) which runs as follows:—

Indemnity for the loss of a registered article.

« The obligation of paying the indemnity in case of the loss of a registered article devolves upon the Administration to which the despatching office is subordinate, and which is entitled to claim the same, if circumstances allow, from the responsible Administration. »

Article XI (XII new).

At the beginning of this Article the following paragraph was added:—

« 1.—As a general rule, the articles which form the mails must be classed and tied in bundles according to the nature of the correspondence. »

Paragraph 3 (4 new) was completed by the addition of the words:—« unless any other arrangement be agreed upon between the corresponding Administrations. »

Article XII (XIII new).

A new wording was given to § 6, from the words: « If needful ». This passage now runs as follows:—

« If needful, the latter office may, moreover, be advised thereof by a telegram, the cost of which is to be borne by the office despatching the same. »

Art. XIV (XV nouveau).

Les dispositions de cet article sont remplacées par celles qui suivent :

Cartes postales.

« 1. — Les cartes postales doivent être expédiées à découvert. « L'une des faces est réservée à « l'adresse seule. La correspondance est inscrite au verso.

« 2. — Les cartes postales ne peuvent excéder les dimensions suivantes :

« Longueur, 14 centimètres ;

« Largeur, 9 centimètres.

« 3. — Autant que possible, les cartes postales émises spécialement en vue de la circulation dans l'Union, doivent porter un timbre fixe et le titre : *Union postale universelle*, suivi du nom du pays d'origine. Ce titre, lorsqu'il n'est pas en langue française, est reproduit en cette langue.

« 4. — Les cartes postales émanant des offices de l'Union sont seules admises à la circulation dans le service international.

« 5. — Il est interdit de joindre ou d'attacher aux cartes postales des objets quelconques. »

Art. XV (XVI nouveau).

On a ajouté à la nomenclature des objets à traiter comme papiers d'affaires, les *connaissements*, les *factures* et les *manuscrits expédiés isolément*.

En outre, on a supprimé le mot : « définition » en tête de l'article, auquel on a donné un second § ainsi conçu :

« 2. — Les papiers d'affaires doivent être envoyés sous bande ou dans une enveloppe ouverte. »

Art. XVI.

Cet article est entièrement supprimé.

Art. XIV (jetzt XV).

An die Stelle dieses Artikels sind die nachstehenden Bestimmungen getreten :

Postkarten.

« 1. Die Postkarten müssen offen « versandt werden. Eine Seite derselben ist nur für die Aufschrift bestimmt. Die Mittheilung wird auf die Kehrseite geschrieben.

« 2. Die Postkarten dürfen folgende Ausdehnungen nicht überschreiten :

« 14 Centimeter in der Länge,

« 9 » » » Breite.

« 3. Soviel als möglich sollen die Postkarten, welche hauptsächlich für die Versendung im Verein hergestellt sind, mit eingedruckten Werthzeichen und der Bezeichnung *Weltpostverein*, gefolgt von dem Namen des Ursprungslandes, versehen sein. Ist diese Angabe nicht in französischer Sprache abgefasst, so wird dieselbe in diese Sprache übersetzt.

« 4. Nur die von den Vereins-Postverwaltungen ausgegebenen Postkarten sind im internationalen Verkehr zulässig.

« 5. Es ist verboten, den Postkarten irgend welche Gegenstände beizufügen oder anzuhängen. »

Art. XV (jetzt XVI).

Dem Verzeichniss der als Geschäftspapiere zu behandelnden Gegenstände sind die *Connossements*, *Rechnungen* und die *für sich allein zur Beförderung kommenden Manuscripte* hinzugefügt worden.

Ferner hat man in der Inhaltsangabe das Wort « Bezeichnung » gestrichen und den Artikel durch den nachstehenden neuen § vervollständigt :

« 2. Die Geschäftspapiere müssen » offen unter Band oder in offenem » Umschlage versandt werden. »

Art. XVI

ist vollständig gestrichen.

Article XIV (XV new.)

The following stipulations were substituted for those of this Article:—

Post-cards.

« 1.—Post-cards must be transmitted without any cover, envelope etc. One side of the card is reserved for the address only. The communication is written on the reverse-side.

« 2.—Post-cards may not exceed the following dimensions:—

« Length, 14 centimètres ;

« Width, 9 centimètres.

« 3.—Whenever possible, the post-cards issued specially for circulation in the Union, must bear an impressed stamp, and the superscription *Universal Postal Union*, followed by the name of the country of origin. This superscription, when it is not in the French language, is reproduced in that language.

« 4.—Post-cards emanating from the Administrations of the Union are alone admitted to circulation in the international service.

« 5.—It is forbidden to join or attach any objects whatever to post-cards. »

Article XV (XVI new).

The words *bills of lading*, *invoices* and *manuscripts sent singly*, were added to the list of articles to be treated as legal or commercial documents.

The word « definition » was, moreover, struck out in the heading of the Article, and a 2nd paragraph was added, *viz* :—

« 2.—Legal or commercial documents must be sent under band or in open envelopes. »

Article XVI.

This Article was entirely suppressed.

Art. XVII.

Au commencement du § 1, les mots: « de toute nature » sont retranchés. A la fin du même §, après les mots: « ou de tout autre procédé mécanique » il est ajouté: « facile à reconnaître ». L'article est complété par celles des dispositions des articles XVIII et XIX du projet, qui concernent les imprimés.

Art. XVIII et XIX.

Ces deux articles, dont les dispositions ont été intercalées dans d'autres articles, ont reçu, l'un et l'autre, une destination nouvelle, savoir:

Art. XVIII (nouveau).

Echantillons.

« 1. — Les échantillons de marchandises ne sont admis à bénéficier de la modération de port qui leur est attribuée par l'art. 5 de la convention (art. 4 du projet) que sous les conditions suivantes:
 « 2. — Ils doivent être placés dans des sacs, des boîtes ou des enveloppes mobiles, de manière à permettre une facile vérification.
 « 3. — Ils ne peuvent avoir aucune valeur marchande, ni porter aucune écriture à la main que le nom ou la raison sociale de l'envoyeur, l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix. »

Art. XIX (nouveau).

Objets groupés.

« Il est permis de réunir dans un même envoi des échantillons de marchandises, des imprimés et des papiers d'affaires, mais sous réserve des conditions suivantes :

Art. XVII.

Im Eingange des § 1 sind die Worte « jeder Art » gestrichen; für « sonst auf mechanischem Wege » ist gesetzt worden:

« mittelst eines sonstigen leicht erkennbaren mechanischen Verfahrens. » Ferner sind dem Artikel diejenigen Bestimmungen der Artikel XVIII und XIX des Entwurfs hinzugefügt, welche die Drucksachen betreffen.

Art. XVIII und XIX.

Die Festsetzungen dieser beiden Artikel sind in andere Artikel übernommen worden; die gegenwärtigen Art. XVIII und XIX lauten wie folgt:

Art. XVIII.

Waarenproben.

« 1. Die im Art. 5 des Vertrages festgesetzte ermässigte Taxe findet auf Waarenproben nur dann Anwendung, wenn dieselben den nachbezeichneten Bedingungen entsprechen:
 « 2. Sie müssen in Säckchen, Büchsen oder unverschlossenen Umhüllungen dergestalt verpackt sein, dass der Inhalt leicht geprüft werden kann.
 « 3. Sie dürfen keinen Kaufwerth haben und keine anderen handschriftlichen Vermerke tragen, als den Namen oder die Firma des Absenders, die Adresse des Empfängers, Fabrik- oder Handelszeichen, Nummern und Preise. »

Art. XIX.

Zusammengepackte Gegenstände.

« Die Vereinigung von Waarenproben, Drucksachen und Geschäftspapieren zu einer Sendung ist unter folgenden Bedingungen gestattet:

Article XVII.

The words « of every description » were struck out in the first sentence of paragraph 1; at the end of the same paragraph, the words:—« easily to be recognized » were added to « or of any other mechanical proceeding ».

The Article was completed by the addition of those of the provisions of Articles XVIII and XIX which concern printed papers.

Articles XVIII and XIX.

The provisions of these two Articles were embodied in other Articles. The present Articles XVIII and XIX run as follows:—

Article XVIII.

Samples and patterns.

« 1.—Samples and patterns of merchandize are only admitted to enjoy the reduced rates conferred upon them by Article 5 of the Convention (Art. 4 of the project) on the following conditions:—
 « 2.—They must be placed in bags, boxes, or removable envelopes, so as to allow of their being easily examined.
 « 3.—They may not have any mercantile value, nor bear any writing by hand other than the name or firm of the sender, the address of the addressee, a trade or merchant's mark, numbers and prices. »

Article XIX.

Grouped articles.

« It is allowed to forward in the same packet, patterns and samples of merchandize, printed papers, and legal and commercial documents, but only under the following conditions:—

« 1^o Que chaque objet pris iso-
« lément ne dépassera pas les li-
« mites qui lui sont applicables
« quant au poids et quant à la
« dimension ;

« 2^o Que le poids total ne peut
« pas dépasser 2 kilogrammes par
« envoi ;

« 3^o Que la taxe sera au mini-
« mum de 25 c^{es} si l'envoi contient
« des papiers d'affaires, et de 10 c^{es}
« s'il se compose d'imprimés et
« d'échantillons. »

Art. XX.

Le 2^o du § 2 est modifié comme
suit :

« 2^o Les envois régulièrement
« affranchis pour leur premier par-
« cours, et dont le complément de
« taxe afférent au parcours ulté-
« rieur n'a pas été acquitté avant
« leur réexpédition, sont frappés,
« suivant leur nature, par l'office
« distributeur, d'une taxe égale à
« la différence entre le prix d'af-
« franchissement déjà acquitté et
« celui qui aurait été perçu, si les
« envois avaient été expédiés pri-
« mitivement sur la nouvelle des-
« tination. Le montant de cette
« différence doit être exprimé, en
« francs et centimes, à côté des
« timbres-poste par l'office réexpé-
« diteur. »

Art. XXI.

§ 3. Rédaction nouvelle :

« 3. — Par exception, deux offices
« correspondants peuvent, d'un
« commun accord, adopter un autre
« mode de renvoi des rebuts, ainsi
« que se dispenser de se renvoyer
« réciproquement certains imprimés
« considérés comme dénués de va-
« leur. »

« 1. Jeder Gegenstand, einzeln für
« sich genommen, darf die auf ihn
« anwendbaren Grenzen bezüglich
« des Gewichts und der Ausdeh-
« nung nicht überschreiten.

« 2. Das Gesamtgewicht einer
« Sendung darf 2 Kilogramm nicht
« übersteigen.

« 3. Das Porto beträgt zum Min-
« desten 25 Centimen, wenn die
« Sendung Geschäftspapiere ent-
« hält, und 10 Centimen, sofern
« dieselbe aus Drucksachen und
« Waarenproben besteht. »

Art. XX.

Der 3. Absatz des § 2 hat fol-
gende Fassung erhalten :

« 2. Die für die ursprüngliche
« Beförderungsstrecke vollständig
« frankirten Sendungen, bei denen
« eine Berichtigung des für die
« weitere Beförderungsstrecke ent-
« fallenden Porto's vor ihrer Nach-
« sendung nicht stattgefunden hat,
« werden von der die Bestellung
« ausführenden Verwaltung, nach
« Massgabe ihrer Gattung, mit ei-
« ner Taxe belegt, welche der Dif-
« ferenz zwischen dem bereits er-
« hobenen Franko und demjenigen
« Betrage entspricht, der zu erheben
« gewesen wäre, wenn die Absen-
« dung der Gegenstände ursprüng-
« lich nach dem neuen Bestimmungs-
« orte stattgefunden hätte. Der
« solchergestalt sich ergebende Por-
« tobetrag soll von der die Nach-
« sendung bewirkenden Verwaltung
« neben den zur Verwendung ge-
« kommenen Postwerthzeichen in
« Franken und Centimen vorgemerkt
« werden. »

Art. XXI.

Der § 3 ist, wie folgt, abgeändert :

« 3. Ausnahmsweise können zwei
« in unmittelbarem Verkehr ste-
« hende Verwaltungen sich über
« ein anderweitiges Verfahren bei
« Rücksendung der unanbringlichen
« Korrespondenzen, sowie darüber
« verständigen, dass einzelne, als
« werthlos angesehene Drucksachen
« von der Rücksendung ausge-
« schlossen werden. »

« 1^o That each article taken
« parately shall not exceed
« limits applicable to the same w
« regard to weight and dimension

« 2^o That the total weight sh
« not exceed 2 Kilogrammes p
« packet ;

« That the rate shall not be l
« than 25 c^{es} if the packet contain
« legal or commercial document
« and not less than 10 c^{es} if
« consists of printed papers a
« patterns. »

Article XX.

The subdivision 2^o of paragraph
was modified as follows:—

« 2^o Articles regularly prepa
« for their first transmission,
« which the complementary ra
« applicable to them for their
« terior conveyance has not be
« paid before their re-transmissi
« are charged, according to the
« nature, by the delivering offic
« with a tax equal to the differen
« between the rate of prepayme
« already paid, and that whic
« would have been levied if the
« articles had originally been fo
« warded to the new destinatio
« The amount of this differenc
« must be indicated by the r
« directing office, in francs an
« centimes, by the side of the postag
« stamps. »

Article XXI.

Paragraph 3 received a new word
ing:—

« 3.—As an exception, two cor
« responding Administrations may
« by common consent, adopt anothe
« mode of returning undelivered
« articles, as well as dispense with
« reciprocally returning certain
« printed papers, considered to be
« without value. »

Art. XXII.

Le Congrès substitue au texte du projet la rédaction suivante :

« 1. — Les statistiques à effectuer une fois tous les deux ans, en exécution des articles 4 et 12 de la convention, pour le décompte, tant des frais de transit dans l'Union que des taxes afférentes au transport en dehors des limites de l'Union, sont établies d'après les dispositions des articles suivants, pendant toute la durée du mois de mai ou du mois de novembre alternativement, de manière que la première statistique aura lieu en novembre 1879, la seconde en mai 1881, la troisième en novembre 1883, et ainsi de suite.

« 2. — La statistique de novembre 1879 sortira ses effets à partir du 1^{er} avril de la même année jusqu'au 31 décembre 1880. Chaque statistique ultérieure servira de base pour les paiements se rapportant à l'année courante et à celle qui suit. *)

« 3. — Si, pendant la période d'application de la statistique, il vient à entrer dans l'Union un pays ayant des relations importantes, les pays de l'Union dont la situation pourrait, par suite de cette circonstance, se trouver modifiée sous le rapport du paiement des droits de transit, ont la faculté de réclamer une statistique spéciale se rapportant exclusivement au pays nouvellement entré. »

Art. XXV.

§ 2, après les mots : « traites tirées sur la capitale », le Congrès a ajouté : « ou sur une place commerciale ».

*) A cette occasion, le Congrès a décidé que la statistique effectuée en décembre 1877 servira de base aux paiements des frais de transit jusqu'à l'expiration du traité de Berne, c'est-à-dire jusqu'au 31 mars 1879.

Art. XXII.

Dieser Artikel hat folgende Fassung erhalten:

« 1. Die alle zwei Jahre einmal stattfindenden statistischen Ermittlungen, welche behufs Abrechnung sowohl über die Transitgebühren innerhalb des Vereins, als auch über die, für Beförderung ausserhalb des Vereinsgebiets entfallenden Taxbeträge nach den Artikeln 4 und 12 des Vertrages anzustellen sind, werden den Bestimmungen der folgenden Artikel gemäss abwechselnd während der ganzen Dauer der Monate Mai und November in der Weise vorgenommen, dass die Ermittlungen zum 1. Male im Monat November 1879, zum 2. Male im Mai 1881, zum 3. Male im November 1883 u. s. w. ausgeführt werden.

« 2. Die Ermittlung vom November 1879 soll für die Zeit vom 1. April desselben Jahres bis zum 31. Dezember 1880 als gültig angesehen werden. Jede spätere Ermittlung dient für die während des betreffenden und des folgenden Jahres zu leistenden Zahlungen als Grundlage. *)

« 3. Tritt in der Zwischenzeit ein Land mit bedeutenden Postverbindungen dem Vereine bei, so können diejenigen Vereinsländer, deren Lage bezüglich der Zahlung von Transitgebühren in Folge dieses Umstandes eine Veränderung erfährt, eine besondere statistische Ermittlung, ausschliesslich für das neu eingetretene Land, in Anspruch nehmen. »

Art. XXV.

Im § 2 tritt hinter den Worten « mittelst Wechsel auf die Hauptstadt » hinzu : « oder einen Handelsplatz. »

*) Bei dieser Gelegenheit hat der Kongress bestimmt, dass die im Dezember 1877 bewirkten Gewichtsermittlungen die Grundlage für die Berechnung der Transitzkosten für den Zeitraum vom 1. Januar 1878 bis Ende März 1879 bilden sollen.

Article XXII.

The following text was substituted by the Congress for that contained in the project:—

« 1.—The statistics to be taken once every two years, in execution of Articles 4 and 12 of the Convention, for the settlement of the expenses of transit within the Union, as well as of the rates for the conveyance beyond the limits of the Union, are drawn up, according to the stipulations of the following Articles, during the whole of the month of May or of the month of November, alternately, so that the first statistics shall be taken in November 1879, the second in May 1881, the third in November 1883, and so on.

« 2.—The statistical account of November 1879 shall serve as the basis of the payments effected from the 1st of April of the same year to the 31st of December 1880. Every ulterior statistical account shall serve as the basis of the payments relating to the current year and to that following the same. *) »

« 3.—If, during a period of application of a statistical account, a country having important relations should enter the Union, the countries of the Union the position of which might, by this circumstance, be altered as concerns the payment of transit rates, have the right to demand that special statistics be taken, relating exclusively to the newly admitted country. »

Article XXV.

Paragraph 2. After the words:—« bills drawn on the capital », the Congress added:—« or on a commercial place ».

*) Here the Congress decided that the statistics taken in December 1877 should serve as the basis of the payments of the expenses of transit until the expiration of the Treaty of Berne, i. e. up to the 31st of March 1879.

§ 3. L'expression « premier trimestre » est remplacée par celle de « premier semestre ».

Art. XXVI et XXVII.

Ces articles sont supprimés et l'article XXVIII, maintenu intégralement, devient l'article XXVI.

Art. XXVII nouveau.

Cet article se compose de dispositions entièrement nouvelles, dont suit la teneur :

« Réclamation d'objets ordinaires
« non parvenus. »

« 1. — Toute réclamation relative
« à un objet de correspondance ordinaire non parvenu à destination
« donne lieu au procédé suivant :

« 1^o Il est remis au réclamant
« une formule conforme au modèle
« G ci-annexé, avec prière d'en
« remplir, aussi exactement que
« possible, la partie qui le concerne ;

« 2^o Le bureau où la réclamation
« s'est produite transmet la formule
« directement au bureau correspondant. La transmission s'effectue d'office et sans aucun écrit ;

« 3^o Le bureau correspondant fait
« présenter la formule au destinataire ou à l'expéditeur, selon le cas, avec prière de fournir des renseignements à ce sujet ;

« 4^o Munie de ces renseignements, la formule est renvoyée d'office au bureau qui l'a dressée ;

« 5^o Dans le cas où la réclamation est reconnue fondée, elle est transmise à l'administration centrale pour servir de base aux investigations ultérieures ;

« 6^o A moins d'entente contraire, la formule est rédigée en français ou porte une traduction française.

« 2. — Toute administration peut
« exiger, par une notification adres-

Im § 3 ist für « ersten Vierteljahrs » gesetzt worden: « ersten Halbjahrs. »

Die Art. XXVI und XXVII

sind gestrichen worden; der unverändert gebliebene Art. XXVIII wird in Folge dessen Art. XXVI.

Art. XXVII

ist neu; derselbe lautet :

« Nachfrage wegen gewöhnlicher,
« nicht an ihre Bestimmung gelangter Korrespondenzen. »

« 1. Jede Nachfrage, bezüglich
« eines gewöhnlichen, nicht an seine Bestimmung gelangten Korrespondenz-Gegenstandes giebt zu folgendem Verfahren Anlass :

« 1. Dem Antragsteller wird ein Fragebogen, gemäss der Anlage G, mit dem Ersuchen übergeben, den ihn betreffenden Theil so genau als möglich auszufüllen.

« 2. Die Postanstalt, bei welcher die Nachfrage gehalten worden ist, übersendet den Fragebogen unmittelbar an die betreffende andere Postanstalt. Die Uebersendung erfolgt amtlich ohne irgend welches Anschreiben.

« 3. Die betreffende andere Postanstalt lässt den Fragebogen dem Empfänger oder dem Absender, je nach Lage des Falls, mit der Bitte vorzeigen, seinerseits Auskunft zur Sache zu geben.

« 4. Der solchergestalt ausgefüllte Fragebogen wird amtlich an diejenige Postanstalt zurückgesandt, von welcher derselbe ausgegangen ist. »

« 5. Wird die Nachfrage als begründet befunden, so wird die Sache behufs weiterer Verfolgung der Central-Verwaltung zur weiteren Nachforschung eingereicht.

« 6. Sofern nicht anderweitige Vereinbarung getroffen ist, wird der Fragebogen in französischer Sprache verfasst oder mit französischer Uebersetzung versehen.

« 2. Jede Verwaltung kann mit-
« telst einer an das internationale

Paragraph 3. The expression of « first semester » was substituted to that of « first quarter ».

Articles XXVI and XXVII.

These Articles were suppressed, and Article XXVIII, which was maintained in its entirety, became Article XXVI.

Article XXVII new.

This Article consists of entirely new provisions, and runs as follows:—

Application for ordinary articles which have not reached their destination.

« 1.—Every application concerning an article of correspondence which has not reached its destination, gives rise to the following proceedings:—

« 1^o The applicant is furnished with a form in conformity with specimen G hereto appended, with the request to fill in, as exactly as possible, the part which concerns him;

« 2^o The office to which application has been made, transmits the form direct to the corresponding office. The transmission takes place officially, and without any writing;

« 3^o The corresponding office causes the form to be laid before the addressee or the sender, as the case may be, with the request to furnish particulars on the subject;

« 4^o The form, bearing these particulars, is returned officially to the office by which it was sent;

« 5^o In case the application proves to be founded, it is transmitted to the Central Administration in order to serve as the basis of the subsequent investigations;

« 6^o Unless any contrary agreement be come to, the form is drawn up in French, or bears a French translation.

« 2.—Every Administration may demand, by means of a notifica-

«sée au Bureau international, que
«l'échange des réclamations, en ce
«qui la concerne, soit effectué par
«l'entremise des administrations
«centrales, ou par l'intermédiaire
«d'un bureau spécialement dé-
«signé.»

Art. XXIX.

L'Administration des postes suisses ayant été spécialement désignée, à l'art. 16 de la convention (Art. 15 du projet), comme gérante du Bureau international, l'art. XXIX devenait inutile et a été supprimé.

Art. XXX (XXVIII nouveau).

§ 1. Le maximum de 75,000 fr. est remplacé par celui de 100,000.

§ 5. A la 1^{re} classe, après les mots: «ensemble des autres Colonies britanniques» il est ajouté: «moins le Canada».

Le Japon passe de la 1^{re} classe à la 3^e, dans laquelle figure également le Canada.

La République argentine, le Mexique et le Pérou sont inscrits à la 5^e classe, et le Salvador à la 6^e.

Art. XXXII (XXX nouveau).

§ 7. Nouvelle rédaction.

«7. — Dans les questions à résoudre par l'assentiment unanime ou par la majorité des Administrations de l'Union, celles qui n'ont point fait parvenir leur réponse dans le délai maximum de quatre mois sont considérées comme s'abstenant.»

Cette modification résulte de ce que le Congrès a décidé que, pour toute question soumise au vote, il ne sera tenu compte que des suffrages exprimés.

Art. XXXIV (XXXII nouveau).

Cet article est complété comme suit:

«Büreau gerichteten Mittheilung
«für sich in Anspruch nehmen,
«dass der Austausch der Nach-
«fragebogen durch Vermittelung
«der Central-Verwaltungen oder
«einer hiermit besonders beauf-
«tragten Postanstalt bewirkt wird.»

Art. XXIX.

Da im Art. 16 des Vertrages (Art. 15 des Entwurfs) die schweizerische Postverwaltung ausdrücklich als geschäftsführende Verwaltung bezeichnet ist, so ist der Art. XXIX als hinfällig gestrichen worden.

Art. XXX (jetzt XXVIII).

§ 1. Der Betrag von Fr. 75,000 ist auf Fr. 100,000 erhöht worden.

§ 5. Unter der 1. Klasse ist hinter den Worten: «sämmliche andere britische Kolonien» nachgetragen: «ausschliesslich Kanadas.»

Japan geht aus der 1. in die 3. Klasse, welcher auch Canada angehört, über.

Die Argentinische Republik, Mexiko und Peru sind der 5. Klasse, San Salvador der 6. Klasse zugetheilt worden.

Art. XXXII (jetzt XXX).

§ 7 ist, wie folgt, abgeändert:

«7. In den Fragen, zu deren Erledigung die Zustimmung aller oder der Mehrzahl der Vereinsverwaltungen erforderlich ist, werden diejenigen derselben, welche ihre Antwort nicht innerhalb einer Frist von 4 Monaten ertheilt haben sollten, als der Abstimmung sich enthaltend angesehen.»

Die vorstehende Aenderung ist durch den vom Kongress gefassten Beschluss bedingt worden, nach welchem bei den zur Abstimmung kommenden Fragen nur die abgegebenen Stimmen berücksichtigt werden sollen.

Art. XXXIV (jetzt XXXII).

Dieser Artikel ist, wie folgt, vervollständigt worden:

«tion addressed to the International
«Office, that the exchange of ap-
«plications, as far as itself is con-
«cerned, be effected through the
«medium of the Central Adminis-
«trations, or through that of an
«office specially designated.»

Article XXIX.

The Administration of the Swiss Posts having been specially designated in Article 16 of the Convention (Article 15 of the project) as the managing Administration of the International Office, Article XXIX became useless, and was struck out.

Article XXX (XXVIII new).

Paragraph 1. The maximum of 100,000 fr. was substituted for that of 75,000 fr.

Paragraph 5. In the 1st class the words:—«except Canada» were added to those of:—«the whole of the other British Colonies.»

Japan was removed from the 1st to the 3^d class, to which Canada was added.

The Argentine Republic, Mexico, and Peru, were classed under the 5th class, and San Salvador under the 6th.

Article XXXII (XXX new).

Paragraph 7. New wording:—

«7.—When questions are to be decided by the unanimous consent, or by the majority of the Administrations of the Union, those Administrations which have not sent in their reply within the maximum period of four months, are considered as not intending to vote.»

This modification is the result of the decision of the Congress to the effect that, in all questions put to the vote, only the votes given in were to be taken into account.

Article XXXIV (XXXII new).

This Article was completed as follows:—

Au 5°, il est ajouté: « le Cambodge et le Tonkin, comme assimilés, quant au service postal, à la Colonie française de Cochinchine. »

Entre le 6° et le 7°, vient un nouvel alinéa, ainsi conçu:

« Les bureaux de poste que l'Administration de la Colonie anglaise de Hong-Kong entretient à Kiung-Chow, Canton, Swatow, Amoy, Foo-Chow, Ningpo, Shanghai, et Hankow (Chine), et à Hai-Phung et Hanoi (Tonkin). »

Art. XXXIII (nouveau).

L'introduction de cet article nouveau, dont nous reproduisons le texte ci-après, est la conséquence de la suppression faite au 4° alinéa de l'art. 19 du projet de traité.

« Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant les dispositions du présent Règlement. Mais pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir:

« 1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles III, IV, V, XI, XXVI, XXXIII et XXXIV;

« 2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles I, II, VIII, X, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXII, XXIII, XXIV, XXV, XXVII, XXXI et XXXII;

« 3° La simple majorité absolue, s'il s'agit soit de la modification des dispositions autres que celles indiquées ci-dessus, soit de l'interprétation des diverses dispositions du Règlement.

« Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international

Unter « 5. » tritt hinzu: « Kam-botscha und Tonkin, als in postalischer Beziehung der französischen Kolonie Cochinchina gleichgestellt. »

Zwischen « 6. » und « 7. » ist eingeschaltet worden:

« Die Postanstalten, welche die Verwaltung der englischen Kolonie Hongkong in Kuong-Chow, Canton, Swatow, Foo-Chow, Ningpo, Shanghai und Hankow (China) und in Hai-Phung und Hanoi (Tonkin) unterhält. »

Art. XXXIII

ist neu; derselbe hat dem Règlement hinzugefügt werden müssen, weil im Art. 19 des Vertragsentwurfs der 4. Absatz gestrichen worden ist. Der Artikel lautet wie folgt:

« Innerhalb der Zeit, welche zwischen den Versammlungen liegt, ist jede Postverwaltung eines Vereinslandes berechtigt, den anderen Vereinsverwaltungen durch Vermittelung des internationalen Bureau's Vorschläge in Betreff der Bestimmungen der gegenwärtigen Ausführungs-Uebereinkunft zu unterbreiten. Um indess vollstreckbar zu werden, müssen diese Vorschläge erhalten:

« 1. Einstimmigkeit, wenn es sich um Abänderungen der Bestimmungen in den vorhergehenden Artikeln III, IV, V, XI, XXVI, XXXIII und XXXIV handelt;

« 2. zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um Abänderung der Bestimmungen in den Artikeln I, II, VIII, X, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXII, XXIII, XXIV, XXV, XXVII, XXXI und XXXII handelt;

« 3. einfache Stimmenmehrheit, wenn es sich entweder um die Abänderung anderer Bestimmungen, als der vorbezeichneten, oder um die Auslegung der verschiedenen Bestimmungen der Ausführungs-Uebereinkunft handelt.

« Die gültigen Beschlüsse werden durch eine einfache Benachrich-

To 5° the following words were added:—« Cambodia and Tonquin, as assimilated, with regard to the postal service, to the French Colony of Cochinchina. »

The following new paragraph was placed between paragraphs 6° and 7°:—

« The post-offices maintained by the Administration of the British Colony of Hong Kong, at Kiung-Chow, Canton, Swatow, Amoy, Foo-Chow, Ningpo, Shanghai, and Hankow (China), and at Hai-Phung and Hanoi (Tonquin). »

Article XXXIII (new).

The introduction of this new Article, the text of which we give below, is the consequence of the suppression made in the 4th paragraph of the project of the Treaty.

« In the interval which elapses between the meetings, any one Postal Administration of a country of the Union has the right to address to the other participating Administrations, through the medium of the International Office, proposals concerning the provisions of the present Regulations. But, in order to be carried out, these proposals necessitate, viz:—

« 1° Unanimity of votes, if a modification of the provisions of Articles III, IV, V, XI, XXVI, XXXIII and XXXIV, is contemplated;

« 2° Two thirds of the votes, in case of a modification of the provisions of Articles I, II, VIII, X, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXII, XXIII, XXIV, XXV, XXVII, XXXI, and XXXII;

« 3° An absolute majority in the case of either the modification of provisions other than those enumerated above, or the interpretation of the various provisions of the Regulations.

« The valid decisions are confirmed by a simple notification of

« à toutes les administrations de
« l'Union. »

Art. XXXIV (XXXV nouveau).

La date que portent la Convention
et le Règlement est, comme nous l'a-
vons déjà dit, celle du 1^{er} juin 1878.

Communications.

Les lettres écrites par des aveugles
au moyen du procédé à leur usage
(caractères en relief, formés par une
combinaison de points saillants), sont
admisses, dans le service interne suisse,
à circuler par la poste au tarif des
imprimés, lorsqu'elles sont placées
sous des enveloppes *ouvertes*.

* * *

Depuis le 15 juillet dernier, des
mandats de poste peuvent être échan-
gés entre la France, d'une part, et
la Norvège, d'autre part.

Le montant maximum de chaque
mandat est fixé, comme dans les
échanges entre la France et la Suède,
(s. *Union postale* du 1^{er} mars dernier)
à frs. 350, si le mandat est payable en
France, et à 250 couronnes, s'il est
payable en Norvège.

Les mandats émis en France sont
soumis au droit de 20 c^{es} par 10 frs.
ou fraction de 10 frs.

* * *

Jusqu'à présent, tout mandat-poste
interne ou international, émis en
France, est délivré à l'envoyeur qui
doit le faire parvenir à ses frais au
destinataire. Mais à partir du 1^{er} août
l'administration des postes de France,
mettra à l'essai le système des man-
dats-cartes, tel qu'il existe en Alle-
magne et en Suisse. En conséquence
et jusqu'à nouvel avis, les habitants
de la France qui voudront envoyer
des fonds par mandat-poste, en Alle-
magne, en Autriche-Hongrie*), en

*) Par rapport à l'Autriche-Hongrie, la
mesure ne sera exécutoire qu'à partir du
1^{er} septembre 1878, date d'inauguration de
la convention conclue avec ce pays pour
l'échange des mandats-poste.

« tigung des internationalen Bü-
« reau's an alle Vereinsverwaltun-
« gen bestätigt. »

Art. XXXIV (jetzt XXXV).

Vertrag und Reglement tragen, wie
schon erwähnt, das Datum vom 1. Juni
1878.

Mittheilungen.

Im innern Verkehr der Schweiz
werden die von Blinden ausgehenden
Briefe, welche in *offenen* Umschlägen
zur Post gegeben werden und in
Blindenschrift (bestehend in mittelst
Durchstich hervorgebrachten Buch-
staben) abgefasst sind, von jetzt ab
gegen die für Drucksachen bestehende
ermässigte Taxe befördert.

* * *

Seit dem 15. Juli d. J. ist im Ver-
kehr zwischen Frankreich und Nor-
wegen das Postanweisungsverfahren
eingeführt worden.

Der Höchstbetrag einer Anweisung
ist, wie im Verkehr zwischen Frank-
reich und Schweden (s. *Union postale*
vom 1. März d. J.), bei der Absen-
dung aus Frankreich auf 250 Kronen,
bei der Absendung aus Norwegen auf
350 Fr. festgesetzt.

In Frankreich werden an Gebühr
20 C^{es} für je 10 Fr. erhoben.

* * *

Während in Frankreich bisher all-
gemein jede Postanweisung dem Ab-
sender ausgehändigt und diesem über-
lassen wurde, dieselbe dem Adres-
saten in einem portopflichtigen Briefe
zuzusenden, wird die französische
Postverwaltung vom 1. August ab
versuchsweise das in Deutschland und
der Schweiz bestehende Verfahren
einführen, so zwar, dass es bei den
wichtigeren französischen Postanstal-
ten den Absendern von Postanweisun-
gen nach Deutschland, Oesterreich-
Ungarn*), Belgien, Dänemark, Ita-

*) Im Verkehr mit Oesterreich-Ungarn
tritt die Massregel erst vom 1. September
ab in Kraft, an welchem Tage das mit die-
sem Lande abgeschlossene Postanweisungs-
Uebereinkommen zur Ausführung kommt.

« the International Office to all the
« Administrations of the Union. »

Article XXXIV (XXXV new).

The date borne by the Convention
and the Regulations is, as we have
already mentioned, the 1st of June 1878.

Miscellaneous.

The letters written by blind people,
by means of the peculiar mode of
writing adopted by them (*i. e.* con-
sisting of characters pierced through
the paper), are conveyed in the
domestic service of Switzerland at
the rates of postage for printed matter,
provided that such letters are sent
in *open* envelopes.

* * *

On the 15th of July last, the money-
order system was introduced into
the exchange between France and
Norway.

The maximum amount of an order
is fixed, as is the case in the exchange
between France and Sweden (see
l'Union postale, 1st of March last),
at 250 Crowns for orders issued in
France, and at 350 francs for orders
issued in Norway.

The fee levied in France is 20 c^{es}
per 10 francs.

* * *

The international and domestic
money-orders issued in France have,
hitherto, been handed over to the
remitters, to be sent by them to the
payees, in letters liable to postage.
From the 1st of August, however, the
French Postal Administration intends
to try the system adopted in Germany
and Switzerland. Consequently, from
that day until further notice, the
remitters of money-orders on Ger-
many, Austro-Hungary*), Belgium,
Denmark, Italy, Luxemburg, the

*) As concerns Austro-Hungary this mea-
sure will only take effect on the 1st of Sep-
tember 1878, when the money-order Con-
vention concluded with this country comes into
force.

Belgique, en Danemark, en Italie, dans le Luxembourg, aux Pays-Bas, en Norvège, en Suède et en Suisse, auront, dans certains bureaux, la faculté soit d'employer le système habituel, soit de réclamer une formule de mandat-carte qu'ils rempliront eux-mêmes et qu'ils remettront ensuite, en échange d'un récépissé, au bureau de poste chargé de l'expédier franco sur sa destination.

* * *

Il a été conclu, entre les Etats-Unis d'Amérique et la Colonie britannique de Victoria en Australie, une convention postale qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet dernier. Les dispositions de cette convention s'étendent à l'échange des lettres, des imprimés et des échantillons de marchandises. L'affranchissement est obligatoire pour tous les envois; cependant il est donné cours aux lettres insuffisamment affranchies pour lesquelles il a été payé au moins un port simple; dans ce cas le complément de port est perçu du destinataire, mais sans aucune surtaxe à titre de pénalité.

Le port des lettres est de 12 cents (6 pence) pour chaque demi-once ou fraction de ce poids; celui des imprimés et des échantillons de marchandises est fixé, quant aux envois des Etats-Unis :

pour les journaux, à 2 cents par exemplaire;

pour les autres imprimés et les échantillons de marchandises, à 4 cents par 4 onces ou fraction de ce poids.

Le port des imprimés et des échantillons de marchandises à destination des Etats-Unis n'est pas indiqué; il doit être fixé par le gouvernement de Victoria.

La recommandation n'est admise que pour les lettres; elle est passible d'un droit de 10 cents dans les Etats-Unis et de 6 pence dans la colonie de Victoria.

Les bureaux d'échange sont San-Francisco et Melbourne.

lien, Luxemburg, Niederland, Norwegen, Schweden und der Schweiz freigestellt ist, entweder von dem seitherigen Verfahren Gebrauch zu machen oder auch das von der Postanstalt bezogene Anweisungs-Formular selbst auszufüllen und solches, gegen Einlieferungsschein, der Postanstalt zur kostenfreien Weitersendung nach dem Bestimmungsorte zurückzugeben.

* * *

Zwischen den Vereinigten Staaten Amerikas und der britischen Kolonie Victoria in Australien ist ein Postvertrag abgeschlossen worden, welcher mit dem 1. Juli d. J. in Kraft getreten ist. Die Bestimmungen des Vertrages beziehen sich auf den Austausch von Briefen, Drucksachen und Waarenproben. Für derartige Sendungen ist Frankirungszwang vorgeschrieben, doch können Briefe, für welche das Porto wenigstens mit dem einfachen Satze bezahlt ist, befördert werden; ein Strafporto kommt in diesem Falle nicht zur Erhebung.

Das Porto für Briefe ist auf 12 Cents (6 Pence) für je $\frac{1}{2}$ Unze oder einen Theil davon festgesetzt. Für Drucksachen und Waarenproben sind bei der Absendung aus den Vereinigten Staaten Amerikas zu entrichten:

Für Zeitungen 2 Cents pro Exemplar, für andere Drucksachen und Waarenproben 4 Cents für je 4 Unzen oder einen Theil dieses Gewichts.

Für die Richtung nach den Vereinigten Staaten hat die Kolonie Victoria zu bestimmen, welche Portosätze daselbst für Drucksachen und Waarenproben zur Erhebung kommen sollen.

Die Einschreibung ist nur bei Briefen zulässig; die Gebühr beträgt, neben dem gewöhnlichen Porto, in den Vereinigten Staaten 10 Cents, in der Kolonie Victoria 6 Pence.

Auswechslungsstellen sind die Postämter in San Francisco und in Melbourne.

Netherlands, Norway, Sweden, and Switzerland, may obtain, at certain French post-offices specially designated, either money-orders according to the system hitherto in use, or money-order forms to be filled in by them, and handed over, in exchange for a receipt, to the post-office by which they are then forwarded free of cost to their destination.

* * *

A Postal Convention was concluded between the United States of America and the British Colony of Victoria, Australia, which came into force on the 1st of July last. The provisions of this Convention concern the exchange of letters, printed matter, and patterns and samples. The prepayment of these articles is compulsory; but letters prepaid with at least a full rate are forwarded, charged with the deficient postage for collection on delivery.

The letter-postage is fixed at 12 cents (6 pence) per each single rate of half an ounce or fraction thereof. The postage on printed matter, and patterns and samples, posted in the United States, is as follows:—

On newspapers, 2 cents per copy.
on other articles of printed matter, and patterns and samples, 4 cents for each weight of 4 ounces or fraction thereof.

The postage on printed matter, and patterns and samples, posted in Victoria and addressed to the United States, is that fixed by the laws and regulations of the Colony of Victoria.

Letters only may be registered, and the registration fee is 10 cents in the United States, and 6 pence in Victoria, in addition to the ordinary postage.

San Francisco and Melbourne are the offices of exchange.

L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES

Avis. — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* à M. A. Moret, 1^{er} secrétaire du Bureau international, à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

Abonnements particuliers.

Un an fr. 4. 60

Six mois „ 2. 30

Trois mois „ 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

III^e volume.

N^o 9.

Berne, 1^{er} Septembre 1878.

Sommaire. — I. ORIGINE ET PROGRÈS DES POSTES DANS LES ANCIENNES COLONIES ESPAGNOLES DE L'AMÉRIQUE CENTRALE ET DE L'AMÉRIQUE DU SUD. — II. LE CONGRÈS POSTAL DE PARIS. — III. COMMUNICATIONS.

Origine et progrès des postes dans les anciennes colonies espagnoles de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud.

M. Olivera, Directeur Général des Postes et Télégraphes de la République Argentine, a prononcé, le 29 janvier dernier, à l'occasion de l'inauguration du nouvel hôtel des Postes de Buenos-Ayres, un très-remarquable discours, dans lequel nous rencontrons des détails historiques peu connus sur l'origine et le progrès des postes dans l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, et notamment dans la province qui forme aujourd'hui le territoire de la République Argentine.

L'usage des relais de chevaux est de la plus haute antiquité dans l'ancien monde. Xénophon en parle comme d'une institution permanente du Royaume des Perses; César, Suétone, Plin, Tite-Live en font également mention pour ce qui concerne l'Empire romain, mais toujours par allusion au service de l'État; car, si les lettres de certains personnages prouvent que l'antiquité pratiquait la correspondance épistolaire, il faut reconnaître que c'est au papier de chiffon, dont la fabrication ne paraît pas remonter plus haut qu'aux dernières croisades, qu'on doit le déve-

Ursprung und Entwicklung des Postwesens in den früheren spanischen Kolonien Mittel- und Süd-Amerika's.

Bei der am 29. Januar d. J. stattgefundenen Einweihung des neu erbauten Postgebäudes in Buenos Ayres ist vom General-Post- u. Telegraphen-direktor, Herrn Olivera, eine sehr bemerkenswerthe Rede gehalten worden, welche seither wenig gekannte historische Details über den Ursprung und Entwicklungsgang des Postwesens in Mittel- und Süd-Amerika, besonders in dem gegenwärtig die Argentinische Republik bildenden Theile des letzteren, enthält.

In der alten Welt haben Stationen mit Wechsel der Pferde schon in den frühesten Zeiten bestanden. Xenophon führt dieselben als eine stehende Einrichtung im persischen Reiche an; Cäsar, Sueton, Plinius, Titus Livius erwähnen ebenfalls die von den Römern getroffenen Einrichtungen dieser Art, aber stets für Zwecke des Staats. Wenn auch die Briefe bekannter Persönlichkeiten darthun, dass das Alterthum tatsächlich einen Briefwechsel kannte, so ist doch nicht zu verkennen, dass die Entwicklung, welche heutzutage die Privat-Korrespondenz genommen hat, dem aus Leinen gefertigten Pa-

Origin and progress of the Posts in the ancient Spanish Colonies of South and Central America.

On the 29th of January last, at the opening of the new General Post Office building in Buenos Ayres, a very remarkable speech was made by Mr. Olivera, Director General of the Posts and Telegraphs of the Argentine Republic, in which we meet with interesting and little-known historical details relative to the origin and the progress of the Posts in South and Central America, especially in the province which at present forms the Argentine Republic.

The use of relays of horses had been long known in the old world. Xenophon speaks of it as a standing institution in the Kingdom of Persia; Cesar, Suetonius, Pliny, and Titus Livius also allude to it with relation to the Roman Empire, but always with reference to the service of the State, for, although the letters of certain persons prove that epistolary correspondence was carried on in ancient times, still it must be remembered that the development to which private correspondence has now attained, is due to the discovery of linen paper which was not known before the time of the last crusades.

loppement qu'a pris de nos jours la correspondance privée. Sur le sol du nouveau monde, où le cheval était inconnu avant l'arrivée des Européens, ceux-ci trouvèrent, au milieu d'une civilisation avancée, quoique différente de la leur, un système de relais d'hommes au moyen desquels les habitants voyageaient ou se transmettaient des messages. Courriers ou porteurs, ces hommes de poste avaient, selon Antonio de Herrera, une allure non moins rapide que celle du cheval*) et, à chaque relais, le porteur passait lestement son fardeau sur les épaules d'un autre qui partait aussitôt. Les Péruviens n'écrivaient pas, mais l'art de fixer la pensée était remplacé chez eux par un système de cordelettes à nœuds de diverses couleurs appelées *Quapas* ou *Quipous*, dont la signification mystérieuse et variable défiait toute violation du secret des correspondances. Ils avaient des officiers publics appelés *Quipuscamaños*, à la garde desquels les archives de l'Etat étaient confiées. Les finances, les comptes, toutes les affaires, voire même la poésie, étaient aussi facilement reproduits au moyen des quipous qu'ils auraient pu l'être par l'écriture; ce qui n'a plus lieu de nous étonner aujourd'hui, habitués que nous sommes aux merveilles des signes télégraphiques de Chappe, de Morse et autres; mais ce qui ne prouve pas que l'instruction primaire fut plus répandue chez le peuple conquérant que chez le peuple conquis, car Pizarre, le vainqueur du Pérou, . . . ne savait pas lire.

Ce n'était pas seulement la poste qui existait au Pérou, avant la conquête, c'était aussi la téléphonie. Suivant le même historien, des crieurs postés au sommet de tours en bois, placées de distances en distances,

*) Selon Xénophon, on comparait à la vitesse du vol des grues celle avec laquelle étaient transmis en Perse les messages au moyen des chevaux de relais. Il y a sans doute exagération de part et d'autre.

pier zu verdanken ist, mit dessen Fabrikation erst zur Zeit der letzten Kreuzzüge der Anfang gemacht wurde. In der neuen Welt, wo Pferde bis zur Ankunft der Europäer etwas Unbekanntes waren, fanden diese inmitten einer vorgeschrittenen, wenn auch fremdartigen Civilisation einen geordneten Dienst vor, welcher, durch Läufer oder Träger versehen, von den Bewohnern bei Reisen oder zur Beförderung von Nachrichten benutzt wurde. Diese Läufer besorgten nach Antonio de Herrera die Postsachen mit der Schnelligkeit von Reitern*); auf den Zwischenstationen übergaben sie sich die Ladung von Schulter zu Schulter und sogleich trat ein neuer Läufer seinen Marsch an. An die Stelle von Schriftzeichen, welche den Peruanern unbekannt waren, traten bei denselben mit Knoten versehene und auf verschiedene Art gefärbte Schnüre, *Quipus* genannt, deren mysteriöse und verschiedenartige Bezeichnung jede Verletzung des Briefgeheimnisses unmöglich machte. Ferner gab es daselbst öffentliche Beamte, *Quipuscamaños* genannt, denen die Aufsicht über die Staatsarchive anvertraut war. Zur Bezeichnung bei Geld- und sonstigen Geschäften, sowie bei poetischen Mittheilungen bedienten sich die Peruaner der *Quipus* mit derselben Leichtigkeit, als wenn sie Schriftzeichen hätten in Anwendung bringen können. Wenn dies auch für uns, die wir an die telegraphischen Zeichen des Chappe, Morse u. A. gewöhnt sind, nichts Ausserordentliches ist, so liegt hierin doch kein Beweis dafür, dass der Volksunterricht bei den Eroberern weiter verbreitet gewesen ist, als bei dem unterworfenen Volke, denn Pizarro, der Eroberer Peru's, war bekanntlich des Lesens nicht kundig.

Und nicht allein Posten, sondern auch telegraphische Einrichtungen bestanden schon vor der Eroberung

*) Nach Xenophon soll die Schnelligkeit, mit der in Persien Nachrichten mittelst der Pferdeposten befördert wurden, derjenigen des Fluges der Kraniche gleichgekommen sein; doch wird man wohl in beiden Fällen etwas übertrieben haben.

The Europeans, on their arrival in the new world, found it in an advanced state of civilization, differing however materially from that of Europe. Horses were unknown before this time, but a system of relays of men was in existence, by means of which the inhabitants travelled, or transmitted messages. These postmen were either runners or carriers, and, according to Antonio de Herrera, equalled a horse in speed.*) At each relay these messengers rapidly transferred their loads to others who at once started on their journey. The Peruvians did not write, but this manner of transmitting ideas was replaced, among them, by a system of knotted cords of various colours called or *Quipus*, whose mysterious and diverse significations defied every attempt to violate the secrecy of the correspondence. They had public officers entitled *Quipuscamaños* to whose care the archives of the State were confided. Financial accounts, public and private business correspondence, and even poetry were as easily expressed by *quipus* as they could have been by writing, which need not be matter of astonishment in our days, accustomed as we are to the mysteries of the telegraphic signs of Chappe, Morse, and others. This does not, however, prove that elementary instruction was more general among the conquerors than the conquered, for Pizarro the conqueror of Peru could not read.

Besides the Posts, Telephony was also known in Peru before the conquest, as, according to the same historian, postal criers placed on wooden towers erected at certain intervals transmitted communications verbally from one to the other. This latter system, advantageously replaced by

*) According to Xenophon, the speed with which messages were transmitted in Persia by means of relays of horses was compared with that of the flight of cranes. There is doubtless a certain amount of exaggeration in both accounts.

transmettaient oralement les communications. Ce dernier système, avantageusement remplacé par le télégraphe aérien, qui a été lui-même détrôné par la télégraphie électrique, nous reviendra peut-être perfectionné par l'application du téléphone combinée avec celle du phonographe.

Au Mexique, les courriers étaient honorés et traités comme des ambassadeurs. La distance d'un relais à l'autre était de six lieues. Bien que les Mexicains connussent, comme les Égyptiens, les Chinois et autres peuples anciens, l'usage des caractères symboliques, les messages étaient transmis verbalement, comme une consigne militaire, ce qui ne laissait pas de présenter des difficultés en cas d'abondance des correspondances, et de prolixité des correspondants; mais ce qui justifiait pleinement les honneurs décernés à ces favoris de Mercure et de Mnemosyne, dépositaires des secrets de l'État et des particuliers.

Telle était la poste dans le nouveau monde avant l'invasion des barbares venus d'Orient, qui, sous prétexte de religion et au fond par pure convoitise, noyèrent dans leur sang ces populations inoffensives et détruisirent les monuments de leur civilisation, en si peu de temps qu'ils eurent à peine celui de les décrire.

L'importation de la poste en Amérique suivit de près la découverte de ce continent et l'inauguration, en Europe, d'un système de courriers réguliers. En même temps que Maximilien concédait la poste dans l'Empire à la maison de Taxis, Jeanne-la-Pucelle accordait à D. Lorenzo Galindez de Carbajal, par lettres patentes du 14 mars 1514, la charge de « Correo-Major des Indes et terres-fermes de l'Océan, découvertes ou à découvrir, lui faisant don, grâce et donation pure, parfaite et irrévocable

in Peru. Demselben Geschichtschreiber zufolge wurden nämlich Nachrichten auf mündlichem Wege durch « Rufer » vermittelt, welche auf Thürmen aufgestellt waren, die man in gewissen Zwischenräumen von einander erbaut hatte. Das letztere System, welches s. Z. durch den Signal-Telegraphen vortheilhaft ersetzt wurde, während dieser wieder der elektrischen Telegraphie weichen musste, kehrt vielleicht, durch die Anwendung des Telephons in Verbindung mit dem Phonographen vervollkommenet, wieder zu uns zurück.

In Mexico wurden die Postboten gleich den Gesandten geehrt und behandelt. Die Entfernung von einem Relais zum andern betrug 6 Leguas. Obwohl die Mexikaner ebenso, wie die Ägypter, Chinesen und andere ältere Völker, den Gebrauch bildlicher Zeichen kannten, wurden doch die Nachrichten, wie militärische Befehle, mündlich übermittelt, ein Verfahren, das bei Weitschweifigkeiten der Absender und bei umfangreicheren Mittheilungen sicher mit Unzuträglichkeiten verknüpft gewesen ist, das es aber gerechtfertigt erscheinen lässt, wenn die Stellen dieser Günstlinge des Mercur und der Mnemosyne, denen Staats- wie Privatgeheimnisse anvertraut waren, als Ehrenämter angesehen wurden.

Das war die Post der neuen Welt vor dem Einfall der Barbaren des Ostens, welche unter dem Vorwande der Religion, im Grunde jedoch von Habgier getrieben, diese friedlichen Völker in ihrem Blute ertränkten und die Denkmäler ihrer Civilisation in so kurzer Zeit vernichteten, dass sie kaum Zeit fanden, dieselben zu beschreiben.

Gleich nach der Entdeckung Amerika's und der Einführung regelmäßiger Postverbindungen in Europa wurden auch in Amerika Posten eingerichtet. Zu derselben Zeit, als in Deutschland Maximilian die Post dem Hause Taxis übertrug, belehute die Königin von Spanien, Johanna, den Lorenzo Galindez de Carbajal mittelst Patents vom 14. März 1514 mit der Würde eines « Ober-Postmeisters

the signal telegraph or semaphore, which again was dethroned by the electric telegraph, may perhaps one day come back to us perfected by the combination of the telephone and the phonograph.

In Mexico the messengers were honoured and treated like ambassadors. The distance from one relay to another was six leagues. Although the Mexicans, like the Egyptians, Chinese, and other ancient nations, were acquainted with the use of symbolic characters, the messages were transmitted verbally, like a military order, which doubtless gave rise to difficulties in case of great quantity of correspondence and prolixity of correspondents, but fully accounted for the honours conferred upon these favorites of Mercury and Mnemosyne, the depositaries of secrets of State and of those of private individuals.

Such was the state of the postal service in the new world before the invasion of the barbarians from the East, who, under the pretext of religion, but in reality from pure cupidity, drowned these inoffensive peoples in their blood, and destroyed the monuments of their civilization in so short a time, that it was scarcely possible even to describe them.

The introduction of the Posts in America soon followed the discovery of that continent, and the inauguration of a regular postal system in Europe. While the Emperor Maximilian invested the Taxis family with the postal privilege in Germany, Jane the Mad of Spain conferred, by a patent of the 14th of March 1514, on D. Lorenzo Galindez de Carbajal the dignity of « Correo-Major of India » and of the Continents of the Ocean, « discovered or to be discovered, « making unto him for the present

« cable de cet emploi, pour le présent et l'avenir, comme aussi des relations qui s'établiraient entre l'Espagne et les Indes et dans l'intérieur de celles-ci; déclarant qu'elle fait cette donation non seulement pour D. Lorenzo Galindez de Carbajal, mais encore pour ses héritiers et successeurs et pour celui ou ceux qui tiendraient de lui ou d'eux droit au titre. » Cette concession fut confirmée, en 1525, par Charles I^{er} d'Espagne, avec extension aux Moluques et autres Iles à épices, comme terres découvertes ou à découvrir. En effet, Magellan venait de conduire jusque là les Espagnols en passant par le détroit qui porte son nom; et il n'y avait pas de motifs pour ne pas traiter les Moluques et les Indes-Orientales comme l'Amérique. L'Espagne procédait à la conquête du monde en s'avancant d'Orient en Occident; c'était logique.

La famille Galindez de Carbajal apparaît en Amérique, comme celle de Tour et Taxis en Allemagne, en lutte perpétuelle pour le maintien de son privilège contre les revendications locales. Établie au Mexique et à Cuba, elle intente un procès à D. Enriquez, Vice-Roi du Mexique, pour avoir nommé, le 27 août 1580, Martin Olivares Correo-Major de ce royaume, en s'appuyant d'une autorisation royale de l'année précédente. Déclarée vacante à la mort d'Olivares, la charge de celui-ci est adjugée pour 58,000 piastres à Alonso Diaz de la Barrera et passe en diverses mains jusqu'à D. Antonio Mendez Prieto, auquel elle est contestée par le comte de Castillejo, héritier de Galindez, dont l'opposition, après plusieurs instances, resta indécise devant le conseil des Indes.

A la Havane, le privilège des postes avait été également adjugé à D. José

« von Indien und dem entdeckten oder noch zu entdeckenden Festlande des Oceans; indem sie ihm mit diesem Amte, sowie mit den Verbindungen, welche zwischen Spanien und Indien und innerhalb Indiens selbst eingerichtet werden würden, ein für alle Zeiten unwiderrufliches Geschenk macht, erklärt sie, dass diese Schenkung nicht allein für Lorenzo Galindez, sondern auch für seine Erben und Nachkommen und für Denjenigen oder Diejenigen in Kraft bleiben soll, welche von ihm oder seinen Erben etc. einen Anspruch oder ein Anrecht hierauf erhalten würden. » Diese Konzession wurde im Jahre 1525 durch Karl I. von Spanien bestätigt und zugleich auf die Molukken und die anderen Gewürzinseln, sowie auf alle entdeckten oder noch zu entdeckenden Länder ausgedehnt. Magellans hatte eben die Spanier durch die Strasse, welche seinen Namen trägt, dahin geführt, und in der That lag kein Grund vor, die Molukken und Ostindien anders zu behandeln, als Amerika. Spanien eroberte die Welt, indem es planmäßig von Osten nach Westen vorrückte.

Wie die Thurn und Taxis in Deutschland, so erscheint in Amerika die Familie Galindez de Carbajal in einem ununterbrochenen Kampfe um den Besitz ihrer Privilegien. So sehen wir sie bezüglich ihrer Einrichtungen in Mexico und auf Cuba klagbar, weil der Vicekönig Heinrich von Mexico den Martin Olivares auf Grund einer königlichen Vollmacht am 27. August 1580 zum Ober-Postmeister in diesem Lande ernannt hatte. Nach dem Tode von Olivares wurde die Stelle für 58,000 Pesos dem D. Alonso Diaz de la Barrera zugesprochen; sie ging dann durch verschiedene Hände auf D. Antonio Mendez Prieto über, gegen den der Graf von Castillejo, ein Erbe von Galindez, bei dem Rathe von Indien klagbar wurde; doch blieb diese Klage, obgleich durch verschiedene Instanzen fortgeführt, unentschieden.

In der Havanna war das Privilegium an D. José Cipriano de la

« and future a complete and irrevocable gift of this charge, as well as the relations to be established between Spain and India, and in the interior of the latter country; declaring this gift to be not only for D. Lorenzo Galindez de Carbajal but also to his heirs and successors as well as to him or them holding from him or them any right or title thereto. » This concession was confirmed in 1525 by Charles I of Spain who extended it at the same time to the Moluccas and other Spice Islands, and countries discovered to be discovered. As it happened Magellan had just led the Spaniards through the Strait which bears his name, and there was no reason why the Moluccas and the East Indies should not be treated like America. Spain undertook the conquest of the world from the East to the West which was logical.

The family of Galindez de Carbajal was in America what that of Thurn and Taxis was in Germany, being like the latter, engaged in a perpetual struggle with local claimants, for the enforcement of its privilege. After the establishment of its postal service in Mexico and Cuba, this family brought an action against D. Enriquez the Viceroy of Mexico, for his having on the 27th of August 1580, appointed Martin Olivares Correo-Major of the Kingdom, on the ground of a royal authorization of the preceding year. At the death of Olivares, his office was declared to be vacant, and sold for 58,000 pesos to Alonso Diaz de la Barrera. From the latter it passed through several hands, and eventually the office was filled by D. Antonio Mendez Prieto whose right to the same was contested by the Count of Castillejo, an heir of Galindez, whose suit, after having passed through several Courts, remained pending before the Council of India.

In Havana the postal privilege was sold to D. José Cipriano de la Luz for a sum of 18,000 pesos.

periano de la Luz pour 18,000
astres.

Dans le Royaume de la Nouvelle-
Grenade, la poste était exploitée par
le comte de Monte Rico, descendant
de Galindez, lorsque le Vice-Roi
D. José Pizarro, marquis del Villar,
abolit le monopole comme contraire
au développement du commerce et
établir une poste pour le compte du
Trésor royal. Cette mesure de vigueur
eut pas d'effet durable, car, par
un décret du 30 septembre 1754, la
poste fut vendue au marquis de
Monte Rico, sur l'avis du Procureur
général, portant qu'il ne considérait
ce monopole comme avantageuse « l'incorpora-
tion de la poste au domaine de
la couronne. »

En Pérou, la poste fut également
déclarée institution de l'État par
une patente du 11 juin 1717;
et en même temps, il était recom-
mandé au Vice-Roi, Prince de
Santo Bono, qu'avant de mettre la
mesure à exécution, il s'enquît de
son utilité, « le désir de S. M. étant
de savoir pour le cas où il n'y aurait
pas d'utilité reconnue, il s'abstint
de la faire exécuter. »

L'incorporation au domaine de
l'État ne fit aucune difficulté; cepen-
dant le Prince de Santo Bono s'em-
pressa de faire connaître au Gouver-
nement qu'il avait reconnu que
D. Diego de Bargas y Carbajal était
le possesseur du privilège, comme des-
cendant de D. Lorenzo Galindez, et
qu'il en tirait un profit plus ou moins
considérable, selon l'état des affaires
commerciales. Le Vice-Roi ajoutait
qu'il avait trouvé les droits de D.
Diego si bien établis qu'après exam-
en il avait dû suspendre l'exécu-
tion de la mesure, nonobstant les
termes formels dans lesquels l'ordre
du Roi était conçu. L'affaire fut
présentée au conseil des Indes dont
l'avis favorable à D. Diego de Bargas
y Carbajal fut confirmé par acte
du Roi de Ferdinand VI du 2 juillet
1754.

Luz für 18,000 Pesos übertragen
worden.

In dem Königreiche Neu-Granada
wurde das Postwesen durch einen
Nachkommen von Galindez, den Gra-
fen Monte Rico, besorgt, bis der
Vizekönig D. José Pizarro das Mo-
nopol, als der Entwicklung des Han-
dels schädlich, aufhob und Posten
für Rechnung des Königl. Schatzes
einrichtete. Diese Massregel war
jedoch nicht von Dauer; denn auf
das Gutachten des fiscalischen Sach-
walters hin, welcher erklärte, « dass
er die Einverleibung des Postwesens
nicht als vortheilhaft für die Krone
ansche, » wurde dasselbe durch Ver-
ordnung vom 30. September 1754
dem Grafen Monte Rico wieder zu-
gesprochen.

Auch in Peru war durch Verord-
nung vom 11. Juni 1717 die Post un-
ter Staatsverwaltung gestellt, gleich-
zeitig aber dem Vizekönig, Fürsten
von Santo Bono, empfohlen worden,
vor Ausführung der Massregel die
Nützlichkeit derselben zu prüfen,
« da es der Wunsch Sr. Majestät sei,
dass wenn die Nützlichkeit der Mass-
regel nicht unbedingt anerkannt
werde, er von der Ausführung der-
selben Abstand nehme. »

Die Verwaltung für Rechnung des
Staates fand zwar ohne irgendwelche
Schwierigkeit statt, doch beeilte sich
der Fürst von Santo Bono, der Re-
gierung anzuzeigen, wie er sich da-
von überzeugt habe, dass D. Diego
de Bargas y Carbajal, als ein Nach-
komme des Lorenzo Galindez, Be-
sitzer des Privilegiums sei und dass
er, je nach der Lage des Handels,
mehr oder weniger grossen Nutzen
aus demselben ziehe. Der Vizekönig
fügte hinzu, wie er das Recht des
D. Diego für so wohl begründet halte,
dass er nach eingehender Prüfung
und trotz des ausdrücklichen Wort-
lauts der Königl. Verordnung die Aus-
führung der Massregel habe einstellen
müssen. Die Sache gelangte an den
Rath von Indien, der sich zu Gun-
sten des D. Diego de Bargas y Car-
bajal aussprach, und dessen Urtheil
von König Ferdinand VI. am 2. Juli
1754 bestätigt wurde.

In the Kingdom of New Granada
the postal service was carried out
by the Count de Monte Rico, a des-
cendent of Galindez, until the Viceroy
D. José Pizarro, Marquis del Villar,
abolished the postal privilege as ini-
mical to the development of commerce,
and established a postal service main-
tained by the Royal Treasury. This
coercive measure had no lasting effect,
for, by an order of the 30th of Sep-
tember 1754, the postal service was
sold to the Marquis de Monte Rico,
by the advice of the Fiscal Procurator
who did not consider that it was
advantageous « that the Post should
be made an institution of the Crown. »

In Peru the Post was also declared
to be a State institution by a decree
of the 11th of June 1717; but at the
same time the Viceroy, the Prince
de Santo Bono, was recommended,
before he carried out the measure,
to ascertain whether it would prove
useful « the wish of His Majesty being
« that, in case its usefulness should
« not be proved, he should refrain
« from causing the same to be carried
« out.

The Prince de Santo Bono imme-
diately informed the Government that
the raising of the Post to a Govern-
mental institution would not give
rise to any difficulty on the score of
usefulness, but that he had convinced
himself that D. Diego de Bargas y
Carbajal was in possession of the
postal privilege, as a descendent of
D. Lorenzo Galindez, and that the exe-
cution of the same brought him in
a certain profit, larger or smaller,
according to the state of commercial
affairs. The Viceroy added that D. Diego
had so fully proved his rights, that,
after having thoroughly examined the
question, he had been compelled to
suspend the carrying out of the
measure, in spite of the formal terms
in which the King's order was drawn
up. The matter was brought before
the Council of India, the opinion of
which, in favour of D. Diego de Bargas
y Carbajal, was confirmed by a Royal
decree of Ferdinand IV of the 2nd
of July 1754.

Nous arrivons à la province de la Plata qui fait naturellement l'objet de l'attention particulière de M. Olivera.

Il n'existe dans les archives des postes de Buenos-Ayres aucun document antérieur à la copie d'un brevet, expédié par le comte de Castillejo, et nommant au poste de lieutenant du Correo-Mayor des Indes en la province de la Plata, D. Ramon de Alzaga. Ce brevet, daté de Lima, le 31 janvier 1767, porte, entre autres dispositions, « qu'il le fait en « révoquant, comme il révoque par « les présentes, toute autre nomination quelconque; » ce qui donne lieu de croire qu'il y avait un service postal dont quelqu'un était propriétaire. En effet, il existe un vieux guide du voyageur de Buenos-Ayres à Lima, de D. Calixto Bustamante, qui mentionne le premier établissement de courriers réguliers, organisé en 1747 ou 1748 par D. Domingo de Basabilvaso, lequel était autorisé par le comte de Castillejo à exploiter ou à affermer ce service.

Sous le règne de Charles III, époque brillante de l'histoire d'Espagne, pendant laquelle le Gouvernement, s'inspirant d'idées libérales, brisait en partie les entraves mises au commerce avec les possessions espagnoles, le Roi résolut d'établir des services mensuels de paquebots entre la Corogne et la Havane, et des services trimestriels entre ce dernier port et ceux de Montevideo et de Buenos-Ayres. Pour subvenir aux frais de cet établissement, il fut décidé que chaque paquebot prendrait en charge à la Corogne, pour le compte du trésor, des spiritueux, des vins, des fers, de la quincaillerie et quelques produits de la Galice d'un placement assuré à Buenos-Ayres, en retour desquels il rapporterait des cuirs et du suif. La poste fut chargée du trafic à la Corogne, à Montevideo et à Buenos-Ayres.

Wir kommen jetzt zu dem La Plata-Staate, der selbstverständlich für Herrn Olivera ein Gegenstand besonderer Aufmerksamkeit ist.

Das älteste, in dem Postarchiv von Buenos Ayres befindliche Dokument ist die Abschrift eines von dem Grafen von Castillejo ausgefertigten Dekrets, durch welches dem D. Ramon de Alzaga das Amt eines Vertreters des Ober-Postmeisters für Indien im La Plata-Staate verliehen wird. Das Dekret trägt das Datum vom 31. Januar 1767 und enthält u. A. die Bestimmung, « dass durch dasselbe sonstige Ernennungen dieser Art aufgehoben werden, » was vermuthen lässt, dass Posteinrichtungen vorhanden waren, die sich im Besitz von Anderen befanden. Und in der That, in Lima existirt noch ein altes Reisehandbuch von Buenos Ayres von D. Calixto Bustamante, nach dem die ersten regelmässigen Postverbindungen im Jahre 1747 oder 1748 durch D. Domingo de Basabilvaso eingerichtet worden sind, der von dem Grafen von Castillejo ermächtigt war, den Betrieb derselben entweder selbst zu übernehmen oder sie zu verpachten.

Unter der Herrschaft Königs Karl III., in jener glänzenden Zeit der spanischen Geschichte, in welcher der Geist des Fortschritts die spanische Regierung beherrschte, wurden theilweise auch die Fesseln gelöst, welche den Handel mit den spanischen Kolonien gebunden hielten. Der König befahl die Einrichtung von monatlich kursirenden Postschiffen zwischen Corunna und Havanna, sowie einer dreimonatlichen Verbindung zwischen dem letzteren Hafen und denjenigen von Montevideo und Buenos Ayres. Um die Kosten dieser Einrichtung zu ermässigen, wurde bestimmt, dass die Schiffe in Corunna für Rechnung des Staatsschatzes mit Spirituosen, Weinen, Eisen, Kurzwaaren und verschiedenen Produkten Galiziens zum Verkauf in Buenos Ayres beladen werden und dagegen als Rückfracht Kupfer und Talg einnehmen sollten. Mit der Wahrnehmung der bezüglichen Geschäfte in Corunna, Montevideo und

We now come to the Province of La Plata, which naturally forms the object of Mr. Olivera's special attention.

In the archives of Buenos Ayres no document older than the copy of an act of nomination executed by the Count de Castillejo is in existence by which D. Ramon de Alzaga was appointed Lieutenant of the Correo Major of India in the Province of La Plata. This appointment, dated Lima, 31st of January 1767, contains among other provisions:—« that by « this nomination, he revokes any « other appointment whatever. » This provision seems to indicate that some other person was the proprietor of a postal service; and indeed there exists an old traveller's guide for persons journeying from Buenos Ayres to Lima, by D. Calixto Bustamante, in which mention is made of the first establishment of regular postal communications, organized in 1747 or 1748 by D. Domingo de Basabilvaso, who had received from the Count de Castillejo the authority to carry out or farm out the postal service.

Under the reign of Charles III. that most brilliant period of the Spanish history, in which the Government was animated by liberal ideas, the difficulties by which the commerce with the Spanish possessions was fettered, were partially removed. The King established a monthly mail-packet service between Corunna and Havana, and a quarterly service between the latter port and those of Montevideo and Buenos Ayres. In order to cover the expense caused by these services, it was decided that each mail-packet should take on at Corunna, on account of the treasury, a freight of spirits, wine, iron hardware, and some products of the province of Galicia, sure to meet with a ready sale at Buenos Ayres, in exchange for which they should return with hides and tallow. The Post was entrusted with these transactions at Corunna, Montevideo, and Buenos Ayres.

Le premier paquebot partit de la Corogne le 2 mars 1767; il s'appelait: *Principe*. Le Gouvernement recommandait au Gouverneur Bucarelli de confier la charge de Maître des Postes à D. Domingo Basabilvaso, dont il a été fait mention ci-dessus, et qu'on signalait comme un sujet de caractère éprouvé et de tout point recommandable. Cependant la liquidation de la cargaison s'opéra par les soins de D. Ramon de Alzaga, sans qu'on trouve d'explication du motif pour lequel le Gouverneur ne s'était pas conformé à la recommandation du Gouvernement de la métropole.

Le second paquebot appelé *Princesa* arriva consigné à Basabilvaso, qui opéra la vente des marchandises, mais mentionna dans son rapport, qu'en vertu de l'ordre qui lui avait été signifié, il avait remis à Alzaga, qualifié de lieutenant du comte de Castillejo, les lettres pour l'intérieur du pays, en lui bonifiant $\frac{1}{4}$ de réal pour chaque lettre simple qu'il aurait distribuée. Cependant le marquis D. Gaspard de Grimaldi avait conféré le titre d'Administrateur des Postes maritimes et de la branche de commerce du Gouvernement de Buenos-Ayres, à Basabilvaso, qui fut définitivement reconnu en cette qualité, en avril 1768, par le Gouverneur et par l'autorité municipale.

Les représentations de Basabilvaso et les difficultés que nous avons signalées, dans d'autres possessions espagnoles que la Plata, déterminèrent le Roi d'Espagne à abolir le monopole de Galindez qui subsistait depuis deux siècles et demi. Une commission composée de membres civils des Conseils des Indes et des Finances, auxquels étaient adjoints des Directeurs des Postes pour les éclaircissements, fut chargée de fixer la somme à laquelle pouvait avoir droit la famille de Galindez pour la perte de ses privilèges. La lenteur de l'enquête porta le comte de Castillejo à proposer une transaction. Dans des conférences auxquelles assistait le

Buenos Ayres wurden die Postanstalten in diesen Orten betraut.

Am 2. März 1767 ging das erste Packetboot, der *Principe*, von Corunna ab. Die Regierung empfahl dem Gouverneur Bucarelli, das Amt des Postmeisters dem oben erwähnten D. Domingo Basabilvaso zu übertragen, den man ihm als in jeder Hinsicht empfehlenswerth und als Mann von bewährtem Charakter bezeichnete. Den Verkauf der Schiffsladungen besorgte jedoch D. Ramon de Alzaga; weshalb der Gouverneur der ihm Seitens der Regierung des Mutterlandes gewordenen Empfehlung nicht nachgekommen, ist nicht ersichtlich.

Das zweite Packetboot war die *Princesa*; der Konsignatar derselben, Basabilvaso, besorgte den Verkauf der Waaren, führte aber in seinem Berichte an, dass er, der ihm gegebenen Anweisung zufolge, die für das Innere des Landes bestimmten Briefe, gegen Vergütung von $\frac{1}{4}$ Real für jeden einfachen Brief, dem mit der Vertretung des Grafen von Castillejo beauftragten Alzaga zugestellt habe. Basabilvaso wurde demnächst vom Marquis D. Gaspar de Grimaldi zum Administrator der Seeposten und der Handels-Abtheilung der Regierung von Buenos Ayres ernannt und in dieser Eigenschaft im April 1768 vom Gouverneur und den städtischen Behörden bestätigt.

Die Vorstellungen Basabilvaso's und die schon erwähnten Schwierigkeiten in den anderen spanischen Besitzungen bestimmten den König von Spanien, dem Galindez das Monopol, das mehr als 2 $\frac{1}{2}$ Jahrhunderte hindurch bestanden hatte, zu entziehen. Eine Kommission, die aus Mitgliedern des Rathes von Indien und des Staatsschatzes, mit einigen Postdirektoren als Beirath, zusammengesetzt war, wurde beauftragt, die Entschädigung festzusetzen, welche der Familie Galindez für den Verlust ihrer Privilegien zu gewähren sein möchte. Der langsame Gang der Untersuchung veranlasste jedoch den Grafen von Castillejo, einen Vergleich in Vorschlag zu bringen. Bei den

The first mail-packet sailed from Corunna on the 2nd of March 1767, and was called *Principe*. The Government recommended the Governor Bucarelli to confer the office of Postmaster General on the above mentioned D. Domingo Basabilvaso, who was looked upon as a person of reliable character, and in every way to be recommended. The sale of the cargo, however, was effected by D. Ramon de Alzaga, but we find no explanation given of the reasons which led the Governor to disregard the wishes of the Government of the Metropolis.

The second mail-packet, called *Princesa*, was consigned to Basabilvaso who effected the sale of the goods. But he mentioned in his report that, in accordance with orders received by him, he had delivered to Alzaga as Lieutenant of the Count of Castillejo, the letters for the interior of the country, paying to him $\frac{1}{4}$ real for every single letter he would otherwise have distributed. The appointment of Administrator of the maritime Posts, and of the commercial branch of the Government of Buenos Ayres had, however, been given by the Marquis D. Gaspar de Grimaldi to Basabilvaso, who was definitively acknowledged in that capacity, in April 1768, by the Government and by the municipal authorities.

The representations of Basabilvaso, and the difficulties explained above, which also existed in other Spanish possessions, besides La Plata, decided the King of Spain to abolish the privilege enjoyed by the Galindez family for two and a half centuries. A Committee consisting of civil members of the Council of India and of that of Finance, who were assisted by the Directors of Posts, for the questions of detail, was charged with assessing the sum to which that family might fairly be entitled for the loss of their privilege. But the slow progress of the enquiry decided the Count de Castillejo to propose a compromise. An agreement, based upon the follow-

Ministre d'État, dans l'hôtel même du comte de Castillejo, on tomba d'accord sur les bases d'arrangement ci-après :

Le monopole des Postes serait incorporé à la couronne ;

Une pension de 14,000 piastres serait payée au comte de Castillejo et à ses héritiers ;

Le titre de Grand d'Espagne lui serait reconnu, sauf à déterminer, à son retour d'Amérique, la classe à laquelle il appartiendrait ;

Sept mille duros lui seraient payés pour frais de voyage de Lima à Madrid ;

Il lui serait permis de dégager et d'aliéner tous les biens qu'il possédait au Pérou, d'en retirer et d'en introduire en Espagne le produit de la vente, sans payer de droits ;

Le Gouvernement prenait en outre à sa charge les indemnités à payer aux fermiers des Postes en Amérique pour les désintéresser des baux que le comte de Castillejo leur avait concédés pour cinq ans.

D'après les documents que possède l'Administration des Postes de la République Argentine, la rente assignée à la famille de Galindez ne devait pas être inférieure au produit qu'elle retirait de son privilège. Cette transaction était donc avantageuse aussi bien aux expropriés qu'au Gouvernement et aux colonies qu'elle délivrait des difficultés incessantes résultant du monopole d'un particulier.

Du privilège des deux familles qui se partagèrent l'exploitation du service des postes dans les vastes domaines de Charles-Quint hors d'Espagne, les Tour et Taxis en Allemagne et les Galindez en Amérique, il ne reste plus aujourd'hui aucun vestige. Les services postaux de Tour et Taxis en Allemagne, considérablement réduits, ont été acquis, en 1867, par la Prusse, moyennant indemnité, un siècle après le rachat du privilège de Galindez.

desfallsigen Verhandlungen, die in Gegenwart des Staatsministers im Palais des Grafen von Castillejo stattfanden, einigte man sich über nachstehende Grundlagen :

Das Postmonopol geht auf die Krone über ;

eine jährliche Pension von 14,000 Pesos wird an den Grafen von Castillejo und an seine Erben gezahlt ;

es wird ihm der Titel eines Grafen von Spanien verliehen, doch soll die Rangklasse erst nach seiner Rückkehr aus Amerika festgesetzt werden ;

er erhält 7000 Duros als Entschädigung für die Kosten der Reise von Lima nach Madrid ;

es wird ihm erlaubt, alle seine Güter in Peru zu veräußern und den Ertrag kostenfrei in Spanien einführen zu dürfen.

Ausserdem übernahm es die Regierung, die Postpächter in Amerika dafür zu entschädigen, dass sie den Grafen von Castillejo von den Kontrakten entbanden, die er mit ihnen für 5 Jahre abgeschlossen hatte.

Nach den Urkunden, welche die Postverwaltung der Argentinischen Republik besitzt, war die der Familie Galindez bewilligte Rente jedenfalls nicht geringer, als der Reinertrag, den sie aus ihren Privilegien gezogen hatte. Der Vergleich war daher sowohl für die früheren Besitzer, wie auch für die Regierung und für die Kolonien günstig, indem dadurch den fortwährenden Streitigkeiten ein Ende gemacht wurde, zu denen das Monopol Veranlassung gegeben hatte.

Von den Privilegien der beiden Familien — Thurn und Taxis in Deutschland und Galindez in Amerika —, welchen die Posten in jenen grossen Gebieten Königs Karl V. (Spanien ausgenommen) gehörten, ist gegenwärtig keine Spur mehr vorhanden. Ein Jahrhundert später, nachdem die Galindez ihre Vorrechte abgetreten hatten, ging das Thurn und Taxis'sche Postwesen, das inzwischen an Umfang erheblich verloren, im Jahre 1867 gegen Geldentschädigung in das Besitzthum Preussens über.

ing provisions, was come to in the Conferences which were held in the Palace of the Count de Castillejo, and in which the Minister of State took part :—

The postal privilege was to be one of the prerogatives of the Crown ;

A pension of 14,000 pesos was to be paid to the Count de Castillejo, and to his heirs ;

He was to receive the title of Spanish Grandee, and the class to which he should belong was to be determined on his return from America ;

A sum of 7000 duros was to be allowed to him for travelling expenses from Lima to Madrid ;

He was to have permission to sell and to aliene all his possessions in Peru, to draw, and to introduce into Spain the proceeds of the sale, without the payment of any duty ;

The Government, moreover, undertook to pay indemnities to the farmers of the postal service in America, in order to compensate them for the loss of the contracts concluded with the Count de Castillejo for the term of five years.

According to the documents in the hands of the Postal Administration of the Argentine Republic, the annual pension granted to the Galindez family was not to be below the sum realized by them in virtue of their privilege. This transaction was, therefore, advantageous to the expropriated family, as well as to the Government and the Colonies, which were delivered from the endless difficulties resulting from the monopoly given to a private individual.

No vestige remains now of the privilege conferred on the two families Galindez and Thurn and Taxis, which carried out the postal service in the vast dominions of Charles V, except Spain, the first in America, and the second in Germany. The postal service of the Princes of Thurn and Taxis, after having been considerably reduced, was purchased by Prussia at the price of an indemnity, in 1867, a century after the purchase of the Galindez privilege.

A partir du 1^{er} juillet 1769, toutes les postes territoriales d'Amérique furent incorporées au domaine de l'État et le prix du port des correspondances fut réduit de moitié, par mesure générale, jusqu'à l'organisation définitive du service. Sous le régime de l'Administration de l'État, la poste paraît avoir été une importante branche du revenu public et les règlements témoignent de la sollicitude qu'elle apportait à la régularité du service. Elle défend son privilège contre les influences extérieures et combat les abus de concessions de franchise, fait respecter l'inviolabilité de la correspondance et prend, à l'égard des lettres enregistrées, des mesures de sécurité qui ne laissent rien à désirer. Mais le défaut capital de cette administration résultait de sa dépendance de l'administration métropolitaine. Pour la nomination d'un facteur ou d'un simple préposé à l'expédition d'une estafette, il fallait avoir recours à l'Espagne. Cet excès de centralisation était commun du reste à toutes les branches de l'Administration publique, et a été, comme on le sait, la cause primordiale des guerres de l'indépendance des deux Amériques; aussi, aujourd'hui, toutes les postes des colonies européennes jouissent-elles d'une autonomie à laquelle les Administrations centrales d'Europe se garderaient bien de toucher. La leçon avait été rude pour l'Angleterre et l'Espagne; elles en ont profité et les autres pays également.

L'heure de la guerre civile et de la décadence a sonné, mais on est heureux de constater dans les deux partis un zèle et un dévouement qui honorent le service des postes.

D. Antonio Romero de Tejada que le Gouvernement espagnol appelle de Quito pour prendre la Direction des Postes de la Vice-Royauté de Buenos-Aires, accepte et, quoique sans fortune, traverse le continent à ses frais et au moyen de sommes empruntées. Au milieu de ses travaux et de la responsabilité qui lui incombe, la pauvreté le presse au point de l'obliger à implorer l'assistance royale.

Vom 1. Juli 1769 ab waren sämtliche Landposten Amerika's unter Königliche Verwaltung gestellt; das Briefporto wurde bis zur endgültigen Regelung des Dienstes allgemein auf die Hälfte ermässigt. Unter Staatsverwaltung scheint die Post auch eine Haupt-Einnahmequelle gewesen zu sein; ihre Reglements zeugen von der Fürsorge, welche sie auf die Regelmässigkeit des Betriebes verwendete. Sie vertheidigt ihre Vorrechte gegen äussere Einflüsse und kämpft gegen die mit den Portofreiheiten getriebenen Missbräuche, sie spricht die Unverletzbarkeit der Korrespondenz aus und führt bezüglich der eingeschriebenen Briefe Sicherheitsmassregeln ein, die nichts zu wünschen übrig lassen. Ihr Hauptschaden lag jedoch in ihrer Abhängigkeit von der Verwaltung des Mutterlandes; dorthin musste man sich um Ernennung eines einfachen Briefträgers oder des Vorstehers der kleinsten Postanstalt wenden. Eine dergartig übertriebene Centralisation bestand bei allen Verwaltungsbehörden; dieselbe war bekanntlich die erste Ursache zu dem amerikanischen Befreiungskriege. Heute erfreuen sich sämtliche europäische Kolonien voller Selbstständigkeit, an welcher sich die Central-Verwaltungen in Europa wohl hüten werden zu rühren. Die Lehre war hart für England und Spanien; doch haben diese, wie auch die übrigen Länder sich dieselbe zu Nutzen gemacht.

Es kommt nun die Zeit der Lostrennung von der spanischen Herrschaft, während der man auf beiden Seiten einen Eifer und eine Hingebung an den Tag legt, welche die Post in hohem Grade ehrt.

Don Antonio Romero de Tejada, durch die spanische Regierung von Quito nach Buenos-Ayres berufen, um mit der Leitung des Postwesens in diesem Vice-Königreich betraut zu werden, nimmt dieselbe an und legt, selbst mittellos, die Reise über das Festland mit Hülfe geliehener Summen auf eigene Kosten zurück. Inmitten seiner Thätigkeit und der ihm obliegenden Verantwortlichkeit

On the 1st of July 1769, all the territorial postal services in America were made Governmental institutions, and the rates of postage were reduced to half of the previous amount, a general measure to be in force until the definitive organization of the service. Under the administration of the State, the Post seems to have been an important source of the public revenues, and its regulations speak for the care with which the service was conducted. We see it defending its privilege from external influence, and fighting against the abuses prevailing in the granting of the franking privilege. It causes the secrecy of correspondence to be respected, and takes, with regard to registered letters, measures to ensure their safety, which may be considered as completely efficient. But the chief defect of this Administration consisted in its dependence on the Metropolitan Administration. The appointment of a letter-carrier, or of a simple relay-master had to be submitted to the approval of the Administration in Spain. This excess of centralization was, however, common to all public Departments, and was, as is generally known, the original cause of the war of independence in the two Americas. For this reason the postal services in the European Colonies enjoy an autonomous organization which the Central Administrations in Europe take good care not to interfere with. The lesson was a severe one for England and Spain, but they, as well as other countries, have profited by it.

The civil war broke out, bringing in its train the ruin of the country, but it may be pointed out with satisfaction that both parties gave proof of a zeal and a disinterestedness which do honour to the postal service.

D. Antonio Romero de Tejada, summoned by the Spanish Government from Quito to assume the direction of the postal service in the territory of Buenos Ayres, accepted the appointment, and, although without any fortune, traversed the continent at his own expense, and by means of

Survivamment les évènements du 16 mai 1810, il est contraint de se retirer ne gardant que le renom d'une honorabilité attestée par la régularité et l'exactitude des comptes qu'il dépose avant de se démettre.

Il a pour successeur D. Melchior de Albin qui affronte vaillamment les périls de l'insurrection.

Laissons parler M. le Directeur général des Postes et Télégraphes sur l'Administration de D. Melchior de Albin et sur l'état des postes pendant la guerre.

« Les premières années de notre « révolution ne furent pas fécondes « en mesures administratives concer- « nant les postes. Le Gouvernement « était entièrement absorbé par la « lutte gigantesque où le pays se « lançait. C'était une époque de sa- « crifices, d'abnégation et de dévoue- « ment de soi-même. Tous oubliaient « leur personnalité pour la sacrifier « sur les autels du bien général. Les « ordres de réquisitions de chevaux « et de transport de troupes se suc- « cédaient par centaines à la Poste « et il n'y a pas un seul exemple « qu'elle ait jamais manqué à les « accomplir. »

« Le 17 août 1816, le Directeur « général D. Melchior de Albin, dont « je présenterai plus tard le portrait, « disait au Gouvernement que l'on « devait plus de 120,000 piastres aux « Maîtres de Poste et que cependant « ces singuliers patriciens (ce sont « ses propres termes) continuaient « leur service, n'ayant pas de quoi « payer les gages des postillons et « étant endettés pour les plus pres- « sants besoins de l'existence. »

« Arriva le 4 octobre 1816; ce « jour là il fallait absolument faire « partir le courrier pour le Haut- « Pérou, le Directeur général demande « qu'on lui prête cent piastres (500 « francs) afin qu'à son tour il puisse « venir en aide à ce courrier qui « allait traverser presque tout le

zwingt ihn seine Armuth, bei dem König um eine Unterstützung nach-zusuchen. Durch die Ereignisse vom 16. Mai 1810 genöthigt, seinen Abschied zu nehmen, hinterlässt er den Ruf eines durch die Pünktlichkeit und Genauigkeit seiner Rechnungslegung bewährten Ehrenmannes.

Sein Nachfolger war D. Melchior Albin, der sich den Gefahren des Aufstandes kühn entgegenstellte.

Hören wir, wie sich der Herr General-Post- und Telegraphendirektor über die Verwaltung des D. Melchior Albin und über die Lage des Postwesens während des Krieges ausspricht :

« Die ersten Jahre unseres Auf- « standes waren an administrativen « Massregeln für die Post nicht be- « sonders fruchtbar. Die Regierung « wurde vollständig in Anspruch ge- « nommen durch den riesenhaften « Kampf, in den das Land eintrat. « Es war eine Zeit der Opfer, der « Selbstverleugnung und der Hingabe. « Alle vergassen ihr eigenes Ich, um « es auf dem Altar des Gemeinwohls « zu opfern. Verfügungen an die Post- « anstalten wegen Hergabe von Pfer- « den und Fortschaffung von Truppen « ergingen zu Hunderten, und es ist « nicht ein einziger Fall bekannt, in « welchem den gestellten Anforderun- « gen nicht entsprochen worden wäre.

« Am 17. August 1816 zeigte « der General-Direktor D. Melchior « Albin, dessen Portrait ich Ihnen « später vorzeigen werde, der Regie- « rung an, dass man den Postmeistern « mehr als 120,000 Pesos schulde, « dass diese wunderlichen Patrizier « (die eigenen Worte des Albin) aber « trotzdem ihren Dienst weiter be- « sorgten, obwohl sie nichts erhielten, « um ihre Postillone zu bezahlen und « den nothwendigsten Lebensunter- « halt zu bestreiten.

« Als am 4. Oktober 1816 die Post « nach Peru abgelassen werden sollte, « suchte der General-Direktor um die « Gewährung einer Summe von 100 « Pesos (500 Fr.) nach, um damit « den Beförderer dieser Post unter- « stützen zu können, welcher die neue « Republik fast in ihrer ganzen Länge

borrowed money. In the midst of his labours and the responsibilities devolving upon him, he was so weighed down by want, that he was compelled to implore the Royal assistance. The events of the 16th of May 1810, obliged him to resign his office, richer in nothing but the glory of an unimpeachable probity attested by the regularity and exactness of the accounts he rendered before leaving his post.

His successor was D. Melchior de Albin who courageously encountered the dangers of the insurrection.

We will now give that part of the speech of the Director General of Posts and Telegraphs relative to the administration of D. Melchior de Albin, and to the state of the postal service during the war.

« The first years of our revolution « were not rich in administrative « measures relative to the Post. The « Government was entirely absorbed « in the gigantic struggle in which « the country was plunged. It was a « period of sacrifice, self-abnegation, « and devotedness. Every personal « interest was offered up on the altar « of the common weal. Orders for the « requisition of horses, and for the « transport of troops, addressed to the « Post, succeeded each other by hun- « dreds, and there is not a single « instance on record in which they « were not complied with.

« On the 17th of August 1816, the « Director General D. Melchior de « Albin, whom I shall describe at a later « period, informed the Government « that more than 120,000 pesos were « due to the postmasters, and that « notwithstanding this, these extra- « ordinary patricians (these are his « own words) were willing to con- « tinue their duty although they had « nothing wherewith to pay the pos- « tilions, and had had to borrow the « money for the most pressing neces- « saries of life.

« Then came the 4th of October « 1816. On this day it was absolutely « necessary to despatch the postal « rider to the upper part of Peru. « The Director General borrowed a

« territoire de la nouvelle République.
 « Cependant rien n'arrêtait le service.
 « Les porteurs de la correspondance
 « volaient avec une rapidité qui nous
 « étonnerait même aujourd'hui. On
 « dit que celui qui apporta la nou-
 « velle de l'heureuse issue de la ba-
 « taille de Chacabuco, arriva à Buenos-
 « Aires en dix jours et demi, tandis
 « qu'avec les bateaux à vapeurs et
 « les chemins de fer que nous em-
 « ployons sur une grande partie de
 « ce trajet, nous pouvons à peine le
 « faire en sept jours et en suivant
 « une ligne plus directe. »

D. Melchior de Albin sauva la poste de la désorganisation de 1820 et la remit à Albarracin et à Belcarce qui, à leur tour, la remirent à Luca qui sut la conserver, comme un dépôt sacré, pendant une époque de tristes épreuves. Le pays marchait vers un état complet de ruine. Les postes avaient perdu le caractère d'institution publique. Les courriers n'étaient plus que des exprès du Gouvernement dont on retardait le départ ou qu'on dirigeait sur les camps selon les circonstances. Les dépêches étaient portées directement aux Ministères qui n'envoyaient à la poste que ce dont ils croyaient devoir autoriser la remise aux destinataires.

Vint enfin l'année 1852, où commença une nouvelle ère de réorganisation. Le cadre que nous nous sommes tracé ne nous permet pas de suivre M. le Directeur général des Postes et Télégraphes dans cette partie de son discours où il paye un juste tribut d'éloges à son prédécesseur, M. Posadas, en constatant la réorganisation du service sous son habile direction. Mais nous ne saurions mieux terminer qu'en reproduisant l'éloge que, après avoir parlé de ses prédécesseurs, ce haut fonctionnaire fait de ses subordonnés :

« Et si, dans ce moment solennel,
 « ceux qui ont fondé cette institution
 « et en ont dirigé les travaux méri-
 « tent un mot de souvenir, cet homme

« zu durchziehen hatte. Der Dienst
 « erlitt indessen keine Unterbrechung.
 « Die Beförderer der Korrespondenz
 « genügten ihrer Aufgabe mit einer
 « Schnelligkeit, welche uns heute noch
 « in Erstaunen versetzt. Man sagt,
 « dass der Bote, welcher die Nach-
 « richt von dem glücklichen Ausgange
 « der Schlacht von Chacabuco nach
 « Buenos-Ayres brachte, die Reise in
 « 10 $\frac{1}{2}$ Tagen zurücklegte, während
 « heut, wo auf diesem Wege zum
 « grossen Theile Dampfschiffe und
 « Eisenbahnen kursiren, die Reise
 « selbst auf der kürzeren Route kaum
 « in 7 Tagen zurückgelegt wird. »

D. Melchior Albin rettete die Post aus der im Jahre 1820 eingerissenen Verwirrung und hinterliess dieselbe seinen Nachfolgern Albarracin und Belcarce, welche ihrerseits sie Luca überliessen, der sie wie ein heiliges Vermächtniss unter schwierigen Verhältnissen bewahrte. Das Land ging seinem Untergange entgegen. Die Posten verloren den Charakter einer Staatsanstalt. Die Verbindungen wurden durch Boten unterhalten, die nach Gutdünken der Regierung abgefertigt oder auch, nöthigen Falls, nach den Feldlagern dirigirt wurden. Die Felleisen gelangten direkt an die Ministerien, welche der Post zur Bestellung davon zusandten, was sie für gut hielten.

Das Jahr 1852 eröffnete endlich eine neue Epoche der Wiederherstellung des Postwesens. Leider gestattet der uns zugemessene Raum es nicht, dass wir auf diesen Theil der Rede näher eingehen, in dem der Herr General-Post- und Telegraphen-director mit Recht die Geschicklichkeit hervorhebt, mit der sein Vorgänger, M. Posadas, die Reorganisation des Postwesens betrieben hat. Doch glauben wir unsern Artikel nicht besser schliessen zu können, als wenn wir die Worte wiedergeben, mit denen der Redner, nachdem er von seinen Vorgängern gesprochen, der ihm nachgeordneten Beamten erwähnt.

« Wenn ich in diesem feierlichen
 « Augenblicke Denjenigen, welche
 « diese Einrichtung geschaffen und
 « ihre Arbeiten geleitet haben, ein

« sum of 100 pesos (500 francs) to
 « be able to assist this postal rider
 « who was to traverse almost the
 « whole territory of the new Repub-
 « lic. Nothing was permitted to in-
 « terfere with the carrying out of
 « the service. The bearers of corres-
 « pondence sped on their way with
 « a rapidity which would surprise
 « us even now-a-days. It is said that
 « the messenger who brought the
 « news of the happy issue of the
 « battle of Chacabuco accomplished
 « the journey to Buenos Ayres in ten
 « days and a half, while we, with
 « the steamers and railways we em-
 « ploy on a great part of this route,
 « are scarcely able to carry the mails
 « in seven days, by choosing the most
 « direct line. »

D. Melchior de Albin saved the postal service from the disorganization of 1820, and was succeeded in his office by Albarracin and Belcarce. These were followed by Luca, by whom it was guarded, like a sacred deposit, during a time of sad trials. The country was approaching a state of complete ruin. The postal service had lost the character of a Governmental institution. The couriers were nothing but express-messengers of the Government whose hours of departure were delayed or who were despatched to the camps, according to circumstances. The mails were brought direct to the different Departments of the Government, and only those letters were handed over to the Post, whose delivery to the addressees was permitted by the Government.

At last in the year 1852 a new era of reorganization began. Our space does not allow us to follow the Director General of Posts and Telegraphs in the part of his speech in which he describes the regeneration of the postal service under his predecessor, M. Posadas, on whose ability he bestows such well-merited commendation. But we cannot better conclude our article than by reproducing the praise which, after having spoken of his predecessors, this high functionary gives to his subordinates.

« And if, at this solemn moment,

« que nous voyons dès les premières
« heures du jour courbé sur son bu-
« reau, sans cesse classant, expédiant
« et distribuant des lettres n'est pas
« moins digne de notre gratitude . .
« »

« Il souffre tout, parce qu'il est
« employé des Postes, et cependant
« rien ne l'arrête en son chemin, ni
« les intempéries, ni la douleur, sans
« autre récompense que la satisfac-
« tion du devoir accompli. Et cet
« homme qui travaille nuit et jour
« pour la société, et qui n'obtient pas
« même la considération publique qu'il
« mérite, a droit au moins à la nôtre.
« C'est pourquoi, confiant dans la
« bienveillance du Ministre, je me
« permets de le recommander à la
« considération du Gouvernement. »

Le Congrès postal de Paris.

(Suite.)

Modifications introduites par le
Congrès postal de Paris dans les
projets d'Arrangement et de Règle-
ment concernant l'échange des lettres
avec valeurs déclarées. (Voir *Union
postale* du 1^{er} avril.)

Arrangement.

Art. 1^{er}.

La finale « jusqu'à concurrence de
10,000 francs par lettre » est re-
tranchée.

Il est ajouté un second alinéa ainsi
conçu :

« Les divers offices, pour leurs
« rapports respectifs, ont la faculté
« de déterminer un maximum qui,
« dans aucun cas, ne peut être in-
« férieur à 5000 francs par lettre,
« et il est entendu que les diverses
« administrations intervenant dans
« le transport ne sont engagées que
« jusqu'à concurrence du maximum
« qu'ils ont respectivement adopté. »

« Wort der Erinnerung weihe, so
« verdient der Beamte, der von früh
« bis spät an das Bureau gefesselt
« und unausgesetzt mit Sortiren, Ab-
« senden und Ausgeben der Briefe
« beschäftigt ist, wohl nicht weniger
« unsere Dankbarkeit. »

« Er erträgt Alles, weil er Post-
« beamter ist, und dabei halten ihn
« von der Ausübung seines Berufes
« weder Strapazen, noch Schmerzen
« ab, während ihm als einziger Lohn
« das Bewusstsein treuer Pflichter-
« füllung bleibt. Wenigstens hat ein
« solcher Mann, der Tag und Nacht
« im Dienste der bürgerlichen Gesell-
« schaft sich müht und gleichwohl
« nicht einmal die verdiente öffent-
« liche Anerkennung erfährt, vollen
« Anspruch auf die unsere. Darum
« erlaube ich mir, im Vertrauen auf
« das Wohlwollen des Ministers, ihn
« der Berücksichtigung der Regierung
« zu empfehlen. »

Der Pariser Post-Kongress.

(Fortsetzung.)

Die von dem Pariser Post-Kongress
im Entwurfe zum Uebereinkommen,
betreffend den Austausch von Briefen
mit Werthangabe, eingeführten Aen-
derungen sind folgende (siehe *Union
postale* v. 1. April):

Uebereinkommen.

Art. 1.

Die Worte « bis zur Höhe von
10,000 Fr. » sind gestrichen worden;
dafür ist ein 2. Absatz mit folgender
Fassung hinzuge treten :

« Die verschiedenen Verwaltun-
« gen sind berechtigt, für ihren
« Verkehr einen Meistbetrag fest-
« zusetzen, welcher jedoch in kei-
« nem Fall geringer als 5000 Fr.
« für den einzelnen Brief sein darf;
« man ist darüber einverstanden,
« dass die verschiedenen, bei der
« Beförderung beteiligten Verwal-
« tungen nur bis zur Höhe des von
« ihnen angenommenen Meistbe-
« trages verantwortlich sind. »

« those who founded this institution
« and who directed its labours deserve
« a word of remembrance, the man
« whom we see, from the earliest
« hour in the morning, bending over
« his desk, or classing, despatching,
« and delivering the letters without
« a moment's pause, is no less worthy
« of our gratitude. . . . »

« As a postal employé he has much
« to put up with; but in spite of fa-
« tigue and bad weather, he unlin-
« chingly follows his occupation, with-
« out any other reward but the satis-
« faction he draws from the faithful
« performance of his duty. And this
« man who labours night and day
« for society, and who does not even
« meet with the public recognition
« which he deserves, has a right at
« least to ours. Therefore, trusting to
« the good-will of the Minister, I re-
« commend him to the attention of
« the Government. »

The Postal Congress of Paris.

(Continuation.)

Modifications introduced by the
Postal Congress of Paris into the
projects of the Arrangement, and
Detailed Regulations concerning the
exchange of letters with value de-
clared (see « *l'Union postale* », 1st
of April).

Arrangement.

Article 1.

At the end of this Article the
words:—« up to 10,000 francs per
letter » were struck out.

A second paragraph, running as
follows, was added:—

« The various Administrations
« have the right to determine, for
« their respective relations, a maxi-
« mum amount of declaration which
« may, in no case, be less than
« 5000 francs per letter, and it is
« understood that the different Ad-
« ministrations participating in the
« conveyance, are only responsible
« up to the maximum amounts res-
« pectively adopted by them. »

Art. 2.

Au § 1, 1^{er} alinéa, au lieu de « La liberté du transport intermédiaire à découvert » il est dit : « La liberté du transit ».

La finale du 2^{me} alinéa est modifiée comme suit :

« pourvu toutefois que ces offices soient en mesure d'accepter la responsabilité des valeurs à bord des paquebots ou bâtiments dont il font emploi. »

Art. 3.

§ 1. Il est substitué aux mots « prix de port » ceux de « frais de transit ».

§ 2. Nouvelle rédaction :

« 2^o Indépendamment de ces frais de transit, l'administration du pays d'origine est redevable, à titre de droit d'assurance, envers l'administration du pays de destination et, s'il y a lieu, envers chacune des administrations participant au transit territorial avec responsabilité, d'un droit proportionnel de 5 centimes par chaque somme de 200 francs ou fraction de 200 francs déclarée. »

§ 3. A la fin, au lieu de « 10 centimes par chaque somme de 100 francs, etc., » il est dit « 10 centimes pour chaque somme de 200 francs ou fraction de 200 francs déclarée ».

Art. 4.

Le 2^o du § 1 reçoit la nouvelle rédaction ci-après :

« 2^o D'un droit proportionnel d'assurance calculé, par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés, à raison de 10 centimes pour les pays limitrophes ou reliés entre eux par un service maritime direct, et à raison de 25 centimes pour les autres pays, avec addition, s'il y a lieu, dans l'un et l'autre cas, du droit d'assurance maritime prévu par le dernier alinéa de l'article 3 précédent. »

Art. 2.

Im 1. Absatze ist anstatt « die Freiheit des Einzeltransits » gesetzt worden « die Freiheit des Transits ».

Der Schluss des 2. Absatzes ist, wie folgt, geändert worden :

« . . . dass die betreffenden Verwaltungen in der Lage sind, die Verantwortlichkeit für die Werthbriefe zu übernehmen, welche mit den von ihnen benutzten Postdampfschiffen oder anderen Schiffen Beförderung erhalten. »

Art. 3.

§ 1. Für « Vergütungssätze » ist das Wort « Transitgebühren » gesetzt worden.

§ 2 ist, wie folgt, abgeändert :

« Ausser diesen Transitgebühren hat die Verwaltung des Aufgabegebiets an die Verwaltung des Bestimmungsgebiets und, eintretenden Falls, an jede derjenigen Verwaltungen, welche bei der Land-Transitbeförderung unter Uebernahme der Verantwortlichkeit betheilig sind, eine Versicherungsgebühr von 5 Centimen für je 200 Fr. oder einen Theil von 200 Fr. des angegebenen Werths zu entrichten. »

Im § 3 ist am Schluss anstatt « 10 Centimen für je 100 Fr. etc. » gesetzt worden « 10 Centimen für je 200 Fr. oder einen Theil von 200 Fr. des angegebenen Werths. »

Art. 4.

§ 1. Der Passus unter 2 erhält die nachstehende Fassung :

« 2. aus einer Versicherungsgebühr für je 200 Fr. oder einen Theil von 200 Fr. des angegebenen Werths, und zwar von 10 Centimen im Verkehr zwischen angrenzenden oder mittelst direkter Seepostlinien verbundenen Ländern und von 25 Centimen im Verkehr zwischen den anderen Ländern, in beiden Fällen unter etwaiger Hinzurechnung der im letzten Absatz des vorhergehenden Artikels 3 vorgesehenen Seeversicherungsgebühr. »

Article 2.

In the first subdivision of paragraph 1, the words « The right of transit » were substituted for « The right of intermediary conveyance in open mails. »

The last part of the second subdivision was modified as follows :—

« . . . provided, however, that these Administrations are in the position to accept the responsibility for the letters with value declared on board the mail-packets or vessels of which they make use. »

Article 3.

Paragraph 1. The expression « expenses of transit » was substituted for that of :—« rates of postage. »

Paragraph 2. New wording :—

« 2.—In addition to these expenses of transit, the Administration of the country of origin pays to the Administration of the country of destination, and, if any, to each of the Administrations which take part in the territorial transit with responsibility, an insurance-fee of 5 centimes for every declared sum of 200 francs, or fraction of 200 francs. »

Paragraph 3. At the end of this paragraph the words « 10 centimes for every declared sum of 100 francs or fraction of 100 francs » were replaced by « 10 centimes for every declared sum of 200 francs, or fraction of 200 francs. »

Article 4.

The following new wording was given to subdivision 2^o of paragraph 1 :—

« 2^o Of a proportional insurance-fee calculated, per declared sum of 200 francs or fraction of 200 francs, at the rate of 10 centimes in the relations between adjacent countries or between countries communicating with each other by means of a direct maritime service, and at the rate of 25 centimes in the relations between the other countries, with the addition, in the one and the other case, of the maritime insurance-fee, if any, contemplated

« Toutefois, comme mesure de transition, est réservée à chacune des parties contractantes, pour tenir compte de ses convenances monétaires ou autres, la faculté de percevoir un droit autre que celui indiqué ci-dessus, moyennant que ce droit ne dépasse pas $\frac{1}{2}$ % de la somme déclarée. »

Le § 3 est également modifié, dans le but de permettre la perception d'un droit spécial pour la remise des lettres avec valeurs déclarées au domicile du destinataire.

Art. 6.

Le § 1 est rédigé de la manière suivante :

« Toute déclaration frauduleuse de valeurs supérieures à la valeur réellement insérée dans une lettre est interdite. »

Le § 2 est supprimé.

Art. 7.

Nouvelle rédaction :

« 1. — Une lettre de valeurs déclarées réexpédiée, par suite du changement de résidence du destinataire, à l'intérieur du pays de destination, n'est passible d'aucune taxe supplémentaire.

« 2. — En cas de réexpédition sur un des pays contractants autre que le pays de destination, les droits d'assurance fixés par les paragraphes 2 et 3 de l'article 3 du présent Arrangement sont perçus sur le destinataire, du chef de la réexpédition, au profit de chacun des offices intervenant dans le nouveau transport.

« 3. — La réexpédition par suite de fausse direction ou de mise en rebut ne donne lieu à aucune perception supplémentaire à la charge du public. »

Art. 8.

Le § 1 est remplacé par les dispositions qui suivent :

« Als Uebergangs-Massregel ist jedoch jedem der vertragschliessenden Theile vorbehalten, mit Rücksicht auf seine Münz- oder sonstigen Verhältnisse, eine andere als die oben bezeichnete Versicherungsgebühr zu erheben, vorausgesetzt, dass dieselbe $\frac{1}{2}$ % der angegebenen Summe nicht übersteigt. »

Der § 3 hat einen Zusatz erhalten, nach welchem die Erhebung eines Bestellgeldes für das Abtragen der Briefe mit Werthangabe in die Wohnungen der Adressaten gestattet ist.

Art. 6.

§ 1 ist, wie folgt, abgeändert worden :

« Jede betrügerische Angabe eines höheren als des wirklichen Werths des Briefinhalts ist verboten. »

§ 2 ist gestrichen worden.

Art. 7.

lautet jetzt wie folgt :

« 1. Für einen Brief mit Werthangabe, welcher aus Anlass der Wohnortsveränderung des Empfängers im Innern des Bestimmungslandes nachgesandt wird, soll keinerlei Nachschussporto in Ansatz gebracht werden.

« 2. Im Falle der Nachsendung nach einem anderen der vertragschliessenden Länder, als dem Bestimmungsland, wird für die Nachsendung die im 2. und 3. Absatz des Artikels 3 des gegenwärtigen Uebereinkommens festgesetzte Versicherungsgebühr zu Gunsten jeder der bei der neuen Beförderung beteiligten Verwaltungen vom Empfänger eingezogen.

« 3. Für die durch unrichtige Leitung oder durch Unbestellbarkeit verursachten Nachsendungen wird ein Nachschussporto vom Publikum nicht eingezogen. »

Art. 8.

Dem § 1 ist folgende neue Fassung gegeben worden :

« by the last paragraph of the foregoing Article 3.

« Nevertheless, as a transitional measure, the option is reserved to each of the contracting parties, in order to suit its monetary or other requirements, of levying a fee other than that above indicated, provided that this fee does not exceed $\frac{1}{2}$ per cent. of the declared sum. »

Paragraph 3 was also modified so as to permit a special fee to be levied for the delivery of letters with value declared at the domiciles of the addressees.

Article 6.

Paragraph 1 was altered as follows :—

« Every fraudulent declaration of a value higher than that actually enclosed in a letter, is prohibited. »

Paragraph 2 was eliminated.

Article 7.

New wording :—

« 1.—A letter with value declared which, in consequence of the addressee having changed his residence, is re-directed for the interior of the country of destination, is not liable to any additional charge.

« 2.—In the case of re-direction to any one of the contracting countries other than the country of destination, the insurance-fees fixed by paragraphs 2 and 3 of Article 3 of the present Arrangement, are collected from the addressee, for the re-transmission, and for the benefit of each of the countries taking part in the new conveyance.

« 3.—The re-transmission in consequence of mis-direction or non-delivery, does not give rise to any supplementary charge to be paid by the public. »

Article 8.

The following stipulations were substituted for paragraph 1 :—

« 1. — Sauf le cas de force majeure, lorsqu'une lettre contenant des valeurs déclarées a été perdue ou spoliée, l'expéditeur ou, sur sa demande, le destinataire, a droit à une indemnité égale à la valeur déclarée.

« Toutefois, en cas de perte partielle inférieure à la valeur déclarée, il n'est remboursé que le montant de la perte.

« L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette administration le recours contre l'administration responsable, c'est-à-dire contre l'administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte ou la spoliation a eu lieu.

« Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration suivante.

« Le paiement de l'indemnité par l'office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'office responsable est tenu de rembourser, sans retard, à l'office expéditeur, le montant de l'indemnité payée par celui-ci.

« Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an, à partir du dépôt à la poste de la lettre portant déclaration; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité. »

« 1. Wenn ein Werthbrief verloren geht oder beraubt wird, so hat, den Fall höherer Gewalt ausgenommen, der Absender oder auf Verlangen desselben der Empfänger Anspruch auf eine Entschädigung in Höhe des angegebenen Werthbetrages.

« Indess wird im Fall eines theilweisen Verlustes, welcher den angegebenen Werthbetrag nicht erreicht, nur der Betrag des Verlustes ersetzt.

« Die Verpflichtung zur Zahlung des Ersatzbetrages liegt derjenigen Verwaltung ob, welcher die Aufgabe-Postanstalt angehört. Dieser Verwaltung bleibt überlassen, ihren Anspruch gegen die verantwortliche Verwaltung, das heisst gegen diejenige, in deren Gebiet oder auf deren Postlinien der Verlust oder die Beraubung stattgefunden hat, geltend zu machen.

« Bis zum Nachweis des Gegentheils liegt die Verantwortlichkeit derjenigen Verwaltung ob, welche den Gegenstand unbeanstandet übernommen hat und weder dessen Aushändigung an den Empfänger, noch, eintretenden Falls, die vorschriftsmässige Weitersendung an die folgende Verwaltung nachweisen kann.

« Die Zahlung des Ersatzbetrages durch die Verwaltung des Aufgabegebiets soll sobald als möglich und spätestens innerhalb eines Jahres, vom Tage der Nachfrage ab gerechnet, stattfinden. Die verantwortliche Verwaltung ist verpflichtet, der Verwaltung des Aufgabegebiets den von derselben gezahlten Ersatzbetrag ohne Verzug zu erstatten.

« Man ist darüber einverstanden, dass die Reklamation nur zulässig ist, wenn dieselbe innerhalb eines Jahres, vom Tage der Aufgabe des Werthbriefes an gerechnet, erhoben wird; nach Ablauf dieses Zeitraums steht dem Absender ein Anspruch auf irgend eine Entschädigung nicht zu. »

« 1.—Except in the case of force majeure, when a letter containing declared valuable papers has been lost or spoliated, the sender or, at his request, the addressee, is entitled to an indemnity equal to the declared value.

« But in the case of a partial loss, less than the declared value, only the amount lost is reimbursed.

« The obligation of paying the indemnity devolves upon the Administration to which the despatching office is subordinate. This Administration is entitled to claim the same from the Administration on the territory or in the service of which the loss or the spoliation has occurred.

« Until proof to the contrary is given, the responsibility devolves upon the Administration which, having received the article without making any observations, can prove neither the delivery to the addressee, nor the regular transmission to the following Administration, if any.

« The payment of the indemnity by the despatching Administration must take place as soon as possible and, at the latest, within a delay of one year counting from the date of reclamation. The responsible Administration is bound to reimburse, without delay, to the despatching Administration, the amount of the indemnity paid by the same.

« It is understood that the application for an indemnity is only entertained if made within the delay of one year from the date on which the letter with value declared was posted; after the expiration of this delay the applicant has no right to any indemnity. »

Au § 2, le second alinéa disparaît.

Au § 3, à la fin du second alinéa, les mots « d'un office intermédiaire » sont remplacés par ceux-ci « d'un office intermédiaire non responsable ».

Le § 4 est rédigé comme suit :

« 4. — Les administrations cessent d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans les lettres dont les ayants droit ont donné reçu et pris livraison. »

Art. 13.

Les dispositions de cet article ont été modifiées et ont donné matière aux deux articles nouveaux 13 et 14 dont suit la teneur :

Art. 13 (nouveau).

« Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 19 de la Convention du 1^{er} juin 1878, toute administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des lettres avec valeurs déclarées. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir :

« 1^o L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 1, 2, 3, 4 et 8 précédents ;

« 2^o Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions du présent Arrangement, autres que celles des articles 1, 2, 3, 4 et 8 ;

« 3^o La simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.

« Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique et, dans le troisième cas,

Der 2. Absatz des § 2 ist gestrichen, und ist am Ende des 2. Absatzes des § 3 anstatt « einer dritten Verwaltung » gesetzt worden « einer nicht verantwortlichen Transit-Verwaltung. »

§ 4 hat folgende Fassung erhalten :

« § 4. Die Ersatzverbindlichkeit der Postverwaltungen für den Inhalt der Werthbriefe hört auf, sobald der Empfangsberechtigte Quittung erteilt und die Sendung übernommen hat. »

Art. 13.

Die Bestimmungen dieses Artikels sind abgeändert worden und bilden den Gegenstand von zwei neuen Artikeln (13 und 14), deren Wortlaut folgender ist :

Art. 13.

« Innerhalb der Zeit, welche zwischen den im Artikel 19 des Vertrages vom 1. Juni 1878 vorgesehenen Versammlungen liegt, ist jede Postverwaltung eines der vertragschliessenden Länder berechtigt, den anderen beteiligten Verwaltungen durch Vermittelung des internationalen Büreaus Vorschläge in Betreff des Austausches von Werthbriefen zu unterbreiten. Um indess vollstreckbar zu werden, müssen diese Vorschläge erhalten :

« 1. Einstimmigkeit, wenn es sich um Abänderung der Bestimmungen der vorstehenden Artikel 1, 2, 3, 4 und 8 handelt ;

« 2. zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um die Abänderung anderer Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens, als derjenigen der Artikel 1, 2, 3, 4 und 8 handelt ;

« 3. einfache Stimmenmehrheit, wenn es sich um die Auslegung der Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens handelt.

« Die gültigen Beschlüsse werden in den beiden ersten Fällen durch eine diplomatische Erklärung, im dritten Falle durch eine

The second subdivision of paragraph 2 was suppressed.

In paragraph 3, at the end of the second subdivision, the words « of an intermediary Administration », were altered into « of a non responsible intermediary Administration ».

The following wording was given to paragraph 4 :—

« 4.—The Administrations cease to be responsible for the declared valuable papers contained in the letters as soon as the persons entitled thereto have given receipt for, and taken possession of, the same. »

Article 13.

The provisions of this Article were modified, and embodied in the two following new Articles 13 and 14:—

Article 13 new.

« In the interval which elapses between the meetings contemplated by Article 19 of the Convention of the 1st of June 1878, any Postal Administration of one of the contracting countries has the right to address to the other participating countries, through the medium of the International Office, proposals concerning the service of letters with values declared. But in order to be carried out, these proposals necessarily, viz :—

« 1^o Unanimity of votes, if a modification of the provisions of the foregoing Articles 1, 2, 3, 4, and 8 is contemplated ;

« 2^o Two thirds of the votes, in the case of a modification of the provisions of the present Arrangement other than those of Articles 1, 2, 3, 4, and 8.

« 3^o An absolute majority in case of the interpretation of the provisions of the present Arrangement.

« The valid decisions are confirmed, in the two first cases, by a diplomatic declaration, and in the third case, by an administrative

« par une notification administrative, selon la forme indiquée au « dernier alinéa de l'article 20 de « la Convention du 1^{er} juin 1878. »

Art. 14 (nouveau).

« 1. — Le présent Arrangement « entrera en vigueur le 1^{er} avril « 1879.

« 2. — Il sera ratifié en même « temps et aura la même durée « que la Convention du 1^{er} juin « 1878, sans préjudice du droit, « réservé à chaque pays, de se « retirer de cet Arrangement moyen- « nant un avis donné, un an à « l'avance, par son Gouvernement « au Gouvernement de la Confé- « dération suisse.

« 3. — Sont abrogées, à partir « du jour de la mise à exécution « du présent Arrangement, toutes « les dispositions convenues anté- « rieurement entre les divers pays « contractants ou entre leurs ad- « ministrations, pour autant qu'elles « ne sont pas conciliables avec les « termes du présent Arrangement, « et sans préjudice des dispositions « de l'article 9 précédent.

« 4. — Le présent Arrangement « sera ratifié aussitôt que faire se « pourra. Les actes de ratification « seront échangés à Paris.

« En foi de quoi, les plénipo- « tentiaires des pays ci-dessus énu- « mérés ont signé le présent Arran- « gement à Paris, le premier juin « mil huit cent soixante et dix « huit. »

Règlement d'exécution.

Article I.

Le § 4 est supprimé.

Art. V.

Le § 1 est rédigé comme suit :

« 1. — Le poids exact, en gram- « mes, de chaque lettre contenant « des valeurs déclarées, doit être « inscrit sur la lettre, par l'office

« Benachrichtigung im Verwaltungs- « wege bestätigt, wobei die im letz- « ten Absatz des Artikels 20 des « Vertrages vom 1. Juni 1878 be- « zeichnete Form zu beobachten ist. »

Art. 14.

« 1. Das gegenwärtige Ueber- « einkommen wird am 1. April 1879 « in Kraft treten.

« 2. Dasselbe soll zu derselben « Zeit ratifizirt werden und dieselbe « Dauer haben, wie der Vertrag « vom 1. Juni 1878, unbeschadet « des jedem Lande vorbehaltenen « Rechts, von dem Uebereinkommen « zurückzutreten, wenn die Regie- « rung des betreffenden Landes « diese Absicht ein Jahr im Vor- « aus der Regierung der schwei- « zerischen Eidgenossenschaft an- « gezeigt hat.

« 3. Mit dem Tage der Aus- « führung des gegenwärtigen Ueber- « einkommens treten alle früher « zwischen den verschiedenen ver- « tragschliessenden Ländern oder « Verwaltungen vereinbarten Be- « stimmungen insoweit ausser Kraft, « als sie mit den Festsetzungen des « gegenwärtigen Uebereinkommens « nicht im Einklang stehen, unbe- « schadet der Bestimmungen in « dem vorhergehenden Artikel 9.

« 4. Das gegenwärtige Ueberein- « kommen soll sobald als möglich « ratifizirt werden. Die Auswechs- « lung der Ratifikations-Urkunden « soll zu Paris stattfinden. »

Zu Urkund dessen haben die Be- vollmächtigten der oben bezeichneten Länder das gegenwärtige Ueberein- kommen unterzeichnet zu Paris, den ersten Juni cintausend achthundert acht und siebenzig.

Ausführungs-Uebereinkunft.

Art. I.

§ 4 ist gestrichen worden.

Art. V.

§ 1 ist, wie folgt, abgeändert :

« 1. Auf jedem Werthbriefe ist « von der Verwaltung des Aufgabe- « gebiets in der linken oberen Ecke « der Adresse das genaue Gewicht « in Gramm zu vermerken. »

« trative notification in the form « contemplated by the last para- « graph of Article 20 of the Con- « vention of the 1st of June 1878. »

Article 14 new.

« 1.—The present Arrangement « shall come into force on the 1st « of April 1879.

« 2.—It shall be ratified at the « same time, and shall have the « same duration as the Convention « of the 1st of June 1878, without « prejudice to the right reserved « to each country to withdraw from « this Arrangement on its Govern- « ment giving notice one year in « advance to the Government of « the Swiss Confederation.

« 3.—After the date on which « the present Arrangement comes « into force, all the provisions pre- « viously agreed upon between the « various contracting countries or « between their Administrations, « are abrogated, in so far as they « are at variance with the terms « of the present Arrangement, and « without prejudice to the pro- « visions of the foregoing Article 9.

« 4.—The present Arrangement « shall be ratified as soon as possible. « The acts of ratification shall be « exchanged in Paris.

« In faith of which the Pleni- « potentiaries of the countries above « enumerated have signed the pre- « sent Arrangement in Paris, the « first of June one thousand eight « hundred and seventy eight. »

Detailed Regulations.

Article I.

Paragraph 4 was suppressed.

Article V.

Paragraph 1 received the following wording:—

« 1.—The exact weight, in gram- « mes, of each letter containing « declared valuable papers, must « be written on the letter, by the

« d'origine, à l'angle gauche supérieur de la suscription. »

Au § 2, au lieu de « et du timbre spécial », il est dit « et, le cas échéant, du timbre spécial ».

Le § 3 est modifié de la manière suivante :

« 3. — Le bureau destinataire applique, au verso, son propre timbre, à la date de la réception. »

Art. VI.

Au commencement du § 2 les mots « territoires intermédiaires » sont remplacés par « services intermédiaires ».

Art. VII.

La fin du § 2 est ainsi modifiée :

« Ce paquet porte pour suscription les mots « Valeurs déclarées » et au-dessous l'inscription « du poids brut en grammes. Il doit être inséré au centre de la dépêche. »

A la fin du § 3, après les mots « Un paquet de valeurs déclarées » ajouter « pesant grammes ».

L'article se termine par le nouveau § ci-après :

« 5. — Les dispositions du présent article peuvent être modifiées d'un commun accord entre deux offices correspondants, dans les relations où ces dispositions seraient incompatibles avec le régime particulier de l'un d'eux. »

Art. VIII.

Au § 1, la prescription suivante est ajoutée : « Il vérifie également le poids brut du paquet. »

Art. IX.

Le § 2 est supprimé.

Le 1^{er} alinéa du § 3, devenu § 2, est ainsi conçu :

« 2. — Les lettres de valeurs déclarées réexpédiées, par suite du changement de résidence des destinataires, sur un des pays contractants, sont frappées du timbre T par l'office réexpéditeur et grevées à la charge du des-

Im § 2 ist zwischen den Worten : « sowie » und « mit dem u. s. w. » eingeschaltet worden « eintretenden Falls ».

§ 3 hat folgende Fassung erhalten :

« 3. Die Bestimmungs-Postanstalt hat den Brief auf der Rückseite mit einem Abdruck ihres Ankunftsstempels zu versehen. »

Art. VI.

Der Anfang des § 2 lautet wie folgt :

« Seitens derjenigen Länder, für deren Verkehr eine oder mehrere Transit-Verbindungen vorhanden sind, müssen etc. »

Art. VII.

Der Schlusssatz des § 2 ist, wie folgt, abgeändert :

« Das Packet trägt die Aufschrift « Werthbriefpacket » und darunter die Bezeichnung des Rohgewichts in Gramm. Dasselbe muss in den Kartenschluss verpackt werden. »

Am Schluss des § 3 ist hinter den Worten « Ein Werthbriefpacket » hinzugefügt worden « Gewicht . . . Gramm. »

Dem Artikel treten als § 5 die nachstehenden Bestimmungen hinzu :

« 5. Diejenigen Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels, welche mit den besonderen Vorschriften zweier korrespondirenden Verwaltungen nicht im Einklang stehen, können im gemeinsamen Einverständniss dieser Verwaltungen entsprechend abgeändert werden. »

Art. VIII.

Dem § 1 tritt die nachstehende Bestimmung hinzu : « Das Werthbriefpacket wird vor der Eröffnung nachgewogen. »

Art. IX.

§ 2 ist gestrichen worden.

§ 3 (jetzt § 2) hat folgende Fassung erhalten :

« 2. Briefe mit Werthangabe, welche in Folge der Veränderung des Wohnorts des Adressaten nach einem der vertragenden Länder zur Nachsendung kommen, werden von der die Nachsendung bewirkenden Verwaltung mit dem

« office of origin, in the left-hand upper corner of the address. »

In paragraph 2, the words:—« and with the special stamp, if any », were substituted for « and with the special stamp ».

Paragraph 3 was modified as follows:—

« 3.—The office of destination applies, on the back of the letters, its own stamp indicating the date of receipt. »

Article VI.

At the beginning of paragraph 2, the words « intermediary territories », were replaced by « intermediary services ».

Article VII.

The end of paragraph 2 was modified as follows:—

« This packet bears as superscription the words:—« Letters with value declared », and underneath, the inscription of its gross weight in grammes. It must be placed in the centre of the mail. »

At the end of paragraph 3, the words « weighing grammes » were added to those of:—« A packet of letters with value declared. »

The following new paragraph was added:—

« 5.—The provisions of the present Article may be modified, by common consent, between two corresponding Administrations in the relations in which these stipulations would be incompatible with the particular regulations of one of them. »

Article VIII.

The following provision was added to paragraph 1:—« it also verifies the gross weight of the packet. »

Article IX.

Paragraph 2 was struck out.

The first subdivision of paragraph 3, now paragraph 2, was modified as follows:—

« 2.—Letters with value declared which, owing to the addressee's having changed residence, are re-directed to one of the contracting countries, are impressed by the re-directing office with the

« inataire, par l'office distributeur,
« une taxe représentant le droit
« d'assurance revenant à ce dernier
« office et, s'il y a lieu, à chacun
« des offices intermédiaires. »

Au § 4 (§ 3 nouveau) ajouter la restriction suivante: « à moins que l'office de la première destination ne soit en mesure de la faire parvenir. »

Le § 5 devient paragraphe 4.

Art. XII.

Au § 4, au lieu de « l'administration qui les a préparés » il est dit: « l'administration créditrice ».

Art. XIII.

Les 2°, 3° et 4° du § 1 sont remplacés par les dispositions suivantes:

« 2° Le cas échéant, l'empreinte du timbre spécial en usage dans leur service pour les valeurs déclarées;

« 3° Le maximum jusqu'à concurrence duquel elles admettent les valeurs déclarées, par application de l'article 1^{er} de l'Arrangement;

« 4° Le tableau A prescrit par l'article I du présent Règlement. »

Comme conséquence, au § 2, au lieu de « des trois points ci-dessus » dire « des quatre points ci-dessus ».

Art. XIV nouveau.

Entre les articles XIII et XIV du projet, il est ajouté un nouvel article, analogue au nouvel article XXXIII du Règlement pour l'exécution de la Convention. En voici la teneur:

« Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 19 de la Convention du 1^{er} juin 1878, toute administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres administrations partici-

« Stempel T bedruckt und von der Verwaltung des neuen Bestimmungsgebiets zu Lasten der Empfänger mit einer Taxe belegt, welche sich aus der dem letztern Lande und, eintretenden Falls, jedem der Transitländer zustehenden Versicherungsgebühr zusammensetzt. »

Dem § 4 (jetzt § 3) tritt am Schlusse hinzu: « vorausgesetzt, dass die Verwaltung des ersten Bestimmungsgebiets nicht in der Lage ist, die Weitersendung zu bewirken. »

§ 5 wird § 4.

Art. XII.

Im § 4 ist anstatt « welche die Abrechnung aufgestellt hat » gesetzt worden « für welche eine Forderung entfällt ».

Art. XIII.

Der 2., 3. und 4. Absatz des § 1 sind, wie folgt, geändert worden:

« 2. eintretenden Falls einen Abdruck des in ihrem eigenen Verkehr für Werthbriefe eingeführten besondern Stempels;

« 3. die Mittheilung des in Gemässheit des Art. 1 des Uebereinkommens von ihnen festgesetzten Meistbetrages für Briefe mit Werthangabe;

« 4. die durch Artikel I der gegenwärtigen Ausführungs-Uebereinkunft vorgeschriebene Nachweisung A etc. »

In Folge dieser Abänderung ist im § 2 anstatt « drei Punkte » gesetzt worden « vier Punkte ».

Art. XIV (neu).

Zwischen den Artikeln XIII und XIV des Entwurfs ist ein dem neuen Art. XXXIII der Ausführungs-Uebereinkunft zum Verträge entsprechender neuer Artikel eingeschaltet worden, dessen Wortlaut folgender ist:

« Innerhalb der Zeit, welche zwischen den im Art. 19 des Vertrages vom 1. Juni 1878 bezeichneten Versammlungen liegt, ist jede Postverwaltung eines Landes berechtigt, den anderen beteiligten Verwaltungen

« stamp T, and charged by the office of delivery with a tax—to be paid by the addressees—representing the insurance-fee due to the latter office, and to each of the intermediary offices, if any. »

The following restriction was added to paragraph 4 (3 new):—« unless the office of the original destination is in the position to effect its re-transmission. »

Paragraph 5 became paragraph 4.

Article XII.

In paragraph 4, the words:—« by the Administration to which payment is due », were substituted for:—« by the Administration which prepared them. »

Article XIII.

The subdivisions 2°, 3°, and 4° of paragraph, were replaced by the following provisions:—

« 2° An impression of the special stamp, if any, used in their services for letters with value declared;

« 3° The maximum amount of declaration which they admit for the letters with value declared, by application of Article 1 of the Arrangement;

« 4° The table A prescribed by Article I of the present Regulations. »

In paragraph 2, the words « of the four points above mentioned » were, consequently, substituted for « of the three points above mentioned ».

Article XIV new.

A new Article, analogous to the new Article XXXIII of the Detailed Regulations for the execution of the Convention, was inserted between Articles XIII and XIV of the Project. It runs as follows:—

« In the interval which elapses between the meetings contemplated by Article 19 of the Convention of the 1st of June 1878, any one Postal Administration of a country of the Union has the right to address to the other parti-

«pantes, par l'intermédiaire du
« Bureau international, des propo-
« sitions pour la modification ou
« l'interprétation du présent Règle-
« ment. Mais, pour devenir exéc-
« toires, ces propositions doivent
« réunir, savoir :

« 1° L'unanimité des suffrages,
« s'il s'agit de la modification des
« articles XIV et XV ;

« 2° Les deux tiers des suffrages,
« s'il s'agit de la modification des
« articles II, III, V, VI, VII, VIII,
« X et XI ;

« 3° La simple majorité absolue,
« s'il s'agit de la modification des
« autres articles ou de l'interpré-
« tation des diverses dispositions
« du présent Règlement.

« Les résolutions valables sont
« consacrées par une simple notifi-
« cation du Bureau international
« à toutes les administrations de
« l'Union. »

Communications.

L'Union générale des postes avait, lors de la mise à exécution du traité de Berne — 1^{er} juillet 1875 —, une étendue de 738,000 milles carrés, avec une population de 375 millions d'âmes. A partir du 1^{er} avril 1879, date de l'entrée en vigueur du traité de Paris, elle possédera, sous le nom d'Union postale universelle, un territoire dépassant 1,300,000 milles carrés, et une population de plus de 750 millions d'âmes.

« durch Vermittelung des interna-
« tionalen Büreaus Vorschläge in
« Betreff der Abänderung oder Aus-
« legung der gegenwärtigen Aus-
« führungs-Uebereinkunft zu unter-
« breiten. Um indess vollstreckbar
« zu werden, müssen diese Vor-
« schläge erhalten :

« 1. Einstimmigkeit, wenn es
« sich um Abänderungen der Art.
« XIV und XV handelt ;

« 2. zwei Drittel der Stimmen,
« wenn es sich um Abänderungen
« der Art. II, III, V, VI, VII, VIII,
« X und XI handelt ;

« 3. einfache Stimmenmehrheit,
« wenn es sich um die Abänderung
« anderer Bestimmungen, oder um
« die Auslegung der verschiedenen
« Vorschriften der gegenwärtigen
« Ausführungs-Uebereinkunft han-
« delt. »

Die gültigen Beschlüsse werden durch eine einfache Benachrichtigung des internationalen Büreaus an alle Vereinsverwaltungen bestätigt.

Mittheilungen.

Der allgemeine Postverein, dessen Umfang bei Ausführung des am 9. Oktober 1874 zu Bern abgeschlossenen Vertrages — 1. Juli 1875 — 738,000 Quadrat-Meilen mit 375 Millionen Einwohnern betrug, wird vom Tage des Inkrafttretens des Pariser Vertrages ab — 1. April 1879 — unter der Bezeichnung « Weltpostverein » über 1,300,000 Quadrat-Meilen mit mehr als 750 Millionen Einwohnern umfassen.

« cipating Administrations, through
« the medium of the International
« Office, proposals for the modifi-
« cation or interpretation of the
« present Regulations. But, in order
« to be carried out, these propo-
« sals necessitate, viz:—

« 1° Unanimity of votes, if a mo-
« dification of Articles XIV and
« XV is contemplated ;

« 2° Two thirds of the votes, in
« case of a modification of Articles
« II, III, V, VI, VII, VIII, X,
« and XI ;

« 3° An absolute majority, in
« case of the modification of the
« other Articles, or of the inter-
« pretation of the various provi-
« sions of the present Regulations.

« The valid decisions are con-
« firmed by a simple notification
« of the International Office to
« all the Administrations of the
« Union. »

Miscellaneous.

The General Postal Union which, on the 1st of July 1875 when the Treaty concluded at Berne on the 9th of October 1874 came into force, extended over 738,000 geographical square miles with 375 millions of inhabitants, will, on the day on which the Convention of Paris goes into operation—1st of April 1879—, embrace, under its new title of « Universal Postal Union », an area of 1,300,000 geographical square miles with a population of more than 750 millions of inhabitants.

L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES

Avis. — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* à M. A. Moret, 1^{er} secrétaire du Bureau international, à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

Abonnements particuliers.

Un an fr. 4. 60

Six mois „ 2. 30

Trois mois „ 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

III^e volume.

N^o 10.

Berne, 1^{er} Octobre 1878.

Sommaire. — I. LE SERVICE AMBULANT DES POSTES EN ALLEMAGNE. — II. LE CONGRÈS POSTAL DE PARIS. — III. NÉCROLOGIE. — IV. COMMUNICATIONS.

Le service ambulant des postes en Allemagne.

En Allemagne comme partout ailleurs, les chemins de fer ont amené une transformation complète du service postal. Le développement rapide du réseau des voies ferrées, durant la période de 1840 à 1860, fit sentir l' nécessité d'introduire dans les trains de chemins de fer, des wagons spéciaux renfermant dans leur intérieur un bureau de poste complet, avec un compartiment pour les paquets, tables, armoires, appareils de chauffage et d'éclairage et tous les objets nécessaires à l'exploitation postale; enfin emmenagés de telle sorte qu'une brigade d'employés de poste, comprenant jusqu'à six agents et plus au besoin, puisse, dans ces bureaux mobiles et pendant que les trains parcourent rapidement les plus longues distances, effectuer l'expédition d'innombrables quantités de correspondances postales de toute nature, et assurer également, dans les meilleures conditions de célérité, le transport de tous les paquets et envois de fonds confiés à la poste.

Pour se faire une idée des masses énormes d'objets qui encombrant fréquemment les bureaux ambulants, il suffit de remarquer que, sur la route de Verviers à Cologne, par exemple,

Die Bahnposten im deutschen Reichspostgebiet.

Wie allerwärts, so brachten auch in Deutschland die Eisenbahnen eine vollständige Umgestaltung des Postbeförderungsdienstes hervor. Bei der schnellen Ausbreitung des Eisenbahnnetzes in den 40er und 50er Jahren führte das Bedürfniss dazu, in die Bahnzüge besondere Postwagen einzustellen, welche in ihrem Innern ein ganzes Postamt mit Expeditionsbureau, Packkammer, Tischen, Spindeln, Heizungs- und Erleuchtungs-Apparaten und allen zum Postbetriebe erforderlichen Ausrüstungsgegenständen enthalten, so dass ein Personal bis zu sechs und im Nothfalle noch mehr Beamten und Unterbeamten, während die Kurierzüge die weiten Entfernungen schnell durchmessen, in diesem fliegenden Postbureau Tausende von Briefen, Postkarten, Zeitungen und anderen Postgegenständen expediren und den Transport zahlreicher Packet- und Geldsendungen dergestalt regeln kann, dass ihre Beförderung mit der Schnelligkeit des Eisenbahnganges völlig gleichen Schritt hält.

Wie ungeheure Massen in diesen fliegenden Bahnposten bisweilen zu bewältigen sind, kann man daraus ermessen, dass auf der Route von

The railway mail-service in Germany.

In Germany, as everywhere else, the introduction of railways has been the cause of a complete transformation in the mail-service. Owing to the rapid extension which took place in the railway-system between 1840 and 1860, it became necessary to add to the railway-trains special postal vans. These vans are furnished inside like a complete post-office, and consist of an office-room, and a parcel-room, containing tables, sorting cases, heating and lighting apparatuses, and all other appurtenances necessary for the discharge of the postal service. A staff of six, and in case of need more, postal employés and mail-guards is thus able, while the express-trains rapidly traverse the long distances, to effect, in these flying post-offices, the sorting and mailing of thousands and thousands of letters, newspapers, and other postal articles, and the writing and other duties connected with the conveyance of multitudinous parcels and articles with declared value, in such a manner that these operations keep pace with the speed of the train.

What enormous amounts of correspondence have sometimes to be

par où une grande partie des dépêches de l'Amérique et de l'Angleterre sont introduites en Allemagne, un seul train de chemin de fer comprend très-souvent trois wagons-poste avec un personnel de 16 employés, qui cependant doivent faire de grands efforts pour avoir terminé leur tâche à l'arrivée.

Le service d'expédition est généralement organisé de la manière suivante. Les bureaux de poste situés sur une ligne de chemin de fer desservie par un bureau ambulante, remettent à ce dernier, lors de son passage et en observant sa direction, leurs correspondances et celles émanant de leurs correspondants. A cet effet les objets de la poste aux lettres, qui comprennent les lettres ordinaires ou recommandées, les cartes postales, les imprimés, les échantillons, les mandats-poste, les lettres de voiture des colis postaux et les mandats de remboursement, sont, après un classement préalable, enliassés et réunis dans un sac spécial. Un autre sac, qui doit être fermé et muni de deux cachets en cire, contient les lettres avec valeurs déclarées; enfin les colis postaux sont, autant que possible, enfermés dans de grands sacs ou dans des paniers fermant à clef. Pour les objets de la poste aux lettres, on n'inscrit sur la feuille d'avis, et encore d'une façon sommaire, que les envois recommandés. L'inscription en feuilles a également lieu pour les valeurs déclarées, tandis que les colis ordinaires sont simplement renseignés pour leur nombre sur un *part* ou bulletin de chargement, lequel indique également de la même manière combien la livraison comprend de sacs avec dépêches postales, de sacs avec lettres-valeurs et de colis avec valeur déclarée. La réception terminée, le bureau ambulante s'occupe de la ré-expédition. Dans le bureau proprement dit, séparé du compartiment des colis par une porte à coulisse, un employé procède immédiatement à l'ouverture du sac à dépêches, dont il vérifie avec soin le contenu, qu'il trie ensuite soit par bureaux de

Verviers bis Köln, auf welcher ein grosser Theil der amerikanischen und englischen Posten nach Deutschland überführt wird, bei *einem* Eisenbahnzuge schon mehrfach drei Postwagen mit einem Personal von 16 Beamten eingestellt worden sind, die noch dazu sehr angestrengt zu arbeiten hatten, um am Endpunkt der Fahrt mit der Arbeit fertig zu sein.

Der Expeditionsdienst ist im Allgemeinen in der Weise geregelt, dass die an dem betreffenden Eisenbahnkurse belegenen Postanstalten die bei ihnen eingelieferten, bz. mit den Landposten zu ihnen gelangten Postsendungen auf die Bahnpost ihres Kurses, mit Unterscheidung der Richtungen, in der Art weitergeben, dass die Briefpostgegenstände, zu denen die gewöhnlichen und Einschreibbriefe, Postkarten, Waarenproben, Drucksachen, Postanweisungen, Post-Packetadressen und Vorschussbriefe gehören, in vorsortirten Bündeln in einen besonderen Briefbeutel verpackt werden, ein anderer zu verschliessender und doppelt zu versiegelnder Beutel die Geldbriefe aufnimmt und endlich die Päckereien so weit als thunlich in grossen Päckensäcken oder verschlossenen Körben untergebracht werden.

Ein specielles Eintragen in die Karten, und zwar in abgekürzter Form, findet bei den Briefpostgegenständen nur bezüglich der Einschreibbriefe statt; ein Gleiches ist auch von den Geldbriefen zu sagen, während die gewöhnlichen Packete nur summarisch in einen auf die Bahnpost lautenden Ladezettel eingetragen werden, aus welchem zugleich zu ersehen ist, wie viel Briefbeutel und Geldbriefbeutel, sowie Packete mit angegebenem Werthe die Bahnpost zu empfangen hat. Nach der Abnahme der Sachen beginnt im Bahnpostwagen das Umspeditionsgeschäft.

In dem eigentlichen Expeditionsraume, welcher durch eine Schiebthüre von dem Packraume — zum Niederlegen der Päckereien u. s. w. — getrennt ist, begiebt sich ein Beamter daran, den Briefsack sofort zu öffnen, den Inhalt genau nachzusehen und die

dealt with in these flying travelling post-offices, may be inferred from the fact that, on the route from Verviers to Cologne on which a great part of the American and English mails is conveyed to Germany, it very frequently occurs that three post-office vans, with a staff of 16 employés, have to be put on to a *single* train, and that these officers have to exert themselves to the utmost in order to be ready with their work by the time they reach the end of the journey.

The service is, as a rule, regulated in the following manner. The post-offices situated on the route of a travelling post-office deliver to the latter all the postal articles received either direct from the public, or from the mail-coaches. These articles must be separated according to the direction they are to follow. The articles of the letter-post, comprising ordinary and registered letters, post-cards, printed matter, samples and patterns, money-orders, way-bills for parcels, and letters with reimbursement, must be packed into a special letter-bag in sorted bundles; the letters with value declared are put into a mail-bag which is then locked, and twice sealed; lastly, the parcels must be packed, whenever possible, into large parcel-bags, or closed baskets. Among the articles of the letter-post, registered letters only are entered separately, and in an abridged form in the memorandums; this is also the case with the letters with value declared. Ordinary parcels are only entered in bulk in the memorandums, which are addressed to the travelling post-office, and show, at the same time, the number of letter-bags, of bags with letters bearing a declaration of value, and of parcels with value declared, delivered to the travelling post-office. When the articles have been received in the latter, the sorting and making up of the mails is proceeded with. In the office-room which is separated by a sliding door from the parcel-room — destined for the reception of parcels, &c.—an officer at once opens

destination, soit par lignes d'embranchement ou de prolongement. A cette fin les parois du bureau sont garnies de nombreuses cases, dont chacune porte, sur une étiquette mobile, le nom du bureau auquel elle est affectée. Cet agent doit connaître parfaitement la position de chaque localité, car le temps lui manque, surtout dans les trains de vitesse, pour consulter les nomenclatures mises à sa disposition. Il lui faut donc beaucoup de prudence, une grande habileté et une attention continuelle pour éviter les erreurs.

Ordinairement un second employé ouvre en même temps le sac des valeurs, et en compare minutieusement le contenu avec les inscriptions de la feuille d'envoi qui s'y trouve jointe; il fait ensuite, au moyen d'un casier spécial, la répartition des valeurs dans l'ordre suivi par son collègue pour les autres correspondances. Il procède ensuite à l'inscription de chaque valeur sur les feuilles d'envoi préparées pour les bureaux correspondants, en indiquant, pour les lettres à déposer dans une station de la ligne, le numéro d'ordre, le montant de la valeur et le bureau d'origine; et pour celles à transmettre à un autre bureau ambulante, le numéro d'ordre, le montant de la valeur et le bureau de destination. D'un autre côté, dans le compartiment des colis, un agent subalterne s'occupe du classement des colis suivant l'ordre des stations ou des lignes de chemin de fer correspondantes. Pour faciliter ce travail, le bureau de départ a dû appliquer sur chaque paquet une étiquette indiquant la ligne à laquelle appartient le lieu de destination. Le compartiment dans lequel il opère étant fort exigü, ce sous-agent doit s'appliquer à ménager l'espace; les paquets s'amoncelant l'un sur l'autre ont bientôt atteint le plafond de la voiture; il s'agit donc de procéder à cette opération d'une façon logique, en usant de beaucoup de prudence et de ménagement, afin d'éviter qu'un

Briefe sodann auf die einzelnen Kurspostanstalten, sowie auf die sich seitwärts abzweigenden oder weiter hinausgehenden Bahnpostkurse zu sortiren. Zu dem Zwecke sind an den Wänden des Expeditiousraumes ringsherum zahlreiche Fächer angebracht, von denen jedes einzelne zur Aufnahme eines Vorsteckers mit dem Namen der betreffenden Kurspostanstalt eingerichtet ist. Der Fahrbeamte muss die Lage jedes Ortes genau kennen, denn zum Nachschlagen in den Handbüchern, die er mit sich führt, bleibt ihm in der Regel, namentlich bei den schnellen Kurierzügen, keine Zeit; es bedarf daher in der That der ganzen Umsicht, Gewandtheit und Achtsamkeit des Beamten, um Versehen fern zu halten.

In der Regel hat inzwischen ein zweiter Beamter den Geldbriefbeutel geöffnet und den Inhalt mit den Eintragungen der Geldkarte genau verglichen; er vertheilt nun die Geldbriefe in gleicher Weise, wie dies mit den gewöhnlichen Briefen geschehen ist, unter Benutzung eines besonderen Sortirspindes, und beginnt dann jeden einzelnen Geldbrief nach Stückzahl, Werthbetrag und Aufgabeort, sofern der Brief auf eine Kurspostanstalt, und nach Stückzahl, Werthbetrag und Bestimmungsort, sofern derselbe auf eine andere Bahnpost übergeht, sorgfältig in die betreffenden Geldkarten einzutragen.

Ein Unterbeamter im Packraume sortirt derweilen die Päckereien in der Folge der Eisenbahnstationen und Eisenbahnkurse; um ihm dies Geschäft zu erleichtern, hat die Abgangspostanstalt die Packete mit Zetteln beklebt, welche den Kurs bezeichnen, an dem der Bestimmungsort liegt. Der Packraum ist eng zugemessen, der Unterbeamte muss deshalb beim Sortiren mit dem Raume sehr haushälterisch umgehen, Packet thürmt sich bald auf Packet bis zur Decke des Wagens, und da heisst es richtig, vorsichtig u. schonlich packen, damit kein zerbrechliches Packet unter ein schweres gerathe und beschädigt werde. Nähert sich der Zug einer Station, so muss die Arbeit abge-

the letter-bag, carefully examines its contents, and then sorts the letters according to the several post-offices along the route, and to the other railway mail-routes which either branch off or go beyond it. For this purpose, sorting cases are adapted to the four sides of the office-room. Each compartment of these cases is arranged so as to permit of a label being fixed to it which indicates the name of a post-office situated on the route of the travelling post-office. The travelling officer must know the position of each place along the route exactly, because, as a rule, he has no time, especially in the rapid mail-trains, to consult the index he carries with him; it thus requires the whole circumspection, dexterity, and attention of the officers in order to avoid mistakes. As a rule a second officer has, in the meantime, opened the bag of letters with value declared, and carefully compared its contents with the entries on the bill for letters with declaration of value. This accomplished, he sorts these letters into a special sorting case, in a similar manner to that prescribed for ordinary letters, and then proceeds to enter each letter separately, stating its number, declared value, and office of posting if for an office on the route, or its number, declared value, and place of destination if for another railway post-office, in the respective bills for letters with value declared. During this time the mail-guard in the parcel-room is engaged in sorting the parcels according to the railway stations, and railway mail routes; in order to facilitate this task the parcels bear a label affixed by the despatching office, which indicates the route on which the office of destination is situated. The space in the parcel-room is limited; the guard has therefore to be very economical with it. One packet is soon heaped on the other, up to the ceiling of the van, and in thus arranging them it is important and necessary to be very careful, so as not to place a fragile parcel underneath a heavy one by

objet fragile ne soit endommagé par un objet plus lourd. Quand on s'approche d'une station, le travail doit être terminé, afin que, dès que le train s'arrête, la livraison puisse avoir lieu. On se hâte donc d'introduire les liasses de correspondances dans le sac qui doit les recevoir et de cacheter ce dernier; on procède de même à l'égard des valeurs; on range en toute hâte devant la porte de la voiture, et autant que possible dans des sacs, les colis à décharger; enfin le bulletin de livraison destiné au bureau de la gare est signé par l'employé dirigeant et tout est prêt au moment même où le train s'arrête et où la voix du garde annonce le stationnement.

C'est alors surtout qu'il n'y a pas un instant à perdre; aussi, est-ce avec un empressement fiévreux que le garçon de bureau passe, à l'agent du bureau de poste de la gare, accouru devant la porte de la voiture, les sacs clos et les colis détachés, avec ou sans valeur, renseignés sur le bulletin de livraison; et qu'il reçoit ensuite les envois préparés par le bureau de poste de la gare pour le bureau ambulante. *Post fertig!* crie le conducteur; un coup de sifflet retentit; le train se remet en marche et le travail du bureau ambulante recommence.

Le service des postes sur les chemins de fer, tel que nous venons de le décrire, est effectué par 32 bureaux ambulants qui desservent les grandes lignes de communication. Ces bureaux, qui ont en général leur point d'attache dans des villes importantes, relèvent des diverses administrations postales de province (directions supérieures des postes). Ce n'est que sur certains chemins de fer moins importants et notamment sur les lignes d'embranchement, que la surveillance et l'exploitation des bureaux ambulants sont confiées au bureau sédentaire situé à l'une des deux extrémités du parcours; généralement, le service des wagons-poste de cette catégorie se fait par des courriers-convoyeurs (Bahnpostschaffner), et est d'ailleurs plus simple, vu que,

schlossen werden, damit, sobald der Zug hält, Alles zur Herausgabe bereit sei. Schleunigst werden die fertigen Briefbunde in den betreffenden Briefbeutel gelegt, und letzterer wird verschlossen; auch der Geldbriefbeutel mit den abzuweisenden Geldbriefen ist eben fertig geworden; der Postschaffner hat die auszugebenden Packete, thunlichst in Säcke verpackt, bereits an die Thür des Postwagens geschafft; der erste Beamte hat den Ladezettel auf die Kurspostanstalt eben unterschrieben, als der Zug hält und der Ruf des Eisenbahnschaffners die kurze Zeit des Aufenthalts meldet. Da darf die Bahnpost mit der Uebergabe nicht lange zögern, mit fieberhafter Eile giebt der Postschaffner an der geöffneten Wagenthür dem schnell hinzugetretenen Postbeamten der Station auf Grund des Ladezettels den Briefbeutel, den Geldbriefbeutel, die Packete und die etwa blossgehenden gewöhnlichen und Werth-Packete heraus und empfängt dann die von der Postanstalt zugehende Ladung. *Post fertig!* ruft der Eisenbahnzugführer, ein Pfiff ertönt, schnell setzt sich der Zug wieder in Bewegung, und von Neuem beginnt die Arbeit in dem fliegenden Postbüro.

Die Wahrnehmung des vorgeschilderten Betriebes auf den Bahnen geht von 32 Bahnpostämtern aus, welche die grossen Verkehrsstrecken durchfahren, ihren Sitz meistens in Orten von hervorragender Bedeutung haben und den verschiedenen Provinzial-Postverwaltungen (Ober-Postdirektionen) unterstellt sind. Nur auf kleineren Eisenbahnrouen, welche gewöhnlich den Charakter von Zweiglinien haben, geschieht die Beaufsichtigung und Ausübung des Betriebes von der am Anfangs- oder Endpunkt der Linie gelegenen Ortspostanstalt; in der Regel wird in den Bahnposten der letzteren Art der Dienst nur durch Unterbeamte (Bahnpostschaffner) versehen, und das Expeditionsverfahren ist für Verhältnisse dieser Art einfacher geregelt, so zwar, dass mehr von direkten Kartenschlüssen der an der betref-

which it would be damaged. When the train approaches a station, the work ceases, in order that all articles may be ready for delivery when the train stops. The letter-bundles are quickly placed into the letter-bag which is closed. The bag for letters with value declared has also just been got ready, and the mail-guard has, as far as possible, packed the parcels to be given out into bags, and has placed them at the door of the carriage. When the train stops and the railway-guard announces the short time of stopping, the senior officer has just signed the list addressed to the post-office at the station. Now the mails must be given out without delay, and with feverish haste, the mail-guard at the open door of the van, delivers, according to the lists, the letter-bag, the bag for letters with value declared, the parcel-bags, and the single ordinary packets, or parcels with value declared, to the rapidly approaching postal officer of the station, and receives in exchange the mails despatched by the local post-office. «Post allright!» calls out the railway guard, a whistle is heard, the train is again set in motion, and the work in the flying post-office begins anew.

The carrying out of the above described railway mail-service is effected by 32 travelling post-offices which ply on the important lines. Each of these travelling offices is subordinate to a railway head office which generally has its seat in a place of importance, and is again subordinate to a Provincial Direction (Principal Postal Direction). It is only on unimportant lines that the control and carrying out of the service is confided to the local post-offices situated at the beginning or end of the route; as a rule, the service in travelling post-offices of this kind is carried out by sub-officers (railway mail-guards), and the manner of performing the duties is, under these circumstances, simplified by the fact that the different post-offices on the route chiefly make use of direct mails for the exchange of cor-

dans ce cas, l'échange, soit entre les bureaux de poste situés sur la ligne, soit avec les bureaux au-delà, s'opère le plus souvent en dépêches directes ; de sorte que l'agent-convoyeur est moins occupé pendant le parcours, n'ayant d'ailleurs à manipuler ni les lettres recommandées ni les valeurs déclarées.

Les diverses lignes de bureaux ambulants, dont cinq ont leur siège à Berlin, sont placées, chacune, sous l'autorité d'un directeur, auquel est adjoint le personnel nécessaire pour les écritures et la comptabilité, outre le personnel des employés ambulants proprement dits (secrétaires, commis, assistants, etc.), et celui des sous-agents (garçons de bureau et convoyeurs).

C'est le Directeur qui détermine les attributions successives des agents et sous-agents sous ses ordres ; c'est lui également qui, sauf dans les cas extraordinaires, trace l'ordre de marche fondamental des bureaux de sa ligne, lequel doit toutefois être préalablement approuvé par la Direction supérieure. Le Directeur prescrit en outre dans quelle mesure les employés sont tenus, pendant qu'ils ne sont pas occupés dans les wagons-poste, à coopérer aux opérations sédentaires du service de la ligne.

Avant qu'un agent puisse être admis dans un bureau ambulant, le Directeur doit s'assurer que le candidat s'est familiarisé avec les instructions relatives à ce service et avec les exigences particulières de la ligne. Dans les endroits où ils sont appelés à passer la nuit, les agents et sous-agents du bureau ambulant doivent se présenter au Directeur des postes de la localité, sous la surveillance duquel ils sont placés pendant leur stationnement.

Pour le point de départ de la ligne, dans chaque direction, le règlement détermine combien de temps, avant le départ du train, chacun des employés et sous-agents doit être présent pour commencer son service, et

fenden Bahnroute belegenden Postanstalten untereinander mit darüber hinaus gelegenen Postanstalten Gebrauch gemacht wird, der Bahnpostschaffner also mit der Umarbeitung der Sendungen unterwegs — namentlich in Ansehung der Geld- und Einschreibbriefe — weniger Befassung hat.

An der Spitze der vorerwähnten Bahnpostämter, von welchen fünf ihren Sitz in Berlin haben, steht ein Postdirektor, dem das erforderliche Büreaupersonal zur Wahrnehmung der schriftlichen und Rechnungsarbeiten, sowie das Personal der Fahrbeamten (Sekretäre, Praktikanten, Assistenten u. s. w.) und der Bahnpostschaffner (Unterbeamten) unterstellt ist.

In wieweit und in welcher Reihenfolge die Beamten und Unterbeamten den Dienst in den Bahnposten zu verrichten haben, wird durch das Bahnpostamt bestimmt; dasselbe hat dabei, ungewöhnliche Fälle ausgenommen, als Grundlage die *Fahrordnung* einzuhalten, welche von der Ober-Postdirektion vorher genehmigt sein muss. Das Bahnpostamt setzt ferner fest, in welchem Umfange die Beamten während ihres Stillagers dienstliche Arbeiten bei dem Bahnpostamt u. s. w. oder für dasselbe zu besorgen haben. Bevor ein Beamter zu dem Dienste in den Bahnposten zugelassen werden darf, muss der Vorsteher des Bahnpostamts sich davon überzeugen, ob der Beamte mit den Vorschriften über den Postbetrieb auf Eisenbahnen und mit den Abfertigungs- und Versendungsverhältnissen auf dem betreffenden Kurse sich vertraut gemacht hat. An Ueberlagerorten haben die Fahrbeamten und Unterbeamten bei dem Vorsteher der daselbst befindlichen Ortspostanstalt sich zu melden, welchem die Verpflichtung der Beaufsichtigung des Fahrpersonals während des Ueberlagers des letzteren obliegt.

Für den Anfangspunkt der Fahrt in jeder Richtung ist im Voraus bestimmt, wie viel Zeit vor Abgang des Zuges die Beamten und Postschaffner zur Uebernahme ihres Dienstes sich einzufinden haben, und welche

correspondence among themselves or with post-offices beyond the route, so that the mail-guard has less to do with the handling of the postal articles, especially as regards registered letters and letters with value declared.

A Postal Director is at the head of each of the above mentioned railway head offices, five of which have their seat in Berlin, and is assisted by the necessary staff of clerks for correspondence and accounts, as well as by the travelling staff (secretaries, secretaries without definitive appointment, assistants, &c.), and by railway mail-guards (sub-officers).

The railway head office directs how, and in what order the service in the travelling post-offices is to be carried out by the officers and sub-officers. But its directions and orders must, unless in exceptional cases, be given in accordance with the regulations governing the travelling service, which must have the assent of the competent Provincial or Principal Postal Direction. This office also decides to what extent the officers are to be employed in the post-office, when off travelling duty, or in what manner they are to occupy themselves in its service. Before admitting an officer to the travelling service, the Director of the railway head office must ascertain that he is acquainted with the regulations relating to the carrying out of this service, and with the conditions of despatch and transmission in force on the route in question. At the halt stations the travelling officers and sub-officers must report themselves to the postmaster of the sedentary post-office of the place, who is charged with the duty of superintending the staff of the travelling post-office while at that station. It is arranged beforehand at the starting points of the trains in each direction, how long before the time of departure the officers and sub-officers must be at their posts in order to begin their work, and what measures are to be

quelles sont les mesures à prendre dans le cas où l'un d'entre eux ne serait pas à son poste au plus tard à l'heure qui lui est assignée. Il doit, d'ailleurs, y avoir, à chaque station de départ, un agent supplémentaire présent ou immédiatement disponible, afin que l'on puisse obvier de suite aux difficultés qui peuvent se présenter.

Il est alloué aux employés et sous-agents des bureaux ambulants, en sus du traitement fixe affecté à leurs grades respectifs, une indemnité à titre de frais de déplacement.

D'après l'état des dépenses publié par l'Administration des postes de l'Empire pour l'exercice 1878/79, les traitements fixes du personnel ambulant s'élèvent en moyenne annuelle-

pour les directeurs,	à 3550 mks.
» » secrétaires,	» 2325 »
» » commis,	» 1425 »
» » agentssubalternes	» 1005 »

Les jeunes employés, qui ne sont pas encore nommés définitivement, reçoivent des indemnités quotidiennes s'élevant de 2 à 4 marks selon la classe à laquelle ils appartiennent. Les agents pourvus d'une nomination reçoivent, outre leur traitement, une indemnité de logement, qui est en moyenne de 492 marks pour les directeurs, de 297,60 marks pour les autres employés, et de 112,80 marks pour les agents subalternes.

De plus, pour chaque kilomètre parcouru en service régulier, il est alloué une indemnité de route variant, pour les employés de tout grade, de 0,8 à 1 pfennig et pour les courriers-convoyeurs, de 0,6 à 0,7 pfennig.

Le chiffre de l'indemnité de route dépend de la longueur du trajet à parcourir et de la difficulté du service; il est fixé pour chaque course complète ou pour chaque voyage, par la Direction supérieure des postes en cause, qui décide selon les circonstances.

Outre ces indemnités, il est payé aux agents du service ambulant, pour tout stationnement d'une durée de 6 heures au moins en dehors de leur résidence, savoir :

Massregeln zu ergreifen sind, sobald längstens bis zu dem festgesetzten Zeitpunkte der Beamte oder Post-schaffner nicht zur Stelle sein sollte. Ebenso ist für den Anfangspunkt der Fahrt in jeder Richtung zur Zeit des Abgangs einer Bahnpost für die Anwesenheit oder Nähe eines Aushülfs-beamten gesorgt, um etwaigen Verlegenheiten sofort abhelfen zu können.

Ueber die persönlichen Verhältnisse der im Fahrdienste beschäftigten Beamten etc. ist anzuführen, dass dieselben, ausser der festen Besoldung, für die Dauer der Begleitung der Züge Fahrtgelder beziehen.

Nach dem veröffentlichten Etat der Reichspostverwaltung für das Jahr 1878/9 beziehen im Durchschnitt:

die Vorsteher der Bahnpostämter	jährliches Gehalt v.	3,550 M.
» Sekretäre	» »	2,325 M.
» angestellten Assistenten	jährliches Gehalt »	1,425 M.
» Unterbeamten	» »	1,005 M.

Die noch nicht angestellten jüngeren Beamten erhalten Tagegelder — je nach der Kategorie ihrer Beamtenklasse — von 2—4 M. Ausserdem erhalten die *angestellten* Beamten den Wohnungsgeldzuschuss, welcher im Durchschnitt 492 M. bei den Postdirektoren, 297,60 M. bei den übrigen Beamten und 112,80 M. bei den Unterbeamten beträgt.

Fernerhin beziehen: für *jeden* im regelmässigen Postbegleitungsdienste zurückgelegten Kilometer

die Beamten 0,8 bis 1 Pfg.

» Postschaffner . . 0,6 » 0,7 »

als Fahrtgebühren. Die Höhe des zu gewährenden Satzes richtet sich nach der Gesamtlänge der zurückzulegenden Strecke, sowie nach der Beschwerlichkeit des Dienstes, und wird danach für jeden Kurs bz. jede Fahrt von der zuständigen Ober-Postdirektion festgesetzt und nach Umständen neu geregelt.

Neben diesen Gebühren wird für jedes auswärtige Ueberlager, welches 6 Stunden oder länger dauert, eine feste Vergütung

an die Beamten . . . von 1 M. 50 Pfg.

» » Postschaffner » 1 » — »

gewährt.

taken in case an officer or a mail-guard is not present at the appointed time. At the time fixed for the departure of a travelling post-office, an officer is also kept in reserve at the starting point of each train, or near the same, so as to be immediately at hand in case of need.

As concerns the conditions of remuneration for the officers of the travelling staff, they receive, in addition to their fixed salaries, a travelling allowance calculated according to the time they are on active duty in the travelling post-offices.

The following particulars on this subject are taken from the estimates of the Imperial German Posts for the financial year 1878/79:—

The Directors of the railway head offices draw an average annual salary of	3550 Marks
the secretaries	2325 »
the definitively appointed assistants	1425 »
the sub-officers	1005 »

The junior clerks, who have no definitive appointment, are paid by the day according to the rates fixed for the class to which they belong and receive from 2 to 4 Marks. The *established* officers receive in addition a lodging-allowance which for a Postal Director averages 492 Marks, for the remaining officers 297,60 Marks and for the sub-officers 112,80 Marks.

Further, the officers draw a travelling fee of from 0,8 to 1 Pfennig and the mail-guards of from 0,6 to 0,7 Pfennig for every Kilometer traversed while on regular duty in the travelling post-offices. The amount of this fee is calculated according to the total length of the route and to the service to be performed. It is fixed, or newly adjusted, according to circumstances, for each route or for each trip by the competent Principal Postal Directions.

For every halt of 6 hours or longer away from the seat of their office a fixed compensation of:

1 Mark 50 pf. is allowed to the officers, and of

1 Mark is allowed to the mail-guards.

aux employés de tout grade 1 mk. 50 pf.
aux sous-agents 1 mk. — »

Les stationnements faits, pendant un même voyage, dans une ou plusieurs gares intermédiaires, sans qu'aucun d'eux ait une durée de 6 heures, ne donnent point droit à l'indemnité de séjour ; cependant il peut en être tenu compte au profit de l'agent lorsque l'arrêt fait au terme de la course ne comprend pas à lui seul une durée de 6 heures.

L'indemnité de séjour est payée, lors même que, par suite d'un retard subi par le train, soit au point de départ, soit pendant le parcours, le stationnement au point extrême est, par exception, réduit à moins de 6 heures.

Bien que chacune de ces indemnités paraisse modique au premier abord, il n'en résulte pas moins pour ces agents une somme assez ronde au bout du mois, vu la longueur des parcours qu'ils effectuent. D'après les prévisions budgétaires, la somme à payer pendant l'exercice 1878/79, pour les parcours kilométriques et les indemnités de séjour, s'élèverait à 1,947,000 marks.

Lorsque le Directeur d'une ligne ambulante voyage pour l'inspection des bureaux sous ses ordres — ce qu'il fait ordinairement une fois par mois — ses frais de déplacement lui sont payés d'après les dispositions réglementaires applicables aux autres fonctionnaires de même rang.

Les chemins de fer sont astreints, à l'égard du service ambulant, à diverses obligations spécifiées par la loi sur les postes ambulantes du 20 décembre 1875. Les effets de cette loi ne s'étendent, il est vrai, qu'aux chemins de fer de l'Etat et aux lignes privées à construire. Quant aux obligations des chemins de fer construits antérieurement, elles résultent des actes de concession, et sous ce rapport sont particulièrement maintenues en vigueur les stipulations concernant le monopole postal et celles qui déterminent les prestations dues par les chemins de fer au service des postes. Dans la loi précitée sur les postes ambulantes, les obligations

Die durch ein- oder mehrmalige Unterbrechung einer und derselben Fahrt unterwegs sich ergebenden Ueberlager, welche einzeln 6 Stunden nicht erreichen, wofür also eine Ueberlagervergütung nicht zahlbar ist, dürfen dem Ueberlager am Endpunkte der Fahrt hinzugerechnet werden, wenn letzteres für sich allein gleichfalls 6 Stunden nicht erreicht.

Die Ueberlagervergütung wird auch dann gezahlt, wenn in Folge verspäteter Abfahrt vom Anfangspunkte der Postbegleitung oder anlässlich von Betriebsstörungen unterwegs das Ueberlager am Endpunkte der Fahrt ausnahmsweise nicht volle 6 Stunden beträgt.

Obwohl die besonderen Fahrtgebührensätze auf den ersten Blick geringerscheinen, so ergeben sich daraus für die Bezieher allmonatlich recht hübsche Summen, wenn man die grosse Anzahl der durchfahrenen Kilometer in Anschlag bringt. Der vorgenannte Etat setzt pro 1878/9 den Betrag von 1,947,000 M. an Fahrt- und Ueberlagergeldern aus.

Wenn der Vorsteher des Bahnpostamtes (der Postdirektor) die zu seinem Geschäftsbereich gehörigen Routen Behufs der Revision des Betriebes bereist, was in der Regel einmal monatlich geschieht, so bezieht er für diese Reisen die bestimmungsmässigen Tagegelder und Reisekosten.

Bei Ausübung des Dienstes der Bahnposten sind die Eisenbahnen zu mancherlei Leistungen verpflichtet. Worin diese bestehen, ist durch das Eisenbahn-Postgesetz vom 20. Dezember 1875 festgesetzt worden. Die Wirkungen dieses Gesetzes erstrecken sich zwar im Wesentlichen zunächst nur auf die Staatseisenbahnen und die neu zu erbauenden Privatbahnen. Für die Verbindlichkeiten der früher gebauten Eisenbahnen bewendet es bei den Bestimmungen der Konzessions-Urkunden, und in dieser Beziehung bleiben besonders die bis dahin zur Anwendung gekommenen Vorschriften über den Umfang des Postzwanges und über die Verbindlichkeit der Eisenbahnverwaltungen zu Leistungen

The halts necessitated by one or more breaks in one and the same trip, which singly do not amount to 6 hours, and for which therefore no compensation is due, may be added to the halt at the end of the trip, if the same does not itself amount to 6 hours.

This compensation is also paid if, in consequence of delayed departure from the starting point of the journey, or of detention on the way, the halt at the end of the trip does not, exceptionally, amount to 6 hours.

Although the special travelling fees may, at first sight, appear low, still, when the great number of Kilometers traversed is taken into account, it will be seen that the officers concerned come, every month, into receipt of a tidy little sum. The above mentioned estimates for 1878/79 include an amount of 1,947,000 Marks for travelling fees and compensations.

The chief of the railway head office (the Postal Director), when inspecting the service on the railway lines belonging to his section,—which, generally, has to be done once a month,—receives the daily, and travelling allowances fixed by the Regulations.

The Railway Companies are bound to the performance of certain services for the Post Office, as concerns its travelling service. These services are specified by the law on the Railway mail-service of the 20th of December 1875. The stipulations of this law, however, principally concern the Governmental Railway lines, and the private lines still to be constructed. The obligations of the lines previously constructed are fixed in the deeds of concession, and the provisions hitherto applied, especially those concerning the extent of the postal privilege and the obligations of the Railway Companies in regard to the services to be rendered by them to the Post, remain for the most part in force. This latter legislation forms the object of special provisions in the above mentioned

des chemins de fer ont été parfaitement définies. Voici les principales dispositions de cette loi :

1° Le service des chemins de fer doit, pour autant que le permettent sa nature et ses exigences propres, être organisé de manière à répondre, dans les limites du nécessaire, aux besoins du service des postes. Toutefois, l'Administration des postes n'a pas le droit de réclamer des trains spéciaux pour les transports postaux.

2° A chaque train établi pour le service régulier du chemin de fer, l'Administration des postes a le droit de joindre gratuitement un wagon-poste fourni par elle. Sont compris dans la gratuité du transport :

a) les envois de la poste aux lettres, les journaux, les valeurs y compris l'or et l'argent non monnayés, les bijoux et objets précieux, sans distinction de poids, et, en outre, les colis de messagerie ne dépassant pas le poids de 10 kilogrammes.

b) les employés chargés de con- voyer les transports postaux ou d'effectuer le service pendant le parcours, même lorsqu'ils reviennent haut-le-pied.

c) les objets nécessaires au service et ceux à l'usage des agents pendant le voyage.

Pour les colis dépassant 10 kilo- grammes, l'Administration des postes en paye le transport d'après un calcul portant sur le nombre total d'objets de l'espèce transportés par chaque ligne et sur la distance parcourue en kilomètres.

L'expédition des paquets volumi- neux, autres que ceux de lettres ou de journaux, doit être limitée ou même prohibée par les trains de grande vitesse, lorsque l'administra- tion du chemin de fer le juge né- cessaire pour la marche régulière de ces trains ou pour la sécurité du service, et qu'il existe sur la même

für die Zwecke des Postdienstes in Kraft. Letzteres ist in dem genannten Eisenbahn-Postgesetze besonders zum Ausdruck gebracht worden. Die wesentlichen Bestimmungen desselben sind folgende :

1. Der Eisenbahnbetrieb ist, so weit es die Natur und die Erforder- nisse desselben gestatten, in die nothwendige Uebereinstimmung mit den Bedürfnissen des Postdienstes zu bringen. Die Einlegung besonderer Züge für die Zwecke des Postdienstes kann jedoch von der Postverwaltung nicht beansprucht werden.

2. Mit jedem für den regelmässigen Beförderungsdienst der Bahn bestimm- ten Zuge ist auf Verlangen der Post- verwaltung ein von dieser gestellter Postwagen unentgeltlich zu befördern. Diese unentgeltliche Beförderung um- fasst :

a) die Briefpostsendungen, Zei- tungen, Gelder mit Einschluss des ungemünzten Goldes und Silbers, Ju- welen und Pretiosen, ohne Unterschied des Gewichts, ferner sonstige Post- stücke bis zum Einzelgewicht von 10 Kilogr. einschliesslich;

b) die zur Begleitung der Post- sendungen, so wie zur Verrichtung des Dienstes unterwegs erforderlichen Postbeamten, auch wenn dieselben vom Dienste zurückkehren;

c) die Geräthschaften, deren die Postbeamten unterwegs bedürfen.

Für Poststücke, welche nicht un- entgeltlich zu befördern sind, hat die Postverwaltung eine Frachtvergütung zu zahlen, welche nach der Gesamt- menge der auf der betreffenden Eisen- bahn sich bewegenden zahlungspflich- tigen Poststücke für den Achskilo- meter berechnet wird. Die Mitbeför- derung solcher Päckereien, welche nicht zu den Brief- und Zeitungs- packeten gehören, soll bei den Zügen, deren Fahrzeit besonders kurz be- messen ist, beschränkt oder ausge- schlossen werden, wenn dies von der Eisenbahn-Aufsichtsbehörde zur Wah- rung der pünktlichen und sicheren Beförderung der betreffenden Züge für nothwendig erachtet wird, und andere zur Mitnahme der Päckereien

law on the Railway mail-service, the principal of which are the following:—

1.—The railway service is, in so far as its nature and requirements permit, to be adapted to the exi- gencies of the postal service. The running of special trains for the pur- poses of the postal service, cannot, however, be exacted by the Postal Administration.

2.—At the request of the Postal Administration, the Railway Com- panies are bound to convey gratui- tously with each train despatched in their regular service of conveyance, one post-office van provided by the Postal Administration.

This gratuitous conveyance in- cludes:—

a. Articles of the letter-post, news- papers, money, inclusive of uncoined gold and silver, jewels and precious articles without regard to weight, and other postal articles not exceed- ing singly the weight of 10 kilo- grammes;

b. The postal officers necessary for the accompaniment of the mails, and the carrying out of the service during the journey, and also when they return from the same;

c. The implements &c. required by the officers during the journey.

As concerns postal articles which are not to be conveyed gratuitously, a certain compensation must be paid for the same by the Postal Admi- nistration. This compensation is cal- culated for the total number of such articles conveyed on the line, and according to the number of Kilometers traversed. The conveyance of parcels which do not belong to the category of letter and newspaper packets must be reduced or entirely excluded on express and mail-trains, if the super- intending Railway authorities deem it necessary for the punctual and safe running of such trains, and if other trains are organized on the same line

ligne d'autres trains par lesquels ces colis peuvent être acheminés.

3° L'Administration des postes a la faculté d'utiliser, pour le transport des valises postales et des paquets de lettres ou de journaux, les trains réguliers non accompagnés d'un wagon-poste, en confiant ces envois, soit au personnel du train, si les autorités du chemin de fer y consentent, soit à un de ses propres agents, auquel l'Administration du chemin de fer est tenue de réserver un espace convenable dans une des voitures du train. Dans l'un comme dans l'autre cas, il n'est dû par la poste aucune rétribution.

4° Lorsqu'un seul wagon-poste dans le même train (V. N° 2) ne suffit pas pour les besoins du service, les administrations des chemins de fer, moyennant information ou réquisition faites en temps utile par l'Administration des postes, sont tenues, au choix de celle-ci :

d'admettre dans ce train deux ou plusieurs wagons-poste, ou de mettre à la disposition de la poste des fourgons en nombre nécessaire, ou bien enfin, d'effectuer elles-mêmes le transport des envois postaux dont il leur serait fait livraison.

Pour la traction d'un second ou de plusieurs wagons-poste supplémentaires, ainsi que pour la location et la traction de fourgons-allèges, l'Administration des postes est redevable d'une indemnité calculée sur la base du kilomètre-essieu ; mais pour le transport des objets de messagerie confiés au chemin de fer, elle doit acquitter les droits réglementaires selon le tarif de la grande vitesse.

5° Les wagons-poste nécessaires au service sont fabriqués pour compte de l'Administration des postes. Les administrations de chemin de fer sont tenues de pourvoir, moyennant une indemnité équitable, à l'entretien, au lavage extérieur, au graissage et à la manœuvre de ces wagons.

6° Lors de l'établissement de nouvelles gares ou de la construction de nouveaux bâtiments de station, les administrations des chemins de

geeignete Züge auf der betreffenden Bahn eingerichtet sind. *

3. Bei solchen regelmässigen Eisenbahnzügen, bei welchen besondere Bahnposten nicht eingestellt sind, kann die Postverwaltung entweder, soweit dies nach dem Ermessen der Eisenbahnverwaltung zulässig ist, der letzteren Briefbeutel, sowie Brief- und Zeitungspackete zur unentgeltlichen Beförderung durch das Zugpersonal überweisen, oder die Beförderung von Briefbeuteln, sowie von Brief- und Zeitungspacketen durch einen Postbeamten besorgen lassen, welchem der erforderliche Platz in einem Eisenbahnwagen unentgeltlich einzuräumen ist.

4. Reicht der *eine* Postwagen (N° 2) für die Bedürfnisse des Postdienstes nicht aus, so sind die Eisenbahnverwaltungen auf rechtzeitige Anmeldung oder Bestellung gehalten, nach Wahl der Postverwaltung mehrere Postwagen zur Beförderung zuzulassen, oder der Postverwaltung zur Befriedigung des Bedürfnisses geeignete Güterwagen etc. zu stellen oder endlich die ihnen von der Postverwaltung überwiesenen Postsendungen zur eigenen Beförderung zu übernehmen.

Für die Beförderung eines zweiten oder mehrerer Postwagen, sowie für die Gestellung und Beförderung der Eisenbahn-Transportmittel ist von der Postverwaltung eine für den Achskilometer zu berechnende Vergütung, für die Beförderung der überwiesenen Poststücke aber die tarifmässige Eisenbahn-Eilfrachtgebühr zu zahlen.

5. Die für den regelmässigen Dienst erforderlichen Eisenbahn-Postwagen werden für Rechnung der Postverwaltung beschafft. Die Eisenbahnverwaltungen sind verbunden, die Unterhaltung, äussere Reinigung, das Schmieren und das Ein- und Ausrangiren dieser Wagen gegen eine den Selbstkosten entsprechende Vergütung zu bewirken.

6. Bei Errichtung neuer Bahnhöfe oder Stationsgebäude sind auf Verlangen der Postverwaltung die durch den Eisenbahnbetrieb bedingten, für

which permit of the conveyance of such parcels.

3.—In the case of regular railway trains to which no travelling post-office vans are attached, the Postal Administration may either deliver the letter-bags, and letter and newspaper packets to the Railway Company concerned, for gratuitous conveyance by the railway officials, in so far as this is deemed feasible by the Company, or forward the letter-bags, and letter and newspaper packets by a postal officer to whom the necessary space is to be provided gratuitously in a railway carriage.

4.—In case a *single* post-office van (2) is not sufficient to meet the exigencies of the service, the Railway Companies are bound, on receiving timely intimation of the fact, either to put on several post-office vans for the conveyance of the mails, or to provide appropriate goods-vans for this purpose, or, lastly, themselves to effect the conveyance of the mails delivered to them by the Postal Administration, as the latter may choose.

For the conveyance of one or more additional post-office vans, and for providing and conveying the necessary goods-vans, the Postal Administration has to pay to the Railway Companies a compensation calculated according to the number of Kilometers traversed, and the number of axles employed. As concerns the mails delivered to the Railway Companies for conveyance, the compensation to be paid by the Administration is calculated according to the rates fixed by the Railway Regulations for the express conveyance of goods.

5.—The post-office vans necessary for the regular service are provided at the expense of the Postal Administration. The Railway Companies are bound to undertake the keeping in repair, the exterior cleansing, the greasing of the wheels, and the shifting of these vans, for a compensation equal to the expenses incurred.

6.—When new stations are constructed, the Railway Companies are bound, at the request of the Postal Administration, and on the payment

fer sont tenues, sur la demande de l'administration des postes, de procurer à celle-ci, moyennant une indemnité de loyer, les locaux nécessaires au service postal, selon l'importance de la gare, et de pourvoir à l'entretien desdits locaux et de leurs dépendances, s'il y a lieu.

Les conditions relatives au loyer des locaux de service, mis à la disposition de l'Administration des postes dans les gares, ne peuvent être modifiées que par une entente entre les deux administrations.

Dans le cas où, lors de la construction d'une gare nouvelle ou lors de l'agrandissement ou de la reconstruction d'une gare existante, l'Administration des postes voudrait se réserver des bâtiments spéciaux pour les besoins de son service, l'Administration du chemin de fer est tenue seulement de lui céder, au prix de revient, l'emplacement nécessaire; tandis que les frais de construction et de l'entretien des bâtiments restent à la charge de la poste.

7° Si, par suite d'un accident de chemin de fer, un agent des postes en service est tué ou blessé, et que l'Administration du chemin de fer ait payé de ce chef l'indemnité à laquelle elle est assujettie d'après la loi, l'Administration des postes est tenue de rembourser cette indemnité, à moins que la mort ou les blessures n'aient été occasionnées par la faute de l'entrepreneur de l'exploitation du chemin de fer, ou par celle d'une des personnes employées à cette exploitation.

8° Le Chancelier de l'Empire a le droit de dispenser, en tout ou en partie, des précédentes obligations à l'égard du service postal, les chemins de fer à voie étroite et les lignes qui, vu leur importance secondaire, ne sont pas soumises au règlement sur la police des chemins de fer allemands.

Bien qu'il résulte de ce qui précède que les chemins de fer sont assujettis à de nombreuses prestations gratuites envers la poste, — ce qui, du reste, n'est qu'équitable, attendu que, par leurs concessions,

die Zwecke des Postdienstes erforderlichen Diensträume mit den für den Postdienst etwa erforderlichen besonderen baulichen Anlagen von der Eisenbahnverwaltung gegen Miethsentschädigung zu beschaffen und zu unterhalten.

Das Miethsverhältniss bezüglich der der Postverwaltung überwiesenen Diensträume auf den Bahnhöfen kann nur durch das Einverständniss beider Verwaltungen aufgelöst werden.

Werden bei Errichtung neuer Bahnhofsanlagen, sowie bei dem Um- oder Erweiterungsbau bestehender Stationsgebäude zum Unterbringen von Diensträumen auf Verlangen der Postbehörde besondere Gebäude auf den Bahnhöfen hergestellt, so ist der erforderliche Bauplatz von den Eisenbahnverwaltungen gegen Erstattung der Selbstkosten zu beschaffen, der Bau und die Unterhaltung derartiger Gebäude aber aus der Postkasse zu bestreiten.

7. Wenn bei dem Betriebe einer Eisenbahn ein im Dienste befindlicher Postbeamter getödtet oder körperlich verletzt worden ist, und die Eisenbahnverwaltung den nach den Gesetzen ihr obliegenden Schadenersatz dafür geleistet hat, so ist die Postverwaltung verpflichtet, derselben das Geleistete zu ersetzen, falls nicht der Tod oder die Körperverletzung durch ein Verschulden des Eisenbahnbetriebs-Unternehmers oder einer der im Eisenbahnbetriebe verwendeten Personen herbeigeführt worden ist.

8. Der Reichskanzler ist ermächtigt, für Eisenbahnen mit schmalerer als der Normalspur, und bei Eisenbahnen, bei welchen wegen ihrer untergeordneten Bedeutung das Bahnpolizei-Reglement für die Eisenbahnen Deutschlands nicht für anwendbar erachtet ist, die vorstehenden Verpflichtungen für die Zwecke des Postdienstes zu ermässigen oder ganz zu erlassen.

Wenn aus Obigem auch hervorgeht, dass die Eisenbahnen der Post viele Dienste unentgeltlich zu leisten haben — was übrigens nur gerechtfertigt ist, da durch die betreffenden Konzessionen den Bahngesellschaften

of a certain rent from the latter, to provide and to keep in repair the rooms and offices required for the carrying out of the railway mail-service, as well as to make such other arrangements in the buildings as may be deemed necessary for this purpose.

The lease of the rooms and offices in the railway stations may only be annulled by the common consent of the Railway Companies and the Postal Administration.

When new buildings are added to the stations, or the existing station buildings are altered or enlarged, and if, at the same time, separate buildings are erected at the stations for the purposes of the postal service, and at the request of the Postal Administration, the necessary building ground for the latter, is to be provided by the Railway Companies, in return for a payment equalling the expenses incurred. The construction and keeping in repair of such buildings is to be paid for by the Postal Administration.

7.—If a postal officer is killed or injured when on duty on a railway line, and the Railway Company concerned has paid the compensation to which it is bound by the law, the Postal Administration is obliged to repay to the same the compensation disbursed by it, provided that the death of, or the bodily injury to, the postal officer was not caused through the fault of the Company, or through that of one of the officials employed by it.

8.—The Imperial Chancellor is empowered, in the case of railways with a gauge narrower than the normal gauge, or of railways to which the Railway Police Regulations for the Railways of Germany are not deemed applicable on account of their small importance, to reduce or entirely to rescind the above specified obligations.

Although it is evident from what we have said above, that the Railway Companies have many gratuitous services to render to the Post,—which is only fair, inasmuch as the full working of the important routes is

les compagnies de chemins de fer ont acquis en échange le monopole de l'exploitation des grandes voies de communication —, l'Administration des postes n'en a pas moins à payer aux administrations de chemins de fer des indemnités importantes, notamment pour la fourniture de la traction de wagons-supplémentaires, pour le transport des colis dont le poids dépasse 10 kilogrammes, ainsi que pour le loyer, en général très-onéreux, des locaux affectés au service postal. Dans le relevé budgétaire pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 1878 et finissant le 31 mars 1879, les bonifications à payer pour le transport des colis de plus de 10 kilogrammes sont à elles seules évaluées à 3 millions de marks; en outre, une somme qui ne s'élève pas à moins de 2,800,000 marks est prévue pour la construction et l'entretien des wagons-poste, ainsi que pour la location et la traction des wagons et des compartiments mis par les administrations des chemins de fer à la disposition de celle des postes. D'après la statistique publiée par l'Administration impériale des postes et des télégraphes pour l'année 1876, cette administration possédait, à la fin de cette même année, 921 wagons-poste et avait en outre la jouissance de 307 compartiments de voitures appartenant aux chemins de fer.

Nous empruntons encore à cette statistique les données intéressantes qui suivent:

Le service ambulante occupait 1252 fonctionnaires et employés et 1410 sous-agents; le nombre des trains utilisés journellement pour le transport des envois postaux était de 3065, dont 910 desservis par des employés, 1122 par des courriers-convoyeurs, et 1033 par le personnel des chemins de fer, ce dernier ne transportant que des dépêches postales proprement dites. La longueur totale des lignes de chemins de fer utilisées pour les transports postaux était de 22,791 kilomètres. Le parcours total annuel sur ces différentes lignes avait atteint:

die gewerbliche Ausbeutung der grossen Verkehrsstrecken überlassen wird —, so hat die Postverwaltung doch immer noch erhebliche Kosten an die Bahnverwaltungen zu zahlen; namentlich kommen dabei in Betracht die Ausgaben für Gestellung und Beförderung der Beiwagen, für den Transport der über 10 K. schweren Packete, sowie für die in der Regel sehr hohe Miete für Ueberlassung von Postdienstlokalen. Die Vergütungen für die Beförderung der zahlungspflichtigen Postgüter sind in dem Etat für das Jahr 1. April 1878/9 allein auf 3,000,000 M. veranschlagt; daneben findet sich der recht erhebliche Betrag von 2,800,000 M. für den Bau und die Unterhaltung der Bahnpostwagen, sowie für Hergabe und Beförderung der von Eisenbahnverwaltungen gestellten Wagen und Wagenabtheilungen. Nach der von der Reichs-Post- und Telegraphen-Verwaltung für das Jahr 1876 veröffentlichten Statistik waren am Schlusse desselben 921 reichseigene Bahnpostwagen vorhanden und ausserdem 307 Eisenbahnwagen-Abtheilungen im Gebrauche.

Aus der besagten Statistik entnehmen wir noch folgende interessante Daten:

Es waren im Eisenbahnpostdienste beschäftigt 1252 Beamte und 1410 Unterbeamte; die Zahl der täglich zur Postbeförderung benutzten Züge betrug 3065, von welchen begleitet wurden: von Bahnposten mit Beamten 910, von Postschaffnern 1122, vom Eisenbahnpersonal ausschliesslich zur Vermittelung von Briefpostgegenständen 1033. Die Gesamtpostkurslänge auf Eisenbahnen betrug 22,791 Kilom. Auf dieser Kurslänge sind von den Eisenbahnposten

granted to them by the deeds of concession,—still, the Postal Administration has to pay large sums to the Railway Companies. The most important items of which these sums consist, are the expenses for the additional vans and for their conveyance, for the transmission of parcels exceeding 10 Kilogrammes in weight, and for the rent of rooms and offices appropriated to the postal service in railway stations, which, as a rule, is very high. The expenses for the conveyance of postal articles by the Railway Companies, as laid down in the estimates for the financial year 1st of April 1878/79, amount alone to 3,000,000 Marks; the construction and keeping in repair of railway post-office vans, and the conveyance of goods-vans and carriage compartments provided by the Railway Companies for the travelling mail-service, are estimated at the considerable amount of 2,800,000 Marks. According to the statistics published by the Imperial Administration of Posts and Telegraphs for the year 1876, there were, at the end of that year, 921 travelling post-office vans belonging to the Administration, in addition to which, 307 railway carriage compartments were made use of for postal purposes.

The same statistical account also gives the following interesting particulars:—

The number of officers employed in the travelling mail-service was 1252, and that of mail-guards 1410. The number of trains by means of which the mails were conveyed, amounted to 3065 daily. Of these, 910 were accompanied by travelling post-offices and officers, and 1122 by mail-guards. On 1033 trains the transmission of articles of the letter-post was effected by railway officials. The total length of the railway mail-routes was 22,791 Kilometers.

On these routes the annual distance traversed by the railway mails, was as follows:—

	Kilomètres:
Pour les wagons-poste avec employés	46,042,101
Pour les wagons-poste avec courriers convoyeurs	14,407,721
Pour les expéditions par le personnel des chemins de fer	15,851,789
Total	76,301,611.

Ce qui peut faire apprécier l'importance des services rendus par les chemins de fer à la poste allemande, c'est que sur les 1,042,250,183 objets de correspondance et les 61,049,670 envois de messagerie ordinaire ou déclarés, représentant le trafic postal de l'Allemagne en 1876, on estime que les trois quarts ont été transportés par les voies ferrées.

Le Congrès postal de Paris.

(Fin.)

Modifications introduites par le Congrès postal de Paris dans les projets d'Arrangement et de Règlement concernant l'échange des mandats-poste. (Voir *Union postale* du 1^{er} mai.)

Arrangement.

Article 1^{er}.

Le § 1, dont la rédaction a été modifiée, compose seul l'article 1^{er} de l'Arrangement; il est ainsi conçu :

« L'échange des envois de fonds
« par la voie de la poste et au
« moyen de mandats, entre ceux
« des pays contractants qui con-
« viennent d'établir ce service, est
« régi par les dispositions du pré-
« sent Arrangement. »

Les 4 autres paragraphes de l'article 1^{er} du projet constituent l'article 2 de l'Arrangement, avec cette seule modification que le § 4 (§ 3 nouveau) est précédé des mots : « Sauf arrangement contraire entre les administrations intéressées. »

mit Bahnposten-(Beamten)Begleitung	46,042,101 Kil.
» Postschaffner-Begleitung	14,407,721 »
» Eisenbahnpersonal-Begleitung	15,851,789 »
zusammen	76,301,611 Kil.

zurückgelegt worden.

Wie gross die Leistungen der Reichspost im Eisenbahnpostdienste sind, ist daraus zu ersehen, dass von den im Jahre 1876 überhaupt beförderten 1,042,250,183 Briefpostgegenständen und den 61,049,670 beförderten Päckerei- und Geldsendungen nach ungefährender Schätzung drei Viertel auf den Eisenbahnen sich bewegt haben.

Der Pariser Post-Kongress.

(Schluss.)

Die Aenderungen, welche der Pariser Post-Kongress in den Entwürfen zum Postanweisungs-Uebereinkommen und zum zugehörigen Reglement (s. *Union postale* vom 1. Mai) getroffen hat, sind folgende :

Uebereinkommen.

Art. 1.

§ 1 bildet jetzt allein den Art. 1 des Uebereinkommens, doch ist seine Fassung, wie folgt, abgeändert worden :

« Die Uebermittlung von Geld-
« beträgen im Wege der Postan-
« weisung zwischen denjenigen
« der vertragschliessenden Länder,
« welche verabreden, das Postan-
« weisungsverfahren einzuführen,
« unterliegt den Bestimmungen des
« gegenwärtigen Uebereinkommens. »

Aus den anderen §§ des ersten Artikels des Entwurfs ist Artikel 2 des Uebereinkommens gebildet, der Anfang des § 4 aber, wie folgt, geändert worden : « Falls zwischen den beteiligten Verwaltungen nicht eine anderweitige Verabredung getroffen wird, haben die Postanweisungsbeträge etc. »

conveyance by travelling post-offices.	46,042,101 Kil.
conveyance by mail- guards	14,407,721 »
conveyance by rail- way officials	15,851,789 »
Total	76,301,611 Kil.

The large amount of work performed in the Railway mail-service may be ascertained from the fact that of the 1,042,250,183 articles of the letter-post, and 61,049,670 parcels and letters containing valuables conveyed by the Imperial German Posts in the year 1876, about three fourths passed through the railway mail-service.

The Postal Congress of Paris.

(Conclusion.)

Modifications introduced by the Postal Congress of Paris into the projects of the Arrangement and Detailed Regulations for the exchange of money-orders (see *l'Union postale* of the 1st of May).

Arrangement.

Article 1.

Paragraph 1, the wording of which was modified, now forms by itself Article 1. It runs as follows:—

« The exchange of funds, by post.
« and by means of money-orders.
« between those of the contracting
« countries which agree to establish
« this service, is governed by the
« provisions of the present Arrange-
« ment. »

The four other paragraphs of Article 1 of the Project now constitute Article 2 of the Arrangement, with a single modification consisting of the addition, at the beginning of paragraph 4 (3 new), of the words:— « Unless any contrary arrangement between the Administrations interested. »

Art. 2 (3 nouveau).

A la suite du § 1 il est ajouté :

« Toutefois les Administrations
« des pays contractants sont auto-
« risées à percevoir au minimum
« 50 centimes pour tout mandat
« n'excedant pas 50 francs. »

Le § 3 est modifié de manière à
permettre la perception d'un droit de
factage sur les mandats payés à do-
micile.

Art. 3 (4 nouveau).

§ 1. A la disposition finale, après
les mots « sont soldés » est intercalée
la restriction « sauf arrangement con-
traire ».

§ 2. Après « le taux moyen du
change » sont éliminés les mots « des
valeurs négociées en numéraire ».

Art. 5 (6 nouveau).

La fin de l'article est modifiée
comme suit :

« et d'établir des unions
« plus restreintes en vue de l'échange
« des mandats par voie télégra-
« phique et, en général, de l'amé-
« lioration du service des mandats
« de poste internationaux. »

Art. 10 (nouveau).

Les dispositions du § 3 de l'article 9
du projet forment, après modification,
l'objet d'un article spécial qui prend
le n° 10 et est ainsi conçu :

« Dans l'intervalle qui s'écoule
« entre les réunions prévues à l'ar-
« ticle 19 de la Convention du 1^{er}
« juin 1878, toute administration
« des postes d'un des pays con-
« tractants a le droit d'adresser
« aux autres administrations par-
« ticipantes, par l'intermédiaire du
« Bureau international, des propo-
« sitions concernant le service des
« mandats de poste. Mais pour
« devenir exécutoires, ces propo-
« sitions doivent réunir, savoir :

Art. 2 (jetzt 3).

Am Schluss des § 1 tritt hinzu:

« Die Verwaltungen der vertrag-
« schliessenden Länder sind indess
« ermächtigt, mindestens 50 Cen-
« timen für jede, den Betrag von
« 50 Franken nicht übersteigende
« Postanweisung zu erheben. »

Der § 3 hat einen Zusatz erhalten,
nach welchem die Erhebung einer
Gebühr für die Bestellung der Post-
anweisungen mit den dazu gehörigen
Geldbeträgen in die Wohnung der
Empfänger gestattet ist.

Art. 3 (jetzt 4).

§ 1. Der Anfang des 2. Satzes ist,
wie folgt, abgeändert: « Sofern nicht
eine anderweite Verabredung getroffen
wird, erfolgt die Saldirung etc. »

Im § 2 sind die Worte « für Baar-
zahlungen » gestrichen worden.

Art. 5 (jetzt 6).

Der Schlusspassus hat folgende
Fassung erhalten :

« sowie engere Vereine zum
« Zwecke des Austausches telegra-
« phischer Postanweisungen und
« überhaupt zur weiteren Erleich-
« terung des internationalen Post-
« anweisungs-Verfahrens aufrecht
« zu erhalten oder neu zu gründen. »

Art. 10

ist neu und enthält die abgeänderten
Bestimmungen des § 3 des Art. 9
des Entwurfs; der Artikel lautet, wie
folgt :

« Innerhalb der Zeit, welche
« zwischen den im Art. 19 des Ver-
« trages vom 1. Juni 1878 vorge-
« sehenen Versammlungen liegt, ist
« jede Postverwaltung eines der
« vertragschliessenden Länder be-
« rechtigt, den anderen theilnehmen-
« den Verwaltungen durch Ver-
« mittelung des internationalen Bü-
« reaus Vorschläge in Betreff des
« Postanweisungsverfahrens zu un-
« terbreiten. Um indess vollstreck-
« bar zu werden, müssen diese Vor-
« schläge erhalten :

Article 2 (3 new).

After paragraph 1, the following
provision was inserted:—

« Nevertheless, the Administra-
« tions of the contracting countries
« are authorized to levy a minimum
« fee of 50 centimes on every order
« not exceeding 50 francs. »

Paragraph 3 was modified so as
to permit a special delivery-fee to be
levied on the money-orders paid at
the domiciles.

Article 3 (4 new).

Paragraph 1. In the last sentence,
the restriction:—« unless any con-
trary arrangement be agreed upon »,
was inserted after the words:—« are
paid. »

Paragraph 2. The words « of opera-
tions transacted for specie », follow-
ing those of:—« the average-rate of
exchange », were eliminated.

Article 5 (6 new).

The end of this Article was altered
as follows:—

« and to establish more
« restricted unions, with a view to
« the exchange of money-orders by
« telegraph, and, in general, to the
« improvement of the service of
« international money-orders. »

Article 10 new.

The provisions of paragraph 3 of
Article 9 of the Project were mo-
dified, and embodied in a special
Article (Article 10) which runs as
follows:—

« In the interval which elapses
« between the meetings contem-
« plated by Article 19 of the Con-
« vention of the 1st of June 1878, any
« Postal Administration of one of
« the contracting countries has the
« right to address to the other parti-
« cipating Administrations, through
« the medium of the International
« Office, proposals concerning the
« service of money-orders. But, in
« order to be carried out, these
« proposals necessitate, viz:—

« 1° L'unanimité des suffrages.
« s'il s'agit de la modification des
« articles 1, 2, 3, 4, 10 et 11 du
« présent Arrangement ;

« 2° Les deux tiers des suffrages,
« s'il s'agit de la modification des
« dispositions autres que celles des
« articles 1, 2, 3, 4, 10 et 11 ;

« 3° La simple majorité absolue,
« s'il s'agit de l'interprétation des
« dispositions du présent Arrange-
« ment.

« Les résolutions valables sont
« consacrées, dans les deux pre-
« miers cas, par une déclaration
« diplomatique, et, dans le troi-
« sième cas, par une notification
« administrative, selon la forme in-
« diquée au dernier alinéa de l'ar-
« ticle 20 de la Convention du 1^{er}
« juin 1878. »

Art. 11 (nouveau).

Cet article se compose des §§ 1, 2 et 4 de l'article 9 du projet avec addition de la formule terminale ordinaire.

Règlement d'exécution.

Art. II.

§ 1. Nouvelle rédaction :

« Les mandats de poste interna-
« tionaux sont établis sur une for-
« mule conforme ou analogue au
« modèle A n° 1, annexé au pré-
« sent Règlement. Néanmoins, les
« Administrations qui le préfèrent
« peuvent adopter une formule con-
« forme ou analogue au modèle A
« n° 2, également annexé au pré-
« sent Règlement. »

§ 3. Le mot « métallique » est supprimé.

Art. V.

Cet article disparaît.

« 1. Einstimmigkeit, wenn es sich
« um Abänderung der Artikel 1, 2,
« 3, 4, 10 und 11 des gegenwärtigen
« Uebereinkommens handelt ;

« 2. zwei Drittel der Stimmen,
« wenn es sich um die Abänderung
« anderer Bestimmungen als der-
« jenigen der Artikel 1, 2, 3, 4,
« 10 und 11 handelt ;

« 3. einfache Stimmenmehrheit,
« wenn es sich um die Auslegung
« der Bestimmungen des gegen-
« wärtigen Uebereinkommens han-
« delt.

« Die gültigen Beschlüsse wer-
« den in den beiden ersten Fällen
« durch eine diplomatische Erklä-
« rung, im dritten Falle durch eine
« Benachrichtigung im Verwaltungs-
« wege bestätigt, wobei die im
« letzten Absatz des Artikels 20
« des Vertrages vom 1. Juni 1878
« bezeichnete Form zu beobachten
« ist. »

Art. 11

ist neu und besteht aus den §§ 1, 2 und 4 des Artikels 9 des Entwurfs, unter Hinzufügung der gewöhnlichen Schlussformel.

Ausführungs-Uebereinkunft.

Art. II.

§ 1 ist, wie folgt, abgeändert :

« Zu den internationalen Post-
« anweisungen werden Formulare
« verwendet, welche dem Muster der,
« der gegenwärtigen Ausführungs-
« Uebereinkunft beigefügten Anlage
« A N° 1 gleich oder ähnlich sind.
« Doch können diejenigen Verwal-
« tungen, welche solches vorziehen,
« ein Formular einführen, welches
« dem Muster der gleichfalls bei-
« gefügten Anlage A N° 2 gleich
« ist oder im Wesentlichen ent-
« spricht. »

§ 3. Das Wort « métallique » kommt in Wegfall.

Art. V

ist gestrichen worden.

« 1° Unanimity of votes, if a
« modification of Articles, 1, 2, 3,
« 4, 10, and 11 of the present
« Arrangement is contemplated ;

« 2° Two thirds of the votes in
« case of a modification of pro-
« visions other than those of Ar-
« ticles 1, 2, 3, 4, 10, and 11 ;

« 3° An absolute majority in case
« of the interpretation of the pro-
« visions of the present Arrange-
« ment.

« The valid decisions are con-
« firmed, in the two first cases, by
« a diplomatic declaration, and, in
« the third case, by an administra-
« tive notification in the form in-
« dicated by the last paragraph of
« Article 20 of the Convention of
« the 1st of June 1878. »

Article 11 new.

This Article was formed with the paragraphs 1, 2, and 4 of Article 9 of the Project, to which the ordinary concluding formula was added.

Detailed Regulations.

Article II.

Paragraph 1, new wording:—

« The international money-orders
« are drawn up on a form in con-
« formity with, or analogous to,
« specimen A N° 1, appended to
« the present Regulations. Never-
« theless, the Administrations which
« prefer it, may adopt a form in
« conformity with, or analogous
« to, specimen A N° 2 also appen-
« ded to the present Regulations. »

In paragraph 3, the word « metallic » was eliminated.

Article V.

This Article was suppressed.

Art. VI (V nouveau).

Le § 2, dont la rédaction est modifiée, est ainsi conçu :

« 2. — A cet effet, ces mandats « sont renvoyés sous recommanda- « tion d'office, le plus tôt possible, « au bureau d'origine par le bu- « reau de destination. Les deux « administrations postales en cause « doivent être averties de ce renvoi « et de la suite donnée. »

Art. VII (VI nouveau).

Au § 1 il est ajouté : « Ce délai « est porté à six mois dans les rela- « tions avec les pays hors d'Europe « ou de ces pays entre eux. »

Art. VIII (VII nouveau).

Le § 2 est complété par la dispo- sition suivante :

« L'administration du pays d'o- « rigine accorde le remboursement « après s'être assurée que l'office « de destination n'a pas payé et « ne payera pas le mandat. »

Le § 3 est modifié comme suit :

« 3. — A défaut du rembourse- « ment prévu par le § 2 précédent, « les mandats égarés, perdus ou « détruits peuvent être remplacés, « sur la demande de l'expéditeur ou « du destinataire, par des autorisa- « tions de paiement ou des dupli- « cata que délivre l'administration « du pays d'origine, après avoir « constaté, d'accord avec l'admini- « stration du pays de destination, « que le mandat n'a été ni payé, « ni remboursé. »

Art. X (IX nouveau).

« 2. — (§ nouveau). Le compte « général doit être arrêté dans un « délai de deux mois après l'expir- « ation du mois auquel il se rap-

Art. VI (jetzt V).

§ 2 hat folgende Fassung erhalten :

« 2. Zu diesem Zweck sind die « Postanweisungen mit thunlichster « Beschleunigung von der Bestim- « mungs-Postanstalt unter Ein- « schreibung und Postsache an die « Aufgabe-Postanstalt zurückzusen- « den. Die betreffenden beiden « Postverwaltungen müssen von einer « derartigen Rücksendung, sowie « von der Regelung der Angelegen- « heit in Kenntniss gesetzt werden. »

Art. VII (jetzt VI).

Dem § 1 ist folgender Passus hin- zugefügt worden : « Diese Frist wird « auf sechs Monate ausgedehnt für den « Verkehr mit aussereuropäischen Län- « dern oder im Verkehr dieser Länder « unter sich. »

Art. VIII (jetzt VII).

Dem § 2 tritt die nachstehende Bestimmung hinzu :

« Die Verwaltung des Aufgabe- « gebiets genehmigt die Rückzah- « lung, nachdem sich dieselbe Ge- « wissheit darüber verschafft hat, « dass die Bestimmungs-Postanstalt « den Betrag weder gezahlt hat, « noch zahlen wird. »

§ 3 ist, wie folgt, abgeändert wor- den :

« 3. Ist die im vorhergehenden « Absatz vorgesehene Rückzahlung « nicht geschehen, so können ver- « legte, abhanden gekommene oder « vernichtete Postanweisungen auf « Verlangen des Absenders oder « Empfängers durch Zahlungser- « mächtigungen oder Doppel er- « setzt werden, welche die Ver- « waltung des Aufgabegebiets aus- « fertigt, nachdem dieselbe in Ueber- « einstimmung mit der Verwaltung « des Bestimmungsgebiets festge- « stellt hat, dass der Betrag der « Postanweisung weder gezahlt noch « zurückerstattet ist. »

Art. X (jetzt IX).

« 2 (neuer §). Die Generalab- « rechnung muss innerhalb zweier « Monate, vom Ablauf des Monats « ab gerechnet, auf welchen sich

Article VI (V new).

Paragraph 2, the wording of which was modified, now runs as follows:—

« 2.—For this purpose, these « orders are returned under official « registration, as early as possible, « to the office of issue by the office « of payment. The two Postal Ad- « ministrations concerned must be « informed of this return, and of « the measures taken in conse- « quence. »

Article VII (VI new).

The following provision was added to paragraph 1:—« This period is « extended to six months in the rela- « tions with the countries out of Europe, « or in those of these countries among « themselves. »

Article VIII (VII new).

Paragraph 2 was completed by the following stipulation:—

« The Administration of the « country of origin grants the repay- « ment after having satisfied itself « that the office of payment has « not paid, and will not pay the « order. »

Paragraph 3 was modified as fol- lows:—

« 3.—In default of the repayment « contemplated by the preceding « paragraph 2, miscarried, lost, or « destroyed orders may be replaced, « at the request of the remitter or « payee, by authorizations for pay- « ment, or duplicate orders, which « are issued by the Administration « of the country of issue, after it « has, in conjunction with the Ad- « ministration of the country of « payment, satisfied itself that the « orders have neither been paid nor « repaid. »

Article X (IX new).

« 2.—(new paragraph). The ge- « neral account must be settled « within a delay of two months « from the expiration of the month

« porte. Ce délai est porté à quatre
« mois dans les relations avec les
« pays situés hors d'Europe ou de
« ces pays entre eux. En cas de
« débat, la somme en litige est
« reportée au compte suivant. »

Au § 2 du projet, devenu § 3,
après les mots « sur la capitale » il
est ajouté « ou sur une place com-
merciale ».

Art. XI (nouveau).

Après l'article XI du projet, qui
prend le n° X, vient un nouvel article
dont suit la teneur :

« Dans l'intervalle qui s'écoule
« entre les réunions, toute admi-
« nistration des postes d'un pays
« de l'Union a le droit d'adresser
« aux autres administrations parti-
« cipantes, par l'intermédiaire du
« Bureau international, les propo-
« sitions concernant les dispositions
« du présent Règlement. Mais, pour
« devenir exécutoires, ces proposi-
« tions doivent réunir, savoir :

« 1° L'unanimité des suffrages,
« s'il s'agit de la modification des
« dispositions des articles II, XI
« et XII du présent Règlement ;

« 2° Les deux tiers des suffrages,
« s'il s'agit de la modification des
« dispositions des articles I, III,
« IV et VII ;

« 3° La simple majorité absolue,
« s'il s'agit de la modification des
« autres articles ou de l'interpré-
« tation des diverses dispositions
« du présent Règlement.

« Les résolutions valables sont
« consacrées par une simple noti-
« fication du Bureau international
« à toutes les administrations de
« l'Union. »

« dieselbe bezieht, festgestellt sein.
« Diese Frist wird auf vier Monate
« ausgedehnt im Verkehr mit ausser-
« europäischen Ländern oder im
« Verkehr dieser Länder unter sich.
« Ergiebt sich ein Rechnungsan-
« stand, so ist die streitige Summe
« in die nächste Abrechnung auf-
« zunehmen. »

Im § 2 des Entwurfs (jetzt § 3)
ist hinter den Worten « auf die
Hauptstadt » hinzugefügt worden
« oder einen Handelsplatz ».

Art. XI (neu).

Auf Artikel XI des Entwurfs, welcher
die N° X erhält, folgt ein neuer Ar-
tikel mit nachstehender Fassung :

« Innerhalb der Zeit, welche
« zwischen den Versammlungen
« liegt, ist jede Postverwaltung
« eines Vereinslandes berechtigt,
« den anderen beteiligten Verwal-
« tungen durch Vermittelung des
« internationalen Büreaus die Vor-
« schläge in Betreff der Vorschriften
« der gegenwärtigen Ausführungs-
« Uebereinkunft zu unterbreiten.
« Um indess vollstreckbar zu wer-
« den, müssen diese Vorschläge er-
« halten :

« 1. Einstimmigkeit, wenn es
« sich um Aenderung der Fest-
« setzungen der Artikel II, XI und
« XII der gegenwärtigen Ausfüh-
« rungs-Uebereinkunft handelt ;

« 2. zwei Drittel der Stimmen,
« wenn es sich um Aenderung
« der Bestimmungen der Artikel
« I, III, IV und VII handelt ;

« 3. einfache Stimmenmehrheit,
« wenn es sich um Aenderung der
« übrigen Artikel oder um die Aus-
« legung der verschiedenen Vor-
« schriften der gegenwärtigen Aus-
« führungs-Uebereinkunft handelt.

« Diese Beschlüsse werden durch
« eine einfache Benachrichtigung
« des internationalen Büreaus an
« alle Vereinsverwaltungen bestä-
« tigt. »

« to which it relates. This delay
« is extended to four months in the
« relations with the countries out
« of Europe, or in those of these
« countries among themselves. In
« case of disagreement the disputed
« amount is carried forward to the
« following account. »

In paragraph 2 of the Project, now
paragraph 3, the words:—« or on a
commercial place », were added to
those of:—« on the capital. »

Article XI (new).

After Article XI of the Project,
which became Article X, a new Article,
running as follows, was inserted:—

« In the interval which elapses
« between the meetings, any one
« Postal Administration of the Union
« has the right to address to the
« other participating Administra-
« tions, through the medium of the
« International Office, proposals
« concerning the provisions of the
« present Regulations. But, in order
« to be carried out, these proposals
« necessitate, viz:—

« 1° Unanimity of votes, if a
« modification of the provisions of
« Articles II, XI, and XII of the
« present Regulations is concerned ;

« 2° Two thirds of the votes, in
« case of a modification of the
« provisions of Articles I, III, IV,
« and VII ;

« 3° An absolute majority, in
« the case of a modification of the
« other Articles, or the interpreta-
« tion of the various provisions of
« the present Regulations.

« The valid decisions are con-
« firmed by a simple notification
« of the International Office to all
« the Administrations of the Union. »

Nécrologie.

Nous apprenons avec un vif regret la mort de M. Alan Maclean, fonctionnaire supérieur de l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne, qu'il servait depuis plus de vingt ans. M. Maclean est décédé, le 28 septembre dernier, après une courte maladie. Il avait représenté l'Administration anglaise au Congrès postal de Berne en 1874, à la Conférence de Berne en 1876 et au Congrès de Paris, et s'était dans ces différentes occasions, acquis par ses aimables qualités et ses connaissances approfondies l'estime et l'affection de tous ses collègues.

Communications.

L'article I du protocole final de la Convention conclue à Paris le 1^{er} juin dernier stipule, comme on sait, que la Perse, qui n'était pas représentée au Congrès, sera admise à signer ultérieurement la Convention, moyennant qu'elle consacre son adhésion par un acte diplomatique avec le Gouvernement suisse avant le 1^{er} avril 1879. La déclaration d'adhésion de la Perse a été faite, le 15 août écoulé, par le Directeur général des postes persanes, M^r le Chevalier Riederer-Daxberg, qui a également, à la date du 30 du même mois, déclaré adhérer, au nom de l'administration des postes persanes, au Règlement de détail annexé à la Convention de Paris.

* * *

Dans le but de faire connaître les règles que les agents des douanes des Etats-Unis sont tenus d'observer, à l'égard des livres, journaux et autres publications périodiques d'origine étrangère, importés dans ce pays par la voie de la poste, le Département des postes de Washington vient

Nekrolog.

Mit tiefstem Bedauern erfahren wir, dass Herr Alan Maclean, Oberbeamter der K. Grossbritanischen Postverwaltung, am 28. September d. J. nach kurzem Krankenlager verstorben ist. Der Entschlafene, welcher der genannten Verwaltung länger als 20 Jahre hindurch angehörte und als Vertreter derselben bei dem Berner Post-Kongress im Jahre 1874, bei der Berner Konferenz im Jahre 1876 und bei dem Pariser Kongress in hervorragender Weise thätig war, hat bei diesen Gelegenheiten durch seltene Liebenswürdigkeit und durch den Reichthum seiner Kenntnisse sich die Achtung und Zuneigung seiner sämtlichen Kollegen erworben.

Mittheilungen.

Im Artikel I des Schlussprotokolls zu dem am 1. Juni d. J. in Paris abgeschlossenen Weltpostvertrage ist bekanntlich festgesetzt worden, dass Persien, welches bei dem Pariser Kongress nicht vertreten war, den Vertrag später solle unterzeichnen können, sofern es seinen Beitritt durch einen diplomatischen Akt bei der schweizerischen Regierung vor dem 1. April 1879 erkläre. Diese Erklärung ist von dem Generaldirektor der persischen Posten, Ritter Riederer-Daxberg, am 15. August d. J. abgegeben worden; ebenso hat auch Herr Riederer am 30. August d. J. die Zustimmung der persischen Postverwaltung zu der zum Pariser Vertrage gehörigen Ausführungs-Uebereinkunft ausgesprochen.

* * *

Um den übrigen Vereinsverwaltungen von den zollamtlichen Bestimmungen Nachricht zu geben, welche auf die mit der Post in die Vereinigten Staaten von Amerika eingeführten Bücher, Zeitungen und anderen periodischen Veröffentlichungen Anwendung finden, hat das Post-

Obituary.

We have just heard with deep regret of the death of Mr. Alan Maclean, one of the chief functionaries of the Postal Administration of Great Britain, in which he had served for more than twenty years. He died on Saturday the 28th of September last, after a short illness. Mr. Maclean represented the British Administration at the Postal Congress of Berne in 1874, at the Conference of Berne in 1876, and at the late Congress of Paris, and, on these different occasions he won the regard and affection of all his colleagues, by his amiable qualities and extensive learning.

Miscellaneous.

By Article I of the final protocol to the Convention of the Universal Postal Union signed in Paris on the 1st of June last, it was stipulated that Persia, which was not represented at the Congress of Paris, should be admitted to sign the Convention at a later period, on condition of confirming her adhesion by a diplomatic act to be exchanged with the Swiss Government before the 1st of April 1879. This declaration was given on the 15th of August last by Chevalier Riederer-Daxberg, Director General of the Persian Posts; on the 30th of August last, M^r Riederer further notified the consent of the Persian Postal Administration to the Detailed Regulations for the execution of the Convention of Paris.

* * *

In order to make known the rules to be observed by the United States customs officers with regard to books, newspapers and periodicals of foreign origin, imported into the United States through the mails, the Post Office Department of Washington has transmitted to the other Administrations

de communiquer aux autres administrations postales de l'Union les documents suivants, émanés du Département de la Trésorerie des Etats-Unis.

1° *Circulaire N° 61, en date du 18 juin dernier, adressée aux percepteurs des douanes:*

« Vu, d'une part, la difficulté de percevoir les sommes peu importantes, exigibles, à titre de droits de douane, sur les journaux d'origine étrangère importés par la poste aux Etats-Unis; et, vu, d'autre part, le retard qu'entraîne la distribution de ces envois par le service de la douane, les paquets de journaux non cachetés, provenant de l'étranger et ne dépassant pas le poids de 1000 grammes (2 livres 3 onces), peuvent être délivrés à leurs destinataires dans les bureaux de poste, sans retard de la part de la douane, pourvu que le bureau postal d'échange des Etats-Unis, qui a reçu ces paquets de l'étranger, déclare que les dits paquets se composent de journaux ou de publications périodiques admissibles au transport par la poste comme journaux. »

2° *Lettre expédiée le 24 août au receveur des douanes à New-York:*

« Monsieur Vous me faites observer que cette circulaire (celle qui précède) n'a fixé aucune limite quant au nombre de paquets de journaux qu'il est permis de délivrer en franchise des droits de douane, et qu'elle ne fait aucune distinction entre les paquets reçus comme marchandises par des vendeurs et ceux qui sont à l'usage personnel du destinataire ou adressés à des abonnés.

« Je dois vous faire remarquer que cette circulaire avait pour but de soustraire aux formalités et aux droits de la douane principalement les journaux et publications périodiques à l'usage personnel de leurs destinataires, et non d'accorder un privilège quelconque aux libraires ou autres personnes qui importent des journaux et des publications

departement in Washington den genannten Verwaltungen die nachstehenden Verfügungen etc. des Schatzdepartements der Vereinigten Staaten mitgetheilt.

1. *Circular Nr. 61. vom 18. Juni d. J., gerichtet an die Zollämter:*

« Mit Rücksicht auf die Schwierigkeiten, welche die Einziehung niedriger Zollbeträge für die mit der Post in den Vereinigten Staaten eingehenden Zeitungspackete aus fremden Ländern verursacht, sowie wegen der Verzögerungen, mit denen die Aushängung dieser Sendungen durch die Zollbehörden verbunden ist, wird bestimmt, dass nicht versiegelte Zeitungspackete aus fremden Ländern, welche das Gewicht von 1000 Gr. (2 Pfd. 3 Unzen) nicht übersteigen, von den Postanstalten den Adressaten ohne Weiteres ausgehändigt werden können, vorausgesetzt, dass die Post-Auswechselungsstellen der Vereinigten Staaten, denen diese Sendungen vom Auslande zugegangen sind, erklären, dass dieselben Zeitungen oder solche periodische Veröffentlichungen enthalten, die seitens der Post den Zeitungen gleichgeachtet werden. »

2. *Verfügung an das Zollamt in New-York vom 24. August d. J.:*

« Sie führen an, dass das Circular keine Bestimmung darüber enthalte, in welcher Anzahl Zeitungspackete eingeführt werden können, ferner sei kein Unterschied zwischen Zeitungen, welche von Händlern zum Zwecke des Verkaufs bezogen werden, und solchen Zeitungen gemacht worden, die für den persönlichen Gebrauch oder für Abonnenten bestimmt sind.

« In Erwiderung hierauf habe ich zu bemerken, dass das Circular bezwecken sollte, Zeitungen und periodische Veröffentlichungen, die lediglich für den persönlichen Gebrauch des Adressaten bestimmt sind, von der Zahlung des Eingangszolls zu befreien. Dagegen war nicht beabsichtigt worden — und sollte das Circular auch nicht dahin ausgelegt werden —, den Verkäufern von Zei-

of the Union, copies of the following documents emanating from the United States Treasury Department.

1° *Circular, N° 61, dated 18th of June last, and addressed to the Collectors of Customs:*

« In view of the difficulty of collecting the small amount of duties accruing on newspapers forwarded in packages to the United States, by post, from foreign countries, and of the delay attending their delivery by the customs authorities, it is directed that unsealed packages of newspapers from foreign countries, not exceeding in weight one thousand (1000) grammes, (2 lbs. 3 ozs.) may be delivered to the persons to whom they are addressed, at the post-offices, without detention by the officers of the customs, provided the postal authorities at the United States exchange offices where such packages are received from abroad declare that the papers consist of newspapers, or of periodicals entitled to pass in the mails as newspapers. »

2° *Letter to the Collector of Customs in New-York, under date of August 24, 1878:—*

« Sir:— You state that no limitation is made by such circular (the one above cited) to the number of packages of newspapers which may be delivered; nor is there any discrimination made between papers received as merchandise by dealers and those for personal use, or by subscribers.

« In reply thereto, I have to state that such circular was intended to relieve from the exaction of customs duties, newspapers and periodicals intended mainly for the personal use of the party to whom they were addressed. Such circular was not intended, and should not be construed, to confer any privileges whatever upon dealers in newspapers and periodicals, or other parties importing such newspapers and perio-

« périodiques comme marchandises,
« pour en faire commerce et en tirer
« profit.

« Par conséquent, quand de cer-
« taines quantités de journaux et
« ouvrages périodiques, importées par
« la poste, sont adressées à une per-
« sonne présumée marchande de sem-
« blables publications, ces envois
« doivent être considérés comme ne
« rentrant pas dans l'exception pré-
« vue par la circulaire N° 61, et
« renvoyés, comme non admissibles au
« transport par la poste, au pays
« étranger dont ils proviennent.

« En outre, je dois vous informer
« que des plaintes sont parvenues à ce
« Département, d'après lesquelles de
« grandes quantités de livres, adres-
« sées à des libraires, auraient été
« importées par la poste, en fran-
« chise des droits de douane et, soi-
« disant, conformément aux instruc-
« tions de la Trésorerie.

« Dans une lettre adressée, le 15
« octobre 1877, par ce Département
« au Postmaster General, il a été dit
« que les livres importés par la poste
« peuvent être considérés comme
« exempts de droits de douane, lors-
« que la valeur de l'envoi ne dépasse
« pas un dollar. Mais l'application
« de cette mesure doit être laissée
« à la discrétion du receveur des
« douanes et le Postmaster General
« en a été informé sous la date du
« 10 janvier 1878.

« Dorénavant vous refuserez l'au-
« torisation de délivrer les livres im-
« portés par la poste, lorsque leur
« nombre ou d'autres circonstances
« font présumer qu'ils sont destinés
« à l'usage d'une personne autre que
« celle à laquelle ils sont adressés,
« ou qu'ils constituent une marchan-
« dise; et, dans aucun cas, vous ne
« tolérerez que l'on se serve de la
« poste pour importer, en franchise
« des droits de douane, des objets
« qui, d'après les lois, sont assujettis
« à ces droits. En pareil cas, les
« livres, de même que les journaux
« et autres publications périodiques,
« doivent être renvoyés au pays d'ori-

tungen und periodischen Werken oder
sonstigen Personen, welche derartige
Sachen zum Zwecke des Verkaufs
und Gewinns einführen, irgend welche
Vorrechte einzuräumen.

« Es wird daher bestimmt, dass
mit der Post eingehende Sendungen
von Zeitungen und anderen perio-
dischen Veröffentlichungen an Per-
sonen, für welche diese Gegenstände
vermuthlich Handelsobjekte sind, als
nicht zu den im Circular Nr. 61 be-
zeichneten Sendungen gehörig ange-
sehen, sondern, als von der Postbe-
förderung ausgeschlossen, nach den
Aufgabebereichen zurückgesandt wer-
den sollen.

« Im Weiteren bleibt zu erwähnen,
wie bei dem Departement Klage
darüber geführt worden ist, dass, an-
geblich mit Zustimmung desselben,
eine grössere Anzahl von für Buch-
händler bestimmten Büchersendungen
zollfrei durch die Post eingeführt
worden sei. Das Departement hat
dem General-Postmeister zwar unterm
15. Oktober 1877 mitgetheilt, dass
Bücher bis zum Werth von 1 Dollar
einem Eingangszoll nicht unterliegen;
doch haben über die Anwendung die-
ser Bestimmung lediglich die Zoll-
ämter zu befinden, und ist der Ge-
neral-Postmeister hiervon auch un-
term 10. Januar 1878 benachrichtigt
worden.

« Sie wollen hiernach die Aushän-
digung der durch die Post eingeführ-
ten Büchersendungen in denjenigen
Fällen beanstanden, wenn die Anzahl
der Sendungen oder sonstige Um-
stände annehmen lassen, dass die
Bücher entweder für andere Per-
sonen, als den Adressaten, oder zum
Verkaufe bestimmt sind; keinesfalls
kann gestattet werden, dass durch
die Post Gegenstände zur Einfüh-
rung gelangen, welche nach den Zoll-
gesetzen einem Eingangszoll unter-
liegen und demgemäss zu behandeln
sind. Bücher, sowie Zeitungen und
andere periodische Veröffentlichun-
gen, auf welche diese gesetzlichen
Bestimmungen anzuwenden wären,
müssen daher, als zur Beförderung
durch die Post nicht geeignet, nach

« dicals as merchandise for trade or
« profit.

« It is therefore directed that where
« quantities of newspapers and perio-
« dicals imported through the mails
« are directed to any person presu-
« mably a dealer in such articles,
« such articles shall be considered
« as not within the scope of Circular
« N° 61, but should be returned to
« the foreign country from which they
« came, as non-mailable matter.

« I have further to state that com-
« plaints have been made to this
« Department that books in large
« quantities, addressed to dealers,
« have been imported through the
« mails, free of duty, under the sup-
« posed authority of this Department.
« In a letter addressed by this De-
« partment to the Postmaster General,
« under date of October 15, 1877,
« it was stated that books imported
« through the mails, not exceeding
« one dollar in value, might be regarded
« as exempt from duty. This limita-
« tion, however, is one to be exer-
« cised within the discretion of the
« Collector of Customs, and the Post-
« master General was so informed
« under date of the 10th of January,
« 1878.

« You will hereafter decline to permit
« delivery of books imported through
« the mails, which, from the quantity,
« or other circumstances, are presu-
« mably intended for the use of any
« other person than the one to whom
« they are addressed, or as merchan-
« dise; and in no instance will the
« use of the mails be permitted to
« enable parties to import articles
« of merchandise which should be
« properly treated as subject to duty
« under the customs-revenue laws;
« and books in the latter case, as
« in the case of newspapers and periodi-
« cals, should be returned to the

« gine comme non admissibles au transport par la poste. »

3° *Lettre transmise le 2 septembre au Postmaster General à Washington:*

« Monsieur, . . . J'ai l'honneur de vous informer que, en règle générale, il doit être admis en principe que le fait d'avoir été importé par la voie de la poste ne peut être, pour aucun livre, une cause d'exemption des droits de douane; et que ce mode de transmission n'assure aux livres aucune immunité, autre que celle dont ils jouissent quand leur importation s'effectue par les moyens de transport ordinaires.

« Les instructions de ce Département laissent à la discrétion des officiers de la douane la faculté d'admettre en franchise de droits les objets de marchandises qui n'ont pas une valeur douanière dépassant un dollar, et cette mesure s'applique tant aux livres qu'aux autres objets, transportés par la poste ou autrement.

« Il est à présumer, cependant, que, en ce qui concerne les livres, la tolérance ne sera exercée qu'à l'égard des exemplaires isolés adressés par la poste à des particuliers pour leur propre usage, et expédiés de bonne foi dans ce but. »

* * *

Feront partie de l'Union générale des Postes:

1° à dater du 1^{er} octobre courant, La République du Pérou.

2° à dater du 1^{er} janvier 1879,

Les Colonies britanniques de la Côte occidentale d'Afrique (Lagos, Sierra Leone, Gambie et la Côte d'or), de plus Terre-Neuve et les Iles Falkland.

dem Aufgabebereiche zurückgesandt werden. »

3. *Schreiben an den General-Postmeister vom 2. September d. J.:*

« . . . Ich beehre mich, Ihnen davon Mittheilung zu machen, dass die Einführung von Büchern durch die Post nicht als Grund für ihre zollfreie Behandlung anzusehen ist, dass vielmehr bei dieser Art der Versendung Bücher den bei der gewöhnlichen Beförderungsweise geltenden Bestimmungen unterliegen.

« Nach den bestehenden allgemeinen Vorschriften bleibt es den Zollbeamten überlassen, als zollfrei jede Waarensendung zu behandeln, deren zollpflichtiger Werth den Betrag von 1 Dollar nicht übersteigt; diese Bestimmung gilt sowohl für Bücher, wie auch für andere Sendungen, ohne Rücksicht darauf, ob die Einführung durch die Post oder in anderer Weise erfolgt ist.

« Voraussichtlich wird aber die erwähnte Vorschrift auf Bücher nur in dem Falle in Anwendung zu bringen sein, wenn es sich um mit der Post eingehende, an Privatpersonen gerichtete einzelne Bücher handelt, welche für den persönlichen Gebrauch des Adressaten bestimmt bezu. zu diesem Zwecke abgesandt worden sind. »

* * *

Dem allgemeinen Postverein werden endgültig angehören:

1. vom 1. Oktober d. J. ab, die Republik Peru;

2. vom 1. Januar 1879 ab, die britischen Kolonien an der Westküste Afrika's (Lagos, Sierra Leone, British Senegambien und die Goldküste), ferner Neufundland und die Falklands-Inseln.

« foreign country from which they came, as non-mailable matter . . . »

3° *Letter addressed, on the 2nd of September 1878, to the Postmaster General:—*

« Sir:— . . . I have the honor to inform you that, as a rule, it may be stated that no books are exempt from customs duties because of their importation through the mail, and that this mode of transmission confers no rights upon books other than those which attach when imported in the ordinary manner.

« The general rules of this Department permit customs officers to exercise a discretion as to admitting free any articles of merchandise which have not a dutiable value of over one dollar, and this applies to books as well as to other articles, whether coming through the mails or otherwise.

« It may be presumed, however, that such discretion will not be exercised in regard to books, except in the case of single copies of books transmitted through the mail for the use of private persons, sent in good faith for that purpose . . . »

* * *

The following countries will definitively be admitted into the General Postal Union:—

1° On the 1st of October 1878, the Peruvian Republic;

2° On the 1st of January 1879, the British Colonies on the West Coast of Africa (Lagos, Sierra Leone, British Senegambia, and the Gold Coast), Newfoundland, and the Falkland Islands.

L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES

Avis. — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* à M. A. Moret, 1^{er} secrétaire du Bureau international, à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

Abonnements particuliers.

Un an fr. 4. 60

Six mois " 2. 30

Trois mois " 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

III^e volume.

N^o 11.

Berne, 1^{er} Novembre 1878.

Sommaire. — I. ADRESSE DES OBJETS DE CORRESPONDANCE. — II. LES ENVOIS DE VALEURS DÉCLARÉES DANS LE SERVICE INTERNATIONAL. — III. BIBLIOGRAPHIE. — IV. COMMUNICATIONS.

Adresse des objets de correspondance.

La rédaction de l'adresse des objets de correspondance est, sans contredit, un des points importants qui préoccupent les Administrations postales. On a particulièrement discuté la question de savoir s'il est préférable de mettre le nom de la rue et le numéro de la maison *au-dessous du lieu de destination* des objets de correspondance, comme on le fait, par exemple, en Allemagne, ou bien d'inscrire ces renseignements *dans l'espace laissé libre entre le nom du destinataire et celui de la localité*, ainsi que cela se pratique en Angleterre. Si le premier de ces deux modes de suscription a l'avantage de faciliter le service de distribution, il faut reconnaître que le second simplifie le tri des correspondances.

Plusieurs administrations ont proposé, comme une amélioration, de libeller la suscription des objets de correspondance de la manière suivante: Le lieu de destination figuretrait en tête de l'objet, le nom de la rue et le numéro de la maison seraient inscrits sur la seconde ligne et enfin, sur la troisième ligne, on mentionnerait le nom et la profession du destinataire. Cette proposition a

Die Adressirung der Postsendungen.

Zu den wichtigsten Angelegenheiten der Postverwaltungen aller Länder gehört die Adressirung der Postsendungen. Es ist schon viel darüber debattirt worden, ob es vorzuziehen sei, bei den Briefaufschriften Strasse und Hausnummer *unter den Ortsnamen* zu setzen, wie es z. B. in Deutschland geschieht, oder die nähere Wohnungsangabe *innerhalb des Raumes zwischen Namen des Adressaten und Ortsangabe* zu schreiben, wie es z. B. in England gebräuchlich ist. Die erstere Adressirungsweise hat offenbar den Vortheil, den Bestelldienst zu erleichtern, während die andere Art der Briefaufschrift dem Beamten beim Vertheilen der Briefe zu statten kommt.

Als eine Verbesserung ist von manchen Seiten vorgeschlagen worden, die Adresse so einzurichten, dass zunächst oben quer über den Brief der Bestimmungsort, darunter Strasse und Wohnung und hierunter Stand und Name des Empfängers angegeben werden. Unzweifelhaft hat auch dieser Vorschlag etwas für sich; wir glauben uns indess dahin aussprechen zu sollen, dass man über die Art und Weise der Anbringung

Manner of addressing postal articles.

One of the most important matters to which the Postal Administration of every country has to direct its attention, is the manner of addressing postal articles. The question has many times been discussed whether, in writing the address on a letter, it is preferable to write the name of the street and number of the house *underneath the name of the place*, as is the case in Germany, for instance, or to place the exact designation of the address *between the name of the addressee and that of the place of destination*, as is the habit in England. The first manner of addressing, clearly has the advantage of facilitating the delivery-service, while the second is of much assistance to the officer charged with the sorting of the letters.

An improvement frequently proposed consists in so arranging the address, as to write first the name of the place of destination, then underneath, the name of the street and the number of the house, and underneath that, the name and quality or occupation of the addressee. This proposal too has undoubtedly some points in its favour; but we believe that the manner and mode of writing the

incontestablement ses avantages, mais nous croyons devoir faire remarquer qu'il paraît préférable, en ce qui concerne le libellé de l'adresse, de s'en tenir à l'usage local; la condition essentielle étant que l'adresse soit toujours claire et complète. Par exemple, il nous paraît indispensable que les correspondances, principalement celles à destination des grandes villes, portent toujours l'indication du domicile au même endroit de l'adresse, soit à l'angle droit inférieur, soit immédiatement au-dessus ou au-dessous du nom du lieu de destination, suivant l'usage du pays. Des milliers de lettres devant être triées dans un espace de temps très-limité, il est facile à comprendre que les agents chargés du tri éprouvent de sérieuses difficultés, lorsque le nom du lieu de destination figure tantôt à gauche, tantôt à droite, parfois en haut, parfois en bas de l'adresse, et même quelquefois au verso de la lettre.

Dans l'intérêt de la régularité du service, il est indispensable, en outre, que les objets de correspondance, adressés dans des localités non pourvues de bureaux de poste, portent sur l'adresse, non seulement l'indication du lieu de destination, mais encore celle des bureaux desservant ces localités. De plus, lorsque les correspondances sont adressées dans des localités peu connues, il est nécessaire de compléter ces indications, soit par la désignation du pays (province ou district) dans lequel ces localités sont situées, soit par celle de leur situation topographique (montagne, rivière, etc.). Ces renseignements sont de la plus grande importance pour l'acheminement régulier des correspondances; attendu que les agents chargés de leur transmission ne peuvent pas connaître la situation exacte de tous les bureaux de poste existants et dont le nombre, déjà si considérable, tend à prendre chaque jour une plus grande extension. Plusieurs administrations ont d'ailleurs recommandé l'indication de ces renseignements sur la suscription des objets de correspondance.

Ainsi, aux termes des prescriptions

der Briefaufschriften die landesübliche Gewohnheit entscheiden lasse, dagegen unter allen Umständen auf Deutlichkeit und Vollständigkeit der Adresse halte. Dazu rechnen wir, dass bei den Briefen u. s. w., namentlich nach grossen Städten, die *Wohnungsangabe* nie fehle und stets an einer *bestimmten* Stelle, und zwar *unten rechts* — je nach der Landessitte unmittelbar unter oder oberhalb der Angabe des Wohnorts — erfolge. Wo Tausende von Briefen in den kürzesten, oft nach Minuten zählenden Zeiträumen sortirt werden müssen, erweist es sich bekanntlich als sehr störend, wenn die Wohnungsangabe bald links, bald rechts, bald oben oder unten, oder sogar auf der Siegelseite sich befindet.

Für die Ordnung im Postdienste ist es ferner unerlässlich, dass bei Postsendungen nach Orten ohne Postanstalt in der Aufschrift ausser dem eigentlichen Bestimmungsorte noch diejenige Postanstalt von dem Absender angegeben werde, von welcher aus die Bestellung erfolgen soll, sowie dass bei denjenigen Bestimmungsorten, welche nicht allgemein bekannt sind, auch noch das Land oder der Landestheil (Provinz, Kreis etc.), in welchem der Ort liegt, oder die Lage desselben durch Zusetzung eines Gebirges, Flusses u. s. w. vom Absender bezeichnet werde. Für die richtige Leitung der Postsendungen ist dies von der grössten Bedeutung, da der Postbeamte bei der rapiden Vermehrung der jetzt schon nach vielen Tausenden zählenden Postanstalten unmöglich die Lage jeder einzelnen kennen kann. Dem entsprechend lauten auch bereits in verschiedenen Ländern die Adressirungsvorschriften. Bei Briefen, welche zwischen den verschiedenen Theilen des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland zur Absendung gelangen (z. B. bei Briefen zwischen England und Schottland), muss nach dem *British Postal Guide* in dem Falle, wenn der Bestimmungsort nicht zu den allgemein bekannten Orten gehört, das

addresses should be in accordance with the usual custom and habit in each country, provided that the address is, in all cases, complete and legible. For instance, we think it necessary, especially for letters, &c. intended for large towns, that the indication of the *street* and *house* should never be omitted, but always written on the *same* part of the cover, and this, the under *right-hand* part of the envelope either above or below the name of the place of destination according to the use of the country. When thousands of letters have to be sorted in the shortest time possible, sometimes even in a few minutes, every postal officer knows how very troublesome it is, when the indication of the house and street is now written on the right, now on the left, now in the upper, now in the lower corner of the address-side, and sometimes even on the reverse of the letters.

It is, further, absolutely necessary for the efficient and rapid execution of the postal service, that articles intended for places without post-offices should, in addition to the indication of the place of destination proper, be furnished with that of the post-office from which their delivery is to be effected, and also that, in the case of places of destination which are not generally known, the name of the country or of the part of the country (province, country, &c.) should be added to the address, or the topographical position specified by the indication of a mountain, river, &c. This is of the utmost importance for the direction of the correspondence, as, in consideration of the rapid increase in the number of post-offices which are already counted by thousands, it is impossible for any postal officer to be acquainted with the position of each one of them. The regulations concerning the manner of addressing postal articles have already, in different countries been conformed to the above requirements.

In the United Kingdom of Great Britain and Ireland, letters posted

du « British Postal Guide », les lettres-circulant à l'intérieur du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, par exemple celles échangées entre l'Angleterre et l'Écosse, doivent porter l'indication du pays dans lequel est compris le lieu de destination, à moins que cet endroit n'ait une grande notoriété. Dans le cas où le lieu de destination serait peu connu, ou bien s'il portait une dénomination commune à plusieurs localités, l'adresse devrait mentionner, en outre, le nom du comté dans lequel il est situé.

Dans les États-Unis de l'Amérique du Nord, l'adresse de chaque lettre doit porter, également, le nom de l'État et du comté dont relève le lieu de destination.

En France, on procède à peu près de la même manière qu'en Angleterre. D'après « l'Annuaire des Postes », lorsque le lieu de destination n'est pas un chef-lieu de commune, l'adresse doit faire connaître le nom de la commune dont il dépend; dans tous les cas, elle doit indiquer le Département dans lequel le lieu de destination est compris (il y a en moyenne 420 communes par département). Conformément à ces prescriptions, les commerçants français se servent d'habitude pour leur correspondance de papier à lettres portant, imprimées à la première page, les indications nécessaires au libellé régulier de leur adresse.

Nous applaudissons à ces mesures, mais nous n'en sommes que plus fondés à regretter que la grande masse du public ne mette pas tout le soin désirable à la confection des adresses. Sinon, verrait-on encore tous les jours tant de lettres et de cartes postales jetées sans adresse dans les boîtes; omission qui peut avoir pour ceux qui la commettent les plus graves conséquences? En une seule année, le nombre des lettres, tombées en rebut dans le service anglais pour manque d'adresse, a atteint le nombre de 26,000.

L'expérience démontre également que la cause de la mise en rebut des objets de correspondance réside

Land, in dem derselbe belegen ist, auf der Adresse angegeben werden. Ist der Bestimmungsort weniger bekannt, oder giebt es mit demselben gleich oder ähnlich lautende Orte, so hat die Aufschrift auch die Angabe der Grafschaft (county) zu enthalten, in welcher der Bestimmungsort liegt.

In den Vereinigten Staaten von Amerika muss auf jedem Briefe der Staat und der Kreis angegeben sein, in welchem der Bestimmungsort gelegen ist.

In Frankreich besteht ein ähnlicher Adressirungsmodus, wie in England. Nach dem *Annuaire des Postes* muss nämlich auf den nicht nach Hauptorten einer Gemeinde adressirten Briefen der Gemeinde-Hauptort (es giebt deren in jedem Département durchschnittlich 420) bezeichnet sein, und es darf auch die Angabe des Départements nicht fehlen. Im Hinblick auf dieses Erforderniss datiren die Korrespondenten ihre Briefe in der innern Seite demgemäss, auch sind entsprechende Ueberschriften auf den Briefbogen schon vorgedruckt.

Wenn wir diesen Fortschritt einerseits freudig begrüßen, so müssen wir andererseits um so mehr beklagen, dass seitens der grossen Masse des Publikums auf die deutliche und vollständige Anbringung der Briefaufschriften die wünschenswerthe Sorgfalt noch nicht überall verwendet wird. Sonst könnte es nicht vorkommen, dass noch immer Briefe und Postkarten in grosser Anzahl ohne Adresse in die Briefkasten gelegt werden, was zur Folge hat, dass diese Sendungen als unanbringlich in den Händen der Post verbleiben. In England sind z. B. in einem Jahre nicht weniger als 26,000 solcher Briefe verunglückt.

Auch lehrt die Erfahrung, dass die Ursache der Unbestellbarkeit der Briefe u. s. w. überwiegend auf die

in one part of the Kingdom and intended for another (as, for example, letters posted in England and intended for Scotland) must, according to the British Postal Guide, have the name of the country to which they are sent, added to the address, unless the letters be intended for very large towns. When a letter is sent to a town which is but little known, or when the name of the town is identical with, or very like, the name of some foreign town or country, the name of the County must be added to the address.

In the United States of America every letter must bear the name of the State and County in which the place of destination is situated.

In France the manner of addressing letters is similar to that adopted in England. According to the « *Annuaire des Postes* », a letter intended for a place other than the chief place of a Commune, (there are, on an average, 420 such chief places in each Département), must bear the indication of the latter, as well as that of the Département. In order to facilitate compliance with this rule, correspondents date their letters in this manner, and many persons have printed headings on their letter-paper giving these indications.

If, on the one hand, we greet this progress with satisfaction, we cannot but regret on the other, that the public at large does not always pay sufficient attention to the legible and complete writing of the addresses on letters. Otherwise it could not happen that large numbers of letters and post-cards are still posted without any addresses, the consequence being that they cannot be delivered, and remain in the hands of the Post, as dead articles. In England, for instance, as many as 26,000 such covers were posted in one year.

Experience moreover teaches that it is chiefly owing to the defective manner of addressing when letters

pour beaucoup dans la manière défectueuse dont les adresses sont libellées. Il est de l'intérêt général de remédier à cet inconvénient, et le moyen le plus simple et le plus efficace pour arriver à ce but, consisterait à comprendre, dans le programme de l'enseignement primaire, les notions postales les plus importantes et notamment celles qui intéressent particulièrement le public. C'est à la France que revient l'honneur d'être entrée la première dans cette voie. Dès l'année 1864, le Directeur Général des Postes françaises a adressé, à cet effet, au Ministère de l'Instruction publique une lettre ainsi conçue :

« Sur 2,175,206 lettres tombées en « rebut en 1862, il y en a 100,176 « qui ne sont pas parvenues parce « que leur adresse était incomplète, « et 638,257, parce que les destina- « taires étaient inconnus. Il est « évident que la cause de non-distri- « bution de ces lettres n'a eu d'autre « source que la manière vicieuse dont « leur suscription a été libellée. Com- « ment parer pour l'avenir à un sem- « blable inconvénient? Il existerait « un moyen aussi simple que facile : « ce serait d'habituer de bonne heure « les enfants à libeller clairement et « correctement l'adresse des lettres, « en faisant aux instituteurs primaires « une obligation de comprendre dans « leur programme d'études ce point « essentiel, qui est comme le com- « plément indispensable de l'art d'é- « crire. »

Le Ministre de l'Instruction publique s'étant empressé d'accueillir cette proposition, l'Administration des Postes a fait préparer des tableaux indiquant les diverses manières de formuler les adresses des lettres pour l'intérieur de la France, pour les colonies et pour les pays étrangers. Ces tableaux, expédiés à toutes les écoles, ont été affichés dans les salles d'étude et les instituteurs ont été chargés d'expliquer aux élèves l'application des prescriptions y consignées, de leur apprendre à plier des lettres et à y

mangelhafte Art, mit welcher die Aufschriften gefertigt worden sind, sich zurückführen lässt. Es liegt im allgemeinen Interesse, auf die Beseitigung jenes Mangels hinzuwirken. Ein einfaches und wirksames Mittel würde jedenfalls darin gefunden werden, den Schulunterricht allgemein auch auf die für das praktische Leben erforderlichen Kenntnisse der wichtigsten postalischen Vorschriften auszuweihen. Zu diesem Mittel hat man zuerst in Frankreich gegriffen, wo der General-Postdirektor im Jahre 1864 an den Minister des öffentlichen Unterrichts ein Schreiben folgenden Inhalts richtete :

« Unter 2,175,206 im Jahre 1862 « unbestellbar gewesen Briefen be- « finden sich 100,176, welche deshalb « nicht angekommen sind, weil ihre « Aufschrift unvollständig war, und « 638,257, weil die Adressaten un- « bekannt waren. Es ist augenschein- « lich, dass die Ursache der Nicht- « bestellung dieser Briefe in keinem « andern Umstande zu suchen ist, « als in der fehlerhaften Art, in « welcher der Absender die Adressi- « rung bewirkt hatte. Wie ist für die « Zukunft einer ähnlichen Unzuträg- « lichkeit entgegenzuwirken? Es « möchte ein ebenso einfaches als « leichtes Mittel geben, nämlich: die « Kinder frühzeitig daran zu gewöhnen, « die Briefaufschriften deutlich und « ordnungsmässig anzufertigen, indem « man den Elementarlehrern die Ver- « pflichtung auferlegt, in ihren Unter- « richtsplan diesen wichtigen Punkt « aufzunehmen, welcher als eine Er- « gänzung des Schreibunterrichts zu « dienen haben würde. »

Der Unterrichtsminister ging auf die Idee bereitwilligst ein, und die Postverwaltung liess Tafeln mit den verschiedenen Arten der Aufschrift, des Verschlusses und der Frankirung der Briefe innerhalb Frankreichs, nach den Kolonien, sowie nach dem Auslande anfertigen und den Schulen mit der Bestimmung zustellen, diese Tafeln in den Klassenzimmern aufzuhängen. Die Lehrer wurden beauftragt, die Anwendung der bezüglichen Vorschriften den Schülern zu er-

cannot be delivered and have to be returned, and it is in the interest of all to promote the removal of this defect. A simple and efficient means for the carrying out of this purpose consists in extending scholastic instruction in a general manner to the knowledge of the most important postal regulations required in practical life. France was the first to adopt this measure. In the year 1864, the Director General of Posts addressed to the Minister of Public Instruction a letter to the following effect:—

« Out of 2,175,206 dead letters in « 1862, there were 100,176 which « could not be delivered owing to the « incompleteness of their addresses, « and 638,257 because their addressees « were unknown. It is evident that « the non-delivery of these letters « was caused by the defective manner « in which their addresses were drawn « up. How is such an inconvenience « to be remedied in future? A means « as simple as it is easy would con- « sist in accustoming children from « an early age to write the addresses « of letters clearly and correctly, « which could be done by making it « the duty of primary teachers to « include in their plan of instruction « this essential item, which may be « considered as forming the indispen- « sable complement of the art of « writing. »

The Minister of Public Instruction most willingly adopted this proposal, and the Postal Administration caused tables showing the various ways of addressing, closing, and prepaying letters intended for France, the Colonies, and foreign countries, to be prepared, and distributed among the schools for the purpose of being hung up in the class-rooms. The teachers were instructed to explain to their pupils the application of the different regulations, and to teach them to fold and address the letters

inscrire des adresses régulières. Dans le même but, on a publié, sous les auspices de la Direction générale des Postes, des cahiers d'exercices contenant des modèles imprimés destinés à initier les enfants à la rédaction des adresses conformément aux instructions.

L'Administration des Postes a fait afficher, en outre, des tableaux semblables dans les salles d'attente des bureaux de poste. Nous avons un de ces tableaux sous les yeux, qui contient les dispositions résumées ci-après :

1° *Fermeture et expédition des lettres* : (Lettres ordinaires pliées ou placées sous enveloppes; fermeture au moyen de cire fine, de gomme ou de pain à cacheter; laisser l'espace nécessaire pour coller les timbres-poste; donner à la lettre une surface d'au moins 11 centimètres de longueur sur 7 de hauteur; apposer les timbres-poste à l'angle droit supérieur. Pour la fermeture des lettres à destination des pays d'outre-mer, employer la gomme ou les pains à cacheter, de préférence à la cire).

2° *Lettres chargées* : (Lettres chargées ordinaires et lettres chargées avec valeur déclarée; ces dernières doivent être placées sous enveloppes scellées de plusieurs cachets).

3° *Suscription des lettres* : (Rédiger l'adresse avec un soin tout particulier, en indiquant lisiblement le nom, la profession et le domicile du destinataire, le bureau chargé d'effectuer la distribution, le département dans lequel ce bureau est situé et, lorsque les correspondances sont adressées à l'étranger, la colonie ou le pays).

Le tableau fournit, en outre, 16 dessins ou modèles, savoir :

1° d'une lettre ordinaire pliée, sans enveloppe;

2° du verso d'une lettre pliée;

3° de la suscription d'une lettre chargée avec déclaration de valeur;

4° du verso de cette lettre, scellé des cinq cachets réglementaires;

läutern und sie zu unterweisen, nach den Modellen die Briefe zu falten und die entsprechende Adresse darauf zu setzen. Zu gleichem Zwecke wurden unter der Gönnerschaft der Generalpostdirektion für den Gebrauch der Kinder Uebungshefte herausgegeben, welche mit entsprechendem Vordrucke und mit Formularmodellen versehen und darauf berechnet sind, dass die Kinder die Adressen u. s. w. nach der gegebenen Anleitung nachschreiben.

Tafeln der vorerwähnten Art liess die Postverwaltung auch auf den Vorfluren zu den Postannahmestellen aushängen. Uns liegt ein solches Tableau vor, welches enthält die Bestimmungen in Bezug auf

1. Verschluss und Versendung der Briefe. (Gewöhnliche Briefe mit oder ohne Umschlag; Verschluss durch Siegelack, Gummi oder Oblate. Gehörigen Raum zur Anbringung der Briefmarken lassen, deshalb Länge des Briefes wenigstens 11 Centimeter, Höhe 7 Centimeter; Briefmarke rechts oben aufkleben. Bei überseeischen Briefen zum Verschluss lieber Gummi oder Oblate, statt Siegelack wählen.)

2. Einschreibbriefe. (Gewöhnliche Einschreibbriefe und solche mit angegebenem Werthinhalt; bei letzteren besonderer Briefumschlag und mehrmalige Versiegelung erforderlich.)

3. Briefaufschrift. (Besondere Sorgfalt auf die Briefaufschrift anwenden und Namen und Stand des Empfängers, Wohnung desselben und Bestimmungsort, Postanstalt, von welcher aus die Bestellung zu erfolgen hat, Departement, in welchem diese Postanstalt liegt, Kolonie oder Land, falls der Bestimmungsort im Auslande gelegen ist, genau angeben.)

Die Tafel zeigt ausserdem 16 Abbildungen beziehungsweise Muster und zwar

1. eines gewöhnlichen Briefes ohne Benutzung eines Umschlages;

2. der Rückseite eines gefalteten Briefes;

3. der Adresse eines Einschreibbriefes mit angegebenem Werthe;

4. der Rückseite desselben mit Siegelverschluss — 5 Siegel;

in accordance with the specimens on the tables. For the same purpose copy-books for the use of children were issued under the patronage of the General Direction of Posts. These books were provided with printed copies of addresses, and forms with a view to teach the children to write the addresses, &c. according to the regulations.

The Postal Administration also caused similar tables to be exhibited at the entrances of post-offices. Such a table is before us, and contains the regulations relative to:

1° *Closing and despatch of letters* (Ordinary letters with or without cover, to be closed by means of sealing-wax, gum or wafer. Sufficient space to be left for postage-stamps; for this purpose, the letter to be at least 11 centimeters long, and 7 centimeters wide, stamp to be affixed on the right-hand top corner. Gum or wafers preferable to sealing-wax for letters addressed to countries beyond the sea).

2° *Registered letters* (Ordinary registered letters, and letters with value declared. The latter to be enclosed in special covers to be closed by means of several seals).

3° *Address of letters* (Address to be written particularly carefully; with the exact indication of the name, occupation, and house of the addressee, place of destination, post-office from which the delivery is to be effected, Department in which this office is situated, and name of Colony or country, in case the letter is intended for a place out of France).

The table shows, in addition, 16 illustrations or specimens, *i. e.* :—

1.—an ordinary letter despatched without an envelope;

2.—the reverse-side of a folded letter;

3.—the address of a letter with value declared;

4.—the reverse-side of such a letter, closed by means of 5 seals;

5° de l'adresse d'une lettre à destination d'une grande ville (indication du domicile);

6° de l'adresse d'une lettre à destination d'une localité située dans un département où se trouve une autre localité portant la même dénomination (la désignation précise qui distingue les deux localités est indispensable);

7° et 8° de l'adresse des lettres à destination de localités non pourvues de bureaux de poste; dans ce cas, indication du bureau qui dessert le lieu de destination;

9° de la suscription d'une lettre adressée à une personne pour être remise à une autre;

10° de la suscription d'une lettre adressée à une personne demeurant chez une autre personne;

11° de la suscription d'une lettre adressée poste-restante;

12° de la suscription des lettres adressées à des militaires;

13° de la suscription d'une lettre adressée à une personne à bord d'un navire;

14° de la suscription d'une lettre adressée à un militaire appartenant à un corps d'armée qui se trouve en dehors des frontières françaises;

15° de l'adresse d'une lettre pour un pays étranger, et

16° de l'adresse d'une lettre à destination des colonies françaises ou des pays d'outre-mer.

Depuis que ces notions ont été mises à la portée du public, on a pu constater dans le service français une diminution sensible dans le nombre des correspondances tombées en rebut, et il faut reconnaître que cet avantage doit être attribué, du moins en partie, aux efforts combinés du Ministère de l'Instruction publique et de l'Administration des Postes.

Le résultat obtenu par l'Administration française devait naturellement attirer l'attention des autres administrations postales et les amener à introduire chez elles des mesures analogues. La Prusse, entre autres, s'est empressée de mettre à profit l'exemple donné par la France. Sur la demande de l'Administration des postes de

5. der Adresse eines Briefes nach einer grossen Stadt (Wohnungsangabe);

6. der Adresse eines Briefes nach dem Orte eines Departements, in welchem ein zweiter gleichnamiger Ort gelegen ist (die unterscheidende Bezeichnung darf nicht fehlen);

7. und 8. der Adressen von Briefen nach Orten ohne Postanstalt (die Angabe der Distributions-Postanstalt darf nicht unterbleiben);

9. der Adresse, wenn ausser dem ersten Adressaten noch eine zweite Person als Briefempfänger angegeben werden soll;

10. der Adresse, wenn der Empfänger bei einer andern Person wohnt;

11. der Adressen von postlagernden Briefen und

12. von Briefen an Militärpersonen, ferner

13. des Briefes an eine Person an Bord eines Schiffes;

14. des Briefes an einen Angehörigen der Armee, wenn dieselbe ausserhalb der Grenzen Frankreichs sich befindet;

15. eines Briefes nach dem Auslande;

16. eines Briefes nach den französischen Kolonien bz. überseeischen Ländern.

Seitdem dem Publikum diese Mittel zu einer korrekteren Briefadressirung an die Hand gegeben worden sind, haben sich nach den in Frankreich gemachten Erfahrungen die Retourbriefe in fühlbarer Weise vermindert, so dass man mit Recht einen Theil dieses günstigen Erfolges den gemeinsamen Anstrengungen des Ministers des öffentlichen Unterrichts und der Postverwaltung zuschreiben kann.

Dieses günstige Ergebniss musste natürlicherweise die Aufmerksamkeit der übrigen Postverwaltungen auf sich lenken und bei ihnen zur Erwägung ähnlicher Massnahmen führen. Demgemäss wurden z. B. in Preussen auf Ersuchen der deutschen Reichspostverwaltung die Schulvorstände, insbesondere die Vorsteher der Ele-

5.—the address of a letter intended for a large town (with indication of the house);

6.—that of a letter for a place in a Department where another place of the same name exists (the distinctive position of the first place to be given);

7 and 8.—the address of a letter for a place without post-office (the indication of the post-office from which the delivery is to be effected must not be omitted);

9.—the address of a letter when a second person is to be designated as addressee, in addition to the original addressee;

10.—that of a letter when the addressee is living with another person;

11.—the addresses of letters to be called for, and

12.—of letters for soldiers;

13.—the address of a letter for a person on board a ship;

14.—the address of a letter for a soldier, when the army is beyond the frontiers of France;

15.—that of a letter for a foreign country, and

16.—of a letter for a French Colony or a country beyond the sea.

Since the adoption of this means for ensuring a more correct manner of addressing letters on the part of the public, the number of dead letters has, according to the experience gained in France, sensibly decreased, so that a part of this favourable result may justly be attributed to the joint efforts of the Minister of Public Instruction and of the Postal Administration.

This satisfactory improvement could not but attract the attention of the other Administrations, and lead them to consider the measures to be adopted in order to ensure a similar effect in their own services. For this purpose, in Prussia, for instance the Imperial German Administration of Posts suggested, in 1872, to the

l'Empire allemand, le Ministère de l'Instruction publique de Prusse a prescrit, en 1872, aux Chefs d'institution, et notamment aux instituteurs des écoles primaires, de donner à leurs élèves des leçons sur la manière de rédiger la suscription des objets de correspondance. A cet effet, tous les chefs d'institution et maîtres d'écoles ont reçu une instruction, élaborée suivant les indications de l'Administration des postes et contenant, outre un grand nombre de modèles de suscription, toutes les dispositions relatives à la rédaction de l'adresse des objets de correspondance sous les diverses formes en usage. Un approvisionnement de formulaires de cartes-postales, de lettres de voiture, de mandats-poste et de mandats d'encaissement a été fourni, en outre, à tous les établissements scolaires. Ces formulaires sont en double et collés sur des cartons, de manière à présenter le recto et le verso à la vue des enfants, qui peuvent ainsi se familiariser avec chacun de ces objets. L'industrie privée est aussi venue en aide à l'Administration des postes, en faisant fabriquer des cahiers renfermant des modèles d'adresses, ainsi que le dessin de toutes les formules dont se sert le public pour les échanges par la voie de la poste. Un espace blanc est ménagé en regard de chacun de ces modèles ou dessins, pour être rempli par les élèves à titre d'exercice.

Depuis l'année 1872, de nouvelles éditions de l'Instruction mentionnée plus haut ont paru et ont été distribuées gratuitement à des millions d'exemplaires. Non seulement elle a pénétré dans les écoles primaires, mais encore les institutions secondaires et supérieures, les établissements privés, les écoles normales et les écoles professionnelles militaires en ont fait la demande, pour vulgariser de plus en plus les dispositions relatives à la correspondance.

Si nous sommes bien informés, les Administrations postales de Belgique, de Bavière, du Wurtemberg et d'autres pays encore ont recouru, avec

mentarschulen, von dem preussischen Unterrichtsminister im Jahre 1872 angewiesen, über die Anfertigung korrekter Briefadressen durch Unterweisung und Vornahme praktischer Arbeiten in den Schulen Belehrung ertheilen zu lassen. Bei dieser Gelegenheit ist den Schulvorständen eine auf Veranlassung der Reichspostverwaltung entworfene «Anleitung für die Anfertigung von Briefaufschriften» mitgeteilt worden, in welcher die wichtigsten, bei der Adressierung zu beachtenden Bestimmungen zusammengestellt und durch Beispiele für die verschiedenen Formen des Briefverkehrs erläutert worden sind. Ferner wurden die Schulanstalten mit einem Vorrathe von Formularen zu Postkarten, Post-Packetadressen, Postanweisungen und Postaufträgen versehen, welche beim Unterricht zur Erläuterung der besagten Anleitung dienen sollen und, theils mit der Vorderseite, theils mit der Rückseite auf Papptafeln aufgeklebt, im Schulzimmer ausliegen. Auch ist die Privatindustrie diesen Bestrebungen zu Hilfe gekommen, indem sie Posthefte herausgegeben hat, welche die verschiedenen Briefaufschriften, sowie Abbildungen von sämtlichen im Verkehr des Publikums mit der Post vorkommenden Formularen, probeweise ausgefüllt, enthalten, denen je ein freier Raum zum Nachschreiben bzw. Ausfüllen beigegeben ist.

Seit dem Jahre 1872 sind verschiedene Neubearbeitungen und Ausgaben der «Anleitung für die Anfertigung von Briefaufschriften» erschienen und in Millionen von Exemplaren unentgeltlich vertheilt worden, da ausser den Elementarschulen auch Privatinstitute, höhere Lehranstalten, Lehrerseminare, sowie die Fortbildungsschulen der Truppentheile sich diese Anleitung erbat, um sie beim Unterricht im Briefschreiben zu benutzen.

So viel uns bekannt, haben sich auch die Postverwaltungen anderer Länder, wie von Belgien, Bayern, Württemberg u. s. w. den Bestre-

Prussian Minister of Public Instruction that the school authorities, and particularly the masters of elementary schools should be directed to give the children under their charge practical instruction in the manner of correctly addressing postal articles. The school authorities were accordingly furnished with pamphlets, entitled «Directions for addressing postal articles» prepared under the superintendence of the Postal Administration, and containing the most important regulations to be observed in the addressing of letters. These regulations are exemplified by illustrations of the manner of folding, addressing, etc. the different articles of the letter-post. The schools were, at the same time, provided with a supply of forms of post-cards, advice-bills, money-orders, and collection-orders, to be pasted on card-board, some showing the address, and some the reverse-side, and hung up in the school-rooms, in order to be used for the practical illustration of the above-mentioned regulations. These endeavours were supported by private firms which issued postal copy-books containing copies of addresses, and of all the forms used in the relations of the public with the Post, some filled in, and some left blank in order to be filled in by the children.

Since the year 1872, several revised editions of these «Directions for addressing postal articles» have been issued, and millions of copies have been gratuitously distributed, as, in addition to the elementary schools, private colleges, institutions for higher instruction, seminaries for teachers, and the schools for soldiers, applied for these books, in order to employ them for instruction in letter-writing.

We believe that other Postal Administrations, such as those of Belgium, Bavaria, Wurtemberg, &c. have also successfully joined in the

succès, à des mesures analogues dans le but de divulguer, également au moyen de l'école, la connaissance des notions postales les plus nécessaires à la vie pratique. Dans l'intérêt des relations, il serait à désirer que les administrations de tous les pays faisant partie de l'Union Générale des Postes voulussent bien suivre un si bon exemple. On obvierait ainsi peu à peu à un inconvénient qui se fait de plus en plus sentir dans les grandes villes, et qui a pour résultat, non seulement de compliquer le travail déjà si difficile du tri et de la distribution des correspondances, mais encore de causer de graves préjudices aux intérêts du public.

Les envois de valeurs déclarées dans le service international.

L'expédition de sommes importantes rencontre, dans le service international, certaines difficultés, par la raison que toutes les administrations postales ne se chargent pas du transport des envois de valeurs déclarées et que l'échange international de ces envois, dans les relations où il existe, est régi par des Conventions particulières, conclues entre les gouvernements intéressés et fondées sur des principes différents. De cet état de choses résulte une grande diversité dans les dispositions relatives au conditionnement, au mode de transmission et au tarif des valeurs déclarées.

Aussi avons-nous salué avec joie la conclusion, au Congrès de Paris, d'un arrangement concernant l'échange des lettres avec valeurs déclarées entre les pays de l'Union. Cet arrangement qui devra entrer en vigueur le 1^{er} avril 1879, porte la signature des délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark et des Co-

bungen, die Kenntniss der für das praktische Leben nothwendigsten Postbestimmungen durch die Schule immer mehr zu verallgemeinern, mit Erfolg angeschlossen, und es wäre im Gesamtverkehrsinteresse sehr erwünscht, wenn sämtliche Postvereinsverwaltungen auf demselben Wege vorgehen möchten. Es würde dann dem Uebelstande der ungenügenden und unrichtigen Adressirung der Postsendungen entgegen gewirkt werden, welcher in grossen Städten mit der Zunahme der Bevölkerung immer fühlbarer zu Tage tritt, und der nicht allein das Sortir- und Bestellgeschäft wesentlich erschwert und verzögert, sondern auch von grossem Nachtheil für das Publikum ist.

Die Postwerthsendungen im internationalen Verkehr.

Die Versendung von grösseren Werthbeträgen im internationalen Verkehr begegnet insofern gewissen Schwierigkeiten, als nicht überall die Staatspostanstalten in den einzelnen Ländern die Beförderung von Gegenständen mit angegebenem Werthe übernehmen und, insoweit eine solche Beförderung stattfindet, dieselbe zwischen den einzelnen Staaten durch Spezialverträge geregelt ist, welche naturgemäss nicht überall auf derselben Grundlage beruhen, sodass in Bezug auf die Versendungs- und Verpackungsbedingungen, sowie in Betreff der Taxen eine ziemliche Verschiedenartigkeit herrscht.

Um so freudiger ist es zu begrüssen, dass beim letzten Postkongress zu Paris zwischen einer grossen Anzahl Postvereinsverwaltungen wegen Austausches von Briefen mit Werthangabe ein Uebereinkommen abgeschlossen worden ist, welches am 1. April 1879 in Kraft treten wird. Nach dem besagten Uebereinkommen, an welchem Deutschland,

endeavours to generalize the teaching in schools of the postal regulations most necessary for practical life, and it is very desirable, in the common interest of the postal service, that all the Postal Administrations of the Union should adopt similar measures. The inconveniences arising from the incomplete and defective addressing of postal articles, which assume still greater proportions with the increase of the population in large towns, and not only cause great difficulties and delay in the sorting and delivery services, but also great disadvantage to the public, would thus be obviated.

The transmission by post of letters with value declared in the international exchange.

The transmission of letters containing articles of considerable value is in so far subject to certain difficulties, in international relations as not all the Governmental postal institutions of the different countries undertake the conveyance of articles with value declared, and as, where the same is effected, it is governed by special treaties concluded between the different countries. These treaties are naturally not based everywhere on the same principles, and there exists, consequently, a certain dissimilarity as well in the conditions concerning the despatch and manner of packing the articles, as in the rates levied.

An Arrangement concluded between a great number of Administrations at the recent Postal Congress in Paris, for the mutual exchange of letters with value declared which comes into force on the 1st of April 1879, will, therefore, be greeted as a very satisfactory step. The countries having signed this Arrangement are

lonies danoises, de l'Égypte, de la France et des Colonies françaises, de l'Italie, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal et des Colonies portugaises, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie, de la Suède et de la Suisse. Aux termes de l'arrangement dont il s'agit, des lettres portant déclaration de valeurs pourront être échangées entre les administrations des pays ci-dessus désignés. Garantie est donnée aux expéditeurs du montant de la déclaration et chacune des administrations contractantes est libre de fixer le maximum de déclaration, sans que, toutefois, ce maximum puisse être inférieur à 5000 francs. Il y a lieu de penser que la plupart des administrations intéressées adopteront de préférence un chiffre plus élevé, en vue de donner une plus grande extension aux expéditions de valeurs-papiers par la voie de la Poste.

Parmi les dispositions de cet arrangement qui intéressent spécialement le public, il faut ranger celle qui consacre le principe de l'unité de taxe. En sus du port et du droit fixe afférents à une lettre recommandée du même poids, les lettres avec valeurs déclarées sont passibles d'un droit d'assurance payable par l'expéditeur, de 10 centimes par 200 francs dans les relations avec les pays limitrophes, et de 25 centimes par 200 francs dans les relations avec les autres pays. Toutefois les administrations signataires de l'arrangement sont autorisées, par exception aux dispositions qui précèdent et à titre de mesure transitoire, à percevoir une taxe plus élevée, mais qui, dans aucun cas, ne pourra dépasser $\frac{1}{2}$ pour $\%$ de la valeur déclarée. Suivant toutes probabilités, cette disposition exceptionnelle ne sera appliquée que dans une mesure très-restreinte.

Une autre disposition qui sera sans doute vivement appréciée par le public, est celle qui concerne la garantie. En cas de perte ou de spoliation d'une lettre avec valeurs déclarées, l'obligation de payer le montant de la déclaration à l'expé-

Oesterreich-Ungarn, Belgien, Dänemark und die dänischen Kolonien, Egypten, Frankreich und die französischen Kolonien, Italien, Luxemburg, Norwegen, Niederland, Portugal und die portugiesischen Kolonien, Rumänien, Russland, Serbien, Schweden und die Schweiz theiligt sind, können im Verkehr zwischen den oben bezeichneten Ländern Briefe, welche Geldbeträge mit Angabe des Werthes enthalten, unter Versicherung des angegebenen Betrages versendet werden; bis zu welcher Höhe eine Werthsdeklaration zugelassen werden soll, wird zwar der Entscheidung jeder der theiligten Verwaltungen für ihren Verkehr vorbehalten bleiben, doch soll die Grenze in keinem Falle niedriger als 5000 Franken gesetzt werden. Voraussichtlich wird aber diese Grenze im Gebiet der meisten Verwaltungen eine weit erheblichere Ausdehnung erfahren.

Zu den für das Publikum wesentlichsten Punkten gehört die einheitliche Taxe; ausser dem gewöhnlichen Porto für Einschreibbriefe kommt eine im Voraus zu entrichtende Versicherungsgebühr zur Erhebung, welche für je 200 Franken 10 Centimen bei angrenzenden Ländern, und 25 Centimen im Verkehr mit anderen Ländern beträgt. Nur als Uebergangsmassregel ist den vertragsschliessenden Ländern gestattet, eine hiervon abweichende Taxe zu erheben, welche aber in keinem Falle $\frac{1}{2}$ $\%$ der angegebenen Summe übersteigen darf, eine Ausnahmebestimmung, von welcher voraussichtlich nur ein geringer Gebrauch gemacht werden wird.

Eine weitere für die Versender besonders werthvolle Bestimmung bezieht sich auf die Garantieleistung. Die Verpflichtung zur Bezahlung der im Falle eines Verlustes oder einer Beraubung an den Absender, oder auf Verlangen desselben an den Empfänger zu gewährenden Entschädigung bis zur Höhe des angegebenen

Germany, Austro-Hungary, Belgium, Denmark and the Danish Colonies, Egypt, France and the French Colonies, Italy, Luxemburg, Norway, the Netherlands, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Servia, Sweden, and Switzerland. It regulates the transmission, in the relations between these countries, of letters containing valuable papers bearing the declaration of their value, with insurance of the same. The maximum amount of the declared sum is left to be fixed by each of the Administrations concerned for its own relations, but may in no case be lower than 5000 francs. It may, however, be presumed that this limit will be materially extended in the relations of most of the participating Administrations.

One of the points more especially affecting the public is the uniform rate. In addition to the ordinary postage for registered letters, the public will have to pay an insurance-fee, payable in advance, and amounting to 10 centimes per 200 francs in the relations between adjacent countries, and to 25 centimes for every 200 francs in the exchange with other countries. As a transitional measure only, the contracting countries are allowed to levy other rates than those above mentioned, provided that they exceed, in no case, $\frac{1}{2}$ per cent. of the declared sum. This measure will presumably be little made use of.

Another, and a very advantageous provision for the senders of letters with value declared, concerns the responsibility of the Administrations. According to the Arrangement, an indemnity of not exceeding the declared sum is to be paid in case of the loss or spoliation of such a letter, to the sender, or, at his request,

diteur, ou sur la demande de celui-ci au destinataire, incombera désormais à l'administration dont relève le bureau d'origine. Il va sans dire que, de son côté, cette administration aura à exercer son recours contre l'administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte ou la spoliation a eu lieu. Cette stipulation a une très-grande importance, en ce sens que, aux termes des conventions particulières actuellement en vigueur, les administrations ne sont pas mutuellement responsables de la perte des envois de valeurs déclarées. Ces conventions stipulent simplement que chaque administration contractante est responsable des pertes qui se produisent dans son service intérieur, et seulement d'après la législation de son propre pays. Cependant il n'est pas à notre connaissance qu'il en soit jamais résulté de préjudice pour les envoyeurs, l'administration du pays d'origine ayant toujours fait valoir avec succès, en cas de réclamation fondée, les droits du réclamant auprès de l'administration sur le territoire de laquelle la perte ou la spoliation avait eu lieu.

Quant au taux des droits d'assurance, on l'a de tout temps trouvé trop élevé et l'on a souvent exprimé à ce sujet l'opinion que c'est à cause de l'exagération de ces droits que les expéditeurs de sommes importantes ne déclarent communément qu'une partie de leurs envois et s'adressent, pour assurer le surplus, à des compagnies privées qui se font une spécialité de ce genre d'opérations.

Le fait que ces compagnies se contentent de primes très-modérées, ne prouve nullement que les droits d'assurance perçus par la Poste sont trop élevés. Aussi longtemps qu'elles pourront utiliser les moyens de transport postaux, à l'abri de la sécurité qu'ils présentent, les compagnies d'assurance seront en état de fixer leurs primes de garantie à un taux moins élevé que la Poste; vu qu'en réalité elles n'ont aucuns frais à supporter, tandis que la Poste est

Werthbetrages soll nämlich derjenigen Verwaltung obliegen, welcher die Aufgabe-Postanstalt angehört. Dieser Verwaltung soll überlassen bleiben, ihren Anspruch gegen die verantwortliche Verwaltung, d. h. gegen diejenige, in deren Gebiet oder auf deren Postlinien der Verlust oder die Beraubung stattgefunden hat, geltend zu machen. Diese Bestimmung ist deshalb so besonders wichtig, weil in den bis jetzt bestehenden Einzelverträgen eine wechselseitige Haftverbindlichkeit der kontrahirenden Theile nicht überall ausgesprochen ist, die Bestimmungen zum Theil nur dahin gehen, dass jede Verwaltung für Verluste innerhalb ihres Gebietes aufkommt und zwar nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen des eigenen Landes. Soviel jedoch bekannt, ist den Versendern hieraus ein Nachtheil nicht erwachsen, indem die Postverwaltung des jedesmaligen Aufgabebereichs bei einem begründeten Ersatzansprüche den Absender derjenigen Postverwaltung gegenüber, in deren Gebiete der Verlust etc. eingetreten war, stets mit Erfolg vertreten hat.

Was die Versicherungsgebühren betrifft, so ist mehrfach ausgesprochen worden, dass dieselben zu hoch festgesetzt seien, und dass hierin der Grund liege, weshalb namentlich die Versender grösserer Werthbeträge letztere bei der Verschickung mit der Post nur zum geringen Theile deklarieren, den grösseren Betrag aber bei den für diese Zwecke bestehenden Assekuranz-Gesellschaften versichern. Wenn die genannten Gesellschaften sich mit mässigeren Prämien begnügen, so beweist dies aber keineswegs, dass die Postversicherungsgebühren zu hoch sind. So lange die jetzige Art der Ausnutzung der von der Post geschaffenen Transport-sicherheit durch die Versicherungsgesellschaften besteht, werden diese immerhin ihre Prämien billiger festsetzen können, als die Post, weil ihnen im Wesentlichen keinerlei Kosten entstehen, indem die Postverwaltung mit der Sorge für die schnelle, pünktliche

to the addressee. The obligation of paying this indemnity devolves upon the Administration to which the despatching office is subordinate. This Administration is, however, entitled to claim the same from the responsible Administration, *i. e.* that on the territory or in the service of which the loss or the spoliation has occurred. This provision is of such great importance for the reason that the mutual responsibility of the contracting parties has not, hitherto, been admitted in many of the separate Conventions on this exchange. The contracting Administrations have in some of them only been bound to pay for the losses which occurred on their own territories, and this even within the legislative provisions in force in their own countries. It has, however, been proved as a fact, that the senders have not suffered disadvantage from these stipulations, because the Administration of the country of despatch, in case of a founded reclamation, always succeeded in satisfactorily settling the claim of the sender with the Administration on the territory of which the loss or spoliation had occurred.

As concerns the insurance-fees, it has frequently been stated that they are too high, and that this is the reason why the senders of valuables having a great value, are induced to declare only a small part of the latter when forwarding these articles by post, and to insure the remaining, larger, part of the amount with Insurance Societies.

The fact that these Societies are satisfied with more moderate premiums, does not prove by any means that those levied by the Post are too high. As long as they thus profit by the safe transport provided by the Post, they will continue to be able to insure at lower premiums than the latter, for the simple reason that they do not have to bear any material expenses, while the Postal Administrations, which undertake the rapid, punctual, and safe transmis-

obligée de faire face à toutes les dépenses occasionnées par le transport rapide, régulier et sûr des envois de valeurs déclarées. Ces dépenses sont considérables et pour en donner une idée il suffit de citer, par exemple, celles affectées aux appointements du personnel, à l'entretien du matériel, aux frais de transports, etc., etc. De sorte que la Poste assume seule le transport des envois de valeurs déclarées pour les compagnies, et ce sont celles-ci qui en retirent tout le profit.

La perte matérielle n'est pas le seul tort qui résulte pour la Poste de cette situation. Mais, chose beaucoup plus grave encore, la moralité du service est en danger. En effet, les agents des Postes chargés de la manipulation et de la transmission de ces lettres portant une déclaration de beaucoup inférieure à leur valeur réelle, — circonstance qui se révèle par le volume, le poids et le conditionnement des envois, surtout quand ceux-ci proviennent de grandes maisons de banque et, comme cela arrive souvent, sont adressés régulièrement à des personnes connues — ne se trouvent-ils pas continuellement exposés à une tentation des plus dangereuses? Nous connaissons parfaitement les sentiments de probité et d'honorabilité qui animent tous les agents des Postes, et nous savons qu'à de rares exceptions près, ceux-ci se sont toujours montrés dignes de toute confiance. Mais le danger n'en existe pas moins, et il semble qu'il est du devoir des administrations postales de l'Union de le combattre par tous les moyens dont elles disposent. Le plus efficace de ces moyens paraît être celui qui consiste dans l'introduction par voie législative, de la déclaration obligatoire dans chaque pays. Si nous sommes bien informés, cette mesure a déjà été adoptée, d'une manière plus ou moins complète, dans plusieurs pays de l'Union, et l'expérience a démontré qu'elle concilie les intérêts du trésor et ceux du public.

Que les compagnies d'assurance s'efforcent d'éluder, autant que pos-

und sichere Beförderung der Werthsendungen die gesammten Kosten — z. B. für die Beschaffung eines zuverlässigen, gut bezahlten Personals, für die Sicherheit der Dienstlokale und der Transportmittel, der Werthgelasse u. s. w. — allein übernimmt. In solcher Weise tritt die Post mit ihren Mitteln und Kräften für jene Gesellschaften ein und letztere ziehen daraus den Gewinn.

Der materielle Verlust würde seitens der Post immerhin noch zu ertragen zu sein, das Schlimmste ist für dieselbe aber die Bedrohung ihrer eigenen Integrität. Denn es entsteht für das Postpersonal, welches mit derartigen, viel zu gering deklarierten Sendungen Befassung hat und den wirklichen Inhalt derselben durch Umfang und Gewicht und die Art und Weise der Verpackung bald erkennt, zumal wenn die Sendungen von grösseren Bankfirmen herrühren und, wie es vielfach vorkommt, regelmässig an bestimmte Empfänger gerichtet werden, eine fortgesetzte Versuchung schlimmster Art.

Bei der grossen Ehrenhaftigkeit der Gesammtheit des Postbeamtenstandes sind es glücklicher Weise nur Ausnahmefälle, wenn einzelne Beamte solchen Versuchungen nicht widerstehen. Immerhin ist die Gefahr vorhanden, und es dürfte daher Pflicht der Vereins-Postverwaltungen sein, gegen diese Privatversicherungen mit allen erlaubten Mitteln anzukämpfen. Die zweckmässigste Massregel würde jedenfalls die sein, die Zwangsdeklaration durch die Gesetzgebung einzuführen. Soweit uns bekannt, besteht bereits in einigen Ländern die Zwangsdeklaration in Betreff bestimmter Sendungen, und nach den dabei gemachten Erfahrungen hat sich die Massregel durchaus bewährt, ohne das Publikum irgendwie zu schädigen.

Wenn die Bestrebungen der Valoren-Versicherungsgesellschaften da-

sion of the articles containing valuables, also defray the whole expenses attendant thereon such as, for instance, those caused by the keeping of a reliable and well-paid staff of officers, by providing for the security of the office-rooms and the means of conveyance, by the purchase of safes, &c. The Post lends in this manner its means and labour to these Societies, while the latter get the profit.

The material loss involved in this state of things might be borne by the Post with equanimity, but the question assumes another aspect when the integrity of the institution comes to be attacked. The fact that articles with much too low a declaration of value are forwarded through the Post, and that the real value of such articles is easily to be estimated by the postal officers from their weight, size, and manner of being packed, the more so when, as is frequently the case, they are sent regularly by large banking houses to certain addressees, throws constant temptation of the worst kind in the way of these functionaries. Owing to the great integrity of postal officers as a body, the cases of single officers not resisting such temptations are fortunately only exceptional ones. Nevertheless, the danger exists, and it would therefore be very advisable for the Union Administrations to fight against such private insurance with all the legal means at their command. The most efficient measure would, in any case, be the introduction of compulsory declaration by means of legislation. Compulsory declaration with regard to certain articles is, we believe, already in force in several countries, and this measure has, according to the experience gained, proved thoroughly efficient, without any disadvantage to the public.

If, therefore, the end kept in view by the Societies for the insurance

sible, la déclaration obligatoire dans les pays où elle existe, c'est là, sans doute, un fait auquel on doit s'attendre; mais les administrations postales n'en devraient pas moins introduire cette mesure d'une manière générale, comme le seul moyen efficace de réagir légalement contre les tendances des dites compagnies. D'un autre côté, il serait extrêmement désirable que les administrations qui n'ont pas encore signé l'Arrangement concernant les valeurs déclarées, se décidassent à adhérer à cet arrangement, afin que l'échange international des valeurs-papiers puisse bientôt s'exercer sans entraves dans toute l'étendue de l'Union.

Bibliographie postale.

CHARLES HOCH, fonctionnaires des postes suisses. Guide commercial des Postes, des Télégraphes, des Chemins de fer et des Péages. Berne, chez E. Magron.

L'ouvrage qui vient d'être publié sous ce titre, est un exposé sommaire, quoique très-substantiel et parfaitement coordonné, des dispositions légales et réglementaires qui régissent, en Suisse, les services des Postes, des Messageries, des Télégraphes, des Chemins de fer et des Douanes. Les tarifs applicables, tant dans le service international que dans le service interne, aux lettres et autres objets de correspondance, aux colis postaux et aux dépêches télégraphiques, y sont parfaitement exposés, et l'auteur a complété son travail par divers tableaux indiquant quels sont, entre la Suisse et les autres pays, les rapports de temps, de monnaies, de poids et de mesures.

Nous ne doutons nullement que le Guide de M. Ch. Hoch ne soit d'une très-grande utilité pour les commerçants et industriels suisses qui, jusqu'à présent, n'avaient à leur portée aucun ouvrage de ce genre.

hin gehen sollten, die Zwangsdeklaration in denjenigen Staaten, in welchen sie besteht, womöglich zu beseitigen, so würde diesen Bestrebungen seitens der Post entgegenzutreten und im Gegensatz dazu dahin zu wirken sein, dass die Zwangsdeklaration immer mehr auf gesetzmässigem Wege verbreitet werde. Anderseits wäre es aber in hohem Grade erwünscht, dass auch die übrigen Postverwaltungen dem Eingangs erwähnten Abkommen beitreten möchten, damit die Versendung von Werthpapieren im internationalen Verkehr weiterhin erleichtert und gefördert würde.

Bücherkunde.

KARL HOCH, eidgenössischer Postbeamter. Schweizerisches Handbuch für den Post-, Telegraphen-, Eisenbahn- und Zoll-Verkehr. Bern. Verlag von E. Magron.

Das unter obiger Aufschrift veröffentlichte Werk enthält in übersichtlicher Anordnung eine Zusammenstellung der in der Schweiz bei Benutzung der Posten, Telegraphen und Eisenbahnen zu beobachtenden gesetzlichen und reglementarischen Vorschriften, sowie der daselbst bestehenden zollamtlichen Bestimmungen. Gleichzeitig bringt das Buch die Tarife zur Berechnung des Portos für Brief- und Fahrpostsendungen nach dem In- und Auslande, die Gebührentarife für Telegramme und Tabellen über Zeitvergleichung, Münzen, Maasse und Gewichte.

Wir bezweifeln nicht, dass das Werk in den kaufmännischen und gewerblichen Kreisen der Schweiz, denen es bisher an einer derartigen Zusammenstellung gefehlt hat, zu einem viel benutzten Rathgeber werden wird.

* * *

of valuable papers is to obtain, if possible, the abrogation of compulsory declaration in the countries where the same is in force, the Postal Administrations would have to act in opposition to these endeavours, by promoting the continual extension of compulsory declaration by legislative measures. At the same time, it would also be greatly desirable that the remaining Administrations of the Union should adhere to the Arrangement mentioned at the beginning of this article, in order that the transmission of valuable papers in the international service might be further facilitated and extended.

Bibliography.

CHARLES HOCH, Swiss postal officer. Swiss Commercial Guide; Posts, Telegraphs, Railways, and Customs. — Berne; E. Magron, publisher.

The manual published under this title contains a well-arranged summary of the chief laws and public regulations concerning the Posts, Telegraphs, Railways, and Customs, in force in Switzerland. It gives, at the same time, the tariffs for the calculation of the rates of postage for the articles of the letter and parcel posts in the domestic and international exchange, the schedules of rates for telegrams, and tables for the comparison of time, moneys, measures, and weights.

We have no doubt that this manual will prove a very useful counsellor to the commercial and industrial circles of Switzerland which have, hitherto, stood much in need of such a convenient work of reference.

* * *

LAURENT DWORZACK, commissaire d'arrondissement des postes I. & R. d'Autriche. Ortszeit Regulator». Vienne, chez l'auteur. Prix : 25 Nkr.

La petite brochure que M. Laurent Dworzack vient de faire paraître, sous le titre de « Ortszeit Regulator », indique un procédé pour déterminer l'heure moyenne de tous les chefs-lieux de bureaux de poste de la Moravie et de la Silésie autrichienne, dans le but d'obvier aux irrégularités regrettables qui, par suite des différences d'heures d'une ville à l'autre, se produisent dans le service du transport des voyageurs sur les lignes desservies par les malles-poste.

Communications.

A dater du 1^{er} janvier 1879, la taxe pour le transport des journaux et autres publications périodiques, paraissant en Suisse, et expédiés par les éditeurs à titre d'abonnement, est fixée, pour toute la Suisse et sans égard à la distance, à 1 centime par exemplaire (actuellement $\frac{3}{4}$ de centime) jusqu'à 50 grammes. Cette taxe augmente de 1 centime pour chaque poids de 50 grammes ou fraction de 50 grammes en plus. La taxe doit être payée d'avance pour un an, un semestre ou un trimestre et, dans le calcul du montant total, les fractions sont, le cas échéant, forcées jusqu'au demi-décime.

Les imprimés étrangers adressés par un éditeur à ses abonnés et annexés à son journal sont, de même que les journaux expédiés par des particuliers, passibles de la taxe des imprimés (jusqu'à 50 grammes 2 centimes, de 50 à 250 grammes 5 centimes, de 250 à 500 grammes 10 centimes et de 500 à 1000 grammes 15 centimes).

* * *

LAURENZ DWORZACK, k. k. österreichischer Bezirks-Post-Kommissär. Ortszeit-Regulator. Brünn. Im Selbst-Verlage des Verfassers. Preis 25 Nkr.

Unter obigem Titel hat der Herr Verfasser ein Werkchen veröffentlicht, nach welchem die mittlere Zeit sämtlicher Postorte in Mähren und Oesterr. Schlesien berechnet werden kann. Es wird dadurch die Möglichkeit geboten, die Uhren in den genannten Orten nach einem richtigen System zu reguliren und somit unliebsame Differenzen im Postenlaufe zu verhindern.

Mittheilungen.

Vom 1. Januar 1879 beträgt in der Schweiz die Transporttaxe für Zeitungen und andere periodische Blätter, welche in der Schweiz erscheinen und abonnementsweise von den Verlegern versendet werden, ohne Unterschied der Entfernung 1 Rappen (jetzt $\frac{3}{4}$ Rappen) für jedes Exemplar bis zu einem Gewicht von 50 Gramm. Für je 50 weitere Gramm oder Bruchtheile derselben ist 1 Rappen zu entrichten. Die Taxe ist jährlich, halbjährlich oder vierteljährlich vor auszubezahlen, und der Gesamtbetrag event. auf volle 5 Rappen abzurunden.

Werden einer im Abonnementswege bezogenen Zeitung fremde Drucksachen beigegeben, so ist für dieselben — wie für die von Privatpersonen abgesandten Zeitungen — die Drucksachentaxe (dieselbe beträgt bis zu 50 Gr. 2 Rappen, über 50 bis 250 Gramm 5 Rappen, über 250 bis 500 Gramm 10 Rappen, über 500 bis 1000 Gramm 15 Rappen) zu entrichten.

* * *

LAURENZ DWORZACK, I. R. Austrian postal district superintendent. "Ortszeit-Regulator" (time-regulator).—Vienna; sold by the author. Price 25 Nkr.

Under the above title, Mr. Dworzack has just published a manual according to which the average-time of all the post-towns in Moravia and Austrian Silesia can be calculated. A means is thus afforded by which the clocks in the above-mentioned towns may be regulated according to an improved system, and inconveniences arising from the differences of time, may be avoided in the running of the mail-coaches.

Miscellaneous.

On and after the 1st of January 1879, the rate of postage for the conveyance of newspapers and other periodicals published in Switzerland, and forwarded by the publishers to regular subscribers, will amount, in that country, without regard to distance, to 1 centime (at present $\frac{3}{4}$ centime) per copy not exceeding 50 grammes in weight, with an additional charge of 1 centime for every further weight of 50 gr. or fraction thereof. The postage is to be paid in advance yearly, half yearly, or quarterly, and the fractions, if any, of the total amount to be rounded off upwards to 5 centimes.

In case other printed papers should be added to a newspaper, the packet is to be charged at the rates for printed matter (amounting to 2 centimes up to 50 gr., 5 c^{es} from 50 to 250 gr., 10 c^{es} from 250 to 500 gr., and 15 c^{es} from 500 to 1000 gr.), as is the case with newspapers forwarded by private persons.

* * *

La République de Libéria vient de notifier, par voie diplomatique, au Gouvernement de la Confédération suisse son adhésion à la Convention de Paris, conclue le 1^{er} juin dernier.

En conformité de l'article 7 de la Convention, et à partir du jour de son exécution (1^{er} avril 1879), l'Administration des postes de Libéria percevra les taxes suivantes:

pour 25 c^{es}: 5 cents (monnaie américaine)
 » 10 » 2 » »
 » 5 » 1 cent »

Pour la contribution aux frais du bureau international des postes, Libéria sera rangée dans la 7^{me} classe.

* * *

Un agent de l'administration des postes de France vient d'imaginer une nouvelle enveloppe qui a la propriété de reproduire sur le corps de la lettre qu'elle renferme les empreintes des timbres à date de la poste, dont elle est frappée extérieurement.

Ce résultat, important pour les correspondances d'affaires, est obtenu au moyen d'une préparation appliquée à l'intérieur de l'enveloppe. Sous la pression du timbre à date, cette préparation décalque en couleur sur la lettre une seconde empreinte aussi nette que la première.

* * *

L'Administration des Postes de l'Inde britannique a bien voulu nous faire l'envoi d'un cahier autographié, composé de 71 spécimens d'écritures distinctes s'appliquant à 62 langues différentes usitées dans son ressort.

Si toutes ces langues sont employées pour la suscription d'une partie seulement des correspondances émanant de la population indigène, il doit en résulter, pour le service postal indien, de bien grandes difficultés.

* * *

Die Republik Liberia hat ihren Beitritt zu dem am 1. Juni d. J. in Paris abgeschlossenen Weltpostvertrage der schweizerischen Eidgenossenschaft auf diplomatischem Wege angezeigt.

Als Vereinstaxen werden von der Postverwaltung der genannten Republik in Gemässheit der Bestimmungen des Art. 7 des Vertrages vom Tage der Ausführung desselben ab (1. April 1879) erhoben werden:

für 25 Cts.: 5 Cents (amerik. Währung),
 » 10 » 2 » »
 » 5 » 1 Cent »

Bezüglich der Beitragsleistung zu den Kosten für das internationale Postbüro ist Liberia in die 7. Klasse eingereiht worden.

* * *

Ein französischer Postbeamter hat einen neuen Briefumschlag hergestellt, welcher die Eigenthümlichkeit besitzt, auf der eingeschlossenen Briefeinlage einen Abdruck des äusserlich zur Bezeichnung der Einlieferungszeit benutzten Aufgabestempels wiederzugeben.

Der Abdruck, welcher für Geschäftsbriefe von Wichtigkeit sein kann, wird durch eine eigene Zubereitung des Umschlags im Innern erzielt, indem unter dem Druck des Aufgabestempels ein farbiger Abdruck auf der Briefeinlage ebenso deutlich wie aussen sich zeigt.

* * *

Die Postverwaltung von British-Indien hat uns vor Kurzem ein in hohem Grade interessantes Werk übersandt, welches 71 Schriftproben von 62 verschiedenen Sprachen enthält, die im Bereiche der indischen Post vorkommen.

Wenn auch nur bei einem Theile der von der einheimischen Bevölkerung ausgehenden Korrespondenz die Briefadressen in diesen Sprachen abgefasst sein sollten, so dürften den indischen Postbeamten doch durch die Entzifferung nicht unerhebliche Schwierigkeiten erwachsen.

* * *

The Republic of Liberia has notified to the Swiss Government through diplomatic channels her adhesion to the Convention of the Universal Postal Union, concluded in Paris on the 1st of June last.

The Union rates of postage which will be levied by the Postal Administration of that country, from the date on which the Convention comes into force (1st of April 1879), have, in accordance with Article 7 of the same, been fixed as follows:—

for 25 c^{es} at 5 cents (American money),
 » 10 » » 2 cents »
 » 5 » » 1 cent »

As concerns the contribution to the expenses of the International Postal Office, Liberia has been put in the 7th class.

* * *

An officer of the French Posts has invented a kind of envelope having the faculty of reproducing on the enclosed letter an impression of the post-office stamp indicating the date and time of posting.

The impression, which might be of importance in the case of business letters, is obtained by means of a special preparation applied to the inside of the envelope. Under the pressure of the dated stamp, this preparation produces a second, coloured, impression on the letter, which is as distinct as the original one.

* * *

The Director General of the Post Office of British India has recently had the kindness to send to this Office a highly interesting collection consisting of 71 specimens of the characters used in writing 62 different vernacular languages, within the district of this Administration.

If only a part of the correspondence emanating from the native population is addressed in these characters, the officers of the Posts of India must have to contend with serious difficulties in deciphering the same.

* * *

Il y a lieu d'ajouter le Honduras britannique aux Colonies anglaises désignées, à la fin de notre dernier numéro, comme devant entrer dans l'Union générale des postes, à partir du 1^{er} janvier prochain.

* * *

Dans un article intitulé « La Poste à l'Exposition universelle de Paris » la revue allemande « *Archiv für Post und Telegraphie* » s'occupe de tout ce que cette exposition contient d'intéressant au point de vue postal. Elle cite, en premier lieu, un *bureau de poste américain*, installé dans un bâtiment en bois de 3^m,50 de longueur sur 2^m,75 de profondeur et 3^m de hauteur. Cette maisonnette porte l'inscription suivante: Model American Post Office Yale Lock Manufacturing Co^o; elle est pourvue d'un guichet, d'une boîte à lettres et d'un casier américain et a été envoyée à l'exposition par la Yale Lock Manufacturing Co^o, principalement dans le but de faire apprécier l'utilité des casiers de distribution inventés par cette maison et qui, de l'Amérique où ils sont très-répandus, ont déjà pénétré en Suisse.

On trouve des modèles de couloirs pour *boîtes à lettres*, à l'usage des bureaux de poste et des maisons particulières, non seulement à l'extérieur du bureau de poste américain dont nous venons de parler, mais aussi dans le compartiment des ingénieurs civils français, qui en contient une grande variété de spécimens.

Une *machine à timbrer*, construite par le mécanicien Enrico Dani à Florence, a été exposée sous les auspices de l'Administration des postes d'Italie, qui en a pourvu ses bureaux les plus importants.

Les *timbres à date* font partie de la classe 60 — Procédés pour l'imprimerie, l'impression à la main, etc. — Les timbres en acier et en cuivre exposés par le mécanicien Aug. Trouillet à Paris, fournisseur de l'Administration française, sont d'un travail parfait.

Ausser den am Schlusse der letzten Nummer dieses Blattes bezeichneten britischen Kolonien wird vom 1. Januar 1879 auch Britisch Honduras dem allgemeinen Postverein beitreten.

* * *

Ein im deutschen « Archiv für Post und Telegraphie » veröffentlichter Aufsatz über « das Postwesen auf der Allgemeinen Ausstellung in Paris » bespricht die verschiedenen, zur Ausstellung gelangten Gegenstände etc. des Postwesens, und führt von denselben zunächst ein *amerikanisches Postamt* an, welches in einem 3,50^m langen, 2,75^m tiefen und 3^m hohen Gebäude von Holz untergebracht ist. Das Häuschen trägt die Ueberschrift « Model American Post Office Yale Lock Manufacturing Co^o », ist mit Schalterfenster, Briefeinwurf und Briefausgabefächern versehen und von der Firma « Yale Lock Manufacturing Co^o » hauptsächlich zu dem Zwecke ausgestellt, um über die Beschaffenheit der von der Fabrik erfundenen und in Amerika, sowie auch in der Schweiz verbreiteten eisernen Briefausgabefächer zu unterrichten.

Muster zu Einwürfen für *Post- und Hausbriefkasten* sind nicht nur an der Aussenseite des eben erwähnten amerikanischen Postamts, sondern auch in der französischen Civil-Ingenieur-Abtheilung ausgestellt und in letzterer in allen möglichen Mustern vertreten.

Eine *Briefstempelmaschine* ist von dem Mechaniker Enrico Dani in Florenz verfertigt und auf Veranlassung der königl. italienischen Postverwaltung ausgestellt, bei deren grösseren Postanstalten sie im Gebrauch ist.

Briefaufgabestempel weist die Klasse 60 — Maschinenwesen für Buchdruck, Handdruck etc. — auf; dieselben sind von dem Mechaniker Aug. Trouillet in Paris, dem Lieferer der Stempel für die französischen Postanstalten, angefertigt, in Stahl und Kupfer geschnitten und sehr sauber gearbeitet.

In addition to the various British Colonies enumerated at the end of the last number of our periodical, that of British Honduras will be admitted on the 1st of January 1879 into the General Postal Union.

* * *

An article entitled « The postal service in the International Exhibition of Paris », and published in the German periodical « *Archiv für Post und Telegraphie* », gives an interesting account of the different implements, &c., used in the postal service, exhibited in the Exposition. It begins with the description of an *American post-office* which is located in a wooden building measuring 3,50 meters in length, 2,75 meters in depth, and 3 meters in height. The little house bears a sign with the words: « Model American Post Office, Yale Lock Manufacturing Co. », and is provided with delivery-windows, letter-box, and lock-boxes. This post-office is exhibited by the « Yale Lock Manufacturing Co. » principally for the purpose of making the public acquainted with the construction and working of these iron lock boxes of which it is the inventor, and which are in use in America and Switzerland.

Specimens of different kinds of *slits of letter-boxes for post-offices and for private houses* are not only exhibited on the outside of this American post-office, but also in the French Section for Civil Engineering, in which latter they are represented in every possible pattern.

A *contrivance for the obliteration of postage-stamps*, constructed by the mechanist Enrico Dani in Florence, is exhibited at the request of the Royal Italian Postal Administration, in the more important post-offices of which it is in use.

Postal oblitters are exhibited in class 60—Book printing and hand-printing machines—; they are made by the mechanic Aug. Trouillet in Paris, furnisher of stamps for the French post-offices, and are very

On rencontre à l'exposition deux modèles de *bureaux ambulants*, l'un français et l'autre autrichien; ce dernier se compose de deux voitures accouplées, dont l'une pour l'expédition des colis et l'autre pour l'expédition des correspondances.

L'auteur de l'article comprend, parmi les objets relatifs au service postal, divers systèmes de coffres-forts, de presses à copier et à imprimer, de machines à plier et à gommer les enveloppes, etc., dont il donne également la description.

* * *

La plupart des journaux ont raconté dernièrement qu'un M. Ploss à Chemnitz (Saxe), ayant parié que, d'après l'organisation actuelle du service des postes, un envoi postal ne mettrait pas plus de 120 jours pour faire le tour du monde, avait déposé, le 24 mai dernier à 7 h. du soir, au bureau de poste de sa résidence, une carte-correspondance portant l'invitation, à tous les chefs des bureaux de poste, de vouloir bien, à la réception de cet objet, le réexpédier suivant l'itinéraire ci-après: Alexandrie, Singapore, Yokohama, San Francisco et New-York. C'est ce qui fut exécuté ponctuellement, et la carte revint de New-York à Chemnitz le 18 septembre, ayant mis 117 jours pour faire le tour du globe.

Le Grand-Maitre des Postes de l'Empire allemand a fait photographier cette carte et a eu l'obligeance de nous en transmettre un exemplaire, en nous faisant remarquer que, si elle avait été mise à la poste à Chemnitz à 6 heures du soir, c'est-à-dire simplement une heure plus tôt, le tour qu'elle a dû faire n'aurait exigé que 96 jours, au lieu de 117, bien qu'elle eût suivi le même itinéraire. Le résultat aurait paru alors bien plus merveilleux, et plus flatteur pour le service des postes, dont l'exactitude et la précision dans les relations internationales seraient sorties victorieuses d'une épreuve en apparence bien plus difficile.

An *Bahnpostwagen* sind zwei, ein französischer und ein österreichischer, vorhanden. Letzterer besteht aus zwei zusammengekuppelten Wagen, von denen der eine als Gepäckraum, der andere als Briefraum dient.

Von sonstigen, den Postdienst angehenden Gegenständen der Ausstellung erwähnt der Aufsatz noch Geld- und Werthschränke, Kopir- und Druckmaschinen, eine Maschine zum Falten und Leimen der Briefumschläge u. a. m.

* * *

In verschiedenen Zeitungen war vor Kurzem die Nachricht enthalten, dass in Folge einer Wette — die sich darauf bezog, dass bei den jetzigen Posteinrichtungen die Beförderung einer bestimmten Postsendung um die Welt nicht mehr als 120 Tage in Anspruch nehme — ein Herr Ploss in Chemnitz in Sachsen am 24. Mai d. J. Abends nach 7 Uhr eine Postkarte daselbst zur Post geliefert habe, welche, mit der Bitte an «alle Postmeister» versehen, die Karte gleich nach dem Empfange, der Reihe nach, nach Alexandrien, Singapore, Yokohama, S. Francisco und New-York weiterzusenden, von letzterem Orte aus am 18. September d. J., mithin nach 117 Tagen, in Chemnitz wieder eingetroffen sei.

S. Exc. der Kaiserl. deutsche General-Postmeister hat diese Karte auf photographischem Wege vervielfältigen lassen und die Güte gehabt, uns ein Exemplar der Abbildung zu übersenden, mit dem gleichzeitigen Bemerkten, dass, wenn die Einlieferung der Karte nur etwa eine Stunde früher erfolgt wäre, die Beförderung auf dem bezeichneten Wege nicht 117, sondern nur 96 Tage erfordert hätte. Das Ergebniss würde alsdann die Pünktlichkeit und Regelmässigkeit in dem Betriebe der Postanstalten des Weltpostvereins in noch hellerem Lichte haben erscheinen lassen, als es im vorliegenden Falle geschehen ist.

well embossed in steel and copper.

There are two *travelling post-office vans*, one French and the other Austrian. The latter consists of two vans coupled together, one of them being used as office-room, and the other as parcel-room.

Among other objects connected with the postal service, contained in the Exhibition, the article mentions safes for money and valuable papers, copying and printing machines, a machine for folding and gumming envelopes, &c.

* * *

A short time ago several papers contained the news that, in consequence of a bet,—that the conveyance of a certain postal article round the world would, with the existing postal arrangements, be effected within 120 days,—a Mr. Ploss in Chemnitz, Saxony, had mailed at that place, on the 24th of May last at 7 p. m., a post-card, furnished with a request to «all postmasters» to despatch it successively, and without loss of time, to Alexandria, Singapore, Yokohama, San Francisco, and New-York. This request was punctually complied with, and the card arrived in Chemnitz, from New-York, on the 18th of September last, viz., after 117 days.

His Excellency, the Imperial German Postmaster General has caused this card to be photographed, and has had the kindness to transmit us a copy of the same with the remark that, had it been posted in Chemnitz an hour earlier, that is to say, up to six o'clock in the evening, it would have accomplished its journey, by the route indicated by the sender, in 96 days only, instead of 117. The result would thus have shown the punctuality and regularity of the services of the Administrations of the Universal Postal Union in a still more brilliant light than has been the case in this instance.

L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES

Abonnements particuliers.

Un an fr. 4. 60

Six mois „ 2. 30

Trois mois „ 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

Avis. — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* à M. A. Moret, 1^{er} secrétaire du Bureau international, à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

III^e volume.

N^o 12.

Berne, 1^{er} Décembre 1878.

Sommaire. — I. LA STATISTIQUE POSTALE ET SON IMPORTANCE POUR LES ADMINISTRATIONS. — II. INTRODUCTION D'UNE TAXE UNIQUE POUR LES MENUS OBJETS DANS LES ÉCHANGES INTERNATIONAUX — III. COMMUNICATIONS.

La statistique postale et son importance pour les Administrations. *)

Le développement continu du service des Postes et l'intérêt toujours croissant que, non seulement en Europe, mais dans tous les pays civilisés du monde, les classes intelligentes attachent au perfectionnement des institutions de transport et des moyens de communication, ont pour effet d'augmenter de jour en jour l'importance des constatations statistiques sur les différentes branches de l'exploitation postale.

Par suite de l'expansion rapide et générale des relations, les moyens d'action du service postal sont sujets à des modifications continuelles. Des bureaux de poste sont créés, d'autres supprimés; le service de ces bureaux est organisé à nouveau; des services de courriers sont établis, supprimés ou modifiés; des bâtiments sont achetés ou reconstruits; parfois des circonstances particulières entraînent modification de la législation postale ou des tarifs; de temps à autre, les exigences du service international réclament la conclusion de nouveaux arrangements avec les offices étran-

*) Par un de nos correspondants les plus sympathiques, très-expérimenté en matière de statistique postale.

Die Poststatistik und ihre Bedeutung für die Verwaltungen. *)

Mit der fortschreitenden Entwicklung des Postwesens und mit dem steigenden Interesse, welches der gebildete Theil der Bevölkerung nicht nur Europa's, sondern auch der meisten civilisirten Staaten in den übrigen Welttheilen an den grossartigen Fortschritten des Verkehrswesens nimmt, wachsen auch die Anforderungen an die Führung statistischer Nachrichten über Postbetrieb und Postverkehr.

Die Bedürfnisse der Postverwaltungen sind wegen des rastlos sich bewegenden, in der Regel steigenden Verkehrs einem steten Wechsel unterworfen. Es kommt je und je vor, dass Postanstalten neu errichtet, andere aufgehoben, die Arbeits- und Geschäftsverhältnisse der Postanstalten neu geregelt, Postkurse eingerichtet, aufgehoben oder verlegt, dass Grundstücke erworben, Posthäuser erbaut werden müssen; veränderte Zeitverhältnisse bedingen nicht selten Aenderungen in der Postgesetzgebung und in den Gebühren-

*) Von einem unserer auswärtigen geschätzten Mitarbeiter, welchem auf dem Gebiete der Poststatistik langjährige Erfahrungen zur Seite stehen.

Postal statistics and their importance to the Administrations. *)

With the continual development of the postal service, and with the increasing interest taken in the immense progress made by all institutions for effecting communication and intercourse, not only by the more educated part of the population of Europe, but also by that of most of the civilized countries in the other parts of the world, the demands made on the keeping of statistical accounts relative to postal business become greater every day.

Owing to the never ceasing, and, as a rule, increasing traffic, the requirements of the Postal Administrations are subject to perpetual change. New offices have to be established, and old ones discontinued; their working and business conditions have to be regulated anew; postal services and routes have to be established or discontinued; land has to be purchased, and post-offices to be built; changes brought about by time not infrequently involve modifications in the postal laws and tariffs; the conclusion of new international treat-

*) By one of our respected foreign colleagues who has had many years' experience in the sphere of postal statistics.

gers ou l'introduction d'autres dispositions jugées nécessaires; enfin, l'obligation périodique de préparer le budget des recettes et des dépenses amène celle d'établir anticipativement, et pour une période de temps assez longue, l'estimation des charges et des produits de l'exploitation.

Pour satisfaire convenablement à toutes ces obligations, une connaissance approfondie de la situation du service est indispensable. La statistique remplit ici un rôle important: traduisant en chiffres le mouvement si variable de la correspondance, elle permet — ce que l'on ne pourrait obtenir d'aucun autre procédé —, d'introduire la lumière dans cette vaste exploitation qui constitue le domaine des administrations postales. Aucun rapport, fût-il même présenté sous les plus vives couleurs, ne parviendrait à donner une idée bien nette de l'importance du service dans une seule ville, et même dans un seul bureau, si cette importance n'était pas traduite par des chiffres. C'est donc avec raison, et c'est parce que l'administration et le public y trouvent la sauvegarde de leurs intérêts, que l'on attache tant de prix aux constatations qui découlent de la statistique sur l'état des communications postales et sur la situation du service. Aussi, dans tous les Etats où la Poste est organisée, est-il procédé périodiquement sur cette matière à des enquêtes dont les résultats sont consignés méthodiquement dans les tableaux préparés à cette fin par les différentes administrations.

Les statistiques postales n'embrassent pas la même étendue dans tous les pays et le soin qui préside à leur établissement varie, en règle générale, suivant que les administrations comprennent mieux l'utilité de ce travail et le secours qu'elles peuvent en retirer.

Mais si les renseignements fournis par la statistique sont de nature à édifier les administrations sur la situation de leur propre service intérieur, il n'en est pas de même dans les relations internationales où il

Tarifen; zur Hebung und Erleichterung des Verkehrs wird von Zeit zu Zeit die Abschliessung neuer internationaler Verträge oder die Einführung anderer Verbesserungen notwendig; die regelmässig wiederkehrende Anfertigung der Einnahme- und Ausgabe-Etats erfordert die Veranschlagung der voraussichtlichen Einnahmen und Ausgaben für einen längeren vorliegenden Zeitraum.

Zur sicheren Ausführung all' dieser Massnahmen ist eine genaue Kenntniss von den Zuständen im Bereiche des Postwesens unentbehrlich. Hier erfüllt nun die Statistik ihre wichtige Aufgabe, indem sie die fort und fort wechselnden Verhältnisse in Ziffern zur Darstellung bringt und dadurch die auf einem andern Wege nicht erreichbaren Mittel gewährt, einen klaren Einblick in das grossartige Getriebe der Verwaltung des Postwesens zu erlangen. Kein Bericht, auch mit den lebhaftesten Schilderungen ausgestattet, vermag ein richtiges Bild von dem Verkehr eines Orts oder auch nur einer einzelnen Betriebsstelle zu liefern, wenn nicht zugleich eine den Gegenstand beleuchtende Zahlenaufstellung hierbei unterstützend mitwirkt. Aus diesem Grunde wird zur Sicherstellung der Interessen der Verwaltung und des Publikums auf das Vorhandensein des für die Prüfung und Beurtheilung der Verkehrsverhältnisse erforderlichen statistischen Materials ein so ausserordentlich grosser Werth gelegt. Es werden in allen Staaten, in welchen ein geregeltes Postwesen besteht, periodisch wiederkehrende Erhebungen über die Postverkehrsverhältnisse vorgenommen und die Ergebnisse systematisch geordnet zusammengestellt.

Der Umfang der Erhebungen ist bei den einzelnen Verwaltungen allerdings verschieden. In demselben Grade, in welchem die Erkenntniss von dem Nutzen und die Ueberzeugung von der Nothwendigkeit fortlaufender Erhebungen vorhanden ist, wird sich auch die Pflege der Statistik als eine mehr oder minder sorgfältige erweisen.

ties, or the introduction of other improvements is from time to time necessary in order to extend the service, and to grant new facilities to the public; the periodical preparation of the estimates of revenue and expenditure necessitates the calculation of the probable receipts and expenses for a somewhat considerable time to come.

An accurate knowledge of the state of things in all branches of the postal service is indispensable for the reliable execution of all these measures. This knowledge is acquired from statistics, whose important task it is to give, by means of figures, a representation of the constantly changing situation, thus affording the means, which could not be procured in any other way, of obtaining a clear insight into the imposing machinery of the administration of the postal service. No report, however vivid the descriptions it contains, can give a true picture of the traffic of a locality, or of only a single post-office, if it is not accompanied by a compilation of figures illustrating the subject. This is the reason why, in order to protect the interests of the Administrations and of the public, such extraordinary importance is attached to the drawing up of the statistical information necessary for examining and judging of the state of the postal service. In all countries possessing well-regulated postal institutions, statistical information on the operations of the postal service is collected at periodical intervals, and the results thus obtained are systematically arranged and put together in tables.

The extent to which the collection of statistical information is carried, varies in the different Administrations. As the knowledge of the usefulness of statistics extends, and the conviction grows that it is necessary to collect them regularly and continuously, so the amount of care with which they are taken, increases.

Although the statistical information collected with so much trouble sufficiently answers the purposes of

reste encore à réaliser un progrès considérable: nous voulons parler du manque d'uniformité dans les formules servant à l'établissement de la statistique. Ce défaut ne se révèle pas, d'ailleurs, uniquement dans les statistiques établies par les administrations postales; d'autres administrations ont constaté le même désavantage dans leurs enquêtes périodiques sur les matières de leur ressort respectif. La Belgique entreprit, la première, de remédier aux inconvénients d'un pareil état de choses, et, dès l'année 1841, elle se résolut à modifier ses travaux de manière à donner satisfaction aux nécessités signalées. Ses efforts ne tardèrent pas à être couronnés de succès et les procédés nouveaux, introduits par elle en matière de statistique, servirent bientôt de modèle aux administrations d'autres pays. Les aspirations vers l'uniformité dans la statistique étant devenues générales, les tentatives faites pour y donner satisfaction donnèrent naissance au Congrès international de statistique. La première idée en est due également à la Belgique et notamment à la Commission centrale de statistique dont faisait partie le célèbre Quetelet qui, pour sa part, témoigna le plus grand zèle en faveur du projet. Ce Congrès reçut pour mission d'établir l'uniformité dans les publications statistiques, de recueillir tous les renseignements relatifs aux différentes branches de l'économie politique et sociale, en vue de la solution de toutes les questions internationales qui se rattachent au domaine scientifique et administratif; enfin, de répandre partout le goût de la statistique, en faisant ressortir l'utilité de cette science et les avantages que l'on peut retirer de ses indications.

En règle générale, le Congrès international de statistique se réunit tous les 2 ou 3 ans en assemblée générale. Jusqu'à ce jour, il a été convoqué 9 fois, savoir: à Bruxelles, en 1853; à Paris, en 1855; à Vienne, en 1857; à Londres, en 1860; à Ber-

Genügt nun auch das mühevoll gesammelte statistische Material zwar für die Zwecke der Verwaltung zur Beurtheilung der Verhältnisse innerhalb des eigenen Postgebiets, so bleibt doch ein wesentlicher Vortheil der Statistik unerreicht, weil es im internationalen Verkehr noch immer an der nöthigen Uebereinstimmung in den Grundsätzen bei Aufstellung der statistischen Tabellen fehlt. Dieser Uebelstand giebt sich nicht allein in der Statistik der Postverwaltungen kund, auch andere Verwaltungen haben in ihrem Bereiche bezüglich der statistischen Ermittlungen einen ähnlichen Mangel erkannt. In Belgien gab diese Erkenntniss bereits im Jahre 1841 Veranlassung, die Statistik dem allgemein gefühlten Bedürfnisse entsprechend anderweit zu regeln. Die desfallsigen Bemühungen führten zu überraschend günstigen Erfolgen. Die vorzüglichen statistischen Arbeiten der belgischen Verwaltung dienten als Vorbild für die Verwaltungen anderer Länder. Das Verlangen nach Gleichmässigkeit in der Statistik ward allgemeiner, und das Streben nach Befriedigung erzeugte schliesslich die Bildung des internationalen statistischen Kongresses. Auch hierzu ging der erste Gedanke von Belgien aus und zwar von der statistischen Central-Kommission in Brüssel, wo der berühmte Quetelet voll Begeisterung für die Gründung des Unternehmens eintrat. Als Zweck verfolgt der internationale statistische Kongress die Herstellung der Vergleichbarkeit der statistischen Veröffentlichungen, die Beschaffung statistischer Nachrichten aus allen Gebieten des Staats- und Völkerlebens zur Beantwortung von Fragen internationaler Bedeutung aus dem Bereiche der Wissenschaft und der Verwaltung, sowie die Förderung der Liebe zur Statistik, der Einsicht ihres Nutzens und des rechten Gebrauchs ihrer Ergebnisse.

Der Kongress tritt in der Regel alle zwei bis drei Jahre zum Zweck der Berathung zusammen. Bis jetzt fanden neun dergleichen Berathungen statt und zwar zu Brüssel im Jahre

the Administrations, by enabling them to form a correct opinion as to the state of the postal service within the limits of their own territories, still, one of its material advantages has not yet been attained, because the principles according to which the statistical tables relative to international relations are drawn up, have still not reached the necessary uniformity. This inconvenience is not only felt in the statistics of the Postal Administrations; other public administrations too complain of it with regard to the statistical information concerning their spheres of business. Belgium was the first country,—as early as 1841,—to take the initiative in obviating this state of things, and regulating the statistics in such a manner as to give satisfaction to the wants generally felt in that respect. These endeavours were crowned with surprising success. The excellent statistical arrangements of the Belgian Administration were taken as models by the Post Offices of other countries. The desire for uniformity in the statistics became more general, and the endeavours made with a view to satisfy it, eventually led to the formation of an international statistical Congress. The first idea of establishing this Congress was also conceived in Belgium, and this, by the Central Committee for statistics in Brussels, where the celebrated Quetelet enthusiastically pleaded for the carrying out of the undertaking. The end kept in view by the international statistical Congress is to ensure the comparability of statistical publications; to collect statistical information relative to all the spheres of the life of States and nations, in order to answer scientific and administrative questions of international importance; and lastly, to promote the love of statistics, the acknowledgment of their usefulness, and the correct application of their results.

As a rule, the Congress meets every two or three years for the purpose of discussion. Nine such meetings have been held up to the present, *i. e.*, in Brussels in 1853,

lin, en 1863; à Florence, en 1867; à la Haye, en 1869; à St-Petersbourg, en 1872 et à Buda-Pest, en 1876.

Dans sa 8^e session qui s'est ouverte à St-Petersbourg le 10-22 août 1872, le Congrès a compris dans ses délibérations les questions relatives à la statistique du service des Postes, et le résultat de ses travaux en cette matière peut être considéré comme un progrès important dans la voie de l'uniformité. Voici quelles sont les résolutions adoptées par cette assemblée:

1^o Les publications des données statistiques sur les relations postales se feront d'après un programme comprenant:

- a) l'établissement,
- b) l'exploitation et
- c) les résultats financiers.

2^o Ces données seront précédées de l'indication des taxes postales et des règles fondamentales qui régissent chaque catégorie de correspondances.

3^o Les opérations de chaque bureau de poste seront énoncées d'après les indications d'un tableau général.

4^o Indépendamment de ce tableau, il sera dressé des tableaux spéciaux dans une forme analogue à celle du tableau général, indiquant:

- a) l'échange des correspondances internationales, classé par Etats, et
- b) les opérations de chaque poste urbaine.

5^o Les pays où il existe des taxes postales différentielles pour le transport de certaines correspondances, comme, par exemple, des valeurs et des objets de messageries (colis), dresseront des tableaux particuliers du mouvement de ces correspondances, classées par catégorie de valeurs, de distances parcourues ou autres conditions de taxation déterminées par la législation postale du pays.

1853, zu Paris im Jahre 1855, zu Wien im Jahre 1857, zu London im Jahre 1860, zu Berlin im Jahre 1863, zu Florenz im Jahre 1867, im Haag im Jahre 1869, zu St. Petersburg im Jahre 1872, zu Buda-Pest im Jahre 1876.

In seiner achten Berathungsperiode zu St. Petersburg am 10./22. August 1872 hat der Kongress auch die Statistik über den Postverkehr in den Kreis seiner Erwägungen gezogen. Das Ergebniss darf als ein bedeutender Schritt auf dem Wege zur Erlangung der wünschenswerthen Einheit in der Poststatistik angesehen werden. Es gelangte nämlich folgender Beschluss zur Annahme:

1. Die Veröffentlichungen statistischer Angaben über den Postverkehr sind nach Massgabe eines Programms vorzunehmen, welches sich auf

- a. die Einrichtung,
- b. die Benutzung und
- c. die Ertrags-Ergebnisse

bezieht.

2. Diesen letzteren ist die Angabe der Posttaxen und der Versendungsbedingungen voranzuschicken, welche auf die verschiedenen Korrespondenzklassen Anwendung finden.

3. Die Thätigkeit jeder Postanstalt ist nach Massgabe eines besondern Formulars darzustellen.

4. Unabhängig hiervon sind Spezialtabellen in einer der allgemeinen Tabelle analogen Form aufzustellen über

- a. den internationalen Korrespondenzverkehr, geordnet nach Staaten, und
- b. die Thätigkeit jeder einzelnen Stadtpost.

5. In Ländern, wo verschiedene Posttaxen für die Beförderung gewisser Verkehrsgegenstände bestehen, — z. B. für die Beförderung von Sendungen mit oder ohne Werthangabe — sind besondere Tabellen über die Bewegung dieser Verkehrs-Gegenstände, eingetheilt nach Werthklassen, nach den durchlaufenen Entfernungen oder nach anderen, die Portosätze bestimmenden Verhältnissen, welche durch die Postgesetzgebung des Landes vorgeschrieben sind, aufzustellen.

in Paris in 1855, in Vienna in 1857, in London in 1860, in Berlin in 1863, in Florence in 1867, in the Hague in 1869, in St. Petersburg in 1872, and in Buda-Pest in 1876.

During its eighth meeting, which took place in St. Petersburg on the 10/22 of August 1872, the Congress also included the statistics of the postal service in its deliberations. The result may be considered as an important step towards the realization of the much to be desired uniformity in the preparation of postal statistics. This step consisted in the adoption of the following resolution:—

1.—The publication of statistical information relative to the postal service is to be effected according to a program, including:—

- a. the organization;
- b. the operations, and
- c. the financial results.

2.—These statements are to be preceded by the indication of the postal rates, and of the fundamental rules governing each category of correspondence.

3.—The operations of each post-office are to be recorded in a general table in accordance with a prescribed form.

4.—In addition to this table, special tables are to be drawn up in a form analogous to that of the general table, indicating:—

- a. the exchange of international correspondence, classed according to States, and
- b. the operations of every town-service.

5.—The countries in which differential postal rates are in force for the conveyance of certain kinds of correspondence, such as, for instance, articles with value declared and parcels, shall draw up special tables relative to the exchange of such correspondence, classed according to the categories of value, to the distances traversed, or other conditions of rating determined by the postal legislation of the country.

6° Autant que le mode d'enregistrement le permet, on complètera les renseignements sus-mentionnés par des données sur le poids des correspondances. —

D'après les résolutions qui précèdent on peut facilement se rendre compte du soin minutieux qui présidait, au Congrès de St-Pétersbourg, à l'examen des questions si importantes concernant la statistique postale.

On peut déjà considérer comme un acheminement vers l'uniformité les tableaux dont l'usage est recommandé par le Congrès; mais, pour y parvenir plus sûrement, il serait nécessaire d'introduire également la concordance dans la manière de procéder aux constatations statistiques et, en premier lieu, de s'entendre pour que ces constatations eussent lieu pendant une seule et même période dans tous les pays. Il est à remarquer, en effet, que les différentes administrations procèdent encore à des époques différentes aux dénombrements périodiques. Or, les résultats de ces dénombrements variant nécessairement selon les époques, il est permis de croire qu'à l'occasion, ce point important sera pris en considération, soit par le Congrès, soit par une autre autorité compétente.

Les travaux du Congrès de statistique de St-Pétersbourg ont été mis à profit par le bureau international des Postes à Berne qui, tous les ans, publie, d'après les formules adoptées par ce Congrès et sous le titre de « *Statistique générale du service postal dans les Pays de l'Union générale des Postes* », les renseignements statistiques qui lui sont communiqués par les administrations des Postes des différents pays faisant partie de l'Union. Ce travail constitue la première assise d'une statistique comparée. C'est en mesurant leurs armées sur les champs de bataille ou bien en comparant les produits de leur industrie dans les expositions universelles que les peuples acquièrent une connaissance plus complète de leur force matérielle et de

6. Soweit die Art der Aufzeichnung es gestattet, sind die oben erwähnten Nachweisungen durch Angaben über das Gewicht der Verkehrsstücke zu vervollständigen.

Aus diesem Beschluss ersieht man, welche grosse Sorgfalt den Erörterungen über die Ausbildung der Poststatistik in richtiger Würdigung ihrer Bedeutung gewidmet worden ist.

Durch die von dem Kongress in Vorschlag gebrachten Tabellen wird nun zwar eine Gleichmässigkeit in formeller Beziehung angebahnt, zur Erlangung weiterer Einheit gehört indess auch die Gleichmässigkeit in der Art und Weise der statistischen Ermittlungen, namentlich auch die Festsetzung einer allgemein von allen Verwaltungen einzuhaltenden Zeit, während welcher die Erhebungen vorzunehmen sind. Hierin besteht noch bei den einzelnen Postverwaltungen eine Verschiedenheit, welche sich auch in den Erhebungsergebnissen äussert. Es darf wohl angenommen werden, dass in weiterer Förderung der Sache auch dieser nicht unwichtige Punkt Seitens des Kongresses oder einer anderen hierzu berufenen Stelle näher in's Auge gefasst werden wird.

Nach Massgabe der vorerwähnten in St. Petersburg entworfenen Tabellen lässt das Internationale Post-Büreau in Bern alljährlich statistische Nachrichten über die Ergebnisse des Postbetriebs in den dem Weltpostverein angehörenden Ländern sammeln, in Uebersichten zusammenstellen und unter dem Titel: « *Statistique générale du service postal dans les pays de l'Union générale des postes* » veröffentlichen. Diese werthvollen Arbeiten bilden einen erfreulichen Anfang zu einer vergleichenden Poststatistik. Wie die Völker im Grossen aus der heilsamen Prüfung und Vergleichung ihrer gegenseitigen Kräfte und Leistungen — in den Kriegen, auf den Weltausstellungen — zur vermehrten Selbst-erkenntniss und weiteren Entwicke-

6.—As far as the mode of taking the statistical records permits, the above information is to be completed by the statement of the weight of the correspondence.

This resolution shows how carefully the deliberations on the development of the postal statistics were conducted, and how justly the importance of the subject was appreciated.

Although the first step towards a certain similarity with respect to form was thus taken by the Congress by the adoption of the proposed tables, still it is necessary, in order to attain to a more complete uniformity, that the manner and mode of collecting statistical information should be uniform, and this more particularly as concerns the fixing of a certain period during which all the Administrations should take their statistics. In this respect the various Administrations still differ from one another, and the consequence is that the statistical results vary accordingly. It may, however, be taken for granted that, when further steps are taken in the matter, this important point will meet with due consideration on the part of the Congress, or on that of another competent body.

In conformity with the resolution adopted in St. Petersburg, the International Postal Office at Berne now causes every year statistical information relative to the postal service to be collected in all the countries belonging to the General Postal Union. The results of these statistics are summed up by that Office in tables according to those above mentioned, and published under the title of « *Statistique générale du service postal dans les pays de l'Union générale des Postes*. » These valuable publications form a very satisfactory beginning for comparative postal statistics. As, on a large scale, nations are brought to greater self-knowledge and development by the beneficial trial and comparison of their mutual strength and ability,—in wars, or international exhibitions, for in-

leur puissance productive; de même, dans une moins vaste sphère, ce sont les tableaux d'ensemble de la statistique générale qui fournissent aux administrations postales l'occasion de confronter leurs moyens d'exploitation respectifs et l'importance relative de leurs opérations. Ce sont les chiffres consignés dans ces tableaux qui leur montrent les points sur lesquels elles se trouvent dans un état d'infériorité vis-à-vis d'autres administrations placées dans des conditions analogues, et ces comparaisons les amènent nécessairement à rechercher les causes de leur inégalité et à trouver les moyens d'y remédier. Toutefois, il n'est pas toujours possible d'étendre ces comparaisons si instructives à toutes les parties du service postal; attendu que, si la plupart des administrations de l'Union fournissent des renseignements complets, on en voit encore un certain nombre dont les relevés statistiques présentent des lacunes. Il est cependant à constater que, jusqu'à présent, la statistique générale du Bureau international l'emporte sur toutes les autres publications de même nature par la multiplicité et par l'authenticité de ses renseignements. Les tableaux dressés par le Bureau international donnent, pour chacun des pays de l'Union, l'indication exacte du nombre des lettres et des cartes postales par habitant. On paraît ajouter une grande valeur à cette indication, par la raison qu'elle semble être la pierre de touche des progrès de la civilisation et de l'instruction dans ces pays. Les calculs faits à cet égard par le Bureau international se distinguent, d'ailleurs, par leur exactitude, de ceux que l'on rencontre dans d'autres publications, étant basés uniquement sur le nombre des lettres et cartes postales originaires d'un même pays et non, comme on le fait généralement, sur le nombre total des lettres et cartes postales expédiées, reçues et transitant par ce même pays. Il est évident que les correspondances provenant de l'étranger ne peuvent pas entrer ici en ligne de

lung gelangen, so wird den Postverwaltungen für ihren engeren Bereich durch jene Uebersichten die Gelegenheit geboten, ihre in Ziffern dargestellten Betriebseinrichtungen und Leistungen gleichfalls miteinander zu messen und aus dem Ergebniss die Erkenntniss zu gewinnen, nach welcher Richtung hin etwa die eigenen Leistungen einer Verwaltung hinter denen anderer Verwaltungen mit analogen Verhältnissen zurückbleiben. Solche Wahrnehmungen fordern auf, den Ursachen der zu Tage getretenen Mängel nachzuforschen und auf Abhilfe Bedacht zu nehmen. Es lässt sich allerdings nicht nach allen Richtungen jene fruchtbringende Vergleichung vornehmen; denn wenn auch von einem grossen Theile der Vereinsverwaltungen vollständige Angaben geliefert worden sind, so zeigen sich in den gedachten Zusammenstellungen doch manche Lücken. Es muss indess hervorgehoben werden, dass bis jetzt ähnliche ausführliche und zuverlässige Veröffentlichungen noch von keiner andern Seite erfolgt sind. Sehr richtig finden sich in denselben die Mittheilungen über die Zahl der Briefe und Postkarten auf *einen Einwohner jedes Vereinslandes* angegeben. Man pflegt derartigen Berechnungen einen gewissen Werth beizulegen, indem man darin u. A. auch einen ungefähren Massstab für das Verhältniss des Bildungsstandes und der Schreibfähigkeit der Landesbewohner finden will. Die vorgedachten Mittheilungen zeichnen sich vor anderen ähnlichen Aufstellungen durch Korrektheit aus. Den desfallsigen Ermittlungen liegt nämlich, in richtiger Auffassung des Verhältnisses, die Zahl lediglich der bei den Postanstalten *aufgegebenen* Briefe und Postkarten zum Grunde und nicht auch, wie dies in anderwärts bewirkten Aufstellungen nicht selten irrtümlicher Weise vorkommt, auch die Zahl der vom Auslande *eingegangenen* und *im Durchgange* beförderten Sendungen. Diese letzteren dürfen füglich nicht in Betracht gezogen werden, weil sie nicht in derjenigen Bevölkerung ihren Ursprung

stance,—so the Postal Administrations, in their more restricted sphere of action, may, by means of such statistical tables, likewise measure their arrangements and capacities expressed in figures, and reap from such comparison the knowledge in what direction the results of their own services perhaps remain behind those of another Administration placed in conditions analogous to their own. Such observations act as a stimulant to the Administrations, inducing them to seek the causes of the deficiencies thus brought to light, and to take the measures necessary for their removal. These useful comparisons cannot, it is true, be made in every direction; for, although a great part of the Administrations of the Union furnish complete statistical statements, still the above-mentioned tables show many empty spaces. It may, however, be pointed out that equally detailed and reliable publications have not, as yet, been issued from any other quarter. A statement contained in the tables published by the International Office, which is quite to the purpose, consists of the indication of the number of letters and post-cards falling to the share of *every inhabitant of each of the Union countries*. A certain importance is usually given to such calculations, as, among other things, they are considered an approximate standard of the degree of the education of, and the extent to which writing is practised by, the inhabitants of a country. The above-mentioned statistics are distinguished from all other similar publications, by their exactness. In correct appreciation of the real state of things, they are based exclusively on the number of letters and post-cards *despatched* by the post-offices, and not, as is frequently, and quite erroneously the case with other statistics, on the number of articles *despatched*, together with that of objects *received* from foreign countries, and that of articles *forwarded in transit*. These latter categories of mail matter must certainly not be taken into consideration, as they have

compte, puisqu'elles ne sont pas expédiées par les habitants du pays dont il s'agit de constater la situation au point de vue des relations épistolaires.

La statistique des paquets et des envois de valeurs par la voie de la poste a attiré récemment l'attention d'une manière particulière, par suite du doute qui s'était élevé sur l'exactitude des renseignements relatifs à l'échange international des objets de messageries. On avait pensé qu'il serait, par suite, impossible d'établir, année par année, la situation de l'échange des valeurs et des objets de messageries entre les différents pays. La statistique si complète de l'Administration des postes allemandes, dont le trafic s'étend au transport des paquets et des envois de valeurs, est bien faite pour démontrer l'inexactitude d'une pareille supposition. D'après cette statistique, le nombre des paquets *sans déclaration de valeur* s'est élevé, savoir:

Envois de l'étranger pour l'Allemagne,	
en 1872, à	206,287
» 1873 »	225,792
» 1874 »	274,576
» 1875 »	319,230
» 1876 »	346,960
» 1877 »	379,090
Envois de l'Allemagne pour l'étranger,	
en 1872, à	633,936
» 1873 »	668,131
» 1874 »	743,962
» 1875 »	883,482
» 1876 »	950,790
» 1877 »	1,037,200

On voit que le nombre des colis provenant de l'Allemagne à destination de l'étranger a dépassé le nombre des colis provenant de l'étranger à destination de l'Allemagne,

en 1872, de	427,649
» 1873 »	442,339
» 1874 »	469,386
» 1875 »	564,252
» 1876 »	603,830
» 1877 »	658,110

Si, en Allemagne, l'exportation des colis de marchandises par la voie de la poste a été plus considérable que l'importation de ces colis, il s'en suit nécessairement que les envois de

haben, auf welche sich die Ermittlung bezieht.

Der Statistik über die mit der Post beförderten Päckerei- und Werthsendungen ist in neuerer Zeit, veranlasst durch die rege gewordenen Zweifel an der Richtigkeit der Nachweise über den auswärtigen Handelsverkehr, ein besonderes Interesse zugewendet worden. Man hat versucht, daraus einen Anhalt für die Gestaltung des Verhältnisses des Waaren- und Geldverkehrs zwischen den verschiedenen Ländern und in den verschiedenen Jahren herzuleiten. Die ausführliche Statistik der deutschen Reichs-Postverwaltung, zu deren Betrieb auch die Packet- und Geldbeförderung gehört, erscheint geeignet, dies durch ein Beispiel zu erläutern. Nach Inhalt jener Statistik beträgt nämlich die Stückzahl der *Packete ohne Werthangabe*

nach dem deutschen Reichs-Postgebiet *aus* dem Auslande:

1872	206,287
1873	225,792
1874	274,576
1875	319,230
1876	346,960
1877	379,090

aus dem deutschen Reichs-Postgebiet *nach* dem Auslande:

1872	633,936
1873	668,131
1874	743,962
1875	883,482
1876	950,790
1877	1,037,200

Die Zahl der Päckereien *aus* dem deutschen Reichs-Postgebiet *nach* dem Auslande *übersteigt* hiernach die Zahl der Päckereien *nach* dem deutschen Reichs-Postgebiet *aus* dem Auslande

im Jahre 1872 um	427,649	Stück
» » 1873 »	442,339	»
» » 1874 »	469,386	»
» » 1875 »	564,252	»
» » 1876 »	603,830	»
» » 1877 »	658,110	»

Wenn *nach* Vorstehendem die Waarenausführung mit der Post aus dem deutschen Reichs-Postgebiet grösser gewesen ist, als die Waareneinführung dorthin, so muss folge-

not their origin with the population to which the accounts relate.

The statistics relative to the transmission by post of parcels and articles with value declared have lately been followed with special interest caused by certain doubts expressed as to the correctness of statistical records concerning commercial relations with foreign countries. An attempt has been made to find in them a basis for the comparison of the exchange of money and merchandize between different countries during different years. The detailed statistics of the Imperial German Administration of Posts, whose operations include the transmission of parcels and articles with value declared, seem to us to afford an appropriate illustration. According to these statistics, the number of *parcels without declaration of value*

for Germany, *from* foreign countries, amounted

in 1872 to	206,287
» 1873 »	225,792
» 1874 »	274,576
» 1875 »	319,230
» 1876 »	346,960
» 1877 »	379,090

from Germany, *for* foreign countries, amounted

in 1872 to	633,936
» 1873 »	668,131
» 1874 »	743,962
» 1875 »	883,482
» 1876 »	950,790
» 1877 »	1,037,200

According to these figures, the number of parcels sent *from* Germany *to* foreign countries *exceeds* that of parcels addressed *to* Germany *from* foreign countries,

in the year 1872 by	427,649
» » » 1873 »	442,339
» » » 1874 »	469,386
» » » 1875 »	564,252
» » » 1876 »	603,830
» » » 1877 »	658,110

If, according to this comparison, the exportation of merchandize through the mails from Germany has been greater than the importation into that country, it is a logical conclu-

fonds de l'étranger pour l'Allemagne ont dû l'emporter sur ceux de l'Allemagne pour l'étranger. Or, en examinant la statistique à ce point de vue, on trouve qu'elle confirme entièrement le raisonnement ci-dessus. Il résulte, en effet, de la statistique allemande, que l'échange des valeurs déclarées a donné les résultats suivants.

Envois de valeurs déclarées de l'étranger pour l'Allemagne.

	Lettres millions de marks	Paquets millions de marks	Ensemble millions de marks
1872	242,7	385,0	627,7
1873	265,2	296,3	561,5
1874	276,1	254,4	530,5
1875	243,9	234,0	477,9

Envois de valeurs déclarées de l'Allemagne pour l'étranger.

	Lettres millions de marks	Paquets millions de marks	Ensemble millions de marks
1872	194,1	237,5	431,6
1873	224,7	191,4	416,1
1874	214,0	195,2	409,2
1875	261,1	204,6	465,7

L'excédant des valeurs déclarées adressées de l'étranger en Allemagne, sur les valeurs déclarées expédiées de l'Allemagne à l'étranger s'est donc élevé en

1872 à	196,1 millions de marks,
1873 »	145,4 » » »
1874 »	121,3 » » »
1875 »	12,2 » » »

On remarquera sans doute que l'excédant des valeurs adressées de l'étranger en Allemagne n'atteint pas proportionnellement celui des paquets ordinaires expédiés de l'Allemagne à l'étranger; mais il ne faut pas perdre de vue qu'en règle générale, les envois de fonds par la voie de la poste ne sont pas déclarés à leur valeur intégrale et qu'il existe, au détriment de la poste, des institutions d'assurance auxquelles les banquiers surtout ont fréquemment recours.

Nous ne saurions affirmer que les indications qui précèdent sont d'une

richtig die Geldeinführung in das deutsche Reichs-Postgebiet aus dem Auslande grösser sein, als die Geldabsendung aus dem deutschen Reichs-Postgebiet nach dem Auslande. Betrachtet man von diesem Gesichtspunkte aus die Statistik, so findet man, dass dieselbe die Richtigkeit jener Folgerung bestätigt. Der Verkehr gestaltet sich nämlich wie folgt:

Werthbetrag der Geld- und Werthsendungen nach dem deutschen Reichs-Postgebiet aus dem Auslande

	in Briefen Mill. Mark	in Packeten Mill. Mark	Gesamt- Werthbetrag Mill. Mark
1872	242,7	385,0	627,7
1873	265,2	296,3	561,5
1874	276,1	254,4	530,5
1875	243,9	234,0	477,9

Werthbetrag der Geld- und Werthsendungen aus dem deutschen Reichs-Postgebiet nach dem Auslande

	in Briefen Mill. Mark	in Packeten Mill. Mark	Gesamt- Werthbetrag Mill. Mark
1872	194,1	237,5	431,6
1873	224,7	191,4	416,1
1874	214,0	195,2	409,2
1875	261,1	204,6	465,7

Es übersteigt demnach der Werthbetrag der Geld- und Werthsendungen nach dem deutschen Reichs-Postgebiet aus dem Auslande den Werthbetrag der Sendungen in umgekehrter Richtung

im Jahre 1872	um 196,1 Mill. Mark,
» » 1873	» 145,4 » »
» » 1874	» 121,3 » »
» » 1875	» 12,2 » »

Wenn nun auch der Werthbetrag der Sendungen aus dem Auslande nicht in demselben Verhältniss gestiegen ist, wie die Menge der gewöhnlichen Packete nach dem Auslande, so kommt hierbei in Betracht, dass erfahrungsmässig viele mit der Post beförderten Geldsendungen nicht zum vollen Werthbetrage deklariert werden, und dass zur Versicherung gegen Verluste von Postsendungen Einrichtungen bestehen, welche namentlich von Bankiers häufig benutzt werden.

Die obige Ausführung, weit entfernt einen Anspruch auf unbedingte

sion that the importation of money from foreign countries into Germany should have been greater than the exportation of money from Germany to foreign countries. If the statistics are examined from this point of view, it will be found that they confirm the correctness of this inference. The exchange of money by post has been as follows:—

Aggregate value of articles with value declared for Germany from foreign countries,

	letters millions of Mark	parcels millions of Mark	aggregate value millions of Mark
1872	242,7	385,0	627,7
1873	265,2	296,3	561,5
1874	276,1	254,4	530,5
1875	243,9	234,0	477,9

Aggregate value of articles with value declared from Germany for foreign countries,

	letters millions of Mark	parcels millions of Mark	aggregate value millions of Mark
1872	194,1	237,5	431,6
1873	224,7	191,4	416,1
1874	214,0	195,2	409,2
1875	261,1	204,6	465,7

Thus the aggregate value of articles with value declared despatched to Germany from foreign countries, exceeds that of such articles forwarded in the opposite direction, in the year

1872 by	196,1 millions of Mark.
1873 »	145,4 » » »
1874 »	121,3 » » »
1875 »	12,2 » » »

Although the aggregate value of articles with value declared from foreign countries has not increased in the same proportion as the number of ordinary parcels from Germany, still the fact must be taken into consideration that, according to experience, many articles with value declared forwarded by post do not bear the indication of their full value, and that there are institutions for the insurance of mail-matter against loss which are principally resorted to by bankers.

The above example, far from having any claim to perfect completeness

exactitude absolue, mais nous pensons qu'elles ne présentent pas moins quelque intérêt.

Appréciant la statistique à sa valeur, plusieurs administrations d'Europe font procéder avec un soin particulier aux enquêtes périodiques. Les publications de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Suède, de la Suisse, etc., nous en donnent des preuves incontestables. La Russie a fait en cette matière d'immenses progrès, comme le démontrent notamment le rapport publié par l'administration russe sur les opérations des années 1868 à 1875 et les statistiques postales de l'Empire de Russie, effectuées en 1874 et en 1876, d'après le programme de St-Petersbourg. Dans l'administration allemande, le développement de la statistique en est même venu à ce point, que tous les bureaux de poste résument les résultats de leurs statistiques annuelles dans un tableau qui ne comprend pas moins de 140 rubriques. Chaque bureau est ainsi à même de donner, pour une période de plusieurs années, des renseignements exacts sur toutes les parties de l'exploitation et de la circulation postales dans son propre ressort. L'établissement de ces tableaux dans lesquels on trouve réunies les données afférentes à une longue période, est d'une grande utilité pour la solution d'une foule de questions qui peuvent surgir, soit dans les bureaux de poste, soit à l'administration centrale. Chaque fois, en effet, qu'il y a lieu d'examiner et de débattre une de ces questions, les tableaux dont il s'agit peuvent être mis sous les yeux des autorités appelées à émettre leur avis ou une décision sur la matière.

Mais la statistique n'a pas seulement pour but de recueillir des renseignements en vue d'éclairer l'administration, elle a aussi pour objet de renseigner le public d'une manière exacte sur la situation de l'exploitation postale.

Les efforts continuels tentés pour donner le plus d'expansion possible au service des postes ont, principale-

Vollständigkeit und Richtigkeit zu machen, erscheint doch geeignet, einiges Interesse zu bieten.

In richtiger Würdigung ihres Wertes wird den poststatistischen Erhebungen von mehreren europäischen Verwaltungen vorzugsweise eine besondere Sorgfalt zugewendet. Oesterreich-Ungarn, Belgien, Dänemark, Frankreich, Schweden, die Schweiz etc. geben hierfür in ihren bezüglichen Mittheilungen vortreffliche Beweise. Russland hat ausserordentliche Fortschritte gemacht, wie dies namentlich aus dem von der russischen Postverwaltung veröffentlichten Berichte über ihre Wirksamkeit in den Jahren 1868 bis 1875 und aus der sehr ausführlichen, unter Zugrundelegung des St. Petersburger Programms gefertigten Poststatistik des russischen Reichs für die Jahre 1874 und 1876 hervorgeht. Im deutschen Reichs-Postgebiet ist die Ausbildung der Poststatistik so weit gediehen, dass in jedem Postamte eine Zusammenstellung der jährlich stattgehabten Erhebungen in Form von statistischen Heften mit 140 Rubriken geführt wird, welche über alle Postbetriebs- und Verkehrsverhältnisse des Orts für jedes Jahr in Zahl und Wort genaue Auskunft giebt. Diese Einrichtung gewährt grossen Nutzen, indem zur Beantwortung der bei der Postanstalt selbst oder bei der Centralverwaltung häufig vorkommenden wichtigen Fragen stets ein umfassendes Material aus einem längeren Zeitraume vorliegt. Hierdurch können die in Betracht kommenden Verhältnisse bei dem Vortrage und der Erörterung der Fragen jedem Theilnehmer an den desfallsigen Berathungen in anschaulicher Weise vorgeführt werden.

Die Aufgabe der Statistik besteht aber nicht allein in der Beschaffung von Grundlagen für die Zwecke der Verwaltung, sie erstreckt sich auch darauf, eine richtige Anschauung der Verkehrsverhältnisse im Volke zu verbreiten.

Die fortgesetzten Anstrengungen zur Vollbringung erhöhter Leistungen auf dem Gebiete des Verkehrswesens

and correctness, still appears likely to afford a certain interest.

Several Administrations, and chiefly European ones, estimating the postal statistical accounts at their proper value, prepare them with special care. The statistics drawn up by the Administrations of Austro-Hungary, Belgium, Denmark, France, Sweden, Switzerland, &c., confirm this assertion in a most decisive manner. Russia has made very considerable progress, which is especially discernable in the report published by the Russian Administration on its service from 1868 to 1875, and in the very extensive postal statistics of the Russian Empire for the years 1874 and 1876, taken in accordance with the plan adopted by the Statistical Congress of St. Petersburg. In the District of the Imperial Postal Administration of Germany the development of statistics has progressed so far that each post-office keeps records of the statistics taken every year. These records are in the form of books with tables divided into 140 different columns which contain, for every year, in figures and words, accurate information relative to all that concerns the postal service of, and the special conditions relative to, the respective localities. This arrangement proves very useful, as it always furnishes ample material relating to a longer period, for deciding the important questions frequently arising either in the post-offices themselves, or in the Central Administration. By this means, the points and conditions to be taken into consideration in weighing and deciding these questions may very clearly be elucidated and explained to everyone who takes part in the deliberations.

The task to be fulfilled by statistics does not, however, only consist in furnishing a basis for the operations of the Administrations, but also in enabling the public to form a correct opinion as to the state of commercial, postal, and other similar relations.

The continual efforts made with

ment pendant les dernières années, produit des résultats qui ont particulièrement provoqué l'étonnement du public. S'il est naturel que l'administration des Postes prenne le soin d'attester publiquement l'étendue et le succès de ses opérations, il est aussi dans l'ordre des choses que le public tienne à être exactement renseigné sur tout ce qui, dans le service des Postes, présente un intérêt général. C'est à ce sentiment réciproque que répondent les *Rapports* que les administrations postales adressent à leur Gouvernement, tous les ans à des époques déterminées. Ces rapports officiels, que la plupart des administrations ont soin de rendre publics, présentent, mieux que tout autre document, l'image fidèle des progrès réalisés par chaque pays. De notre temps, en effet, l'indication du nombre des lettres et des imprimés révèle, aussi bien que la meilleure description, la situation des peuples au point de vue de l'instruction, du commerce et du bien-être. On ne parviendrait pas à se faire une idée précise des progrès de l'institution postale, sans ces rapports statistiques annuels. C'est par eux que le public est renseigné d'une manière claire et simple sur les améliorations introduites dans le service, sur le mouvement du trafic, sur les produits réalisés et sur les questions qui se rattachent à l'abaissement des tarifs postaux.

Toutefois on croit devoir exprimer le regret que ces rapports si intéressants ne reçoivent pas, en général, une publicité suffisante et, en outre, que souvent leur publication n'ait lieu que longtemps après l'expiration de l'année à laquelle ils se rapportent, et alors que ces documents ont déjà perdu une partie de leur intérêt.

Parmi les rapports administratifs les plus populaires il faut certainement ranger celui du Grand Maître des Postes britanniques. Ce petit livre ne se compose pas seulement

haben namentlich in den letztverflossenen Jahren zu Ergebnissen geführt, welche die Welt in Erstaunen setzen. Es liegt ebensowohl in der Pflicht der Postverwaltung, über Umfang und Erfolg ihrer erspriesslichen Thätigkeit näheres Zeugniß abzulegen, als es auch den berechtigten Wünschen des grösseren Theils der Bevölkerung entspricht, eine richtige Kenntniss von den, das allgemeine Interesse erregenden Posteinrichtungen zu erhalten. Dies geschieht durch die regelmässig in bestimmten Zeitabschnitten erscheinenden *Geschäftsberichte*, welche die Chiefs der Postverwaltungen dem Staatsoberhaupte und den bei der Staatsverwaltung mitwirkenden Körperschaften erstatten. Dergleichen Berichte werden von der Mehrzahl der Postverwaltungen in der Regel alljährlich veröffentlicht. Es giebt kein untrüglicheres Bild von den Fortschritten eines Landes als diese amtlichen Postberichte. Denn heutzutage sind die Angaben über die Zahl der Brief- und Drucksendungen gleichbedeutend mit den Schilderungen über den Stand der Erziehung, des Handels, der Wohlfahrt etc. der Bevölkerung. Man würde keine richtige Vorstellung von den Fortschritten im Postwesen haben, wenn diese statistischen Berichte nicht wären. Das Publikum erfährt daraus klar und deutlich, welche verbesserte Einrichtungen getroffen, welche grossartige Leistungen verrichtet worden sind, welcher Ertrag erzielt und wie alles Streben darauf gerichtet ist, die Dienste der Post so wohlfeil wie möglich zu besorgen.

Im Allgemeinen erhalten diese interessanten statistischen Postberichte nicht immer die wünschenswerthe grössere Verbreitung, auch erfolgt die Veröffentlichung mitunter erst spät nach Ablauf des Berichtsjahres, so dass das Interesse für den behandelten Gegenstand bereits etwas abgeschwächt ist.

Zu den populärsten Geschäftsberichten gehört unstreitig der Report des grossbritannischen General-Postmeisters. Die kleine Druckschrift enthält in der Darstellung der Ent-

a view to the constant improvement of the means for effecting commerce, communication, and intercourse, have been crowned, especially during the last few years, with results which astonish the world. It is as much the duty of the Postal Administrations to give a detailed account of their beneficial work, as to afford satisfaction to the reasonable demands of the larger part of the population to be furnished with accurate information relative to such postal arrangements as are of general interest. This is done by means of *Reports* regularly issued at certain periods, and submitted by the heads of the Postal Administrations to the Governments of their countries. Such reports are, as a rule, published every year by the majority of the Postal Administrations. There are no publications giving a truer picture of the progress made by a country, than these official reports. as, now-a-days the statements of the number of letters and printed papers despatched and received, are synonymous with the reports relative to the state of the education, trade, prosperity, &c. of a nation. No correct idea could be conceived as to the progress of the postal service, without these statistical reports. The public may gather from them what improved arrangements have been made, what great services performed, what financial results obtained, and how all the efforts of the Administrations have been directed to the reduction of the postal charges to the lowest possible limits.

These interesting statistical reports on the postal business do not, as a rule, receive the extensive publicity which is desirable, and as they are sometimes published long after the period to which they relate, they are not received with the interest they would otherwise have excited.

One of the most popular Reports is indisputably that issued by the Postmaster General of Great Britain. In the account it gives of the development of the postal service, it

de chiffres plus ou moins arides, mais on y trouve, en outre, une foule de particularités et de détails intéressants qui lui assurent partout un excellent accueil. Aussi n'est-on pas étonné de le rencontrer dans beaucoup de familles britanniques.

Mais si la statistique est d'une grande utilité pour l'administration, si elle est instructive pour le public, il faut reconnaître aussi que son élaboration présente beaucoup de difficultés. Comme les arts et les sciences, elle exige pour être effectuée avec succès des dispositions et des capacités spéciales. Un bon statisticien doit avoir avant tout l'aptitude du calcul. Le manque de ces qualités nécessaires explique en grande partie la répulsion que certaines personnes éprouvent pour les travaux statistiques. Cependant, il faut bien en convenir, tout le monde est plus ou moins statisticien : l'enfant qui compte ses économies, le receveur ou le caissier qui calcule ses recettes, la mère de famille qui tient son livre de ménage, comme le ministre qui suppute les charges et les ressources de l'Etat.

Parmi les autres conditions requises pour mener à bien l'établissement d'une statistique postale, il faut citer la connaissance approfondie des dispositions législatives et administratives régissant le service des Postes, une grande expérience, acquise par la collaboration personnelle au service technique de l'exploitation, la possession de notions étendues sur la géographie, une certaine intelligence des langues étrangères, etc. De même que l'établissement d'une statistique, l'emploi des données statistiques exige une grande connaissance du service. Quiconque voudrait déduire de ces données des conclusions vraies, doit avant tout se familiariser avec l'organisation du service des Postes. Et ce qui démontre la nécessité de cette étude préalable, c'est précisément l'appréciation inexacte des questions postales par des personnes étrangères au service des Postes. On trouve souvent dans

wicklung des Postwesens nicht bloss trockene Zahlen, sondern viele interessante Einzelheiten, und erfreut sich daher einer grossen Beliebtheit im Volke, so dass man diesen Bericht bei vielen Familien in Grossbritannien vorfindet.

So werthvoll die Poststatistik für die Verwaltung, so unterrichtend sie für das Publikum ist, ebenso schwierig erweist sich ihre *Bearbeitung*. Mit Erfolg betrieben, erfordert sie nicht minder, wie jede Kunst und Wissenschaft, besondere Neigung und Befähigung; auch setzt sie das Vorhandensein eines gewissen Zahlensinnes voraus. Dem Mangel an diesen Erfordernissen mag es zum Theil beizumessen sein, wenn manche Menschen eine gewisse Scheu vor statistischen Arbeiten empfinden. Näher betrachtet, treibt aber jeder Mensch mehr oder weniger Statistik: das Kind, das seine Ersparnisse zählt, wie der Geldzähler in den Münzstätten und Hauptbankkassen; die Hausfrau, die ihr Wirtschaftsbuch führt, wie die Verfasser der Staatshaushalts-Etats und Staatshauptrechnungen.

Zu den weiteren Vorbedingungen, deren Erfüllung einer erspriesslichen poststatistischen Thätigkeit vorangehen muss, gehört selbstredend genaue Kenntniss der dem Postwesen zu Grunde liegenden gesetzlichen und administrativen Bestimmungen, vielseitige Erfahrungen aus der Selbstthätigkeit im technischen Postdienste, eingehende geographische Kenntniss, Sprachkenntniss u. s. w. Aehnlich wie mit der Bearbeitung verhält es sich mit dem rechten Gebrauch der Poststatistik. Wer diese richtig anwenden will, muss sich mit den Posteinrichtungen näher vertraut machen, mögen diese immerhin einfach erscheinen. Die Nothwendigkeit eines solchen nähern Eingehens beweisen die Ansichten, die auf dem Gebiete des Postwesens von Laien in wenig zutreffender Weise entwickelt werden. In der Presse begegnet man, namentlich wenn es sich um die Vergleichung inländischer und ausländischer Post-

does not confine itself to dry figures, but also furnishes many interesting particulars. It therefore enjoys great popularity among the public of Great Britain, and is perused with interest in the family-circle.

The importance of the postal statistics to the Administrations, and the amount of information they afford to the public, are only equalled by the difficulties of the *work* to which they give rise. If these statistical labours are to be attended with success, they require, as well as any other art or science, particular taste and ability, and, moreover, arithmetical talent. It may partly be attributed to the want of these requirements, when people feel a certain disinclination to statistical labours. But a close observer will find that every human being performs more or less statistical work, for example the child when counting its counters, the cashier of a bank when counting money, the housekeeper when casting up her accounts, as well as the legislative bodies when drawing up the estimates of the revenue and expenditure of a country.

To the further qualifications required for the successful performance of the statistical labours relative to the postal service belong, of course, an accurate knowledge of the legislative and administrative principles which form the basis of the postal service, great personal experience in the technical service, extensive geographical and linguistic knowledge, &c. These qualifications are equally necessary for the right use of the statistics. In this case, an accurate knowledge of the postal arrangements is indispensable, however simple these may appear. The necessity for such a study is proved by the somewhat erroneous views expressed on postal matters by people foreign to this service. In public papers statistical information is frequently falsely applied, especially when domestic and foreign postal arrangements are com-

la presse de ces applications erronées des résultats de la statistique, et notamment quand il s'agit de comparer le service intérieur avec le service extérieur. Ces applications inexactes laissent évidemment deviner l'ignorance de leur auteur en matière postale; mais il n'en est pas moins regrettable de voir émettre de faux jugements sur une institution d'un intérêt général et d'une si grande importance pour la prospérité de toutes les nations.

On sait qu'au mois de mai dernier, lors de l'ouverture de l'Exposition universelle de Paris, où toutes les merveilles de la science, de l'art et de l'industrie s'étaient donné rendez-vous, les délégués des Gouvernements de 37 pays, appartenant à toutes les parties du monde, se réunirent dans la même ville en Congrès postal. On n'a pas oublié non plus que le grand édifice fondé à Berne, en 1874, ayant pris, dans ce Congrès, une nouvelle extension, par l'adhésion de la plupart des pays civilisés à l'Union générale des Postes, celle-ci doit s'appeler désormais « l'Union postale universelle ». Pour se rendre un compte exact de l'importance des opérations qui s'effectuent dans son domaine, l'Union postale universelle tiendra sans doute aussi à être renseignée, au moyen de statistiques spéciales effectuées suivant des règles uniformes, sur la situation de chacune des Administrations participantes. On peut donc espérer que la Poste, outre les avantages qu'elle doit en retirer, aura le mérite d'avoir, la première, introduit l'unité de la statistique dans un domaine commun à tous les Etats civilisés.

Introduction d'une taxe unique pour les menus objets dans les échanges internationaux.

Le 1^{er} novembre dernier, une taxe fixe de 50 pfennig (0,62 c^{es} 1/2) a été

einrichtungen handelt, nicht selten einer unrichtigen Anwendung der statistischen Mittheilungen. Die abgegebenen Urtheile lassen meistens die unzureichende Bekanntschaft mit den Verhältnissen erkennen. Allein man sollte sich doch vor Unrichtigkeiten hüten bei Urtheilen über Institute, die dem allgemeinen Interesse dienen und zur Wohlfahrt der Gesamtbevölkerung der Erde wesentlich beitragen.

Als im abgewichenen Monat Mai zu Paris der grosse Wettkampf aller Nationen der Erde durch Ausstellung von Erzeugnissen des Fleisses und des Geistes eröffnet wurde, versammelten sich gleichzeitig daselbst die Bevollmächtigten der Regierungen von 37 Ländern aller Welttheile zu einem Postkongresse. Auf demselben wurde das im Jahre 1874 begonnene, grossartig angelegte Werk der Vereinigung der meisten Kulturvölker zum allgemeinen Postverein weiter ausgebaut und zum « Weltpostverein » umgeschaffen. Auch der Weltpostverein wird zur Feststellung seiner innern Zustände und seiner Wirksamkeit einer nach gleichmässigen Grundsätzen von jeder Vereinsverwaltung für ihren Theil zu führenden Statistik nicht entbehren können. Es darf daher der Hoffnung Raum gegeben werden, dass die Statistik der Posten neben ihrer bisherigen hervorragenden Bedeutung für die Verwaltung auch den weiteren Vorzug noch erhalten wird, die erste einheitliche Statistik für ein, alle civilisirten Länder der Erde umfassendes Gebiet zu sein.

Die Einführung einer Einheitstaxe für kleine Packete im internationalen Postverkehr.

Seit dem 1. November d. J. besteht im Verkehr zwischen *Deutschland*

pared. The opinions expressed on the subject mostly show a deficient acquaintance with the actual state of things. Errors and mistakes should, however, be carefully avoided in criticizing institutions which serve the public interest, and materially promote the welfare of the whole population of world.

When, in May last, the great competition of all nations was opened in Paris by the exhibition of the products of industry and intelligence, the plenipotentiaries of the Governments of 37 countries of all parts of the world met in that city to hold a Postal Congress. At this Congress the work of uniting the majority of the civilized nations in a General Postal Union, founded on so vast a basis in 1874, was carried further, and this alliance was transformed into the « Universal Postal Union. » The Universal Postal Union too, in order to acquire the necessary knowledge as to the state and efficiency of its interior service will not be able to dispense with statistics taken according to uniform principles by each of its Administrations as concerns its own service. Consequently, we may venture to give expression to the hope that the honour of having taken the first uniform statistics relating to a sphere which embraces all the civilized countries of the world, will accrue to the Posts.

The introduction of a uniform rate of postage for small parcels in international relations.

On the 1st of November last, the uniform rate of postage of 50 pfennig

introduite, dans les rapports entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, pour le transport, par la voie de la poste, des menus objets dont le poids n'excède pas 5 kilogr., quelle que soit la distance entre le lieu d'origine et celui de destination. Par suite, le port d'un paquet de 5 kilogr. est uniformément de 50 pfennig; que ce paquet soit expédié de Berlin à Vienne, de Trieste à Hambourg ou à Cologne.

A partir de la même époque, une taxe uniforme de 1 fr. a été introduite dans les relations de la Belgique *) avec l'Allemagne, pour le transport des menus objets ne pesant pas plus de 5 kilogr., quels que soient également les lieux d'origine et de destination.

Or, comme la taxe uniforme de 1 fr. existe déjà, depuis le commencement de l'année dernière, dans les rapports entre l'Allemagne d'une part, la Suisse et le Danemark d'autre part; et que la même taxe est également applicable, depuis le 1^{er} novembre dernier, dans les relations de la Suisse, du Danemark et de la Belgique avec l'Autriche-Hongrie, il s'ensuit que les habitants de toutes les localités de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie peuvent expédier, par la voie de la poste et moyennant la taxe réduite de 1 fr., des paquets de 5 kilogr. pour des localités étrangères très-éloignées; par exemple, de Trieste à Ostende, de Königsberg à Genève, ou d'Innsbruck à Copenhague.

En ce qui concerne particulièrement la Suisse, le Danemark et la Belgique, l'uniformité de taxe pour les menus objets n'est pas seulement applicable aux relations de ces pays

*) En ce qui concerne la Belgique, il y a lieu de remarquer qu'il s'agit dans cet article d'un arrangement conclu, non pas avec l'Administration des postes, mais bien avec l'Administration des chemins de fer de l'Etat, et que, pour le moment du moins, les petits colis de et pour la Belgique ne peuvent être affranchis jusqu'à destination moyennant la taxe uniforme de 1 franc, que lorsqu'ils émanent ou sont à destination des localités belges desservies par les chemins de fer de l'Etat.

und *Oesterreich-Ungarn* für alle Versendungen von Postpaketen im Gewicht bis zu 5 Kilogr. der einheitliche Portosatz von 50 Pfg. = 62½ Centimen, ohne Rücksicht auf die zurückzulegende Entfernung. Es kostet daher ohne jeden Unterschied, ob von Berlin nach Wien, oder von Triest nach Hamburg bz. Köln gesandt, ein Packet bis 5 Kilogr. gleichmässig ein Porto von 50 Pfg.

Von demselben Zeitpunkte ab ist für den Verkehr zwischen *Belgien* *) und *Deutschland* eine Einheitstaxe von 1 Fr. für alle Packete bis zum Gewicht von 5 Kilogr., ebenfalls ohne Rücksicht auf die Entfernung, eingeführt worden.

Da die gleiche einheitliche Taxe von 1 Fr. bereits im Verkehr *Deutschlands* mit der *Schweiz* und *Dänemark* seit Anfang v. J. besteht, und dieselbe auch seit dem 1. November auf den Verkehr der letztgenannten beiden Länder, sowie Belgiens mit *Oesterreich-Ungarn* Anwendung findet: so ist man gegenwärtig in *Oesterreich-Ungarn* und *Deutschland* überall in der Lage, für den mässigen Satz von 1 Fr. mit der Post Packete von 5 Kilogr. auf die grössten Entfernungen, von Triest nach Ostende, von Königsberg nach Genf, von Innsbruck nach Kopenhagen zu versenden.

Der *Schweiz*, *Dänemark* und *Belgien* kommt die vereinbarte Einheitstaxe nicht nur für den Verkehr mit *Deutschland* und *Oesterreich-Ungarn*, sondern in entsprechender Weise auch

*) Bezüglich Belgiens bleibt jedoch zu bemerken, dass das betreffende Uebereinkommen nicht mit der belgischen Postverwaltung, sondern mit der belgischen Staatseisenbahn-Verwaltung abgeschlossen worden ist, und dass, wenigstens für jetzt, Packete nach oder aus Belgien durch die Einheitstaxe von 1 Fr. nur in dem Falle vollständig frankirt sind, wenn dieselben nach einer belgischen Staatseisenbahnstation bestimmt sind oder bei einer solchen aufgegeben werden.

(62½ c^{es}) for the transmission by post of small parcels not exceeding 5 kgr. in weight, without regard to distance, was adopted in the relations between *Germany* and *Austro-Hungary*. Thus, the conveyance of a parcel up to 5 Kgr. in weight, whether despatched from Berlin to Vienna, or from Trieste to Hamburg or Cologne, costs uniformly a postage of 50 pf.

On the same date a similar arrangement came into force between *Belgium* *) and *Germany*, by which a uniform postage of 1 franc was established for parcels up to 5 Kgr. in weight, equally without regard to distance.

As the same uniform postage of 1 franc has already existed since the beginning of last year in the relations of *Germany* with *Switzerland* and *Denmark*, and has, since the 1st of November last, been extended to the relations between *Austro-Hungary* on one side, and *Switzerland*, *Denmark*, and *Belgium* on the other, parcels not exceeding 5 Kgr. in weight can now be sent by mail from *Austro-Hungary* and *Germany* to very great distances (from Trieste to Ostende, from Königsberg to Geneva, from Innsbruck to Copenhagen, &c.) for the moderate postage of 1 franc.

Switzerland, *Denmark*, and *Belgium* thus not only take advantage of this uniform postage in the relations with *Germany* and *Austro-Hungary*, but also—to the extent allowed by the

*) *Remark.* As concerns *Belgium*, we must point out that the above mentioned arrangement was not concluded with the Postal Administration, but with the Administration of the Railways of the State, and that small parcels for or from *Belgium* can only be prepaid up to destination with the uniform rate of 1 franc, in case they emanate from, or are intended for, places in *Belgium* situated on the lines of the said Railways.

avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie; mais aussi, dans une certaine mesure, aux relations d'échange de ces trois pays entre eux.

La situation que nous venons de constater, et qui a eu si peu de retentissement, est cependant de la plus haute importance, non seulement pour les six pays auxquels elle s'applique, mais aussi pour tous les autres. Il est donc de notre devoir d'examiner le fait de plus près, d'autant plus que le Bureau international a été chargé par le Congrès postal de Paris de l'honorable tâche d'étudier le projet, soumis à ce Congrès par l'Administration allemande concernant l'échange des menus objets dans les limites de l'Union postale, et de provoquer, s'il y a lieu, ultérieurement la réunion d'une Conférence pour la conclusion d'un arrangement spécial relatif à ces objets.

L'introduction d'une taxe uniforme dans l'échange international des petits colis doit avoir pour effet de simplifier d'une manière considérable le service des Administrations postales ou autres qui ont dans leurs attributions le transport des objets de messageries, et de procurer, en outre, au public intéressé des avantages qu'il ne saurait trop apprécier.

Pour ne parler que des Administrations postales, combien de milliers d'agents, dans ces Administrations, ne sont-ils pas journellement dans la nécessité de sacrifier un temps précieux, et le plus souvent dans les moments de grande presse, pour établir, à l'aide de tarifs compliqués, le calcul des taxes à percevoir du chef des paquets à destination de l'étranger? Pour établir ces taxes, il faut tenir compte, en effet, des différentes progressions de poids, de distances et de port; des voies de transmission, et enfin des différents systèmes monétaires. On peut affirmer qu'il n'y a pas un seul de ces agents qui ne considère comme un immense progrès la substitution d'une taxe uniforme aux tarifs actuels si compliqués, alors surtout que le poids des colis postaux ne dépasse presque jamais le maximum de 5 kilogr. S'ils

für den eigenen Packetaustausch unter einander zu Statten.

Dieser zwischen den genannten 6 Ländern so unscheinbar sich vollziehende Vorgang ist gleichwohl von der grössten Tragweite, und nicht allein für jene Staaten selbst, sondern weit über deren Grenzen hinaus. Es liegt deshalb für uns um so mehr Veranlassung vor, auf die Sache etwas näher einzugehen, als dem internationalen Postbüro durch den Pariser Postkongress die ehrenvolle Aufgabe zu Theil geworden ist, den von Deutschland dem Kongress vorgelegten Entwurf zu einem Abkommen, betreffend die möglichst allgemeine Einführung der Beförderung kleiner Packete im Weltpostverein, weiter zu verfolgen und nöthigenfalls zum Abschluss des Abkommens den Zusammentritt einer besonderen Konferenz von Vertretern der Vereinsmitglieder in Anregung zu bringen.

Die Einführung der Einheitstaxe für kleine Packete im internationalen Postverkehr bietet denjenigen Vereinsverwaltungen, welche sich bereits mit der Beförderung von Packeten befassen, eine Reihe erheblicher Erleichterungen im Dienstbetriebe und dem beteiligten Publikum nicht hoch genug zu veranschlagende Vortheile.

Wer jemals genöthigt gewesen ist — und wie viele Tausende unserer Fachgenossen sind es nicht tagtäglich —, meist im ärgsten Drange der Dienstgeschäfte die verwickelten Taxen für Packetsendungen nach dem Auslande mit Hilfe der verschiedenen Tarife, welche auf den mannigfaltigsten Gewichtsabstufungen, Entfernungssätzen, Beförderungswegen, Taxgrenzpunkten, Portosätzen und Währungen beruhen, mit vielem Zeitaufwand zu berechnen, der begreift ohne Weiteres den gewaltigen Fortschritt, welcher in der Ersetzung aller jener verwickelten Tarife durch einen einzigen Portosatz liegt, zumal die bei Weitem überwiegende Mehrzahl aller Packetsendungen sich innerhalb der Gewichtsgrenze bis 5 Kilogr. bewegt. Wenn schon, und mit Recht, die Einführung des Einheitsportos im internationalen Briefverkehr von den aus-

above arrangements—in the exchange of parcels between each other.

This reform, although introduced without much sensation among the six countries mentioned above, is still of the greatest importance, and this not only as concerns these States themselves, but also with regard to other countries. We, therefore, propose to go somewhat more deeply into the matter, the more so as the Postal Congress of Paris entrusted the International Office with the honourable task of considering the project of an Arrangement concerning the general introduction of the transmission of small parcels in the Universal Postal Union, submitted to the Congress by Germany, and, if necessary, of summoning a special Conference of the representatives of the members of the Union for the conclusion of this arrangement.

The introduction of a uniform rate of postage for the conveyance of small parcels in international postal relations would materially facilitate the carrying out of the service of the Union Administrations which already undertake the transmission of parcels, and afford to the public they serve various inestimable advantages.

Whoever has been under the necessity—and with how many thousands of our colleagues is not this daily the case,—of wasting valuable time, generally in the busiest part of the day, in calculating the complicated rates of postage for parcels addressed to foreign countries, on the ground of different tariffs based upon the most varied scales of weight and distances, routes of transmission, rating points, rates of postage, and currencies, will immediately realize what great progress is involved in the substitution of a single rate of postage for all these complicated tariffs, the more so as by far the greater number of all parcels sent by post keep within the limit of weight of 5 Kgr. If the introduction of a uniform rate of postage for letters has, not without reason, been hailed with pleasure by the much

ont applaudi naguère, et à juste titre, à l'admission du principe de l'unité de taxe pour les correspondances postales dans les relations internationales, avec combien plus de raisons n'applaudiraient-ils pas aujourd'hui à la disparition de tous ces tarifs si variés de messageries, en comparaison desquels les tarifs précédemment en vigueur pour les correspondances postales pouvaient être considérés comme de vrais modèles de simplicité?

Mais il convient de faire remarquer, en outre, que la taxe uniforme des paquets facilite considérablement les relations d'échange entre les Administrations, en simplifiant le décompte et le partage des ports, ainsi que le mode de livraison.

Et cependant, quelque importants que soient ces avantages au point de vue du service technique, ils ne sont que de peu de valeur lorsqu'on les met en balance avec le développement rapide des relations sous l'influence d'un régime basé sur l'unité de port. Les pays qui, comme l'Allemagne et la Suisse, par exemple, ont introduit, depuis de longues années, dans leur service intérieur une taxe unique pour les colis postaux dont le poids n'excède pas 5 kilogr., savent par expérience quel essor les taxes uniformes et réduites peuvent donner à l'échange de ces objets.

Il faut bien le reconnaître, c'est la modicité des débours et la possibilité de les calculer à l'avance avec certitude, qui engagent le fabricant à chercher d'élargir le cercle de ses affaires; ce sont également les taxes uniformes et modérées qui seules permettent, d'une part, au commerçant de se pourvoir facilement et à peu de frais d'articles qui lui manquent et dont il reçoit une commande imprévue, et, d'autre part, aux consommateurs de se mettre directement en rapport avec les meilleurs producteurs. Il en est des relations de famille comme des relations commerciales et industrielles. Très-souvent c'est à ces taxes modérées et indépendantes de la distance que les membres d'une famille dispersée doi-

übenden und viel geplagten Postbeamten mit Jubel begrüsst wurde, wie viel mehr Grund haben sie, die Befreiung von einer Anzahl von Fahrposttarifen, denen gegenüber die früheren Briefftaxen noch immer Muster von Einfachheit genannt werden konnten, freudig zu begrüßen.

Hieran schliessen sich die mit der einheitlichen Packettaxe leicht zu verbindenden Vereinfachungen der Portoverrechnung und Gebührentheilung, sowie des Auslieferungsverfahrens zwischen den beteiligten Verwaltungen an.

So hoch derartige Vortheile vom technischen Standpunkte aus auch veranschlagt werden müssen, so fallen sie doch im Verhältniss zu der durch einheitliche und gleichmässige Taxen dem allgemeinen Verkehr gebotenen Förderung und Belebung kaum in die Wagschaale. Diejenigen Staaten, welche, wie z. B. Deutschland, die Schweiz etc., in ihrem inneren Verkehr Einheitssätze für Postpakete von 5 Kilogr. seit Jahren eingeführt haben, sind an der Hand praktischer Erfahrungen zu erkennen in der Lage gewesen, welchen ungeahnten Aufschwung mässige Einheitstaxen dem bezüglichen Verkehr zu verleihen im Staude sind.

Nur die sichere Vorausberechnung der Auslagen, wenn sie nicht zu hoch sind, gestattet dem Produzenten, neue Verbindungen anzuknüpfen, um erweiterten Absatz zu gewinnen; nur einheitliche mässige Taxen ermöglichen dem Kaufmann, durch Vermittelung der Post den augenblicklichen Bedarf bei unvorhergesehener Nachfrage leicht und billig zu decken, oder erlauben dem Konsumenten, unmittelbar mit den vortheilhaftesten Bezugsquellen in Verbindung zu treten. Wie auf dem Gebiete des Handels und der Industrie, so schaffen oft erst von den Entfernungen unabhängige mässige Einheitstaxen für den Familienverkehr die Möglichkeit, den engeren Verband zwischen den durch weite Entfernungen getrennten

enduring technical employés, how much greater will be their delight at being freed from the burden of a number of parcel tariffs, compared to which the former letter-tariffs may be looked upon as models of simplicity.

Further simplifications might advantageously follow those already afforded by the introduction of the uniform parcel-rate, especially as regards the mode of keeping the parcel postage accounts, the division of the postage, and the formalities connected with the exchange of parcels between the different countries.

However great these advantages may be from a technical point of view, they cannot for a moment be put in the balance against the new impulse given to traffic and communication by the adoption of a uniform rate of postage for the transmission of parcels. Countries, such as Germany, Switzerland, &c. which have for years adopted uniform rates for parcels up to 5 Kgr., in their domestic services, have been in a position to judge from experience what immense development moderate uniform rates are capable of producing in the service to which they apply.

It is only by means of moderate charges, which he can exactly calculate in advance, that the producer is able to form new connections, and thus increase the sale for his wares; moderate uniform rates of postage alone will enable the tradesman easily and cheaply to supply, through the medium of the Post, a passing want caused by unexpected demands, or permit the consumer to provide himself direct from the most advantageous sources. If the facilities afforded by moderate uniform charges, independent of distance, to trade and industry are great, they are still greater as concerns family-relations. It then becomes possible to keep up more intimate intercourse between relatives separated by great distances,

vent de pouvoir conserver entre eux un lien étroit, et que, malgré leur éloignement les uns des autres, il leur est permis de raviver à l'occasion, par l'échange de petites prévenances, leur attachement réciproque. Qui n'a jamais éprouvé le besoin de transmettre un petit souvenir à un parent ou à un ami éloigné? Or, rien de plus aisé que de donner satisfaction à ce sentiment dans les pays dont les Administrations postales se chargent du transport des menus objets à des conditions modérées et uniformes.

Mais quel est l'état des relations, en matière de petits colis, entre ces pays et ceux où la poste est restée étrangère aux envois de messagerie? Parmi les Administrations postales des pays mentionnés d'abord dans cet article, il en est plusieurs qui n'ont épargné aucun effort pour répondre, autant que possible, aux vœux de leurs administrés, demandant avec instance de pouvoir échanger des colis postaux avec les pays où la messagerie postale n'a pas encore été introduite. A cet effet, de nombreuses conventions ont été conclues avec les différentes administrations des chemins de fer à l'étranger, les sociétés de paquebots et autres entreprises privées de transport. Et quels sont les résultats de ces laborieux efforts? Tout au plus d'avoir, avec un certain nombre de stations de chemins de fer et de ports de mer étrangers, quelques relations d'échange répondant à peine aux exigences du service, et encore, nous avons à peine besoin de le dire, à des conditions excessivement onéreuses, hors de toute proportion avec les taxes modérées des tarifs postaux; attendu que les prix de transport par chemin de fer et par paquebots, étant établis en vue d'expéditions considérables, ne se prêtent guère aux petits colis postaux. En dehors des chemins de fer et des lignes de paquebots, les colis doivent, pour autant toutefois que ce moyen d'achever leur parcours ne fasse pas défaut, passer par l'intermédiaire de commissionnaires ou d'autres entre-

Angehörigen zu erhalten und durch kleine Aufmerksamkeiten bei geeigneten Gelegenheiten das wohlthunende Gefühl der Zusammengehörigkeit zu stärken. Wer hat sich nicht Freunden und Bekannten gegenüber in ähnlicher Lage befunden? Nichts leichter, als diesen Beziehungen gerecht zu werden dort, wo die Postverwaltungen gegen mässige einheitliche Gebühren die Vermittelung übernehmen.

Wie aber stellt sich das Verhältniss zu solchen Ländern, in welchen eine Packetbeförderung mit den Posten nicht stattfindet? Es giebt unter den Postverwaltungen nicht wenige, welche es sich keine Mühe haben verdriessen lassen, um den dringenden Forderungen ihrer Staatsangehörigen nach der Eröffnung von Versendungsgelegenheiten für Packete nach und aus Ländern ohne Fahrpostbeförderung soweit als möglich zu entsprechen. Es sind zu diesem Zwecke zahlreiche Verträge mit den verschiedenen fremden Eisenbahnen, mit Dampfschiffsgesellschaften, Spediteuren und sonstigen Privatunternehmungen geschlossen worden. Und was ist mit aller Mühe erreicht worden? Im günstigsten Falle, dass eine, mässigen Anforderungen genügende Verbindung mit einer Anzahl fremder Eisenbahnstationen und Hafenplätze geschaffen ist, selbstverständlich aber nur gegen Zahlung ausserordentlich hoher Gebühren, welche zu den mässigen Sätzen der Posttarife ausser allem Verhältnisse stehen, da die auf die Beförderung grosser Massen berechneten Eisenbahn- und Schiffsfrachten sich wenig zur Anwendung auf kleine Postversendungen eignen. Von den Eisenbahn- und Hafenplätzen ab tritt, wenn überhaupt noch sich dies Mittel darbietet, die Vermittelung von Spediteuren oder sonstigen Privat-Unternehmungen ein, welche zu den bereits aufgelaufenen hohen Kosten die Sendungen meist mit willkürlichen Spesen belasten. Eine Kontrolle der Ansätze ist nur in soweit möglich, als die

and to strengthen the agreeable feeling of near connection by means of little attentions paid on suitable occasions. Who has never been in this position with regard to friends and acquaintances? Nothing is easier in countries in which the Postal Administrations undertake the transmission of small parcels for moderate uniform charges, than to keep up such intercourse.

But how do matters stand as concerns the relations between countries in which the Post effects this service, and countries where it does not carry out the same? Among the Postal Administrations of the former there are many which have not shrunk from any trouble or difficulty in order to satisfy to the utmost possible extent the pressing demands of the public for the establishment of some means by which parcels might be despatched to, or received from, countries having no parcel-post service. To this end many contracts have been concluded with the different foreign Railway and Steamboat Companies, agencies, and other private undertakings. And what has been the result of all this trouble? In the most favourable case it has been possible to establish a means of communication, answering to moderate demands, with a number of foreign ports or railway stations, involving, of course, the payment of excessively high charges which do not stand in any proportion to the moderate rates of the postal tariffs, as the railway and ship charges, calculated as they are for the conveyance of large amounts of goods, are not of suitable application to small postal packets. From the ports or railway-stations the ultimate conveyance of parcels is effected—in case this means is at all possible—through the intermediary of agencies or some other private undertakings who add their own, and mostly quite arbitrary charges to the great costs already

prises privées, dont les taxes, souvent arbitraires, viennent s'ajouter aux débours considérables dont les envois sont déjà grevés. Tous ces frais ne pourraient, du reste, être soumis à un contrôle qu'autant que les entrepreneurs de transports se trouveraient liés par un contrat avec une administration postale.

C'est encore là, comme nous l'avons dit, le meilleur côté de la situation; en effet, ne trouve-t-on pas, même en Europe, des pays dans lesquels il dépend plus ou moins du hasard, que des paquets, adressés dans des localités non situées sur des routes de grandes communications, parviennent ou non à destination? Mais, ce qu'il y a de pis, c'est que souvent, malgré toutes les démarches et toutes les peines, l'expéditeur et l'administration d'origine attendent des mois entiers, parfois même toute une année, des renseignements sur le sort d'un envoi; jusqu'à ce qu'enfin cet envoi revienne au bureau d'origine comme non retiré ou non distribuable, et tellement grevé de frais et de débours que l'expéditeur renoncerait volontiers à le reprendre. Dans tous les cas, il n'est guère tenté de s'exposer encore au danger de faire de pareilles expéditions.

Il est évident que dans notre siècle, où les moyens de communication unissent les nations civilisées dans des rapports de plus en plus étroits et intimes, un pareil état de choses ne peut subsister. Si jusqu'à présent les inconvénients que nous avons signalés n'ont pas eu la même gravité pour les Administrations postales demeurées étrangères au service de la messagerie, ils existent cependant chez elles comme ailleurs, on ne saurait le nier, et cette imperfection dans les relations internationales exige un remède plus efficace que les procédés auxquels on a eu recours jusqu'ici.

Ce remède, on ne le trouvera que dans une institution gouvernementale dont l'action s'étend avec la même sollicitude sur toutes les parties d'un même pays et qui, par son organisation, pénètre jusque dans les moindres

parties d'un même pays et qui, par son organisation, pénètre jusque dans les moindres

betreffenden Unternehmer mit einer Postverwaltung im Vertragsverhältniss stehen.

Dies ist, wie gesagt, der günstigste Fall. Daneben giebt es immer noch, selbst in Europa, Länder, bei denen es mehr oder minder dem Zufall überlassen bleibt, ob Packetsendungen die von grösseren Verkehrsstrassen abgelegenen Orte erreichen oder nicht. Dann tritt der nicht seltene ungünstigere Fall ein, dass der Absender sowohl, wie die betheiligte Postverwaltung Monate oder gar Jahre lang trotz aller Bemühungen keinen Aufschluss über den Verbleib einer Sendung erlangen können, bis endlich die Sendung als nicht abgeholt bz. unbestellbar nach dem Aufgabcorte zurückkommt, mit Auslagen von solcher Höhe belastet, dass der Absender gern auf die Rücknahme verzichten würde; jedenfalls lässt er sich nicht wieder auf die Gefahr ähnlicher Versendungen ein.

Es liegt auf der Hand, dass ein solcher Zustand in unserer Zeit, welche mit ihren Kommunikationsmitteln die civilisirten Nationen in immer nähere und innigere Verkehrsbeziehungen bringt, nicht ohne Abhülfe bleiben kann. Wenn den Vereins-Postverwaltungen, welche sich mit der Packetbeförderung nicht befassen, die geschilderten Uebelstände bisher weniger nahe getreten sind, so wird man doch nicht behaupten können, dass sie dort nicht mindestens ebenso fühlbar vorhanden seien. Es gilt eine Lücke in der internationalen Verkehrsvermittlung auszufüllen, wozu sich die bisherigen Mittel und Wege als durchaus ungenügend erwiesen haben.

Hier kann nur eine Staatsanstalt Abhülfe schaffen, welche alle Theile des Landes mit gleicher Sorgfalt für die Verkehrs- Bedürfnisse umfasst, deren Organisation auch den entlegensten Weiler erreicht. Und welches

incurred. The control of these charges is only possible in case the agents undertake such conveyance by virtue of contracts concluded with Postal Administrations.

This is, as we have said before, the most favourable case. There are still countries, even in Europe, in which it is more or less a matter of chance, when parcels addressed to localities that are not situated on the principal routes of communication, reach their destination. Matters are not infrequently further complicated by the fact that the sender as well as the Postal Administrations concerned, in spite of every effort to clear up the mystery, remain in the dark for months or even for years as to the fate of the parcel despatched, until one day it is returned to the place of origin as unclaimed or undeliverable, burdened with such heavy charges that the sender would willingly dispense with taking it back, and at any rate resolves never again to run the risks connected with the despatch of such articles.

It is plain that in our days, when increased facilities for communication bring civilized nations into ever closer and more intimate connection, such a state of things cannot be allowed to continue. Although these inconveniences may not be so perceptible to the Union Administrations which do not undertake the transmission of parcels, still it cannot be denied that they at least must recognize their existence to the extent described above. There is a deficiency in the means of international communication, to remedy which all measures hitherto taken have proved completely inadequate.

Nothing but a Governmental institution providing, with strict impartiality, every place in the country down to the smallest hamlet with suitable means of communication, would be in a position effectually to remedy

dres hameaux. Et quelle institution de l'État serait plus à même que la Poste d'accomplir une tâche si importante, qui répond si bien à sa vocation?

Lors du vote sur le projet d'arrangement concernant l'échange des menus objets dans l'Union postale universelle, soumis par la délégation allemande au Congrès postal de Paris, 15 délégations sur 24 se sont montrées favorables à la prise en considération de la proposition, tandis que les 9 autres ont déclaré devoir s'abstenir. Ces dernières délégations, ou du moins celles d'entre elles qui appartiennent à des pays où la messagerie postale n'existe pas, auraient pu sans doute adhérer en principe à l'échange international des menus objets, si elles ne s'étaient trouvées sous l'impression de cette idée, que leurs Administrations ne sauraient souscrire à l'échange de nouveaux objets dans le service international, avant que ces mêmes objets n'aient été admis à circuler par la Poste dans leur service interne. Quoiqu'il en soit, il semble que l'on s'est quelque peu exagéré les difficultés qui s'opposeraient, dans certains pays, à charger la Poste du trafic des petits colis de messagerie. On ne saurait prétendre, en effet, que la transmission d'objets, d'un poids limité à quelques kilogrammes et de dimensions restreintes, est entourée de plus de difficultés dans la Grande-Bretagne ou dans les Pays-Bas, par exemple, dont les territoires sont sillonnés de nombreux réseaux de chemins de fer, qu'aux Indes et dans la Birmanie britanniques où, malgré l'état défectueux des chemins, la Poste opère la transmission de paquets ne pesant pas moins de 22 kilogr.; non plus que dans le vaste empire de Russie dont l'Administration postale se charge du transport des paquets jusqu'au poids maximum d'environ 50 kilogr. par objet. Pourquoi donc serait-il, nous ne dirons pas impossible, mais simplement difficile, de faire en Angleterre et dans les Pays-Bas ce que les États-Unis se sont spontanément déclarés prêts à entreprendre?

Staats-Institut wäre zu einer so hohen, das Gemeinwohl fördernden Aufgabe mehr berufen und geeignet, als die Post?

Bei der Abstimmung über die Vorlage Deutschlands zum Pariser Postkongress, betreffend die Beförderung kleiner Packete im Weltpostverein, sprachen sich von den in der Sitzung vertretenen 24 Staaten 15 zu Gunsten des Vorschlages aus, während sich 9 der Stimmabgabe enthielten. Ohne Zweifel würde es für die Letzteren, soweit sie sich bisher mit der Packetbeförderung nicht befassen, möglich gewesen sein, für den internationalen Austausch kleiner Packete zu stimmen, wenn sie nicht von der Voraussetzung ausgegangen wären, dass es unzulässig erscheine, derartige Erleichterungen im internationalen Verkehr einzuführen, ehe im internen Verkehr die gleiche Einrichtung getroffen sei. Nur will es uns scheinen, als wenn die Schwierigkeiten, welche sich der Vermittelung des neuen Verkehrsweiges in einzelnen Ländern entgegenstellen könnten, zum Theil überschätzt werden. Es wird füglich nicht behauptet werden können, dass beispielsweise in Grossbritannien und Holland mit ihrem dicht verzweigten Eisenbahnnetze der Beförderung kleiner Packete von wenigen Kilogramm Gewicht und beschränkten Dimensionen grössere Hindernisse entgegenständen, als in dem weiten Reiche von Britisch-Indien mit Birma, wo trotz der mangelhaften Wege durch die Post Päckereien bis zum Gewicht von 22 Kilogr. befördert werden, oder innerhalb des über zwei Erdtheile sich erstreckenden Russischen Kaiserreichs, dessen Postverwaltung die Beförderung von Päckereien bis zum Einzelgewicht von nahezu 50 Kilogr. vermittelt. Warum sollte in jenen Ländern unmöglich oder auch nur schwierig durchführbar sein, was die Vereinigten Staaten von Amerika ohne Weiteres zu übernehmen bereit sind?

this state of things. And what State's institution is more appropriate, and has a more suitable organization for undertaking this great task, so beneficial to the public weal, than the Post?

When the votes were taken on the proposal submitted by Germany to the Postal Congress of Paris, concerning the transmission of small parcels in the Universal Postal Union, 15 of 24 countries present at the sitting expressed their approval of the proposal, and 9 refrained from voting. It would undoubtedly have been possible for such of the latter countries, as have not hitherto undertaken the parcel-service, to vote for the international exchange of small parcels, if they had not acted on the principle that it was not feasible to introduce facilities in the international service as long as similar arrangements were not made in their domestic services. However, it appears to us as if the difficulties in the way of the establishment of this new service were overrated. It can certainly not be reasonably asserted that Great Britain and the Netherlands, for instance, with their extensive railway systems, would experience greater difficulties in undertaking the conveyance of small parcels a few kilograms in weight, and of limited dimensions, than the vast Empire of British India and Birma where, in spite of defective roads, the Posts convey parcels up to the weight of 22 Kgr., or than the Russian Empire, that extends over a large part of two continents, whose Postal Administration effects the transmission of parcels weighing singly almost 50 Kgr. Why should it be deemed impossible, or even difficult to carry out in these countries a service which the United States of America at once declared themselves ready to undertake?

On peut tenir pour certain que peu d'Administrations seulement se trouveraient dans la nécessité d'augmenter leurs moyens de transport du chef du service des menus objets. En ce qui concerne la distribution des objets dont il s'agit, on doit s'attendre encore à moins de difficultés, comme le démontre l'expérience de chaque jour dans les pays où le service de ces objets est depuis longtemps organisé. Dans les petites localités, le personnel affecté à la distribution des correspondances pourrait également opérer, sans inconvénient, la distribution des quelques paquets que l'on y recevra; tandis que dans les grandes localités le prélèvement d'un droit de factage modéré couvrirait largement les dépenses occasionnées par l'organisation d'un service spécial de distribution pour les paquets. Mais avant tout, il ne faut pas perdre de vue que, pour les pays où l'intervention de la Poste dans le service des messageries serait restreinte au transport des menus objets seulement, il ne s'agit que d'un faible surcroît de travail, et que leur situation, comparée à celle des pays où la messagerie postale existe sans limite, serait encore à peu près ce que sont, dans le commerce, les affaires en détail comparativement aux affaires en gros.

Toutefois, nous ne croyons pas devoir poursuivre ici l'examen de cette question d'une manière plus approfondie, et nous allons conclure en peu de mots.

L'introduction, par les six Etats désignés au commencement de cet article, de l'unité de taxe pour les colis ne dépassant pas 5 kilogrammes est un événement important, destiné à exercer une grande influence. D'autres pays ne tarderont pas à vouloir proufer de cet exemple, et le commerce, si prompt à saisir les avantages de semblables réformes, ne pourra, là où l'on tarderait à entrer dans cette voie, s'abstenir de faire tous ses efforts pour obtenir la même concession, sous peine de se voir dans l'impossibilité de soutenir la concurrence.

Man kann wohl annehmen, dass nur wenige Verwaltungen aus Anlass der Vermittelung des kleinen Packetverkehrs genöthigt sein würden, zu einer Vermehrung ihrer Beförderungsmittel zu schreiten. Noch weniger Schwierigkeiten verursacht die Bestellung der kleinen Packete, wie die tagliche Erfahrung derjenigen Länder zeigt, wo die Packetbeförderung seit langer Zeit durch die Post wahrgenommen wird. Denn in kleinen Orten vermag das zur Briefbestellung vorhandene Personal ohne jede Unzuträglichkeit auch die Abgabe der wenigen Packete zu besorgen, und in grossen Verkehrs-orten machen sich bei Erhebung einer mässigen Gebühr für das Abtragen der Packete die hierfür getroffenen besonderen Einrichtungen reichlich bezahlt. Vor Allem darf nicht übersehen werden, dass es sich in solchen Ländern, wo durch die Post nur kleine Packete befördert werden, auch nur um einen verhältnissmässig geringen Geschäftszuwachs handeln kann, welcher sich, im Vergleich mit dem betreffenden Verkehrszweige in Ländern mit unbeschränkter Packetbeförderung, etwa wie im kaufmännischen Verkehr ein Detailgeschäft zum Engrosgeschäft dem Umfange nach stellen würde. —

Doch wir müssen es uns versagen, den Gegenstand hier weiter zu verfolgen und kommen zum Schluss mit wenigen Worten auf den Ausgangspunkt unserer Abhandlung zurück.

Der bedeutsame Vorgang der oben genannten sechs Länder in der Einführung einheitlicher Taxen für Packete bis 5 Kilogr. wird nicht verfehlen, andere Staaten zum baldigen Anschluss zu bewegen, um an den gebotenen Vortheilen Theil nehmen zu können. Der Handelsstand, welcher solchen Vergünstigungen schnelles Verständniss entgegenbringt, wird dort, wo er vorläufig noch von den gleichen Vortheilen ausgeschlossen ist, schwerlich in seinen Bemühungen nachlassen, derselben theilhaftig zu werden, wenn er nicht in der Konkurrenz zurückbleiben will.

It may be taken for granted that but few Administrations would be compelled to augment their means of conveyance in order to be able to effect the transmission of small parcels. The delivery of the same would give rise to even less difficulty, as is shown by the daily experience of countries in which the Post has carried out the parcel-service for a considerable period. For, in small localities the staff of officers effecting the delivery of letters can also be employed in that of the few parcels, and in important towns, the expenses caused by the arrangements made for this purpose, would be amply covered if a moderate charge were levied for their distribution. Above all, it should not be overlooked that, in countries where only *small* parcels are conveyed by the Posts, the introduction of this arrangement would necessitate but a small increase in the work of the service, which would bear about the same proportion to the work caused by this branch of business in countries in which the exchange of parcels is *unlimited*, as a retail business bears to a wholesale one.

We do not, however, intend to go further into the subject, but conclude by referring in a few words to our starting point.

The important step taken by the above-mentioned six countries by the introduction of uniform rates for parcels up to 5 Kgr. in weight, will not fail to decide other countries soon to adhere to this arrangement, in order to have their share in the advantages it affords. Commercial circles which quickly and fully appreciate such facilities will, in countries where they are shut out for the present from their enjoyment, scarcely abate in their efforts to obtain them, unless they are contented to be distanced by more favourably situated competitors.

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie nous apparaissent comme le noyau d'une nouvelle formation, auquel sont déjà venus s'agréger, vers le Sud, l'Ouest et le Nord, trois pays importants au point de vue du transit: la Suisse, la Belgique et le Danemark. D'autres pays ne tarderont pas sans doute à se grouper autour de ce centre; nous en avons pour garantie la haute importance de la conception sur laquelle la nouvelle association est basée, et, à moins que tous les présages ne soient trompeurs, nous sommes à la veille d'assister à la réalisation d'une idée, aussi grande et non moins féconde dans son genre que celle d'où est sortie l'Union postale universelle.

Communications.

Le journal officiel de la République française vient de publier un projet de loi portant réduction de 0,50 cent à 0,25 cent du droit fixe de recommandation applicable aux lettres circulant à l'intérieur du territoire français.

Il résulte de l'exposé des motifs de ce projet de loi que le droit de recommandation devant, à partir du 1^{er} avril prochain, être fixé à 0,25 cent. au maximum, dans les rapports internationaux, il convient de ramener au même taux le droit de recommandation dans le service interne.

La mesure projetée réalisera l'uniformité de régime dans cette branche du service, le droit de 25 centimes étant déjà perçu en France sur les cartes postales, les papiers d'affaires, les échantillons, les journaux et les imprimés de toute nature soumis à la formalité de la recommandation. Au point de vue budgétaire, elle correspond à une diminution de 1,300,000 francs sur le produit des lettres recommandées et des valeurs déclarées circulant à l'intérieur. Mais on espère que le nombre des lettres recommandées et des valeurs déclarées augmentera rapidement et que le produit actuel sera reconquis à bref délai.

So sehen wir in Deutschland und Oesterreich-Ungarn den Krystallisationskern einer neuen Gestaltung, welchem strahlenförmig nach Süd, West und Nord sich die für den in jenen Richtungen bewegenden Transitverkehr wichtigen Gebiete der Schweiz, Belgiens und Dänemarks bereits angeschlossen haben. Andere werden nicht säumen zu folgen, dafür bürgt die Mächtigkeit und Tragweite des jener Vereinigung zu Grunde liegenden Gedankens, und wenn nicht alle Zeichen trügen, stehen wir vor der nicht fernen Verwirklichung einer grossen Idee, in ihrer Art nicht minder segensreich für viele Völker, als diejenige, welche den heutigen Weltpostverein schuf.

Mittheilungen.

Das *Journal officiel* der französischen Republik veröffentlicht einen Gesetzentwurf, betreffend die Ermässigung der Einschreibgebühr für die im innern Verkehr Frankreichs zur Absendung gelangenden Briefe von 50 auf 25 C^{cs}.

Die dem Entwurf beigegebenen Motive führen an, dass vom 1. April 1879 ab die Einschreibgebühr im internationalen Verkehr nicht über 25 C^{cs} betragen dürfe, und es daher angezeigt erscheine, die betreffende Gebühr auch im innern Verkehr auf den gleichen Betrag festzusetzen.

Durch die vorgeschlagene Massregel wird ein einheitlicher Satz für sämtliche Einschreibsendungen erreicht, indem in Frankreich schon jetzt für die Einschreibung von Postkarten, Geschäftspapieren, Waarenproben, Zeitungen und anderen Drucksachen 25 C^{cs} an Gebühr erhoben werden. Der in Folge dieser Massregel in der Gebühreneinnahme für Einschreibbriefe und Werthbriefe eintretende Ausfall beläuft sich auf 1,300,000 Fr., doch hofft man, dass die Anzahl dieser Sendungen sich erheblich vermehren und die gegenwärtige Einnahme nach kurzer Zeit wieder erreicht sein werde.

Thus we may look upon Germany and Austro-Hungary as the centre of a new alliance to which Switzerland, Belgium, and Denmark—these countries so important for effecting the transit to the South, West, and North of this union—have already adhered. Other States will not be long in following suit. The greatness and extent of the thought in which this alliance took its origin afford us sufficient guarantee for the fulfilment of our expectations. And, if the signs of the times do not deceive us, the moment is not far distant, which will see the realization of a great idea, as beneficial in its kind for many nations, as that which called into life the Universal Postal Union.

Miscellaneous.

The *Journal officiel* of the French Republic publishes the project of a law concerning the reduction of the registration-fee for letters exchanged in the domestic service of France, from 50 to 25 centimes.

In the statement of motives accompanying this project, it is pointed out that, as on the 1st of April 1879 the registration-fee in international relations will not be allowed to exceed 25 centimes, it is deemed advisable that it should be fixed at the same amount in domestic relations.

The result of the proposed measure will be a uniform fee for all articles forwarded under registration, as registered post-cards, commercial papers, patterns and samples, newspapers, and other printed matter exchanged in the domestic service of France are already charged with a registration-fee of 25 centimes. The decrease caused by this measure in the receipts from the registered letters, and letters with value declared is estimated at 1,300,000 francs, but there is reason to hope that the number of such articles will rapidly increase, and thus, in a short time, bring the revenues from this source up to their present amount.

STATISTIQUE GÉNÉRALE

DU

SERVICE POSTAL

DANS LES

PAYS DE L'UNION GÉNÉRALE DES POSTES.

PUBLIÉE PAR LE

BUREAU INTERNATIONAL DES POSTES.

Année 1876.

Pays.	Superficie des pays en kilomètres carrés.	Population.	Nombre des bureaux de poste de toute catégorie.	Nombre d'habitants par bureau de poste.	Nombre, par habitant, des lettres et cartes- correspon- dances de et pour l'in- térieur et des mêmes objets pour l'étranger	Nombre des boîtes à lettres établies à l'usage du public.	Nombre des fonctionnaires et agents de tout grade.		
							Service de l'Admini- stration centrale.	Service des adminis- trations locales.	Service des bureaux de poste
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Allemagne	540,630 ⁶⁸	42,727,260	8,404	5,084	14	46,887	603	1,659	55,445
Autriche	300,190 ⁹⁰	21,565,435	4,115	5,241	8 ⁹	7,618	261	243	12,733
Hongrie	335,077	15,860,123	1,959	8,096	4 ⁵ ¹⁾	2,800	70	149	4,067
Belgique	29,455 ¹⁶	5,336,185	589 ¹⁾	9,060	13 ⁴	4,987	93	—	3,474
Danemark	39,569 ²⁸	2,000,000	467	4,283	9 ⁸	1,340	25	—	1876
Egypte	560,000 ¹⁾	5,260,000 ¹⁾	62 ²⁾	84,839	0 ¹²	36	47	—	727
Espagne	507,036	15,673,481	2,494	6,284	5	350	70	—	7,300
Etats-Unis	10,360,178	45,080,000	36,383	1,239	—	12,000	381	—	51,973
France	528,000	36,905,788	5,476	6,739	11 ³	48,348	260	401	30,270
Grande-Bretagne	316,829	33,100,000	13,447	2,462	—	24,171	130	59	33,095
Grèce	50,211	1,457,894	140	10,414	1 ⁸	368	19	—	462
Inde britannique	598,600	151,146,616	3,661	41,286	0 ⁷³	4,447	4	12	23,423
Italie	296,322 ³¹	27,482,174	—	—	4 ⁹	—	—	—	—
Luxembourg	2,587 ⁴⁴	205,000	53	3,868	10 ⁶	283	10	—	227
Montenegro	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	314,864	1,817,237 ¹⁾	852	2,133	4 ⁵	300	33	—	1,253
Pays-Bas	32,839 ⁹⁷	3,865,456	1,282	3,015	14 ⁸	1,404 ¹⁾	32	—	3,343
Portugal	89,540 ¹⁾	4,347,441	672	6,470	2 ⁹	902	46	368	890
Roumanie	153,774	5,000,000	236	21,186	1 ²	628	30 ¹⁾	—	1,028
Russie	22,178,258	89,381,231	3,571	25,029	0 ⁸¹	6,181	94	432	12,977
Serbie	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède	444,814	4,383,291	1,980	2,214	5 ⁵	2,800	114	—	3,466
Suisse	41,418 ³²	2,669,147 ¹⁾	2,792	956	20 ³	4,700	32	165	5,279
Turquie	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Colonies françaises:</i>									
Cochinchine	60,000	1,528,830	26	58,801	0 ²²	30	—	—	29
Etabl ^{ts} français de l'Inde	436,693	273,125	5	54,625	0 ⁰⁸	8	—	—	13
Gabon	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Guadeloupe	1,848	161,654	34	4,755	2	35	1)	1)	44
Guyane française	115,200	26,500	16	1,656	2	16	—	—	36
Iles de l'Océanie soumises au protect ^t de la France	1,175 ¹⁾	30,728	4	7,682	0 ⁵⁴	30	—	3	11
Martinique	987 ⁸²	161,995	30	5,400	?	36	7	4	56
Mayotte	300	9,000	1	9,000	0 ²⁶	5	—	—	7
Nossi-Bé	195	9,908	1	9,908	?	4	—	—	5
Nouvelle-Calédonie	19,500	50,000	22	2,273	1 ⁷	35	5	13	21
Réunion	2,600	183,163	17	10,774	2	67	—	—	60
St-Pierre et Miquelon	26	5,121	4	1,280	6 ⁴	6	—	—	5

Service intérieur.

Pays.	Lettres				Cartes-correspondance		Journaux et autres publications périodiques servies par abonnement.		Autres imprimés de toute nature. Nombre de paquets.	Echantillons de marchandises. Nombre.	Papiers d'affaires. Nombre.	Envois recommandés. Nombre.
	affranchies. Nombre.	non ou insuffisamment affranchies. Nombre.	franches de port. Nombre.	TOTAL. Nombre.	simples. Nombre.	avec réponse payée. Nombre.	Nombre de paquets.	Nombre de numéros.				
Allemagne .	436,054,086	17,267,194	33,472,208	486,793,488	75,273,123	553,173	2,729,972 ¹⁾	370,098,952	80,769,769	4,727,236	—	10,667
Autriche .	132,668,800 ²⁾	3,532,800 ²⁾	24,846,600 ²⁾	161,048,200 ²⁾	22,930,000 ²⁾	—	—	58,420,981 ³⁾	13,779,000 ²⁾	3,453,800 ²⁾	—	12,993,000
Hongrie .	46,617,106	1,452,233	13,397,590	61,466,929	8,985,764	—	—	25,810,000	6,962,842	1,345,994	—	5,213
Belgique .	42,636,000	330,000	8,707,000	51,673,000	8,832,390	60,950	25,389,000	62,309,000	25,711,000	776,000	111,000	320
Danemark .	16,784,118	131,233	—	16,915,351	150,291	—	362,243 exemplaires	20,426,733	603,408	56,582	—	136
Egypte .	1,836,926	53,120	10,900	1,900,946	—	—	—	—	700,899	10,030	4,240	35
Espagne .	69,206,496	—	5,310,100	74,516,596	1,310,506	—	241,060	37,641,504	4,945,121	248,991	—	929
Etats-Unis .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
France .	303,552,000	6,810,000	56,000,000	366,362,000	26,005,000	—	—	187,082,000	193,951,000	8,661,000	2711,000	3,811
Gde-Bretagne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce .	1,417,271	— ³⁾	701,553	2,118,824	—	—	1,523,317 ⁴⁾	—	V. col. 26	V. col. 26	V. c. 26	49
Inde brit. ¹⁰⁾	68,062,193	31,555,468	7,959,282	107,576,943	—	—	—	—	9,423,670	1,618,393	—	2,513
Italie .	105,173,616	5,577,492	—	110,751,108	10,758,560	1,436,410	—	70,771,992	55,748,352	7,536,888 ¹⁾	V. col. 29	4,850
Luxembourg .	1,057,787	16,000 ¹⁾	265,641	1,339,428	77,242	566	—	1,078,271	609,358	3,802	742	21
Montenegro .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège .	5,946,584	290,472	697,244	6,934,300	37,578	—	1,239,372	8,005,212	197,220	13,520	—	120
Pays-Bas .	37,527,534	376,925	4,626,174	42,530,633	8,939,235	90,439	18,832,996	25,720,700	7,260,962	494,938	—	695
Portugal ⁴⁾	10,470,152	27,501	1,128,822	11,626,475	—	—	6,021,744 ⁵⁾	7,170,813	V. col. 26	137,452	—	16
Roumanie .	1,701,168	577,142	764,833	3,043,143	162,139	—	V. col. 28	—	2,789,715 ³⁾	12,583	—	130
Russie .	44,373,871	138,811	22,162,333	66,675,015	1,754,070	—	—	46,743,134	—	3,750,990	—	3,176
Serbie .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède .	21,514,870	48,210	314,361	21,877,441	70,318	988	1,790,357	22,267,583	890,740	43,971	33,612	1,615
Suisse .	33,455,226	2,148,808	4,222,912 ³⁾	39,826,946 ¹³⁾	6,608,720	40,200	—	43,401,024 ⁴⁾	10,946,591	733,200 ⁶⁾	24,742	618
Turquie .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Colonies françaises:</i>												
Cochinchine .	105,325	5,475	107,280	218,080	30	—	—	3,648	20,160	117	63	—
Etabl ^{ts} franç ^s de l'Inde .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gabon .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guadeloupe .	85,260	22,800	155,000	263,060	—	—	22,000	22,000	10,000	2,250	3,600	—
Guyane française .	—	18,029	6,763	24,792	—	—	2,012	2,082	—	—	—	—
Iles de l'Océanie soumises au protect. de la France .	3,869	1,803	4,808	10,480	—	—	2,909	3,263	—	—	—	—
Martinique .	77,207	48,062	108,749	234,018	—	—	—	—	58,000 ¹⁾	—	—	—
Mayotte .	762	407	1,155	2,324	1	—	—	—	117	—	24	—
Nossi-Bé .	4,278	696	306	5,280	—	—	144	—	315	84	25	—
Nouvelle-Calédonie .	17,722	7,694	12,210	37,626	2	—	10,690	13,969	6,942	210	222	—
Réunion .	142,725	64,589	100,254	307,568	1,424	—	142,643	—	42,757	473	—	—
St-Pierre et Miquelon .	1,921	1,262	1,363	4,546	1	—	1,338	—	—	1	—	—

Service intérieur.

Service international (Expédition).

Pays.	Estafettes ou courriers extraordi- naires. — Nombre.	Malle- poste. — Nombre des voyageurs trans- portés.	Lettres				Cartes-corres- pondance		Journaux et autres publica- tions périodiques servies par abon- nement.		Autres imprimés de toute nature. — Nombre de paquets.	Echantil- lons de marchan- dises. — Nombre.	Papier d'affa- ires. — Nombre.
			afranchies. — Nombre.	non ou insuffisam- ment afranchies. — Nombre.	franches de port. — Nombre.	TOTAL.	simples. — Nombre.	avec réponse payée. — Nombre.	Nombre de paquets.	Nombre. de numéros.			
Allemagne . . .	24,645	5,377,850	33,130,488	823,392	137,152	34,091,032	2,306,142	23,240	65,817 ¹⁾	7,411,859	8,973,615	908,860	130,000
Autriche . . .	44	164,071	6,141,600 ²⁾	452,600 ²⁾	111,000 ²⁾	6,705,200 ²⁾	510,200 ²⁾	—	—	V. col. 27	1,434,700 ²⁾	274,000 ²⁾	—
Hongrie . . .	—	18,486	338,938 ⁴⁾	34,300 ⁴⁾	8,072 ⁴⁾	381,310 ⁴⁾	28,062 ⁴⁾	—	—	5)	109,710 ⁴⁾	19,728 ⁴⁾	—
Belgique . . .	—	339,005	9,760,000	63,000	20,000	9,983,000	779,600	1,360	2,339,000	4,009,000	3,223,000	524,000	300,000
Danemark . . .	—	115,410	2,375,528	113,012	—	2,488,540	29,540	—	25,049 (exemplaires)	1,068,586	264,818	49,390	—
Egypte . . .	—	4,068 ⁶⁾	307,645	16,759	4,119	328,523	—	—	—	—	34,757	3,861	1,700
Espagne . . .	—	—	2,017,520	204,000	10,600	2,232,120	45,925	—	21,569	2,146,610	1,000,213	14,613	—
Etats-Unis . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
France . . .	—	—	23,675,000	1,171,000	—	24,846,000	634,000	—	8,409,000	—	5,269,000	1037,000 ²⁾	V. col.
Gde-Bretagne . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce . . .	—	—	372,086	68,269	—	440,355	3,996	—	280,773 ⁵⁾	—	Voir col. 51	5,168	V. col.
Inde britannique ²⁾	6	—	2,559,429		—	2,559,429	—	—	—	V. col. 53	346,494 ³⁾	37,120	V. col.
Italie . . .	—	—	8,766,900	1,364,772	—	10,131,672	—	—	—	3,565,910	2,562,120	—	V. col.
Luxembourg . . .	—	—	670,199	28,340	14,338	712,877	49,829	352	—	107,784	121,643	11,966	1,300
Montenegro . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège . . .	—	—	1,175,234	71,224	2,262	1,248,720	7,084	—	59,566	219,540	89,752	4,240	5,800
Pays-Bas . . .	—	—	5,215,812	104,045	2,498	5,322,355	409,789	1,354	744,881	949,571	1,027,195	409,730	5,900
Portugal ⁴⁾ . . .	457	—	1,016,301	1,885	865	1,019,051	—	—	229,806 ⁶⁾	487,474	Voir col. 51	—	V. col. 51
Roumanie . . .	—	—	2,411,594	339,731	10,225	2,761,550	35,435		V. col. 53	—	299,018 ³⁾	37,120	—
Russie . . .	31,961	—	3,646,523	185,203	—	3,831,726	48,448	—	—	661,216	—	1,068,501	—
Serbie . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède . . .	64	8,250	1,684,470	329,729	7,728	2,021,927	16,790	78	134,281	485,566	145,618	7,670	3,700
Suisse . . .	562	1,329,305	8,020,480	200,876	—	8,221,356 ¹³⁾	909,740	—	—	V. col. 27	3,362,944	168,584	110,000
Extrapoltes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turquie . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Colonies fran- çaises:</i>													
Cochinchine . . .	—	—	96,856	13,936	3,608	114,400	120	—	—	4,742	23,348	168	—
Etabl ^s franç ^s de l'Inde ¹⁾ . . .	—	—	8,736	2,029	239	11,004	3	—	12	254	2,534	68	—
Gabon . . .	—	—	104	7	4	115	—	—	—	—	—	—	—
Guadeloupe . . .	—	6,000	49,504	6,340	1,896	57,740	120	—	200	6,000	4,092	564	—
Guyane fran- çaise . . .	—	—	24,035	4,724	692	29,451	32	1	317	1,064	—	96	—
Iles de l'Océa- nie soumises au protect.de la France . . .	—	—	5,484	196	540	6,220	—	—	609	890	—	—	—
Martinique ²⁾ . . .	—	—	3)	3)	—	—	—	—	4)	—	4)	4)	—
Mayotte . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nossi-Bé . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nouvelle-Ca- lédonie . . .	26	1,103	31,905	15,336	263	47,504	65	2	2,813	10,052	121	96	—
Réunion . . .	—	—	57,487	7,086	1,816	66,389	54	—	—	—	15,222	161	—
St-Pierre et Miquelon . . .	—	409	16,680	11,109	531	28,320	10	—	1,679	—	—	6	—

Service international (Expédition).

Pays.	Envois recom- mandés. — Nombre.	Lettres avec déclaration de valeur		De- mandes d'avis de ré- ception — Nombre.	Envois exprés. — Nombre.	Mandats de poste.			Quittances à encaisser, lettres contre remboursemt, etc.			Colis				
		Nombre.	Valeur.			Nombre.	Valeur.	Nombre.	Valeur.	Nombre.	Valeur.	ordi- naires. — Nombre.	avec déclaration de valeur.			
													Nombre.	Valeur.		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67				
			Fr. C ^s				Fr. C ^s		Fr. C ^s			Fr. C ^s				
Allemagne	1,506,240 ²⁾	419,046	360,548,521	—	8,734	39,436	402,005	30,433,819	—	162,629	3,283,180	—	1,182,010	251,248	294,790,398	—
Autriche	609,508 ⁴⁾⁹⁾	Voir les colonnes 66 et 67		—	5)	100,163	4,511,828	25	22,992 ¹⁰⁾	417,583 ¹⁰⁾	—	356,300	1,067,500 ⁸⁾	431,105,250 ⁸⁾	—	
Bulgarie	41,994 ³⁾⁴⁾	Voir les colonnes 66 et 67		—	—	16,508	931,735	—	12,072	234,782	50	1,926 ⁴⁾	15,444 ⁴⁾⁹⁾	24,166,735 ⁴⁾⁹⁾	—	
Belgique	163,103	42,713	37,087,045	72	V. col. 31	1,255	91,441	4,081,960	24	—	—	—	—	—	—	
Danemark	102,712	41,436	35,114,194	—	—	78	38,157	2,875,670	84	5,938	220,488	88	44,264	4,953	22,571,052	—
Egypte	14,666	—	—	—	212	—	5,399	1,141,842	—	—	—	—	—	—	—	
Espagne	39,299	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Etats-Unis	—	—	—	—	—	109,409 ¹⁾	10,715,700 ¹⁾	39	—	—	—	—	—	—	—	
France	469,000	47,000	23,399,000	—	3,000	—	233,000	10,202,000	—	—	—	—	—	—	—	
Irlande	—	—	—	—	—	115,804	9,103,827	—	—	—	—	—	—	—	—	
Grèce	10,464	—	—	—	256	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Grande-Bretagne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Italie	501,920	—	—	—	—	50,570	4,365,971	98	—	—	—	—	—	—	—	
Luxembourg	10,967	2,349	1,798,845	86	70	164	36,469	5,059,138	88	—	—	—	24,033	2,785	5,210,230	80
Monténégro	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Norvège	83,796	28,392	7,225,265	38	54	—	12,955	643,736	—	384	10,982	—	5,096	390	4,587,570	—
Pays-Bas	162,619	9,590	11,417,167	60	527	1,709	31,684	1,591,616	52	—	—	—	—	—	—	
Portugal	7,980	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Roumanie	88,179	52,238 ⁴⁾	100,721,650 ⁴⁾	26	—	—	—	—	—	—	—	—	V. col. 66	7,770 ⁶⁾	31,563,770	82
Russie	250,814	108,932	99,165,000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,819	34,843	264,477,000	—
Séville	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Suède	213,590	12,134	12,522,378	—	130	104	10,082	637,119	—	513	10,198	—	8,879	3,030	16,052,396	—
Suisse	232,596	8,528	—	—	364	468	201,518	12,485,864	05	29,691 ⁸⁾	624,642 ⁸⁾	—	429,573	—	—	
Turquie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Colonies fran- çaises:																
Inde chinoise	688	—	—	—	5	—	7,617	1,350,925	14	—	—	—	—	—	—	
Indes fran- çaises																
de l'Inde 1)	196	3	2	70	124	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Madagascar	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Guadeloupe	205	—	—	—	35	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Guyane fran- çaise	153	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Îles de l'Océa- nique																
de la France	48	—	—	—	—	—	189	20,937	36	—	—	—	—	—	—	
Martinique 2)	224	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Mayotte	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nossi-Bé	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nouvelle-Ca- ledonie	575	—	—	—	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
La Réunion	268	—	—	—	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Saint-Pierre et Miquelon	44	—	—	—	9	—	1,181	220,087	29	—	—	—	—	—	—	

Service international (Réception).

Pays.	Lettres				Cartes-correspondance		Journaux et autres publications périodiques servis par abonnement.		Autres imprimés de toute nature.	Echantillons de marchandises.	Papiers d'affaires.	Envois recommandés.
	affranchies.	non ou insuffisamment affranchies.	franches de port.	TOTAL.	simples.	avec réponse payée.	Nombre de paquets.	Nombre de numéros.				
	Nombre.	Nombre.	Nombre.		Nombre.	Nombre.						
68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	
Allemagne . . .	33,332,925	886,232	132,150	34,351,307	2,447,981	15,494	30,735 ¹⁾	4,151,084	11,260,383	1,732,436	185,444	1,385,628
Autriche . . .	29,435,900	1,214,300	3,684,000	34,334,200	4,003,400	—	—	V. col. 27	5,872,800	1,471,700	—	2,824,233
Hongrie . . .	351,708 ⁴⁾	28,170 ⁴⁾	11,178 ⁴⁾	391,056 ⁴⁾	28,260 ⁴⁾	—	—	5)	143,118 ⁴⁾	23,028 ⁴⁾	—	36,126 ⁴⁾
Belgique . . .	7,669,000	256,000	36,000	7,961,000	309,400	600	1,974,000	2,651,000	2,819,000	336,000	40,000	226,000
Danemark . . .	2,367,544	68,049	—	2,435,593	52,120	—	11,780 (exemplaires)	619,499	445,402	81,964	—	110,100
Egypte . . .	320,271	20,008	1,265	341,544	2,267	—	—	—	310,125	17,004	7,049	11,720
Espagne . . .	2,461,074	86,420	13,580	2,561,074	19,570	—	25,807	3,561,711	1,789,740	45,015	—	71,070
Etats-Unis . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
France . . .	24,247,000	1,025,000	—	25,272,000	855,000	—	6,712,000	—	2,292,000	588,000 ²⁾	V. col. 75	742,000
Gde-Bretagne . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce . . .	335,797	73,484	—	409,281	3,937	—	186,381 ⁴⁾	—	V. col. 74	V. col. 74	V. col. 74	10,120
Inde brit ³⁾ . . .	1,939,555	—	—	1,939,555	—	—	V. col. 76	—	1,902,676 ³⁾	V. col. 76	V. col. 76	—
Italie . . .	7,728,820	730,070	—	8,458,890	—	—	V. col. 76	—	5,434,160 ²⁾	—	—	—
Luxembourg . . .	718,215	30,031	14,413	762,659	61,264	528	—	399,739	218,215	21,505	1,084	13,104
Montenegro . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège . . .	1,811,240	74,542	1,846	1,887,628	15,314	78	101,114	573,635	280,540	34,718	866	75,908
Pays-Bas . . .	5,190,025	120,238	1,505	5,311,768	283,147	281	936,474	1,682,853	767,087	251,984	4,019	163,800
Portugal ⁴⁾ . . .	786,192	491,952	858	1,279,002	2,554	—	800,406 ⁶⁾	1,280,240	V. col. 74	V. col. 74	—	13,852
Roumanie . . .	776,071	79,690	—	855,761	—	16,410	V. col. 76	—	1,219,409 ³⁾	32,998	—	80,963
Russie . . .	4,838,971	299,206	—	5,138,177	41,639	—	—	3,314,281	—	1,498,138	—	285,381
Serbie . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède . . .	2,712,843	91,212	5,668	2,809,723	31,576	—	235,233	585,720	527,436	99,086	118,066	96,601
Suisse . . .	8,435,960	385,580	—	8,821,540	606,788	—	—	1,899,031 ⁹⁾	4,749,056	385,008	8,632	253,136
Turquie . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Colonies françaises:</i>												
Cochinchine . . .	89,466	16,944	2,040	108,450	70	—	—	39,100	6,368	317	35	817
Etabl ⁸⁾ franç ⁸⁾ de l'Inde ¹⁾ . . .	5,816	498	94	6,407	6	—	1,093	2,494	2,044	48	27	48
Gabon . . .	225	18	9	252	1	—	419	430	6	—	—	4
Gadeloupe . . .	60,936	9,996	3,600	74,532	200	—	23,530	134,712	50,000	3,000	200	505
Guyane française . . .	24,320	4,021	1,487	29,828	—	—	257	11,235	—	64	7	338
Iles de l'Océanie soumises au protect. de la France . . .	3,252	4,180	1,120	8,552	5	—	5,010	8,095	—	—	—	45
Martinique ²⁾ . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	301
Mayotte . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nossi-Bé . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nouvelle-Calédonie . . .	31,251	16,309	1,554	49,114	14	—	2,417	30,175	1,743	276	220	612
Réunion . . .	57,614	7,061	2,555	67,230	72	—	—	—	40,309	380	54	750
St-Pierre et Miquelon . . .	10,597	12,028	3-3	23 008	3	—	13,707	—	—	15	20	86

Lettres-Rebut.

Pays	Service Intérieur.						Service international.					
	Nombre total des lettres de toute catégorie de et pour l'intérieur.	Nombre des lettres du service intérieur, tombées en rebut.	Rapport pour % de la colonne 92 à la colonne 91.	Nombre des lettres-rebut du service intérieur qui ont pu être remises en distribution ou renvoyées aux expéditeurs.	Rapport pour % de la colonne 94 à la colonne 92.	Nombre des lettres du service intérieur restées en souffrance.	Nombre des lettres de toute catégorie expédiées de l'intérieur par l'étranger.	Nombre des lettres de l'intérieur pour l'étranger qui sont rentrées au bureau des rebus.	Rapport pour % de la colonne 98 à la colonne 97.	Nombre des lettres-rebut revenues de l'étranger (col. 98) et qui ont pu être replacées.	Rapport pour % de la colonne 100 à la colonne 98.	Nombre des lettres-rebut voyées l'étranger qui sont restées en souffrance.
	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102
Allemagne . . .	486,793,488	1,068,698	0,22	839,557	78,5	229,141	34,091,032	160,211	0,47	141,118	88,1	19
Autriche . . .	207,830,972	391,108	0,2	110,677	28,3	265,165	34,802,527	107,678	0,3	16,128	15,0	82
Hongrie . . .	—	—	—	—	—	115,937 ⁷⁾	—	—	—	—	—	12
Belgique . . .	43,491,280	92,573	0,21	45,811	49,49	46,762	10,168,816	30,804	0,30	18,303	59,42	12
Danemark . . .	20,806,145 ²⁾	30,149 ²⁾	0,14	16,258 ²⁾	53,9	13,891 ²⁾	—	—	—	—	—	12
Egypte . . .	1,936,900	16,127	0,83	2,168	13,44	13,959	343,401	1,279	0,37	652	51	12
Espagne . . .	74,516,596	2,890,240	3,87	1,642,240	56,81	1,258,000	2,278,045	396,000	17,38	299,280	75,57	12
Etats-Unis . . .	—	3,584,744 ²⁾	—	1,594,426 ³⁾	44,5	1,990,318 ⁴⁾	—	108,632	—	—	—	12
France . . .	315,564,000	1,361,239	0,43	483,616	35,5	877,623	25,340,000	154,886	0,61	83,201	58,5	71
Gde-Bretagne . . .	—	4,342,595	—	3,672,067	84,5	622,134	—	249,204	—	180,308	72,3	68
Grèce . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	68
Inde britannique ²⁾	107,576,943	1,814,346	1,68	1,065,391	58,72	748,955	—	—	—	—	—	12
Italie . . .	—	478,248	—	47,298	7	2,467	—	82,923	—	12,816	15	12
Luxembourg . . .	1,366,069	2,282	0,016	30	1,31	2,252	726,357	2,352	0,32	50	2,13	2
Montenegro . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Norvège . . .	7,846,840	14,676	0,19	5,544	37,77	9,132	1,367,992	9,306	0,68	3,624	38,94	5
Pays-Bas . . .	43,952,786	47,721	0,11	1,978	4,14	45,743	5,496,273	11,300	0,2	753	6,6	10
Portugal ⁴⁾ . . .	10,497,653	49,513	0,47	682	1,3	48,831	1,018,186	4,135	0,4	428	10,3	1,017
Roumanie . . .	6,193,676 ⁶⁾	27,530 ⁶⁾	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	10
Russie . . .	50,624,212	154,986	0,30	1,985	1,28	153,001	3,093,463	8,200	0,26	155	1,89	8
Serbie . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8
Suède . . .	23,932,051	21,833	0,09	833	3,82	21,000	2,247,755	21,469	0,96	273	1,27	21
Suisse . . .	35,604,034	81,870	0,22	—	—	—	8,221,356	40,612	0,49	—	—	21
Turquie . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
<i>Colonies françaises:</i>												
Cochinchine . . .	110,800	180	0,16	—	—	—	106,410 ¹⁾	340 ²⁾	0,32	—	—	10
Etabl ^{ts} franç ^s de l'Inde ¹⁾ . . .	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	10
Gabon . . .	—	—	—	—	—	—	119	1	—	—	—	10
Guadeloupe . . .	263,060	5,525	2,32	—	—	5,525	57,740	250	0,43	—	—	10
Guyane franç. . .	24,792	14	0,05	—	—	—	—	—	—	—	—	10
Iles de l'Océanie soumises au protect. de la France . . .	10,480	169	1,5	25	14	144	—	—	—	—	—	10
Martinique . . .	239,104	3,488	1,46	356	10	—	—	—	—	—	—	10
Mayotte . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
Nossi-Bé . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
Nouvelle-Calédonie . . .	27,416	260	1,00	27	10	283	47,241	23	0,05	8	34	10
Réunion . . .	312,714	3,637	1,16	17	0,46	3,620	66,657	82	0,12	31	37,80	10
St-Pierre et Miquelon . . .	—	—	—	—	—	—	—	17	—	—	—	10

Résultat financier.

Recettes.

Pays	Produit de la vente										Recettes effectuées en numéraire, du chef de ports, taxes, primes d'assurance, frais d'enregistrement et de récépissé, droits sur les encassements, abonnements, mandats-poste, etc.		Taxes perçues pour				Remboursements reçus des Administrations étrangères.		Autres recettes diverses.	
	des timbres-poste.		des enveloppes timbrées.		des bandes timbrées.		des cartes-correspondance simples.		des cartes-correspondance avec réponse payée.		transport de voyageurs.		expédition d'estafettes ou courriers.		des Administrations étrangères.		recettes diverses.			
	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	Fr.	C ^s	Fr.	C ^s	Fr.	C ^s	Fr.	C ^s		
Allemagne ³⁾	97,451,356	17	2,229,233	35	262,366	98	4,797,476	85	68,997	14	48,158,736 ⁴⁾	03	8,405,734	90	117,151	39	71,740	49	1,530,877	30
Autriche	15,446,750	—	2,188,655	—	90,612	50	1,715,125	—	—	—	16,529,207	50	828,675	—	475	—	—	—	55,850	—
Bulgarie	6,991,918 Fr. 68 ⁷⁵ C ^s										5,457,123	10	131,717	01 ²⁵	734	78 ⁷⁵	258,509	90	520,546	12 ⁵⁰
Belgique	7,476,764	48	52,649	96	—	—	491,356	50	7,463	30	1,044,669	34	—	—	—	—	519,545	79	3,608	63
Danemark ³⁾	3,030,699	31	4714 Fr. 69 C ^s				19,028	51	—	—	710,456	24	1,195,934	13	—	—	82,929	17	56,648	82
Égypte	620,458	—	—	—	—	—	—	—	—	—	943,611	75	45,958	40	—	—	—	—	45,310	20
Espagne	11,309,777	26	—	—	27,503	11	129,915	—	—	—	194,260	94	—	—	—	—	—	—	128,498	75
États-Unis ⁵⁾	138,967,077 Fr. 56 C ^s										11,204,465	98	—	—	—	—	124,033	93	153,739	62
France	101,884,352	13	—	—	—	—	3,545,710	76	—	—	8,322,799	59	—	—	—	—	2887,942	22	67,047	41
Bretagne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alsace	585,218 ⁶⁾	67	—	—	—	—	V. col. 103	—	—	—	—	—	—	—	—	—	376	74	—	—
Irlande britannique ²⁾	10,980,752	50	877,265	—	—	—	—	—	—	—	5,320,612	50	292,715	—	2671375	—	589,605	—	90,955	—
Italie	18,224,065	14	—	—	—	—	1,075,856	—	215,461	50	3,880,410	31	56,704	08	—	—	844,567	07	319,236	45
Luxembourg	244,426	66	—	—	—	—	—	—	—	—	74,304	27	—	—	—	—	—	—	5,514	92
Monténégro	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	1,235,374 Fr. 07 C ^s 3)										—	—	—	—	—	—	50,441	89	36,876	81
Pays-Bas	6,947,081 Fr. 65 C ^s										131,759	60	—	—	—	—	357,714	94	2,196	77
Portugal ⁴⁾	2,083,661	09	—	—	—	—	—	—	—	—	542,672	68 ⁵⁰	—	—	—	—	85,672	66 ⁵⁰	253	82 ⁵⁰
Roumanie	541,674	68	—	—	21,035	45	8,106	Fr. 95 C ^s	—	—	964,529	24	8,448	61	—	—	106,277	82	850	64
Russie	16,346,739	76	3,612,275	46	—	—	245,285	73	—	—	21,148,811	86	3,374	96	461,324	34	123,774	56	1,098,477	78
Séville	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sicile	5,543,538	—	64,192	—	—	—	10,779	—	892	—	337,736	—	83,455	—	—	—	58,713	—	21,695	—
Suisse	3,739,118	82	2,232,631	—	18,217	80	324,460	40	4,740	—	6,697,294	73	3,290,351	89	89,064	—	137,920	—	261,738	91
Turquie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Colonies françaises:																				
Chine	76,150	12	—	—	—	—	—	—	—	—	10,753 ³⁾	15	—	—	—	—	—	—	757	20
Indes françaises	6,396	39	—	—	—	—	—	—	—	—	224	63	—	—	—	—	—	—	—	—
Madagascar	53	78	—	—	—	—	—	—	—	—	11	90	—	—	—	—	—	—	—	—
Guadeloupe	55,704	77	—	—	—	—	—	—	—	—	12,088	85	—	—	—	—	—	—	—	—
Guayane française	10,130	52	—	—	—	—	6	40	—	20	3,195	30	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles de l'Océan indien soumises au protect.																				
La Réunion	4,811	40	—	—	—	—	—	—	—	—	2,274	60	—	—	—	—	—	—	—	—
Martinique	61,473	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37,613	38	—	—	—	—	—	—	—	—
Mayotte	2,711	06	—	—	—	—	—	—	20	—	1,252	53	—	—	—	—	—	—	—	—
Nossi-Bé	2,642	35	—	—	—	—	—	—	—	—	539	17	—	—	—	—	—	—	—	—
Nouvelle-Calédonie	27,491	70	—	—	8	30	4	15	2	40	16,121	20	—	—	—	—	—	—	1,117	10
Polynésie française	77,075	58	—	—	—	—	—	—	—	—	30,091	46	—	—	—	—	—	—	—	—
La Nouvelle-Calédonie et la Réunion	7,798	50	—	—	—	—	—	—	—	—	9,254	27	—	—	—	—	—	—	—	—

Résultat financier.

Pays.	Recettes.		Dépenses.														
	TOTAL		Traitements, émoluments, indemnités, etc.				Achat et entretien des bâtiments et du matériel des postes, frais de location, de chauffage et d'éclairage, fournitures de bureau et autres menus frais.	Frais de transport par les routes ferrées, pavées, macadamisées, ordinaires, maritimes et fluviales.		Indemnités pour pertes ou avaries de correspondances assurées.		Subventions					
	des RECETTES.		des fonctionnaires et employés.		des facteurs et autres agents subalternes.							aux entrepreneurs de relais de poste.		aux compagnies de navigation.			
	113		114		115		116		117		118		119		120		
	Fr.	C ^s	Fr.	C ^s	Fr.	C ^s	Fr.	C ^s	Fr.	C ^s	Fr.	C ^s	Fr.	C ^s	Fr.	C ^s	
Allemagne ³⁾	163,093,670	60	49,864,271	26	34,599,300	56	16,031,600	—	34,805,609	75	195,156	03	104,235	—	255,017	3	
Autriche . . .	36,855,350	—	8,957,725	—	6,622,425	—	4,491,650	—	10,154,600	—	115,300	—	2,718,250	—	500,000	—	
Hongrie . . .	13,360,549	61 ²⁵	4,649,755 Fr. 36 ²⁵ C ^s				1,386,865	56 ²⁵	4,958,706	30	186,655	85	—	—	—	—	
Belgique . . .	9,599,058	—	2,015,575	89	2,734,576	81	694,000	—	438,239 ⁶⁾	22	2,544	23	—	—	113,704	1	
Danemark ³⁾	5,099,710	87	1,321,330	76	491,986	32	1,046,088	53	2,008,058	99	1,781	58	55,119 Fr. 63 C ^s				
Egypte . . .	1,655,338	35	983,344	55	151,208	15	277,762	—	177,219	80	—	—	—	—	—	—	
Espagne . . .	12,037,955	05	1,287,250	—	3,083,250	—	460,000	—	2,049,255	—	3,000	—	—	—	14,000	—	
Etats-Unis ⁶⁾	150,449,317	09	71,702,416	90	12,499,875	97	8,558,706	02	77,441,414	75	—	—	—	—	2,778,875	—	
France . . .	116,707,852	11	14,990,702	83	17,840,722	73	5,225,641	89	7,739,455	33	8,860	—	—	—	24,574,522	9	
G ^d e-Bretagne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Grèce . . .	585,595	41	131,360	—	8,160	—	49,840	—	186,524	—	450	—	—	—	—	—	
Inde brit ¹ ic ²⁾	20,823,280	—	11,176,060 Fr.				43,930	—	3,728,817	50	—	—	—	—	1,922,482	3	
Italie . . .	24,616,300	55	6,155,244	51	2,604,818	77	752,614	04	3,152,678	02	5,650	—	19,640	—	8,302,906	3	
Luxembourg .	331,014	15	90,010	88	136,614	76	35,157	29	49,036	86	7,761	34	—	—	—	—	
Montenegro .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Norvège . . .	1,990,805	55	704,911 Fr. 11 C ^s				—	—	1,082,389	43	2,987	59	—	—	—	—	—
Pays-Bas . . .	7,438,752	96	3,040,006 Fr. 80 C ^s				759,070	91	605,554	46	52	91	—	—	171,428	3	
Portugal ⁴⁾	2,712,360	26 ⁵⁰	653,974	22 ⁵⁰	168,263	68	16,759	64 ⁵⁰	425,727	02 ⁶⁰	—	—	—	—	—	—	
Roumanie . .	1,666,923	39	1,500,000 ⁷⁾	—	400,000 ⁷⁾	—	138,900 ⁷⁾	—	5,000	—	62,904	70	638,795	69	2,204	3	
Russie . . .	46,040,064	45	14,468,422 Fr. 32 C ^s				8,363,052	32	7,889,703	—	219,354	04	24,897,138 ¹⁾	20	—	—	
Serbie . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Suède . . .	6,121,000	—	2,646,860	—	617,147	—	575,981	—	2,723,609	—	8,288	—	—	—	—	—	
Suisse . . .	16,795,537	55	3,339,556	22	3,145,436	45	2,445,690	13	5,765,643 ¹¹⁾	85	15,105 ¹²⁾	13	V. col. 117	—	V. col. 117	—	
Turquie . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
<i>Colonies françaises :</i>																	
Cochinchine .	87,660	47	20,192	—	5,360	—	4,500 ⁴⁾	—	3,000 ⁵⁾	—	—	—	—	—	—	—	
Etabl ¹ ts franç ^s de l'Inde ¹⁾	6,621	02	1,939	32	680	—	280	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Gabon . . .	65	68	41	67	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Guadeloupe .	67,793	62	34,120	—	9,000	—	1,000	—	3,200	—	—	—	38,974	—	18,248	3	
Guyane franç.	13,332	42	5,300	—	13,079	67	2,072	92	—	—	—	—	—	—	—	—	
Iles de l'Océanie soumises au protect. de la France .	7,086	—	6,300	—	480	—	14,688	—	—	—	—	—	—	—	52,125	—	
Martinique .	99,086	38	19,000	—	23,675	—	—	—	13,020	—	—	—	—	—	6,000	—	
Mayotte . . .	3,963	79	1,200	—	1,800	—	100	—	—	—	—	—	—	—	62,500	—	
Nossi-Bé . . .	3,181	52	1,200	—	1,000	—	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nouvelle-Calédonie . .	44,744	85	24,500	—	4,800	—	1,600	—	3,000	—	—	—	16,847	—	112,000	—	
Réunion . . .	107,167	04	42,000	—	36,480	—	6565	—	37,479	05	—	—	—	—	—	—	
St-Pierre et Miquelon .	17,052	77	3,250	—	2,140	—	701	84	—	—	—	—	—	—	51,546	3	

Résultat financier.

Pays.	Dépenses.						Excédant			
	Remboursements payés aux Administrations étrangères.		Autres dépenses diverses.		TOTAL DES DÉPENSES.		DES RECETTES.		DES DÉPENSES.	
	121		122		123		124		125	
	Fr.	C ^s	Fr.	C ^s	Fr.	C ^s	Fr.	C ^s	Fr.	C ^s
Allemagne ¹⁾	1,246,420	12	15,314,953 ⁶⁾	81	152,416,563	90	10,677,106	70	—	—
Autriche	1,445,375	—	2,471,875	—	37,477,200	—	—	—	621,850	—
Hongrie	169,179	38 ⁷⁵	159,108	31 ²⁵	11,510,270	77 ⁵⁰	1,850,278	83 ⁷⁵	—	—
Belgique	91,169	49	336,861	26	6,428,671	06	3,170,386	94	—	—
Danemark ³⁾	30,504	17	46,450	65	5,001,320	63	98,390	24	—	—
Egypte	13,003	95	135,816 ⁷⁾	—	1,738,354	45	—	—	83,016	10
Espagne	435,278	51	103,040	90	7,435,074	41	4,602,880	64	—	—
Etats-Unis ⁵⁾	171,919	04	586,311	24	173,739,518	92	—	—	23,290,201	83
France	113,236	67	597,852	60	71,090,994	96	45,616,857	15	—	—
Grande-Bretagne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce	41,250	—	—	—	417,584	—	168,011	41	—	—
Inde britannique ²⁾	2,020,937	50	1,764,837	50	20,657,065	—	166,215	—	—	—
Italie	219,574	93	625,511	27	21,838,638	13	2,777,662	42	—	—
Luxembourg	58,077	23	3,073	93	379,732	29	—	—	48,718	14
Montenegro	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	101,929	39	232,306	75	2,124,524	27	—	—	133,718	72
Pays-Bas	481,438	73	58,275	88	5,115,828	26	2,322,924	70	—	—
Portugal ⁴⁾	313,209	46 ^{1/2}	177,115	11	1,755,049	15	957,211	11 ^{1/2}	—	—
Roumanie	308,862	32	1,000	—	2,757,667	02	—	—	1,090,743	63
Russie	454,871	38	235,900	—	56,528,441	26	—	—	10,488,376 ²⁾	81
Serbie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède	295,553	—	206,562	—	7,074,000	—	—	—	953,000	—
Suisse	1,949,714	—	33,974	49	16,695,120	27	100,417	28	—	—
Turquie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Colonies françaises :</i>										
Cochinchine	—	—	—	—	33,052 ⁸⁾	—	54,608	47	—	—
Etablissements français de l'Inde ¹⁾	—	—	27	80	2,927	12	3,693	90	—	—
Gabon	—	—	—	—	46	67	19	01	—	—
Guadeloupe	3,089	05	4,000	—	111,631	55	—	—	43,837	93
Guyane française	—	—	—	—	20,452	59	—	—	7,120	17
Iles de l'Océanie soumises au protectorat de la France	1,303 ²⁾	92	—	—	74,896	92	—	—	67,810	92
Martinique	—	—	23,700	—	85,395	—	13,691	38	—	—
Mayotte	—	—	—	—	65,600	—	—	—	61,636	21
Nossi-Bé	—	—	—	—	2,300	—	881	52	—	—
Nouvelle-Calédonie	10,000	—	1,000	—	173,747	—	—	—	129,002	15
Réunion	15,000	—	2,614	72	140,078	77	—	—	32,911	73
St-Pierre et Miquelon	138	02	307	73	58,083	98	—	—	41,031	21

OBSERVATIONS.

Les tirets dans les colonnes indiquent que les renseignements sont défaut, ou bien que le service auquel cette colonne se rapporte n'existe pas.

Allemagne.

1° Ne comprend que le nombre des abonnements pris par l'intermédiaire des bureaux de poste.

2° Le nombre de ces envois est aussi compris dans le chiffre donné séparément pour chaque catégorie de correspondance dans les colonnes précédentes.

3° Le résultat financier comprend, pour ce qui concerne le ressort postal de l'Empire Allemand (l'Allemagne moins la Bavière et le Wurtemberg), les recettes et les dépenses des postes et des télégraphes.

4° Y compris 15,219,148 fr. 58 c^{es} de recettes télégraphiques.

5° Y compris 1,575,174 fr. 76 c^{es} de dépenses extraordinaires.

Autriche.

1° Ce chiffre comprend les services exploités sur les lacs.

2° Y compris les envois à destination de l'Allemagne.

3° Y compris le service international.

4° Le nombre de ces envois est aussi compris dans le chiffre donné séparément pour chaque catégorie de correspondances dans les colonnes précédentes.

5° Le nombre de ces objets est cumulé avec celui des lettres affranchies.

6° Mandats émis à destination de l'Autriche et de la Hongrie.

7° Envois contre remboursement (sommes payées aux expéditeurs).

8° Y compris les lettres avec déclaration de valeur.

9° Non compris les envois à destination de l'Allemagne. (Voir l'observation n° 2).

10° Ces chiffres ne s'appliquent qu'aux sept premiers mois de 1876: le service de remboursement entre l'Autriche et la Hongrie d'une part, l'Allemagne et la Suisse d'autre part ayant été suspendu à partir du 1^{er} août 1876.

Hongrie.

1° Cette proportion est inférieure au chiffre réel, vu que le nombre des lettres expédiées pour l'étranger ne comprend pas les lettres à destination de l'Allemagne.

2° Les chiffres indiqués dans les colonnes 14, 15, 16, 17 et 18 de la Statistique générale de 1875 indiquent les milliers.

3° Le nombre de ces envois est aussi compris dans le chiffre donné séparément pour chaque catégorie de correspondance dans les colonnes précédentes.

4° Les données statistiques relatives à ces envois ne comprennent pas l'échange de la Hongrie avec l'Allemagne. Cet échange (expédition et réception) a donné: *lettres affranchies* 2,097,432, *lettres non ou insuffisamment affranchies* 94,887, *lettres franches de port* 72,558, *cartes-correspondance simples* 369,986, *imprimés* 837,188, *échantillons* 134,208, *envois recommandés* 136,055, *colis ordinaires* 68,132, *colis avec déclaration de valeur*: nombre 72,870, valeur fr. 72,336,985.

5° Le nombre de numéros des journaux expédiés pour ou reçus de l'étranger, et celui des journaux ayant transité à découvert par la Hongrie est de 3,066,000.

6° Y compris les lettres avec déclaration de valeur.

7° Y compris les lettres pour l'étranger rentrées comme rebuts.

Belgique.

1° Y compris 18 bureaux ambulants.

2° Ce chiffre comprend les services postaux suivant: d'Ostende à Douvres 114 kilomètres, d'Anvers à Buenos-Ayres 11,853 kilomètres, d'Anvers à New-York 6191 kilomètres, d'Anvers à Philadelphia 6454 kilomètres.

3° savoir: entre Ostende et Douvres 166,440 kilomètres, entre Anvers et Buenos-Ayres 568,944 kilomètres, Anvers à New-York 185,730 kilom., Anvers et Philadelphie 193,620 kilom.

4° Y compris les demandes à destination de l'étranger.

5° Quittances: nombre 562,886, valeur fr. 10,426,553. 6° effets de commerce (pour le dernier trimestre): nombre 33,286, valeur fr. 8,372,710. 74.

6° Ce chiffre ne comprend ni la part revenant à la poste dans les frais du service de paquebots d'Ostende à Douvres, ni les frais résultant pour les chemins de fer de l'État, tant de la traction des bureaux ambulants que du transport et du convoi des dépêches postales.

Danemark.

1° Le nombre des employés de poste, indiqués dans la Statistique générale de 1875 ne comprenait pas les préposés des établissements ruraux, les facteurs, etc.

2° Y compris les lettres pour l'étranger, rentrées en rebut.

3° Les résultats financiers portent sur l'année qui a commencé le 1^{er} avril 1876 et fini le 31 mars 1877.

Egypte.

1° Ces chiffres ne s'appliquent qu'à l'Egypte proprement dite, c'est-à-dire, non compris la Nubie, le Darfour et le Kordofan.

2° Non compris 8 bureaux de poste établis à l'étranger.

3° Sur le canal de Suez.

4° Service à dromadaire.

5° Ces chiffres indiquent le nombre et la valeur des groupes (y compris les envois de numéraire faits pour compte du Gouvernement et des Daïras, et s'élevant à fr. 113,291,259. 36).

6° Nombre des voyageurs transportés par les canots à vapeur sur le canal maritime de Suez.

7° Y compris fr. 51,604. 70 de pensions et gratifications aux employés licenciés.

Etats-Unis d'Amérique.

1° Ces chiffres ne s'appliquent, par rapport aux échanges avec le Canada, qu'à une période de 11 mois.

2° Y compris 108,632 lettres pour l'étranger, rentrées en rebut.

3° Y compris les lettres-rebut originaires de l'étranger.

4° Y compris les lettres revenues de l'étranger.

5° Les renseignements portent sur l'année financière qui a commencé le 1^{er} juillet 1875 et fini le 30 juin 1876.

France.

1° Y compris les boîtes renfermant des valeurs déclarées, nombre 321,000, valeur fr. 18,535,000.

2° Y compris les papiers d'affaires.

Grèce.

1° savoir: 182 kilomètres par voiliers, 7022 kilomètres par bateaux à vapeur helléniques et 1616 kilomètres par bateaux à vapeur du Lloyd autrichien.

- 2° Le nombre des kilomètres parcourus est
- par voiliers, de 984 kilomètres par semaine,
 - par paquebots-poste helléniques, de 9168 kilomètres par quinzaine,
 - par paquebots-poste du Lloyd autrichien, de 3522 kilomètres par semaine.

3° L'affranchissement dans l'intérieur de la Grèce est obligatoire.

4° Ce chiffre comprend les imprimés de toute nature, les échantillons de marchandises et les papiers d'affaires.

5° Y compris les autres imprimés et les papiers d'affaires.

6° Y compris le produit de la vente des cartes-correspondance simples.

Inde britannique.

1° Y compris les services par voies fluviales.

2° Les renseignements portent sur l'année financière qui a commencé le 1^{er} avril 1875 et fini le 31 mai 1876.

3° Y compris les journaux, les échantillons de marchandises et les papiers d'affaires.

Italie.

1° Y compris les papiers d'affaires.

2° Y compris les journaux et autres publications périodiques.

Luxembourg.

1° L'affranchissement étant obligatoire, ce chiffre ne comprend que les lettres officielles adressées par des autorités fonctionnaires à des particuliers.

Norvège.

1° Recensement de 1875.

2° D'après une communication de l'Administration des postes norvégiennes, les chiffres indiqués pour ces services dans la Statistique générale de l'année 1875 ne sont pas exacts.

3° Y compris le produit de la vente des cartes-correspondance.

4° Une subvention de fr. 901,484 a été accordée à des compagnies de navigation non seulement dans l'intérêt de la Norvège, mais principalement dans le but d'assurer les communications entre les différentes provinces.

Pays-Bas.

1° Non compris les boîtes des bureaux principaux et subsidiaires.

2° Le nombre total des fonctionnaires et agents de poste indiqué dans la statistique de 1875 doit être ramené de 4002 à 3025.

3° Y compris le nombre de kilomètres parcourus par les agents-convoyeurs, qui sont en même temps chargés de l'expédition des correspondances de et pour les localités situées sur la ligne des chemins de fer qu'ils desservent.

4° Y compris le nombre de kilomètres parcourus par les agents employés à la distribution des correspondances.

Portugal.

1° Ce chiffre n'indique que la superficie de la partie continentale du royaume.

2° Non compris quelques employés chargés d'aider et de remplacer les directeurs des bureaux de poste, ni un certain nombre d'agents chargés du service des boîtes à lettres.

3° Ce chiffre ne représente que les services maritimes établis entre Lisbonne et Villa Real de Santo Antonio, Lisbonne et Madère et Lisbonne et les Açores.

4° Les renseignements portent sur l'année financière qui a commencé le 1^{er} juillet 1875 et fini le 30 juin 1876.

5° Y compris les autres imprimés.

6° Y compris les autres imprimés et les échantillons de marchandises.

Roumanie.

1° Dans ces chiffres sont compris les employés des télégraphes, les deux services étant fusionnés.

2° Y compris le nombre de kilomètres parcourus par les facteurs ruraux.

3° Y compris les journaux et autres publications périodiques.

4° Y compris les groupes.

5° Y compris le nombre des colis ordinaires.

6° Y compris les lettres du service international.

7° Télégraphe et Poste ensemble.

Russie.

1° Dont seulement $\frac{1}{3}$ pour les services rendus à l'Administration des postes; les $\frac{2}{3}$ restants, soit fr. 16,598,092. 13 représentent les services rendus aux voyageurs.

2° En déduisant du total des dépenses les $\frac{2}{3}$ des subventions payées pour les services de transport, il resterait un excédant de recettes de fr. 6,109,715. 32.

Suisse.

1° Recensement fédéral de 1870.

2° Ce chiffre représente les services établis sur les lacs.

3° Non compris les lettres officielles du service des postes et des télégraphes.

4° Y compris les journaux à destination de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

5° Y compris les petits colis ouverts, dont le port est de 10^{ces} jusqu'à 250 grammes et les colis jusqu'à 2000 grammes soumis à la taxe des articles de messagerie, mais expédiés avec les correspondances.

6° Mandats d'encaissement: nombre 62,212, valeur fr. 7,481,779; lettres contre remboursement: nombre 1,795,472, valeur fr. 7,182,515.

7° Y compris les groupes et les lettres avec déclaration de valeur.

8° Lettres et autres envois contre remboursement: nombre 28,544, valeur fr. 549,878; mandats d'encaissement expédiés pour l'Allemagne: nombre 1147, valeur fr. 74,764.

9° Ne comprend que les journaux originaires de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

10° Lettres et autres envois contre remboursement: nombre 79,098, valeur fr. 2,484,129; mandats d'encaissement reçus de l'Allemagne: nombre 6917, valeur fr. 771,422.

11° Y compris les subventions payées aux entrepreneurs de relais de poste et aux compagnies de navigation.

12° Y compris fr. 14,980. 48, payés pour pertes ou avaries d'articles de messagerie. (La somme de fr. 20,877. 75 indiquée pour 1875 comprenait fr. 20,802. 75 pour pertes ou avaries d'objets de même nature).

13° Si le nombre indicatif des lettres du service intérieur et des lettres expédiées pour l'étranger est moins élevé pour 1876 que pour 1875, c'est par suite du contrôle établi dans les opérations de dénombrement. Pour plus amples renseignements, voir n° 8, page 107, 2^e volume de „l'Union postale“.

Colonies françaises.

A. Cochinchine.

1° Lettres expédiées de l'étranger pour la Cochinchine.

2° Lettres de l'étranger pour la Cochinchine envoyées au bureau des rebus à Paris.

3° Non compris le droit perçu sur les envois d'argent et dont le produit (fr. 13,509. 99) appartient à la métropole.

4° Le bâtiment affecté au service des postes est entretenu aux frais de la colonie.

5° Le transport des dépêches dans l'intérieur est effectué par la milice du pays.

6° Non compris le montant des remboursements payés aux Administrations étrangères, qui n'a pu être indiqué par l'Office postal de la Cochinchine.

B. Etablissements de l'Inde.

1° Les données statistiques ne s'appliquent qu'au 2° semestre de l'année 1876.

C. Guadeloupe.

1° Aucun agent administratif n'est spécialement et exclusivement affecté au service des postes; ce service étant dirigé par le Chef du service des contributions, sous les ordres du Directeur de l'Intérieur.

D. Guyane française.

1° En dehors de ce service quotidien, il y a encore des services périodiques à pied et en bateaux qui, soit hebdoma-

dairement, soit deux fois par mois, soit mensuellement, met le chef-lieu en communication avec les principaux points de la Colonie.

E. Océanie.

1° Ce chiffre ne concerne que Tahiti et Moorea. la superficie totale des 97 îles formant l'ensemble des Etablissements français et du protectorat est inconnue.

2° Non compris les frais de transit de la correspondance de Tahiti entre San-Francisco et la Métropole; le règlement de ces frais n'était pas encore notifié à la Colonie.

F. Martinique.

1° Y compris les journaux et autres publications périodiques.

2° Les données statistiques pour le service international ne s'appliquent qu'au second semestre de l'année 1876.

3° Poids des lettres affranchies et non affranchies. 178,711 grammes.

4° Poids des journaux, autres imprimés, échantillons, marchandises et papiers d'affaires. 248,908 grammes.

